JEAN-MARIE

LE PEN

TRIBUN DU PEUPLE

Mémoires



Éditions Muller

Mémoires

Tribun du peuple

Jean-Marie Le Pen

Mémoires

Tribun du peuple

ÉDITIONS MULLER

Septembre 2019
ISBN 979-10-90947-24-5

Éditions Muller
3, rue de l'arrivée – 75015 Paris

À mes amours :
La France, les miens, les Français.

Avant-propos

Au dos de la couverture de *Fils de la Nation*, j'annonçais « un nouveau regard sur Le Pen, le sien ». Mes adversaires se sont arrangés pour que peu de personnes le partagent. Ils imposent depuis soixante ans leur propre regard aux Français et entendent garder ce monopole.

La chose a été faite avec art. Les médias ont reconnu que la première partie de mes mémoires se vendait bien et que c'est un bon livre. Le plus agressif des critiques de quelque poids, M. Jean Daniel, a concédé qu'il « se laisse lire ». Radios et télévisions, soucieuses de m'opposer à ma fille Marine, qui tenait en mars 2018 le dernier congrès du Front national, m'ont invité assez copieusement.

Ainsi le système acceptait-il l'inévitable : le battage qui ne pouvait pas ne pas accompagner la publication des souvenirs d'une personnalité telle que la mienne, qui a traversé l'histoire des soixante dernières années. On a laissé librement jouer les tambours qui ne pouvaient pas ne pas jouer, au point même qu'une hystérique professionnelle de la gauche, Mme Angot, a jugé cela inacceptable et malsain. Elle n'avait pas compris que la ruse était de profiter de ce battage publicitaire pour donner envie au grand public de ne pas lire le livre.

Comment cela ? En falsifiant son contenu et réduisant sa portée. En substituant le regard de mes adversaires au mien. Si l'on met à part quelques grands titres où figurent l'*Obs, Valeurs actuelles, Présent, Atlantico*, *Rivarol*, *Challenges*, *La Croix*, *L'Incorrect*, *Le Point*, *Le Figaro Magazine*, l'immense majorité des articles que la presse m'a consacrés n'a pas été rédigée après la lecture du livre, mais d'après la « synthèse » que l'AFP a publiée en balayant des yeux les bonnes feuilles qu'elle s'était procurées. Des dizaines de journaux ont ainsi diffusé ce qu'on nomme un « pré-papier », paru avant la mise en vente, afin de ne pas être en retard sur la concurrence. Puis ils n'y sont plus revenus.

La date de parution des articles en fait foi, et leur contenu : la prose du *Télégramme*, de *La Dépêche du Midi* et de *La Voix du Nord* avoue une origine commune, les journalistes s'étant donné plus ou moins de mal à récrire, couper ou augmenter la dépêche de l'AFP.

De quoi parlent-ils donc tous ? De mon dépucelage, de mon goût pour la chanson, y compris celles de Céline Dion ? Oui, un peu : la rubrique insolite plaît toujours, elle amuse le lecteur en même temps qu'elle range le livre sur le rayon des anecdotes et le dévalorise ainsi.

De la perte de mon œil ? Oui, aussi, pour me mettre en contradiction avec moi-même. Mais surtout de la torture en Algérie, de la seconde guerre mondiale, du maréchal Pétain, du général de Gaulle, du communisme, de la collaboration et de la Résistance. C'était plus que restreindre *Fils de la Nation*, c'était l'amputer.

Je me suis, en effet, voulu double en écrivant mes mémoires : passeur de mémoire et rectificateur d'histoire.

La mémoire de la Bretagne traumatisée par la première guerre mondiale, de mes parents, de la vie dure que l'Europe et la France ont vécue jusqu'aux années cinquante, tout cela, que je ne crois pas sans mérite ni charme, a été – presque – oublié.

Puis j'ai tâché de rectifier l'histoire. Me suis-je trompé ? Ai-je menti ? Ai-je voulu tromper ? J'attendais de mes érudits contradicteurs qu'ils s'appuient sur une documentation incontestable pour réfuter mon argumentation. Mais non : ayant limité le champ de leur dénigrement à peu de sujets, ils ont encore ramené ceux-ci à presque rien. L'Algérie, par exemple, ils l'ont réduite à la torture. On comprend pourquoi ils font silence sur des dizaines de pages : cela exonère de leurs responsabilités porteurs de valise et gaullistes, tout en privant les partisans de l'Algérie française de leurs raisons.

Pire, une fois l'Algérie réduite à la torture, ils rétrécissent encore la question, l'ôtent du contexte que j'avais décrit, ne citent qu'un court passage où je justifie les interrogatoires de la bataille d'Alger. Rien sur la machination des journalistes et des politiques qui en exagéraient la peinture, rien non plus des pages où je démolis les accusations abracadabrantes que l'on porta contre moi. On comprend tout aussi bien ce nouveau silence : *Le Monde*, qui se veut un journal de référence, s'est montré dans la campagne de calomnies dont j'ai été la victime d'une légèreté et d'un esprit partisan tout à fait regrettables. Il lui aurait fallu beaucoup de grandeur d'âme pour l'admettre.

Il n'y a pas que l'Algérie, il y a De Gaulle, il y a Pétain, il y a les communistes, il y a la Résistance et la collaboration, il y a la seconde guerre mondiale. À propos de celle-ci, on m'a encore parlé du *détail*, comme une obsession. Dans le souvenir de l'adolescent que j'étais, la mort la plus importante de la seconde guerre mondiale fut celle de mon père. C'est ce que j'ai dit dans *Fils de la Nation*. Dans ce deuxième tome, je prendrai, en son temps, le point de vue de l'homme politique que je suis.

J'ai lu que j'étais « pétainiste » et même que je faisais « l'apologie de la collaboration ». Ceux qui m'auront fait la grâce de me lire savent qu'il n'en est rien. Étranger aux actes du maréchal Pétain durant la guerre, j'ai pris le soin de préciser que j'étais tout prêt à examiner les « excès et les fautes » de la collaboration, au même titre que ceux de ses adversaires. Cela ne m'empêche pas de noter que les actes du

maréchal, dernier président du Conseil de la IIIe République, furent légaux et légitimes, de même que le vote du Congrès lui donnant les pleins pouvoirs. Cela ne m'interdit pas non plus de déplorer la guerre civile menée par Londres contre celui qui fit beaucoup pour protéger les Français.

Quant à la Résistance, j'ai raconté comment j'y avais (très modestement mais réellement) participé, combien le combat contre l'armée allemande emportait mes vœux, j'ai dit mon admiration pour des résistants tels Honoré d'Estienne d'Orves et regretté les excès que la Wehrmacht a commis en France. Mais j'ai aussi salué la bonne tenue générale de celle-ci, déploré les bombardements terroristes des alliés sur nos villes de l'Atlantique, et les méfaits du cercle vicieux attentat-représailles, machine de guerre conçue et mise en œuvre par le parti communiste sous les ordres de Staline.

La presse m'a prêté une « haine viscérale » du communisme. Il est vrai que je n'aime pas le communisme, je me suis moi-même décrit naguère en anticommuniste primaire, secondaire et tertiaire. Mais cela n'a rien à voir avec un sentiment aveugle. C'est un jugement fondé sur l'expérience et la réflexion. J'ai vu, de la France à la Russie et à l'Indochine, la misère, le mensonge, la mort qu'apportait le communisme. Je suis convaincu, avec le pape Pie XI, qu'il est « intrinsèquement pervers ». Je l'ai vu en France à l'œuvre, lorsqu'il trahit l'armée française au profit de Staline en 1939, et fut mis hors la loi pour cela par un gouvernement de gauche. Je l'ai vu violer les lois de la guerre par des attentats terroristes, pousser les Allemands à des représailles inhumaines pour en tirer un bénéfice politique. J'ai vu le PCF trahir la France pendant les guerres d'Indochine et d'Algérie, causant la mort de soldats français. Je l'ai entendu encore, c'est beaucoup plus récent, accepter par la voix de son secrétaire général Georges Marchais le bilan « globalement positif » du communisme international. Voilà qui justifie, non pas un cri de haine, mais une condamnation ferme de ce mouvement criminel.

Un mot encore sur De Gaulle. À suivre les médias, mon jugement sur lui serait à la fois sans nuance et sans raison. Il faut croire qu'ils ne m'ont pas lu, car j'écris précisément le contraire. En de nombreux passages, je lui reconnais des mérites importants, sa « vista » durant la seconde guerre mondiale, sa qualité « d'homme d'État », rare, plusieurs de ses actes et paroles dans le monde quand il fut président. Je limite principalement ma critique à deux moments, la seconde guerre mondiale et l'Algérie.

Surtout, elle porte moins sur ses grands choix que sur sa manière. Ma condamnation est morale. Je lui reproche d'avoir trompé et divisé les Français, affaiblissant ainsi la France qu'il prétendait servir, et jetant certains de ses meilleurs fils dans un mortel chagrin. Ma plus

profonde peine est de constater qu'ayant poussé les Français dans la guerre civile, ce qu'il jugeait peut-être inévitable dans le feu de l'action, il ne les en a pas sortis après coup. Le grand tort que je lui reproche est de ne pas avoir su réconcilier les Français, et c'est à cette tâche que je me suis attelé toute ma vie politique durant, c'est encore l'objectif principal des présents mémoires.

Or, hélas, rien de tout cela n'a été porté à la connaissance du grand public, pas plus que ce que j'ai écrit sur l'Indochine, la démographie ou l'immigration. Les pré-papiers tirés de l'AFP qui ont arrosé le public français sont sa seule bible. Ils lui tiennent lieu de point de vue critique, intelligent et informé. Le chômeur de Jouy-en-Josas, le notaire de Digne, l'étudiante en médecine de Pamiers se sont donc crus fondés à penser qu'on ne trouve dans mes mémoires que ce dont les pré-papiers leur ont parlé. La caricature autorisée qu'en a donnée leur presse les a confirmés dans le préjugé caricatural qu'ils avaient de moi.

Voilà pourquoi et comment de nombreux lecteurs ont été privés de mes mémoires. C'est à ces brebis perdues que j'adresse ce deuxième tome. C'est pour elles que je vais reprendre ma double charge de passeur de mémoire et de rectificateur d'histoire. Inlassablement, comme toujours, pour dessiller les yeux des Français et les réconcilier les uns avec les autres.

On dira que je suis l'apologiste de moi-même, et j'ai été tellement dénigré que c'est vrai, j'ai besoin de dire la vérité sur moi-même et sur le Front national, une vérité qui fera litière des mensonges que la propagande a portés contre nous.

Je le ferai en mémorialiste. C'est de mon point de vue sur les faits, de mon jugement sur les hommes qu'il s'agit. Il diffère de celui de mes biographes et des livres qui racontent l'histoire du Front national. Leurs erreurs, leurs biais systématiques, leur malveillance même me sont utiles. *Opportet haereses esse*, disait saint Paul dans la Première épître aux Corinthiens, il convient qu'il y ait des opinions (fausses), des hérésies, car elles nous aident à mieux définir la vérité. Je me propose dans ce deuxième tome tout à la fois de réfuter les accusations portées contre moi, de répondre aux questions que l'on me pose et que je me pose. En damant le pion à mes adversaires, je dessinerai plus précisément ce que furent nos inquiétudes, nos travaux, nos espoirs, nos réussites. L'état du monde, l'histoire du Front national et ma propre vie se mêleront dans ce récit.

Dans le premier tome, je fus où l'on ne m'attendait pas, dans les chemins creux et les coups de vent de ma Bretagne natale, les îles de la Grèce. Je serai dans le deuxième où l'on m'attend, ferme, pour régler son compte au mensonge dominant et laver l'honneur des miens. Et pour indiquer un chemin de salut à la France.

Certains diront peut-être, Le Pen est vieux, il n'a plus toute sa tête, de toute manière il y a des choses qu'il a intérêt à taire, d'autres à exagérer ou à interpréter, parce que ça l'arrange. Les commentaires de César sont un texte de propagande et les *Mémoires d'outre-tombe* sont truffés d'inventions, alors, lui…

Ouais ! Croit-on que les historiens qu'on m'oppose font œuvre plus solide quand ils recueillent l'opinion de témoins orientés sur tel détail de ma vie passé depuis quarante ou soixante ans ? Quant à moi, j'ai fait mienne dans une certaine mesure cette note désabusée de Marguerite Yourcenar en marge des *Mémoires d'Hadrien* :

> Tout nous échappe, et tous, et nous-mêmes. La vie de mon père m'est plus inconnue que celle d'Hadrien. Ma propre existence, si j'avais à l'écrire, serait reconstituée par moi du dehors, péniblement, comme celle d'un autre. J'aurais à m'adresser à des lettres, aux souvenirs d'autrui, pour fixer ces flottantes mémoires. Ce ne sont jamais que murs écroulés, pans d'ombre.

C'est pourquoi j'ai fait rechercher par des amis journaux et documents d'époque pour encadrer ma mémoire. Les souvenirs ici recueillis le seront avec tout le soin possible. Pour exposer l'histoire du Front national, je lirai ses œuvres, car en quarante-six ans d'existence, rythmés par 16 congrès et 61 élections, notre mouvement a produit une masse impressionnante de programmes, de discours, de livres de réflexion ou de souvenirs, qui sont autant de textes opposables aux défaillances de la mémoire. J'y vérifierai les preuves de notre bonne foi d'une part, de notre prescience de l'autre.

L'idéologie dominante peut aimer, ou approuver le monde qu'elle s'efforce de façonner, ses flux migrants, ses masses déracinées, cette Europe du déclin moral et politique, sa nouvelle éthique, elle peut être fière du mariage des homosexuels et de l'euthanasie, mais elle ne peut pas faire que nous n'ayons pas annoncé à temps et comme il le fallait ce qui était à nos yeux un danger et des régressions.

L'idéologie dominante peut estimer avec Mesdames Diallo, Bouteldja et Obono que la France doit disparaître, elle ne peut faire que nous n'ayons pas vu et décrit correctement la menace voilà quarante ans, sans haine, sans violence, sans exagération, sans racisme, et dans toutes ses composantes.

L'idéologie dominante peut estimer que le grand remplacement est une bonne chose, elle ne peut pas prétendre qu'il n'est pas un fait, que nous avons prévu voilà plusieurs décennies, en un temps où il était loisible aux princes qui nous gouvernent de l'éviter sans difficulté.

Après, c'est une affaire de goût. Préférez-vous la France de Doisneau ou celle d'Intouchables ? Il me semble que les Français ont

quelque chose à dire sur cette question, que leurs prétendues élites ne leur ont jamais posée, et pour cause. Dans cette marche forcée vers l'abîme, la responsabilité de celles-ci est écrasante.

J'ai justement reproché à De Gaulle d'avoir divisé les Français. C'était une condition de leur déclin, mais encore restaient-ils vivants. La grande inflexion s'est située dans les années soixante-dix. Alors s'est pavé à grand bruit l'enfer que nous vivons. Puis, dans les années quatre-vingt les directions fausses tracées dans l'insouciance par Pompidou et Giscard ont été maintenues en toute connaissance de cause par leurs successeurs. Éric Zemmour a parlé de suicide français, c'est une erreur, hélas : la France a été assassinée. J'accuse François Mitterrand et Jacques Chirac d'un crime encore pire que la haute trahison, je les accuse du meurtre de leur pays. Après eux vint le temps des petits malfaiteurs.

Aujourd'hui, c'est aujourd'hui qui importe. Les menaces qui pèsent sur une France moribonde, les souffrances que subissent des Français aux abois, leurs soubresauts de bêtes blessées ne sont pas compris par leurs élites parce qu'ils ont été programmés par une idée fausse de la France, une vision faussée de son histoire. Les pages qui suivent ont pour ambition de remettre les idées à l'endroit.

Première partie

La traversée du désert

1. Fils de la défaite et de la discorde

L'histoire du monde ne fait pas grand cas de la date du 6 mars 1983. Seuls les spécialistes des élections françaises se rappellent que s'y tint le premier tour des premières municipales du premier septennat de François Mitterrand. J'avais participé activement à la campagne. Au soir de ce dimanche frisquet, je n'ouvris pas le champagne, mais je savourai un demi bien frais pour fêter une petite victoire. Candidat du Front national dans le 20e arrondissement de Paris, je recueillais 6 788 voix, soit 11,26 % des voix. Pour la première fois depuis les législatives de 1958, j'atteignais un résultat à deux chiffres et le droit de me présenter au second tour. C'était une manière d'exploit pour ce que la presse persistait à nommer l'extrême droite. À la présidentielle de 1965, Tixier avait tout juste dépassé 5 %, j'avais fait de même aux législatives de 73, et depuis *nous* étions abonnés aux scores minuscules.

En fermant les yeux pour mieux goûter ma bière, je ne vis pas défiler la cohorte prémonitoire des succès extraordinaires qu'allait connaître le Front national, ce serait ridicule de le prétendre, mais je sentis un petit déclic : une porte s'entrouvrait. Dans notre électoralogramme plat, un point d'inflexion paraissait. Après vingt-cinq ans de traversée du désert, un premier point d'eau se dessinait. Le plus grand miracle me parut moins le résultat lui-même que le fait que mes amis et moi fussions là pour le recueillir, encore vivants après tant d'années de sécheresse. En fait, ces années maigres avaient été extraordinairement fécondes. Il faut en faire le récit.

Juste avant la fondation du Front, j'avais l'impression que l'histoire de France faisait une pause après la mort du général de Gaulle et la fin de la décolonisation. Moi-même je faisais une pause dans ma carrière politique. Je n'étais plus acteur, j'étais observateur. Depuis l'échec de la candidature Tixier en 1965 et ma dernière défaite aux législatives de 68, je vivais exclusivement de la SERP, la petite maison de disques historiques que j'avais fondée.

Je retournai à l'université pour rédiger en 1971 un mémoire sur le courant anarchiste en France. J'ai relaté en vitesse comment François Brigneau, alors rédacteur en chef de *Minute* et membre du bureau d'Ordre nouveau, était venu, sur la fin de l'année 1971, me tirer de ma retraite pour me proposer la présidence d'un mouvement à fonder : ce fut le Front national. Il est temps d'y revenir en détail.

Si je devais résumer d'une formule l'enfance du Front national, je

dirais qu'il est le fruit d'un rassemblement et d'une scission. Rassemblement et scission de l'extrême droite, estiment la presse d'hier et aujourd'hui les livres. Faisons donc un sort à cette étiquette d'extrême droite.

Le mot extrême droite fut bien utile en France après la seconde guerre mondiale : fasciste, colonialiste, impérialiste, raciste, intégriste ou réactionnaire, l'extrême droite désignait toujours le méchant du théâtre politique, l'infréquentable, celui qui ne doit pas accéder au pouvoir. L'adjectif extrême est négatif, il suggère un excès, or tout excès est un défaut par rapport à l'idéal de l'équilibre. Par convention, il frappe plus la droite que la gauche : on dit un gauchiste, mais un extrémiste de droite, pas un droitiste.

Quant à la chose extrême droite, il est plus difficile de la cerner. On voit mal en effet ce qui lie les chapelles et groupuscules des années soixante-dix. Il y avait : les monarchistes d'*Aspects de la France* ; quelques royalistes légitimistes, perchés dans des manoirs de province et des chambres de bonnes parisiennes ; les anciens du CECON, en déshérence depuis l'échec de la candidature Tixier.

Les plus jeunes avaient rejoint Occident. Après sa dissolution en 1968 ils s'étaient égaillés entre plusieurs groupuscules, dont le Front Uni de Soutien au Sud-Viêtnam de Roger Holeindre, ancien de la Résistance et para des guerres de décolonisation puis de l'OAS. D'autres avaient préféré Ordre nouveau, fondé en 1969. Y brillaient William Abitbol, Jack Marchal, Alain Robert. La même année, François Duprat, jeune professeur d'histoire révisionniste, les avait rejoints. Ils se voulaient « nationalistes révolutionnaires ». Nul ne savait très bien ce que cela voulait dire. Noël Bergougnoux, journaliste du *Monde* qui assistait à leur premier congrès, y entendit citer « Primo de Rivera, Brasillach, Maurice Bardèche et les héros de l'OAS ». Il y avait donc une tendance néo-fascisante à ON. Le fascisme étant un rejeton du socialisme, cela en faisait à mes yeux une tendance gauchisante, dont un Philippot est peut-être l'arrière-neveu.

Dans l'extrême droite de ce temps, on trouve encore Jean-Gilles Malliarakis, fils d'un peintre grec ami de Prévert et Camus, ancien de l'AF, puis d'Occident, il penche vers le solidarisme, comme le jeune Jean-Pierre Stirbois.

Il y a encore Dominique Venner, ancien de l'OAS et d'Europe Action, intellectuel brillant, raide et paradoxal, qui ne milite plus guère depuis qu'il a contribué à la fondation du GRECE en 1968. Il inspirera bientôt la nouvelle droite païenne.

Il y a aussi Pierre Sidos, fils d'un milicien fusillé à la Libération, ancien de Jeune Nation, de l'OAS et d'Occident, qui a fondé l'Œuvre française. Qu'est-il aux yeux des politologues ? Néofasciste, catholique social, pétainiste ? Dieu seul le sait.

Il y a enfin mes amis et moi, anciens du poujadisme et des luttes pour le maintien de l'intégrité de la république et de l'empire.

Je pourrais sans difficulté allonger la liste, en accentuer encore le caractère hétérogène.

Même si le combat pour l'Algérie française ou la présidentielle de 1965 en a rassemblé certains, ces hommes et ces groupes n'ont ni doctrine, ni pratique, ni organisation commune. Quelques-uns d'entre eux ont déjeuné ou dîné ensemble à mon Cercle du Panthéon, rue Quincampoix – mais j'ai fermé le cercle à la fin de 1969.

Leurs seuls points communs discernables sont l'anticommunisme, le patriotisme, l'antigaullisme. Cela n'a rien d'extrémiste ni de fasciste. Seul Ordre nouveau fait peut-être exception. Il aime descendre dans la rue pour s'y frotter à ses adversaires gauchistes revendiqués.

Devant cette atomisation, cependant, beaucoup rêvent d'unité. Roger Holeindre a organisé au début 69 des tables rondes sur ce thème. Il lui a même donné un début de concrétisation en… se faisant coffrer à la suite d'un accrochage avec les gauchistes. Tout le monde signe la pétition « Libérez Holeindre », de Roland Gaucher et Jean Mabire à Raymond Bourgine, en passant par les cathos tradis, et moi aussi bien entendu.

J'ai donné ma bénédiction à Roger, mais je ne sens pas l'unité possible, après quatre tentatives malheureuses (le Front national des combattants, le Front national combattant, le Front national de l'Algérie française et pour finir le CECON), quand les circonstances historiques semblaient autrement favorables. Avec un président Pompidou fraîchement et facilement élu, une France prospère, je ne sens pas le vent.

Cela n'arrête pas Roger. D'alliance en alliance, il est arrivé à la fin de 1971 à fonder avec Pierre Bousquet, de *Militan*t, et l'ancien président du Conseil démocrate-chrétien Georges Bidault, un Mouvement pour la Justice et la Liberté – Unité française. Ça devait donner MJULUF, il a préféré MJPUF. Joli sigle !

Cette énième tentative de fusion est caractéristique de ce que nous étions à l'époque : un tout petit monde qui tourne un peu en rond. *Militant*, par exemple, groupait trois personnes autour d'une publication confidentielle, Bousquet lui-même, Pierre Pauty, qui rédigeait les articles, et Castrillo. « L'extrême droite » était une minuscule bouilloire perpétuellement agitée de tentatives de faire valoir ses idées, le plus souvent fugaces ou avortées, sans moyens, sans organe d'information solide à l'exception de *Rivarol*. Les associations et les dissociations de ces structures éphémères dépendaient plus des affinités entre individus que de l'idéologie ou de la doctrine.

Et moi, là-dedans ? Moi, je ne suis pas très chaud. Je me méfie par expérience d'un milieu qui gamberge beaucoup mais n'a pas été formé

comme la gauche à la discipline. Il est moins gouvernable qu'une tribu gauloise. Puis, je ne discerne pas d'occasion politique : la mutation de notre société marquée par l'exode rural et la fin du petit commerce a eu lieu, la décolonisation est faite, l'heure est à la croissance et à l'industrialisation, pas à la révolution. Les premiers essais du TGV ont lieu en Alsace. Les avionneurs français et allemands viennent de fonder un consortium, Airbus. La France a le sentiment de s'enrichir et, du strict point de vue matériel, c'est un fait. Elle ne sent pas encore toutes les conséquences funestes des révolutions technique et sociale qui l'emportent.

Sans doute Mai 68 a-t-il causé une rupture dans le pays, mais en notre absence, due à la catastrophe Tixier, ce sont les gauchistes qui en ont profité. L'actualité se fait autour des grèves et revendications chez Lip, ou bien celles des féministes du MLF. Notre camp demeure ébahi. Privés de notre adversaire principal, De Gaulle, nous n'avons plus de grande cause immédiate à défendre à part la lutte contre le communisme. La volte-face du général en 1968, incendiaire devenu pompier, en a désarçonné plus d'un, comme son nationalisme affiché contre les deux grands, l'URSS et les USA, le discours de Phnom Penh, le « vive le Québec libre », ou la conférence de presse lors de la guerre des Six Jours. Sa petite phrase sur « le peuple d'élite, sûr de lui et dominateur » lui vaut, outre de redoutables inimitiés, de solides sympathies.

Même moi, fermement anticommuniste et antigaulliste, attaché au monde libre et à l'OTAN, je n'ai plus la même passion depuis que l'homme est mort un jour de novembre 1970. Mon ressentiment avait commencé à faiblir dès 1968. Pour emporter le soutien de Massu et de l'armée d'Allemagne, De Gaulle élargit nos camarades de l'Algérie française : ce fut cela, pour nous, d'abord, 1968. 1968 est la vraie fin de la guerre d'Algérie.

Le départ du général en 69 et l'élection de son successeur ont dessiné une sorte de paix civile. Même si j'ai appelé à voter pour Alain Poher, nous n'avions pas d'aversion bien vivace contre le président Pompidou. Premier ministre, il avait mis sa démission dans la balance pour obtenir la grâce du général Jouhaud, président, il prononça celle de Paul Touvier. Il reprit (sans le savoir ?) une phrase de Maurras pour déplorer « le temps où les Français ne s'aimaient pas ». Il se souciait à sa manière du bonheur des gens. Il souhaitait qu'on « cesse d'emmerder les Français ». Cela n'était pas désagréable. On sentait moins chez lui le désir de falsifier l'histoire à des fins politiques que chez son prédécesseur.

À mon retrait, enfin, il y a une raison personnelle. Je n'ai plus vraiment la tête à la politique active. Depuis la catastrophe de 1965, je me suis retiré sous ma tente. Je n'ai pas participé aux législatives de

67 ni à la présidentielle de 69 ni aux municipales de 1971, même si j'ai tenté ma chance aux législatives de juin 1968 à Paris contre René Capitant. En 1971, j'ai quarante-trois ans, une épouse et trois filles à faire vivre, dont la troisième a trois ans. J'ai mesuré après 65 combien il est périlleux de tout lâcher pour faire de la politique. Ma société de disques, la SERP, me nourrit quand tout va bien, mais elle a périclité quand j'ai cessé de m'en occuper, et il m'a fallu du temps pour la remonter : encore n'ai-je pu faire la soudure que grâce à un coup de main de Devay à *Minute* et Bourgine au *Spectacle du monde*. Je suis donc très circonspect.

En outre, en 1969 a commencé le déménagement des Halles, opération immobilière énorme qui a bouleversé le ventre de Paris où était niché notre Cercle du Panthéon de la rue Quincampoix. J'ai cédé le bail un bon prix, avec quoi j'ai acheté une petite propriété à Mainterne dans l'Eure-et-Loir où nous passons nos week-ends. La famille et les amis s'y épanouissent. Pierrette en remplit des albums de photos rangées sous des transparents. Je ne joue pas à Hercule aux pieds d'Omphale, mais c'est du bon temps. Roger a installé son restaurant, qui s'appelle désormais *Le bivouac du grognard*, rue Saint-Honoré. Je casse parfois la croûte avec lui mais je ne me vois pas d'avenir politique précis. Le cataplasme Pompidou fait presque effet. Certains jours, quand il fait beau, on ne sent plus les vieilles cicatrices.

C'est d'Ordre nouveau que viendra le réveil. À deux reprises lors de législatives partielles en 1970, puis en mars 1971, pour les municipales, ces jeunes gens ont délaissé leurs triques pour les urnes. Les résultats n'ayant pas suivi, ils se rendent compte que seule l'union donne la force électorale. Ils se cherchent donc des alliés. Pour les législatives de 1973, ils vont mener ce que l'un de leurs penseurs, Alain Renault, l'éternel complice de Patrick Buisson, nomme « la bataille pour l'unité ». J'en serai le premier acteur. Pas plus qu'Ordre nouveau, Roger Holeindre, *Militant* ou Georges Bidault, je ne suis seul à l'origine du Front national, mais c'est mon action, dès l'origine, qui lui a donné sa forme et sa portée. ON était un des groupuscules de la droite nationale en quête d'unité ; j'étais le plus ancien dans cette démarche, Roger Holeindre le plus actif au moment de la rencontre fondatrice, et c'est Brigneau qui prit l'initiative de celle-ci.

Le récit des prodromes du Front va établir cette vérité toute simple.

Il y eut un dîner le 19 décembre 1971 au *Bivouac du grognard*. Y participaient, si ma mémoire est bonne, outre Brigneau, mon ami Claude Joubert, journaliste à l'ORTF, ancien de l'OAS, René Malliavin, ancien chef de cabinet de Paul Deschanel, patron de *Rivarol* à l'époque, son second Maurice Gaït, Roland Gaucher, et sans doute d'autres.

On a refait le monde. Nous savions par expérience que nos divisions nous condamnaient à l'impuissance. Mais je n'étais pas encore décidé à céder aux sirènes de Brigneau. Alain Robert, le vrai patron d'Ordre nouveau, avec qui il me pressait de faire alliance, avait vingt-deux ans. Je voulais bien m'allier avec lui, mais sur des principes clairs et avec une organisation bien définie, sinon on courait à un conglomérat sans âme ni force. Brigneau revint un peu plus tard à la charge :

– Ordre nouveau apportera la force militante, toi la caution électorale, tes relations politiques. Il faut qu'on fasse de vrais résultats aux législatives de 73 et l'image que les jeunes gens d'ON ont acquise après 68 dans les combats d'étudiants est celle d'une jeunesse un peu agitée.

– Et qui sera le patron de ce rafiot ? Toi ?

– Jamais de la vie, répondit François. Je suis journaliste, je ne puis exercer de responsabilité politique à ce niveau. »

Ça m'obligeait à prendre les miennes : « Alors ce sera moi. »

Il n'y avait pas d'alternative et il n'y eut pas l'ombre d'une hésitation : ni moi ni François ne me voyait prenant mes ordres d'un gamin de vingt ans, fût-il adulé de ses condisciples. J'ai ajouté : « Mais je te préviens. Si je m'engage, je ne m'arrêterai pas. »

Cela devait être ma ligne directrice durant quarante ans. Dès lors les choses sérieuses commencèrent. Nous discutions autour d'une table, François, Alain Robert et moi. Ce n'était pas le grand amour. Pour moi j'avais affaire à des jeunes gens aux cheveux qui rebiquaient dans le cou et aux méthodes de casseurs, pour eux, à quarante ans, j'étais un vieux con obsédé par le passé et la légalité républicaine. Les gens d'ON me paraissaient des gauchistes de droite sortis de Mai 68, je restais rivé selon eux à la seconde guerre mondiale et à la décolonisation. Mais nous avions besoin les uns des autres. Les nationalistes révolutionnaires cherchaient une façade présentable, et moi, la façade présentable, je cherchais des troupes : nous finîmes par trouver un accord.

Ils avaient un moment tâté Dominique Venner, puis Jean-Jacques Susini, l'un des chefs de l'OAS, mais ni l'un ni l'autre n'avait envie de servir de caution électorale ni n'en avait le profil.

Réuni en congrès les 11 et 12 juin 1972, ON entérinait la stratégie d'ouverture électorale à une forte majorité.

De mon côté je rassemblai mes amis, Bourdier, Pierre Durand, Demarquet et quelques autres. Venner, Malliarakis et Sidos ne firent point partie de la noce, ni les uns ni les autres ne souhaitant se fondre dans un mouvement de masse. En revanche Roger Holeindre amena avec lui Bousquet et *Militant*, et Georges Bidault, avec son bras droit Guy Ribeaud.

Cela faisait beaucoup d'opinions mais peu de troupes.

Ordre nouveau, qui fournissait les gros bataillons, entendait transcrire cette importance numérique dans la direction du Front national, il exigeait la moitié des postes. Puisque plusieurs mouvements allaient composer ce Front, je proposai, moi, la règle des trois tiers, un tiers pour ON, un tiers pour Jean-Marie Le Pen et ses amis, un tiers pour le conglomérat Holeindre, Bousquet, Bidault. Alain Robert se récria, tempêta ; n'étant pas demandeur, je ne cédai point ; on négocia, c'est-à-dire qu'ils hésitèrent longtemps, puis l'on topa. Le 5 octobre 1972 eut lieu la réunion constitutive du Front national dans la Salle de l'Horticulture à Paris, pavoisée de flammes tricolores inspirées de celles du MSI italien et d'ailleurs financées par lui. J'étais président, Brigneau et Ribeaud vice-présidents, Alain Robert secrétaire général, Holeindre secrétaire général adjoint, Pierre Bousquet trésorier et Pierre Durand secrétaire général adjoint. Pierre Durand, mon vieux copain du Quartier latin, mon voisin de la villa Poirier, mon alter ego, le secrétaire général de la SERP, l'époux de Marie-France de Brem, la sœur de Jean, le poète assassiné.

Plus tard, les gens d'ON devaient se plaindre de ne pas avoir, malgré leur nombre, la haute main sur le Front national. Mais c'était la condition *sine qua non* de ma participation. J'avais vu trop de projets échouer faute d'avoir pris mes précautions. J'allai en tant que président déposer les statuts du nouveau mouvement, dont l'intitulé complet est Front national pour l'unité française (FNUF). Je tenais fortement à *l'unité française*, comme Roger Holeindre : c'était l'aboutissement de nombreuses années de lutte.

Deux questions restent pendantes : pourquoi me suis-je décidé à sauter le pas, pourquoi ai-je marqué sans mollesse, dès le début, mon territoire face à mes alliés d'Ordre nouveau ?

Un an après la mort du général de Gaulle, la situation politique se décantait dans mon esprit. Le Premier ministre Jacques Chaban-Delmas, qui avait lancé la dangereuse chimère de sa Nouvelle Société, connaissait des difficultés. Le *Canard enchaîné* avait publié en novembre 1971 sa feuille d'impôt où l'on découvrait qu'il n'était pas imposable. L'affaire devait le mener à la démission. L'Europe des Six venait de décider d'admettre la Grande-Bretagne en son sein, et Pompidou, croyant pouvoir se faire plébisciter à bon compte sur une question sans danger, soumit au printemps 72 la chose à référendum : le « oui » l'emporta, mais avec une abstention de 40 %, ce qui à l'époque était extraordinaire. L'électeur boudait. En mettant à côté de la plaque, le président vieillissant jetait une lumière crue sur la distance qui séparait le peuple et ses aspirations des préoccupations de l'élite politique européenne. Déjà.

Surtout, Pompidou avait mauvaise mine et des rumeurs

commençaient à courir sur sa santé. Il avait la maladie de Waldenström mais la tenait cachée au public, nourrissant le qu'en-dira-t-on. Si j'ignorais quand finirait le septennat, je savais qu'étaient révolues les années tranquilles, donc politiquement bloquées, du mandat du président.

Puis, malgré la prospérité criarde, je sentais monter du pays une forme de malaise, d'abord moral. Le paysage changeait. Les abords des grandes villes commençaient à se couvrir de zones très laides, autour des hypermarchés de plus en plus nombreux. *Le Nouvel Observateur* venait de publier un « manifeste des 343 salopes » qui revendiquaient d'avoir avorté dans le dessein de faire changer la loi, et tout le gratin parisien des lettres, de la politique et du show bizz avait approuvé. Les décrets d'application de la loi sur la contraception étaient signés. L'affaire de Bruay-en-Artois disait en même temps la misère morale et l'envie, excitée par les médias, des classes populaires contre les riches. 1971 fut aussi l'année du scandale de la Garantie foncière, tripatouillage immobilier couvert par un ancien secrétaire général de l'UNR, Rives-Henrÿs. Le 27 juillet, *Rivarol* titrait : « À bas les voleurs ». Le musicien amuseur Henri Salvador chantait :

> *« Ah, la Garantie foncière,*
> *Ça c'était la bonne affaire,*
> *Je m'voyais déjà propriétaire,*
> *Rien n'est plus sûr que la pierre. »*

De Gaulle disparu, la République retournait à ses vomissements de l'entre-deux-guerres. Cela sentait la décadence. Un monde s'en allait, Maurice Chevalier, Lazareff, Boby Lapointe, Montherlant mouraient. Le vieux cheval de retour Mitterrand, qui avait mis la main sur le PS en 1971, concluait avec le communiste Georges Marchais et le pharmacien radical de gauche Robert Fabre un programme commun de gouvernement. Un matin, en reposant mon café noir sur le zinc, l'envie me prit de sortir de ce cloaque.

Je me décidai. Va donc pour le FN ! Mais je serais intraitable avec les jeunes gens en face de moi. Ils n'étaient pas les premiers qui, leur crise d'adolescence terminée et les postures révolutionnaires avantageuses avec elle, troqueraient leur barre de fer et leur phraséologie nationaliste révolutionnaire pour les ors et les prébendes des cabinets ministériels. (L'événement allait me donner raison : un bon paquet de nationalistes révolutionnaires a fini chez Charles Pasqua. Le plus en vue d'entre eux, Alain Robert, mal payé de ses efforts, a fini conseiller général.)

Du point de vue humain, quelque chose me gênait, et me gêne de plus en plus aujourd'hui, le changement de nature de la violence que je percevais dans les bagarres. On avait l'habitude que « les cognes »

(la police) frappassent parfois dur et sans discernement, mais les militants politiques de mon temps, quand ils se battaient entre eux, le faisaient le plus souvent avec les poings, quelquefois avec les pieds, généralement d'homme à homme et sans s'acharner sur l'adversaire à terre. On se mesurait. Après avoir pris et donné des coups, il arrivait qu'on aille en boire un. Nous nous colletions entre adversaires, réservant le nom d'ennemis aux pays qui faisaient la guerre à la France. Une des choses qui m'ont frappé en 1968, c'est l'apparition des armes, des casques, des barres de fer. Ces jeunes gens qui parlaient d'amour faisaient la guerre dans la rue.

Depuis, dans les cours de récréation, dans la cage d'escalier des cités, des gamins de quatorze ans se mettent à dix pour en descendre un et l'achever à terre à coups de godillots, ils filment tout cela et le montrent avec fierté sur les réseaux sociaux. Leurs grands frères font la même chose avec des policiers. Nous sommes entrés dans une ère de barbarie et les jeunes gens d'Ordre nouveau y ont contribué : je ne dis pas qu'ils en sont responsables, c'est l'extrême gauche qui est à l'origine de la chose, mais ils y ont consenti. Si cela n'ôte rien à leur courage, quoi qu'ils puissent en dire, ils sont d'une époque de décadence. C'est pourquoi je ne saurais condamner Georges Bidault d'avoir commis à leur propos la première rupture du Front national.

Le 12 octobre 1972, une semaine tout juste après sa constitution, le président Bidault le quittait. On a dit qu'il ne supportait pas « les petites frappes d'Ordre nouveau ». Plus tard il devait faire une mise au point plus académique dans *Le Monde*. Il y appelait à « rassembler sur des positions fermes, mais modérées, le plus grand nombre possible de partisans convaincus ». J'y vois là la main influente de « Mademoiselle Crapote », son épouse. Après avoir toléré ses errances aux extrêmes, elle a saisi la première occasion pour le ramener à son centre de gravité – le centre.

Il avait commencé jeune parlementaire opposé à l'*Action française* dans les années vingt. Après la guerre, pilier de la IVe République, soit comme président du Conseil, soit comme ministre des Affaires étrangères, ce fut l'homme du tripartisme, adhérent fidèle du MRP démocrate chrétien. Il s'en est expliqué dans un livre paru en 1965, *D'une résistance à l'autre*. Résistant de la première heure, il avait travaillé avec Jean Moulin avant de lui succéder à la tête du Conseil national de la Résistance (CNR). À la libération de Paris, on le voit sur une photo célèbre descendre les Champs-Élysées à côté de De Gaulle. Après le 13 mai et le retour du général au pouvoir, scandalisé par le tour que prenait l'affaire algérienne, il s'associa au combat de l'OAS et fonda avec Jacques Soustelle un nouveau Conseil national de la Résistance.

La politique algérienne du général l'avait jeté dans l'illégalité, mais

il demeurait au fond de lui un modéré. Si De Gaulle n'avait pas déchiré la république en bradant l'Algérie, jamais il ne se serait commis avec les « durs à cuire » de l'OAS. Son credo politique, selon l'historien Jean-Pierre Rioux, restait « les droits de l'homme, une presse propre, un solide parlementarisme et la représentation proportionnelle ». Je me sens proche de lui sur tout cela.

Pourtant ce démocrate exemplaire cohabitait depuis un an, dans le MJPUF de Roger Holeindre, avec Pierre Bousquet, ancien franciste et caporal de la Waffen SS dans la division Charlemagne qui défendit la chancellerie d'Adolf Hitler en 1945. Seul le présent des hommes politiques lui importait. Il ne supportait pas le discours néo-fascisant ni les rixes d'ON, mais il lui importait peu que Bousquet ait été Waffen SS dans le passé : ses actes présents lui convenaient.

Sur ce point aussi je lui donnais raison. J'étais même plus légaliste que lui. Pour tenter de sauver l'Algérie française, il avait rejoint l'OAS. Pas moi. Même en un temps tragique, dans une cause sacrée, j'étais resté strictement dans le cadre de la loi pour exercer mon mandat politique. Mon combat était resté parlementaire. Je n'allais pas aujourd'hui, sous la république pompidolienne, couvrir des actes illégaux. Je sentais les jeunes gens d'Ordre nouveau très friands de ce qu'on n'appelait pas encore « la baston ». À chacun de leurs meetings, je les mettais en garde contre la provocation, contre le risque que comportaient les rixes, je leur rappelais que l'électeur déteste le désordre.

Mais, comme Bidault, je me fichais de ce qu'avaient fait mes amis pendant la seconde guerre mondiale. Il ne m'intéressait pas de vérifier si tel garçon de bonne volonté n'était pas disqualifié par un vieux tatouage. Médias et « historiens », eux, ne pensent qu'à ça. Ils tiennent une comptabilité jalouse de tous les collaborateurs, anciens SS et autres miliciens qui sont entrés au FN ou ont été de mes amis, pour suggérer que Jean-Marie Le Pen est un dangereux fasciste.

Au Front national, outre Brigneau, Robert, Bousquet, déjà cités, ils relèvent les noms d'André Dufraisse, ancien de la CGT passé au Parti populaire français de Jacques Doriot puis à la Légion des volontaires français (LVF), Victor Barthélémy, ancien du PCF et du Secours rouge international lui aussi passé chez Doriot et à la LVF, François Duprat, historien révisionniste, Roland Gaucher, ancien trotskiste passé aux Jeunesses nationales populaires de Marcel Déat, et Paul Malaguti, mon ancien attaché parlementaire venu de chez Bidault, ancien secrétaire général du Cercle du Panthéon et ancien doriotiste. Certains ajoutent Bardèche, le beau-frère de Brasillach patron de Défense de l'Occident, et le capitaine Curutchet, ancien de l'OAS.

C'est leur manière d'aborder le problème.

De l'autre côté on pourrait dénombrer Demarquet, de la 1re

Division française libre, Pierre Sergent, résistant, Serge Jeanneret, membre du réseau Alliance, croix de guerre, les frères Vieljeux dont le grand-père fut exécuté par les Allemands, Paul Mougron et Paul Troisgros, anciens du BCRA, Rolande Birgy, résistante, MRP, déclarée « Juste parmi les Nations » par Yad Vashem, et d'autres qu'il me fatigue de répertorier car je n'ai rien à prouver. C'est pourquoi je ne citerai pas non plus les juifs innombrables qui sont venus au FN, sauf peut-être pour donner à réfléchir aux âmes simples, Robert Hemmerdinger, descendant du capitaine Dreyfus, cousin de Laurent Fabius, médaillé de la résistance, affecté à la recherche des criminels de guerre en 1944 et 1945, membre de l'OAS, ami de Menahem Begin, membre du FN et fondateur du Centre national des Français juifs.

Le FN était plein de résistants parce que la Résistance avait fourni une bonne part des cadres de l'armée de la décolonisation qui défendirent l'Algérie française. Il y eut de même un bon contingent de juifs parce que ceux-ci étaient nombreux dans le petit peuple pied-noir en butte à la barbarie du FLN et à la trahison gaulliste.

Cependant le passé ne doit pas emprisonner le présent. Jean-Claude Casanova, ancien des JIP de Jean Bourdier, puis directeur de cabinet de Raymond Barre, est aujourd'hui une sommité mondialiste ! François d'Orcival, ancien camarade de Jean Mabire à Europe Action, est aujourd'hui membre, très gourmé, de l'Institut !

On trouve tout dans le passé d'un homme. Seuls les niais ignoraient que François Mitterrand avait crié avant la guerre, avec les ligues, « À bas les métèques », seuls ils ignoraient qu'il avait été décoré de la francisque par le maréchal Pétain et parrainé dans son ascension après la guerre par un cagoulard. Mais nul n'en a jamais profité pour dire que le parti socialiste des années cinquante était un parti collaborateur, même si beaucoup de socialistes ont peuplé la collaboration.

Chacun sait que Georges Marchais est parti volontairement pour l'Allemagne travailler à l'usine Messerschmitt pendant la seconde guerre mondiale, comme beaucoup d'ouvriers pauvres, et nul ne lui en veut plus. Personne ne reproche au parti socialiste d'être antirépublicain sous prétexte que Lionel Jospin et Jean-Christophe Cambadélis ont été longtemps trotskistes lambertistes affiliés à l'OCI, Harlem Désir et Julien Dray à la ligue communiste, et tant d'autres. Chacun le sait et le tient pour normal. La chasse au fascisme au Front national est donc une mascarade hypocrite.

Je ne suis pas fasciste, mais je ne participe pas à l'hystérie antifasciste, dont je dirai plus loin à quoi elle sert et à qui elle profite. Le fascisme m'a toujours déplu par son côté socialiste, le nazisme par son racisme, mais je considère des hommes et leurs actes, non les étiquettes. On ne me fera pas croire que tous les fascistes et les nazis,

pas plus que les communistes ou les musulmans, étaient des monstres. Ne réduisons pas les hommes à une appartenance. J'ai rencontré Léon Degrelle, on s'est téléphoné. Il fut le chef des rexistes, il admirait Hitler, mais je ne lui ai rien trouvé de déshonorant, il était même sympathique, chaleureux, il avait le don de l'anecdote et du portrait à l'emporte-pièce. De même l'ancien ministre de Vichy, Abel Bonnard, qu'on m'a fait un crime d'avoir rencontré, était-il un écrivain exquis, un être d'une finesse précieuse – je me demande si l'aversion qu'on lui garde n'est pas de nature homophobe.

À condition qu'ils n'aient pas commis de crimes de guerre, d'acte crapuleux, de trahison intéressée, je regardais d'un même œil tous ceux qui avaient eu le courage de se battre pour leurs convictions, quel que fût le côté qu'ils avaient choisi, ou que les circonstances avaient choisi pour eux. Je souhaitais rassembler tous ceux qu'animait l'amour de la patrie, il ne m'importait pas qu'ils fussent du même bord s'ils étaient du même bois.

Même les gens d'Ordre nouveau, il me semble que j'ai été trop dur avec eux. Il y avait chez eux des gens courageux, et pas seulement sur le plan physique. On n'imagine pas la pression qui existait dans l'université d'après 68, ce conformisme gris et revêche qui venait de l'Est, la tranquille oppression qu'exerçaient les perroquets marxistes.

Bien qu'elle blesse les comptables de la délation, la mixité politique du FN a donc résulté de ma volonté d'union, non de quelque démagogie électorale. Elle a fait ma fierté. C'était l'amorce de ce qu'avait raté par deux fois le général de Gaulle, en 44 puis en 62 : la réconciliation des Français. J'avais l'ambition de réussir ce qu'il n'avait eu ni le courage ni l'intelligence de faire. Je m'honorais de réunir communistes, démocrates chrétiens, monarchistes, sympathisants du nazisme, de même que je rassemblais juifs, chrétiens, musulmans, païens, noirs, arabes, jaunes et Français de souche. Je voulais attirer à moi les Français de toute origine, pourvu qu'ils fussent patriotes.

2. L’union est un combat

Les « historiens » imputent au seul Ordre nouveau l’honneur sulfureux d’avoir fondé le Front national pour suggérer deux choses : que je n’y suis pour rien, et que le Front était fasciste.

Tout cela est faux, nous venons de le voir. Maintenant, ON a pesé lourd dans la formation du Front et dans les difficultés qu’il allait connaître pendant dix ans. Bien que cette histoire soit minuscule et lointaine on doit la relater parce qu’elle fut déterminante : s’il faut rêver grand et penser large quand on crée une entreprise politique, il faut aussi savoir se battre pour quelques pieds carrés.

À peine constitué, le Front national se lança dans la campagne des élections législatives de mars 1973 en vue desquelles il avait été fondé. Le Front s’est ainsi construit autour des campagnes électorales, qui mobilisent militants, argent et médias. Moi président, j’en ai mené soixante et une, présidentielles, législatives, sénatoriales, européennes, municipales, cantonales, régionales.

Fin 72, il y eut une conférence de presse de lancement où j’annonçai, pour faire parler de nous, quatre cents candidats. Nous en eûmes cent cinq, ce n’était déjà pas si mal, et la presse nous mentionna. En décembre, nous emménagions dans un appartement rue de Surène, au-dessus d’un café-tabac. Mon ami André Dufraisse le rafraîchit à moindres frais avec trois ouvriers.

Très vite furent publiés un dépliant intitulé *Ce que veut le Front national* et une brochure, *Défendre les Français*, épaisse de 32 pages. Elle eut plusieurs contributeurs, dont Gérard Longuet, aujourd’hui sénateur Les Républicains.

L’événement politique français de l’année 72 avait été la signature du programme commun de la gauche, par quoi elle se donnait les moyens de gouverner : la campagne se focalisa donc sur le duel entre les « socialo-communistes » et la « majorité ». On disserta sur le chiffrage du programme commun et l’expérience Allende au Chili. Les réformateurs de Jean Lecanuet et Jean-Jacques Servan-Schreiber, les Républicains indépendants de Giscard raflèrent ce qui échappait à la polarisation des gaullistes contre l’union de la gauche. Nos résultats ne furent donc pas brillants, moins de cent neuf mille voix sur tout le territoire français, 1,32 % en moyenne et, dans les circonscriptions où nous avions un candidat, 2,3 %. J’obtins le meilleur résultat avec 5,22 % dans la 15e circonscription de Paris. Brigneau, dans *Minute*, déplora sans acidité ce « score » insuffisant.

Ses amis d'Ordre nouveau furent plus loquaces et directs : « Tout ça pour ça ! », soupiraient-ils, à voix suffisamment haute pour qu'on les entende.

Ils m'imputaient l'échec du Front national. Au premier congrès du FN, le 28 avril 1973, ils arrivèrent donc pleins d'intentions belliqueuses. Ils exigeaient une recomposition du bureau en leur faveur.

Dans cette ambiance tendue, je posai la question de l'avenir du FN : « Défions-nous du sectarisme. Trois possibilités existent. Ou chacun reprend ses billes et c'est le retour aux activités groupusculaires ; ou bien c'est le statu quo, autrement dit une sorte de fédération ; ou bien c'est la fusion totale. »

Je préconisai la dernière solution. En vain. Chacun campa sur ses positions. Les gens d'ON refusèrent de fusionner, je refusai de remanier le bureau. Et je mis Alain Robert devant ses responsabilités. Il ne pouvait rester à la fois secrétaire général d'ON et secrétaire général du Front. Je lui demandai de choisir. Il refusa. Ce fut la rupture. Je l'espérais provisoire. Lors d'un meeting à la Mutualité le 29 mai, devant une salle clairsemée, je m'adressai aux militants d'ON absents :« Faisons ensemble le serment de nous tolérer les uns les autres. Le temps est venu de réunir toutes les forces nationales en faisceaux pour faire entendre librement et fortement la voix de la France. »

J'avais employé le mot faisceaux pour les amadouer, il rappelait l'Italie de Mussolini. Peine perdue ! Non seulement ils n'écoutent pas le message, mais, lors du 3e congrès d'ON les 9, 10 et 11 juin, la motion de Brigneau, qui préconise une réconciliation et la fusion d'ON dans le FN, est rejetée à une forte majorité.

ON choisit ensuite d'organiser une réunion sur le thème « halte à l'immigration sauvage », ce qui n'a rien de répréhensible, mais s'accompagne de provocations et d'échauffourées avec la Ligue communiste. Je me garde d'aller à leur réunion, car la volonté de faire parler de soi par la violence est trop manifeste : ils veulent reprendre la main par la rue, ayant échoué à s'imposer au FN. Cela débouchera sur la catastrophe. Il y a de nombreux blessés. Le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin prend prétexte de ces débordements pour dissoudre à la fois ON et la Ligue communiste.

C'est un coup de massue pour Alain Robert. Il se croyait *persona grata* place Beauvau. Certains de ses amis avaient collé pour les candidats de la majorité en 1968 et en 1969. Lors des rixes, quand ils étaient en difficulté, les militants d'Ordre nouveau étaient escortés par la police jusqu'à leur permanence de la rue des Lombards. Ils comptaient d'ailleurs dans leurs rangs des policiers en mission d'information ou de provocation. Je serais curieux de savoir combien

de commissaires de police *in partibus infidelium* à la retraite les anciens d'ON comptent aujourd'hui.

Quoi qu'il en soit, je convoque un conseil national en septembre à l'hôtel Moderne, place de la République. ON y vient en force. Un comité d'accueil hurle en cadence : « Le Pen, vieux croûton ! »

Les dirigeants d'ON prétendent encore m'imposer leur réintégration. Ils exigent les deux tiers des postes dans le nouveau bureau. C'est inacceptable. Je rappelle la rupture qu'ils ont décidée et le refus de Robert de démissionner de son poste de secrétaire général d'ON. Et je compose un nouveau bureau, un « cabinet de guerre ». Ils hurlent à la violation des statuts, en oubliant leur coup de force et leur démission.

Pour tenter de conserver l'unité du mouvement, je garde deux membres éminents d'ON à des places importantes dans le nouveau bureau que je propose. Brigneau est vice-président et José Bruneau de la Salle trésorier adjoint. Mais ON n'en veut pas. Ils exigent toujours la majorité des postes.

Il y a maldonne. Je suis républicain. J'accorde tout aux individus, rien aux structures enkystées qui visent à prendre le pouvoir à l'intérieur du Front. Sans doute le FN n'est-il pas un parti monolithique, mais si je fédère toutes les bonnes volontés patriotiques, je ne donne pas pour autant les clés de la baraque à une coterie sous prétexte qu'elle se dit majoritaire.

Brigneau m'a écrit voilà plusieurs jours pour démissionner, arguant que *Minute* l'accapare. Il n'en appuie pas moins les exigences de ses amis d'ON avec qui il ne partage pourtant nulle doctrine : tout sépare ce maurrassien contre-révolutionnaire des casseurs révolutionnaires. Il fait fonction de *go between* depuis l'automne 71, il a joué un rôle clé dans la formation du Front national pour l'unité française, et l'échec de l'union le traumatise. D'où sa démission brutale. C'est un affectif, il a un côté Cyrano de Bergerac. L'ambiance d'AG le survolte. On est à deux doigts de se colleter. Il crie : « Tu ne peux pas profiter de la dissolution d'ON ! »

Si, je peux très bien, je le dois même. J'avais prévenu Alain Robert et ses excités du danger que présentait leur stratégie. Si j'y avais souscrit, c'est tout le FN qui serait aujourd'hui perdu, interdit. Il m'appartient de le sauver contre les aventuristes – les aventuriers.

Et puis disons la vérité : depuis des mois, presque depuis le début, les chefs d'Ordre nouveau cherchent un prétexte pour me voler dans les plumes. Ils se reprochent d'avoir accepté la règle des trois tiers dans le bureau, ils ont calé devant moi, ils s'en veulent et m'en veulent. Le meeting de lancement du 7 novembre 1972 à la Mutualité n'a pas arrangé les choses. Ce fut un triomphe. Pour moi. Ils ne me le pardonnent pas. Deux mille personnes m'ont acclamé. ON nourrissait

l'espoir de circonvenir un ancien député, une personnalité du passé, il a devant lui un orateur qui mange la soupe sur le crâne de ses dirigeants. Le fond de rancœur envieuse qui leur ronge le foie empêchera toute négociation rationnelle.

Au bout du compte, ils quittent la salle, pour la plupart, et démissionnent. La scission me laisse à poil. Le FN n'est plus qu'un maigre assemblage de sections disparates lesté des dettes accumulées pendant la campagne des législatives. Mais j'ai la barre bien en main. Les divisions qui ont fait capoter tant de fois l'entreprise nationale sont résorbées. Mon bureau politique tient la route, avec Roger Holeindre vice-président, Pierre Bousquet trésorier, Pierre Durand trésorier adjoint, et pour secrétaire général Dominique Chaboche, assisté de Victor Barthélémy.

Comme je le ferai plus tard dans l'affaire Mégret, j'ai suivi l'exhortation de l'Évangile : « Si ton bras est une occasion de chute, coupe-le, si ton œil te scandalise, jette-le. » L'organisme est sain désormais, la direction cohérente. César, un jour qu'il attaquait un pont en Alexandrie, fut forcé par une sortie ennemie de se jeter à l'eau pour gagner à la nage le plus proche vaisseau romain, mais il emporta dans la confusion son manteau de général pour n'en pas laisser la dépouille à l'ennemi. J'ai laissé des plumes dans la querelle avec ON, mais j'ai conservé mon manteau de général.

Je note des signes encourageants. Pierre Bousquet met à la disposition du Front son journal, *Militant*, qui devient, pour son 59e numéro, le « bulletin de liaison de l'opposition nationale ». D'autre part, s'installe au secrétariat général, en la personne de Victor Barthélémy, un organisateur hors pair aux côtés de Dominique Chaboche. Enfin, toutes les têtes d'Ordre nouveau ne sont pas parties. Il reste même la plus active, Alain Renault. Quant à François Duprat, exclu en février 1973 à la fois d'ON et du FN par Alain Robert, il viendra toquer à notre porte en 1974. Je l'accueillerai à bras ouverts, oubliant le passé.

La stratégie – le stratagème – d'Alain Robert va être de refuser les résultats du conseil national et de prétendre représenter le vrai Front national. Ils défilent sous une grande banderole où est écrit : « Nous sommes le Front national. »

C'est absurde et puéril. Je pourrais aussi bien défiler avec une banderole : « Je suis le général de Gaulle. »

Là où se trouve l'appareil régulièrement élu, là se trouve le Front national. Et son président est celui qui en a légitimement déposé les statuts, c'est-à-dire moi-même.

Quand Ordre nouveau poussa trop loin l'usurpation, je fus obligé de le traduire en justice. Il avait conservé l'ancien organe du mouvement, *Faire front*, qui prétendait toujours être « l'organe du

Front national ». Je le poursuivis pour le forcer à effacer cette mention et le logo du FN.

Peu à peu les choses se normalisèrent, une partie des militants d'ON se replia sur le GAJ et le GUD, organisations de jeunesse ultra, les autres formèrent les comités *Faire front* qui devaient se fondre en 1974 dans le Parti des forces nouvelles, PFN.

Nous restâmes fidèlement à couteaux tirés. Comme j'avais été invité au printemps 74 à donner une conférence à la nouvelle faculté de droit d'Assas, fief de leurs copains du Gud, ils me firent une réception de grand style. Ils étaient tous là, casqués, bottés, armés, à leur habitude. Ils scandaient des slogans désagréables, et il y avait même un mannequin représentant Duprat pendu quelque part.

À ma surprise cependant, ils nous laissèrent passer à l'entrée, sans encombre, mon escorte, mes partisans et moi, moyennant quelques insultes et quolibets. Je compris pourquoi en pénétrant dans l'amphithéâtre. Ils y avaient jeté des lacrymogènes, c'était irrespirable. Nous avons quitté la salle au plus vite, mais à la sortie, l'ambiance avait changé. Ils nous attendaient, en rangs serrés, balançant leurs chaînes de moto, tendant leurs barres de fer. J'avais quelques types décidés avec moi, et une garde rapprochée de Croates impressionnants, mais vu le déséquilibre du nombre, cela risquait d'être chaud. Je m'adressai à Alain Robert en m'approchant de lui et en jetant un coup d'œil plein de sens à mes armoires à glace croates : « Si tes types me touchent, t'es mort. »

Il devint blanc comme un linge et ses hommes s'écartèrent, mauvais. Mes Croates avaient la réputation d'être armés. Cela nous sauva la mise, de justesse.

Depuis, ces jeunes gens ont répandu l'idée qu'ils étaient plus durs et plus modernes que moi, dinosaure parlementaire prêt au compromis avec la démocratie moribonde, naviguant sans convictions précises au gré des circonstances. Plusieurs facteurs de livre ont repris cette opinion. Elle m'amuse. J'avais connu des gens autrement plus durs et plus radicaux qu'eux, mais l'expérience m'avait convaincu que la voie électorale, quoique longue et aléatoire, était la meilleure façon de faire avancer nos idées. Ils cherchaient en moi une potiche d'apparence respectable, je n'étais pas une potiche et je voulais que le FN devienne un parti respecté, pas seulement en apparence.

Quant à me distinguer du système, il me suffisait d'être de droite et de le dire, car à l'époque nul n'osait se définir ainsi, les gaullistes les plus réactionnaires se disaient membres de la « majorité ». Enfin, autant l'hystérie antifasciste m'agaçait, autant me lassaient aussi les nostalgies fabriquées de godelureaux qui ne faisaient pas encore pipi dans leurs langes quand s'étendait sur l'Europe l'ombre des aigles qu'ils révéraient. Comme le disait Roger Holeindre avec sa simplicité

matoise : « On n’a pas besoin d’aimer Hitler pour sauver la France ! »

3. L'histoire entre deux vents

Notre programme seul suffisait à nous mettre hors système. En voici un aperçu, tel qu'il transparaît dans les documents de la campagne des législatives. On pourrait résumer, ainsi que l'a fait Valérie Igounet, une universitaire ennemie du Front national, la brochure *Défendre les Français* en sept revendications principales :

– Instauration d'un régime présidentiel équilibré par une assemblée élue au scrutin proportionnel pour éviter « la bombe institutionnelle » que serait une cohabitation (treize ans avant la première cohabitation) ;

– Dénonciation des accords d'Évian de 1962 et indemnisation des rapatriés ;

– Réglementation très stricte de l'immigration ;

– Suppression du service militaire obligatoire remplacé par un service volontaire de six mois et une armée de métier ;

– Défense du commerce et de l'artisanat ;

– Grande politique d'aide à la famille comportant en particulier des allocations spéciales et des dégrèvements fiscaux ;

– Dépolitisation de la fonction publique, en particulier celle de l'enseignement avec l'abrogation de la loi Faure.

Sans commune mesure avec ceux des partis du système, ce programme était prémonitoire à bien des égards. On déplorera qu'il n'ait pas été suivi.

Aujourd'hui, plusieurs ouvrages relèvent que la place de l'immigration n'y était pas très importante, ce qui est une manière de « prouver » que le Front national, et singulièrement moi-même, loin d'être visionnaires, étions comme tout le monde le nez rivé sur des préoccupations immédiates. Ils en donnent pour preuve que *Défendre les Français* ne consacre que trois lignes à l'immigration.

Le fait est exact mais l'interprétation abusive. D'autres éléments doivent être pris en compte. Limiter la campagne et la doctrine du FN à une brochure serait une erreur. Dans mes discours, je fis une grande place au thème de la défense du peuple français contre l'immigration. J'obtins, pour exposer notre programme, sept minutes à la télévision : l'un des trois thèmes que j'y développai fut précisément l'immigration le 28 février 1973. J'y revenais longuement dans notre profession de foi écrite et dans une tribune que je donnai à *Minute*, en février également. Le tout composait une doctrine complète, cohérente, et visionnaire.

La défense de l'identité française s'intégrait pour nous dans une vaste réforme intellectuelle et morale. Nous fûmes des éclaireurs éclairés du combat *et* contre l'invasion *et* contre la décadence de l'Europe. Pour nous en ôter le bénéfice, le système ment sur le présent et sur le passé : il nous peignait en brutes hallucinées, il nous accuse aujourd'hui de ne rien avoir vu. La gymnastique du déni, les conjugaisons du mensonge, sont étonnantes : nous fûmes des fascistes, des fous sanguinaires, nous n'aurons été que de plats politiciens ! L'un et l'autre sont également faux. Ces mémoires ont pour ambition de rendre à nos contemporains une saine perception de la réalité historique, en les ramenant à la chronologie.

Les années 69 à 75 eurent quelque chose d'impalpable. Aux haines du gaullisme succédaient les affaires du pompidolisme, dans un climat de déliquescence morale et familiale. Politiquement, on naviguait à vue : les Français ne savaient pas de quoi demain serait fait, on leur proposait des référendums institutionnels (1969, 1972) sur des questions qui leur semblaient secondaires et complexes, et des réformes dont les effets ne se découvriraient qu'à terme (médiateur de la République, statut de la Banque de France), auxquelles ils ne comprenaient goutte. Ils s'intéressaient à des choses plus terre à terre et on les y poussait. Après les avoir détournés du destin de l'Empire, on rivait leur regard sur le quotidien : la vitesse sur les routes secondaires, limitée à 110 kilomètres par heure à titre expérimental, une quatrième semaine de congés payés, le Smic fraîchement créé, le périphérique juste inauguré, l'annonce de l'ouverture d'un nouvel aéroport à Roissy retenaient leur attention.

Et puis il y avait la Contestation. Avec un grand C. Des conflits sociaux, d'autres conflits, qu'on ne disait pas encore sociétaux, autour de l'avortement, de la peine de mort, des désordres dans l'armée où fleurissaient les comités de soldats. Pendant ce temps-là, le fric tournait, les scandales politico-financiers s'enchaînaient. L'Église catholique s'en allait, la morale d'hier avec, ça couchait dans tous les sens, l'information était en pleine déliquescence. Jean Yanne rend assez bien l'atmosphère du moment dans son *Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil*. D'autres films faisaient parler d'eux, *Orange mécanique*, *L'inspecteur Harry*, *Le dernier tango à Paris*, *Fellini Roma*. Cela puait la décadence comme une mare sous le soleil d'été. Tel était le problème principal de la France. Notre dépliant de campagne le proclamait : « La crise où s'exaspère et se défait la France est moins économique et sociale que morale et politique. »

Nous dénoncions le « processus de décadence intellectuelle, morale et physique » où notre pays se trouvait engagé, précisant :

> Cette décadence est aujourd'hui le péril majeur qui guette la

> France. Elle mine l'individu. Elle détruit la famille. Elle affaiblit la nation. Elle ronge les principes sans lesquels les communautés disparaissent dans le chaos de l'intérieur ou la mainmise de l'étranger, à savoir : l'autorité, les libertés, la responsabilité, le courage, le goût de l'effort, le respect du travail, la responsabilité individuelle.

Notre autre souci était géopolitique. Le monde bougeait. La guerre froide durait encore mais changeait de forme après la fin de la décolonisation. Les États-Unis tâchaient de se désenliser d'Indochine, Nixon rencontrait Mao, préparait puis signait les accords Salt sur l'équilibre nucléaire avec Kossyguine. En même temps il désarrimait le dollar de l'or, ce qui allait jeter le monde dans un désordre monétaire dont il n'est pas sorti, et que la création du SME ne rendait pas moins inquiétant. Le Watergate commençait, la RDA et la RFA se reconnaissaient mutuellement, le club de Rome publiait *Halte à la croissance*.

J'essayais de discerner l'avenir qui se préparait. De Gaulle était mort à l'automne 70, un an après que la télévision nous eût transmis les incroyables images des Américains marchant sur la lune. Je m'aperçus alors que nous Français étions restés gelés dans nos querelles fratricides pendant qu'Américains et Soviétiques s'étaient disputé l'espace. Longtemps les derniers avaient paru prendre l'avantage, avec la première créature vivante envoyée dans l'espace, la chienne Laïka, et le premier satellite artificiel, qu'on avait pris l'habitude d'appeler Spoutnik comme un réfrigérateur frigidaire ou un crayon à bille Bic. Au même moment, nous pensions à nos fusillés et à nos provinces perdues. Nous étions entrés différemment dans la modernité et nos yeux avaient une certaine difficulté à accommoder.

Où était la menace principale ?

Le premier sommet de la terre de l'ONU à Stockholm en 1972, les accords Salt et la préparation des accords d'Helsinki laissaient deviner chez les grands une intention de rapprochement entre l'Est et l'Ouest : mais sur quelles bases ? Le communisme international nous avait habitués à ce genre de ruses et, pour l'instant, il semblait triompher. En Asie, les choses se gâtaient pour les Laotiens et les Vietnamiens du Sud, que notre ami Roger Holeindre défendait, tragiquement seul. Malgré le Printemps de Prague, la main de l'Union soviétique s'appesantissait toujours en Europe, et rien ne laissait prévoir que cela finirait. Sur le planisphère, les régimes communistes progressaient. Le rouge était mis.

La France et son université, dont je fréquentais les amphithéâtres, devenaient un véritable goulag mental (le mot devait être popularisé par le grand libérateur Soljenitsyne en 1974). La pensée unique

marxiste régnait, imposait jusqu'aux thèmes de thèses, excluait à tout va. Les intellectuels prétendument libéraux d'aujourd'hui étaient alors maoïstes ou appartenaient à quelque autre chapelle de la folie sectaire. Les nationalistes se trouvaient exclus de la politique, par la préférence communiste instaurée au lendemain de la seconde guerre mondiale, qui ne se desserrait pas.

C'est pourquoi notre campagne législative de 1973 choisit de combattre d'abord le « communisme ruineux, utopique, oppresseur ». Nous ne nous trompions pas d'époque. L'internationale marxiste demeurait notre premier ennemi. Il allait falloir attendre encore seize ans pour que tombe le mur de Berlin. En 1984 encore, quand je pourrais enfin m'exprimer librement à la télévision française à *L'Heure de vérité*, je participerais à ma manière à la libération de notre continent, en demandant une minute de silence à la mémoire des victimes du communisme.

En 1973 l'anticommunisme restait rare. Conjugué à l'antigaullisme, il avait formé le ciment de notre alliance avec Ordre nouveau. Le communisme était l'adversaire principal de l'ordre des nations, or notre objectif était de rétablir notre pays dans son rang. Le Front national ne fut pas autre chose à l'origine qu'une volonté de rendre aux Français la fierté de leur histoire et de leur identité pour qu'ils se redressent enfin. Une sorte de *France Pride*, si je puis dire. Je l'écrirais d'ailleurs, un peu plus tard : c'était « le syndicat des Indigènes ».

Les jeunes gens d'Ordre nouveau, qui ne manquaient pas d'une certaine culture, avaient repris des squadristes italiens des années vingt une chanson, et une phrase : « *Me ne frego.* »

Je m'en fous. Pour les premiers fascistes, cela signifiait je me fous de tomber au combat pour la liberté. Mais cela avait dégénéré en une espèce d'indifférence au réel supposé bassement matériel, de nihilisme esthétisant. Cette disposition d'esprit rejoignait paradoxalement celles de certains anciens d'Indochine ou d'Algérie, qui avaient vu leurs espoirs trahis. Les uns et les autres méprisaient une société qui ne pensait qu'à des plaisirs faciles et des profits matériels, et ce mépris s'étendait au pays. Je pensai qu'il fallait sortir de ce dandysme aussi désolé que désolant. Il fallait retrouver les soldats perdus, mettre les jeunes au travail. C'était le sens de notre campagne contre la décadence. Nous ne nous en foutions pas, nous, de la France, de la chrétienté, de la famille, de la patrie. Malgré le système, malgré la folie de consommation que Mai 68 avait initiée, il nous importait de passer de la mort à la vie. De ranimer une nation près de passer.

4. Giscard, élu de l'extrême droite

Le 24 mars 1974 dans une réunion à Lille j'affirmais : « Nous sommes certains maintenant que la campagne présidentielle commencera avant deux ans. C'est pourquoi nous lançons notre campagne dès maintenant. »

Le septennat courait normalement jusqu'en 1976, mais mon intuition me disait que le président malade n'irait pas jusque-là. Quatre jours plus tard, je confirmais ma candidature, au nom de la « droite nationale, populaire et sociale ». Encore cinq jours et Georges Pompidou mourait dans son appartement de l'île Saint-Louis. Avais-je eu une information ? Non, je ne l'aurais pas dite comme cela. J'avais eu juste le pressentiment que le malheureux ne durerait plus longtemps. Ses obsèques furent discrètes, en famille, à l'image de l'épitaphe qu'il avait rédigée juste après son élection : « Les peuples heureux n'ont pas d'histoire, je souhaiterais que les historiens n'aient pas trop de choses à dire sur mon mandat. »

Si le politique était plus nocif qu'il ne paraissait au premier abord, on le découvrirait peu à peu, l'homme, malgré ses ridicules de provincial mené par sa femme, flagrants en matière d'art contemporain, n'était pas mauvais. Alors que les barons du gaullisme et les ambitieux du centrisme, Messmer, Edgar Faure, Chaban-Delmas et Giscard d'Estaing avaient commencé à se disputer ses dépouilles encore chaudes, chacun debout sur les pédales prêt à bondir, mais immobile, comme dans une course de cyclisme sur piste, nous respectâmes un délai convenable avant d'entrer vraiment en campagne.

Cela nous était facile, il n'y avait ni bisbilles ni mystères chez nous : le conseil national du FN réuni à l'hôtel Lutetia le 17 mars m'avait désigné à l'unanimité candidat du mouvement.

Nous n'étions pas restés inactifs après la sécession d'Ordre nouveau. En décembre 1973 nous avions fondé le Front national de la jeunesse, où se distinguaient Jean-François Jalkh, qui allait être le plus jeune député du FN en 1986 avant de faire une belle carrière et de toucher son bâton de maréchal quarante ans plus tard avec une fugace présidence par intérim sous le règne de Marine, et Pierre Sirgue, un cousin de mon épouse Pierrette, lui aussi député en 1986. C'est Christian Baeckeroot qui patronnait le FNJ naissant, bien qu'il eût déjà trente-cinq ans. Ce saint-cyrien avait quitté l'armée en 1962 avec le grade de lieutenant, par fidélité à ses idées, il était expert-comptable

depuis, ce qui n'était pas inutile au Front.

Victor Barthélémy, avec l'expérience d'organisateur que lui avait donné jadis le PC, avait réussi à donner de la consistance à quelques fédérations qui n'existaient jusqu'alors qu'à l'état de squelette sur un organigramme.

De plus, j'avais colmaté à peu près nos ennuis de trésorerie, avec l'aide d'Hubert Lambert. Héritier d'une grande famille de cimentiers, c'était aussi depuis sa jeunesse un militant nationaliste convaincu. Il avait fréquenté divers mouvements et personnalités, dont Pierre Sidos, de l'Œuvre française, mais s'était finalement inscrit au Front national. Nous nous voyions assez souvent, et comme je ne roulais pas sur l'or, il me faisait la gentillesse de m'emmener dans des restaurants réputés. Lors d'un déjeuner, il me tendit une sorte de cartable, un portefeuille, plutôt, qu'il me demanda d'ouvrir. J'y comptai 300 000 francs, trente millions légers, ce qui était une somme à l'époque. Comme je le remerciais, il tendit à nouveau la main : « Rends-moi le portefeuille, il pourra resservir. »

Le Front avait bien besoin de ce coup de main inattendu. Il était resté maigre après la scission. La première difficulté fut de trouver les signatures de parrainages pour ma candidature. Baeckeroot et sa femme Myriam s'y attelèrent. Cent parrains suffisaient à l'époque et leur nom demeurait secret. Ne pesait pas encore sur le pays l'atmosphère menaçante qui règne aujourd'hui.

Du côté de mes alliés politiques potentiels, les cousins de la droite nationale, les choses s'étaient gâtées. Pierre Sidos n'avait pas ses parrainages mais n'était pas disposé à offrir ceux qu'il avait récoltés. Quant à ON, bien que je lui tendisse la main, il était passé à l'ennemi. Il éprouva même le besoin de le faire savoir par voie de presse. Alain Robert et Pascal Gauchon rejetaient « l'initiative prise par Le Pen, représentant d'une droite soi-disant sociale et populaire ». Sous sa nouvelle étiquette *Faire front*, ON choisit de soutenir le candidat Giscard. *Minute*, sous l'impulsion de Brigneau, fit de même. Pour comble de disgrâce, des amis fidèles du maréchal Pétain, tel Jacques Isorni, et les monarchistes de la Restauration nationale, firent encore un autre choix, le maire de Tours, Jean Royer.

L'homme fut la nouveauté de la campagne. On dirait aujourd'hui qu'il y fit le buzz, on pensait alors qu'il en était le bouffon. Un bouffon triste et long comme un personnage du Greco. En matière économique, il ne prêchait pas que des sottises, et en matière de mœurs, il rappelait parfois de saines évidences, mais avec tant de raideur triste qu'il marquait contre son camp. C'était un petit-bourgeois pisse-froid : un jour il fut interrompu par une fille dans la salle qui leva son pull pour montrer ses nichons, il eut un mouvement de retrait qui allait bien à son visage d'inquisiteur émacié : *Vade retro,*

Satanas ! C'était un Tourangeau, pas un gaulois, l'archétype de la droite réac catho coincée. Las, il chassait sur nos terres, et c'était un excellent client pour la presse de gauche, le *Canard* et *Charlie* en faisaient des gorges chaudes, bref, il parasitait le débat de la droite nationale.

Pour le côté concret de la campagne, nous dûmes nous débrouiller avec le système D. Le capitaine Curutchet, ancien de l'OAS qui travaillait avec les catholiques traditionalistes, l'organisa. Pour faire des économies, il m'arriva de récupérer tels quels des stocks d'affiches de la dernière élection de 68. Cela me rajeunissait. Nous soignâmes surtout ma profession de foi. Elle se présente sous la forme d'un numéro spécial du *National*, dans un format assez haut, avec ma photo, le nom de Jean-Marie Le Pen à la une et un éditorial politique intitulé *Nous, la droite*.

J'y dresse la liste de tout ce que n'a pas su ni voulu faire la majorité qui pipe les voix de la droite depuis des années. À cette trahison de l'électorat, j'oppose la droite nationale, populaire et sociale qu'est le Front national. Tout en reprenant les principes de l'État national définis en 1973, je développe mon programme de salut public. En même temps, par quelques photos choisies (en bateau avec Pierrette, mineur à Eisden-en-Campine) je m'efforce de donner de moi une image qui change de la mythologie colportée par la presse. J'exprime d'une manière plus forte qu'auparavant notre opposition à l'avortement. À côté de mesures fiscales et sociales en faveur des mères et du salaire de la mère de famille à partir du troisième enfant, on lit en gras : « Non à l'avortement légal. »

Je tiens une réunion spéciale le 29 avril à la Mutualité contre l'avortement. Certains y voient un changement de doctrine soufflé par des traditionalistes dont l'influence devient prépondérante. Ils se trompent. C'est l'urgence, non l'opportunisme, qui m'a guidé. Le droit romain considère que l'enfant conçu doit être considéré comme un enfant né quand il s'agit de son intérêt, ma conviction à ce sujet ne date pas du printemps 1974.

Ce qui datait en revanche de la fin 1973, c'est un projet de loi de la majorité pompidolienne prévoyant la légalisation de l'avortement. Il sera retoqué in extremis, mais je sens bien que la chose est dans l'air et que la prochaine majorité la tirera de ses cartons, surtout si, comme les sondages le prédisent, c'est une majorité d'union de la gauche. Je ne me trompe d'ailleurs pas, sauf sur ce dernier point : la droite sera élue et fera pire que la gauche.

Le régime est obligé de nous accorder quelques passages à la télévision. Je ne m'y rends pas sans un peu de trac, c'est ma première expérience du petit écran à ce niveau-là, et le milieu, syndicalisé à outrance, m'est hostile. Heureusement, le PDG de l'ORTF, Arthur

Conte, vient me saluer d'un chaleureux : « Comment ça va, Jean-Marie ? »

Cela détend le plateau. Conte, que le lecteur a croisé dans le premier tome de ces mémoires, est un ancien cadre de la SFIO passé au pompidolisme. Je l'ai connu à l'Assemblée nationale en 1956 et nous nous entendons bien depuis. Tout le monde n'est pas aussi amical. Les internationaux socialistes poursuivent la droite nationale de leur haine, et *Rouge*, l'organe de la Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine, me jette dans les jambes la vieille lune de la torture en Algérie, pour la première fois depuis 1962. Sous le titre « Tortionnaire et candidat », il prétend me « démasquer ». Je l'attaque illico, et je gagne : *Rouge* sera condamné dès le mois de mai à 2 000 francs d'amende et 20 000 francs de dommages et intérêt. Ça mettra du beurre dans mes épinards.

Cela tombe bien car mon résultat me déçoit une fois de plus. La campagne a été marquée par le combat fratricide des deux candidats de la majorité puis, une fois Chaban ringardisé, par le phénomène Giscard. Avec sa bouche en cul-de-poule de vieux jeune homme compassé, il a séduit l'électorat bourgeois, douairières comprises, que les affaires de femmes de Chaban rebutent. Comme Royer a détourné ce qui échappait au face-à-face avec les socialo-communistes, je me retrouvai laminé, à 0,74 %. En 74. Un score facile à se rappeler.

En attendant, convoqué entre les deux tours, le conseil national du Front doit décider de la consigne de vote. Certains souhaitent s'abstenir, quelques-uns préconisent même le « vote révolutionnaire » en faveur de François Mitterrand. Je m'évertue à convaincre la majorité de l'absurdité de la politique du pire : le parti communiste n'est pas à l'époque l'objet de musée qu'il est devenu. Le numéro 67 de *Militant* daté de juin 1974 note que mon avis a prévalu. Nous soutiendrons Giscard au deuxième tour.

Parmi les orateurs qui m'ont épaulé pour soutenir cette ligne figure l'historien Jean-François Chiappe. C'est un vieux militant nationaliste, fils d'Angelo Chiappe, préfet de la région Centre assassiné à la Libération, et neveu de Jean Chiappe, préfet de Paris limogé avant le 6 février 34, président du Conseil de Paris en 1935, abattu par la chasse britannique (ou italienne, conjecturent aujourd'hui certains historiens) alors qu'il allait prendre ses fonctions de Haut-commissaire au Levant le 27 novembre 1940.

Jean-François s'est rapproché de moi rue Quincampoix quand nous refaisions le monde. Son épouse Marina Grey, femme passionnante, est écrivain. C'est la fille du général Denikine, qui fut un moment chef des armées blanches en Russie. Chiappe est un historien érudit et disert, un esprit délié doué d'un vrai talent d'exposition, l'un des trois piliers d'une émission de radio de vulgarisation de haut niveau, avec André

Castelot et Alain Decaux que j'ai trouvé très sympathique.

Chiappe sera élu au comité central, de même qu'Hubert Lambert, qui s'y occupera des affaires militaires. Le bureau est légèrement remanié. Roger Holeindre, pris par son restaurant, est remplacé par le docteur Henri David, ancien membre du comité directeur d'Ordre nouveau.

Militant constate un frémissement du mouvement à la suite de la campagne « tant au plan du nombre des adhésions qu'au plan de son implantation territoriale ».

Cela se comprend : nous restons le seul mouvement d'opposition nationale sur le marché. Si, pour éviter l'arrivée des communistes au pouvoir, nous avons *soutenu* Giscard, nous ne nous sommes pas *ralliés* à lui. Nous ne nous sommes pas compromis. Tous les autres l'ont fait. Tixier, en se ralliant à Pompidou avec l'ARLP dès 69, s'est déconsidéré pour rien. Quant aux colleurs d'affiches d'ON, ils ont vendu leur virginité politique pour quelques billets. Je pensais, moi, qu'il était important de n'utiliser que des militants convaincus. Je répétais à nos responsables : « Ne recrutez jamais des colleurs d'affiches qui ne soient pas de chez nous. N'acceptez pas d'argent des autres partis pour faire ce travail. »

Or les gens d'ON ont collé pour de l'argent. Ils en ont tiré dix-huit millions d'anciens francs, ce qui leur permet de lancer, à l'automne, leur nouveau mouvement, le Parti des Forces nouvelles, PFN, avec de luxueuses publications. Mais l'argent a une odeur, et le PFN restera marqué à tout jamais par cette origine mercenaire, par sa compromission avec la fausse droite au pouvoir.

Quant aux monarchistes et aux quelques pétainistes qui ont choisi Royer, ils ont fait une affaire pire encore : ils ont misé sur un perdant qui s'est lui-même rallié à Giscard pour un pourboire, un ministère.

On dit que j'ai un caractère de chien, que je suis mégalo, que j'ai le goût de la provocation : mais en refusant la marque du collier, j'ai fait le bon choix, l'indépendance rigoureuse, même dans la dèche, ce qui m'a permis ensuite de porter le drapeau. En ralliant ce qu'ils pensaient être la droite, par une illusion de pragmatisme, les gens d'ON rentraient dans le vieux schéma libéral conservateur contre socialo-communistes, qui était encore partiellement le mien, mais que ma position hors cadre allait me permettre de remettre en cause.

C'est pourquoi j'allais discerner plus tôt les nouvelles lignes de force du monde qui se créait, j'allais percevoir plus vite le mondialisme en marche, l'importance nodale qu'y prendrait l'immigration, le ralliement des pseudo libéraux au socialisme et du socialisme à l'économie de marché. En retard sur le plan des idées, leurs antennes ne détectaient pas le nouveau moment historique en gestation. En refusant de me commettre avec la fausse droite

giscardienne, je préservais nos chances d'incarner l'opposition au système. J'avais dédaigné tous les plats de lentilles, je gardais mon cerveau d'homme libre et mon manteau de général.

5. Giscard président, l'imposture déterminante

Mon opinion sur Giscard ne fut pas cependant tranchée tout de suite. Ses promesses de campagne ménageaient d'alléchantes ambiguïtés, il s'entourait de figures qui pouvaient ne pas déplaire, Victor Chapot, Michel Poniatowski, Jacques Dominati et quelques autres. Il aura d'ailleurs été le seul président de la Ve République élu par toute « l'extrême droite » réunifiée : les jeunes turcs d'Ordre nouveau dès le premier tour, la réaction passée par Royer, et la droite nationale faisant son devoir au second, appliquant loyalement la discipline antimarxiste. En somme, il fit mieux que n'avait réussi Lecanuet (qui n'avait siphonné qu'une part de l'électorat Tixier en 65), et que ne réussirait Chirac en 81 ou Sarkozy en 2007.

Ingrat, il devait tout de suite trahir l'électorat de droite qui lui avait fait confiance.

Je le connaissais depuis 1958 quand, député déjà aguerri, élu sur mon seul nom, je m'étais apparenté au groupe des indépendants et paysans où il venait d'entrer, encore novice bien qu'il fût né deux ans avant moi. Il faisait hélas partie de la petite minorité de gauche qui renia ses engagements algériens (on disait pourtant à l'époque qu'il était l'antenne de l'OAS au gouvernement) et sauva ainsi, avec son siège, sa carrière politique. Nous ne nous fréquentions guère, je n'étais pas de son monde. Toutefois, gardant en mémoire les centristes nationaux de la IVe République, je plaçais de timides espoirs sur un homme élu pour faire barrage aux socialo-communistes.

Ce n'était hélas chez lui qu'une posture électorale. Je découvris alors un incroyable dandy politique de centre gauche. Il ne suffit pas d'avoir une famille vichyste pour être de droite, cela se confirmera un peu plus tard avec l'entourage de Mitterrand. Le grand bourgeois Giscard se voulait progressiste, il jouait (très mal d'ailleurs) de l'accordéon en pull, invitait des éboueurs maliens à dîner. Il incarnait la démocratie avancée, tarte à la crème qu'il allait servir pendant tout le début de son septennat à la France, jusqu'à ce que celle-ci exprime son ras-le-bol.

Jusqu'à l'élection de Giscard, nous étions dans la position d'une vigie qui voit un banc de hauts-fonds à quelques miles et qui dit posément : « Hauts-fonds droit devant. »

Depuis deux ans déjà, nous avions détecté le danger de l'immigration, nous l'avions décrit précisément. Le temps passant, rien ne bougeant dans le bon sens, nous nous fîmes progressivement plus

pressants. Je posai alors la distinction entre « immigration » et « invasion » que Giscard devait reprendre dix-sept ans plus tard.

Au début du septennat de Giscard, le banc d'écueils que je discernais était encore à quelque distance. À sa place, un capitaine avisé l'aurait évité facilement en changeant de cap. L'immigration pouvait se maîtriser, l'invasion n'était encore qu'une menace assez lointaine. Quand l'Œuvre française criait « la France aux Français », cela ne me semblait pas en situation. C'était même une provocation improductive, le slogan rappelant inutilement l'entre-deux-guerres. Notre propagande me paraissait mieux adaptée au moment historique que nous vivions. La première affiche du FN disait : « Avant qu'il ne soit trop tard. »

Ce fut un moment déterminant. La catastrophe prenait ses quartiers, mais, l'espace de quelques mois, il ne fut pas possible de décider avec certitude de quel côté allait pencher la balance. Il fallait attendre qu'un événement tranche ce nœud politique. On ne peut être voyant que quand il y a quelque chose à voir.

La vérité de Giscard m'apparut enfin clairement en novembre 1974 lorsque Simone Veil, ministre de la Santé, présenta son projet de loi de légalisation de l'avortement. Il était d'usage, jusqu'alors, que ces questions soient du ressort du garde des Sceaux. Celui-ci, Jean Lecanuet, en fut dessaisi au profit de Simone Veil, comme elle l'a raconté dans ses souvenirs, sur une impulsion commune du Premier ministre Jacques Chirac, du président Giscard et de son éminence grise, le ministre de l'Intérieur Michel Poniatowski.

La position de ce dernier me déçut, il avait de bons côtés, et elle m'éclaira : ces trois-là ne s'aimaient guère à l'ordinaire, mais ils s'unissaient pour imposer à la France la loi Veil, avec la gauche unanime, contre une partie de la droite présidentielle marginalisée et ringardisée pour l'occasion. Ainsi se dessinait une « majorité d'idées » prônée naguère par Edgar Faure, qui préfigurait ce qui allait devenir la bande des quatre, l'UMPS, et qui fait l'âme aujourd'hui d'un milieu politique acquis à Bruxelles, au mondialisme, à leur projet politique et moral. Dans son livre, Simone Veil note avec satisfaction qu'elle rencontra peu d'adversaires, notamment dans la hiérarchie catholique française – sauf dans ce qu'elle nomme « l'extrême droite » et « les intégristes », qu'elle exécrait en bloc.

Je réagis immédiatement : « M. Giscard d'Estaing n'est pas digne de diriger le pays. La "démocratie" giscardienne sent le renfermé petit-bourgeois. On l'avait pris pour un fils de Pinay, c'est en fait un bâtard de Mendès France. »

Le National prit pour cible « la tricoteuse », comme il surnommait Simone Veil. Il l'accusait de viser à « dépeupler la nation pour la livrer au premier occupant » venu. Cette phrase est à la fois forte et injuste.

Simone Veil mettait en route la substitution des peuples, mais elle ne le faisait pas toute seule, c'est le président et le gouvernement qui l'avaient mandatée. La loi qu'ils lui firent porter fut l'un des actes majeurs de la Ve République, l'un des points d'inflexion de l'histoire de France. L'imposture Giscard ne fut pas une simple magouille électorale, le captage abusif des voix de la droite par routine démagogique, elle a mis au monde la France d'aujourd'hui, elle a lancé et conceptualisé le grand remplacement.

La loi Veil est une loi barbare, qui rompt avec la civilisation européenne telle qu'on la connaît depuis l'antiquité. Sans doute Spartiates et Romains, qui n'étaient pas des tendres et cultivaient un fort sentiment de la race, un souci constant d'eugénisme, exposaient-ils les nouveau-nés qui leur paraissaient impropres à vivre : mais jamais ils ne les tuaient dans le ventre de leur mère ; et encore moins des enfants parfaitement formés, joie de la famille, espoir de l'État. Il a fallu une décadence sans précédent dans notre histoire pour atteindre un tel sommet de cruauté suicidaire. Ce n'est pas seulement un crime contre toute morale humaine, c'est aussi un attentat contre la lignée française.

Or il se trouve qu'au même moment Giscard instituait le divorce par consentement mutuel, fragilisant la famille, nuisant donc à la natalité. Tout cela combiné conduisait à réduire le nombre d'enfants nés de parents français. Il faisait d'autre part voter des lois facilitant l'immigration (carte de séjour de dix ans, regroupement familial, chômage à 90 % du salaire sans condition de nationalité). Ce faisceau de décisions cohérentes devait avoir pour conséquence le remplacement progressif de la population existante, blanche, européenne et chrétienne, selon la définition du général de Gaulle, par une autre, non européenne en majorité, non chrétienne en majorité, et diversement colorée. Giscard a fait en 75 ce que le vert Yves Cochet préconise aujourd'hui : il a limité la natalité française pour accueillir plus de migrants. Le mécanisme du grand remplacement était installé : seul le rythme s'en est accéléré depuis.

Il y a un mystère Giscard, qui affleure dans sa déclaration de 1991 où, toute honte bue, il me copie en son langage sans me citer (« Le problème auquel nous aurons à faire face se déplace de celui de l'immigration vers celui de l'invasion »). On peut y voir un simple assaut de démagogie, semblable à la sortie de Chirac sur « le bruit et les odeurs » que répandent selon celui-ci certains voisins de palier issus de l'immigration. Mais je n'y crois guère. On constatera en effet, dans les derniers temps du septennat de Giscard, des tentatives de freiner le flux auquel il avait ouvert les vannes, notamment les circulaires prises par Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, MRP mais au demeurant assez brave homme. On a l'impression de se

trouver devant des personnages qui ont les informations, qui comprennent intellectuellement le problème, mais n'ont pas le courage moral de prendre les décisions politiques nécessaires. Quant à Jacques Chirac en revanche, il n'y a nul mystère, c'était un homme de gauche acquis à la mystique du grand remplacement, malgré ses simagrées électoralistes.

Cette hésitation sur la personnalité de Giscard a rendu jusqu'en novembre 1974 notre jugement sur sa politique très difficile.

Les dernières années du gaullisme et quatre ans de Pompidou ne nous avaient pas permis de nous faire une opinion définitive ni sur le président mourant ni sur celui qui était alors son ministre des Finances. Nous voyions bien se dessiner ensemble la décadence et l'invasion. La nocivité de la gauche crevait les yeux, mais nous n'étions pas sûrs encore de la trahison de la droite. Nous avions relevé sous le septennat qui venait de s'interrompre des signes inquiétants mais la bonhomie de l'homme en rendait l'interprétation hasardeuse.

Où le défunt président avait-il voulu mener la France ? Nous hésitions à lui prêter de mauvaises intentions.

Sans doute avait-il fait le choix malheureux d'embaucher des immigrés au lieu de pousser l'automatisation de l'industrie. Ainsi dégradait-on le salaire du travailleur autochtone, au détriment, en plus, de la recherche technique. Les employeurs y trouvaient provisoirement leur compte mais c'était un facteur de régression. En même temps, cela transférait les dépenses sur la nation : il fallait payer pour l'immigré, logement, école, hôpital, aide sociale. Au lieu d'un Breton qui en aurait demandé 1 500, l'éboueur malien acceptait de vider les poubelles pour 1 000 francs, mais la collectivité devait prendre en charge les frais qu'il engendrait. Je demandais donc de réduire l'écart entre travail manuel et travail intellectuel pour laisser le marché donner leur chance aux Français. En plus, la survalorisation du travail intellectuel encourageait tout le monde à aller à la fac et cela dévalua l'université. La France est moins intelligente, moins érudite, moins compétente, mois habile aujourd'hui qu'il y a quarante ans. Les enquêtes internationales sur le niveau scolaire ou sur le QI enregistrent cette régression.

Un autre signe néfaste du mandat de Pompidou, considéré rétrospectivement, fut la loi Pleven, avant-coureuse de la loi Gayssot, qui a été utilisée ces dernières décennies de manière fort extensive pour assimiler toute tentative de défense de la nation à une incitation à la haine. À l'époque elle était présentée benoîtement comme une simple transcription de la législation européenne. Les processus révolutionnaires agissent lentement et discrètement, comme le poison de l'amanite phalloïde : quand les symptômes apparaissent, il est généralement trop tard.

Un mauvais signe, encore, avait été la première régularisation des clandestins par Georges Gorse, ministre du Travail, dès 1973.

Si l'on met aujourd'hui ces signes en perspective avec l'action de Giscard et Chirac à partir de 1974, amplifiée par celle de Mitterrand après 1981, ils établissent à la fois le caractère délibéré du grand remplacement et la connivence des élites de gauche et de droite. Mais, jusqu'à la fin de 1974, on pouvait n'y voir que la marque de la paresse d'esprit du grand patronat : on allait à l'immigration parce que c'était le plus commode pour les affaires, remettant à plus tard le soin de payer l'addition. C'est sous Giscard que les intentions du système apparurent sans ambiguïté.

La « droite » rallia ouvertement les progressistes, qui jusqu'alors affichaient seuls leur soutien à l'invasion. Le précurseur de ce mouvement fut Chaban-Delmas. Premier ministre, il avait déclaré dès 1970 à la télévision, alors qu'il promouvait sa Nouvelle société : « Sans les trois millions d'étrangers résidant en France, notre économie ne pourrait tourner à plein régime. Donc, il est exclu d'interdire l'immigration. »

Les médias poussèrent à la roue. Depuis la mort accidentelle de cinq ouvriers africains dans un foyer d'Aubervilliers en janvier 1970, ils rivalisaient de « reportages » mis en scène à la manière de Zola et Dickens. Ils provoquaient la pitié et l'indignation en étalant les « conditions de vie insupportables » des immigrés, comme ils devaient le faire quarante ans plus tard pour les « migrants ».

Les mots d'aujourd'hui étaient déjà présents. De nombreuses émissions dénonçaient le « racisme » des Français, *Libération* parlait du « racisme à l'état pur » des spectateurs qui intervenaient. *Mise au point*, sur FR3 s'intitulait déjà « le racisme et les *migrants* ». Importance du vocabulaire ! L'émigré sort, l'immigré entre, le migrant passe – hélas, il reste le plus souvent. On voyait se mettre en branle la propagande tranquille qui a triomphé depuis. L'objectif explicite, déjà, était de « changer le regard des Français ». Le peuple payait une redevance pour que les despotes éclairés des médias lui apprissent à disparaître en appelant de ses vœux sa propre disparition. La bourgeoisie bien-pensante, le patronat et les gauchistes étaient pour l'immigration, le PCF demeurant en retrait parce qu'il conservait encore la faveur des ouvriers et ne voulait pas la perdre.

Loin de freiner ce mouvement, Giscard et les siens le laissèrent prendre de l'ampleur. En 1975 le « documentariste » Jacques Frémontier diffusa une série consacrée à l'accueil des immigrés, *Vivre ensemble.* Le vocabulaire inchangé des mots d'ordre, les éléments de langage, avoue l'ancienneté du plan de remplacement.

La France avait cru choisir en Giscard l'anti-Chaban. La société attendait de lui qu'il la protégeât du chambardement, il fit exactement

le contraire. Nous en tirâmes les conséquences. Quand il trahit les espoirs de ses électeurs et prit des décisions ouvertement mortelles, alors mon devoir de vigie changea : l'écueil se rapprochait. L'immigration devenait une menace pour notre être même. Je l'écrivis. Je le criai. L'histoire de la planète, comme toujours, allait dépendre de la démographie.

6. Un héritage explosif

1976 fut l'année de la mort d'Hubert Lambert, que le lecteur a entrevu lorsque, en 1973, il m'a donné de l'argent pour financer les élections législatives. Sa disparition prématurée bouleversa ma vie. J'étais son légataire universel et son exécuteur testamentaire. L'héritage Lambert fut l'occasion d'une bataille juridique qui fit beaucoup parler, alors et depuis. Les rumeurs les plus ignobles coururent. On nous accusa, Pierrette et moi, d'avoir utilisé tous les moyens pour le capter. D'avoir abusé de la faiblesse d'Hubert pour l'inciter à tester, de l'avoir fait boire pour hâter sa mort, et pire encore. Le temps est venu de raconter sereinement la chose, même si elle garde encore pour moi sa part d'inconnu.

La famille Lambert sort de l'anonymat dans la première partie du XIXe siècle. Puis l'essor industriel du Second Empire a fait sa fortune, comme il a lancé bien des dynasties bourgeoises. Propriétaires terriens à l'origine, les Lambert possédaient à Cormeilles-en-Parisis la plâtrière Lambert, carrière de gypse que je me rappelle avoir vue en photo dans un livre de géographie de mon enfance. Ils lancèrent les Ciments Lambert, aménagèrent un port à cet effet sur la Marne et construisirent en 1929 – j'avais un an – la cimenterie la plus moderne d'Europe. L'un des grands artisans de cette réussite fut le grand-père d'Hubert, qui a laissé un document curieux, une sorte de testament moral qu'il a enregistré et fait graver sur un disque de marque Pathé, en bakélite noire, qui date de 1923 et devait être à l'époque une curiosité hypermoderne.

C'est un 78 tours tout rayé mais, en tendant l'oreille, on arrive à reconstituer le texte entre deux grattements et un « toc ». Il rappelle la fable du *Laboureur et ses enfants*, de La Fontaine, et sa morale : « travaillez, prenez de la peine ». La voix, le débit, le contenu, tout nous plonge dans un autre monde. On pénètre l'âme de ces bourgeois d'autrefois, sans doute durs en affaires, mais attachés au travail, à la patrie, et à l'honnêteté.

Celui-ci, quoique fort pieux à sa manière, n'était nullement croyant. L'homme était tout en mesure, en retenue, en tension vers la justice. Je donnerai en annexe la transcription de ce disque, pour l'édification des jeunes. Le vieux Lambert s'adressait d'abord à ses trois fils, l'aîné Léon, qui allait devenir le père d'Hubert, et ses deux frères. Ce sont eux qui eurent à prendre sa suite dans des moments périlleux. Il y eut la crise de 29, le Front populaire, ses grèves et ses

dépenses en 1936, et enfin, surtout, la guerre.

Dans ces circonstances, il ne fut pas toujours facile à Léon Lambert et ses frères d'appliquer les conseils du grand-père, de rester « justes », solidaires, et « honnêtes avant tout ». Léon dirigeait l'affaire, ses frères le laissaient faire, bien contents de ne pas être en première ligne. Il sut mener la barque de l'entreprise sous l'occupation, les Allemands étant de gros consommateurs de ciment. À la Libération, ses frères se firent une vertu de quatre ans de paresse et lui reprochèrent d'avoir collaboré, se présentant eux-mêmes comme résistants. Puis la vie reprit son cours, industrieux et fortuné. Léon devait devenir président de la chambre de commerce de Seine-et-Oise, qui allait être divisée en 1964 en trois départements, l'Essonne, les Yvelines et le Val d'Oise. Léon ne vit pas cette révolution administrative, il mourut en 1950 mais son entreprise demeura florissante jusqu'aux années soixante-dix, quand elle fit construire une immense usine en Normandie : malencontreusement, au même moment survenaient la guerre du Kippour et le premier choc pétrolier.

Cela lui coûta beaucoup d'argent et son rang dans l'industrie du ciment. Mais cela n'affecta guère ni le train de vie, ni l'existence d'Hubert Lambert. Lycéen brillant, ce dernier avait tout laissé tomber à seize ans à la mort de son père pour vivre de ses rentes et s'adonner à ses passions, la littérature, l'histoire et la politique, reclus avec sa mère dans la partie supérieure de leur villa, 8 parc de Montretout à Saint-Cloud. Il touchait de copieux dividendes mais ne restait pas inactif. Il a publié deux livres sous le pseudonyme d'Hubert Saint-Julien qui était le nom de sa mère.

L'un, paru en 1962, a pour titre *Louis Rossel (1844-1871) : pensée et action d'un officier insurgé*. Cette monographie très bien écrite et documentée est pleine de sympathie pour l'objet de son étude, le colonel Rossel, polytechnicien et homme de droite engagé dans la Commune de Paris, fusillé en novembre 1871 par les Versaillais à l'âge de vingt-sept ans. Hubert lui trouvait une parenté, dans le patriotisme transgressif, avec le jeune colonel Jean-Marie Bastien-Thiry, lui aussi polytechnicien et fusillé quatre-vingt-douze ans plus tard. Son autre ouvrage, publié en 1971, un an avant la fondation du Front national, est une brochure de 80 pages intitulée *Défense nationale et OTAN*. Il rédigea aussi des articles de presse, dont les derniers dans *le National*, une fois qu'il serait inscrit au FN. Mais n'anticipons pas.

Il écrivit d'abord pour d'autres périodiques nationalistes, *Le Faisceau*, *L'Heure française* et *Jeune Nation*. L'étude de l'histoire l'avait en effet très tôt poussé dans le milieu de la droite nationale. Il y côtoya Pierre Sidos, de l'Œuvre française, Poujade, et le philosophe monarchiste Pierre Boutang. Il fut un moment président des JIP, les Jeunes indépendants de Paris, et Raymond Barillon le peignait dans *Le*

Monde daté du 14 février 1958 en « théoricien fort lié aux néo-fascistes italiens et qui rêve de devenir un nouveau Drieu La Rochelle ».

Le grand avocat Jean-Marc Varaut et Jean-François Chiappe, qui n'étaient pas des esprits médiocres et qui s'y connaissaient, tant en littérature qu'en histoire, lui trouvaient du « talent ». Nous pensions de même. J'ai devant les yeux un numéro du *National* datant de 1976 où il épinglait, en dernière page, l'esprit de 1968 et la contestation étudiante, dans une langue élégante et claire. Il y déplorait l'irresponsabilité de jeunes privilégiés inconscients de leurs privilèges et leur faiblesse intellectuelle, qui allait faire du caprice la règle de la pédagogie. Je ne résiste pas à l'envie d'en copier la conclusion :

> C'est pourquoi les revendications étudiantes ont pris naissance dans les secteurs les plus fragiles de l'encyclopédie. Sociologie et psychologie, sciences humaines, trop humaines, semblent offrir libre matière à l'interprétation ; l'interprétation masque les faits, les faits eux-mêmes sont matière d'interprétation ; les a priori idéologiques peuvent se donner carrière selon les préférences de chacun et les subtilités des rhétoriques passionnelles. En ce sens, les “sciences humaines” s'apprêtent à devenir la forme la plus grisante de l'opium du peuple.

Il ne me semble pas que ces lignes aient pris une ride.

J'ai noté ces quelques faits pour répondre par avance aux malveillants qui, pour le besoin de leur campagne de calomnie, le présenteront après sa mort comme un *minus habens*.

C'est en 1973 qu'il adhéra au Front national débutant, et qu'il commença aussi à le financer, comme je l'ai raconté. Sans doute ce qu'il vit le convainquit-il, car il demanda en juin 1974 à entrer au comité central, ce qui lui fut accordé, puis au bureau du mouvement. J'y employai ses compétences, il s'occupa des affaires militaires et donna quelques papiers traitant aussi de littérature. À partir de la deuxième moitié de 1974, nous nous fréquentâmes plus régulièrement. Nous parlions parfois doctrine. Lui se définissait comme « National travailliste », peut-être par une espèce de fronde contre son environnement bourgeois. Moi qui devais gagner mon pain à la sueur de mon front, j'étais pour la libre entreprise.

De temps à autre, il passait dans sa 504 que conduisait un chauffeur portugais pour m'emmener déjeuner à l'une des grandes tables parisiennes où il avait ses habitudes. Il nous invita aussi plusieurs fois à Montretout, Pierrette et moi, comme il le faisait avec d'autres figures de la droite nationale. Sans le dire il nous faisait subir à tous une sorte d'examen, le jugement de sa mère comptant beaucoup à ses yeux. Cet examen nous fut favorable. Pierrette et sa mère

devinrent amies, elles étaient du Sud-Ouest, et il arrivait qu'Hubert emmenât Pierrette voir des films d'horreur, dont il raffolait.

Un beau jour, ce devait être en décembre 1975 ou en janvier 1976, Hubert m'invita chez La Pérouse, restaurant connu sur la rive gauche de la Seine dont le chef était alors Topolinski. J'en ai gardé une image précise, nous étions seuls dans la salle et la nappe était reprisée. Il me jeta, entre la poire et le fromage : « Maman et moi avons décidé de te faire notre légataire universel. »

Un peu abasourdi, je lui répondis en riant : « Hubert, ça ne t'engage pas à grand-chose, tu as six ans de moins que moi ! »

Mais la proposition était sérieuse. Un soir, Hubert et sa maman, qui avait alors déjà plus de quatre-vingts ans, montèrent les quatre étages sans ascenseur de la villa Poirier pour m'apporter deux testaments croisés, en faveur l'un de l'autre et à défaut Jean-Marie Le Pen, à défaut son épouse, à défaut ses enfants. Je crois que dans l'idée de Madame Lambert, qui voyait se rapprocher le tombeau, il s'agissait par cet acte de confier Hubert à un grand frère, à un protecteur. Très touché, mais ne jugeant pas l'affaire d'actualité, je rangeai les documents, que tout autre eût déposés chez un notaire, dans un tiroir de mon secrétaire.

Nous avions alors d'autres sujets de préoccupation. La situation internationale m'attristait, avec l'effondrement de ce qui restait de notre Indochine, la prise de Phnom Penh et Saïgon par les communistes, le début de la guerre civile au Liban. Le monde changeait, avec un roi en Espagne, les accords d'Helsinki, le raid d'Entebbe, la guerre entre l'Algérie et le Maroc, les émeutes de Soweto, et l'arrestation de la Bande des Quatre par laquelle Mao Tse Toung mit fin à la Révolution culturelle. Le système monétaire international se trouvait bouleversé par les accords de la Jamaïque actant la décision de Nixon de mettre fin à la convertibilité du dollar en or. Chez nous, c'était le changement tous azimuts, l'heure d'été, le regroupement familial entrant dans les faits, comme aussi la loi Veil, le chômage indemnisé à 90 %, la loi Haby sur le collège unique, la première carte orange, le premier rasoir jetable, un Bic, l'éclatement de l'ORTF, le premier vol de Concorde, la naissance du FNLC, la suspension *a divinis* de Mgr Lefebvre par Paul VI, l'assassinat de Jean de Broglie, l'impôt sur les plus-values, et l'institution du Loto.

J'aurais bien aimé toucher le gros lot, car mes fonds n'étaient pas au plus haut et ceux du FN étaient à sec. Faute de nerf de la guerre, nous ne pûmes présenter que… quinze candidats, pas un de plus, aux élections cantonales en mars 1976. Un journaliste prétend que Léon Gaultier lui aurait dit qu'un jour de ce printemps je lui aurais confié dans mon bureau de la SERP : « C'est fini. On n'y arrivera jamais. »

Je ne me souviens pas de la scène, qui n'est pas dans mon

caractère, mais il est vrai que le fardeau national était parfois lourd à porter, avec mon travail de petit patron et des résultats politiques qui ne décollaient pas. À notre local de la rue de Surène, nous ne pouvions plus régler nos factures d'électricité et l'EDF nous avait coupé le courant. Les réunions du bureau se tenaient à la lueur des bougies. Certains jours, traverser le désert avec son chameau sur le dos lasse un peu.

L'été vint. J'étais en mer, Pierrette dans sa famille des Landes quand survint une triste nouvelle. Mme Lambert, la mère d'Hubert, était morte le 21 août d'un cancer généralisé à l'hôpital de Toulouse, alors qu'elle passait ses vacances dans sa petite maison de Montjoie-en-Couserans. On ne put me joindre, Pierrette assista seule aux obsèques dans le cimetière familial de ce pays d'Ariège. Elle tenta de réconforter Hubert, qui était profondément affecté. Dans ces moments-là il arrive que le passé vous submerge. Sa jeunesse et l'histoire romanesque de ses parents le hantaient.

De son prénom Angèle, sa mère était la fille hors mariage d'un gentilhomme ariégeois qui lui donna son nom de Saint-Julien, et le plus haut des métiers que la loi autorisait à donner à une enfant adultérine : sage-femme. Elle croisa Léon Lambert, qui à cinquante-six ans demeurait bel homme et jouissait en outre de la prestance du monsieur arrivé, dans l'escalier de Montretout, où on l'avait appelée pour assister une femme du personnel. À plus de quarante ans, elle était elle-même très belle, avec des yeux bleus extraordinaires. Entre ces deux êtres si éloignés socialement, ce fut le coup de foudre, qui comme ceux de Jupiter, donna naissance à un petit garçon, Hubert. Un enfant leur était né, c'était presque un miracle, ce fut surtout une catastrophe familiale. L'héritier privait oncles et cousins d'un héritage qu'ils estimaient leur. Son enfance fut dominée en outre par l'angoisse de parents qui craignaient pour lui le sort tragique du petit Lindbergh, le fils du célèbre aviateur enlevé et assassiné en 1932. Pour éviter tout kidnapping, ils l'élevèrent en vase clos.

Il n'avait jamais vraiment connu autre chose que le manoir de Montretout, et quand il revint de l'enterrement de sa mère, il s'y enferma pour de bon. Je lui envoyai mon ami Demarquet pour le soigner, qui diagnostiqua une cirrhose. Pierrette passa lui remonter le moral mais, je le confesse, je n'eus pas beaucoup de temps à lui consacrer. Le Front national commençait à organiser le congrès qui devait avoir lieu le 3 novembre 1976 à Paris, et nous étions déjà à la fin de septembre. Il me reprocha de ne pas venir le voir à Montretout : malgré le travail très prenant de la SERP, on convint d'aller le voir en fin de semaine.

Pierrette et moi nous rendîmes donc à Saint-Cloud le samedi matin, c'était le 30 septembre. À la grille d'entrée nous avons la

surprise d'être reçus par le cousin Philippe qui occupait avec sa famille le rez-de-chaussée et les sous-sols aménagés, Hubert et sa mère s'étant réservé les étages. Tenant le portail entrouvert, il ne nous invita pas à entrer, se contentant de nous jeter : « Hubert ne peut pas vous recevoir, il est avec son médecin. »

Au même moment, le valet de chambre chauffeur apparaît à une fenêtre du premier étage. Il crie : « Monsieur Hubert vous demande de l'excuser et de revenir cet après-midi. »

Nous revînmes donc l'après-midi, accompagnés de Dany, une amie de Pierrette. Personne ne répondit à nos coups de sonnette. Les volets étaient fermés. Cela me parut hautement suspect. Je décidai de me rendre au commissariat. Reçu par un policier, le commissaire étant absent, je déclarai :

– Je suis étonné, j'avais rendez-vous ce matin avec Monsieur Hubert Lambert qui m'avait convié. On nous a dit de revenir dans l'après-midi, mais personne ne répond à l'entrée et les volets sont fermés.

– Mais, Monsieur Le Pen, me répondit le policier, Monsieur Lambert est mort. Il est mort hier. »

Coup de théâtre. Pierrette pleurait à chaudes larmes. Moi, la colère d'avoir été dupé et le pressentiment d'une affaire très laide l'emportèrent. Je haussai le ton : « On m'a menti, ce matin, tout cela est très louche. »

Le policier n'y pouvait rien et me donna sur ma demande une information utile : « Comme cela est légal, quand meurt une personne seule, le corps a été transporté à l'Institut médico-légal à Paris. »

J'en profitai pour mettre les points sur les *i*, à toutes fins utiles, pour l'avenir : « Monsieur, la mort de Monsieur Lambert m'établit son légataire universel, c'est donc avec moi qu'il faudra entretenir toutes relations. »

Dans la foulée, je lui demandai si on avait fait poser des scellés sur l'appartement.

– Non, répondit-il, car l'immeuble abrite des membres de la famille.

– Ce n'est pas une raison. Avertissez, je vous prie, le procureur de la République. »

Contrecarré par cette contre-offensive juridique, Philippe Lambert faisait le soir à la télévision une déclaration aussi mensongère que celle qu'il m'avait faite la veille en cachant la mort d'Hubert : « La présence continuelle des Le Pen depuis de nombreux mois, et surtout ces derniers jours, me hérissait profondément. »

C'est ici qu'est née la légende, colportée par mes ennemis et reprise par la presse, du couple Le Pen chambrant un Hubert Lambert diminué, d'abord pour se faire coucher sur le testament puis pour

hâter l'entrée en jouissance. En fait, depuis qu'Hubert était alité, j'étais allé le voir en tout et pour tout une fois à Montretout et nous étions venus deux fois avec les enfants en nous rendant à notre maison de campagne près de Dreux. Philippe et sa femme nous avaient invités à cette occasion à prendre le thé.

Le lendemain, il m'assignait devant la justice, s'appuyant sur un testament en sa faveur qui datait de 1971. Je ne répondis pas tout de suite. Le plus urgent était d'aller reconnaître Hubert à la morgue. Il y reposait entièrement entouré de bandages blancs comme une momie égyptienne. Puis j'organisai les obsèques. Il y eut à Paris un service religieux dans la petite chapelle Sainte-Madeleine, accolée à la salle Wagram. Seule une poignée d'amis était présente. Pas un seul membre de sa famille. Enfin nous accompagnâmes le cercueil jusqu'en Ariège à Montjoie-en-Couserans où il repose près de sa maman, dans le cimetière qui jouxte l'église, à deux pas de leur petite maison de vacances. J'aime le lieu, dans la jolie bastide fondée par Alphonse de Poitiers, frère de saint Louis, au pied de la belle abbatiale où gothique et roman se mélangent harmonieusement. En novembre, j'avais pris l'habitude d'y aller une année sur deux, en alternance avec la Trinité, pour y honorer mes défunts.

Je ne décrirai pas par le menu la guerre juridique lancée par Philippe qui devait se terminer par ma victoire totale au bout de trois mois. Mon avocat déposa devant le tribunal civil une procédure d'envoi en possession. Sa décision devait m'établir de façon indiscutable comme l'héritier, non des ciments Lambert, comme l'affirmaient les médias, mais de Hubert Lambert qui avait lui-même hérité de sa mère, décédée quelques semaines plus tôt. J'avais de mon côté déposé une plainte contre X pour meurtre, mais l'autopsie fit apparaître que Hubert était mort de la rupture d'une varice œsophagienne, donc noyé dans son propre sang, sans douleur grâce à Dieu.

Alors que la procédure était en cours, à l'avant-veille du congrès du 3 novembre 1976, nous dînâmes, Pierrette et moi, chez un ami, Jean-Marie Le Chevallier, ancien chef de cabinet d'un autre ami, le giscardien Jacques Dominati, pour fêter l'anniversaire de sa fille Alexandra. Nous prîmes congé le 2 vers trois heures du matin mais un pneu creva au pont de l'Alma, et nous n'arrivâmes pas avant quatre heures villa Poirier. L'horaire a son importance. Une demi-heure plus tard, j'allai soulager ma vessie aux toilettes. Un quart d'heure après, une formidable explosion avait lieu, ravageant l'immeuble, y creusant un trou énorme à travers les étages. Il n'y a pas de grand destin sans une part de chance. Si Bonaparte glissait sur le pont d'Arcole et tombait à l'eau, la face du monde en aurait été changée. Quant à ma propre face, à quelques minutes près, elle n'existait plus. Mais ce

n'était pas mon heure.

Une formidable déflagration nous réveille. Puis, plus rien. La première chose que je me rappelle est l'odeur. Le plastic, dont j'enseignais le maniement en Indochine. Il me renseigne sur la nature de ce qui se passe. Pas un moment je ne croirai, comme certains l'ont dit d'abord, à l'explosion d'une conduite de gaz. L'odeur paraît d'autant plus forte qu'il n'y a pas un bruit dans le noir total. Une immense angoisse monte du silence. J'ouvre la porte de la chambre : rien, un trou immense, avec le ciel au-dessus. Enfin l'on entend un appel : « Papa ! Maman ! »

Ce sont les filles. On se compte, elles sont toutes là, nous aussi. « Nous l'avons en dormant, Pierrette, échappé belle ». Le soulagement est immense. Alors seulement je pense aux autres, aux voisins du dessus :

– Comment ça se passe ?

– Ça va.

– Et le bébé ?

– On ne sait pas. Il n'y a plus de chambre.

L'immeuble ne sera rassuré que plus tard, quand on saura ce qui est arrivé au petit : tombé de cinq étages, il s'en tire avec un bras cassé. Incroyable ! L'urgence est maintenant de sortir de l'immeuble au plus vite, on ne sait pas combien de temps tiendront les murs. Les pompiers nous évacuent par l'échelle, ce n'est ni simple ni agréable, car si elle est bien large à la base, ce n'est plus qu'une chose étroite au sommet, qui plie sous notre poids. On s'agrippe ferme aux barreaux et on ne pense à rien tant qu'on n'a pas touché le plancher des vaches. Les filles, descendront un peu plus tard sur une plate-forme hydraulique plus spacieuse, stable et sûre. Elles seront gentiment recueillies par un voisin au fond de la villa.

Un conseiller municipal est là avec les pompiers. On nous emmène à la mairie, je ne sais pas comment. Des heures qui suivent me reste un chaos d'images, des couvertures sur les épaules, nous étions sortis presque à poil, du café et beaucoup de questions. La première : où allons-nous dormir ce soir ? Jean-Marie Le Chevallier se propose tout de suite. Nous n'en finissons pas de le remercier, c'est très généreux. Sans doute n'était-il pas mécontent d'aider l'héritier des Lambert. En parlant d'héritage, le testament aurait pu partir en fumée mais, par chance, mon secrétaire se trouvait dans une pièce qui n'a pas sauté.

On récupère aussi quelques hardes et bibelots, et l'on s'installe en campement tant bien que mal. Tout cela coûte de l'argent, je suis encore loin d'avoir touché l'héritage, je fais le tour de mes connaissances pour en emprunter mais nul ne se bouscule pour m'en prêter. Seul Jean-Pierre Mouchard, le père de Laurent Joffrin, met la main au portefeuille. Je ne l'oublierai pas. Aucun de mes anciens

collègues à l'Assemblée nationale, ni du monde politique parisien ne m'enverra ne serait-ce qu'un mot, alors que Giscard avait fait porter des roses à Mme Marchais lorsqu'une volée de plomb avait abîmé la peinture de son portail. Je m'en souviendrai aussi.

Une fois que nous nous sommes un peu posés chez Le Chevallier survient obligatoirement une question : qui a fait le coup ? Voilà le troisième attentat subi par le FN en quelques mois, notent certains, une au siège, une autre à la SERP, or j'ai des ennemis à l'extrême droite. Sans doute, mais je ne vois pas les jeunes gens d'ON manier le plastic, et je saisis mal pourquoi les autres auraient attendu si longtemps. D'autres relèvent que la charge de plastic suffisait à éliminer toute la famille. C'est-à-dire tous les héritiers de la fortune d'Hubert. Suivez mon regard, c'est le cousin Philippe qu'ils accusent.

Je dois avouer qu'un moment ils m'ont presque ébranlé. En février 1977, je déposai plainte avec constitution de partie civile contre les auteurs de l'attentat. On apprit que l'un des deux détectives commandités par Philippe Lambert pour recueillir des éléments contre moi aurait avoué avoir trempé dans l'attentat. Puis il se rétracta. Malgré *L'Aurore* et *Le Monde* qui s'y intéressèrent, l'enquête n'aboutit jamais. Aujourd'hui, je me demande toujours qui a fait sauter la villa Poirier, et pourquoi. Philippe Lambert aimait sans doute l'argent. Au point de tuer ? Je n'y crois pas beaucoup, mais on ne peut rien exclure.

Pour l'instant, j'ai des préoccupations plus terre à terre et plus urgentes. Nous ne pouvons pas rester indéfiniment chez Le Chevallier. D'autant que j'ai failli flinguer son fils une nuit. Sans rire. C'était une nuit. Nous venions de recevoir deux coups de téléphone, et quand nous avions décroché personne ne parlait. Bizarre. Le Chevallier était absent, en province. Nous nous couchons. En plein milieu de la nuit, son amie se précipite dans notre chambre, entièrement nue : « Jean-Marie, ils ont forcé la porte, ils sont dans l'appartement ! »

Qui *ils*, je n'en sais rien. Mais on vient de me plastiquer et cela suffit à prendre des précautions. Je saisis mon arme, et discernant une forme dans le couloir, je tire un coup de semonce. Dans le noir, du silence qui suit la détonation, monte une voix blanche : « Oh, Jean-Marie, c'est moi ! »

C'était le fils Le Chevallier, alors bidasse, qui avait fait le mur. Il s'était pris une permission sauvage pour passer la soirée à Paris et venait finir sa nuit chez son père sans avoir averti personne.

Pressé de déménager, en attendant que la justice tranche au fond entre Philippe Lambert et moi, j'ai engagé une action pour occuper le logement d'Hubert en tant que locataire de la SCI qui gère le manoir de Montretout. La justice me donne raison, et nous emménageons peu avant Noël 1976. La réaction de Pierrette n'est pas aussi enthousiaste

qu'on pourrait le croire. La vue sur Paris est superbe, la maison pleine de fenêtres et de lumière, mais les femmes ont d'autres critères. Pierrette aimait bien la villa Poirier de notre jeunesse, elle déplorait le manque de commerces à Montretout, elle jugeait la maison mal arrangée avec ses papiers peints « tout marron ». Flairant ses réticences, j'avais essayé de trouver quelque chose à louer dans le15e, mais le nom de Le Pen décourageait les bailleurs. Ils n'avaient pas envie que leur bien saute avec moi.

En emménageant, une fois les scellés rompus, on découvre les étages tels que Philippe Lambert les a laissés. Tout a été fouillé, reste sens dessus dessous. Il n'a même pas rangé les draps du lit où son cousin est mort, le sang a juste eu le temps de sécher.

Les semaines de cohabitation avec eux, qui habitaient le rez-de-chaussée et le sous-sol, je le rappelle, furent tendues. Nos avocats s'envoyaient du papier bleu (il y eut jusqu'à quatorze procédures) et nous échangions des mots plus aigres que doux. Rentrant un soir de mauvaise humeur, je leur lâchai, passant devant la porte du rez-de-chaussée, une bordée d'injures à la manière du capitaine Haddock : « Voleur, détrousseur de cadavre, assassin ! »

La situation était d'autant plus pénible que ma fille Marine s'était prise d'amitié pour l'une des filles Lambert. Il était temps que cela se termine. Le procès devait avoir lieu en octobre 1977. D'après mon conseil, André Guibert, notre dossier était excellent, mais il y a toujours une marge d'incertitude devant un tribunal, peut-être 10 % de risque, c'est beaucoup. Un mauvais arrangement vaut mieux qu'un bon procès. En août, je finis par l'écouter. J'avais envie de les envoyer en correctionnelle, à cause de leurs mensonges et de leur fouille des affaires d'Hubert, mais vu le nombre des procédures en cours, avec les recours possibles, les relations de Philippe Lambert, on n'en viendrait pas à bout avant cinq ans.

C'était trop pour moi. Mes amis Lambert avaient testé en ma faveur pour que je puisse faire de la politique en toute indépendance, pas pour que je m'épuise en chicanes durant des années. Nous conclûmes un accord à l'amiable. J'oubliai toutes les offenses et laissai à Philippe un paquet d'actions, il reconnut sans ambiguïté la validité du testament par une déclaration écrite solennelle. Il abandonnait toutes ses poursuites, reconnaissant formellement qu'il « n'a [vait] pas apporté la preuve des faits invoqués dans son assignation ». C'était une victoire totale. Pour fêter cela, Marine et sa copine Lambert enterrèrent symboliquement la hache de guerre dans un parterre de Montretout, en l'occurrence un coupe-ongles.

L'accord à l'amiable stipulait que je rachèterais au père de Philippe la part de la maison qui n'appartenait pas à Hubert et sa mère. Je la rachetai. Philippe alla s'installer un peu plus loin dans le parc de

Montretout, et nous pendîmes la crémaillère, enfin seuls, chez nous. Finalement, Pierrette s'y plut. La bâtisse ne valait certes pas l'ancien palais de Monsieur à Saint-Cloud, mais une fois décorée à son goût, elle ne manquait pas de charme. La vue, l'espace, la lumière, le jardin, succédant au confinement que l'on ressent dans un appartement parisien, même agréable, en firent pour moi un paradis.

Son histoire était belle. Le parc de Montretout avait été acquis par les banquiers Péreire lors de la création de la ligne de chemin de fer Paris-Versailles, la deuxième de France. En 1871, l'une des deux dernières batailles du siège de Paris, avec Buzenval, eut lieu à Montretout. Une carte postale de l'époque montre, à l'entrée du parc, restée telle quelle, la charge à la baïonnette des soldats français contre les Prussiens. Sur l'une des parcelles, une communauté religieuse fit bâtir au milieu du XIXe siècle l'actuel manoir. Il devint plus tard l'un des pavillons de chasse de Napoléon III qui en fit don à son chef de cabinet, le préfet Mocquard.

C'était un personnage clé de la politique impériale, qui avait rejoint Badinguet en exil et devint son secrétaire particulier quand il fut président. Comme celui-ci souffrait d'un fort accent allemand, il lui faisait répéter ses discours. Avocat de formation, Mocquard était un lettré féru d'art, ami du groupe de la Nouvelle Athènes, proche en particulier du peintre Géricault qui mourut à l'âge de trente-deux ans et dont il prononça l'éloge funèbre. Mocquard lorgnait la bâtisse mais n'avait pas de quoi se l'offrir. Un jour l'empereur lui dit : « Tu as envie d'aller à Montretout ? C'est très bien, c'est à deux pas du palais. Voici la clef, elle est à toi. »

Sa fille en hérita et la vendit en 1920 aux frères Lambert, et voilà comment elle m'est échue en 1976.

L'histoire de l'héritage Lambert ne s'arrête malheureusement pas là. Le legs de mes amis ayant pour objectif de me rendre indépendant, l'État fit tout pour le contrecarrer. Pour commencer, il prit 70 % de l'héritage. C'est la loi, mais je sentais bien que les agents du fisc y mettaient un entrain particulier, plus que si j'avais été un de leurs clients habituels. Tout le monde trouve naturel qu'un riche hérite d'un riche. Mais les fonctionnaires des finances sont des gagne-petit qui, lancés dans les hautes sphères, contrôlent des sommes astronomiques : ils en éprouvent un sentiment de frustration et d'aigreur vis-à-vis de ceux dont la fortune n'est pas établie, bien proche de l'agressivité obsessionnelle. Depuis, le fisc mène contre moi une bataille incessante, pour m'user, m'obséder par ses persécutions, mais j'ai montré une capacité de résistance exceptionnelle, sur laquelle devait tabler, je pense, Hubert. Je n'ai jamais baissé pavillon devant mes ennemis politiques malgré leurs pressions. Je m'y attendais.

Ma surprise vient d'ailleurs. De certains de mes compagnons

politiques. Je n’imaginais pas que la faveur de la fortune me vaudrait tant de jalousies et finalement d’inimitiés. Je ne citerai ni nom ni anecdote, mais beaucoup ont réagi comme si je leur devais tout à coup de l’argent. Quelques-uns ont même affirmé que le legs avait pour condition que j’entretienne le Front national. Mettons les choses au net. Quand j’ai cru devoir le faire, notamment pour la campagne présidentielle de 1981, j’ai financé les efforts du Front de mes deniers. Je n’y étais nullement tenu. Le testament était rédigé au profit de Jean-Marie Le Pen, à défaut son épouse, à défaut ses enfants. Nullement à tel représentant de telle mouvance politique. En 1977, le Front national avait deux mille adhérents, j’avais beaucoup donné depuis 1956, j’aurais pu me retirer pour jouir de la vie. C’est ce que souhaitait mon épouse. J’ai continué par devoir politique, mais j’avoue que les commentaires envieux de certains m’ont chauffé les oreilles.

N’en parlons plus. Comme une pièce de monnaie qui tourne sur la tranche, 1976 finit par tomber du bon côté. J’avais frôlé la mort, j’avais de quoi vivre désormais sans plus me soucier de gagner ma vie. J’étais bien dans la main de Dieu.

7. Droite et démocratie économique

En 1978, l'historien Pierre Gaxotte résuma dans *Le Figaro* le septennat de Giscard d'une formule : « Le libéralisme avancé est le dernier pseudonyme du socialisme le plus arriéré. »

Il exprimait d'une phrase élégante un thème que nous venions de traiter dans d'innombrables réunions. Nous nous efforcions depuis 1975 de convaincre nos auditoires que le libéralisme avancé se faisait le complice du marxisme. Giscard lui-même nous l'avait soufflé : grosse tête férue d'économétrie, il avait fixé à 40 % du PIB le taux de prélèvements obligatoires au-delà duquel une économie devait « basculer dans le socialisme ». Il l'y amena sous son mandat, avec une hausse sans précédent de la fiscalité de 7 %.

Son action démagogique abîma l'économie française sans qu'il en tire le moindre bénéfice politique, au contraire, car il perdit ses électeurs de droite sans grignoter ceux de gauche. Il fit ainsi le lit des alliés du programme commun, la *coalition socialo-communiste* comme on disait. Aux élections municipales de mars 1977, le monde parla de « raz-de-marée » de la gauche. La droite était allée pêcher à la ligne ou s'était dispersée « ailleurs », sur les listes de l'ancien secrétaire général de l'Élysée de Pompidou, Michel Jobert, un petit homme fin, impénétrable et paradoxal.

Quant au Front national, il s'était débrouillé comme il l'avait pu, n'hésitant pas à s'insinuer sur certaines listes de la majorité présidentielle, quand elles étaient de droite. Nous eûmes même une élue à Toulouse. Avec la majorité, nous nous trouvions forcés de louvoyer à cause du danger grandissant que présentait l'union de la gauche. Beaucoup d'électeurs, de militants et d'élus de base giscardiens n'en voulaient pas plus que nous, et déploraient plus ou moins haut les fantaisies du président. J'avais tout fait, mais en vain, pour capter ce mécontentement, ou pour tâcher d'infléchir la politique présidentielle vers la droite. J'ai devant les yeux une coupure de presse de l'époque, une chronique publiée dans *Le Havre presse* en vue des municipales, où j'appelais de mes vœux une « majorité anti collectiviste », pressant Giscard de tenir enfin « compte de nos avertissements et de nos aspirations ».

Hélas, le président tenait fermement son cap à gauche toute, droit dans le mur, et l'époque, encore trop douce, anesthésiait la réaction populaire. Les premières années du mandat de Giscard furent un paradis factice dont les habitants se déguisaient en damnés de la terre,

sans voir que les intentions faussement bonnes de l'Élysée, qu'ils jugeaient insuffisantes, étaient en train de paver un véritable enfer. Il n'y avait pas un million de chômeurs, tous intégralement indemnisés, il y avait une dette minime, il n'y avait ni rixes entre migrants ni prières dans les rues. La France dormait dans les délices d'après 68 tout en se donnant la comédie d'intenses luttes sociales.

Le Front national piétinait dans le désert. La presse nous ignorait sans qu'il lui fût besoin d'y mettre de la mauvaise volonté, elle ne nous connaissait pas. *Le National* parlait un peu de moi, il saluait mes « exposés très applaudis ». Nous nous consolions en faisant notre devoir dans la joie. Les témoignages des jeunes de l'époque, Carl Lang, Franck Timmermans, qui m'ont quitté depuis et n'ont pas toujours été tendres avec moi dans leurs appréciations, rendent un son d'enthousiasme et d'amitié. Ni l'absence des moyens ni la maigreur des résultats n'entamaient l'espoir, l'esprit d'entreprise, la joie de vivre. On se serait cru dans *L'*équipe à Jojo de Joe Dassin : « On partageait tout, et on n'avait rien. »

C'est très beau une bande de copains, cela signifiait la passion, l'amour, le désintéressement, mais nous ne pouvions demeurer un parti d'amateurs *ad vitam aeternam*. Chiappe, Bourdier, Dufraisse et Barthélémy s'efforcèrent de structurer nos maigres fédérations et de former les nouveaux arrivants. La droite nationale était néophyte en la matière. Depuis Poujade nous avions toujours eu d'immenses lacunes. Barthélémy, qui avait fait ses classes chez les bolchos, nous fut précieux. Son exemple me mit en garde contre la pire des illusions politiques, qui est de penser séduire son adversaire en adoptant une part de ses idées. C'est elle qui allait perdre Giscard. Il entendait *vider le programme commun* de son contenu, et se fit vider de l'Élysée par les représentants du programme commun.

Cette même erreur a animé aussi Marine et Philippot : il est néfaste de reprendre une part du programme socialiste ou communiste pour séduire l'électorat populaire. L'exemple de Doriot ou Barthélémy montre que les anciens communistes abhorrent le communisme. Le syndicaliste André Isoardo qui vint du PC au FN dans les années quatre-vingt ne fit pas exception à la règle. Donner dans la démagogie socialiste pour combattre le socialisme est la pire des fautes. On ne fait pas l'éloge des idoles à un païen qui vient de se convertir.

La plupart de nos cadres demeuraient cependant amateurs et intermittents. Chaboche se devait à son travail de commercial dans une chaîne de grandes surfaces. Faute d'argent, Gilbert Syncir, alors vice-président, demeurait la plupart du temps à Toulouse, où il habitait. Son activité se trouvait de ce fait limitée. Plus tard, ayant quitté le Front, cet ancien d'Algérie, de sensibilité écologique et païenne, devait devenir président de Synergies européennes et écrire

des livres, proches de la Nouvelle Droite.

J'eus plus de temps à partir de l'automne 77, après l'entrée en jouissance de l'héritage d'Hubert. J'entrepris d'abord de faire tenir ensemble les morceaux hétéroclites du FN, d'établir un lien entre les carpes et les lapins, d'apprendre aux uns l'histoire, aux autres la France contemporaine, d'être la symbiose vivante des traditions et des courants, et de définir la ligne de cette nébuleuse.

En septembre 1977 l'union solidariste rejoignit le Front national. En fait, trois rombiers, Stirbois, Collinot et Nourry. Jean-Pierre Stirbois était un jeune imprimeur plein d'allant, qui avait épousé une étudiante nationaliste, Marie-France Charles, copine de Bruno Gollnisch à l'université de Nanterre, jeune bourgeoise courageuse, sœur de l'épouse du chef d'orchestre Louis de Froment. Collinot était un représentant en vins bourguignons, qui devait plus tard ramener au Front un héritier connu dans le milieu, Pierre Jaboulet-Verchères. Leur principale activité militante consistait jusqu'alors à taguer les trains qui partaient pour l'URSS. Le Front leur offrit un horizon plus vaste pour exercer leurs talents.

Pour élaborer le programme du FN, je mobilisai toutes les compétences. La liste des secrétaires généraux du Front que donne Wikipédia est incomplète. L'encyclopédie participative en oublie (28 mai 2018) sans sourciller l'un des plus importants, Bruno Gollnisch. L'un des moins connus est Pierre Gérard, qui prit la suite d'Alain Renault en 1980 avant de s'effacer devant Jean-Pierre Stirbois. C'est à lui que je confiai, en 1977, le soin de coordonner la rédaction du premier livre produit par le Front, *Droite et démocratie économique*. Parce que c'était le plus capable des disponibles, ou le plus disponible des capables.

Dans le premier programme du FN, la partie économique, succincte, avait été confiée à Gérard Longuet, qui était alors élève à l'ENA. C'était un garçon sympathique, j'ai gardé de bons rapports avec lui, il a fait ce qu'il a pu. À l'époque, c'était un courageux jeune homme, qui recracha son cours avec plus d'intelligence et moins d'influence marxiste qu'un autre, mais ce n'était qu'un étudiant, sans aucune expérience de l'économie. Pierre Gérard avait monté sa propre entreprise, il avait plus de bouteille, il asseyait sa pensée économique sur une pratique. Il rédigea ce que je souhaitais, un véritable éloge de l'économie libre, solidement construit et écrit en français.

J'avais tenu à ce que la chose soit conçue et exécutée par un homme d'entreprise parce que l'entreprise est pour moi une cellule de base de la société, un peu à la manière de la famille. Je prends un exemple personnel. La SERP n'a pas été seulement une façon de gagner ma vie, mais aussi à la fois de prendre ma propre mesure et de réaliser mon destin d'homme et, je m'en suis aperçu à mesure que je

bâtissais mon catalogue, de constituer peu à peu un réseau de clients qui s'intéressaient à ce que je faisais, qui donnaient en quelque sorte du crédit à mes choix intellectuels, artistiques ou historiques. J'ai pris à travers elle une certaine épaisseur culturelle et politique, qui n'était pas le but premier de mon entreprise, mais qui m'a servi quand il s'est agi de fonder le Front national.

Bien entendu, on m'a reproché le choix de Gérard, en raison de son passé politique. Pourtant il avait fait ses preuves, avant la guerre, il avait été camelot du roi en 1934. C'était un homme d'une honnêteté scrupuleuse et d'un caractère trempé. Il avait travaillé au Commissariat général aux affaires juives durant la seconde guerre mondiale sous les ordres du monarchiste Xavier Vallat, avant de rédiger un rapport sur la corruption du directeur de cabinet de Darquier de Pellepoix qui lui valut d'être licencié. Sa sœur a épousé Jacques Robichez, professeur spécialiste de littérature française à la Sorbonne, qui devait devenir le président du conseil scientifique du FN.

Pourquoi avoir choisi ce thème et ce titre, Droite et démocratie économique ? Pour asseoir la réputation du Front national, d'abord. Nous étions alors, je ne suis pas sûr que cela ait vraiment changé, en pleine folie de l'économisme. Le marxisme, qui guidait la gauche et infectait tant l'université que les médias, se flattait de tout expliquer par l'économie. Hélas, à force de le concurrencer, ses adversaires avaient fini par lui ressembler, ils ne juraient que par elle, ne jugeaient que par elle. Donc, si le Front national voulait entrer dans le débat politique avec un minimum de chances, il fallait lui donner un programme économique.

Il existait aussi à mon choix une raison moins frivole et plus urgente. Nous tenions, je l'ai dit, le libéralisme avancé pour une sorte de marxisme ralenti, précurseur de la socialisation brutale de la France. L'union de la gauche, plébiscitée aux municipales de 77 sur le programme commun de la gauche, menaçait de venir au pouvoir si elle remportait les législatives de 78, ce que l'on prévoyait en général. Alors, la socialisation de l'économie et de la société française abandonnerait le train de sénateur que lui imprimait Giscard pour prendre la vitesse dévastatrice d'un torrent. Le danger était d'autant plus grand que le reste de la droite était acquis à la même idéologie. Chirac entendait lui aussi avant tout « réduire les inégalités » et se voulait adepte d'un « travaillisme à la française ». Il était premier ministre en 1974 quand Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Économie, avait cassé la croissance française avec sa loi sur les plus-values.

En outre, le modèle socialiste n'était pas démythifié, démystifié. Il semblait encore triompher à l'étranger. L'URSS gardait ses partisans dans l'intelligentsia. Malgré Soljenitsyne, Brejnev demeurait au

sommet de sa puissance, les goulags étaient pleins d'opposants, l'Afghanistan de chars rouges. Les plus modernes des socialistes français louaient avec Michel Rocard l'autogestion inventée par le dictateur et criminel de guerre yougoslave Tito. De même que droite et gauche se retrouvaient sur la loi Veil, de même se rencontraient-elles dans la course à un socialisme plus ou moins précipité. Droite et démocratie économique entendait donc parer au plus pressé en prenant à contre-courant la défense de l'entreprise, du profit, de l'économie de marché, du patron, du propriétaire.

C'était urgent et c'était méritoire. La foule croyait encore au caractère scientifique du verbe marxiste. Aujourd'hui, un marxisme implicite infecte encore beaucoup d'esprits, mais les naïvetés du marxisme officiel font sourire. Ce n'était pas le cas alors. Il fallait vraiment déniaiser le public. Nous devions enfoncer des portes ouvertes qui étaient alors bien fermées :

> Les lopins que les paysans sont autorisés à cultiver pour eux-mêmes n'occupent que 3,2 % de la surface cultivée, mais ils fournissent 63 % des pommes de terre, 40 % de la viande et 73 % des œufs consommés dans l'union. L'homme de chair et d'esprit, l'homme réel, est ainsi fait que la propriété privée correspond à la fois à son bonheur et à son meilleur comportement collectif.

De l'autre côté nous opposions aussi la propriété du sol et de l'entreprise aux excès du profit et de la spéculation, à l'argent anonyme et vagabond :

> Le profit se satisfait à l'occasion d'opérations sans lendemain. Il ne suggère aucun respect particulier pour la nature et n'en ménage pas spécialement les ressources. Ce moteur puissant appelle un frein : la propriété. Ce qu'elle a d'éminemment conservateur au meilleur sens du terme tempère les excès que pourrait engendrer le goût du lucre.

Cela était très sage. Nous rappelions aussi les effets positifs de la propriété à la fois sur l'espace public et sur l'environnement :

> Le propriétaire défend son bien, l'entretient, l'améliore, qu'il s'agisse d'un meuble, d'un immeuble, d'un domaine ou d'une usine […] On ne connaît pas de meilleure protection contre le gaspillage et la négligence. Ce que nul ne possède tombe en ruine ou succombe au pillage : forêts ravagées, maisons abandonnées, rivières polluées en apportent la preuve.

L'état des trains ou des barres de banlieue montre hélas aujourd'hui la justesse de l'analyse, comme le font aussi les millions de tonnes de plastique qui salissent l'océan, *res nullius*.

Nous nous rencontrions ici avec les écologistes sincères, dont un mérite est d'avoir fait comprendre au grand public que ce qui n'appartient à personne importe à tout le monde, de sorte que chacun s'en sente responsable. C'est dans cet esprit de responsabilité devant les générations postérieures que nous avons publié en 1979 un fascicule intitulé *Problèmes énergétiques et solutions écologiques*, élaboré par la commission scientifique du Front national. Ce document explorait sans parti pris les voies d'une transition énergétique et relevait l'erreur que constitue, quand on calcule le prix de revient de l'énergie nucléaire, l'omission des coûts de démantèlement des centrales. Mais il ne donnait pas dans les fantaisies idéologiques qui tiennent aujourd'hui lieu de calcul.

Pour en revenir à *Droite et démocratie économique*, c'était un petit manuel de la contre-révolution, surtout fait de bon sens et d'expérience, dont les maximes et les conclusions me paraissent toujours valides. Je le donnerais volontiers à lire aux jeunes gens, qu'ils se laissent attraper par les séductions de l'argent et du mondialisme ou qu'ils donnent dans les illusions anticapitalistes d'un Mélenchon ou d'un Philippot. C'était une bonne synthèse entre liberté et solidarité, une troisième voie réaliste entre lutte des classes et monopoles, loin des aspirations interventionnistes, en quelque sorte proto-philippotistes, qu'Ordre nouveau avait transmises au parti des forces nouvelles. Les jeunes nationalistes révolutionnaires de l'époque scandaient volontiers dans la rue : « Ni trusts, ni soviets », et ils avaient raison. *Droite et démocratie économique* reconnaît à chaque page le mérite de la libre entreprise, sans céder un moment aux sirènes du capitalisme monopolistique, qu'il consacre le règne des grandes multinationales ou celui du capitalisme d'État pratiqué par l'URSS sous le nom de socialisme.

Nous préconisions le retour de l'État à ses tâches régaliennes, rendu en matière économique à son rôle de garant. Nous dénoncions les méfaits de l'État pieuvre, à cent lieues des dérives néo-chevènementistes qui ont tenté Philippot. Nous avions un souci social dominant, ce n'est ni Marine, ni Philippot, ni Mégret qui l'ont développé. Il ne s'exprimait pas par la défense et l'illustration d'usines à gaz coûteuses et injustes. Nous préconisions une transition sans brutalité vers un capitalisme populaire, notamment par la distribution du capital des grandes entreprises nationalisées aux Français.

En 1984, j'ai demandé à un collectif de militants d'augmenter le livre de 1978. Non pas d'en changer le plan général, ni les principes, ni les grandes lignes des chapitres, ni bien sûr les convictions, mais

d'en renouveler, par exemple, les statistiques. Pourquoi ? Parce qu'au Royaume-Uni Margaret Thatcher, Premier ministre depuis 1979, mettait en œuvre, dans une mesure importante, la politique que nous avions préconisée. Ronald Reagan, lui, faisait de même aux États-Unis depuis janvier 1981. Il me semblait à la fois gratifiant et utile de rappeler notre antériorité en la matière, et d'étoffer notre réflexion pour le cas où nous viendrions au pouvoir, ce qui en 1984 n'était plus une pure utopie.

On a déploré depuis certains excès de brutalité libérale chez Reagan et Thatcher. On pourrait les analyser un par un, à condition de remarquer d'abord les excès de la socialisation qu'ils eurent à réparer. Margaret Thatcher a sauvé la Grande-Bretagne de la mort économique où l'avaient peu à peu acculée ses prédécesseurs.

De même ne doit-on pas commettre l'erreur de s'en prendre aujourd'hui au mondialisme libéral et de dater ses débuts de Reagan ou de Margaret Thatcher. Pour deux raisons simples : un, le mondialisme d'aujourd'hui n'est pas libéral, deux, il n'a rien à voir avec Reagan ni avec l'économie libre. C'est un plan lancé par des sociétés de pensée, des groupes élitistes, des institutions internationales, dont le but n'est en rien le capitalisme libéral. C'est un plan de péréquation des ressources et des compétences techniques entre le Nord (qui abandonne) et le Sud (qui gagne), plan d'inspiration socialiste qui s'accompagne d'une révolution sociétale porteuse d'une nouvelle morale. Dans ce plan d'essence messianique, l'argent et le profit ne sont que des moyens d'incitation, choisis pour être plus efficaces que la coercition exercée par les révolutions anciennes et les démocraties populaires. Le marché n'est en rien le maître de la manœuvre, tout juste son contremaître. Dans la ploutocratie, les riches cherchent le pouvoir par l'argent, non l'argent, qu'ils ont déjà.

J'eus l'intuition très tôt de ce processus. Pour m'assurer que ma mémoire ne me jouait pas des tours et ne reconstruisait pas le passé, je viens de consulter quelques numéros du *National* datant de 1976. Le « mondialisme » s'y trouve dénoncé à plusieurs reprises, en particulier l'action qu'y mène le « groupe Bilderberg ». Dans mon éditorial de mai 1976, je déplorai en particulier que Giscard, « mondialiste », recherchât la convergence économique et morale que certains clubs de pensée préparaient et qui devait s'affirmer à partir de l'entrée en jeu en URSS de Gorbatchev. Je constatai que le président préparait les voies d'un « libéral-progressisme » en s'abandonnant « au sens de l'histoire », espérant que le « communisme se libéralisera si l'on fait au-devant de lui la moitié du chemin et qu'ainsi seront atténués les soubresauts sanglants de la Révolution et préservées les chances d'un marxisme à visage humain ».

C'étaient, assez précisément dessinés, les contours de la révolution

par le haut qui a bouleversé le monde depuis.

Le danger que nous annoncions en 1976 n'a pas disparu. Les impôts, sur le revenu et le capital, directs ou indirects, limitent toujours plus la propriété privée ; l'épargne n'est plus en sécurité dans les banques ; la spoliation de l'héritage nuit aux familles. Depuis le temps de Giscard, le niveau des prélèvements obligatoires a bien augmenté, il se monte à environ 45 % du PIB. Moins de deux Français sur trois sont propriétaires de leur logement, l'un des taux les plus bas d'Europe, contre neuf Hongrois sur dix. Plus grave, le secteur marchand a régressé, la part des entreprises paraétatiques est énorme.

Nous le notions pour attirer l'attention des Français sur le risque d'une dictature décalquée de l'URSS : quand disparaît la liberté de posséder les moyens de production, toutes les autres libertés disparaissent. Nous ne sommes pas aujourd'hui en URSS mais, par exemple, la concentration des entreprises de communication dans quelques mains a tué la libre information. Notre société ne garantit pas plus les libertés politiques que les libertés économiques.

Les élections législatives de mars 1978 furent complètement polarisées : la majorité présidentielle avait rallié tous les centres, et la gauche du programme commun se présentait unie. On pensait qu'elle gagnerait quand, à Verdun-sur-le-Doubs, Giscard prononça un discours alarmiste contre les « socialo-communistes », convainquant une dernière fois les bourgeois qu'il représentait le moindre mal. François Mitterrand, patron du PS, l'y avait aidé en promettant : « Nous cohabiterons dans le même pays [...] il y aura deux politiques pour la France. »

C'était fort inquiétant, contraire aux institutions de la Ve République, et n'avait jamais été expérimenté. Le président devait-il démissionner en cas de victoire de la gauche, comme l'avait fait De Gaulle en 1969 ? Ou bien la gauche l'y contraindrait-elle, comme elle l'avait fait pour Millerand en 1924 ? Le risque communiste porta l'électeur à donner une majorité aux hommes du président. Dans cette tenaille, le Front national ne grappilla pas grand-chose. Nous nous étions présentés dans une cinquantaine de circonscriptions, en net recul sur 1973. Le résultat fut décevant : rapporté à l'ensemble du territoire, nous n'atteignions que 0,33 % des suffrages exprimés, et cela alors que les statistiques du ministère de l'Intérieur affichaient une légère progression de « l'extrême droite » : ce fut le PFN qui en profita très provisoirement, raflant 0,47 % des suffrages exprimés, avec cent candidats il est vrai. Les Français, en repoussant l'échéance socialo-communiste, croyaient avoir voté utile. Ils devaient déchanter trois ans plus tard.

J'avais tenté pourtant de mobiliser les électeurs sur la question nodale de l'immigration. *Droite et d*émocratie économique avait insisté

longuement, en particulier, sur les « perturbations économiques et sociales » provoquées par l'immigration. Nous y chiffrions l'exportation des capitaux vers leurs pays d'origine par les immigrés vivant en France, qui rendait négative notre balance des paiements et minait la solidité du franc. Nous chiffrions aussi le coût social de l'immigration, allocations-chômage, et frais médicaux et scolaires. Je dénonçais l'incidence de l'immigration sur l'emploi :

> Les technocrates, Giscard et Stoléru notamment, affectent d'être navrés de la dévalorisation du travail manuel et imaginent différentes mesures inopérantes pour le "revaloriser". L'immigration ridiculise d'avance ces dernières. En acceptant de très bas salaires, qui sont pour eux royaux, les immigrés dévalorisent non seulement les emplois d'OS, mais encore, par contagion, les postes des spécialistes. Cette pression involontaire, effectuée sous l'œil curieusement indifférent des syndicats socialo-communistes, a pratiquement chassé les Français de certaines professions et emplois.

On aura noté la grammaire féministe, ou grand siècle, de la fin de la dernière phrase. L'analyse économique officielle a validé depuis dix ans ces lignes publiées voilà quarante.

La prescience de *Droite et démocratie économique* ne se limita pas à l'immigration, elle prévoyait les difficultés chroniques qui frappent notre économie, que l'on nomme indûment crise. Elle avait diagnostiqué dans la mondialisation une révolution marquée par le socialisme et la paupérisation de la France et de l'Europe.

Au premier rang des causes internes de la « crise », nous dénoncions la hausse délirante des prélèvements obligatoires, de Giscard à Mitterrand, qui, en mettant la trésorerie des entreprises à sec, les empêchait d'investir, les rendait moins compétitives, provoquant un endettement toujours croissant et souvent la faillite. Cette analyse de bon sens s'appuyait sur des tableaux parlants. Nous rappelions aussi qu'il n'existe pas d'emplois en soi, juste ceux que fournissent les entreprises florissantes.

Tout aussi claire était pour nous la première cause externe de la crise. Elle avait peu à voir avec le renchérissement du pétrole ou avec les cycles que discernent les économistes. C'était un fait sans précédent depuis des siècles et que la politique de nos élites allait rendre irréversible. Je le fis imprimer en majuscules pour mieux en convaincre le lecteur, et je le reproduis ci-dessous :

> Nous ne souffrons de rien de moins que de la perte du privilège industriel européen qui requiert de notre part une réaction énergique et intelligente pour ne pas durer

indéfiniment.

Le processus mondialiste de mise à niveau du Sud et du Nord par le transfert des richesses et des technologies était esquissé d'une phrase.

Nous n'y voyions qu'un seul remède, le refus de cette folie, appuyé sur un labeur acharné et la créativité libérés par l'abandon du socialisme qui nous plombait. Il me semble que tout était dit, trente ans avant. On aurait évité la catastrophe économique en nous écoutant. En ouvrant follement nos frontières, en renchérissant le coût du travail chez nous, en généralisant les transferts de technologies, nous nous sommes suicidés.

Le pire reste à venir. Dieu veuille donner tort à Robert Poulet. C'était un homme de lettres et de cinéma belge que la politique a malmené. Si les milieux académiques lui préfèrent son frère Georges, qui a transformé la critique littéraire en introspection de la conscience, j'admirais, moi, sa prose d'une sagacité fulgurante, et je lisais avec impatience sa page dans *Rivarol*. Ce bourgeois catholique liégeois (depuis au moins Louis XI), cet intellectuel pinailleur passé par le dadaïsme et le fascisme, cet incompris qui cachait son mépris d'un sourire, avait une phrase éblouissante qui débouchait parfois sur la pensée la plus haute et la vue la plus longue. Dans son *Contre la bourgeoisie* paru en 1978 dans une collection dirigée par le regretté Jean-Claude Valla, il laisse tomber cette sentence : « Le mondialisme, invention de l'abstraite pensée bourgeoise, ouvrira tôt ou tard le chemin vers la guerre des races. »

Hélas, *Droite et démocratie économique* ne fut pas un best-seller. Malgré sa qualité, elle ne pesa guère dans l'élection. Je fus un peu déçu, puis repris le collier. Le Front national, naguère simple rassemblement de patriotes, construisait pièce à pièce une doctrine. Tant pis si cela ne se traduisait pas tout de suite par un vote. Le blé était long à lever, mais nous étions patients.

Cette constance étonnait les amis de ma jeunesse, d'autant plus que l'héritage Lambert me permettait de ne pas « moisir », c'était leur vocabulaire, dans un parti microscopique et sans avenir. Je fréquentais Jacques Dominati, qui venait d'être président du conseil de Paris (Jacques Chirac serait le premier à jouir du titre et du poste de maire) et qui était alors secrétaire d'État auprès du Premier ministre Raymond Barre. J'étais le parrain de sa fille Isabelle. On me choisit souvent pour parrain, j'ai eu beaucoup de filleuls. Je ne vois plus Isabelle aujourd'hui, elle a épousé un Canadien, elle est devenue écrivain. Son père et moi nous connaissions depuis le Quartier latin, il était chez les gaullistes, il a été ensuite le collaborateur de Soustelle et a quitté l'UNR par fidélité à l'Algérie française, c'était l'un des

cofondateurs des Républicains indépendants, avec Poniatowski et Griotteray. Nous nous sommes perdus de vue dans les années quatre-vingt-dix. Un jour, voilà trois ou quatre ans, je le croise dans la rue, on bavarde et quelque temps après il était mort. Dans les années soixante-dix, il était fidèle, ma compagnie ne le dérangeait pas, bien qu'il fût devenu ministre mais, il en a fait la confidence à l'un de mes biographes, il me prenait pour « quelqu'un de complètement folklorique, un marginal du genre Jean-Edern Hallier ». De même jugeait-il le Front national « complètement bidon ». Il ne faut jurer de rien. Il avait pensé différemment, il allait penser à nouveau différemment. Je n'ai noté cette opinion transitoire que pour montrer que même de véritables hommes de droite, et des amis, avaient à cette époque complètement désespéré de la politique nationale. Nous fûmes les seuls alors à porter le flambeau de la France.

8. Où sont-ils, Vierge souveraine ?

Ma mémoire n'est plus ce qu'elle était. Pour la stimuler, je feuillette des documents d'autrefois. Il arrive que tel visage vivant ou mort arrête mon attention, j'y rêve et cela m'égaie. Cela me change des matières parfois ardues que nous venons de voir. Voici donc quelques silhouettes fugaces, amies ou ennemies, que j'ai croisées depuis plus de quatre-vingts ans. Beaucoup manquent. Mon carnet d'adresses est un cimetière dont je ne sais plus ce que sont devenues de nombreuses tombes.

Les figures de mon tout jeune âge ont pris le ton sépia des vieilles cartes postales mais demeurent nettes dans mon esprit. Il n'y a pas un de mes condisciples de l'école primaire dont j'ai oublié le nom. J'ignore cependant ce qu'ils sont devenus. Où sont-ils tous ?

Le député du coin, Joseph Le Pevedic, siégeait à la chambre avec un chapeau breton traditionnel. Je le revois interpeller mon père au retour de notre voyage à Paris avant guerre, un peu anxieux :

– Jean, pourquoi es-tu fâché après moi, lui demanda-t-il ?

– Mais Job, je ne suis pas fâché.

– Si, tu ne m'as pas demandé des tickets de réduction pour le train quand tu as été à Paris : pourquoi ?

Les parlementaires disposaient de ces petits passe-droits qui créent la fidélité des clientèles. Job, tout le monde l'appelait ainsi, était un personnage haut en couleur et près de ses sous. Jeune député, je le rencontrai plus tard rue de Bourgogne. Devenu inéligible depuis 1944 pour avoir voté, avec cinq cent soixante et un autres députés et sénateurs, les pleins pouvoirs au maréchal Pétain en 40, il était retraité et venait en personne toucher sa confortable pension trimestrielle. Il évitait ainsi que le montant de ses émoluments ne soit connu dans sa commune de Ploemel dont il était maire depuis trente ans. Ce jour-là ses vêtements portaient des traces de farine.

– Mais, Job, lui demandai-je, où t'es-tu sali comme ça ?

– Oh, c'est rien, mais tu comprends, j'économise le prix d'une chambre d'hôtel en dormant sur des sacs dans le fournil d'un copain boulanger.

J'étais supporter de Robic quand il a gagné le tour à la dernière étape en 47, j'étais fan aussi de Bartali, Coppi. Je n'ai pas connu Louison Bobet, bien qu'il fût breton, mais j'ai connu Madame Bobet. J'ai eu avec Alain Mimoun une rencontre amicale. Il a offert à la France sa seule médaille d'or en athlétisme au Jeux olympiques de

Melbourne en gagnant le marathon, l'année même où j'avais été élu député. C'était un homme extraordinaire, Croix de guerre et Croix du combattant volontaire pendant la seconde guerre mondiale. Né musulman, il s'était converti au catholicisme en 1955 et avait une vénération particulière pour sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus. Il était passionné par l'histoire de France et par les symboles de notre pays. Quand le Comité national olympique a décidé en 1997 de retirer des maillots le coq gaulois, il a pris la tête des contestataires. Il avait porté 86 fois le maillot de l'équipe de France A. Le record tient toujours. Nous ne différions que par un détail, mais il est de taille : il est resté indéfectiblement gaulliste.

Aux copains du Quartier latin maintenant. Peu après mon emménagement à Montretout, j'ai donné en 1977 une fête d'anciens en leur honneur. Ils vinrent nombreux, de même que nous avons longtemps été nombreux aux dîners de la 5 ACED, où magistrats et magistrates se réjouissaient ensemble de chanter des chansons lestes que la justice condamnerait aujourd'hui pour sexisme. L'un des plus assidu était le doyen, André Pertusio. J'ai dû annuler l'an dernier, à cause de mon état de santé. Je ne désespère pas de reprendre cette tradition, mais je suis désormais le doyen, car Pertusio est mort en janvier 2019, je suis allé à ses obsèques à Saint-Sulpice. Il neigeait. La nef est immense.

J'ai longtemps gardé le contact avec mes amis de Corpo. Marco Panella est mort en 2016. Nous nous sommes longtemps revus à Strasbourg, où il a été élu de 1979 à 1994. Il était radical au sens italien du terme, c'est-à-dire favorable aux drogues douces, au FLN, au divorce (en Italie, à l'époque, ce n'était pas gagné), il a fini dans la démocratie mondiale avec le Dalaï-Lama et le fédéralisme européen, mais en tant que leader étudiant, c'était un bon compagnon, un type intelligent et fidèle.

André Labarrère, qui étudiait l'histoire à la Sorbonne et devait devenir député-maire socialiste de Pau, fut vite surnommé « l'embrayage » (la pédale de gauche : avec les boîtes automatiques et les voitures autonomes, ce ne sera bientôt plus compréhensible). Ce garçon admirait mes dons oratoires, la rumeur a même voulu qu'il fût amoureux de moi. C'était son affaire. C'était un bon camarade.

Il y avait beaucoup moins d'étudiants qu'aujourd'hui, et tout le monde se connaissait peu ou prou au Quartier latin, et puis, les restrictions de l'après-guerre nous donnaient par la force des choses une sorte d'esprit de corps. C'est pourquoi, sans être vraiment copains on s'en doute, j'ai bien connu Michel Rocard qui était déjà abscons et nocif, ou le futur patron de la RATP qui militait au parti communiste, Claude Quin, et Annie Besse, juive d'Alsace, résistante, elle aussi communiste, un engagement qu'elle aura le courage de réviser à partir

des années soixante-dix quand, mariée, elle s'appellera Annie Kriegel. Elle est aujourd'hui l'objet d'une association d'études et de recherche en sciences sociales dont le président est un autre camarade de l'époque, Emmanuel Le Roy Ladurie, mon cadet d'un an. Membre éminent de l'école des Annales, il a tenu la chaire de civilisation moderne au Collège de France.

Il venait d'une famille étonnante. L'un de ses grands-pères, officier de carrière, fut destitué par un conseil de guerre, Émile Combes *regnante*, pour avoir refusé de faire marcher la troupe contre les congrégations catholiques en août 1902. Le père d'Emmanuel, l'un des fondateurs du syndicalisme agricole, fut ministre du Ravitaillement du maréchal Pétain en 1942. À l'UNEF, dans les années cinquante, Emmanuel était communisant, c'était la mode. Il a fait une belle carrière académique. Il avait l'esprit moins libre que ses ascendants. Lui qui a écrit de bonnes choses sur l'histoire du climat appuie aujourd'hui de son autorité les fadaises du GIEC. Comme quoi un bon paléographe n'est pas forcément chimiste ni physicien.

J'ai aussi connu à l'époque un petit jeunot né en 1935, Jacques Julliard, qui devait devenir l'éditorialiste vedette du *Nouvel Observateur* et préparait alors l'École normale. C'était un bourgeois de province, un drôle de mélange qui se disait « catho-proudhonien », ni communiste, ni antiaméricain, ni pacifiste, un ovni de la gauche chrétienne qui fréquentait la revue *Esprit*. Il a fait la carrière qui lui ressemblait, anticolonialiste, opposé au totalitarisme soviétique, syndiqué à la CFTC et la CFDT, compagnon de route de la deuxième gauche. Il m'arrive de lire ses articles, dans *Marianne*, maintenant.

À droite j'ai fréquenté un peu Jean Tibéri, qui fut un fidèle de Chirac et que celui-ci n'a pas payé en retour. Vu de haut, il n'a pas été le plus mauvais maire de Paris, et de loin. Dans la même écurie, il y avait Bernard Pons, joyeux noceur en sa jeunesse, autoproclamé chef de la « garde du cœur » du Corrézien en sa vieillesse, après avoir été ministre et milité pour la loi Veil. C'était l'un des vice-présidents de l'UNEF, un carabin.

J'ai aussi fréquenté Gilbert Comte. Esprit brillant, il milita d'abord à l'AF, chez ces monarchistes dont je protégeais la libre expression. Il écrivait dans la *Nation Française*, comme il devait écrire plus tard au *Monde*, au *Monde diplomatique*, au *Figaro littéraire* et à *Jeune Afrique*. Secrétaire du philosophe Pierre Boutang, c'était un garçon courageux qui s'insurgeait avec moi contre la gauchisation des consciences et du vocabulaire à l'université. Il le raconte bien. Nous avons organisé ensemble une minute de silence à la mémoire des morts de Cao Bang qui a désarçonné le front coco-catho de gauche.

Nous sommes restés longtemps amis. Quand j'ai été élu député dans la vague Poujade, il s'est un peu institué mon conseiller. Il

prétendait me donner des leçons d'entrisme. Il ne manquait pas d'idées, semblant penser qu'elles réglaient tout. Il était encore très copain avec moi au moment du 13 mai, mais il raconte qu'il a pris ses distances en 59. C'est bien possible. Je ne me rappelle plus pourquoi. Il a fait une carrière moyenne dans la presse du système et dit des choses désagréables de moi, dont je ne me souviens plus non plus. Il a fait un peu de cabinet quand Chevènement était ministre, dans les années quatre-vingt. Triste fin pour un esprit qui n'était pas médiocre.

L'Indochine et l'Algérie ont charrié d'innombrables destins que j'ai brièvement croisés. Le premier qui me vient à l'esprit est l'adjudant Della Costa, qui me reçoit début 54 au poste de garde de Sétif, où je me ferai breveter parachutiste, à ma sortie de Saint-Maixent. On m'avait chambré et recommandé de me présenter en béret vert, couleur du REP. Or les officiers doivent porter le képi noir. Della Costa me le donne à remarquer de manière assez sèche, j'ai la tête près du béret, le ton monte et c'est la bagarre. J'ai chopé dix jours d'arrêts de rigueur mais nous sommes devenus ensuite très bons amis.

Je ne reviendrai pas sur ceux dont j'ai déjà parlé. J'ai cherché à savoir ce qu'était devenue Lucienne Arpels, Lulu mon amie d'Hassi Messaoud. En vain. Les gens que je perds de vue quittent ma vie pour toujours. Luce-Marie Millet, qui compta beaucoup, la mère de Yann Piat dont j'ai déjà parlé, disparut un jour avec un dessinateur et je ne l'ai jamais revue. Elle avait obtenu sa mutation en Algérie pour me suivre quand je me suis rengagé en 1956, mais six mois plus tard je rentrais en métropole et nous nous sommes séparés de fait.

Des officiers perdus, j'en ai connu un paquet au parloir de la Santé, qui était un peu le dernier salon où causait le Tout-Paris antigaulliste. J'y croisais à l'occasion Jean-Marc Varaut, qui défendait sans compter les proscrits. Il devait militer plus tard au CECON avant de rejoindre les Républicains indépendants de Giscard. Il a fini à l'Institut. Il le méritait. C'était un bon avocat et un bon écrivain. Il devait être maçon aussi, il y avait beaucoup de monde à ses obsèques.

Elles furent émouvantes, on y relevait la présence de gens très divers qui l'avaient connu, Geneviève Dormann, Matzneff, Renouvin, Madelin, Montebourg, Jacques Vergès. Ce n'étaient pas des médiocres. Vergès a été un ennemi politique. Agent de l'Est il soutint le FLN. Il n'en avait pas moins de l'esprit et du courage, avec son petit sourire énigmatique derrière ses lunettes qui brillaient. Quant à Geneviève Dormann, je l'aimais bien, elle avait la langue bien pendue, un joli talent, et de la répartie. Elle avait été très belle, ce qui ne gâte rien.

Ce jour-là Roland Dumas a traversé la nef pour me serrer la main sans peur du qu'en-dira-t-on. L'homme ne manque pas de panache. Ce ne fut ni notre plus mauvais ministre des Affaires étrangères ni notre pire ennemi. Mais il y avait une limite à son honnêteté. Il raconte que

c'est moi qui suis venu lui serrer la main, alors que j'étais au premier rang avec les Dominati, empêché de bouger. Avouer qu'on s'est déplacé pour saluer le diable, ç'aurait été pour lui reconnaître l'indéfendable. La chronique contemporaine est pleine de ce genre d'inversions de la réalité.

Je me souviens d'un autre enterrement, quand ça ? Peut-être en 79 ou 80, c'était encore sous Giscard, celui d'Éric Losfeld, un copain du quartier quand je travaillais à la SERP. C'était l'éditeur d'*Histoire d'O* et d'autres textes érotiques. Avant la grande déferlante porno du libéralisme avancé, cela avait quelque chose de subversif. C'était un type intéressant, qui avait eu une vie romanesque. Né Flamand, il avait appris le français en lisant les grands auteurs, il avait écrit, collégien, une *Déclaration de guerre* à Hitler, il avait fait du trafic en Afrique. Sans doute avait-il signé le Manifeste des 121 pendant la guerre d'Algérie mais cela ne nous empêchait pas de boire un coup ni de faire des calembours, il aimait cela autant que moi, il adorait provoquer. Nous avions un ennemi en commun, la justice française. Quand ses amis m'ont vu au cimetière, ils m'auraient volontiers jeté de l'eau bénite.

Tiens, dans le genre provocateur et bon vivant, j'oublie Claude Chabrol. Il était à la corpo de droit, dans mon comité, et nous nous voyions beaucoup. Son oncle possédait un cinéma et lui prêtait sa carte professionnelle : nous allions au Paris le matin assister aux projections réservées aux gens du cinéma. Il m'a fait depuis une réputation de noceur qui est exagérée. Le travail d'un côté, la maigreur de nos portefeuilles de l'autre, restreignaient nos sorties. Pour ma part, j'appréciais son humour noir à froid, son imperturbable sérieux, à la limite de l'incompréhensible. Quand il parlait, on ne savait jamais si c'était du lard ou du cochon. Une fois, nous avions rendez-vous dans un café, il venait de la maternité où son épouse avait accouché. Il arrive, impénétrable. J'étais impatient de savoir : « Alors ? »

Lui, sans un mot plus haut que l'autre : « L'enfant est mort. »

C'était vrai.

Je ne suis jamais allé à Tulle, où créchaient les grosses légumes, généraux et chefs de l'OAS. Je n'ai pas revu le colonel Godard, avec qui je m'étais colleté au sujet de De Gaulle. Il s'en est bien tiré, il n'a pris que les travaux forcés à perpétuité. C'était pourtant un militaire de grande valeur, mais il n'a rien voulu voir, jusqu'au bout. Il n'y a pire aveugle… Je suis allé à la Santé en revanche pour voir Lagaillarde. Pierre était un garçon très solitaire. Il aimait marcher le long de la Seine le soir, tout seul. C'était un chef de bande adoré de ses proches, un chef de commando plus qu'un stratège. Après la catastrophe, on ne s'est pas revus. Il s'était enterré chez lui, là-bas, au

fond du Gers, à Saint-Jean-Poudge. Il m'avait fait dire : « Jean-Marie n'a qu'à venir quand il veut. »

Mais il ne m'a jamais téléphoné.

Nous avions sans doute trop de morts et de proscrits en commun. Je pense à « nez de cuir », le colonel Thomazo, héros de la campagne d'Italie, patron de l'opération Résurrection en Corse en mai 1958, qui nous avait rejoints au FNAF. En 68, il choisit malheureusement l'ARLP de Tixier et n'a pas eu le temps d'adhérer au Front, il est mort en 1973. Il survécut vingt ans à ses deux fils, tous deux saint-cyriens, tués l'un en Indochine, l'autre en Algérie. Il avait une de ces gueules, avec sa prothèse qui remplaçait son nez perdu au combat et le morceau de chatterton horizontal qui lui servait à la fixer.

La mort était fréquente alors sur nos champs de bataille. Sur les six membres du bureau de l'UDJF, l'Union des jeunes poujadistes dont j'étais le délégué général, trois ont été tués en Algérie, deux blessés. Un seul est demeuré indemne, moi. J'ai eu de la chance, elle me donne le devoir de me souvenir d'eux tous.

Je pense aussi à l'écrivain Jean Brune, ce pied-noir au cœur brûlé comme sa terre, qui a fini en Nouvelle-Calédonie, étouffé de chagrin.

Roger Degueldre, ancien FTP, était un homme massif, droit, même un peu raide, très cordial. C'était un officier de légion sorti du rang, fait rarissime qui dit sa valeur. Un combattant politique sans équivalent. Dans le civil, il fut l'amant de la femme d'un capitaine, une des filles du général Gardy, patron de l'OAS à Oran. Quand il a été fusillé, ils ont gardé l'enfant.

C'est lui qui avait appliqué la consigne de me bloquer au poste de garde du camp de la légion à Zéralda, le 30 avril 60, quand je venais assister à la fête de Camerone. J'ignore encore pourquoi le chef de corps d'alors avait décidé de m'exclure, mais je vois encore l'air ennuyé de Degueldre : « Je suis désolé mon lieutenant. »

Il a fait prévenir Loulou Martin à l'intérieur et mon ancien commandant de compagnie nous a emmenés dîner en ville. Depuis, je n'ai jamais été invité aux festivités de la légion. Cela ne me pèse pas. Je ne suis pas le genre « fana mili » et commémorations. J'ai en revanche une grande admiration pour Loulou Martin, devenu sur le tard chef de la garde personnelle d'Omar Bongo. C'est un homme de la trempe de Roger Faulques (lui, la dernière fois que je l'ai vu, c'était à Nice, je lui ai demandé s'il écrirait ses mémoires, il m'a répondu : jamais !). Le médecin lieutenant-colonel Grauwin, géant placide qui opéra sans relâche à Dien Biên Phu malgré les bombes, la boue, le manque de médicaments et l'épuisement, m'a certifié le fait suivant :

> Loulou Martin arrive, criblé, le treillis en charpie, pour se faire soigner. Comme il y a du monde, il prend la file d'attente. Et

comme ça ne venait pas assez vite à son goût, il est reparti se battre tel quel, criblé comme devant.

Grauwin s'est inscrit plus tard au Front national, comme beaucoup de héros de l'armée française.

Ce n'est pas le cas de Jacques Soustelle, qui revint après la tourmente à son métier d'historien de l'Amérique précolombienne. On a vu qu'il était intervenu en ma faveur en 1960 auprès de Michel Debré alors Premier ministre, mais je ne le connaissais pas plus que cela. C'était depuis Londres et le BCRA un homme secret, un universitaire distingué confiné dans sa réserve. Il n'en était sorti que poussé par le devoir urgent de combattre la barbarie. Il avait découvert l'horreur du drame algérien quand Mendès France l'avait nommé gouverneur général. Le massacre d'El Aliah fut son chemin de Damas. Tous ces cadavres, femmes, enfants, firent plus qu'un long discours : les monstres qui ont fait ça, il faut les éliminer. À cause de cela, il s'est dressé contre son homme providentiel, De Gaulle. Le livre qu'il a écrit, *Vingt-huit ans de gaullisme*, est poignant : il faut un courage exceptionnel pour admettre qu'on s'est (qu'on a été) trompé à ce point.

L'antigaullisme né de la guerre d'Algérie a créé une fraternité d'où devait sortir plus tard l'ossature morale du Front national et qui accoucha d'une sorte de nébuleuse amicale. C'est ainsi que j'ai toujours été ami de Raymond Bourgine, bien qu'il se cherchât un destin national en tant que ministre des Finances de Chirac. L'homme avait de l'épaisseur, une vraie valeur intellectuelle, mais peut-être comme une inquiétude, ou un complexe social. Il était mulâtre. C'est le père de Thierry Lévy qui lui avait mis le pied à l'étrier, bien involontairement. Pour des raisons fiscales, il lui avait fait une donation nominale de la majorité des actions d'un groupe de presse, et quand il a voulu récupérer son bien, Raymond a fait l'innocent : « Ah, je croyais que vous me les aviez données pour de bon. »

En tout cas, ce que Bourgine a fait de sa fortune fut remarquable, *Spectacle du monde*, *Valeurs actuelles*, etc.

Nous venons de quitter le registre tragique, cela me rappelle la façon paradoxale dont j'ai connu le capitaine Pierre Hentic, résistant, spécialiste des opérations discrètes et du renseignement, patron de commandos sur les hauts plateaux en Indochine, une légende de l'armée que je voulais rencontrer depuis longtemps. C'était à Alger en mai 1957, Demarquet allait être décoré de la médaille militaire par Salan. On s'est retrouvé tous (qui ? Je ne me souviens plus. C'était toujours un peu la même bande, mais ça tournait) à l'hôtel Saint-Georges pour boire un coup. Puis deux, trois… À une table un type bien allumé causait avec le colonel Leroy, figure intéressante de la

guerre d'Indochine, métis de Vietnamien. Demarquet et moi causions avec un sous-officier. Il nous fait une réflexion désobligeante. Je me lève pour lui en demander la raison, il se lève. Imbibés tous les deux, on en vient aux mains, je lui mets un coup de tête. Il s'en va, on ne fait pas de vieux os non plus, on n'était pas très frais. Le lendemain en discutant avec une amie journaliste, on parle d'Hentic. Elle me dit : « Tu as de la chance. Il est justement à l'hôtel. Appelle-le dans sa chambre, c'est le 112. »

Je ne perds pas une minute : « allô Hentic, ici Jean-Marie Le Pen, je te cherche partout. »

La réponse tombe, très calme : « Tu m'as trouvé, tu m'as mis un coup de tête. Viens donc au 112 boire un coup de champagne. »

Sitôt dit, sitôt fait. Un peu plus tard, il défilait toutes décorations pendantes, la tête entièrement prise par les bandages sous le béret. Il avait grande allure, mais pour une fois sa blessure n'avait pas été reçue au combat. Il a fini responsable d'un centre sportif. C'est toujours mieux que la taule, l'exil ou le cercueil qu'ont connu certains. L'empire colonial finissant ne couvrit pas d'honneurs ses maréchaux.

Du 11e choc, j'ai connu d'autres grandes figures. Je n'y compte pas Aussaresses, qui s'est fait un nom une fois général à la retraite en dégoisant sur l'armée à propos de torture. C'était un hâbleur et un pilier de bar, qui aimait surtout faire parler de lui. On doit prendre ce qu'il a écrit avec de longues pincettes.

La guerre d'Algérie m'a offert en revanche une rencontre exceptionnelle, celle de Brigitte Bardot. Elle grimpait alors quatre à quatre l'escalier de la gloire, c'était la plus belle des vedettes, comme on disait alors. On n'imagine pas le culte que lui rendait le monde, sa remontée de Broadway – deux chanteurs brésiliens lui ont consacré la même année une chanson avec la même musique et les mêmes paroles, comme une espèce de litanie sensuelle un peu abrutie de soleil. À côté d'elle, Marilyn Monroe faisait serveuse de bar. Comme Brigitte avait du cœur, elle s'est laissée convaincre de rendre visite avec moi, rapporteur du budget de la guerre, aux blessés sur leur lit d'hôpital. Pourtant elle n'était rien moins que militariste, et ceux qui ont lu ses livres savent que, sur plusieurs points, nos convictions politiques diffèrent. Mais elle aime son pays et les gens, et faisait cela avec une gentillesse simple.

J'ai rarement vu tant de joie dans le regard de blessés graves. Certains mutilés tentaient de lui parler lorsqu'elle arrivait, ils émettaient des grognements à peu près incompréhensibles, elle leur rendait presque la parole. Nous sommes restés amis. Dans les années quatre-vingt-dix elle a navigué avec nous, et nous lui avons présenté son dernier mari, Bernard d'Ormale, membre du FN. J'ai essayé de la convaincre de se faire opérer des hanches pour l'arthrose mais elle n'a

pas voulu : sa maman était morte d'une anesthésie. Nous avons plus en commun qu'il n'y paraît. Elle aime les animaux, elle a la nostalgie d'une France propre ; j'aime son courage et son franc-parler.

À un moment donné de ma vie, après le départ de ma première épouse, avec la seconde, il m'est arrivé de beaucoup sortir dans Paris. On voit du monde dans les soirées, je ne détestais pas ça. Je ne compte plus ces rencontres pour ainsi dire mondaines. Mais il y a des gens qu'on manque, bien qu'on soit sûr de les apprécier. J'aurais grand plaisir à connaître Gérard Depardieu, qui m'a fait tenir par un ami commun son exemplaire du scénario de *La femme d'à côté*, de François Truffaut.

Ça n'a rien à voir mais cela me rappelle une nuit à Montparnasse, il y a très longtemps, j'ai beaucoup dansé avec Régine. Elle bougeait bien du bas des reins. Oui, Régine, Regina Zylberberg conçue de parents polonais en Argentine, née à Anderlecht, baptisée à Aix-en-Provence pendant la guerre. Elle aimait le *be-bop* mais n'était encore qu'une petite commerçante mariée. Ensuite, elle est devenue reine de la nuit et autorité morale, elle ne m'a plus aimé du tout. Quand je pense à elle, sa chanson *Ouvre la bouche, ferme les yeux, ça passera mieux*, me revient.

Dans le genre chanteuse, je préfère Rika Zaraï. Son père à elle était russe et elle est née en Palestine mandataire. C'est Jean-Michel Dubois qui m'a présenté à elle. Nous avons passé d'excellentes soirées ensemble. Parce que, outre la chansonnette et la médecine par les plantes qui fut son violon d'Ingres, elle a été parachutiste dans l'armée israélienne, c'est une patriote. Qu'est-ce qu'on s'est raconté ? Des histoires de parachutistes et des histoires de patriotes.

Je ne peux penser à Brigitte Bardot sans penser à Alain Delon. On a parfois l'impression qu'ils sont frère et sœur. D'immenses étoiles françaises. Par là même très simples. Ils n'ont plus rien à prouver depuis tant de temps. Ils sont. Ils disent ce qu'ils veulent. Ils pensent comme ils le sentent. Delon. Un roc. Un ami vrai. Je l'ai connu à Carnac sur la plage, petit garçon de dix ans, je faisais la cour à sa maman qui était très jolie. Beaucoup plus tard il va être commandeur de l'ordre du Mérite, décoré par Jack Lang, il y a là Jacques Dominati, qui était notre ami à tous les deux. On cause, on blague, on rit. Alain me chine. Sa mère lui dit :

« Du respect ! Il pourrait être ton père.

– Maman ! »

C'est un fidèle. Pas un dégonflé. Il a le culte de l'amitié. On se passe de temps en temps de petits coups de fil. Je ne l'ai pas rencontré en Indochine, lui était au début moi à la fin, lui dans la marine, moi les parachutistes. On s'est retrouvés par Dominati. Il est un peu amer aujourd'hui, las du monde, et j'ai été attristé avec lui quand son amie

de toujours, Mireille Darc, est morte. C'était une femme charmante, toute fine, effacée, diaphane, mais d'un caractère bien dessiné sous sa douceur, qui s'intéressait à beaucoup de choses, elle a tourné des documentaires. Je l'aimais bien.

J'ai bien connu aussi un autre ami d'Alain Delon, Pierre Louis Le Bris, un garçon du Finistère qui s'était engagé dans les commandos de marine en Indochine avant d'être parachutiste en Algérie. Le public de cinéma populaire l'a fêté sous le nom de Pierre Brice, ce fut une très grande vedette, mais en Allemagne. C'est lui qui incarnait le chef apache Winnetou, dans la série de Karl May. Des millions de spectateurs et spectatrices l'ont adulé. Chez nous, il a tenu un petit rôle dans *Les Tricheurs*, de Marcel Carné, et en Italie il a joué Zorro dans *Maciste contre Zorro*. En somme, un inconnu archi-célèbre que nous avons fréquenté jusqu'à sa mort, voilà trois ans.

Un autre Alain me tient à cœur, lui aussi je l'ai connu en Bretagne, mais beaucoup plus tôt, Alain Barrière, de son vrai nom Alain Bellec. C'était notre petit voisin, et sa grande sœur nous a emmenés dans sa camionnette reconnaître le corps de mon père après qu'on l'eut retrouvé sur la plage de Saint-Gildas-de-Rhuys. Sa mère était mareyeuse, elle a eu trois enfants de trois pères différents, les maris manquaient dans le Morbihan funèbre de l'entre-deux-guerres. Lui fut le fruit des amours de Mme Bellec avec un ouvrier italien venu pour construire l'église de la Trinité. Nous sommes toujours restés amis. C'est un garçon chaleureux et direct, qui sait ce qu'il veut et qui le fait. Quand il a eu son diplôme d'ingénieur, il a préféré chanter et il a réussi. Il a eu dans les années soixante un succès énorme, mérité. *Elle était si jolie* et *Ma vie* sont des chansons remarquables. Il a monté une discothèque au pays avec ce qu'il avait gagné mais ça ne l'a pas mis à l'abri des emmerdements. Le fisc n'arrête pas de le tourmenter. Encore un point qu'on a en commun.

Pour rester dans la chanson, je n'ai pas connu Brel, mais je l'ai croisé aux Marquises, où il passait les dernières années de sa vie dans ce qui était alors un paradis, moi venant de Panama avec Pierrette sur le bateau des Feuga, comme je le raconte à la première page de ces mémoires. Après deux mois de mer, de ciel vide, de vent monotone, la première vision de la terre nous submerge de joie, les eaux qui selon le soleil et le fond virent de l'aigue-marine à l'émeraude, les rades serties de sable blanc. On s'approche, saisis par la vigueur de la végétation tropicale, et dans ce décor, c'est le mot propre tant on avait l'impression d'être dans un film, figure, j'allais dire trône, un bateau, seul. Nous nous approchons encore, c'était Brel, sur le pont, avec son amie noire. On ne savait pas à l'époque que, proche de la mort, atteint d'un cancer du poumon, il avait décidé d'arrêter son tour du monde là-bas pour y vivre ses dernières années. On se salue. Nous n'avions

pas fait d'escale depuis les Galápagos, les boîtes de conserve, ça va un moment. Nous lui demandons où l'on peut se ravitailler, lui nous montre un appontement tout proche : « Si vous voulez, le long de la cale, il y a des langoustes, ça en grouille. »

Effectivement, il y en avait une à chaque mètre, nous fîmes une vraie cueillette. On s'en est goinfré pendant trois jours jusqu'à ce qu'elles nous sortent par les yeux.

J'ai connu tant de monde en près de quatre-vingt-dix ans qu'une lecture, une tristesse, un verre de vin me rappelle fugacement l'un ou l'autre, que mes collaborateurs s'empressent aussitôt de noter pour m'en faire parler et en tirer une fiche. Mais, à part quelques-uns qui me sont proches, cela me semblerait artificiel de trop en parler, de prolonger cet exercice de remémoration, un peu injuste aussi pour ceux qui n'y figureront pas. Pourquoi untel et pas tel autre ? Cela ressemble à cette mode qui fait vendre chez les Anglo-saxons, le *name droping* : on lâche des noms célèbres pour montrer qu'on est soi-même important et qu'on a « de multiples facettes ». Y compris par le scandale.

J'ai connu, par exemple, la fille Dior, admiratrice d'Hitler, qui portait une croix gammée entre ses deux superbes nichons. J'ai bien connu aussi Arno Brecker, qui m'a proposé de faire mon buste, mais j'étais alors déjà président du FN, j'ai consulté le bureau politique, ils ont trouvé plus opportun que je décline la proposition. Il m'a fait plus tard cadeau de petites statues que j'ai mises sur la cheminée de mon bureau de Rueil. Une équipe de la télévision les y a remarquées et montées en épingle, elles sont censées prouver que je suis *nauséabond*.

J'aime la statuaire, pas seulement grecque. Au Quartier latin j'avais un ami plus âgé, Pierre-Yves Trémois, qui avait été Premier grand prix de Rome en 1943, et a fait une belle carrière à la fois comme sculpteur, peintre, illustrateur de Montherlant, Fellini, Nietzsche, et graveur aquafortiste. J'ai de lui un aigle superbe.

Plus tard et dans un autre genre, j'ai beaucoup apprécié le chef d'orchestre Georges Prêtre, qu'aimait particulièrement la Callas et qui a mis en valeur Mady Mesplé.

Je voudrais dire un mot d'Arletty, que j'ai fréquentée sur la fin de sa vie. Elle était devenue aveugle et j'éprouvais pour elle de l'affection. Je ne sais plus par qui je l'avais connue. Peut-être François Brigneau, qui la connaissait bien, elle lui avait remis le Prix de la littérature policière en 1954.

J'ai eu la tristesse de perdre récemment un ami, le grand peintre russe Ilya Glazounov qui a brossé mon portrait en uniforme blanc de la Légion il y maintenant si longtemps. Nous ne nous sommes jamais perdus de vue. C'est un géant de la peinture, une sorte de Rubens, de David de la peinture traditionnelle russe, il a produit des toiles de dix

mètres par trois où l'on voit cinq cents personnages. Il était membre de l'Académie des beaux-arts de l'URSS qui l'a envoyé dans les années soixante en Italie, il a peint notamment Anita Ekberg. Il a eu de son vivant son musée à Moscou que j'allais visiter à chacun de mes passages. Pourtant il n'était pas d'accord avec l'art officiel, le réalisme soviétique, et il a failli plusieurs fois être inquiété, mais il avait peint le portrait de la plupart des femmes d'ambassadeurs, heureusement pour lui.

La personne par laquelle je voudrais clore ce chapitre n'est pas un ami ni même un proche. Mais c'est un homme que j'aime bien et qui a fait beaucoup de bien je crois. Il s'agit de Jean-Paul II. Je l'ai rencontré deux fois. La première, c'était à Rome, lors d'une audience de mon groupe parlementaire européen organisée par Mgr Tauran. C'est là qu'il m'a dit avec gravité en détachant ses mots : « Il faut lutter contre la décadence de l'Europe. »

Il a laissé passer un bref silence, puis, appuyant son sourire, il a répété : « Il faut lutter contre la décadence de l'Europe. »

La deuxième fois, il était venu à Bruxelles rendre visite au Parlement européen. Il m'a serré la main de manière complice en souriant sans rien dire, une façon, justement, de dire : « N'aie pas peur, continue, vas-y. »

Je sais bien que ce n'est pas le message officiel de l'Église aujourd'hui sur l'immigration, mais c'est comme ça que je l'ai senti. J'avais à son égard une affection particulière que je n'ai pas ressentie pour ses successeurs.

Deuxième partie

La victoire en chantant

9. Premiers succès

Le soir du premier tour des municipales de 1983, fort de mes 11,23 % dans le 20e arrondissement de Paris, je me maintins au second. Le bon résultat d'ensemble du Front national m'y encourageait. À Dreux-Est Marie-France Stirbois avait atteint 9,58 %, son époux presque 13 % dans le nouveau canton de Dreux-Ouest, nous dépassions 10 % à Pont-de-Chéruy dans l'Isère et à Grande-Synthe près de Dunkerque. Dans la capitale, la compétition fratricide lancée par le PFN tournait à sa déconfiture : il obtenait moins de 1,5 % en moyenne dans les trois secteurs bourgeois où il s'était présenté, alors que nous dépassions 4 % en moyenne dans les sept secteurs populaires où nous concourions. *RLP Hebdo* le nota, le FN était « sorti de sa phase marginale ». Détail significatif, le magazine américain *Time* du 21 mars remarqua ma performance pour s'en inquiéter.

Le deuxième tour nous donna des satisfactions. Nous eûmes deux élus à Dreux, un à Lunel, Grasse et Antibes. Mon propre résultat me déçut. Il me manquait quelques dizaines de voix pour être élu conseiller de Paris, je n'étais que conseiller d'arrondissement. Ce qu'il est convenu d'appeler le vote utile avait prévalu, et la bande RPR-UDF, se partageant le butin, avait réussi le « grand chelem » dans les vingt arrondissements de la capitale, ce qui allait permettre à Jacques Chirac de se réinstaller durablement dans son bureau de maire.

Néanmoins la mayonnaise FN prenait enfin, et notre succès ne devait plus se démentir. Il nous revenait de l'analyser, puisque, je l'ai déjà établi, la fable d'une « création » par la faveur de Mitterrand n'était qu'une pure fumée.

Parmi les facteurs de cette première percée, le travail régulier d'ensemencement du terrain ne comptait pas pour rien. À Dreux, Jean-Pierre et Marie-France Stirbois, avec leurs militants, s'étaient dépensés sans compter, collant, tractant, faisant du porte à porte jour après jour. Le succès avait sanctionné cette implantation depuis quatre ans déjà. Dès 1979, JPS avait obtenu 8,5 % des exprimés à Dreux Sud-Ouest et n'avait pas relâché depuis son effort. Trois numéros spéciaux de *RLP Hebdo* distribués sur place avaient soutenu dans la dernière campagne la candidature des époux, comme aussi le grand dîner débat organisé par la fédération d'Eure-et-Loir le 26 février à Écluzelles où j'étais venu porter la bonne parole.

Ces labours persévérants n'auraient cependant pas donné la même récolte à un autre moment : un certain état de l'actualité et de

l'opinion fut déterminant. Nous allions connaître quelques semaines plus tard un succès éclatant dans une partielle à Aulnay-sous-Bois, où l'appareil local du FN était embryonnaire et le candidat, Guy Viarengo, inconnu. L'implantation accentuait donc le succès sans en être la cause principale. Les Français affluaient pour trois raisons conjuguées : notre lucidité dans les grands domaines qui leur importaient, la désertion de la caste politique de ces mêmes domaines, et la technicité croissante de notre mouvement.

Nous avions eu raison pendant dix ans contre les dénégations des uns et le silence des autres, cela commençait à se savoir. On trouve aujourd'hui naturel le bénéfice de cette lucidité, mais elle n'allait pas de soi. Il est difficile de dire vrai quand tout le monde ment ou se trompe. D'autant qu'il n'était pas si facile de distinguer, dans le magma variable de l'actualité, ce qui allait déterminer l'avenir. Sans doute Enoch Powell, Jean Raspail, Alfred Sauvy et quelques autres avaient-ils attiré l'attention sur le caractère primordial de la démographie et le danger des migrations, mais l'histoire est un tout continu, et cela rend difficile de désigner la menace principale en temps de transition.

Le danger mondialiste et le danger communiste se chevauchèrent un moment. La guerre froide ne se changea pas en domination mondialiste d'un claquement de doigts, le 1er janvier à zéro heure une après la coupe de champagne. Pendant que ces deux menaces cohabitèrent, il fallut les désigner l'une et l'autre. Aussi dénonçais-je déjà la « politique mondialiste des gouvernements » qui avait attiré en France « officiellement quatre millions deux cent mille étrangers », tout en attirant encore l'attention de mes concitoyens sur l'absence de défense civile en cas de guerre nucléaire. Il aurait été criminel de lâcher la menace soviétique encore persistante pour se limiter à l'immigration, menace de l'avenir. Nul, avant les voyages de Jean-Paul II en Pologne et la « guerre des étoiles » de Ronald Reagan, n'aurait prédit un effondrement si rapide de l'Union soviétique.

La doctrine de l'État national se construisait sur la réalité, se nourrissant de l'actualité : il fallait à tout moment juger et interpréter celle-ci. Des musulmans d'un autre âge évinçaient le Shah moderniste Pahlevi, chassant les minijupes de Téhéran. Une femme, Marguerite Yourcenar, était élue à l'Académie française, la Grèce entrait dans la CEE. Israël envahissait le Liban, les gauchistes attaquaient la centrale nucléaire de Creys-Malville. Le régime de Mitterrand, perclus d'affaires dont celle des Irlandais de Vincennes, fuyait en avant, tâchant de faire oublier ses deux millions de chômeurs par l'impôt sur la fortune, la retraite à soixante ans et le remboursement de l'avortement. En 1983, Louis de Funès, Raymond Aron, Louison Bobet et Maurice Ronet mouraient, les attentats de Beyrouth faisaient des

dizaines de morts parmi nos parachutistes, la charia était instituée au Soudan, Papon inculpé, la chasse soviétique abattait un Boeing sud-coréen, Ariane lançait son premier satellite et l'on vit apparaître les CD sur le marché français.

Cette petite revue n'a d'autre ambition que de suggérer au lecteur combien la société d'alors différait de la nôtre. Il nous fallut beaucoup de courage dans l'esprit pour désigner avec constance, malgré les charretées d'injures qu'on déversait sur nous, les principales menaces des décennies qui allaient venir, l'immigration et la révolution sociétale, c'est-à-dire en bon français, morale.

Le moment est venu de donner au lecteur, en une seule fois, la série des bornes milliaires qui ont signalé le développement de notre pensée sur l'immigration, regroupée ici pour ne pas ralentir ailleurs le rythme du récit. J'y tiens, car elle établit à la fois notre mérite et le mensonge de nos adversaires. Tant pis si c'est un peu long.

Le 28 février 1973, pour la campagne législative, je déclarais à l'ORTF :

> Si nous n'y mettons pas bonne garde, il se créera en France très rapidement un grave problème racial, plus grave que celui des États-Unis. Vous le savez, vous tous qui habitez dans les villes et les banlieues : personne n'ose en parler. Attendrons-nous qu'il soit trop tard ?

Dans ma profession de foi écrite pour la même campagne législative de 1973 :

> Les Français ne sont ni xénophobes ni racistes. […] Mais ils ne supportent plus que la France soit colonisée, exploitée, terrorisée. Il n'est pas tolérable que notre pays soit devenu un dépotoir ouvert aux bons à rien, aux tarés, aux délinquants, aux criminels […] Il n'est pas tolérable que l'insécurité règne dans tant de quartiers où les commerçants vivent dans l'inquiétude, ou les agressions sont quotidiennes, où il est dangereux pour une femme de sortir seule à la tombée de la nuit. Il n'est pas non plus tolérable que notre budget social et hospitalier soit dilapidé au profit des indésirables. À ces périls croissants, une seule solution : la stricte surveillance aux frontières de candidats à l'immigration enfin soumis à un triple contrôle : sanitaire, professionnel et judiciaire. Une seule sanction aux manquements aux règles de l'hospitalité : l'expulsion immédiate par mesure administrative des immigrés condamnés de droit commun, des "chômeurs" perpétuels, des étrangers convaincus d'agitation politique, quelles qu'en soient les tendances. Il s'agit d'un problème pour le présent et pour

l'avenir de la nation.

Dans une tribune libre à *Minute*, toujours en février 1973, je précisais :

> Nous pensons qu'en rémunérant mieux le travail manuel, les besoins de main-d'œuvre étrangère seraient moins élevés. Un contrôle sévère doit être établi et le trafic des négriers sévèrement réprimé.

Cela répondait par avance à la rengaine qu'on nous a servie mille fois depuis sur les immigrés qui « font les boulots que les Français ne veulent pas faire » : quand ces boulots sont décemment rémunérés, il y a des Français pour les faire. Par conséquent, l'immigration telle qu'elle a été conçue repose sur l'exploitation sauvage de l'homme par l'homme. Il faut s'en souvenir, la première immigration fut voulue par le patronat qui souhaitait une main-d'œuvre à bon marché pesant à la baisse sur les salaires. Les immigrés vivaient dans des baraquements avec un lit et une armoire, ils faisaient les trois-huit.

Dans notre premier dépliant, édité pour les mêmes législatives, intitulé *Ce que veut le Front national*, se trouvait ainsi défini l'État national :

> L'État national a pour mission essentielle d'assurer l'avenir du peuple français et d'abord de protéger la santé physique et morale de la jeunesse menacée par les désordres, la drogue, la pornographie. Il veille aussi aux conditions dans lesquelles s'effectuent l'immigration et l'assimilation des étrangers. Rien ne sert, en effet, de veiller aux frontières d'une nation si une invasion pacifique ou légale change la nature, le particularisme et le génie de son peuple.

C'était l'annonce, sinon du grand remplacement, du moins de la grande modification. Dans la campagne présidentielle de 1974, l'immigration figure sur trois des quatre pages de ma profession de foi. Une grande section est intitulée *Contre l'immigration incontrôlée*. J'en extrais ce passage :

> Ces chiffres annoncent le danger. Un danger si grave qu'un homme aussi peu suspect d'extrémisme que Louis Chevalier disait : "L'immigration, mais pas n'importe quelle immigration. L'immigration est destinée à continuer la France et non un pays qui serait peut-être économiquement encore la France mais qui ne le serait plus humainement".

Louis Chevalier, directeur d'études à l'INED, enseignant à l'ENA, redoutait qu'une immigration trop copieuse et mal choisie ne défigure l'identité française.

Dans le numéro 79 de *RLP Hebdo*, je parlais de « véritable colonisation de la France », notant que « la proportion de Français ne cess [ait] de diminuer ». Je mettais en garde contre une « libanisation de la France ».

Quelques années plus tard, la commission immigration au congrès de la porte Maillot des 7 et 8 mai 82 rendit un rapport en tout point remarquable qui prenait en compte notamment l'éducation et la démographie, dans lequel je relève cette phrase :

> Le spectacle de certaines classes, notamment maternelles, préfigure ce que sera demain la France, si une orientation radicalement différente n'est pas donnée à la politique d'immigration. Sans ce revirement, nous assisterons dans ce pays à la substitution d'une population totalement étrangère à la nôtre.

Cette fois, c'était plus qu'une modification : une substitution. Et « totale ». C'est plus précis et plus net que Grand remplacement. Dans *Droite et démocratie économique* (édition 1984) on pouvait lire :

> Cette main-d'œuvre abondante et à bas prix a retardé considérablement la modernisation de certaines industries. Celles-ci ont été d'autant plus tentées de rester sous-équipées que les dispositions gouvernementales se montraient restrictives en matière d'investissement.

L'analyse que faisait *Droite et démocratie économique* de l'incidence de l'immigration sur la société française constitue l'embryon de la thèse qu'allait développer et systématiser Pierre Milloz en 1990 dans son étude sur *Le coût de l'immigration.*

Dans *Français d'abord* publié en mai 1984, j'écrivais que « l'invasion » mettait en cause « l'existence même du peuple français ».

Dans *La France est de retour*, publié à l'automne 1985, j'écrivais que la gauche et les syndicats manquant de troupes avaient décidé « d'appeler les étrangers à remplacer les Français », je dénonçais la politique « suicidaire » des élites françaises devant « l'immigration planétaire », dont je constatais qu'elle avait « changé de nature ». J'appelais à combattre « le racisme anti-français ». Face au racisme de la revue immigrationniste *Sans frontières*, qui se flattait de « revitaliser » le « vieux sang gaulois » et du *Nouvel Observateur* qui célébrait « un enrichissement capable de revivifier un tissu national avachi », je défendais le peuple français « d'hier, d'aujourd'hui, de

demain ».

J'arrivais au bout de la réflexion cohérente et fouillée que le Front national menait depuis douze ans sous ma direction, attentif à toutes les variations, inflexions et mutations du phénomène. Depuis plusieurs années déjà, derrière les questions très importantes, mais non primordiales, qui tenaient à l'économie et à la sécurité, le bouleversement de notre démographie et de notre civilisation nous apparaissait le phénomène le plus grave. Avec une force et une netteté croissante, nous dénoncions en termes précis la substitution de population et de civilisation qui se dessinait. L'homme nouveau qui était le terme et l'objectif de cette révolution n'avait plus rien à voir avec le Français, l'Européen et le chrétien façonnés par les siècles de l'histoire de France. J'ai même utilisé quelque part le mot « remplacement » de la population, même si je ne peux retrouver la référence exacte aujourd'hui.

Malgré cela, l'historiographie dominante, les Lebourg, Igounet, Albertini, Doucet, propage une double légende : l'immigration n'aurait été au début qu'un thème démagogique en passant pour le FN, et Le Pen n'aurait pas saisi l'importance de la chose – c'est Duprat et *Militant* qui l'auraient découverte pour les législatives de 1978. Paradoxe quasi macronien : je suis un autocrate qui ne délègue pas, *et en même temps* je ne suis pour rien dans la politique du Front national contre l'immigration.

Pour se sortir de la contradiction, certains affirment que tel dépliant a été rédigé par untel, que telle décision a été prise à la demande de tel autre. À ces historiens en chambre, qui n'ont jamais pris la peine d'observer le fonctionnement de la petite boutique qu'était alors le FN, je dois faire un aveu. Oui, Brigneau a rédigé cela, Longuet ceci, oui, plus tard Duprat a pondu du texte, et bien d'autres, Stirbois, Renault, Gollnisch, Le Gallou, Mégret, et encore d'autres, y compris des gens qui n'étaient pas au Front et que je ne veux pas dénoncer. Je n'ai que deux mains, ne prétends pas avoir la science infuse, et me plais à exploiter les compétences des uns et des autres. Nous avons accompli au Front un gros travail de recherche et d'argumentaire. En témoigne l'abondante littérature que nous avons produite. En bout de processus, cependant, ne figurait dans le programme que ce que la direction politique et moi-même avions retenu. Rien ne s'est fait sans mon aval.

Pour en terminer avec notre prescience en matière d'immigration, qui fut la principale raison de nos premiers succès, je déclarais le 23 octobre 1982 sur Europe 1 :

> Comme le nôtre, tous les pays du monde sans exception établissent entre étrangers et nationaux une discrimination

naturelle et légitime.

Au lecteur de 2019 la chose peut paraître banale mais le pacte sur les migrations de Marrakech rendra pourtant cette distinction obsolète. Il est l'aboutissement officiel, sous les auspices de l'ONU, de l'un des principaux débats sémantiques lancés dans les années quatre-vingt et 90 par la gauche et les associations qui facilitaient l'immigration. Ce débat a porté sur la *discrimination* et *l'exclusion*, présentées comme la matrice des pires maux, racisme et sexisme en particulier. Or c'est un abus grossier. On ne saurait classer sans discriminer, ni inclure sans exclure. Pour prendre un exemple simple, qui se marie avec une femme exclut en principe de son couple toutes les autres, et toute nation exclut des bénéfices de la nationalité ceux qui ne la possèdent pas. En rappelant le caractère naturel et légitime de la discrimination, je réfutais par avance des folles nuées de la révolution inclusive, qu'elle s'applique à l'immigration, aux préférences sexuelles ou à la grammaire. Et je précisai :

> Il ne peut y avoir d'indépendance nationale, de solidarité nationale, ni même de défense nationale dans un pays ouvert sans contrôle et sans limite aux étrangers.

Les plus bornés entrevoient aujourd'hui cette évidence en découvrant que des terroristes, étrangers de cœur, ennemis par les faits, sont des Français de papier – des anti-Français par le sang versé qui demeurent français de nom malgré le sang des Français qu'ils ont répandu.

En somme, nous ne progressions pas que dans les urnes, nous occupions le terrain des idées, et le débat politique se faisait désormais sur nos thèmes. Je lis dans *Le Monde* du 2 juillet 1983 que « le ministère de l'Intérieur garde secret le nombre d'étrangers installés en France. […] L'augmentation enregistrée en 1982 est la conséquence de la politique de régularisation des “sans papiers” décidée après la victoire de la gauche. Elle est due aussi aux regroupements familiaux qui ont été facilités ».

Les choses étaient dites clairement, sans tourner autour du pot, et je note avec nostalgie que le terme de *sans papiers* n'était pas encore passé dans le (mauvais) usage. Il y fallait encore des guillemets. La propagande révolutionnaire n'avait pas encore corrodé les mots clandestin et hors-la-loi.

Cependant, malgré nos succès intellectuels et politiques, la gauche, en plein recul, n'en continuait pas moins à parader. Faisant violence au peuple français, elle continuait à lui imposer sa politique malgré les marques de défiance qu'il lui envoyait – Macron n'a rien inventé. Dès les législatives partielles de janvier 1982, ses revers électoraux avaient

commencé, que les cantonales de la même année avaient transformés en déroute et les municipales de 1983 confirmés. Je notai cependant que le PS, tout en régressant, perdait moins que ses alliés MRG et surtout communistes : en d'autres termes, le grand sorcier manipulateur Mitterrand affermissait son hégémonie sur la gauche à mesure qu'elle déclinait.

Ses créatures, partout, provoquaient le bon peuple. Hervé Bourges, que l'on surnommait Mohamed pour sa collaboration avec le FLN, et qui avait pris un temps la nationalité algérienne, était revenu à Paris après que Boumédiène l'eut mis au placard. L'Élysée le nomma à TF1, chaîne encore publique. Les médias faisaient grand cas d'une Marche des beurs organisée par les affidés de Mitterrand. Le maire de Grenoble, Hubert Dudebout, créait une « commission d'agglomération » pour concrétiser sur le terrain les notions de « convivialité » (le vivre ensemble n'est pas neuf) et de « société multiraciale » – d'autres allaient préférer après lui la société *multi* ou *pluri ethnique*.

Il s'agissait en fait d'un mot d'ordre national. François Autain (l'oncle de Clémentine, l'insoumise aux beaux yeux d'implacable husky), alors secrétaire d'État à l'immigration, se donna pour mission de faire accepter la société multiraciale « dans les esprits, car elle est déjà l'expression de la réalité française ».

Cette phrase est extrêmement importante.

Nous, nationaux, nous flattions de représenter la réalité, contre la gauche utopique : or, par un renversement sans précédent, le pays légal prétendait maintenant opposer, à notre France qu'il affirmait dépassée, un nouveau pays qu'il disait réel. Ce mensonge de propagande visait à imposer une réalité en la présentant comme advenue. Un peu plus tard, des militants me signalaient une grande affiche dans le métro où l'on voyait un jeune métis en compagnie d'une blonde avec pour légende : « l'avenir est au métissage ». Il n'y avait pas à discuter, c'était plus qu'un ordre ou un pronostic, une constatation. L'indicatif présent est le plus catégorique des impératifs.

Contre cet adversaire mortel, l'union des droites me parut indispensable. J'essayais de fédérer le plus de monde possible, clubs de réflexion, partisans de l'école libre. Tout ce qui est national était nôtre. Il n'y avait pour nous qu'un ennemi, la gauche internationaliste dirigée par François Mitterrand dont la politique volontairement illisible visait à tromper le peuple.

10. Le FN s'organise

Pour mieux préparer les municipales de 1983, se tint à Paris les 7 et 8 mai 1982 le 6e congrès du Front national au Palais des Congrès à la porte Maillot. Le premier de son âge adulte. Le congrès de la centralisation.

Au conseil national qui l'avait précédé, une majorité s'était prononcée en faveur d'un « FN unitaire, une organisation unitaire, hiérarchisée, disciplinée ». La motion précisait : « Il ne pourra pas y avoir d'organisation dans l'organisation, de tendances organisées qui se tairaient dans les instances du parti et qui prendraient des positions hostiles à l'extérieur. »

Le congrès réélut les principaux membres du comité central et du bureau politique, tout en s'ouvrant à de nouveaux visages. Carl Lang, Martine Lehideux, Jean-Pierre Schénardi, Marie-France Stirbois, Yves de Verdilhac entraient au comité central, Michel Collinot, André Dufraisse, Roland Gaucher et Jean-François Jalkh au bureau politique.

Un banquet de 600 couverts suivit le 9 mai. Le rythme et l'ampleur des réunions changeaient. Il m'arrivait de « sortir » plusieurs fois par semaine devant un public croissant, 500 personnes à Reims sous la banderole *La France et les Français d'abord*, 700 personnes à Toulon, 800 à Nantes. Nous devenions le cinquième élément du paysage politique, opposé aux PC, PS, RPR et UDF qui s'entendaient pour conserver leurs places et mener grosso modo la même politique. Je les appelais, en référence ironique à Mao, « la bande des quatre ».

La plupart de mes papiers ont brûlé dans l'incendie de notre maison de Rueil voilà quatre ans, et les caves de ce qui se nomme maintenant Rassemblement national me sont fermées. Mais j'ai retrouvé l'autre jour dans une vieille enveloppe à Montretout une lettre d'André Dufraisse datée du 12 août 1983 qui me donne envie de laisser ma mémoire musarder avec elle. Le lecteur saisira mieux ainsi l'atmosphère où nous baignions alors.

Le Front national était un tissu de relations humaines parfois complexes. La mémoire et les morts y tenaient une grande place. Le 20 février 1982, j'allai déposer une gerbe à l'Arc de Triomphe, avec deux mille parisiens qui rendaient hommage aux légionnaires que le FLNC venait d'assassiner en Corse. Quelques semaines plus tard, le 18 mars, j'irais me recueillir sur la tombe de Duprat, avec Collinot, Stirbois et mon vieux copain Durand.

Il y en eut, des morts, cette année-là ! Georges Bidault, dont nous

saluâmes la droiture et la fidélité. Puis Maurice Gaït, le directeur de *Rivarol*. La haute culture, le jugement droit, de cet homme infatigable qui avait connu à Normale sup Bardèche et Pompidou, allait manquer à notre presse. Mourut aussi le bachaga Boualam, vieux et noble héraut de l'Algérie française, ancien vice-président de l'Assemblée nationale, qui avait quitté son sol natal pour vivre dans la patrie de son cœur.

Le FN n'était ni passéiste ni doloriste, il remplissait un devoir de mémoire. Ainsi *RLP Hebdo* conserva-t-il longtemps en épigraphe une pensée de Jean-Marie Bastien-Thiry :

> Il n'y a pas de sens de l'histoire. Il n'y a pas de vent de l'histoire, car ce qui fait l'histoire, selon notre conception occidentale et chrétienne qui est vérifiée par tous les faits historiques, c'est la volonté des hommes, c'est l'intelligence des hommes, ce sont leurs passions bonnes ou mauvaises.

Nous savions bien que le temps de l'Algérie française était fini, qu'il fallait maintenant empêcher la France de devenir algérienne, et cette phrase nous disait de ne pas désespérer, que l'homme seul fait l'histoire. Alors que la dialectique marxiste dominait les esprits courbés, c'était un manifeste d'intelligence libre.

Je reviens à Dufraisse et à sa lettre. André, que ses amis appelaient affectueusement Tonton Panzer depuis sa guerre en Russie, et qui venait de fêter son soixante-cinquième anniversaire le 8 août, s'y plaint d'attendre à Paris, en pleine canicule, son départ en vacances. Il ne partira qu'au début de septembre pour la Dordogne, en compagnie de Martine (Lehideux), avec « le chien, le chat et la boîte d'aquarelle ». Il aimait peindre, et à l'eau, comme sa grande admiration de jeunesse. Il se plaisait à planter son chevalet des après-midi entiers devant un paysage, et il en tirait de fort jolies choses.

Cependant, il craignait, cette année-là, de devoir écourter ses vacances pour revenir en catastrophe à Chatou faute d'argent. Je crois me souvenir qu'il s'occupait plus ou moins d'immobilier et se trouvait en cheville avec des employeurs allemands qu'il n'appréciait pas. Ils avaient réduit son revenu au SMIC et il envisageait de « planter là », à cause de leurs mauvaises manières, ceux qu'il nommait *les Fritz* : « Dire que pendant la guerre je n'en ai jamais vu un seul voler la boule de pain d'un autre ! »

J'avais investi André de sa fonction de responsable FN de Paris intra-muros en août 1981. Sa lettre était l'occasion de dresser un bref bilan de ces deux ans de mandat. Je le transcris sans ornement :

> Au départ j'avais comme effectif 88 FN, 94 CLP (comités Le Pen), total 182. Cadres : 7, pas fameux. L'organisation

> inexistante, sauf 16° – et encore.
>
> Jusqu'à avril 82, progression très lente des effectifs. FN + CLP = 251 – mais progression des structures, 44 responsables.
>
> En mai 82 j'élimine tous les effectifs CLP qui n'ont pas de carte FN. Nous retombons à 158 adhérents dont 42 responsables, de qualité, en progression.
>
> La période 82 est mauvaise. L'effet Chirac et les deux partielles loupées freinent le recrutement mais le renforcement de l'appareil est net. Il s'articule mieux.
>
> 83. L'effectif en hausse très nette à cause des municipales qui coïncident avec une conjoncture politique très favorable. Août 83 effectif 341, responsables 105, assez bons. C'est bien musclé par rapport à la base toujours faible. Mais Paris est couvert. Ouf !

Ce document brut peint en peu de mots les difficultés d'une progression pourtant notable du FN. Dans la débine de Mitterrand, Jacques Chirac conservait en 1982, aux yeux des Parisiens dont il était le maire, l'image d'opposant résolu, que lui avaient construite Pierre Juillet et Marie-France Garaud, et dont il s'était servi en 81 pour se démarquer de Giscard. Il nous faisait encore de la concurrence alors qu'il s'orientait de plus en plus vers la gauche : ainsi la lumière d'étoiles déjà mortes impressionne-t-elle encore notre rétine.

Sa dérive à gauche nous donna de l'espace politique. Lors du congrès de mai 1982, j'avais annoncé l'envoi d'une lettre à Jean Lecanuet et d'une autre à Jacques Chirac, pour leur proposer aux municipales une alliance des droites opposées à l'union de la gauche socialo-communiste. Je leur adressai la chose le 30 juin et j'attendis la réponse. J'attends toujours. Elle ne vint jamais. Ce fut le début de la politique catastrophique par laquelle la droite, se suicidant, a entrepris de tuer la France.

Je ne désespérai pas pourtant. À Sophie Huet, du *Figaro*, j'avais dit qu'il était « absolument nécessaire de développer une troisième force de l'opposition ». Je revendiquai le « rôle d'éclaireur de conscience ». C'est pourquoi je tins, en octobre encore, à Nice, des assises « pour la victoire de la droite ».

Chirac ne nous opposa que son silence. Je ne compris pas cet imprévisible refus, qui m'apparut une grosse erreur. Aux élections de mars 1983 elle permit à l'union de la gauche de sauver les meubles et je le déplorai publiquement : « Chirac a fait perdre l'opposition. »

11. 1983 : Le début de l'interdit

Je voulus pourtant pousser Chirac à tenir le rôle que son étiquette politique commandait. Sa mauvaise réputation plaidait en sa faveur. Le surnom de *Facho Chirac* que lui avait donné *Le Canard enchaîné*, celui de *Bulldozer* qu'il devait à Pompidou, l'appel de Cochin que lui avaient mitonné Pierre Juillet et Marie-France Garaud, le récit de Mai 68 qui courait, où on le voyait négociant rue de Grenelle avec un pistolet dans la poche. Gagné par cette mythologie qu'il laissait astucieusement répandre, je lui faisais crédit d'être une force de la nature arriviste, peu regardante sur les moyens, mais sans états d'âme quant aux convictions. J'espérais donc que la raison aurait prise sur lui et que si l'union des droites servait son intérêt, il s'y résoudrait. Je le croyais requin pour les ambitions, méduse pour les idées. Je me trompais. L'histoire allait prouver que derrière ce commode profil de Rastignac se cachait un militant résolu de l'Anti-France. Pour l'instant, Bernard Pons, alors secrétaire général du RPR, mit un terme à tout espoir immédiat le 15 juin 1983 en déclarant : « Au niveau national, un accord de principe pour une politique commune RPR/UDF est intervenu. Cet accord exclut la participation des représentants de Front national. »

Il existait donc de bonnes exclusions, de légitimes discriminations ! J'en tirai la conséquence. Le bureau politique du FN réuni à Paris le lundi 18 juillet prit « acte de la situation créée par la décision de l'UDF et du RPR de présenter chacun sa propre liste aux élections européennes et de la volte-face de Jacques Chirac sur le problème européen. Il a demandé à son président JMLP de conduire la liste de l'opposition nationale ».

L'histoire a parfois des ironies délicates : c'est la raideur idéologique de Chirac, qui, en refusant toutes mes demandes d'alliance, allait provoquer le raz-de-marée du FN aux européennes de 84 ! Mais n'anticipons pas.

Ce qui monta d'abord, comme un vague immense, ce furent les menées malsaines d'un système menacé par la progression du Front national. Commençaient à mijoter les chaudrons de haine dont il allait nous empoisonner trente-cinq ans durant, préfigurant en plus petit l'indécente frénésie de l'entre-deux-tours de 2002. Dans toutes les affaires de l'époque, de l'attentat de la rue Copernic à la tuerie d'Auriol en passant par les trafics d'armes avec la Belgique, la presse n'omit jamais de commencer par ouvrir une « piste d'extrême droite »

avant de se rabattre, faute de la moindre information qui étayât cette thèse, sur le grand banditisme ou les Palestiniens. On voit qu'elle n'a rien inventé avec Mohamed Merah.

En mai 1983, le maire socialiste de Mantes avait décidé de m'interdire une salle, l'Agora, où je devais tenir une réunion. Cette décision arbitraire fut la première d'une centaine d'autres, appuyées sur un prétexte qui devait resservir : risque de *trouble à l'ordre public*. Alors que le seul risque couru par l'ordre public était causé par les voyous qui attaquaient le FN !

À Dreux, en septembre, des loubards militants attaquèrent les bureaux de vote et leurs scrutateurs. Ils étaient armés de chaînes de moto. Un détail : ces doux et vigilants démocrates hurlaient « halte au fascisme » et chantaient le Chant des partisans.

Toujours à Dreux, la gauche mena une « campagne antifasciste » à laquelle participèrent cinq ministres en exercice. Le secrétaire général du parti communiste, Georges Marchais, fit tracter massivement. Jean-Pierre Stirbois et l'une de ses colistières furent agressés. Comme Jean-Pierre était trop coriace, les héros antifascistes réussirent à la frapper, elle, et la blessure exigea plusieurs points de suture.

De tels débordements s'expliquent par une grande frousse. À Dreux, lors des municipales du printemps, la liste de gauche menée par la socialiste Françoise Gaspard s'était sauvée de justesse en profitant du refus du RPR et de l'UDF de faire liste commune avec le FN, mais l'écart était si faible (huit voix) et les irrégularités si nombreuses que l'élection avait été invalidée. Un nouveau scrutin fut fixé à la fin de l'été. Cette fois le patron du RPR local, Jean Hieaux, fit ses comptes, constata que la liste Stirbois avait nettement mordu sur l'ancien électorat de gauche et que l'immigration était la question déterminante.

Le soir du premier tour, le 4 septembre, la liste Stirbois frôlait les 17 %, la gauche devenait minoritaire. Jean Hieaux proposait à Jean-Pierre de fusionner les listes. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, envoya un télégramme de soutien : « Les Drouais ne doivent pas se tromper de combat. Il faut battre l'adversaire socialo-communiste. »

Le 11 septembre, Stirbois et trois autres membres du FN entraient au conseil municipal, Françoise Gaspard étant largement battue. L'union des droites que je préconisais depuis si longtemps avait triomphé. La presse de gauche parla de « Tonnerre de Dreux ». Les réactions, dans le consortium RPR/UDF, furent diverses. Barre et Léotard, étaient franchement pour, Simone Veil et Bernard Stasi franchement contre, Bernard Pons louvoyait en expliquant que ceux qui avaient voté FN n'étaient pas d'extrême droite, et Jacques Chirac minimisa la chose en disant : « Je n'aurais pas du tout été gêné de

voter au second tour pour la liste [RPR-FN]. Cela n'a aucune espèce d'importance d'avoir quatre pèlerins du FN à Dreux, comparé aux quatre ministres communistes au conseil des ministres. »

Pendant quelques jours, il jugea « tout naturel » que, dans des circonstances analogues, le RPR fît liste commune avec le FN. L'espace d'une fin d'été, les électeurs n'eurent pas d'odeur. Puis le jugement moral porté contre nous par Simone Veil s'imposa. C'était aussi celui des médias. Je dus poursuivre en justice une présentatrice de TFI qui, le soir de l'élection marqué par les violences gauchistes, avait eu ce commentaire admirable : « Malgré les crimes racistes commis récemment et imputables à l'idéologie d'extrême droite, celle-ci a obtenu à Dreux un succès électoral. »

Elle oubliait que les seuls troubles à l'ordre public commis à Dreux étaient les agressions de nos adversaires contre nous. Elle se pensait dans son bon droit parce qu'elle avait la certitude que nous étions le mal absolu, le fascisme, le racisme, l'extrême droite. La chose était si manifestement ancrée dans les têtes que ses confrères m'insultaient sans craindre que je réagisse. Je dus mettre le holà et faire condamner les plus connus. Ainsi Jean-Louis Servan-Schreiber dut-il payer l'amende, les dommages et intérêts et les frais de justice pour avoir jeté, péremptoire : « Le Pen et le FN sont ouvertement racistes. »

Me voilà forcé de rajouter un mot sur *l'extrême droite*. L'histoire du Front national et de la France ces dernières décennies tourne autour de la malversation grossière que le terme permet. Bien que le temps ait validé notre description de la société française et la justesse de notre analyse, nos propositions n'ont même pas été discutées : nous fûmes exclus parce que nous étions « d'extrême droite ». Dix fois un gouvernement d'union des droites aurait pu se saisir de la question de l'immigration, et la résoudre, mais en nous étiquetant « d'extrême droite », on écartait notre avis du débat. Ce ne serait pas grave si nous étions les seules victimes de ce scandale, mais en nous excluant, ils ont tué la France.

La classe politique entière fut la complice consciente de ce crime. Les éléments d'un jugement sain étaient à sa portée. Mon éditorial de *RLP Hebdo* du 27 octobre 1983, intitulé « Extrême droite et étoile jaune », le prouve. J'y constatai que les valeurs et les actes du FN n'avaient rien à voir avec celles que suggéraient les médias par l'expression extrême droite. Il n'était « excessif ni dans ses idées ni dans ses méthodes », loin de là, il respectait les lois de la république et condamnait la violence, y compris celle des terroristes dont il avait été « la cible ».

Je notai enfin que le terme d'extrême droite ne devait qu'au vague sa puissance d'intimidation, son caractère indéfini permettant tous les amalgames historiques ou idéologiques :

> L’extrême droite est une notion floue, imprécise, équivoque, d’usage plus polémique que scientifique. On s’en sert comme d’une arme dans un combat où les mots tuent parfois plus sûrement que des balles. Cousue comme une tunique de Nessus sur leurs adversaires par les communistes, elle est à leurs yeux ce qu’était l’étoile jaune pour les nazis, un signe d’infamie, un repère pour la chasse aux sorcières.

L’histoire, une fois de plus devait me donner raison. Trente-cinq ans d’odieuses persécutions se dessinaient. Elles devaient nous empêcher de venir aux affaires pour sauver la France.

12. Bol d'air frais à Auray

J'espérais encore un sursaut du meilleur de la droite.

Or, pour changer le rapport des forces en notre faveur et lui imposer notre alliance, nous devions progresser encore. Ma Bretagne natale m'en offrit l'occasion. Christian Bonnet, député maire de Carnac, ayant abandonné son siège pour entrer au Sénat où il avait été élu en septembre 1983, une législative partielle s'ouvrait en décembre dans la 2e circonscription du Morbihan, celle d'Auray, où se trouve La Trinité-sur-Mer. Je me portai candidat. J'allais savoir si j'étais prophète en mon pays.

Ce fut une campagne allègre. Il ne faisait pas chaud quand j'arrivai là-bas en novembre, mais l'air était léger, et je retrouvais des ciels que j'aime, changeant avec les vents, le gris des calvaires se détachant sur les gris des nuages, le soleil inondant les franges de la mer qui bat la côte sauvage de Quiberon, avec toujours un ajonc en fleurs quelque part. Je respirais, retrouvais des copains, déjeunais de coquillages et de muscadet. Mais je n'étais pas là pour prendre des vacances. Sur le papier, le candidat du RPR, Michel Naël, se voyait largement gagnant, disposant du plus gros appareil et de la plus grande masse d'électeurs potentiels. La gauche était en perte de vitesse, et il y avait à l'affût, aussi discret qu'une bernique sur son rocher, l'ancien suppléant de Bonnet, Aymé Kergueris, un paysan du coin, et un autre cousin Kergueris, dissident de droite.

Quant à moi, on me prédisait 2 pour cent, 3 peut-être. Bonnet, qui connaissait sa circonscription comme sa poche, sentant une sorte de mouvement, m'accorderait à la fin de la campagne jusqu'à 5 pour cent. C'est la preuve qu'on ne sait jamais tout à fait ce qu'on a dans les poches (il bourrait les siennes de petits papiers sur lequel il avait pris des notes, et il lui arrivait d'en lire un en faisant une imitation drolatique de Giscard).

Moi aussi, je sentais quelque chose. J'étais tout le temps dehors, le matin sur les marchés, l'après-midi dans les écoles, le soir dans de grandes salles où le public se pressait toujours plus nombreux. Mon suppléant, Yann Cadoret, ancien champion de moto rendu paraplégique par un terrible accident, me pilotait grâce à un siège spécialement adapté. Un jeune militant distribuait des tracts, il n'y en avait jamais assez. La plupart du temps, les gens prenaient, pliaient le tract et le mettaient dans leur cabas ou leur veste pour le lire à la maison. Très rares étaient ceux qui en faisaient une boule pour la jeter

par terre, cela signalait les militants politiques adverses. Quelques-uns discutaient, le ton montait parfois. Je me souviens d'un marchand forain, sur le marché d'Auray, il était agressif et ne voulait pas céder – ni moi. On poursuit chacun son chemin. Après avoir fait le tour des étals, j'entrai me réchauffer dans un troquet, j'y retrouvai mon forain. Il était devenu amical : « Monsieur Le Pen, je voulais vous dire, il ne faudra pas nous oublier. »

Tesson, le directeur du *Quotidien de Paris*, avait senti quelque chose aussi. Il nous avait envoyé un reporter qui nous suivait comme un chien, sans rien dire. Il notait tout. Dans son papier, il assura que Pierrette faisait bien le ragoût de porc et que je chantais *La plus belle pour aller danser* en allant pisser au bistro. Dans mes discours, que l'on fût vingt ou mille, j'essayais d'élever le débat, je ne parlais pas de patente ni des difficultés de l'agriculture, mais de la France, de son destin. Je crois bien que je n'ai jamais fait de campagne plus poétique ni plus philosophique : et cela marchait, les salles écoutaient religieusement ce qui sourdait de moi sans effort, des heures durant. Après, il n'était pas rare qu'un opposant vienne discuter, et cela repartait.

Le résultat étonna le monde. J'atteignais plus de 12 %. Naël était furieux. Ce qu'il estimait son capital de voix avait fondu. Il se sentit perdu. Aymé Kergueris avait le soutien de Bonnet, celui de son cousin, et je ne donnai pas de consigne de vote pour sauver un parti, le RPR, qui passait son temps à refuser la main que je lui tendais. Kergueris n'était pas un mauvais type, il fut élu au deuxième tour. Quant à moi, un chiffre me ravissait : j'avais recueilli 51 % des voix à la Trinité-sur-Mer. Quand on me connaît directement, j'ai ma chance. La grande difficulté allait être les médias.

13. 1984

Vent du cul. Quand je me remémore l'année 1984 et les deux suivantes, 85 et 86, c'est le mot qui me vient : l'agréable sensation d'être poussé par les alizés, grand largue. Quelque chose te porte, tranquille, puissant, régulier. Grisant, en même temps. C'était l'époque où je faisais de la planche à voile, à la Trinité surtout. On ressent la vitesse à un point extraordinaire, on sort, la toile sollicite les bras, l'eau défile sous les pieds à toute allure, on y pense à peine qu'on est déjà rentré. *L'Heure de v*érité, les européennes, le tour du monde pour me faire connaître à l'étranger, les élections législatives, l'entrée d'un groupe Front national à l'Assemblée nationale, toutes ces réussites imprévisibles deux ans plus tôt ont été menées au pas de charge, sans débander, je ne les ai pas plus senties passer que Hugo ses jeunes années :

Il semble que nos yeux qu'éblouissait l'été
Ont à peine eu le temps de voir les feuilles vertes.

À cette réussite politique presque miraculeuse correspondit un petit désastre personnel. Était-ce un mystérieux décret de la providence, un arrangement entre les Parques et la Justice avec leurs balances d'apothicaire ? Le succès se paie. En octobre 84 Pierrette quittait la maison. Je n'étais pas un mari facile sans doute. J'ai mon caractère, je n'avais jamais fait mystère que la politique était ma priorité, j'y avais une bande d'amis prenants, parfois encombrants pour une maîtresse de maison, et puis, après vingt-cinq ans de vie commune, il m'arrivait de sortir seul le soir. Aucune épouse ne le supporte. Cependant nous avions affronté bien des difficultés et nous les avions surmontées, nous formions dans mon esprit une famille soudée, où les rires et les fêtes ne manquaient pas. Mais l'argent et le succès défont les nœuds qu'a serrés la vache enragée.

Pour préparer les européennes j'invitai chez moi un journaliste afin qu'il écrive ma biographie. Dans mon esprit c'était pratique. Nous manquions de temps : ainsi me voyait-il vivre, utilisait-il mes archives et pouvait-il interroger ma famille, cela me semblait optimal. Ce fut réussi, le livre parut à l'heure, il s'appelle *Le Pen sans bandeau*, on y trouve des choses, un portrait visant à équilibrer les stéréotypes que les médias répétaient pour me dénigrer. Le garçon n'était pas absolument sans talent. Il signait Marcilly, se nommait Moulard.

J’avais oublié de vérifier un détail de sa propre biographie : il avait soulevé Gloria Lasso, le rossignol madrilène. Cette chanteuse d’origine espagnole fut l’une des reines de la chansonnette d’amour hispanique en France et au Mexique. On lui doit entre autres *Amour, castagnettes et tango*. Elle eut un nombre incalculable de maris, mais elle avait commencé sage en donnant trois enfants à son époux militaire, jusqu’au jour où Marcilly survint.

Il m’arriva un peu la même chose. Mon biographe restait à la maison à écrire ou poser des questions à mes proches les jours où je m’en allais en tournée. Il aimait bien le foyer Le Pen, tant et si bien qu’il en enleva la vestale. Un jour les filles trouvèrent la maison vide en rentrant de l’école. C’était à la fin d’un après-midi d’automne. Pierrette avait raflé ses affaires en vitesse et sa voiture sans avertir personne. Pour tout goûter, les filles eurent droit à une chambre vide, définitivement vide. Et pas un mot d’explication. J’étais en session à Strasbourg. Je découvris en rentrant une famille ravagée.

La suite est trop connue pour que je la raconte. Le divorce fut prononcé aux torts de Pierrette, c’était la moindre des choses. Elle avait le culot de demander une pension alimentaire, je trouvais cela un peu fort de café. Elle avait de quoi vivre, les appartements de sa mère rue du Cirque, qu’elle a mangés avec son Moulard. Sur le moment je n’ai pas été très aimable. J’ai été surpris, blessé, mais c’est passé plus vite que pour les filles, Marine avait seize ans à peine. Toutes les trois m’ont aidé alors par leur gentillesse et leur solidarité. Il se trouve que, quand on me quitte, je n’aime plus. Je n’ai jamais eu de chagrin d’amour. La difficulté fut que Pierrette, par vengeance, s’est servi de la presse pour me nuire, aidée par son Moulard. Elle a fabulé sur ma prétendue fortune en Suisse, les valises qu’elle aurait transportées, les « sacs de billets que (je) bourrais avec les pieds ».

Et puis il y aurait surtout, en 1987, la fameuse couverture de *Play Boy*. J’avais eu le malheur de répondre à ses jérémiades dans la presse : « Si elle a besoin d’argent, elle n’a qu’à faire des ménages ! »

Elle répondit de la bergère au berger en paraissant très court vêtue dans le magazine *Play Boy*. Affublée d’un tablier de soubrette, elle passait le plumeau et l’aspirateur pour le plaisir de messieurs qui se rinçaient l’œil entre deux interviews économiques. Nous n’étions plus ensemble et je ne suis pas bégueule : s’il n’y avait eu les filles, le respect qu’une mère doit à sa famille, j’aurais peut-être souri. Là, elle en a fait un peu trop.

Peut-être le désir de prouver qu’elle était encore fort bien faite entrait-il dans cette bravade. Marcilly est arrivé pour la cinquantaine, l’âge où les femmes se posent d’autant plus de questions qu’elles ont été belles et courtisées. À l’époque, la majorité d’entre elles n’avait pas de métier. Seules, elles se retrouvaient sans rien. C’est ce qui est arrivé

à Pierrette quand, le parfait amour filé et les appartements croqués, elle fut abandonnée de son séducteur. Elle a connu la dèche. Aujourd'hui je ne lui en veux plus. Ce n'est pas une mauvaise femme. Elle avait un coup de folie amoureuse, c'est son excuse, son type la rendait heureuse en lui disant qu'elle était une femme tout à fait exceptionnelle que j'avais mise sous le boisseau. Les filles nous ont réconciliés depuis. Elle n'avait plus rien. Je l'ai recueillie dans le pavillon au fond du jardin de Montretout. C'est la mère de mes enfants, c'est une amie que je revois avec plaisir.

Les événements ne prennent pas tout de suite ce tour définitif et pour ainsi dire naturel, nécessaire, que leur donne la présentation de l'histoire. D'abord, ni moi, ni les filles, ni elle peut-être, ne savions ce qu'il allait en advenir. Dans le livre publié pour la campagne européenne, en mai 1984, *Les Français d'abord*, Pierrette a toute sa place d'épouse. J'ai relu ce livre, qui n'est pas si mauvais. Il m'a aidé à me remémorer nos travaux d'alors.

En janvier 84 eut lieu à Lyon un conseil national pour préparer les européennes. Bruno Gollnisch, le jeune doyen de la faculté de langues, professeur de japonais, nous y recevait. Ce fut un succès. Ce fut aussi l'occasion pour lui de confirmer qu'il occuperait la 81e place sur notre liste européenne, la dernière, la place d'honneur. À table, je lui glissai : « Vous avez perdu ce soir toute chance de devenir un jour recteur de l'université de Lyon, mais peut-être serez-vous un jour ministre de l'Éducation nationale. »

Voilà la preuve que tous mes pronostics ne se vérifient pas. Quelques jours plus tard, j'étais l'invité de François-Henri de Virieu à *L'Heure de vérité*, une émission politique qui n'a pas d'équivalent aujourd'hui : c'était l'émission politique où il fallait être. Je ne savais pas encore que ce serait mon émission fétiche, l'équivalent de Wembley pour les rugbymen anglais.

Je me sentis étonnamment à l'aise, tout de suite, alors que j'avais somme toute très peu d'expérience de la télévision à ce niveau. J'ai dû mon aisance, je crois, à l'hostilité fielleuse de mes interviewers, j'allais dire de mes adversaires, je finirais par dire, de mes *sparring partners*. Ils ne se prenaient pas pour de la roupie de sansonnet, et leur suffisance agressive fut pour moi le meilleur des stimulants. Je suis un homme de contre, la routine et les questions aimables m'endorment. Alain Duhamel, Albert du Roy, Jean-Claude Servan-Schreiber suaient littéralement le fiel, et j'ai réussi d'instinct à retourner leurs questions empoisonnées en ma faveur.

Comment ? En souriant, tout simplement. Des politologues appointés ont parlé depuis de provocation, mais je vous mets au défi de relever la moindre provocation de ma part dans les archives de l'INA ce soir-là. C'est au contraire chez mes inquisiteurs que

fleurissent les agressions, la provocation permanente : seule la guerre d'Algérie et la seconde guerre mondiale les intéressaient, déjà. J'évitais aisément leurs gros pièges prévisibles, toujours plus souriant, et je les voyais verdir à mesure que je souriais.

Albert du Roy était sans doute le plus intelligent et le plus poli, le plus hypocrite aussi, comme en témoigne sa carrière. Ce rejeton d'une famille de militaires belges avait écrit sous pseudonyme en faveur du FLN à *Témoignage chrétien* alors qu'il travaillait à *Europe 1*, puis il était passé par *L'Express*, *Le Point*, *Le Nouvel Observateur* pour atterrir à *Antenne 2*, un vrai cursus d'homme de gauche sous son masque de modéré. Il a fini à *La Vie*, c'est tout dire. Plus j'avançais, plus je me sentais des ailes face à ces faces de Tartuffe. Claquer (moralement) Servan-Schreiber fut un plaisir intense.

Sur la fin, je leur servis le seul petit bonus que j'avais préparé. Je me levai pour demander une minute de silence « à la mémoire des dizaines de millions d'hommes tombés victimes de la dictature communiste ». Et d'« avoir une pensée fraternelle pour tous ceux qui se trouvent dans les camps et au goulag ». Mon public se leva aussi. Sur le plateau transformé en naufrage de la pensée unique, les quatre tentèrent de poursuivre l'émission comme si de rien n'était, mais ils n'en étaient plus maîtres, c'était le mutin Le Pen qui avait pris le commandement effectif du navire.

L'atmosphère du pot qui suivit fut étrange. Tout le monde s'accordait à juger que j'avais « crevé l'écran », les appels pendant la soirée l'avaient indiqué et l'audimat le confirmerait. En tant que journaliste et responsable de l'émission, Virieu était aux anges, mais en tant qu'ennemis de Le Pen, plusieurs masquaient mal leur dépit sous une amabilité de façade. Tous ne s'étaient pas déclarés favorables à ma venue et Virieu devait m'apprendre plus tard qu'il avait été soumis après coup à un véritable tribunal par ses confrères : « On m'a vivement reproché de vous avoir invité. »

Le public, lui, était ravi et le montra. Le lendemain, il affluait par grappes au siège du Front national rue Bernoulli, dont j'avais donné l'adresse pendant l'émission. Le secrétariat n'était pas conçu pour l'afflux de milliers de personnes, le rythme ordinaire d'adhésions étant de quinze par jour environ. On rameuta des militants pour inscrire à la main cette cohue. Les nouveaux déchiraient souvent leur carte du RPR en arrivant. Stirbois, Collinot et Jean-François Touzé tâchaient de repérer ceux qui sortaient du lot pour leur proposer illico de constituer de nouvelles sections. L'appareil du Front national s'étoffa en quelques jours comme jamais auparavant. Nous aurions des troupes pour les européennes.

Les Français avaient assisté en direct à la déconfiture d'un système tenu jusqu'ici pour indiscutable, dont les docteurs n'étaient jamais

inquiétés : cette fois, les juges étaient désarçonnés, leur mécanique s'était grippée. La minute de silence plut particulièrement. Depuis trente ans, politiques et médias professaient sans être contredits une sorte d'antitotalitarisme unijambiste, où seule l'Allemagne nazie était montrée du doigt, tandis que le socialisme soviétique et ses dizaines de millions de morts faisaient partie du camp des gentils. Sans doute Soljenitsyne avait-il bousculé la fourmilière, mais c'était un Russe, dont on parlait dans les émissions littéraires, dans les cénacles intellectuels : là, j'avais remis les pendules à l'heure dans une émission de grande écoute. On entendit le rideau de fer grincer en direct, et les Français se sentirent libérés.

Leur conscience bougeait en cette fin d'hiver. Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale, se préparait à assassiner l'école libre par une loi, sous couleur de construire un « grand service laïque unifié ». Un minuscule député socialiste y ajouta un amendement provocateur. Il s'appelait André Laignel. L'homme avait eu son quart d'heure warholien de notoriété grâce à un sectarisme à couper le souffle, en interpellant lors d'un débat parlementaire en 1981 Jean Foyer, ancien garde des Sceaux du général de Gaulle. Il lui avait jeté, aussi sûr de lui que peut l'être un petit Robespierre : « Vous avez juridiquement tort parce que vous êtes politiquement minoritaire. »

Les évêques et leurs conseils laïques, aussi pusillanimes qu'au temps de la loi Veil, étaient prêts à toutes les compromissions pour conserver leur tranquillité, mais le peuple catholique regimba. Il ne voulait pas que son école disparaisse. Il se souleva, obligeant la hiérarchie catholique à le soutenir, même du bout des lèvres. Après Bordeaux en janvier, Lyon, Rennes et Lille en février envoyaient des dizaines de milliers de manifestants battre le pavé. Le 4 mars nous étions 500 000 à Versailles, et l'épouse de Giscard, Anne-Aymone s'y trouvait aussi.

L'ampleur imprévue du mouvement laissa le pouvoir médusé. Le 24 juin, plus d'un million de catholiques mécontents envahissaient Paris, ce que nul n'avait vu de mémoire d'homme. Savary dut démissionner, et avec lui le Premier ministre Pierre Mauroy. Ce fut la chance de Laurent Fabius. À l'Éducation nationale, Jack Lang négocia une sortie de crise avec le chanoine Guiberteau, représentant de l'école libre. Celle-ci ne profita pas du rapport de force, par la faute d'évêques de peu de foi et d'une bureaucratie gangrenée. Elle devait se laisser peu à peu normaliser par l'État socialiste. La liberté chercherait plus tard refuge dans les écoles hors contrat. Je pus, malgré l'opposition de certains, rejoindre, avec la délégation du Front national, la queue du cortège le 23 juin. En jouant des coudes tout de même. Nul ne nous avait invités, mais on nous laissa pénétrer, devant notre force et notre détermination. Il existait déjà à notre encontre

une sorte d'animadversion méprisante et vaguement craintive, mais pas encore d'interdit formel.

Entre-temps la terre avait tremblé en France. Le 17 juin au soir, le résultat des élections européennes semait le désarroi dans la classe politique. La liste RPR-UDF, emmenée par Simone Veil perdait 1 % des voix par rapport à 1979 mais gagnait un siège, la liste PS-MRG dirigée par Lionel Jospin perdait 3 % et deux sièges, le PC perdait la moitié de ses voix et de ses sièges. Quant au Front national, il atteignait presque 11 %, soit l'équivalent du PC, et envoyait dix représentants au Parlement européen !

« Vague, raz-de-marée, effet Le Pen, percée », la presse usa d'un vocabulaire restreint pour décrire un phénomène qui la navrait dans l'ensemble. Les sociologues et leur grille de lecture marxisante en furent pour leurs frais. Ma liste remportait entre 18 et 19 % aussi bien dans le 8e arrondissement de Paris que dans le 20e : la marquise, la concierge et le fraiseur votaient tous ensemble contre l'immigration, l'insécurité, le désordre, et pour la France. C'était un vote politique de salut public, qui transgressait la loi ordinairement dominante des clientèles et de l'idéologie. Les commentateurs, abonnés aux mièvreries sociologiques, n'étaient pas intellectuellement armés pour comprendre une telle transgression politique.

Pour le PC, c'était le début de la fin ; le PS régressait lui aussi ; le FN était en train de devenir le premier parti populaire. Mon souci immédiat fut de donner une assise solide à un mouvement que le succès visitait à l'improviste. Le poujadisme était mort de son triomphe aux législatives de 1956, faute de cadres formés et d'une doctrine précisément définie pour y faire face.

Quant aux cadres, Jean-Pierre Stirbois travaillait d'arrache-pied à tirer parti de l'engouement que mon *Heure de vérité* avait suscité. Quant aux candidats, j'avais veillé à donner de la tenue à la liste du Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries. Aux six premières places, que je croyais fort probablement éligibles, figuraient, outre moi-même et Jean-Pierre, Michel de Camaret, combattant des forces françaises libres, compagnon de la libération, Olivier d'Ormesson, personnalité du monde agricole, membre du CNIP, maire d'Ormesson, Bernard Antony, cadre de l'industrie pharmaceutique, patron des catholiques traditionalistes du cercle Henri Charlier et de Chrétienté Solidarité, et Gustave Pordea.

Celui-ci a fait couler beaucoup d'encre dans la presse. Elle l'accusa notamment d'être un ancien agent de Securitate, la police politique communiste roumaine. En fait, ce noble transylvain était un ancien diplomate qui avait demandé l'asile politique à la France en 1948. Il était membre titulaire de la Société d'histoire diplomatique de Paris et de l'université de Columbia, auteur de nombreux livres, conseiller

littéraire chez Gallimard. Il a fait condamner tous ses diffamateurs en justice, à commencer par le quotidien socialiste de Claude Perdriel, *Le Matin de Paris*. En lui, c'était tous nos cousins souffrants d'Europe de l'Est, l'Europe de lest jeté au communisme pour assurer notre tranquillité, que j'accueillais fraternellement.

Le succès du Front national dépassa ce que nous avions prévu. Les places suivantes furent fort honorablement occupées par Dominique Chaboche, ancien secrétaire général du FN et cadre supérieur du commerce, mon directeur de cabinet Jean-Marie Le Chevallier, Martine Lehideux, épouse d'André Dufraisse, militante catholique active, et enfin Michel Collinot, notre inventif chargé de la communication.

Quant à la doctrine, nous travaillions d'arrache pied dans l'indifférence générale. Personne ne s'est intéressé à la deuxième édition de *Droite et démocratie économique* parue en supplément de *National Hebdo* au mois d'octobre 1984 et aux différences qu'elle affiche avec la version de 1978. Je tenais pourtant à cette réédition et aux ajouts que j'y fis figurer. Dans les années qui suivirent, le club de l'horloge, les CAR de Bruno Mégret, le conseil scientifique du Front, allaient apporter une contribution intellectuelle importante. *Droite et d*émocratie économique est antérieure à cet apport. Le Front national *d'avant,* le Front national de la traversée du désert, le Front national « artisanal » avait poussé beaucoup plus loin qu'on ne le dit la réflexion doctrinale.

14. En tournée internationale

Le Front national avait changé de nature. Hier simple objet de haine, de mépris ou de dérision, il devenait un placement. Une promesse de succès, un espoir de places, de pouvoir peut-être. Il commença d'attirer des spéculateurs plus ou moins habiles.

Certains d'entre eux ont beaucoup apporté au Front. Bruno Mégret, Jean-Yves le Gallou furent des hommes de droite et des patriotes, chacun à sa manière. Il y eut d'autres ralliés de haut niveau. Mais, tout en maintenant la porte ouverte aux ouvriers de la onzième heure, il me fallait tenir l'œil ouvert lui aussi, pour trier correctement les arrivants et garder la main sur le mouvement.

J'ai bien écrit *ouvriers de la onzième heure*. Il ne faut pas commettre d'anachronisme. La onzième d'alors paraît la première d'aujourd'hui. J'ignorais que trente-quatre ans plus tard Bruno Gollnisch demeurerait l'un de mes plus anciens compagnons encore au Front.

La liste des européennes avait fait couler de l'encre, celle des législatives 86 devait en faire couler beaucoup plus. Entre les deux, il y aurait les cantonales de 85 et quelques ralliements plus ou moins importants. Celui de Pierre Ceyrac a pesé lourd. C'était le neveu « des Ceyrac », famille catholique périgourdine, en particulier celui de François Ceyrac, ancien président du CNPF, l'ancêtre du MEDEF. Il était le représentant pour la France de l'Église de l'unification, *alias* Causa international, *alias* la secte Moon, association dirigée par un religieux coréen de l'espèce syncrétiste, le révérend Moon, et son bras droit, le colonel Bo Hi-Pak. Il se poussa auprès de moi en faisant valoir le caractère fermement anti-communiste de Causa et ses nombreuses relations internationales. Il ambitionnait de devenir député du Front national, proposant en échange à celui-ci une aide matérielle et humaine de Causa. Nous manquions de moyens logistiques, je fis affaire. Son fantastique carnet d'adresses surtout m'intéressait. Soustelle et Marie-France Garaud en avaient bénéficié avant moi et s'en étaient fort bien trouvés.

Or il était capital que j'acquière une certaine surface sociale internationale, que je ne demeure pas, quand le succès électoral se dessinait, le « marginal » décrit naguère par Jacques Dominati. Avec Jean-Marie Le Chevallier et Olivier d'Ormesson, Ceyrac m'organisa en 1985 un tour du monde afin que j'y rencontre le plus possible d'hommes d'États étrangers.

D'autres m'y aidèrent. Aux États-Unis, mon *go between* préféré était

Henri Fischer. Nous finîmes par nous lier de près, il était de San Diego, un endroit charmant, au sud de Los Angeles, une *bourgade* de deux millions d'habitants à laquelle la montagne proche donne un climat méditerranéen délicieux. Il cultive des avocats. J'ai bien connu sa famille, ses cinq enfants. C'était un homme extraordinairement introduit à New York, il est devenu l'intime des Clinton. C'est par lui que j'ai rencontré Reagan, et le frère de Walt Disney, qui me raconta qu'ils étaient normands d'origine dans la famille, d'Isigny, Disney, je ne sais si je dois y croire.

Fischer m'a fait entrer à son club très fermé, le Cosmos Club. Cela a mis les officiels français en colère. L'ambassadeur à New York appelle à ce sujet le président du club, le capitaine Miles Duval, que cette ingérence inconvenante a outré. Il le lui a dit en des termes bien peu diplomatiques : « Monsieur l'Ambassadeur, allez vous faire f… »

À ma conférence au Cosmos, j'ai parlé notamment de la liberté d'expression que les amendements n° 1 et n° 2 de la constitution des États-Unis ont pour fonction de protéger. L'assistance appréciait et m'a posé énormément de questions. L'élite américaine tient à sa liberté, elle me demandait comment il se fait que des Français puissent être poursuivis, frappés d'amende ou de peines de prison pour avoir exercé leur droit de s'exprimer. Je leur répondis : « Parce que nous n'avons pas d'amendement n° 1. »

Et je leur appris l'existence de la loi Gayssot. Je dois dire que j'ai eu un petit succès de fou rire quand je leur ai expliqué qu'un député communiste avait formulé la loi régissant notre liberté d'expression ! Un sénateur s'est étonné que les Français ne reconnaissent pas mieux le rôle capital de Louis XVI dans la formation des États-Unis d'Amérique et a déploré qu'il ait été victime des « guillotineurs assoiffés de sang ». Un membre de la société Jefferson s'indignait qu'on pût mettre en parallèle la guerre d'indépendance américaine, animée par « les nobles principes de la liberté » et la Révolution française « fondée sur le génocide ».

Cette journée au Cosmos m'ouvrit bien des portes. Les Filles de la Révolution américaine me reçurent au domaine de George Washington au Mount Vernon où depuis Trump a reçu Macron. L'université catholique de Georgetown, à Washington, me demanda une conférence. Les sénateurs m'invitèrent à un déjeuner de travail. Une fois la nourriture apportée, on ferme les portes. J'ai assisté aux débats d'hommes politiques qui ont, par leur faible nombre, un autre poids que nos sénateurs. Le sénateur Jesse Helms se déclara honoré de partager avec moi le pain et le sel, sept autres en firent de même et m'adressèrent une lettre me souhaitant le succès à la prochaine élection présidentielle. D'autres membres du Tout-Washington m'ouvrirent leurs portes, y compris dans la haute hiérarchie militaire

des États-Unis.

J'ai même eu un court entretien avec Arnault de Borchgrave, le directeur du *Washington Times*, pour lui signaler un manque de respect des faits dans le papier qu'il m'avait consacré. Il m'a valu l'une des plus grandes surprises de ma vie : il a reconnu les faits et il s'est excusé. C'est là que j'ai compris que je n'étais pas en France. Un journaliste admettait avoir attaqué Le Pen à faux et lui en demandait pardon ! Incroyable !

Venait d'avoir lieu en Californie un référendum victorieux (la « proposition 13 ») sur les abus fiscaux de l'administration en matière de biens immobiliers. Les organisateurs de la chose, Howard Jarvis et Paul Gann m'invitèrent à Sacramento, la capitale de l'État, pour fêter leur victoire. Nous avions des ennemis en commun, la grosse bureaucratie, les gros médias, une fiscalité destructrice. Je recueillis des ovations énormes en citant Reagan : « Dans la crise d'aujourd'hui, le gouvernement n'est pas la réponse à notre problème, c'est le gouvernement notre problème ! »

J'ai sympathisé particulièrement avec le sénateur Helms. Il était le président de la commission de l'agriculture, mais ne s'y trouvait pas bien et souhaitait passer aux affaires étrangères. Le malheureux, on lui a vite fait comprendre qu'il n'en était pas question ! Les gens qui avaient dépensé des millions de dollars pour le placer à l'agriculture se fichaient pas mal des affaires étrangères. Il est resté à l'agriculture. Une autre fois j'ai remis un *award* à l'inventeur de la machine à détecter le mensonge.

Un de mes moments préférés dans cette tournée fut peut-être la conférence que j'ai donnée au CFR sur le poujadisme. C'était jouissif, le *Council for Foreign Relations* est, on s'en souvient, la grosse institution mondialiste qui influence la politique des États-Unis. Mais j'aime peut-être encore mieux mon déjeuner au Waldorf avec les délégués des organisations juives américaines. Ils étaient quarante, dont le fils Bronfman, l'héritier du géant des spiritueux, et peut-être, m'a-t-on dit depuis, Netanyahu. Je ne me rappelle pas, il n'était pas encore grand-chose à l'époque. Ils voulaient savoir ce que j'avais dans le ventre, et en bons Américains, pensaient que le mieux était de me le demander. Au début il y a eu comme une seconde de trac. J'ai commencé : « Il me semble qu'il y ait un contentieux à mon égard. Je vais vous dire les choses telles que je les pense, si c'est compatible avec votre manière de voir, tant mieux, sinon tant pis. »

À la fin du discours, j'ai eu droit à une *standing-ovation*, et le fils Bronfman m'a raccompagné jusqu'à mon avion.

En Amérique du Sud, j'ai été reçu par le général Pinochet au palais de la Moneda. Plus que le contenu politique de l'entrevue, c'est un contretemps qui m'a marqué. L'officier chargé de passer nous prendre

à notre hôtel m'avait sottement manqué. Nous arrivons à la Moneda avec une heure de retard. Pinochet était là, avec ses officiers en rang d'oignons, raides comme la justice. Ils attendaient. Un rien maussades tout de même.

J'ai voulu voir Menem en passant en Argentine mais il n'était pas là. Il m'a fait tenir un message aimablement diplomatique, comme quoi il comptait sur ma visite à mon prochain passage, je serais toujours le bienvenu, etc.

En Asie, j'ai eu des conversations avec le président des Philippines Marcos et Cory Aquino. Imelda, l'épouse de Marcos, s'était constitué une collection de chaussures à la manière de la Bibliothèque nationale, qui impose le dépôt légal des livres parus : tout grand chausseur se sentait tenu de lui faire cadeau d'une paire. Le résultat ne vaut pas la collection de Jany. Plus amusante était l'origine de la fortune de Marcos. À la fin de la guerre, il fit prisonnier le général japonais qui commandait le Sud-Est asiatique et l'avait beaucoup pillé. Les Américains le sommèrent de le leur livrer pour le pendre mais il refusa. Le général en fut touché : « Par gratitude, je te donnerai l'un de mes trois trésors. »

Il s'agissait d'un gros stock d'or. L'histoire ne figure dans aucune histoire des Philippines mais je l'ai entendue de la bouche des Marcos. Cory Aquino était moins pittoresque. Elle succéda à Marcos en 1986, avec l'appui des Américains qui saisirent l'occasion d'une élection truquée à la fois par lui et par elle pour le débarquer.

Le lecteur juge peut-être que je n'ai pas tiré grand-chose d'un tour du monde visant à me donner une stature internationale. Cela dépend du point de vue où l'on se place. Pour moi qui n'étais encore quelques mois plus tôt que le chef de ce que la presse nommait un groupuscule d'extrême droite, je commençais à me faire connaître. Et puis j'eus quand même une vraie conversation politique avec l'homme qui dirigeait alors la troisième puissance économique du monde, Yasuhiro Nakasone, Premier ministre du Japon. L'ambassadeur de France, Pérol, m'avait reçu fort gentiment la veille, son épouse était catholique traditionaliste. Il tint à m'accompagner lors de mon entrevue avec le premier nippon. En sortant, il me dit :

« À considérer la marche sur laquelle M. Nakasone s'est placé pour vous recevoir et faire ses adieux, vous avez eu le traitement d'un chef de gouvernement. »

Tout est réglé là-bas comme un ballet de symboles. Quand j'arrivai à l'avion du retour, un membre du cabinet de Nakasone me remit de sa part un éventail qu'il avait lui-même décoré à la main. Il y avait sans doute une raison politique à ces faveurs : je venais de faire la proposition que le Japon soit considéré comme le troisième pilier du monde libre, avec l'Europe et les USA, et qu'il puisse changer de statut

militaire pour se rendre une armée. C'était quelque chose de très cher aux Japonais, à leur orgueil et à leur sécurité. Cela me rendait populaire à leurs yeux.

J'avais fait aussi une visite au cénotaphe national où sont inscrits les noms de centaines de milliers de Japonais tombés pour la patrie. Y compris un certain nombre de « criminels de guerre », a relevé notre presse, ajoutant son éternelle question (elle n'en a qu'une au fond sous divers masques) : « Vous vous souciez donc de rendre hommage à des gens condamnés comme criminels de guerre ? »

Mais, bougres d'ânes, je suis au Japon, je me plie aux règles japonaises, je ne suis pas venu faire la loi, ni m'associer à la division d'un peuple, aux jugements qu'on porte sur lui ! Je ne me sens pas investi d'un droit d'ingérence universelle ni d'une mission de redressement planétaire. Je rends hommage à ce peuple. Et ce grand peuple m'émeut, bien qu'il ait été notre ennemi en Indochine. Dans le parc j'ai remarqué une statue de cheval, de chien, de pigeon, toute une ménagerie d'animaux combattants, honorés comme tels, et cela m'avait touché. Notre monde et le leur se sont un peu rapprochés mais restaient très éloignés l'un de l'autre voilà encore trente ans. Était-ce un mal ? Je ne vois pas sur quoi me fonder pour l'affirmer. J'aimerais que les éternels inquisiteurs mettent sur la table leurs critères de jugement, que l'on s'amuse un peu.

Ça me rappelle Hong Kong, avant. Sur le conseil de mon ami Raffit, je m'y habillais. Ils faisaient tout sur mesure en un clin d'œil pour pas cher. À chaque passage je commandais deux douzaines de chemises, une de blanches, une de bleues, plus six fantaisies, plus chères. Les chaussures en lézard, sur mesure, valaient trente dollars. Mon plus grand plaisir était de me balader dans les rues les mains dans les poches, incognito. Parfois, sur la fin, ils me reconnaissaient quand même. Un vieux Chinois m'a arrêté sur le trottoir :

« Vous n'êtes pas Monsieur Le Pen ?

– Moi ? Non.

– Mais vous lui ressemblez.

– Bien sûr, c'est mon cousin germain.

– Ah quand même vous lui ressemblez beaucoup. »

C'est un petit plaisir de se promener tranquille sans être un total inconnu. Désormais je n'avais plus le temps de m'adonner à de pareilles gamineries.

15. Escale en Nouvelle-Calédonie

Avant de rentrer en métropole, je fis un grand crochet par la Nouvelle-Calédonie, petit bout de France des antipodes (le voyage est une épreuve d'athlétisme), parce que la situation y était grave : les autorités françaises et les très gros possédants préparant comme toujours une fuite en douceur, pendant que le peuple national commençait à se tourner vers nous. Le Premier ministre Laurent Fabius avait nommé l'ancien commissaire général Edgar Pisani ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie. Il avait donné mission à cet indépendantiste déclaré de charcuter les circonscriptions pour favoriser le FLNKS de son ami Jean-Marie Tjibaou.

Ce voyage est un très joli souvenir pour moi, hélas triste : j'y éprouvai plus vivement qu'ailleurs la force de l'attachement national, mais aussi plus nettement la volonté de rompre l'unité nationale qui animait alors des hommes dits de droite. C'est en Nouvelle-Calédonie que me fut révélé le mépris de la nation qui animait Jacques Chirac.

En Nouvelle-Calédonie il y a deux fléaux internes, le gauchisme et l'alcool, et un externe, l'Australie, qui lorgne les richesses de l'île. Le gauchisme a fait la Kanaky, le problème Kanak, produit des fumées post soixante-huitardes et du terrorisme international : Éloi Machoro, leader des excités kanaks à l'époque, avait fait son premier stage terroriste dans la Libye de Kadhafi.

Avant 1970, il y avait, sur un territoire sous-peuplé (sept habitants au kilomètre carré), des colons français nommés Caldoches, des Chinois, des Wallisiens, des Tahitiens, des militaires et fonctionnaires métropolitains qui vivaient en bonne intelligence avec des tribus canaques qui ne se comprenaient entre elles qu'en Français et vivaient dans l'ensemble selon la règle compliquée de la coutume, en ne produisant que le strict nécessaire à leur survie, délaissant les bonnes terres mises en valeur qu'on leur avait attribuées. Toutes les revendications, tous les heurts sont venus à la suite des quelques agitateurs gauchistes dans les années soixante-dix, au nom d'un droit du premier occupant dont les mêmes affichent leur horreur en métropole.

L'alcool, lui, rend follement agressives des populations d'ordinaire pacifiques. Les nuits de week-end en Nouvelle-Calédonie sont dangereuses. Quant à l'Australie, elle s'apprête à s'approprier les richesses de l'île comme elle l'a déjà fait à moitié pour la Nouvelle-Guinée, et Lafleur, grossium du nickel et ponte du RPCR, le RPR local,

avait déjà liquidé le gros de ses avoirs pour se rabattre sans douleur en métropole. C'est sur cette toile de fond que j'ai débarqué à l'aéroport de Nouméa, La Tounta. Un hélicoptère nous emmena vers la capitale, distante de cinquante-deux kilomètres, où nous attendait une foule enthousiaste. Parmi elle un grand et beau jeune homme, ancien pilote de rallye, qu'un tir de grenade lacrymogène au visage par un CRS lors d'une manifestation loyaliste avait rendu aveugle. Comme je lui demandais ce que je pouvais faire pour lui, il me répondit simplement : « Rien, Jean-Marie. Il y a des gens plus malheureux que moi. Occupez-vous de sauver la France. »

C'était un militant du Front national, Richard Gauzère. De là je me rendis à Thio, dont l'ancien maire, Roger Galliot, avait fondé la section locale du Front national en réponse aux exactions des indépendantistes et à la mollesse coupable du gouvernement. En novembre avaient eu lieu ce que nos journaux nommaient pudiquement « les événements de Thio ». Des bandes indépendantistes armées avaient investi la ville, Éloi Machoro à leur tête, pillant, brûlant, et violant de nombreuses Wallisiennes. Il y avait eu un mort. En l'absence de réaction appropriée des autorités, les locaux avaient dû organiser des milices pour rétablir la sécurité, ce qui avait causé quelques blessés de part et d'autre.

Je rendis visite aux familles des Wallisiennes violées puis partis faire le tour des cimetières. Je m'inclinai d'abord sur la tombe d'Yves Tual, neveu de Roger Galliot, abattu dans la brousse par des tueurs du FNLKS en embuscade, puis celle de Lucien George, découpé à la machette par les valeureux militants indépendantistes alors qu'il avait quatre-vingts ans. Les coupables de ces deux assassinats n'avaient été inquiétés ni par la police et la justice socialistes ni par le tout-puissant RPCR. Puis je me rendis sur une autre tombe, qui m'était chère, celle de Jean Brune. Ce pied-noir triste et sombre s'était réfugié ici après la catastrophe de 1962 pour continuer à écrire ses livres poignants. Il avait rêvé jusqu'à la fin d'une France réconciliée où Gabriel Péri et d'Estienne d'Orves, les fusillés de Châteaubriant et le maréchal Pétain seraient enterrés ensemble sous l'Arc de triomphe. Je crains hélas qu'il lui faille attendre.

Je rencontrai aussi des vivants. Un soir, sur la plage de l'île des Pins, des Kanaks, dont on pouvait deviner l'opinion politique à leur visage fermé, à leurs gestes presque agressifs. Mais c'étaient des pêcheurs et je leur racontai que mon père l'était aussi. Nous avons causé, puis chanté ensemble. La conquête des cœurs se fait discrètement, en mêlant empathie et respect. La visite de l'île des Pins fut dans son ensemble un grand moment.

L'île était alors un fief du FNLKS, et c'était aussi la terre natale de notre responsable mélanésien du Front, François Néoéré, qui nous

reçut de façon grandiose. À Vao, le village principal, je fis la coutume avec le grand chef, qui était alors Samuel Vendegou. Je lui offris un coupon de tissu, deux paquets de Gauloises, du tabac à chiquer, des allumettes et un peu d'argent. C'était pour lui et moi un jeu éminemment sérieux, sous les longues palmes des arbres qui se balançaient mollement. Les hommes ne se passent pas de rite sans danger.

Quelques heures plus tard, dans la foule du meeting, je remarquai d'assez nombreux partisans du FNLKS. Le maire en était membre mais, fidèle à l'hospitalité, fit honneur au banquet donné ensuite pour nous. Il m'expliqua le pourquoi de son « indépendantisme » et je dois dire que je le compris très bien : il était dirigé non pas contre la France, mais contre le RPCR et ses commanditaires, Lafleur, Laroque, Lavoix, les trois L, et les autres richards chiraquiens qui, sous couleur de représenter la France, imposaient une oligarchie dont ils tiraient le plus grand profit.

Comme le repas avançait, des *popinées*, comme on dit là-bas, des femmes, approchèrent en cortège, entonnant « Sainte Anne, ô bonne mère ». Cela me transporta dans mon enfance à Auray. Toute l'assistance, moi le premier, reprit en chœur ce vieux cantique breton. Même le maire FLNKS. Puis, sur la fin, vint le *Pilou*. Il s'agit d'une danse guerrière très martelée. J'ai toujours aimé danser. Je me levai pour piétiner en cadence avec des guerriers en pagne dont le dos portait, peint en rouge, une magnifique profession de foi : « Vive Le Pen ! »

Du coup tout le village se joignit à nous, et l'on finit par s'embrasser, FN et FNLKS, affectueusement – fraternellement.

Je ne leur épargnai pas un « Sé canto » qui s'accordait à cette heure ouvertement sentimentale. Nous nous quittâmes en chantant tous ensemble « Ce n'est qu'un au revoir. »

J'en connais qui vont sourire finement. Pourtant cette manière d'exercer la nationalité française est plus efficace et plus conforme au génie de la France que les finasseries de nos politiciens professionnels. Ceux-ci s'évertuent en effet à miner l'unité nationale, j'en eus un exemple patent durant mon séjour. Je visitais la région centre, et plus particulièrement la famille Moglia, dont l'un des frères, Jean-Charles, était notre candidat aux prochaines territoriales. Son père, quatre-vingt-cinq ans aux maracujas, avait son propre ranch à côté, et un peu plus loin son frère René, qui avait épousé une Mélanésienne dont il avait recueilli chez lui le grand-père, ancien chef coutumier de la tribu des Haouli dans le Négropo.

La sylve tropicale et le beuglement du bétail emmenaient mes rêvasseries du soir quelque part entre Virgile et Bernardin de Saint-Pierre quand on m'apporta le journal local : Dick Ukeiwé, le sénateur

RPCR du coin m'y adressait une lettre ouverte. Il adjurait Moglia, au nom de la France, de retirer sa candidature pour ne pas faire passer le FNLKS dans la région centre, proprement charcutée par Pisani à cet effet. Cette façon de faire qui sentait sa comédie m'exaspéra : si l'intérêt national avait tant compté pour le RPCR, ils auraient pu me passer un coup de fil au lieu de procéder par voie de presse de façon si mélodramatique. D'autant que nous avions, nous, approché le RPCR pour faire barrage aux séparatistes sans recevoir d'autre réponse qu'un non très sec. Les locaux avaient cédé à un ukase venu de Paris. De Chirac.

Malgré la peine de nos militants et l'immoralité de la démarche, d'accord avec Jean-Charles Moglia, nous acceptons de nous retirer, pour ne pas risquer de donner la Nouvelle-Calédonie aux indépendantistes. Le RPCR ne nous en saura pas gré, adaptant à la situation locale l'antienne chiraquienne (« Le FN fait le jeu de la gauche ») par cette variante pas plus inventive : « Voter Front national c'est voter Tjibaou ! »

Dick Ukeiwé n'aura pas un mot pour nous remercier de notre retrait. Ce mépris de nos électeurs portera des fruits amers : le FLNKS arrivera en tête dans la région centre malgré notre sacrifice. Le RPR et son expression locale auront réussi à être à la fois inefficaces, injustes, et bas.

Présent en Nouvelle-Calédonie en même temps que moi, Chirac se gardera bien d'attaquer la politique du gouvernement socialiste là-bas, comme s'il voulait par avance préparer la cohabitation avec Mitterrand en 1986. Quant à la télévision socialiste de Nouvelle-Calédonie, alors que les foules les plus nombreuses et les plus enthousiastes se pressent à mes réunions, elle n'en eut que pour Chirac. Cette préférence-là aussi est un signe.

Avant de quitter cette France du bout du monde, j'eus un moment d'affreuse tristesse. En pensant à Chirac : même quand il s'agissait de la survie de la France et de son unité, un homme qui avait fait carrière sur les mots d'intérêt national et d'unité nationale ne savait pas s'extraire de ses petits calculs pour serrer les rangs. J'en déduisis que la France était vraiment peu de chose pour lui, juste une enseigne publicitaire.

16. Chirac, ou la fracture nationale

Les trois ans qui venaient de passer auraient dû voir le triomphe de Chirac. À partir de l'échec du PS aux législatives partielles de 1982, suivi des manifestations pour l'école libre et de la poussée électorale continue contre la gauche, il jouit d'une exceptionnelle conjoncture politique. Le peuple ratifie la position de droite nationale que lui ont tracée Marie-France Garaud et Pierre Juillet. Il lui suffit de tenir fermement son cap pour ramasser la mise. Le faible poids, à l'époque, de l'électorat immigré et la désaffection de la gauche lui garantissent une marée d'électeurs autour d'une droite décidée. Il ne risque pas perdre au centre ce qu'il gagne à droite : il peut compter sur une majorité de type juin 68.

Si donc il avait persisté dans son discours de droite, je n'avais ni place ni utilité.

Or c'est le moment qu'il choisit pour lancer la stratégie inverse. En fonçant à gauche, il m'ouvrait un boulevard. En refusant avec hauteur et grossièreté toute alliance, il révulsait son aile droite et la poussait dans mes bras. C'est incompréhensible si on le considère comme un homme de droite recherchant le pouvoir. Si l'on accepte au contraire de penser qu'il n'était, ni n'est, de droite, tout s'éclaire. Chirac a sacrifié son destin de président en 1988 à ses convictions de militant politique de gauche. Cela peut surprendre, et pourtant, ses proches lieutenants envoyaient des signes clairs à l'opinion. Ainsi Jacques Toubon avait-il confié au *Monde* du 3 février 82 : « Jospin, à l'ENA, j'étais plus à gauche que lui ! »

Comme si c'était un titre de gloire ! Sur l'immigration, Chirac était clair dans le néfaste. Dès la fin du mois d'octobre 1977, il avait déclaré : « Lier le chômage à la présence des immigrants est une réaction primaire. »

En 1979, il s'était prononcé aussi pour le vote des immigrés aux élections municipales (donc indirectement aux sénatoriales). À l'heure de vérité, en juin 1982, il pontifiait sur le registre moral : « Il serait inadmissible de renvoyer maintenant les immigrés. »

Les petites phrases démagogiques (et vulgaires) qu'il devait lâcher plus tard pour tenter de capter l'électorat populaire relèvent donc du pur théâtre politique.

Il avait aussi voté avec la gauche la loi Sécurité et liberté, poussé en avant la loi Veil, il était le premier ministre du regroupement familial. Quand le quotidien britannique de gauche *The Guardian*

l'interrogea sur le Front national, il laissa tomber : « L'honneur du gaullisme est d'avoir toujours marginalisé l'extrême droite. »

J'avais envie de lui répondre : toujours pas à Londres avec De Gaulle, le BCRA était farci de gens d'extrême droite ! Pas au RPR non plus, dont le service d'ordre était alors commandé par l'ancien lieutenant Dupont, qui s'était illustré en Algérie dans les commandos Delta !

Quoi qu'il en soit, étant donné l'idéologie dont Chirac était tissé, et qui n'avait pas varié depuis le temps où il vendait *L'Humanité* à la criée et signait l'appel de Stockholm, son refus de saisir la main que je lui tendais était logique. Sans doute voulait-il le pouvoir, mais il ne voulait pas le devoir à une coalition des droites ni se trouver forcé à mettre en œuvre une politique de droite.

Ce qui est extraordinaire, c'est qu'il dirigeait ce que l'on tenait pour le plus grand parti de droite en France, et que les membres de ce parti le gardaient à leur tête. C'est la preuve, d'abord, de la force d'un appareil qui ne s'embarrassait pas de démocratie, ensuite, de l'infiltration gauchisante, sans doute maçonnique, de cet appareil.

Si l'on excepte quelques jours après la municipale de Dreux, il m'a toujours exclu avec constance. Pourquoi ? Dans une confession au *Quotidien de Paris*, il avouait pourtant : « Le Pen et moi n'avons pas les mêmes idées, mais ce n'est en aucun cas un fasciste ! »

Certains expliquent l'ostracisme constant dont m'a frappé Chirac par le « piège de Mitterrand ». Ce n'est pas convaincant. Sans doute, Mitterrand, ayant vu très vite l'impasse où le menaient la catastrophe économique et la désaffection populaire qu'il provoquait, comprit qu'il ne pourrait se maintenir que par artifice. Après 1984, quand le PC fut descendu à 10 % et nous montés à peu près au même niveau, l'attelage des gauches ne pouvait continuer, l'arithmétique lui imposait de diviser les droites.

Il est tout aussi clair que Mitterrand se servit de notre croissance à cet effet. Mais cela ne nous dit pas pourquoi Jacques Chirac est tombé dans ce piège visible comme le nez au milieu de la figure. Rien ne l'empêchait de faire alliance avec le FN. On l'a vu à Dreux, où nous n'étions pas encore frappés de diabolisation majeure. L'alliance des droites, que je proposais depuis 1974, que préconisaient certains amis de Chirac, Junot, Malaud, restait possible. Chirac n'en voulut pas. Même après les législatives de 1986, bien que le Front national fût devenu une force politique durable dont la droite aurait besoin pour prendre le pouvoir, il maintint une exclusion qui devait lui coûter en 1988 la présidence de la République.

Pourquoi ?

La solution échappe à la pure rationalité. Jean Madiran et François Brigneau, deux grands journalistes de la droite nationale, ont émis une

hypothèse. Ils pensaient que Chirac a respecté l'engagement pris avant les législatives de 86 par Alain Madelin auprès du B'nai B'rith, au nom du RPR et de l'UDF, de ne jamais passer avec le FN d'alliance nationale. L'un des anciens dirigeants du B'nai B'rith, Yves-Victor Kamami, reconnaît et la rencontre au début de 86 et l'engagement, même s'il critique le mot « pacte ». Ôtons donc le mot pacte. Il n'y a pas eu signature, mais il y a eu engagement, cela ne relève nullement de la théorie du complot. La collection du *Monde* et celle du *Monde juif* le confirment.

La vraie question est : peut-on croire que la politique menée par Chirac se déduit de cet engagement ? N'est-ce pas prêter trop d'influence au B'nai B'rith ?

Elle n'est pas tranchée. Cela fait des années que j'ai demandé aux partis dits de droite d'expliquer pourquoi ils m'excluent, et ils n'ont jamais répondu. Il y a bien un critère qui détermine si l'on est fréquentable ou non. J'aimerais qu'on le définisse et qu'on en discute.

Quant au B'nai Brith, je ne crois pas qu'il s'agisse d'une simple association de bienfaisance. Et j'observe que les organisations qui se réclament de la communauté juive ont du poids. Le Tout-Paris républicain se presse au dîner du CRIF. Certains en sont exclus. Sur quels critères ? On en revient toujours à la même chose, qu'est-ce que l'extrémisme ? Peut-on définir l'extrémisme comme ce qui déplaît au CRIF, et la république comme ce qui plaît au CRIF ?

Ne restreignons cependant pas le problème au CRIF ni à d'autres institutions du même type. Il est possible qu'elles n'aient servi que de témoins et de surveillants, autrement dit que Jacques Chirac se soit engagé auprès d'elles à mener la politique qu'il avait décidé de mener, afin de lier ceux de ses alliés ou partisans qu'il sentait tentés par une alliance des droites.

La véritable énigme reste donc Jacques Chirac.

En 1985, lors de mon voyage en Nouvelle-Calédonie et de la préparation des législatives, les militants de droite étaient remontés par la dérive mitterrandienne de la société française. Ils manifestaient des convictions et préconisaient des solutions proches du FN, parfois plus radicales. Cela se traduisit par une plate-forme de gouvernement RPR-UDF en vue des législatives qui pompait littéralement le programme du FN. C'est alors que Bernard-Henri Lévy jeta dans la presse l'« interdit » contre le Front national, qui se traduisit par la stratégie du « cordon sanitaire » menée par Chirac à l'Assemblée nationale, malgré le désir de nombreux élus de droite de se rapprocher de nous.

Qu'est-ce qui a fait marcher Chirac ? C'est la grande question non résolue qui a donné forme à trente ans de politique en France. Pourquoi, sous quelle influence Jacques Chirac est-il volontairement

tombé dans le piège de François Mitterrand et a-t-il de ce fait sacrifié son élection en 1988 ? Pourquoi a-t-il rejeté l'alliance du Front national, grâce à laquelle la droite aurait pu mener une politique de droite et sauver la France que nous avons aimée ?

Il me semble que la réponse est dans la question. Au-delà des détails et des manœuvres politiciennes, je crois tout simplement que Chirac ne voulait pas sauver cette France, qu'il était d'accord avec la gauche pour faire advenir ce qui est advenu.

Il était d'accord avec la gauche, nourri de la même idéologie, pour changer la France et remplacer son peuple. Ce n'est pas un hasard s'il allait faire tant de tintouin, plus tard, sur la fracture sociale. Étudiant marxiste vieilli, Chirac n'accorde nulle importance à la lignée ni au territoire, son monde se divise exclusivement en classes. La nation est pour lui une vue de l'esprit qu'il convient de jeter aux poubelles de l'histoire. Je n'ai pas tout de suite mesuré l'irréfragable solidité des convictions antinationales de Chirac, mais j'ai senti sa haine. Si Chirac ne voulut pas d'une majorité de droite nationale qu'essayaient de négocier Junot, Violet et Malaud, c'est qu'il haïssait la droite et la nation.

On rapprochera cela de plusieurs décisions antérieures, loi Pleven, décret Gorse, avortement, régularisation des clandestins, ouverture à l'immigration. Tout se passe comme si *on* avait abandonné la question nationale à l'extrême droite pour la marginaliser. La grammaire aide ici la politique : le pronom personnel *la* représente et l'extrême droite et la nation. Comme si les efforts du FN pour sauver la France avaient été exploités par la dialectique du système pour enterrer la France. Comme si Mitterrand et Chirac avaient organisé l'impuissance de la droite en gelant, par le décret d'exclusion signifié contre moi, la part active des électeurs nationaux.

Les élections avaient eu lieu le 16 mars 86, le 2 avril nous eûmes un groupe, des bureaux, des moyens politiques. Je retrouvais l'Assemblée nationale, la salle des Quatre colonnes, le roulement de tambour des gardes républicains, les huissiers à chaîne, tout le décorum de la démocratie. Ce fut une satisfaction personnelle, bien que mes illusions de jeune homme fussent loin et que je n'eusse personne pour la partager, ma mère morte, Pierrette partie. La longue marche aride finissait. Je déposai en silence le chameau mental que je portais sur les épaules depuis 1962.

L'eau du fleuve avait complètement changé. J'avais connu la fin tumultueuse de la IVe, l'extrême liberté des parlementaires, leur toute-puissance souvent nocive, puis la mise au pas de la Ve, le bruit des godillots au Palais-Bourbon, notre impuissance à sauver l'unité de la république en 62. Qu'allais-je découvrir en 1986 ? Une VIe République sans le dire ? Le fondement tacite de la Ve en effet, l'accord en tandem

du Premier ministre et du président sous la direction de celui-ci, sauvé de justesse en 1978, était rompu depuis les élections. On entrait dans l'inconnu, la cohabitation entre Mitterrand et son nouveau Premier ministre Jacques Chirac à qui Laurent Fabius avait symboliquement passé le relais le 20 mars.

Le 8 avril le président fit lire un message à l'Assemblée, sur le thème : la Charte, toute la Charte, rien que la Charte – lisez bien sûr la Constitution. Il craignait apparemment que le chef du gouvernement, naguère peint en facho par les journaux de gauche, ne brutalise les institutions. Celui-ci n'y songeait pas. Il prononça le lendemain 9 avril un discours de politique générale digne de l'énarque qu'il était, sur le thème du « mouvement d'espérance » qui agitait selon lui la France après cinq ans de gouvernement socialiste.

Or, si certaines espérances s'étaient levées depuis trois ans, il était là pour les éteindre, il y parvint. Il y veilla élection après élection.

En 1956, les poujadistes étaient entrés à l'Assemblée en surprenant les pronostiqueurs. Une campagne ultra rapide avait fait élire sur une poussée d'exaspération cinquante-trois députés, dont la plupart n'avaient pas la formation nécessaire à bien exercer leur mandat. Cette fois, rien de tel. La France était en campagne depuis 1983, municipales, européennes et cantonales avaient permis d'étalonner les forces, le débat avait été long et dur. Le système avait employé tous ses moyens à éliminer le FN à l'aide de plusieurs campagnes de dénigrement. Pourtant nous avions trente-cinq élus, plus que le Parti communiste, dans l'ensemble d'excellente qualité. Mieux encore, nous avions amené le débat sur nos idées, nous avions mis sur la table l'immigration, ses liens avec le marasme économique et l'insécurité. Nous avions obligé la droite à prendre position sur la question.

Chirac réagit aussitôt. Il lança contre notre remarquable équipe, que la géographie de l'Assemblée plaçait à l'extrême droite du président de séance, la consigne de l'isoler par un « cordon sanitaire ». Tel fut le vocabulaire employé, que nul, dans ce cas, ne jugea *nauséabond*. Les députés de sa majorité ne devaient ni voter les textes que nous proposerions ni nous adresser la parole. Le journaliste Franz-Olivier Giesbert devait révéler plus tard que Chirac avait choisi lui-même les députés RPR limitrophes des nôtres afin de s'assurer que la consigne soit bien respectée.

Cependant était apparu au cours de la campagne électorale un phénomène que l'on nomme aujourd'hui la « porosité » de nos électorats. Lassés de la mollesse de la fausse droite, de nombreux Français rejoignaient les rangs du FN, d'autres plus nombreux votaient pour lui, c'est pourquoi le RPR et l'UDF avaient copié leur plate-forme de gouvernement sur notre programme afin d'éviter une plus forte hémorragie. La France se posait maintenant une question simple :

Chirac allait-il tenir les promesses qui l'avaient fait vice-roi, allait-il mener les réformes annoncées et satisfaire le mouvement d'espérance qui nourrissait sa rhétorique pâteuse ?

La gauche le redoutait, les naïfs de la droite l'espéraient. En tant que président du Front national, comptable de l'espoir de mes électeurs, il me revenait d'en juger, vite et juste ; en tant que président du groupe Front national, il m'appartenait d'exprimer nettement ce jugement. Ma responsabilité était importante. Nous eûmes un débat. Le subtil Bruno Gollnisch prônait l'abstention, afin de « laisser sa chance à Chirac » et de ne le condamner qu'après, sur pièces. Cela me sembla bien byzantin. Aucun d'entre nous ne croyant que Chirac eût la volonté de bien faire, c'était un stratagème un peu vain, surtout peu compréhensible par nos compatriotes. Il fallait être plus clair. Je répondis à Gollnisch : « Les Français ne nous ont pas élus pour que nous nous abstenions ! »

C'est dans cet esprit que je montai à la tribune. La question de confiance était posée par Chirac, j'y répondis sans note ni détour. Mon improvisation fut jugée brillante par une assemblée silencieuse. Un seul un mot comptait pour moi, *confiance* :

> J'ai parlé sans me référer à un papier, parce que je pense qu'il s'agissait d'exprimer un sentiment intime. La confiance, cela ne s'écrit pas, cela ne se décrit pas, cela se ressent : on a ou on n'a pas confiance. Monsieur le Premier ministre, je n'ai pas confiance.

17. Retour à l'Assemblée

L'avenir allait me donner raison très vite. La presse parlementaire, qui n'avait que d'assez piètres tribuns à se mettre sous la dent, me fit fête, et mes collègues des autres partis eux-mêmes, tout en me réprouvant, jusqu'à la haine parfois, ne pouvaient s'empêcher d'exprimer tacitement (on parlerait aujourd'hui de *body language*, en ce pauvre français de la décadence que baragouinent de fausses élites) leur admiration. Après la séance du 9 avril, où seul il avait osé m'interrompre, mon vieux copain Labarrère, le maire socialiste de Pau, m'expliqua : « Tous mes collègues socialistes t'écoutaient bouche bée. Il fallait bien que je fasse quelque chose. »

J'eus d'autres succès de spectacle dans cette Assemblée qui s'ennuyait, notamment le jour où, constatant la vanité des timides velléités de réforme du gouvernement, je chantai à la tribune ce pastiche d'un air de Mademoiselle Lange dans *La Fille de Mme Angot* :

> *Mitterrand est roi, Chirac est sa reine, c'était pas la peine, c'était pas la peine, c'était pas la peine, assurément, de changer le gouvernement !*

Si j'étais heureux en effet, pour moi et pour ceux qui m'avaient fait, confiance, de notre réussite du printemps 1986, j'étais accablé par l'évolution politique de la France et de ses représentants. Une odeur de décadence montait de cette assemblée qui m'apparut vite servile. À cause de Chirac, et à cause de lui seul, la grosse claque que les Français venaient de donner à Mitterrand, au socialisme et à la gauche, ne débouchait pas sur le redressement de notre pays. Passant l'éponge sur les avanies subies (on voit que je n'étais pas rancunier quand il s'agit de l'intérêt national), je tentai, par Malaud, par Junot, par Violet, d'obtenir, sinon un accord de gouvernement, du moins un *gentlemen's agreement*, l'assurance que, sur des points importants, la majorité tiendrait ses propres engagements. Peine perdue. Le refus de Chirac, alors comme toujours, eut un côté buté, incompréhensible, presque hystérique. D'une de nos rares entrevues, je ne me souviens que de deux images : sa jambe qui gigotait sans cesse sur son genou, telle le balancier d'une horloge frénétique, et ses doigts crispés sur les cigarettes qu'il allumait l'une à l'autre. Était-il déjà dépendant de la drogue que son dealer lui fournissait ? Je l'ignore.

Ces excès signalaient la maladie d'un ennemi, plus que le manège

d'un concurrent. Je lui laissai quand même sa chance, sans le dire. Comme il draguait depuis l'appel de Cochin la part nationale de la droite, il était naturel qu'il veuille m'évincer, la politique n'est pas un jeu de collégiennes. Je comprenais jusqu'à un certain point ses coups bas.

Notre groupe parlementaire était fragile. Il comportait trente-cinq députés, il en fallait trente au moins pour former un groupe : que l'on parvînt à débaucher six personnes, et nous étions privés de toute visibilité, de toute possibilité d'action organisée à l'Assemblée. Aussi les premiers mois de la mandature furent-ils occupés par la chronique du débauchage des députés FN.

Le choix de candidats par la commission des investitures est toujours un compromis délicat. On n'est jamais à l'abri d'erreurs, surtout quand on tient à ouvrir la porte grande. Quelques moutons noirs en profitèrent pour entrer dans la bergerie. Nous avions cru faire une bonne affaire en intégrant le RPR Bruno Chauvierre, dans le Nord. Il apparut à peine élu ce qu'il était, un monsieur qui avait des difficultés financières et que Charles Pasqua avait envoyé en mission. Dans la Loire, j'avais fait confiance à Guy Le Jaouen, bêtement, parce qu'il était breton. Il se révéla un traître à la petite semaine, qu'Yvon Briant débaucha facilement par la promesse d'une circonscription, ce qu'il n'eut même pas le courage de reconnaître.

Briant était d'une autre trempe. C'était un ancien para affecté à la protection d'Aspreto, la base des nageurs de combat, un chef d'entreprise, courageux, belle gueule, ambitieux. J'en fis un peu mon chouchou. Pourtant je m'aperçus assez vite qu'il organisait des repas, le midi, le soir, avec les uns, avec les autres. Plus tard, il devait s'en expliquer à Gollnisch : « Je suis désolé, moi, je n'ai pas le temps. »

Ainsi justifiait-il une ambition qui lui allait lui faire oublier toute loyauté. Il voulait aller vite, mais la circonscription que lui avait promise Pasqua pour me trahir était pourrie, et il n'alla nulle part. Il fut contraint de fonder son micro-parti. Hélas, toujours pressé, il devait prendre en Corse un petit bimoteur avec sa femme et son enfant malgré l'avis défavorable de la météo, et serait emporté par un courant contre la montagne. Dieu ait son âme. Son ambition maladroite l'avait détourné de la loyauté. Averti de ses manèges, je le convoque :

– Yvon, que signifient tes invitations de collègues à déjeuner ou dîner ?

– Mais, président, je veux organiser une tendance à l'intérieur du groupe.

– Dans ce cas, Yvon, tu iras l'organiser à l'extérieur.

– Ce qui veut dire ?

– Ce qui veut dire que je te fous à la porte.

– Mais, président, même au PC, on ne le fait plus.
– Au PC, peut-être, mais tu vois qu'au Front ça se fait. »

Je réunis d'urgence le bureau du groupe parlementaire qui décida, à ma demande, son exclusion. Le lendemain il était parti. Trente-cinq moins trois égal trente-deux. Avec trois défections de plus, nos adversaires atteindraient leur objectif. Ils n'y parvinrent pas. Nos élus étaient étonnamment solides dans l'ensemble. Mais les tentations furent nombreuses et fortes. La presse s'en amusa. Elle monta de fausses tentatives de ralliement. Georges-Marc Benamou, qui devait fonder le mensuel *Globe*, était alors journaliste à *l'Événement du jeudi*. Il piégea le pauvre Jean-Claude Martinez en se faisant passer pour l'envoyé d'un ministre, et lui proposant un secrétariat d'État, pour peu qu'il déchirât sa carte du FN. L'autre, encore novice, donna dans le piège. À tout péché miséricorde, nous avons bien ri et le visage penaud de Martinez lui tint lieu de sanction.

Solide, notre groupe fut aussi efficace. Il abattit un travail énorme, bien qu'il n'ait pas joui à l'époque de tous les droits reconnus depuis aux groupes minoritaires à l'Assemblée. Ainsi, par exemple, ne pouvions-nous pas inscrire nos textes à l'ordre du jour. Tel quel, je voudrais remercier trente et un élus qui furent pendant deux ans de collègues loyaux et compétents. J'y ajouterai le nom de Jean-Yves Le Gallou, qui n'avait pas été élu, mais abattit une tâche remarquable à son poste de secrétaire général où je l'avais nommé.

Nous devions notre force tant à notre cohésion qu'à une utile diversité d'origines, qui tranchait sur la monotonie des enseignants et fonctionnaires socialistes. Elle tenait aussi à notre présence, massive, constante, surprenante dans une assemblée d'absentéistes professionnels. Grâce à elle nous multipliions propositions de lois et amendements. Cela commençait à se voir, et à séduire la part la moins vérolée de la droite. Malgré sa haine tatillonne, Chirac ne pouvait empêcher les gens de se croiser dans les couloirs ou à la buvette. Notre travail, les positions aussi courageuses que nuancées que nous tenions (je nous lance quelques fleurs car personne ne le fera à ma place), finirent par dégeler les députés de droite non conformistes. Une proposition de loi contre le remboursement de l'avortement, une autre sur le rétablissement de la peine de mort, reçurent l'appui d'un nombre significatif de députés RPR-UDF.

Hélas Chirac veillait au grain. Il réitéra l'ordre formel de ne jamais rien voter de ce que nous proposions, même (surtout ?) quand c'était une disposition propre à satisfaire l'électorat RPR-UDF. La tactique en pareil cas consistait pour la majorité à refuser notre amendement et à proposer le lendemain son petit frère, reprenant notre contenu, et souvent même, par paresse, notre rédaction. C'était si caricatural que nous eûmes l'idée de proposer des amendements tirés mot à mot de la

plate-forme de gouvernement proposée aux électeurs RPR-UDF en mars 1986 : la majorité a voté contre. C'est rare, et c'est joli, une majorité parlementaire qui vote contre la lettre du programme sur lequel elle a été élue. Merci Chirac.

Cela n'arrivait pas de manière accidentelle, mais toujours et sur ordre. Le 6 décembre 1986, le gouvernement imposait le vote bloqué, le fameux article 49-3, pour refuser de mettre aux voix un amendement sur l'avortement pourtant cosigné par quatre-vingt-douze parlementaires UDF, RPR et FN. La « majorité » ne pouvait pas aller plus loin dans le ridicule, l'absurde et le reniement. Quelques-uns de ces pauvres bougres nous lançaient parfois des regards désolés. La vie de godillot n'est pas gaie ! Le plus désespéré était peut-être Michel Debré, qui savait très bien ce que valait Chirac et qui aurait spontanément voté la plupart de nos textes.

Jacques Chirac doublait sa haine pour nous d'un mépris d'énarque technocrate pour l'Assemblée nationale. Tout était bon pour bâillonner celle-ci. Ordre du jour entièrement contrôlé par le gouvernement, constamment modifié à la dernière minute, soumis aux pressions de la rue ou des *lobbies*. Temps de préparation et d'examen en commission insuffisant. Votes automatiques de la majorité contre tout amendement d'origine non gouvernementale. Mépris absolu des propositions de loi d'origine parlementaire. Absence quasi-totale de couverture médiatique des travaux parlementaires, à l'exception de la houleuse séance des questions du mercredi. Cela finit par lasser quelques députés un peu moins moutonniers. M. Masson, député RPR de Moselle, vota pour cette raison contre le gouvernement. Hector Rolland, député RPR lui aussi, une gueule, un ancien de Corée, écrivit à Chirac pour le menacer d'en faire autant.

L'autre n'en avait cure. Il gouvernait sans autre boussole que les fluctuations de l'opinion publique d'une part et les instructions de ses mandants de l'autre. Il se défaussait sur des instances non élues qu'il créait à mesure des problèmes que son inconsistance engendrait. La plus connue, la plus nocive sans doute, fut la commission Marceau Long chargée par le président de réfléchir à l'avenir de la nationalité française.

C'était une abominable forfaiture puisque Jacques Chirac avait été bombardé Premier ministre sur la promesse formelle de régler le problème de l'immigration, notamment de réformer le code de la nationalité. L'espérance du peuple qu'il célébrait en paroles, il la noyait dans le jus de navet prévisible d'une commission technocratique. Ce mépris insondable s'étendait du peuple à sa représentation, car à y bien penser la seule *commission des sages* habilitée à discuter de la politique de salut public en matière d'immigration était le Parlement lui-même.

S'appuyant sur la rue, Chirac avait décidé de trahir et les Français et le Parlement. Dès la rentrée de 1986, après les manifestations contre la loi Devaquet qui devait réformer l'université, manifestations si mal gérées par Charles Pasqua que la mort d'un étudiant, Malik Oussekine, fit reculer le gouvernement, il avait renoncé à toute réforme sérieuse. Malgré les promesses, le code de la nationalité resta en l'état.

Ses illusions perdues, le peuple français était cocu, une fois de plus. Les choses allèrent étonnamment vite, le destin de la France, que tout annonçait pourtant favorable, fut bousculé en quelques mois – subrepticement. Chirac ne fit même pas semblant d'agir, malgré l'exigence exprimée par le peuple. Il ne donna pas même un os aux militants qui réclamaient le changement. Il assassina l'espoir de ses électeurs et la France froidement, presque légèrement, comme en passant. À l'été 87, tout le baratin national qu'il tenait depuis Cochin, et singulièrement depuis trois ans pour nous marquer à la culotte, se dissipa dans l'air tiède. Il n'en restait rien. La politique qu'avaient menée Giscard et Mitterrand continua, en pire, peut-être.

Chirac, au bout du compte, ne devait terminer qu'une réforme d'envergure, celle du mode de scrutin aux élections législatives. Il rétablit le scrutin uninominal à deux tours par circonscription, donnant ainsi la preuve que sa seule priorité était l'élimination du Front national.

18. L'amour des Français, Jeanne d'Arc, les BBR

La plus grosse erreur de Marine aura été de m'exclure du Front national. C'est une erreur morale, humaine. En rompant avec son père, elle a brisé le lien sacré de piété qui fonde notre civilisation. En rompant avec le fondateur et chef du Front national, elle a cassé un lien d'amour entre les Français et eux-mêmes. Elle a brisé l'élan national.

Sur cette lancée elle a rompu avec deux traditions qui entretenaient cette piété et cet amour. Elle n'a pas renoué, quand elle en a eu les moyens, avec la fête des Bleu-blanc-rouge interrompue en 2007 après notre trafalgar législatif et financier, puis elle a abandonné le défilé populaire de Jeanne d'Arc. Ces deux fautes terribles ont brisé la fraternité active qui faisait la force du Front national. Elles prouvent sa méconnaissance de l'âme française.

Quelle mouche les a donc piqués, elle et Philippot ? Pour défendre la souveraineté française, quelle meilleure figure célébrer que la Pucelle ? Quel symbole plus pur de francité, de résistance à l'envahisseur, en même temps si loin de tout racisme ? Mais il fallait à tous crins rompre avec papa, avec *l'extrême droite*. Est-ce notre faute, à nous pourtant, si la République avait laissé tomber l'une des saintes patronnes de la France, l'une de nos fêtes nationales ?

Jeanne d'Arc est d'abord une sainte : l'Église catholique a reconnu en sa personne que le ciel a sanctifié un destin politique. En elle, le temporel et le spirituel se sont rencontrés. L'Église la fêtait le 13 mai. Mais c'est aussi une héroïne nationale qui rétablit le royaume de France et commença par libérer Orléans le 8 mai 1429. C'est en son honneur que la République a institué en 1920, dans l'union sacrée qui suivit la Grande Guerre, une fête nationale. Elle tomba hélas peu à peu en désuétude, sauf à Orléans où elle subsistait. Après 1945, seuls les nationaux la maintinrent, autour d'un noyau monarchiste. Cependant, le 13 mai 1979, comme diverses chapelles de la droite nationale cherchaient à s'unir pour lancer une liste aux élections européennes, elles se trouvèrent sous le patronage de Jeanne place des Pyramides. Étaient présents, outre Tixier, Michel de Saint-Pierre, moi et quelques autres politiques, le prince Sixte de Bourbon-Parme, Jean François Chiappe et mon ami le chanteur Pierre Dudan.

Jeanne d'Arc est aussi un symbole d'union nationale. Le sentiment national qui croissait doucement en France depuis Bouvines a fleuri en elle, par opposition à l'étranger. Au début de la guerre de

cent ans, avant la grande peste noire, la chevalerie anglaise était encore en majorité normande et angevine, c'est-à-dire française. Après Azincourt, les Goddons que Jeanne entreprend de « bouter hors de France » ont des alliés bourguignons et des chefs encore francophones, mais sont massivement anglo-saxons. Jeanne d'Arc a pris acte de cette séparation nationale, la monarchie et l'Église l'ont reconnue. Jeanne fut certaine de la France avant tout le monde.

Désormais, le Front national allait défiler avec ses autres fidèles. On trouvait parmi eux toutes sortes de monarchistes et de catholiques traditionalistes, des croix celtiques, des jeunes gens en chemise noire qui faisaient le salut romain, etc. Des piétés différentes envers la France cohabitaient, sans confusion doctrinale, dans le maigre espace où le système confinait ostensiblement le souvenir de l'héroïne pour signifier qu'aimer la France était devenu une ringardise de vieux paria ou de jeune fou. Cela engendra une sorte de solidarité des rejetés qu'on devait retrouver plus tard aux BBR.

En 1988, entre les deux tours de l'élection présidentielle, je décidai de transférer la date de notre défilé du 8 au 1er mai. C'était symbolique. En fondant la fête de Jeanne d'Arc dans la Fête du travail, je concrétisais l'union des travailleurs et des militants nationaux dans un même amour de la France. En prime, nous libérions le pavé de Paris, longtemps abandonné à la gauche, ses syndicats politisés, ses agitateurs de profession. La nation reprenait pied dans les rues de la capitale.

Je me suis toujours demandé pourquoi Marine avait supprimé le défilé pour le remplacer par un banquet, typiquement républicain, résolument « humaniste ». Peut-être la religion y est-elle pour quelque chose. Jeanne d'Arc était catholique. J'ai entendu un jour Marine pester contre les « cathos ». Certains en concluent qu'elle est maçonne. En tout cas, elle s'est privée d'un de nos rendez-vous et d'un symbole d'union nationale.

La fête des Bleu-blanc-rouge en fut un autre pour nous. Elle avait été lancée un peu par hasard, avec des moyens de bric et de broc, sans que nous sussions ce qu'on voulait en faire exactement ni ce qu'elle pouvait devenir. L'initiative en revient à l'inclassable Michel Collinot.

C'est lui, aussi, qui fut à l'origine de *RLP* et de *National Hebdo*. Il avait trois idées par jour, deux d'entre elles étaient farfelues mais la troisième pouvait être géniale. Il aimait le vin, le verbe haut et les images violentes. Il n'a pas supporté la mort de Jean-Pierre Stirbois, qui était son ami et son chef. En 1993, il lança une « chasse aux barbus » islamiques en se faisant raser la barbe sur scène pour annoncer une manifestation contre « la colonisation islamique de la France ». J'hésitais alors dans mon jugement sur lui : sur le fond, il avait raison, il fallait faire quelque chose pour frapper les

imaginations. Sur la forme, c'était trop tôt. Aujourd'hui cela passerait mieux sans doute. Une autre fois, il m'avait organisé à grands flonflons et avec force argent un meeting à la Mutualité. Il avait monté une association d'entrepreneurs qui se plaignaient d'être « les vaches à lait de l'État », et fait monter à l'occasion une superbe Normande pie dans le hall de l'entrée. Mais l'association était bidon et la salle presque vide. Je dus mettre le holà. Il me semble que son élection à Strasbourg lui était montée à la tête, il vivait sur un grand pied et se prenait pour Lénine. Il est devenu fou, vraiment fou, cliniquement fou. On a dû l'enfermer. Plus tard, il a quitté le Front et s'est retiré de la vie politique. Il avait acheté une maison à Monceaux-les-Mines. Il y est peut-être toujours. Il n'a plus jamais donné signe de vie.

Je l'ai regretté. Il avait beaucoup donné au Front. Il avait d'abord créé, en 1979, Radio Le Pen. Il y diffusait sur téléphone un embryon d'information libre, attirant chaque jour quatre mille auditeurs. Puis il lança, pour remplacer *Le National*, *RLP Hebdo*, qui se transformerait en 1984 en *National Hebdo*. Pour me remettre dans le bain de l'époque, j'ai feuilleté quelques numéros de *RLP Hebdo*. Quelques échos parus alors me semblent toujours d'actualité. Comme celui-ci, du 15 avril 1982. Il s'agit d'une citation de Jacques Attali, alors « Sherpa » de Mitterrand :

> Le monde socialiste à venir aura besoin d'une morale biologique, de se créer une éthique de l'euthanasie par exemple.

Il y avait aussi des enquêtes, par exemple celle du 7 juillet 83 sur Marseille, avec l'attaque d'un train par une bande de jeunes, le pillage d'un supermarché, les chauffeurs de bus menacés de mort : malgré le déni de la caste politique, les éléments constitutifs de notre malheur d'aujourd'hui s'installaient. Cependant on nous disait insanes, alarmistes, fascistes, parce que nous décrivions ce qui crevait les yeux et que les aveugles volontaires interdisaient qu'on voie. La loi était faite par les insanes, les menteurs étaient au pouvoir.

RLP Hebdo n'était certes pas parfait, mais, par rapport à ce que nous avions connu avant, *Militant*, *Le National*, nous avions enfin un organe d'information stable. Michel l'avait lancé avec des bouts de ficelle et amélioré avec l'aide de toutes les bonnes volontés qui se manifestaient. Un peu d'argent était venu au début des années quatre-vingt, on en suivait semaine après semaine les conséquences sur l'aspect du journal : la maquette s'améliorait, gagnait des pages supplémentaires, avec des photos convenables. Roland Gaucher l'aida à mettre les choses en forme et fournissait des dossiers solides sur le parti communiste, son principal centre d'intérêt.

Le succès venant, Collinot dut abandonner son bébé à des

professionnels et n'en fut pas heureux. Pourtant, chacun des patrons de *National Hebdo* qui lui succédèrent, Serge de Beketch, Roland Gaucher, Martin Peltier et Yves Daoudal, apportèrent quelque chose.

En relisant pourtant notre organe des origines, *Le National*, en 1975 et 1976, un petit regret me vient : jamais nous n'avons été si libres ni mieux reçus dans la société française – peut-être parce que nous ne pesions pas grand-chose et qu'on ne nous craignait donc pas. Notre journal ne comptait que quatre pages, ou huit, sans photo ni dessin, mais des gens connus, et honorablement, acceptaient de répondre aux interviews, de donner leur opinion, ce qu'aucun des futurs patrons de *National Hebdo*, malgré leur talent et leurs amitiés, ne purent obtenir. Nous n'étions pas encore vraiment parias et de ce fait réussissions à tenir un forum des nationaux qui nous a tant manqué depuis.

Dans le numéro 21 de mars 1976, *Le National* interrogea par exemple des intellectuels, politiques, littéraires, ou journalistes, sur le réveil de la droite. Les figures habituelles de la droite nationale ont bien entendu répondu, moi-même, Holeindre, Jacques Ploncard d'Assac, Alain Renault, Saint-Paulien, Dominique Venner, Georges-Paul Wagner, Jean-Jacques Susini, Charles Saint-Prot, Brigitte du Tanney, Jacques de Ricaumont, Roland Gaucher, Édith Delamare, Jean Mabire, Jean-François Chiappe, Serge de Beketch, François Brigneau, Pierre Durand et Jean Bourdier. Mais on remarquait aussi les contributeurs suivants : François Bluche, Jean Cau, Pierre Chaunu, Michel Déon, Ghislain de Diesbach, Henri Gault, Jean Grandmougin, Pierre Gripari, Claude Joubert, Hervé Le Boterf, Hubert Montheillet, Frédéric Musso, Louis Pauwels, Michel Perrin et Gilbert Prouteau. Une telle affiche (ou son équivalent, car beaucoup sont morts) serait impensable aujourd'hui.

Revenons à Collinot, et aux Bleu-blanc-rouge. À l'été 1981 nous n'étions pas brillants. J'avais dû renoncer à me présenter à la présidentielle faute de signatures. J'ai raconté dans le premier tome l'arrivée de Mitterrand au pouvoir mais il n'est pas inutile de rappeler la part active qu'y prit Chirac avant même le premier tour : j'avais largement dépassé les cinq cents promesses de parrainages devenues nécessaires quand il intima l'ordre aux maires RPR de se dédire : ainsi entendait-il se présenter comme le seul opposant « de droite » à Giscard pour mieux le poignarder au second tour. Quant à nous, l'aventure s'arrêtait là. Nous avions fait toute la pré-campagne en vain, à mes frais, puisqu'il n'était pas question de remboursement d'État. Les militants étaient déçus, les caisses vides, et la raclée que nous reçûmes aux législatives de juin ne leur remonta pas le moral : 0,18 % sur l'ensemble du territoire français au premier (et dernier pour nous) tour. Pour comble de disgrâce les Français semblaient

contents, aussi stupidement qu'ils devaient l'être trente ans plus tard après l'élection de Macron. On chantait le « los » du nouveau président qui fichait le souk en souriant. On nomma cela l'état de grâce.

L'humeur était donc un peu morne au Front mais cela n'accabla pas ce grand rêveur optimiste qu'était Collinot. Il me proposa d'organiser pour la rentrée à la Roche Couloir dans les Yvelines (pourquoi la Roche Couloir ? Je n'en sais plus rien. Il avait peut-être des copains là-bas, ou une réduction sur les frites) une « contre-fête de l'Huma ». Tel quel. Nous étions trois pelés six tondus étrillés par la défaite, sans un flèche, et il parlait de faire pièce à la gigantesque Fête de l'Humanité, qui s'appuyait sur une tradition populaire solide, un parti organisé et riche, et bénéficiait à la fois de fonds publics et de la participation de grandes entreprises privées, jouissant de la bienveillance des artistes qui s'y produisaient régulièrement et de la complaisance des médias. Je ne sais pas pourquoi j'ai dit oui. Pour avoir la paix, ou parce que nous n'avions rien à perdre, ou peut-être même parce qu'il m'avait convaincu. Le 2 juillet 1981, juste avant la grande transhumance de l'été, il annonçait la chose sur Radio Le Pen.

Le 2 septembre nous nous retrouvions donc dans la vallée de Chevreuse sur le terrain de ball-trap qu'il avait loué. Je dois dire que j'étais aussi inquiet que curieux : il avait fait venir un groupe pour donner un concert, des buvettes, des clowns, des stands de tir… Rien de pharaonique mais quand même. Si le public faisait faux bond, l'addition serait encore pour ma pomme. Heureusement mon inquiétude ne dura guère. Les gens affluaient. Des gens que je connaissais, tradis, fachos, amis, concurrents, des militants du FN et du FNJ, de *L'Action française*, des amis de *Rivarol*, et puis des tas de gens que je ne connaissais pas, qui se pressaient aux stands, heureux de s'y retrouver.

Dès la grand-messe célébrée par Mgr Ducaud-Bourget en ouverture de la fête devant des fidèles nombreux, le succès s'était dessiné. En tout l'on compta trois mille entrées. Cela peut sembler peu de chose aujourd'hui, c'était beaucoup plus que nos adhérents d'alors, et cela prouvait deux choses : une demande politique se dessinait malgré l'état de grâce, que ni la gauche ni la fausse droite ne satisfaisaient, et nous commencions à toucher ces gens, à la périphérie de notre milieu encore restreint. Le bilan de la fête fut vite fait. On décida de recommencer.

Jean-Pierre Stirbois et Michel Collinot prospectèrent un nouveau lieu. Les deuxièmes BBR devaient avoir lieu les 18 et 19 septembre 1982 à la vallée des Peaux Rouges à Fleurines dans l'Oise. Nous compterions plus de 34 000 entrées payantes cette fois et les chaînes de télévision enverraient leurs reporters pour le 20 heures. Un triomphe. Nous allions le poursuivre. Les BBR se transporteraient dans

au moins trois autres lieux au fil des ans, Balard, le Bourget, la pelouse de Reuilly. La fête devait se perpétuer vingt-cinq ans, jusqu'en 2007 quand le FN, après sa déroute aux législatives, dut faire face à une dette colossale qui devait m'obliger à mettre en vente son quartier général, le « Paquebot » à Saint-Cloud. Nous ne pûmes plus financer les BBR. Car, contrairement à l'erreur répandue par la presse, ils nous coûtaient cher : c'était le prix à payer pour rassembler les patriotes une fois l'an.

Il serait vain pour moi d'essayer de classer dans mon souvenir un quart de siècle de communion avec les Français. Ce fut un long bonheur, avec ses innombrables soucis d'argents, ses mini-scandales organisés de façon répétitive par les médias (il fut souvent question de relever le côté *facho* des lectures des frontistes), ses visites qui faisaient plaisir aussi. J'aimais retrouver dans les travées un Jean Raspail que le succès littéraire qu'il connaissait et les honneurs qu'il espérait (l'Académie française, pour ne pas la nommer) ne dissuadait pas de nous apporter son soutien et son amitié. J'eus un jour la joie d'y accueillir un homme de valeur qui avait contribué, dans sa jeunesse aveuglée, à persécuter le Front, et qui fut reçu avec gentillesse par les militants, Dieudonné. En 2006, les BBR furent si l'on veut son chemin de Damas.

Nous eûmes d'autres rendez-vous. Dans les années quatre-vingt-dix, nous nous retrouvions à Saint-Franc, petit village savoyard. Un de nos sympathisants y tenait une école privée et se trouvait en butte aux brutalités haineuses de nos adversaires, nous lui portions chaque année notre soutien. Le lieu était splendide, plus beau que la Roche de Solutré dont François Mitterrand faisait alors tant de cas, il donnait juste sur la Grande Chartreuse. Puis nous nous sommes aperçus que les persécutions épuisantes du SCALP nuisaient plus à notre ami que notre soutien ne l'aidait, et nous avons cessé nos réunions là-bas. Les BBR et Jeanne d'Arc suffisaient à la communion du peuple patriote.

Les gens étaient contents de me voir, j'étais content de les voir, ils étaient contents de se voir, nous étions contents de nous voir. Il n'était pas nécessaire qu'ils connussent l'envers du décor. On n'était pas à l'abri d'incidents triviaux. Certaines années, le discours de clôture se tint dans un décor grandiose, que les médias ne manquaient pas de comparer, bien sûr, aux « liturgies monumentales » du IIIe Reich. Un jour les organisateurs eurent l'idée de donner corps au symbole de notre mouvement et de mettre une vraie flamme dans une vasque sur scène. La lumière et la chaleur en étaient décoratives mais beaucoup trop proches de l'endroit où je parlais. Personne n'avait rien expérimenté. Ça me brûlait le cul, j'ai dû sauter dans la salle.

J'ai toujours regretté que nous ne puissions pas accueillir de grandes vedettes au BBR comme le faisaient les gens de l'Huma.

Johnny Hallyday n'était pas bolcho, mais il se produisait pour eux. Pas pour nous. Jamais. Ni lui, ni un autre. Ce n'était pas une question de budget, on se serait peut-être arrangés. C'était la conséquence d'un interdit. Un véritable interdit, pas un simple non dit. J'en ai eu la preuve par l'aimable Gérard Lenorman, celui de la *Ballade des gens heureux* et du *Gentil dauphin*. Un jour je l'invite à Rueil, et, entre la poire et le fromage, je lui propose :

– BBR, il y a du monde, c'est chaleureux, c'est un public populaire comme vous les aimez : ça vous dirait d'y chanter ?

– Pourquoi pas ? »

On bavarde un peu et pour finir, banco, il est d'accord. Quinze jours après il m'appelait. La tristesse lui mangeait la voix :

« Désolé. Je ne peux pas. Vous comprenez, si j'y vais, c'est fini pour moi. Plus de disques, plus de galas, plus de rien. »

J'avais compris. Je ne savais pas comment le réconforter. Je ne lui en ai pas voulu. Je l'avais toujours su. J'étais sot d'y avoir cru. Nous les parias n'avons pas droit à l'industrie de l'amusement. Il n'y a pas de fête pour les ennemis de la grande fête mondialiste.

J'ai gardé des BBR un mauvais souvenir et un seul. Il est horrible et c'est en même temps le plus émouvant. C'était à Balard. Nous avions pu nous installer sur un espace en cours d'aménagement, à la suite de la destruction de l'usine Citroën.

Je n'étais pas encore sur place, Jean-Marie Le Chevallier m'appelle alors que je m'apprêtais à quitter mon domicile, la voix blanche : « allô Jean-Marie. On a un mort. Un jeune. »

Je fonce, j'arrive. C'était une friche industrielle, un désert de boue labourée par la trace des scrapers. Sur tout ce brun s'élève une estrade en construction avec des fils, des conduites, et le ciel qui s'écroule. Au milieu d'un espace absolument vide, sous une pluie battante, j'avise un homme absolument seul, je le rejoins, il m'étreint : « T'en fais pas, Jean-Marie, je sais que c'est pas ta faute. »

Nous sommes restés ainsi sans voix plantés, la gorge nouée. L'affection et la confiance des militants me touchaient jusqu'à m'ôter toute faculté de parler. Son fils, un gamin de quinze ans, donnait un coup de main, il avait touché un branchement mal isolé. Électrocuté sur le coup.

Troisième partie

L’embuscade médiatique

19. L'embuscade médiatique

À la fin de l'été 1987, le Front national a le vent en poupe. L'émulation entre le secrétariat général dirigé par Jean-Pierre Stirbois et le comité de soutien à ma candidature présidentielle de 1988, dont Bruno Mégret s'occupe, donne un mouvement dynamique, plein d'idées, dont les convictions et les actes entraînent l'approbation de Français toujours plus nombreux. L'assiduité, le travail exemplaire de nos groupes parlementaires, à l'Assemblée nationale et au Parlement européen, impressionnent. L'interdit jeté sur nous faiblit, quelques députés de droite votent certains de nos textes. Des sondages me créditent de 20 % des intentions de vote à la présidentielle.

C'est dans ces circonstances qu'Olivier Mazerolle m'invite le 13 septembre 1987 au Grand Jury qu'il présente sur RTL. L'homme politique convié y passe une sorte d'examen devant plusieurs journalistes qui le mitraillent de questions. Avec moi, ils n'ont pas cette révérence obséquieuse qu'ils gardent, consciemment ou non, devant les membres du sérail politique. C'est mieux ainsi. Ils sont les maîtres absolus de l'antenne et des questions abordées, sous l'autorité du meneur de jeu. À un moment, Mazerolle amène l'interrogatoire sur le révisionnisme.

Pourquoi donc Mazerolle met-il la conversation là-dessus ? Parce que, dit-il, en marge du cortège de Jeanne d'Arc le 1er mai, des jeunes gens qui n'appartenaient pas au Front national ont distribué des tracts révisionnistes.

Cela ne concerne en rien ni moi, ni mon mouvement, et date de plusieurs mois. C'est un prétexte grossier que prend Mazerolle pour m'attaquer. Il vise si évidemment à me coller Hitler sur le dos que j'en hausse les épaules. Je donne une réponse évasive pour passer à autre chose.

Mais lui insiste, dans des termes presque identiques. Il veut, il exige que je lui réponde : « Sur le fond, que pensez-vous des thèses de MM. Faurisson et Roques ? »

Cela n'a rien à voir avec mes convictions, la présidentielle à venir ou mon analyse de l'actualité politique, mais je sens qu'il ne me lâchera pas. Je prends donc le parti de répondre simplement, honnêtement.

Aussitôt, un autre journaliste, Paul-Jacques Truffaut, saute sur le mot *détail* comme un diable sort de sa boîte, et me somme de m'expliquer à son propos. Comme si le sort du monde en dépendait.

Comme si le Front national, ma carrière politique, mon être même, devaient être jugés en fonction de la réponse que je donnerai.

Il y eut alors un peu de confusion parce que ce monsieur Truffaut s'employait moins à obtenir une réponse qu'à me mettre en accusation et croyait, ou faisait semblant de croire, qu'il tenait dans mes paroles la preuve de l'accusation qu'il portait. Il jugeait que le mot *détail* était inadmissible et prouvait mon indifférence au sort des juifs pendant la guerre et/ou ma conviction qu'ils n'avaient pas souffert.

Bientôt Mazerolle ramena l'émission sur une autre question, et la paix avec. On n'entendit plus parler de détail pendant deux jours, et l'on n'en aurait jamais plus entendu parler si une campagne de presse dûment orchestrée ne l'avait ressuscitée le troisième jour. *Le Monde* du lundi est resté très calme, il a fallu l'intervention indignée de l'ambassadeur d'Israël en France, Ovadia Soffer, pour qu'enfin la foudre se déchaîne. Soffer devait donner le signal du hourvari du mardi en s'écriant :

> Traiter de détail les chambres à gaz porte atteinte à l'humanité tout entière [...] En le traitant comme un simple détail, on banalise un événement unique dans son horreur – l'holocauste – duquel toute l'humanité doit tirer les enseignements, si elle ne veut pas mettre en danger son propre avenir.

La diatribe de son Ambassadeur à Paris ne fut pas la seule réaction d'Israël. Ariel Sharon, haute personnalité israélienne : général, député, ancien Ministre de la Défense et futur Premier ministre fit un voyage éclair de Tel-Aviv à Strasbourg. Il demanda, alors, à Olivier d'Ormesson, député FN, de démissionner de sa présidence du Comité de soutien à ma campagne présidentielle, ce qu'accepta d'Ormesson. Il le chargea, en outre, de me suggérer de retirer ma candidature à la présidence, ce que, bien sûr je refusai.

Près de trente ans plus tard, interrogé par le site *Slate*, Paul-Jaques Truffaut, qui n'aura pas autrement marqué les annales du journalisme, se faisait une gloire d'avoir été « le seul à réagir sur le coup » alors que les médias traînaient à reprendre le sujet.

L'aveu – la revendication – est édifiant. L'éclaireur de pointe de la manipulation se sentit bien seul le temps qu'elle se mette en branle. Et cette lenteur avoue que le commun des mortels n'a rien vu de répréhensible dans mes paroles.

J'entrepris cependant de me défendre et de m'expliquer aux yeux de mes compatriotes en prononçant à l'Assemblée nationale le 18 septembre une conférence de presse adressée au peuple français :

> « C'est très solennellement, très gravement, très franchement, que je viens aujourd'hui m'adresser non pas à la meute

politique et médiatique lancée depuis longtemps à mes trousses, et qui, enfin, croit maintenant pouvoir me déchirer, ce n'est pas à elle, mais à la France et à son peuple français.

De ce peuple, en effet, seul le jugement m'importe parce que c'est pour lui que je lutte, parce que ce n'est pas pour moi, mais pour lui seul et son avenir que je mène mon combat.

Aussi bien, ne vous y trompez pas : le déchaînement prodigieux, le tohu-bohu insensé auquel Françaises et Français, vous assistez avec, je suppose, une certaine stupéfaction parce que, dans votre immense majorité, vous n'en comprenez pas les vraies raisons. Les hurlements et anathèmes dont je suis l'objet, la malédiction dernière et mortelle dont on veut me frapper, en me marquant au fer du racisme et de l'antisémitisme, tout cela vise un but extrêmement précis qui consiste à m'empêcher d'exprimer l'angoisse de millions de Français devant l'état de la France, de les inviter au sursaut et d'être le porteur de leurs espérances et en outre, d'empêcher l'union nécessaire qu'elle soit complète ou partielle, entre toutes les forces qui peuvent et doivent faire barrage au socialisme.

Alors, comme pour atteindre ce but et frapper le Front national et moi-même, il existe une arme absolue : c'est, vous le savez, l'accusation de racisme et d'antisémitisme. On l'a dégainée en prenant prétexte de propos radiophoniques que j'ai tenus et en me transformant en grand Satan de la politique française.

J'accuse le lobby pro-immigré, véritable syndicat anti-Le Pen, d'avoir organisé et conduit contre moi ce procès en sorcellerie.

Le caractère orchestré de cette offensive destinée à dénigrer le candidat national à la présidence de la République et donc à favoriser l'élection du candidat socialiste, est rendu évident par le fait qu'elle n'eut lieu que trente-six heures après l'émission et qu'elle s'est déroulée selon un scénario connu avec le vocabulaire surréaliste commun à ses figurants habituels : professionnels des « droits » de l'homme, ligueurs de l'antiracisme, pétitionnaires de gauche, ministricules en mal de renommée auxquels sont venus se mêler quelques personnages de haute volée que, pourtant, leur fonction ou leur état devrait incliner à la modération, la pudeur, la charité et même l'abstention pure et simple.

Dans ce concert de mensonges énormes, de jugements téméraires et d'injonctions vengeresses, le ton a été donné par le candidat communiste à la Fête de l'Humanité : Démasquons

Le Pen, cet homme est dangereux ».

Au signal, l'appareil de la gauche s'est mis en branle, entrainant dans son sillage un certain nombre de gogos de la majorité.

Ce n'est pas la première fois que de telles campagnes ont été orchestrées contre moi et le Front national. Parmi d'autres, ce fut le cas lors de l'attentat criminel de la rue Copernic où l'« extrême droite » fut désignée par la classe politico-médiatique à la vindicte publique. Un an plus tard, on annonçait, discrètement, que les tueurs étaient palestiniens : des innocents avaient été lynchés, vitriolés, battus, insultés. Le jugement téméraire avait débouché sur l'injustice.

Cette fois, il a suffi d'un mot interprété abusivement pour que la calomnie éclate en vacarme infernal et donne le signal de la proscription.

Scandaleux, révoltant, ignoble, inacceptable, détestable, monstrueux, malfaisant, abject, venimeux, terrifiant : tels sont les qualificatifs qui m'ont été décernés par des journalistes ou des politiciens qui prêchent la modération… aux autres…

Qu'ai-je donc dit à RTL qui puisse justifier cette véritable chasse à l'homme ? Olivier Mazerolle m'avait posé la question : « Considérez-vous qu'il y a eu un génocide juif dans les chambres à gaz ? » J'ai répondu : « Il y a eu beaucoup de morts, des centaines de milliers, peut-être des millions de morts juifs et aussi non-juifs ».

Cette réponse était claire et, pour des gens de bonne foi, ne laissait planer aucun doute sur ce que je pense du martyre du peuple juif d'Europe par les nazis et sur la condamnation que je porte sur ce crime.

Négligeant cela, mes ennemis, et avec quelle fureur, m'ont fait grief d'avoir dit que les chambres à gaz étaient un « détail dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale », feignant de croire que ce mot était employé dans une acception péjorative.

Il s'agit là d'un procédé habituel du terrorisme intellectuel qui a cours chez nous. Dans mon esprit, et d'ailleurs dans les dictionnaires, « détail » signifie « partie d'un tout ».

Or, la Seconde Guerre mondiale dura six ans, elle mit aux prises des centaines de millions d'hommes et fit plus de 50 millions de morts dont 35 millions d'Européens, laissant depuis la moitié de l'Europe sous la botte soviétique. Chacun de ces éléments, si meurtrier, si atroce, qu'il ait été, fut un élément de cette immense tragédie humaine.

Les camps de concentration où moururent par millions juifs, tziganes, chrétiens et patriotes de toute l'Europe et les méthodes employées pour mettre à mort les détenus : pendaisons, fusillades, piqûres, chambre à gaz, traitements inhumains, privations, constituèrent un chapitre, une partie, un détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, comme en témoignent d'ailleurs tous les ouvrages généraux qui y furent consacrés.

Ai-je dit autre chose et honnêtement, oui honnêtement, cela justifie-t-il le procès de sorcier que l'on me fait dans la presse écrite, parlée, télévisée ? Et qui aura la loyauté et le courage de reconnaître s'être ou avoir été trompé où avoir trompé les autres ?

Notre siècle a été celui des pires totalitarismes et des plus affreux génocides raciaux, sociaux ou religieux.

Deux idéologies totalitaires et antireligieuses : le communisme et le national-socialisme, d'ailleurs alliés au début de la Seconde Guerre mondiale, ont créé l'abominable système des camps de concentration.

L'un deux a disparu depuis quarante-deux ans, l'autre, le communisme, continue depuis soixante-dix ans à faire régner sur le monde la misère, l'oppression, la terreur et la mort.

Sait-on qu'en Russie soviétique, comme l'avoua Khrouchtchev au XXe congrès de Lénine à Staline, 50 millions d'Ukrainiens, de Russes, de Baltes moururent victimes de la barbarie communiste ? Que Xien Tsao Ping reconnut que sous Mao, plus de 60 millions de Chinois furent liquidés ?

Pense-t-on encore, tout près de nous, aux Vietnamiens catholiques ou bouddhistes assassinés par le Vietminh, noyés dans leur « boat people » : aux trois millions de Cambodgiens tués par le communisme Pol-Pot et aux deux millions d'Erythréens massacrés par le communisme Mengistu ?

À l'heure où je parle, on massacre en Afghanistan et les goulags continuent de lancer au ciel leur cri muet et désespéré.

Certes, les crimes des uns n'effacent pas ceux des autres, mais les crimes nazis appartiennent au passé alors que crimes communistes appartiennent au présent et, hélas ! à l'avenir.

J'ai perdu mon père « mort pour la France » pendant la guerre, je sais donc le prix du sang et des larmes, je compatis à la douleur de tous ceux qui ont vu disparaitre des êtres chers dans la tourmente.

> Je voudrais dire aux juifs français, mes compatriotes qu'on a tenté d'effrayer par cette campagne mensongère, que je ne les confonds pas avec ceux qui prétendent parler en leur nom. La France a le même amour pour tous ses fils, quelles que soient leur race ou leur religion.
>
> Françaises, Français, nul plus que moi n'est respectueux de notre passé, mais le passé ne doit pas occulter l'avenir. L'élection présidentielle ne portera pas sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, mais sur les voies et moyens d'une politique nationale et européenne, seule capable de nous arracher à la décadence et d'amorcer le redressement français et par lui la renaissance de la France et de l'Europe.
>
> Sûr de la confiance de millions de Français, chaque jour plus nombreux, j'affirme ma détermination à poursuivre l'action engagée pour rendre à notre peuple la parole et la maîtrise de son destin.
>
> À tous ceux qui, comme il y a deux ans, m'avaient enterré prématurément, je donne rendez-vous dimanche au Bourget et en mai 1988 à l'élection présidentielle.

Cette mise au point devait dans mon esprit clore le débat. Elle apportait suffisamment d'éclaircissements et de garanties. Mais il n'en fut rien. Seul le *Quotidien de Paris* la diffusa, accompagnée d'un éditorial de Dominique Jamet, intitulé *Comme une huitre* :

> Il n'est pas vrai que Jean-Marie Le Pen ait appelé à la haine raciale, ni qu'en aucune manière il ait approuvé, excusé ou même contesté la tentative de génocide menée par les nazis contre les juifs. À considérer les choses de sang-froid, il est extravagant ou exorbitant de porter plainte pour des appréciations qui ne relèvent évidemment pas des tribunaux, et de réclamer la levée de l'immunité parlementaire d'un député parce qu'il aurait exprimé sur la pire atrocité de la Seconde Guerre mondiale un jugement désinvolte en passant. La tonalité des propos tenus dimanche dernier sur RTL par le président du Front national, aussitôt isolés de leur contexte et exploités jusqu'à l'os pouvait laisser croire que pour lui les juifs n'étaient que des poux dont la mort parfumée, au gaz ou à tout autre ingrédient, lui était somme toute indifférente. La mise au point faite hier par le fautif devrait apaiser les passions et mettre un terme au débat, ou plutôt aux vociférations, si son auteur n'était pas le seul homme politique français à qui l'on demande systématiquement compte, au-delà de ce qu'il dit, de ce qu'il ne dit pas, mais qu'il serait capable

de dire.

Étant admis qu'avant cette mise au point, l'on était parfaitement fondé à tenir l'écart de langage de Jean-Marie Le Pen pour inacceptable, ou intolérable, la violence, voire l'hystérie des réactions qui se sont succédé tout au long de la semaine était très disproportionné à l'importance réelle de l'évènement. Où l'intéressé a cru pouvoir dénoncer une fois de plus le complot permanent que mèneraient ses adversaires politiques et médiatiques contre lui.

Les choses ne sont pas si simples. Il est bien évident que Le Pen n'a aucune bienveillance à attendre dans la conjoncture présente, ni de ses adversaires de gaucher ni de ses concurrents de droite. Mais sa maladresse seule l'a amené à prononcer des paroles qui semblaient trahir une pensée ignoble. Quand on s'avance seul, à découvert, en rase campagne, en temps de guerre, il n'y a rien de surprenant qu'il se mette à pleuvoir des obus, et après tout, même les embuscades font partie du jeu. On ne saurait au demeurant douter que des millions de braves gens, prévenus contre le Front national et son chef, aient été très sincèrement indignés de déclarations qui les confirmaient dans leurs soupçons.

Quant aux porte-parole professionnels de l'opinion, politiques ou journalistes, il est permis d'être plus circonspect et de s'étonner d'une réprobation trop unanime et trop orchestrée pour venir réellement du cœur, il paraît évident aujourd'hui que la gauche a vu dans l'incident, divine surprise, l'occasion de sommer la droite de se séparer de l'extrême droite. Quant à la droite, si elle a volontiers joint ses aboiements à ceux de la « meute » , c'est sans doute qu'elle voulait prouver qu'en matière de morale, elle n'était pas inférieure à la gauche, c'est aussi qu'elle espérait voir refluer vers elle les gros bataillons d'électeurs du Front national. En fait, il n'est pas sûr qu'elle tire le moindre bénéfice d'une opération où elle a surtout paru céder au terrorisme intellectuel.

Lorsqu'un de ses généraux, incapable de pénétrer ses plans ou de prendre l'initiative, prêtait le flanc à l'ennemi, Napoléon disait qu'il manœuvrait « comme une huitre ». Il se pourrait bien que dans cette affaire les stratèges de la droite aient manœuvré comme des Claires et pas particulièrement fines.

Je restai choqué. Une paire de journalistes frénétiques s'érigeait en tribunal, et l'opinion ratifiait leur condamnation sans même écouter mes arguments. On ne me donna pas acte de mes explications plus

qu'on ne les avait diffusées. Les accusations portées contre moi tinrent lieu désormais de vérité publique. C'est encore le cas aujourd'hui.

J'avais tendu la main pour faire la paix, on me fit la guerre.

Avant d'entrer dans ces matières un peu arides et peut-être polémiques, il me plaît de relever une anomalie chronologique. On justifie ordinairement l'excommunication majeure qui me frappe en politique par l'horreur qu'est censée engendrer ma déclaration sur le *détail* : or, l'interdit, le cordon sanitaire, l'exclusion dont je fus la cible et la victime se sont organisés, je l'ai montré, entre 1983 et 1986, alors que je n'ai parlé du détail qu'en 1987. Il faut en tirer la conclusion logique : la condamnation a précédé la faute censée la justifier. Autrement dit le *détail* est le prétexte rétrospectif de ma diabolisation, non sa cause. Si la machination du détail a été montée dans un cadre international, elle a été exploitée en France pour m'éliminer politiquement, ce que n'avaient pas réussi Chirac, ses amis et leurs commanditaires depuis quatre ans. Ce n'est pas pour une déclaration présentée comme antisémite qu'on a jeté le Front national hors de la communauté nationale, mais pour d'autres raisons : parce qu'il était opposé au communisme et à la révolution mondialiste, parce qu'il défendait la nation.

20. L’affaire Carpentras, ou le *pacte social spécifique*

Le 10 mai 1990, neuf ans jour pour jour après que la France fut « passée de l’ombre à la lumière » par l’élection de François Mitterrand, selon le mot de Jack Lang, une formidable campagne d’opinion s’efforçait de la persuader qu’elle avait replongé dans les ténèbres les plus noires.

Vers 10 h 30 ce jeudi de printemps, Thérèse Grossatj et sa fille ouvraient le portail du cimetière juif de la petite ville de Carpentras avec leur clef, pour y visiter leur défunt mari et père. La communauté juive est nombreuse, là-bas, prospère, chez elle depuis les papes d’Avignon. En se rendant à sa tombe, les deux femmes voient que plusieurs pierres ont été déplacées et un corps déterré. Elles donnent l’alerte. Salomon Levy, l’un des responsables de la synagogue, vient constater la chose et appelle à son tour le commissaire de police. Une dizaine de policiers dresse l’état des lieux vers midi. Trente-quatre tombes ont été profanées. Le cadavre, sur la poitrine duquel a été placée une étoile de David, est celui de Félix Germon, octogénaire inhumé au mois d’avril. Bientôt arrivent Freddy Haddad, jeune médecin généraliste, le procureur de la République, un journaliste de *Vaucluse-Matin* et Michel Barcillon, le médecin légiste. D’après l’aspect du cadavre, Barcillon estime qu’il n’a pas été déterré depuis plus de trente-six heures. Lévy appelle les rabbins de Marseille qui lui conseillent de réinhumer Germon et ne pas ébruiter l’affaire. On lave le corps et on le remet dans un suaire neuf. Le procureur voudrait l’avis du préfet, qu’il n’arrive pas à joindre.

La réinhumation gênera l’autopsie, mais elle semblait naturelle à Freddy Haddad : « J’ai pensé que ceux qui avaient fait ça étaient des vandales, des voyous. Je n’ai pas pensé à un acte antisémite car il n’y a pas d’antisémite à Carpentras. »

C’est l’opinion générale sur place. Un ancien policier habitué de ce genre d’affaires, l’inspecteur Baume, estime : « Les profanations de cimetières sont hélas fréquentes et l’on retrouve presque toujours les coupables. C’est le tapage qui a empêché les gens de parler. Avec une enquête discrète, ça se termine généralement avec un père qui amène son fils au commissariat, des excuses, et il ouvre son carnet de chèque. »

Deux ans plus tard, en mai 1992, Magdeleine Germon, la veuve du

profané, dira encore : « Les coupables, on les connaît. Ici, c'est un secret de polichinelle. Dans Carpentras chacun sait qui a fait cela. Et moi, j'aimerais bien savoir pourquoi on les protège. Ce n'est pas une affaire politique comme certains l'ont prétendu. »

Le journaliste Patrick Meney affirme lors de l'émission *Témoin numéro 1* : « Des pressions ont été exercées à l'époque sur les enquêteurs afin qu'ils privilégient la piste politique. »

De quelle *piste politique*, de quelles *pressions*, de quel *tapage* ces différents témoins parlent-ils ? D'une seule et même personne, qui va faire une entrée fracassante dans le paisible cimetière à 17 heures ce 10 mai, le ministre de l'Intérieur Pierre Joxe, que le préfet, enfin joint, a mis au courant. En visite officielle à Nîmes, il est accouru. Coiffé d'un chapeau à large bord, accompagné d'une suite nombreuse qui rendra vaine toute recherche d'empreintes, l'homme déclare d'une voix de père noble :

« Il n'y a pas besoin d'enquête policière pour savoir quels sont les criminels. Les criminels ont un nom. Ils s'appellent racisme, antisémitisme, intolérance. »

Avant toute enquête, dont sa présence bruyante empêche le déroulement normal, il désigne solennellement les coupables, et oriente l'opinion sur la piste de « l'extrême droite ». Dès que l'opinion se trouve profondément remuée par un symbole, le pouvoir en profite pour lui imposer, avant tout examen, sa vérité officielle, politique : on vient de le voir lors d'incendie de Notre-Dame. Les flammes la ravageaient encore que la « piste » de l'accident, cette fois, était « privilégiée ».

Pierre Joxe n'était pas n'importe qui. Fils de Louis Joxe, qui fut soupçonné d'être la « Taupe » de l'URSS dans l'entourage du général de Gaulle, il avait été élevé à Moscou et en avait gardé une tournure d'esprit fortement influencée par le marxisme bolchevique. C'est lui, qui, plus tard, dans l'affaire du Rainbow Warrior, avait fourni en informations son homme-lige Edwy Plenel, alors patron de la rédaction du *Monde*, de façon à contrecarrer l'action de nos services secrets.

À mon égard, il s'était montré haineux lorsque nous siégions ensemble à la conférence des présidents de groupe à l'Assemblée nationale. C'était un bourgeois sectaire, méprisant et sentencieux, un grand apparatchik antinational. Son père était plus que douteux, sa mère était une Halévy, de la famille de Ludovic, le librettiste d'Offenbach, et de l'historien Daniel, qui ont dû s'en retourner dans leur tombe.

Le soir même au Journal de 20 heures, le président de l'Assemblée nationale Laurent Fabius, manifestant un dégoût fabriqué mais qu'on eût juré spontané, jetait : « Le corps de Félix Germon a été

sauvagement empalé par l'anus. »

À ce pléonasme qui avoue la saleté de ses intentions, il ajoutait ce détail : « Avec une pelle. »

L'ensemble des commentateurs reprit l'information. Elle visait à en rajouter dans l'horreur. Elle y réussit. Claude Lanzmann, l'auteur du film *Shoah*, expliquait : « L'empalement véhicule une charge symbolique énorme. »

L'indignation fut générale. Ce n'était pas quelque extrême droite générique ou mythique que l'opinion conspuait désormais, c'est, à l'appel de Pierre Joxe, le Front national. Et moi, Le Pen.

Cependant, délibérément entravée par le ministre de la Police, l'enquête allait piétiner cinq ans, et le manque de coupable gêna vite les Français les plus lucides. Certains s'avisèrent que le Front national obtenait de bons scores à Carpentras où la communauté juive votait pour lui, les responsables de notre mouvement étant sur place mes amis juifs Guy Macary et Fernand Teboul. Magdeleine Germont me reçut très aimablement et s'affichait sans complexe auprès de moi, déplorant toute cette manipulation.

Mais qu'importait à Pierre Joxe ? Dès le 10 mai il avait vulgarisé le concept de « responsabilité morale » et me désignait du doigt, nommément, comme coupable. La gauche le suivit à grands cris. Il faut croire qu'il y a de bons et de mauvais amalgames. Les mêmes qui hésitent à dire islamiste un terroriste qui crie Allahu akbar et que ses lectures, réseaux, conversations internet, lient étroitement à l'islam radical, les mêmes, sans qu'on ne connaisse ni les faits, ni les motifs, ni les coupables, ont affirmé de manière péremptoire que j'étais à l'origine de la chose.

Et ils furent crus. Et je fus condamné. Je fus même empalé en effigie, avec la bénédiction des bien-pensants, lors d'une manifestation à laquelle participait ès qualités le président de la République. Voici un florilège des accusations lancées par Pierre Joxe :

> Il ne faut pas s'arrêter à ces individus. Il faut voir quelles forces sont derrière… Ils sont au moins aussi responsables que ceux qui ont armé les bras, ceux qui ont diffusé ces idées et qui le font encore aujourd'hui… Je connais Jean-Marie Le Pen comme provocateur depuis que j'étais à la fac de droit, il y a trente ans. Il était déjà un raciste et un provocateur.

Pierre Joxe commença sa licence de droit quand j'avais quitté les bancs de la fac pour l'Indochine via Saint-Maixent, mais peu importe, la rigueur ne l'étouffe pas. C'est ainsi qu'il énonça tranquillement :

> Les idées de Jean-Marie Le Pen peuvent conduire à une violence qu'on ne peut imaginer.

Il devait encore ajouter :

> Je n’ai pas besoin d’accuser M. Le Pen, il n’y a qu’à l’écouter […] Personne n’a besoin de juge pour savoir où sont les responsabilités morales.

Joxe a donc forgé, dès son arrivée (ce qui donne à penser qu’il avait préparé sa déclaration soigneusement, ce que suggère aussi le chapeau dont il s’était muni pour pénétrer dans le cimetière, conformément aux prescriptions juives), le concept de responsabilité morale qui a permis une diffamation d’État et une manipulation d’État.

Il s’appuyait pour cela sur deux éléments qui lui paraissaient propres à faire avaler la couleuvre, l’empalement de Germont affirmé par Fabius et la découverte de la profanation au lendemain de *L’Heure de vérité* du 9 mai : on pouvait en inférer que mes paroles avaient provoqué le passage à l’acte des profanateurs.

Or, manque de chance pour Joxe, ces deux éléments sont faux. L’enquête établira que la profanation a précédé *L’Heure de v*érité d’une part et que jamais le corps n’a été empalé. Les autorités le reconnaîtront.

Étrangement, ces deux démentis capitaux tarderont des semaines. Pourquoi ? C’est une question à laquelle aucune réponse officielle n’a été donnée.

L’autopsie de Félix Germon a été pratiquée le 15 mai et le procureur, Monique Guémann, n’a admis (du bout des lèvres) qu’il n’avait été empalé que trois semaines plus tard. Pourquoi, sinon pour donner le temps à la polémique de croître et d’embellir ?

La responsabilité de Pierre Joxe est énorme. Il a profité de sa fonction pour saboter l’enquête de façon à nuire, sciemment, à un adversaire politique. Il a utilisé à cet effet le concept de responsabilité morale déjà abusivement agité dix ans plus tôt, pour l’attentat de la synagogue de la rue Copernic à Paris. Jean Pierre-Bloch, alors président de la Licra, s’était écrié avant toute enquête : « Les assassins sont aussi ceux qui ont créé le climat ! »

Cela visait sans ambiguïté *l’extrême droite*, le *racisme*, etc. Or l’enquête établit que les coupables étaient des Arabes musulmans de gauche.

La similitude des situations donne à penser.

Tout, dans cette machination, a été pensé avec soin.

Carpentras ne survint pas comme un coup de tonnerre dans un ciel bleu. Mitterrand et Joxe ont profité d’une situation nationale et internationale explosive. Ils ont exploité la mutation du monde après la chute du mur de Berlin, et le climat moral en France, que *Le Point* a nommé « antisémitisme à fleur de nerfs ».

Deux mots du contexte international, d'abord. Le mur de Berlin tombé en novembre 1989, le bloc de l'Est se disloque. La Pologne soutenue par Jean-Paul II conquiert des libertés. L'URSS, incapable de soutenir la concurrence imposée par les États-Unis de Ronald Reagan, cherche depuis trois ans à sauver les meubles avec Mikhaïl Gorbatchev. Pour tenter d'empêcher la réunification de l'Allemagne, elle lance une campagne visant à faire croire au grand retour du nazisme à l'Est. C'est de l'intoxication mais les médias occidentaux relaient, et l'hystérie s'étend à la France.

L'un de ces montages a laissé une trace dans notre souvenir, l'étrange affaire du carmel d'Auschwitz. Un différend opposait un couvent de sœurs installées à Oswiecim pour y prier pour les victimes, au Congrès juif mondial qui prétendait imposer l'exclusivité de la piété juive sur l'ensemble du territoire des camps. Elle tourna à l'aigre. Des activistes juifs commirent des dégradations et d'autres délits. La presse internationale prit fait et cause pour eux et condamna le pape.

À la suite de pressions diverses, Jean-Paul II devait se trouver forcé d'écrire aux sœurs pour leur demander de déménager. Ce différend, qui durait depuis plus de quatre ans, et ne devait se dénouer qu'en 1993, prit un tour plus aigu en 1989 quand une poignée d'extrémistes américains franchit la clôture du carmel avant d'en être chassée à coups de pied dans le derrière par des ouvriers polonais. Notre presse maudit bien sûr « l'extrême droite antisémite », donc, par la bande, Le Pen et le Front national.

Voilà comme une campagne de désinformation internationale lancée par les Soviétiques aboutit en France à diffamer le Front national et à ranimer la vieille lune de *l'antisémitisme à fleur de nerfs*. Cela fut reçu avec faveur par notre classe politique, car elle était alors en perdition. Elle venait en effet de voter une loi sur la moralisation de la vie politique et le financement des campagnes électorales, qui réprimait en fait toute sa pratique antérieure : pour ne pas finir en bloc devant les tribunaux, elle s'était trouvée forcée de s'autoamnistier.

L'opinion l'en méprisa un peu plus. Or tous les partis dits de gouvernement étaient déjà dans un triste état. Le PS, un an après la réélection de Mitterrand, conjuguait mauvais sondages et affaires, et les deux têtes de la droite parlementaire, Chirac et Giscard, se déchiraient sans rien proposer de convaincant à leurs électeurs. Cela nous profitait. En 1989, Marie-France Stirbois était élue à la législative partielle de Dreux, malgré le majoritaire à deux tours, après l'affaire dite des foulards, où de jeunes musulmanes avaient bafoué l'autorité de l'Éducation nationale.

L'agitation antiraciste vint masquer cette situation critique. Brandir l'épouvantail du Front national soustrayait le système à la colère du

peuple.

Si Carpentras se situe dans cette séquence nationale et internationale, il s'inscrit aussi dans la série des chausse-trappes ménagées contre moi depuis nos premières victoires. J'en rappelle quelques-unes. Le 15 novembre 1983, trois candidats à la Légion étrangère défenestrent un Algérien de l'express Bordeaux-Vintimille. Ils étaient saouls. Deux d'entre eux étaient des juifs étrangers, les trois ont été condamnés à de lourdes peines : la presse a maquillé la chose en crime raciste perpétré par des crânes rasés mus par l'idéologie lepéniste. Roger Hanin, l'ex-communiste beau-frère de François Mitterrand en a fait un film de propagande. Exemple de grosse ficelle cinématographique : une image de l'avant de la locomotive fit fusionner les lettres de la SNCF avec celles du FN.

En 1984, une campagne de diffamation fut lancée contre Gustav Pordea, élu sur la liste FN aux européennes, accusé d'être un agent de la sécurité roumaine. Ses ennemis furent condamnés pour diffamation.

En 1985, *Libération* exhume les vieilles accusations de torture portées contre moi, sur des affaires pourtant prescrites, en présentant des mains courantes et des dépositions non retenues par la justice ou la police comme des preuves irréfutables. La grande presse dans son ensemble reprend ces accusations fantaisistes sans les recouper ni même me demander mon avis, à une exception près.

J'ai fait litière de ces fantasmagories dans le premier tome de ces mémoires, j'invite ceux qui ne l'ont pas lu à l'acheter. Je n'en parle ici que pour montrer l'acharnement des médias, leur manque de sérieux.

En 1985, la presse qui, en 1976, avait exposé avec gourmandise les insinuations et accusations de Philippe Lambert contre moi à propos de l'héritage de son cousin, y revient, grâce à Demarquet.

En 1987, la journaliste du magazine *Globe* Denyse Beaulieu, tente d'exploiter les frasques de Pierrette Le Pen.

Ces coups bas ne me laissaient pas indemne, mais l'affaire Carpentras me toucha plus gravement, car elle était montée sur un modèle plus pervers, celui du *détail*. Le *détail* avait fait fuir certains de mes amis, détourné de moi d'éventuels ralliés, m'avait fait baisser dans les sondages. Mes ennemis constatèrent que, pour une fois, leur stratagème fonctionnait. Toute bonne machination contre moi devait donc faire jouer désormais la triplette racisme-antisémitisme-révisionnisme. C'est en conséquence sur ce modèle que furent menées les campagnes de dénigrement anti Le Pen postérieures au *détail*.

La première prit pour prétexte un jeu de mots lors de l'université d'été de 1988, le 2 septembre au cap d'Agde. Quelques jours avant, Michel Durafour, obscur ministre, avait appelé à « exterminer le Front national ». Si un militant du FN avait utilisé ce genre de vocabulaire, on l'aurait fourré en prison, non sans relever qu'il « rappelle les heures

les plus sombres de notre histoire ». Nul ne fit pourtant la moindre observation au ministre provocateur pour son discours d'une extrême violence.

Je décidai donc de me payer ce foutriquet pousse-au-crime. Dans une envolée où je relevais sa complaisance pour le PC, je le surnommai successivement Durafour et *du moulin* et *Durafour crématoire*. On a trouvé que ce n'était pas du meilleur goût. C'est étonnant comme des gens qui savent à peine leur langue et sont spirituels à peu près comme des fourneaux pincent les lèvres en esthètes dès qu'il s'agit de Le Pen. Pauvres biquets ! Je ne prétends pas que c'était un calembour à se tordre, j'affirme qu'il n'y avait aucune ambiguïté sur le sens de la formule. *Durafour crématoire* rappelait que le ministre avait des intentions exterminatrices à l'égard du FN : les condamnant, je ne pouvais donc faire l'apologie du régime auquel je le comparais.

C'est la logique, c'est l'évidence même, mais les manipulateurs en position de force, et c'était le cas du pouvoir mitterrandien, n'en ont cure. Gauche et droite me couvrirent d'opprobre. Pour Michel Noir, j'étais un « démon », pour *Libé*, « la fiente de l'esprit qui vole », pour la communiste Mireille Elmaton, je m'étais « rendu complice d'un crime contre l'humanité ». Toute la droite s'avoua *bouleversée, indignée, choquée*. Le Parlement européen vota la levée de mon immunité parlementaire, sauf Giscard et Alain Lamassoure. Traduit devant la justice française, je fus relaxé. Il ne faut jamais désespérer tout à fait des hommes.

Comme je ne me résolvais pas à disparaître, le système remit son ouvrage sur le métier. Le 11 août 1989, *Présent* publiait une interview de moi. Répondant à une question sur les obstacles rencontrés par le Front national, j'évoquai l'esprit antinational et je précisai :

> Les grandes internationales, comme l'internationale juive, jouent un rôle non négligeable dans la création de cet esprit antinational. […] Mais il faut être prudent, cela n'implique pas toutes les obédiences maçonnes et tous les maçons, non plus que toute la communauté juive et tous nos compatriotes français juifs.

On ne pouvait pas être plus clair. Pourtant *Le Monde* tenta à cette occasion de jouer un remake du *détail*. Le CRIF s'agita, le Parlement européen vota encore la levée de mon immunité, et puis voilà tout. Le piaillement de la presse ne dura pas : cette fois, l'aliment du scandale apparut trop vite exagérément mince.

Et c'est ainsi que nous arrivâmes au printemps 90. En mars, deux affaires furent montées en épingle à Roanne et à Saint-Florentin. Trois Maghrébins moururent. On hurla au racisme. Enquête faite, l'un des

morts l'était d'un accident de voiture, les deux autres de la main d'un jeune juif persécuté par ses victimes. L'extrême droite nationaliste n'y était pour rien.

La gauche et ses médias persévérèrent. Toujours en mars, à Grenoble cette fois, Louisa Zemour (avec un seul m, rien à voir avec Éric), responsable grenobloise de SOS Racisme alerta, en pleurs, la conscience universelle : un militant du Front national l'avait tabassée. Las, les policiers établirent qu'elle était tombée dans une poubelle en essayant d'entrer chez elle par le balcon. Poursuivie pour outrage à magistrat, elle fit l'objet d'un non-lieu pour « intoxication médiatique ». Cela ne s'invente pas !

En mai, juste après l'affaire Carpentras, deux autres cas illustreront la folie qu'entretiennent médias, politiques, mythomanes et victimes d'auto-intoxication. Le 14 mai, à Royan, la communiste Christiane Guiard, professeur d'histoire-géographie, porte plainte pour violation de domicile, dégradations volontaires, et coups et blessures volontaires avec préméditation. Deux hommes masqués l'auraient rouée de coups après des menaces téléphoniques à la suite d'un de ses cours sur Carpentras. La télévision la montre sur son lit d'hôpital où les messages de sympathie affluent, notamment celui de Lionel Jospin. À la fête de l'Huma, à la rentrée, le stand de la Charente-Maritime lui sera consacré. Hélas, les policiers découvriront, là aussi, la vérité. Une banale dispute familiale.

Le 25 mai, nouvelle indignation nationale. Une jeune Antillaise de quinze ans, Anne Martin, est entraînée, dit-elle, dans une ruelle d'Avignon par deux inconnus vêtus de treillis qui la tondent. Les journaux publient sa lettre ouverte :

> Ce que je veux dire aux autres enfants, c'est de lutter pour que le racisme cesse une bonne fois pour toutes, car il y en a vraiment marre.

Le maire d'Avignon réclame « solennellement la dissolution des mouvements extrémistes ». Mais là aussi, la police élucide le cas. C'est le petit ami d'Anne qui a fait le coup. Elle finit par expliquer :

> Je n'ai jamais été tondue par un gang raciste. Mon crâne rasé ? Un pari avec des copains. Quand j'ai vu le résultat j'ai eu peur de me faire réprimander en rentrant chez moi. J'ai tout inventé.

À la fin, ces gros mensonges deviennent suspects au public. Un sondage mené par le CSA en mars révèle que 41 % des Français pensent que les actes dits « racistes » sont soit faussement imputés au racisme, soit dus aux provocations de certains immigrés.

En d'autres termes, le peuple était au bord d'entrer en sécession avec ses élites, il commençait à ne plus croire à leur propagande. Je flirtais à nouveau avec les 20 % d'intentions de vote dans les sondages, le congrès du FN à Nice avait été un triomphe. Le système sentait le roussi. Il lui fallait trouver quelque chose d'urgence.

Le PS lança, le 26 avril, une campagne d'affichage nationale sur le thème *Le racisme sera-t-il le mur des Français ?* Cette allusion au mur de Berlin signifiait que « la lutte contre le racisme et l'extrême droite (était) la priorité des socialistes ». Derrière ces slogans lancinants, c'était le FN qui était visé. On caressait en haut lieu l'idée de l'interdire. Tel que. Sans prétexte. C'est pourquoi, à la tribune de la fête de Jeanne d'Arc, je mis en garde les provocateurs du ministère de l'Intérieur :

> Une telle décision aurait pour conséquence de faire se rendre compte à des millions de Français que la voie démocratique est désormais une impasse, un cul-de-sac. Elle ferait sortir de la légalité un certain nombre de gens exaspérés par l'injustice.

C'était l'évidence. Le « dégagisme » n'est pas né aujourd'hui. Les bonnets rouges, les gilets jaunes ont été couvés quarante ans par la révolution mondialiste. Le Front national canalisait alors leur colère. Représentant un espoir, il a joué le rôle d'une assistante sociale pour une société française blessée au cœur et empêché son explosion. Il fut alors le seul rempart efficace de la démocratie. Il a sauvé la République. Certains en inféreront qu'il a différé une guerre civile qui deviendra un jour inévitable, réduisant les chances des Français de la gagner : je ne saurais avoir d'opinion sur cette conjecture.

Quoi qu'il en soit, par un contresens volontaire, le système vit dans ma déclaration un « appel à entrer dans l'illégalité ». Michel Noir déplora une « déclaration de guerre civile ». Emmanuelli, le trésorier du PS aux gros sourcils en attendant d'avoir de gros soucis, dénonça « le Front national comme parti fasciste » et, avec notre prétendue « volonté de récrire l'histoire », « l'idéologie profonde du Front national […] qui a mené des millions d'hommes à la mort et au désespoir ».

Toujours cette obsession de lier Front national et crime contre l'humanité. C'est elle qui provoquait jour après jour *l'antisémitisme à fleur de nerf* que le système cultivait depuis le *détail*. Il ne se passait pas un jour que la télévision, par des fictions, des documentaires ou/et des débats ne revînt sur les années les plus sombres de notre histoire. Je l'ai écrit dans le premier tome de mes mémoires, je le répète ici, la seconde guerre mondiale tient dans la mémoire occidentale des années quatre-vingt-dix à aujourd'hui une part anormale, presque bouffonne. C'est une obsession dont je ne suis pas responsable, mais victime. Et

j'ajouterai ici que cette obsession provoquée est maladive, dangereuse pour le peuple français et son avenir.

C'est pourquoi, lors de *L'Heure de v*érité du 9 mai 1990 (rappelons qu'elle eut lieu *avant* l'ouverture du scandale et *après* la commission des faits, que personne ne connaissait alors), je me gardai soigneusement de céder aux provocations des journalistes et d'alimenter leur obsession. Ils me questionnaient sur « l'internationale juive », me demandaient si « les juifs n'avaient pas trop de pouvoir en France ». Je passai dessus au plus vite pour parler de mon programme. Le journaliste Alain Rollat, du *Monde*, qui faisait alors autorité en matière d'extrême droite, s'en étonna et, pour tout dire, s'en agaça. Parlant de moi, il écrivit avec humeur dans son papier : « Il ne cherche même plus à faire scandale quand on l'invite à la télévision. »

Le système déplorait par sa bouche que je ne répondisse plus à ses provocations et ne me laissasse plus attirer sur le terrain de « la haine et de l'exclusion ». Mais, malgré ma prudence, mes heures de paix étaient comptées. Il allait m'y attirer de force dès le lendemain.

Le 10 mai 1990, la première salve ayant été tirée par MM. Joxe et Fabius, le soir toutes les télévisions titraient sur *l'abomination barbare*. Le 11, la France, bouleversée par *l'innommable*, vomissait contre moi ses imprécations préfabriquées.

La société politique française honorait ainsi le « pacte social spécifique » dont *Le Figaro* estimait qu'il avait justifié ma condamnation par la justice dans l'affaire du *détail*. Je me trouvais exclu de ce pacte social spécifique et comme tel voué aux dieux infernaux. Conformément au souhait d'Ovadia Soffer, nul secteur de la société ne m'épargna. Avec le Premier ministre Rocard, contre la « banalisation de la haine », tous les démocrates se retrouvent dans la lutte entre « la civilisation et la barbarie, entre la démocratie et le fascisme ». C'était un consensus moral au-dessus de la politique.

C'est pourquoi fut organisée à la Bastille, à la demande de Mitterrand, qui força la main aux autorités religieuses juives à cette occasion, une manifestation contre le Front national. Elle rassembla 80 000 personnes, ce qui déçut les organisations qui en annonçaient 300 000. *L'Événement du jeudi* de Jean-François Kahn illustra sans le dire sa couverture par une photo d'Allemands en liesse après la chute du mur, officiellement par manque d'un bon cliché de la manif, en réalité parce que la foule y paraissait plus fournie et que n'y apparaissaient pas les nombreuses kippas qui donnaient au rassemblement parisien un côté communautaire.

Malgré la modestie relative de l'affluence, la manifestation du 14 mai fut d'une importance capitale. C'est l'apothéose du scandale d'État, elle regroupa toutes les phalanges de l'Ordre nouveau voulu par le *pacte social spécifique* opposé au Front national.

Les artistes étaient là. *Libération* remarqua Patrick Bruel, Claude Lelouch, Gérard Darmon, Enrico Macias et Guy Bedos. Tel est son choix. Le choix de *Libé*.

Les religieux étaient là. *Libération*, toujours, releva la présence d'Albert Decourtray, cardinal-archevêque de Lyon, accompagné de plusieurs évêques et de leur porte-parole, le père Jean-Michel Di Falco, du pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France. Parmi les musulmans il y eut Cherif Moussa. L'ayatollah Rouhâni, patron des chi'ites d'Europe ne fit pas le déplacement mais se déclara « atteint au plus profond de sa conscience morale, humaine et religieuse ». Quant aux rabbins, ils se massaient derrière le grand rabbin de France Joseph Sitruk, qui rayonnait : « Quel bonheur de sentir la France à ses côtés ! »

Il tira la leçon de l'événement à sa façon : « Il faut tout faire pour qu'il y ait un avant et un après Carpentras. »

Les associations spécialisées dans l'agitation « antiraciste » étaient naturellement venues avec tout leur état-major. Il y avait Jean Pierre-Bloch de la Licra, Harlem Désir de SOS Racisme, Yves Jouffa, de la LDH, accompagnés de figures comme Marek Halter.

Les syndicats étaient là.

Des intellectuels étaient là. C'est la première fois qu'on les revoyait dans la rue après la grande déception qu'avait été pour eux la rencontre du socialisme et de la réalité après 1981 : l'antiracisme rendait quelques couleurs au mitterrandisme. Ils avaient écouté leur inusable pythonisse, Marguerite Duras, s'écrier :

– Chaque matin dans ma tête, je tue Le Pen de toute ma force. Dès que je me réveille, je recommence à le tuer… »

La haine conserve.

Il y avait aussi bien sûr le ban et l'arrière-ban des politiciens, confondus dans une même injustice globalisante, une même exécration animale, un même refus de réfléchir et une même opération électorale. C'était une réunion pluridisciplinaire transpartisane, la droite, la gauche, le centre, communiaient dans l'antilepénisme primaire et hystérique. *Libération* se transformait en aboyeur de soirée : il saluait le Premier ministre Michel Rocard et sa femme, d'ordinaire aussi discrète que celle de Colombo, le gouvernement au complet, le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, avec sa femme et ses enfants (ce n'est que beaucoup plus tard que l'on reprocherait aux gens de la Manif pour tous de venir en famille), Jacques Chirac, François Léotard, Pierre Méhaignerie, Charles Pasqua, Édouard Balladur, l'ambassadeur d'Israël Ovadia Soffer, Georges Marchais et André Lajoinie, Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel accompagné de sa femme et de leur fille, Georgina Dufoix, Véronique Neiertz, Édith Cresson, Olivier Stirn,

Charles Millon, Jaques Toubon, Alain Juppé, Alain Krivine.

Une seule exception, Giscard. Il tarda à m'accabler. On lui fit comprendre que ce retard était presque un aveu de complicité. Nicolas Domenach stigmatisa son « manque de savoir vivre, de savoir aimer ». L'oreille basse, il devait rejoindre la meute quelques jours plus tard.

Pour en finir avec la manif, le quotidien de référence de l'extrême gauche friquée omit quelques présences mais n'oublia pas Simone Veil, qui résumait cet émouvant ramas républicain d'une formule : « Ce n'est pas un consensus, mais le choix entre le bien et le mal. »

Cette profession de foi légitimait les malédictions de Marguerite Duras et les slogans lancés par la foule : « À mort Le Pen ! Front national = nazisme. »

De gentils militants citoyens antifascistes hurlaient d'ailleurs, semaine après semaine, des slogans tels que « Le Pen, une balle, le FN, une rafale », sans que personne songeât à y voir le moindre mal. Dans l'univers léniniste du nouveau pacte social spécifique, contre le mal, tout est permis. Le 14 mai, entre autres amusements pour la foule, une immense baudruche à mon effigie qui portait un panonceau « Carpentras c'est moi » fut promenée au bout d'une pique avant d'être brûlée publiquement. On oublia de me rouer.

J'ai gardé pour la bonne bouche le grand superviseur de cette mascarade, celui qui en avait suivi l'organisation jusque dans le détail, celui qui sauvait ses fesses grâce aux torrents de haine ainsi déchaînés, François Mitterrand. Le président de la République lui-même défilait dans la rue, en tête des manipulateurs et des manipulés. C'était un symbole. La République se prêtait officiellement à la manipulation d'État. Pour la première fois de son histoire, son premier magistrat prenait part à une manifestation de rue.

Je comprends mal que ceux qui ne perdent pas une occasion de se dire républicains aient applaudi cette forfaiture. Cela témoigne de l'effondrement de l'esprit public. En tout cas, ceux qui font mine de s'indigner lorsqu'un Nicolas Sarkozy jette à un quidam : « Casse-toi, pov'con », ou que ce pauvre François Hollande se fait flasher à scooter en train de porter des croissants à sa bonne amie au petit matin, peuvent remballer leurs grands mots. Le premier qui bafoua la fonction de président de la République, qui l'abaissa, la prostitua, la piétina, fut François Mitterrand lors de la manifestation-manipulation du 14 mai 1990.

La comédie plut au public. Un sondage BVA-TF1 nous apprit que 41 % des Français me rendaient responsable de la profanation de Carpentras. La même proportion de 41 % estima cette profanation « presque aussi importante que le mur de Berlin ».

La manifestation épuisa l'énergie des indignés. Le système avait atteint son but politique. Les médias se calmèrent comme un fond

d'huile dans une poêle à frire. On n'interdit pas le FN, bien que Jean-Christophe Cambadélis assurât que « ça ne le ferait pas pleurer ».

Le pouvoir savait que cela lui coûterait trop cher. Ç'aurait été jeter les Français dans l'insurrection. On se contenta d'interdire nos réunions (même à la Trinité, toute salle me fut refusée) et de nous chasser de l'antenne. Le Parti communiste avait demandé une interdiction officielle, une exclusion de fait fut préférée. Des rafles furent opérées dans « les milieux de l'extrême droite ».

L'objectif pratique du pouvoir était désormais le vote de la loi Gayssot. Le MRAP en fit un devoir politique et moral, affirmant sans hésiter que la critique d'un point particulier de l'histoire entraînait la profanation :

> Quand un homme politique réhabilite Pétain, valorise ou justifie les barbaries nazies et procède à une révision de l'histoire, comment s'étonner que certains passent aux actes profanateurs ?

Jean Kahn, le président du CRIF, tout en concédant que « dans une certaine mesure il faut respecter la liberté d'expression » (ce *dans une certaine mesure* est une mignardise, une sorte de café gourmand du pacte social spécifique), demandait « une amélioration de la loi existante » et, pour faire bonne mesure, « l'inéligibilité » de tout homme coupable de révisionnisme.

Il exprimait la pensée qui mène du *détail* à la loi Gayssot. Le Sénat, qui jusqu'ici avait traîné les pieds, vota la loi exigée.

Par ailleurs, la répression s'abattit sur l'université de Lyon III. *Le Nouvel Observateur* s'en réjouit dans son numéro du 24 au 30 mai :

> Le nettoyage de Lyon III – l'université qui abrite plusieurs révisionnistes – entamé avant Carpentras sur l'injonction du maire Michel Noir s'accélère.

On apprenait ainsi que le désir d'un maire est un ordre pour l'Alma Mater. Le maître de conférences Bernard Notin fut exclu. Le conseil d'État devait casser la sanction trois ans plus tard, mais l'exclu devait rester, de fait, privé de cours. Georges Pinault, spécialiste des Celtes, voyait, lui, son inscription en doctorat suspendue. Le 13 juillet 1990 la loi Gayssot était définitivement adoptée. Le *pacte social spécifique* prenait forme. Le mot est plus joli que totalitarisme.

Il devait y avoir une suite à l'affaire, dont mes ennemis se disent satisfaits. Elle ne leur est pourtant pas favorable. Le 30 juillet 1996, un agent de sécurité de Nîmes, Yannick Garnier, 26 ans (il en avait donc 20 au moment des faits), se présentait au siège des renseignements généraux d'Avignon et avouait être l'un des profanateurs. L'enquête

établit qu'ils étaient cinq. Quatre d'entre eux devaient être jugés et condamnés en 1997 à des peines de vingt mois à deux ans de prison. Le cinquième, le meneur, Claude Gos, skinhead originaire de Denain et membre du PNFE (Parti Nationaliste Français et Européen), mort en 1993, échappa au procès. Selon les aveux de Yannick Garnier, le groupe aurait commis un acte antisémite.

Vous voyez donc, Jean-Marie Le Pen, disent mes détracteurs*, qu'*à défaut d'*avoir correctement mené l'enquête Pierre Joxe avait eu la bonne intuition. Le racisme, l'antisémitisme, sont bien les coupables.*

Vous croyez ? Ma conviction est inverse. Pour moi Pierre Joxe n'a eu aucune intuition, il a monté et mené l'affaire de bout en bout, cet épilogue le manifeste.

Le faisceau d'irrégularités et de trucages que nous venons de passer en revue, la manipulation politique et l'escroquerie morale demeurent établis en toute hypothèse. Le pouvoir a exploité sans vergogne le monstre juridique et philosophique qu'est le concept de « responsabilité morale ». Or les profanateurs, c'est établi, n'ont rien à voir avec le FN national, ni avec le FN local.

En outre et surtout, les coupables enfin désignés sentent, eux aussi, la manipulation d'État. Yannick Garnier s'est présenté de lui-même aux renseignements généraux : or l'adresse ne se trouve pas dans le bottin, seuls la connaissent ceux qui en sont les agents. Cet élément milite fortement en faveur d'une manipulation policière de bout en bout.

On parle du PNFE : qui ne sait que ce type de groupuscule est truffé de policiers en mission, provocateurs à l'occasion ?

Quant à Claude Gos, c'est une sorte de signature. Il meurt à moto sur la route le 23 décembre 1993, tué par une voiture dont le conducteur, Rachid Belkir, sera lui-même retrouvé dans le Rhône en 1995, abattu de deux balles dans la poitrine, les pieds lestés d'un bloc de béton. Si ce n'est pas un règlement de compte, qu'est-ce que c'est ? L'aboutissement de l'affaire n'exonère nullement Joxe et Mitterrand de l'accusation de manipulation d'État, il la renforce.

21. Détail et antisémitisme

Je sais bien ce qu'on va dire. Ce que l'on me reproche dans le mot *détail*, c'est son fumet antisémite, que des nez délicats retrouvent dans Durafour Crématoire, Fournée et, à les en croire « tant de mots et saillies ». Eh bien, allons-y, vidons cet abcès.

Je ne suis pas antisémite de peau, plusieurs dames ont pu l'éprouver. Je ne compte pas naturellement mes amis juifs, pas plus que je ne compte mes amis musulmans ou athées, Russes, Allemands ou Arabes.

Je ne suis pas antisémite de théorie. Ce que j'ai lu de Rosenberg m'a semblé fumeux, les lois de Nuremberg ne me plaisent pas.

Longtemps, parce que j'avais milité pour l'Algérie française comme de nombreux Français juifs, et que nous avions été confrontés, en Algérie et en Égypte, à des ennemis politiques et militaires arabes, dont certains se réclamaient du national-socialisme, je me sentis proche d'Israël. J'ai pris mes distances aujourd'hui sans en faire un ennemi.

Tout cela est vrai, sans piège ni faux-fuyant, peut se vérifier.

Je ne suis pas non plus, comme certains m'en ont soupçonné, antisémite d'État, disciple de Charles Maurras, et je ne prêche pas l'institution de quotas dans certains métiers comme l'imposèrent les statuts des juifs édictés par l'État français. Cela ne m'oblige pas pour autant à condamner Maurras bruyamment comme il sied aujourd'hui de le faire.

Maurras était un logicien brillant mais raide qui prétendait éclairer toute la réalité par la lumière implacable de la raison. Sans doute sa théorie des quatre États confédérés, qui décrivait l'investissement de la république française par quatre communautés synergiques, les métèques (terme emprunté à Athènes désignant les étrangers installés), les protestants, les francs-maçons et les juifs, a-t-elle vieilli, sans doute sa prétention à tout expliquer était-elle abusive, mais l'on ne saurait nier les phénomènes qu'il analysait. Toujours et partout, des forces qui s'organisent et prennent conscience d'elles-mêmes s'essaient à s'insinuer dans les institutions de l'État et à prendre les leviers de commande de la société civile.

Nul ne cherche d'ailleurs à le nier lorsqu'il s'agit des puritains descendus du Mayflower en Amérique ou du parti des Guise lors des guerres de religion et de la Ligue. Il serait vain de tenter de comprendre la guerre scolaire et religieuse entre 1880 et 1906 en

faisant abstraction de la puissance maçonne dans la III[e] République naissante. Je crois que Maurras, poète solaire, immense journaliste, et penseur réaliste, a beaucoup apporté à la politique française, notamment sa critique de la démocratie, de la république. On a le droit bien sûr de penser le XX[e] siècle sans lui. On a aussi le droit d'être idiot. Est-il bien utile de l'exercer ?

Je crois à l'existence et à l'action des groupes de pression nombreux et différemment puissants. Il y a le lobby de l'alcool, des cigarettiers, de l'industrie agro-alimentaire, de l'industrie chimique, des pétroliers, du nucléaire, de la pharmacie, de la banque, il y a aussi le lobby gay, le lobby franc-maçon, le lobby des associations antiracistes qui a fini par gangrener le conseil d'État, etc.

En France, le CRIF a son poids. Le B'nai B'rith et l'Anti-Defamation League ont le leur aux États-Unis et dans le monde.

Je ne suis donc nullement antisémite, mais cela ne m'empêche pas de dire et penser ce que je veux, quand je le veux, de tout : y compris d'Israël, du judaïsme, de certains juifs, de certaines pensées juives, de certains intérêts juifs. C'est aussi simple que cela et je n'ai pas l'intention de changer.

Quand Jean Daniel, Yvan Levaï, Anne Sinclair et Jean-Pierre Elkabbach étaient les éditorialistes du jour, unis dans la même exécration du FN, odieux et malhonnêtes à mon endroit, je les dénonçais, ce n'était pas parce qu'ils sont d'origine juive. Quand Éric Zemmour, Élisabeth Lévy, Cohen (Philippe, pas Patrick) ou Serge Halimi font bien leur travail, je le dis. Ça m'amuse dans les deux cas. Qu'est-ce que ça prouve ? Qu'il y a quelques juifs parmi les noms marquants des médias français.

Ça va faire maintenant trente ans que l'on m'a demandé, à *L'Heure de vérité* : « trouvez-vous qu'il y a trop de juifs dans les médias ? », je me suis placé sur le terrain de l'observation sociologique pour répondre. La proportion de Bretons parmi les matelots de la Royale était alors très forte. Elle tenait à la géographie, aux traditions et au système des inscrits maritimes. Les Auvergnats étaient très nombreux parmi les marchands de bois, charbon et vin de Paris entre la fin du XIX[e] siècle et les années cinquante. Cela s'explique par le réseau d'entraide qu'avaient tissé les bougnats.

La forte proportion de juifs dans la presse, les intellectuels invités sur les plateaux de télévision, le cinéma n'est pas plus niable. Elle doit avoir son explication. Cela ne me porte pas à penser que les juifs seraient odieux ou exclusifs lorsqu'ils sont en position de force dans une profession.

C'est la qualité des hommes, non leur origine, qui motive mon jugement sur eux, bons ou mauvais. Si je n'aime pas Chagall, c'est qu'il est mauvais peintre à mes yeux. J'ai de l'aversion envers Attali

ou Bernard-Henri Lévy parce que ce sont des propagandistes grossiers de l'anti-France mondialiste, mais j'aime bien Zemmour parce que ce garçon sympathique est un bon vulgarisateur des travaux du Front national.

On m'a reproché d'avoir utilisé le mot « judéo-bolchevique » que l'on n'aurait pas le droit de prononcer selon certains à peine de se faire traiter de nazi. Pourtant, il suffit de relever la proportion de juifs dans les premiers comités dirigeants de la révolution bolchevique, en Russie, en Hongrie, à Berlin, en Bavière, pour qu'elle se trouve justifiée. Quant à expliquer cette forte présence, je vois au moins deux causes possibles : le peu d'affection des communautés juives pour l'empire des tsars, et le grand nombre d'intellectuels juifs qui n'avaient hélas pas accès à la caste dirigeante russe.

L'affaire du *détail* a été organisée, dans son volet français, pour justifier *l'interdit* (tel était le terme officiellement utilisé) jeté trois ans plus tôt contre moi, qui devenait difficile à maintenir, étant données la bonne tenue des députés FN et la progression de notre mouvement dans l'opinion.

J'ai aussi été victime de manigances internationales. Dans la même tournée où je rencontrai les chefs des organisations juives à New York, j'allai à Chicago prendre langue avec des grands pontes des assurances américaines. Charles de Chambrun, qui était membre des Cincinnati, association d'amitié franco-américaine remontant à la guerre d'Indépendance, avait ménagé l'entrevue. Nous avions déjeuné dans un endroit délicieux, au bord du lac Michigan, l'entrevue s'était admirablement passée et le patron principal m'avait assuré de sa bienveillance. J'en attends toujours les effets. Après le *détail* je n'ai plus entendu parler de lui. Des types bien placés dans les rouages ont coupé les ponts. Ceci n'est pas un fantasme antisémite. Il existe des gens pour qui leur idéologie compte plus que la loyauté qu'ils doivent à leur entreprise, pour qui l'attachement à Israël est plus fort que celui qui les lie au pays où ils vivent.

Autre chose, certains de mes compatriotes juifs commençaient à entrevoir les conséquences dangereuses de l'invasion en cours, l'affaire du *détail* les a dissuadés de voter pour le Front national. En 1986, *Tribune juive* avait publié un texte où il concluait que, dans toute ma carrière politique, il n'avait pu déceler ni acte ni déclaration antisémite. Il devenait donc urgent, pour empêcher mon ascension politique, de m'associer définitivement à Hitler.

Seule cette nécessité politique explique l'affaire puisque, du point de vue logique, il n'existe aucun lien entre révisionnisme et antisémitisme. Je connais des antisémites qui ne mettent nullement en doute le récit ordinaire de la Shoah, ils le portent au crédit des nazis. J'ai vu des antisémites et des anti-israéliens qui utilisaient l'argument

du crime unique dans leur propagande : en Algérie, le FLN, en particulier l'un de ses sept chefs historiques, Mohammedi Saïd, ancien agent de l'Abwehr, service de renseignement nazi. En Palestine le Hamas utilise, avec l'image des enfants tués par Tsahal, un reprint du petit juif du ghetto de Varsovie, afin de peindre l'armée israélienne en armée nazie.

Je connais à l'inverse des juifs qui réduisent l'importance des chambres à gaz, comme Attali ou Goldhagen, mettent en doute leur existence, comme naguère Jean-Gabriel Cohn-Bendit, ou la nient, comme le musicien Gilad Atzmon. En Israël, en Australie et aux États-Unis, une école de journalistes et d'historiens juifs, de gauche ou d'extrême gauche, critiquent ce qu'ils appellent le « Shoah business ». Michael Adams écrivait dans *Jewish Chronicle* du 4 octobre 1987 : « Le stock de sentiments de culpabilité est comme un compte bancaire sur lequel on continue à tirer. »

Le journaliste J. Hoberman, qui voit en *Shoah* de Claude Lanzmann un « film *Shoah-business* », a demandé aux juifs d'éviter une exploitation impudente et imprudente du crime unique qui exaspérerait le monde et donnerait des idées aux antisémites.

Mais peut-être est-ce le vœu secret de certains manipulateurs. L'antisémitisme garantit l'homogénéité du groupe juif, les sionistes le savent. La comédie du *détail* a fait bondir les demandes d'Alya en France. Cela n'a pas dû gêner Ariel Sharon.

22. Historique des procédures : 1980-1991

Avec la montée en puissance du Front National, m'injurier et me diffamer donnaient un brevet d'honorabilité journalistique et politique.

La bataille se déroula aussi sur le terrain judiciaire avec un fort retentissement médiatique. Nos adversaires multiplièrent les poursuites, nous avons rendu coups pour coups, souvent gagnants. Jugez-en, par ces morceaux choisis sur une décennie.

– Le 5 janvier 1980, je fus inculpé d'incitation à la haine raciale, à la demande du MRAP pour une affiche : *« Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop » « La France et les Français d'abord ».*

Mais le juge d'instruction nantais Cozic rendit finalement une ordonnance de non-lieu, confirmée par la Chambre d'accusation de Rennes.

Cette affaire fit du bruit et des remous. Lors d'une conférence de presse après mon inculpation, je soulignais, à propos de la loi Pleven :

> Cette loi de 1972 en vertu de laquelle je suis inculpé, votée de nuit par des députés noctambules, est obscure et bâclée. Elle devrait être réformée car elle permet tous les arbitraires. Mon inculpation vise à discréditer un parti politique d'opposition et à esquiver les problèmes essentiels du chômage et de l'immigration.

– Jean-François Jalkh, traité « d'extrémiste de droite » sur TF1, fit imposer par ordonnance de référé du 14 janvier 1982, la lecture d'un droit de réponse, au 20h, dans lequel « la chaîne TF1 précise que cette expression a dépassé sa pensée et qu'en aucun cas, elle n'a voulu porter atteinte à la réputation du candidat ».

– Jean-Marc Théolleyre, chroniqueur judiciaire au journal *Le Monde*, fit paraître en février 1982, aux éditions Messidor, un livre intitulé *Les Néo-Nazis*, dans le dessein d'accréditer l'idée que je pourrais nourrir, sous le masque d'un légalisme affiché, des sentiments favorables aux néo-nazis.

Il fut condamné pour diffamation le 15 juin 1983 par la Cour d'appel de Paris, qui lui reprocha de « n'avoir pas fait preuve de la prudence, de la réserve et de l'objectivité qui s'imposaient ».

Jean-Louis Servan-Schreiber, lors d'une question à Jacques Chirac au *Club de la presse* d'Europe 1, le 30 janvier 1983, évoqua « Le Front

National de Jean-Marie Le Pen, qui est ouvertement raciste » pour lui demander de condamner l'alliance avec le RPR de Dreux.

– Jean-Louis Servan-Schreiber fut condamné pour injure publique par le Tribunal de Paris le 23 mars 1983, puis par la Cour le 23 novembre 1983. Il fit un pourvoi : la Cour de cassation cassa l'arrêt le 13 novembre 1988 pour un moyen de droit et renvoya devant la Cour d'appel d'Orléans.

Celle-ci confirma la condamnation pénale par arrêt du 29 mai 1987. Jean-Louis Servan-Schreiber fit un second pourvoi qui fut rejeté le 24 octobre 1989.

Par ordonnance de référé du 11 mars 1983, le président du Tribunal de Grande Instance de Paris imposa à TF1 la lecture au 20h du communiqué suivant :

> Les propos tenus par Monsieur Jacques Collet ont altéré le sens de la campagne menée par Jean-Marie Le Pen pour faire cesser l'immigration clandestine et rapatrier les immigrés du tiers-monde. Il est évident que les départs nécessaires ne pourraient se faire que dans le respect de la dignité des hommes et en excluant le caractère total et brutal qu'implique le commentateur de TF1.

– Le MRAP me poursuivit pour des propos prétendument tenus et rapportés par un journaliste de *Midi-Libre* le 5 juin 1983 :

> L'insécurité (thème de prédilection) : ce sont principalement les noirs et les arabes qui achètent des armes. Pour tuer…Les derniers événements illustrent très brutalement la justesse de notre point de vue.

Le Tribunal de Montpellier, par jugement du 12 mars 1984 constata la nullité des citations, ce que confirma la Cour d'appel de Montpellier le 21 juin 1984.

Après cassation le 30 janvier 1987, la Cour d'appel d'Amiens confirma les décisions précédentes le 11 juillet 1989 et la Cour de cassation rejeta le nouveau pourvoi le 11 octobre 1990.

– Le 6 septembre 1983, Georges Marchais adressait un appel aux électeurs de Dreux : « Le Front National, c'est ouvertement le racisme le plus odieux, la violence en paroles et en actes contre la démocratie… les armes répugnantes de la haine employées partout et de tout temps par le fascisme et ses émules. »

Il fut condamné à un Franc de dommages et intérêts pour injures publiques par jugement du 21 décembre 1983. Il fut contraint de m'envoyer un chèque de ce montant, ce qu'il fit de mauvaise grâce.

– Francine Buchi, journaliste à TF1, rendait compte ainsi du second

tour de l'élection municipale de Dreux, le 12 septembre 1983 : « …Les crimes racistes dans lesquels l'idéologie d'extrême droite a été impliquée dans un passé récent, font que l'élection à la sous-préfecture d'Eure et Loire suscite des réactions et prises de positons au niveau national. » Relaxée par le Tribunal, elle fut condamnée par la Cour de Paris le 20 mars 1985.

– Jean Chatain, journaliste à *L'Humanité*, était condamné pour plusieurs propos rassemblés dans un article publié le 14 septembre 1983, sous le titre « Chemises noires en habits neufs » par jugement du 6 juin 1984, confirmé par la Cour d'appel de Paris le 23 avril 1985.

– Le MRAP m'a poursuivi pour une lettre envoyée aux électeurs du 20e arrondissement de Paris lors des élections des 6 et 13 mars 1983. Après une longue procédure, voici restitués le propos tenu et le motif de ma condamnation par jugement du 16 novembre 1987 :

> Le dernier paragraphe incriminé comme caractérisant le délit poursuivi est rédigé ainsi : " Il faut en particulier expulser sans délai les étrangers qui violent nos lois, ainsi que ceux qui entrent chez nous clandestinement. Mais il faut aussi réduire drastiquement la masse totale des immigrés (plus de 6 millions) dont l'entretien pèse de façon écrasante sur le budget de la France. Faute d'une telle politique, appuyée par des mesures énergiques en faveur des familles françaises, la France sera progressivement envahie et colonisée par la marée démographique du Tiers-Monde."

Le Tribunal ne saurait considérer comme constituant le délit la première phrase de ce texte. L'expulsion des étrangers qui transgressent nos lois, ainsi que ceux qui rentrent sur notre territoire de manière irrégulière, n'a rien de surprenant. La nécessité d'agir en ce sens n'est d'ailleurs pas requise de la part des Français, mais des autorités gouvernementales.

Mais, il est ensuite affirmé que les immigrés pèsent lourdement sur le budget de la France, que notre territoire sera progressivement envahi par eux ; qu'il est essentiel que des mesures énergiques soient édictées en faveur des familles françaises.

En voulant persuader les électeurs du 20e arrondissement qu'il y a trop d'immigrés en France, qu'ils coûtent cher à la collectivité, qu'il est essentiel d'en réduire leur nombre, sous peine de la perte de l'identité du peuple français, Jean-Marie Le Pen invite les lecteurs à des mesures de discrimination à leur égard.

Se trouvent employés des termes volontairement alarmistes (entretien

des étrangers pesant de façon écrasante, France progressivement envahie et colonisée) susceptibles de faire naître chez certains lecteurs des sentiments de peur, de nature à engendrer la haine ou la violence à l'encontre de toute personne d'appartenance étrangère…

Vu la situation d'aujourd'hui, 30 ans après, qui avait raison ?

– Michel Polac diffusa sur TF1 le 21 janvier 1984, dans son émission *Droit de réponse*, un dessin et des textes qui furent condamnés pour diffamation le 31 octobre 1984.

– Stéphane Collaro me caricatura dans son *Bêbête Show*, à partir du 6 septembre 1984, sous les traits d'un vampire, dénommé « Frankenpen », coiffé d'un casque à pointe et s'exprimant avec un accent germanique accusé.

Par ordonnance du 17 septembre 1984, le juge des référés a dit que la marionnette « ne pourra être montrée au public avec la voix qui lui est actuellement prêtée » ce que la Cour d'appel a confirmé le 22 novembre 1984 dans les termes suivants :

> Considérant, dans ces conditions, que l'amalgame fait de l'image traditionnelle d'un ennemi du peuple français et de l'image de M. Le Pen, représentant élu de ce même peuple, ne trouve pas le moindre commencement, ou semblant de justification dans les origines, la vie, les positions ou les idées politiques de la personne visée ; qu'il s'agit à l'évidence, non pas d'une caricature – déformation grotesque et outrée mais licite de certains traits ridicules ou déplaisants d'un individu – mais bien d'un outrage délibéré ;

Considérant que cette offense grave est d'autant plus odieuse et insupportable pour l'intéressé que son père est Mort Pour La France par le fait précisément de l'armée allemande, ce que M. Collaro et TF1, placés aux meilleures sources d'information, ne pouvaient ignorer.

– Vint ensuite la formidable manipulation sur « les tortures » que j'aurais commises en Algérie, affaire lancée par *Le Canard enchaîné* en juillet 1984 puis reprises par *Libération*, les 12 février et 20 mars 1985.

J'engageai bien sûr des poursuites.

Il y eut des procédures à rebondissement, des témoins « bidon » du FLN, un film vidéo monté par René Vautier, le cinéaste pro FLN, un film que nous réalisâmes en réplique sur les crimes et exactions du FLN, pour montrer où étaient les vrais tortionnaires.

Après des relaxes par le Tribunal les 18 avril et 4 juillet 1985, la Cour d'appel de Paris, par des arrêts du 15 janvier 1986, infirma les jugements et condamna Roger Fressoz, directeur du *Canard enchaîné* et

Serge July, directeur de *Libération*, coupables du délit de diffamation publique. La Cour de cassation rejeta leurs pourvois le 7 novembre 1989.

La plaidoirie de mon avocat, Georges-Paul Wagner, fut publiée en intégralité dans *Présent* d'août 1985. Les mensonges de ce montage journalistique y sont décortiqués. La vérité y est rétablie.

« L'affaire des tortures » fut exploitée à satiété par littérateurs et journalistes :

– Ainsi furent condamnés par la Cour d'appel de Paris, le 15 janvier 1986, Jean Bothorel pour des extraits d'un livre et Claude Perdriel, directeur du *Matin de Paris* pour un article.

– Ainsi fut condamné Claude Cabannes, journaliste à *L'Humanité*, pour des propos tenus chez Michel Polac le 25 février 1988 et dans le journal qu'il dirigeait le 14 mai 1987, par jugements du 20 décembre 1988, confirmés par la Cour d'appel le 25 octobre 1989.

– Ainsi fut encore condamné René Vautier, le cinéaste pro FLN, pour son article paru le 29 septembre 1987 dans *L'Humanité* intitulé « L'homme aux mains sanglantes », par jugement du 14 décembre 1988, confirmé par arrêt du 25 octobre 1989.

– Ainsi fut condamné Michel Larcher, directeur de l'*Elucubration*, pastiche de *Libération*, presque uniquement consacré à « La bête immonde qui monte », paru le 29 juin 1987, dans lequel j'étais accusé d'être un « tortionnaire borgne » par jugement du Tribunal de Paris du 13 avril 1988, après une saisie préalable de la publication ordonnée en référé le 1er juillet 1987.

– Serge July relaya, dans *Libération* du 13 juillet 1984, une improbable publication intitulée *Zoulou*, qui m'attribuait l'organisation d'un putsch le 14 juillet et me faisait apparaître en treillis militaire, portant une Croix de fer.

La Cour condamna Serge July le 23 octobre 1985, arrêt confirmé par la Cour de cassation le 16 décembre 1986.

– Philippe Alexandre, qui tenait rubrique à RTL, mettait en cause le 5 mai 1987, l'origine de mon patrimoine dans des termes que la Cour d'appel de Paris condamna par arrêt du 26 janvier 1989.

– Michel Polac fut condamné par jugement du 21 juin 1989 suite à des propos diffusés le 16 mai 1987, m'accusant d'avoir été condamné pour coups et blessures « je ne sais combien de fois ».

– Guy Konopnicki s'autorisa, dans les derniers numéros du *Matin de Paris* des 13 et 14 juin 1987, divers propos diffamatoires qui furent condamnés par le Tribunal le 19 avril 1989 et par la Cour le 31 janvier 1990.

– Jean-Pierre Pierre Bloch, dans une édition spéciale d'un journal *Demain notre 18ème* d'octobre 1987, éructait contre moi : « pour vous, un bon juif est un juif mort » entre autres amabilités.

Relaxé le 28 février 1989, il fut condamné par la Cour d'appel le 15 novembre 1989.

– Les journaux étrangers ne furent pas en manque :

– John Swain et la société éditrice du *Sunday Times,* pour des propos m'accusant d'avoir reçu une importante somme d'argent de Gustave Pordéa en contrepartie d'une place de député, dans l'édition du 29 décembre 1985, furent condamnés civilement par jugement du 25 octobre 1989.

– Scott Sullivan et Christopher Little, directeur de *Newsweek*, pour des propos sur « mon passé d'ivrognerie et de violences », furent condamnés par jugement du 28 novembre 1990.

– Jean-François Kahn, dans un article de *L'Évènement du Jeudi* du 20 juillet 1989 disait à mon sujet : « l'abjection est dans sa fonction », il parlait de mon « gang ». Il fut condamné par jugement du 12 février 1990.

– Bernard Henri Lévy, intervenu dans deux émissions de télévision*, La marche du siècle* sur FR3 et sur Antenne 2 le 26 mai 1990 me traita de « tortionnaire », ce pourquoi il fut condamné par jugement du 27 février 1991.

– Costa Gavras, le cinéaste, invité sur TF1 par Anne Sinclair dans son émission 7/7, tenait divers propos diffamatoires. Il fut condamné par jugement du 28 novembre 1990 et par arrêt du 25 juin 1991.

– L'affaire dite « du détail » donna lieu à de nombreuses décisions entre septembre 1987 et mars 1991, où toutes les « ligues de vertu » antiracistes donnèrent à plein dans l'orchestre médiatique et sur le terrain judiciaire.

Ce détail a fait un bruit formidable et n'a pas fini d'en faire depuis cette date, indéfiniment grossi, comme au microscope et utilisé comme argument inusable par mes adversaires.

Opposant de toujours au système décadent et mortel, j' ai été maintes fois pénalisé dans une France qui est aujourd'hui un espace de liberté surveillée.

En 1987 pour le mot «Détail», je suis condamné en première instance à 13 Francs de dommage-intérêt sur plainte de treize organisations, en appel le magistrat Estoup, impliqué dans le scandale de l'arbitrage Tapie, passe de 13 Francs à 130 millions.

Même punition, même motif : 30 ans plus tard, la 17e correctionnelle me condamne à 70 000 €, confirmés en appel et en cassation.

Le syndicat de la magistrature fidèle à l'anarcho-marxisme n'aime pas les patriotes.

Ainsi va la diabolisation. La loi Gayssot, passée par là en 1990, interdit tout débat libre à ce sujet. Les sanctions pénales et civiles sont à la clef, comme j'ai pu le mesurer. Tout au long de ces péripéties

judiciaires, j'ai bénéficié de l'assistance de nombreux avocats de grand talent et de grand courage. Pierre-Emile Menuet mon suppléant en 1958, le fiscaliste Allain Guilloux, mon collègue au Conseil Régional PACA Jean-Louis Bouguereau, Jean François Galvaire, le Cabinet Wagner : Georges Paul membre du CONSEIL DE L'ORDRE et Député FN, son épouse Monique Wagner-Peron et surtout leur fils François. Plus récemment Fréderic Joachim.

Quatrième partie

Rupture et libération

23. La nuit des longues clefs

Reprenons le fil chronologique de ces mémoires. Septembre 87 fut une sorte de Big Bang, l'origine d'un processus absolument nouveau dans mon parcours politique. C'est le moment de l'histoire du Front national et de ma vie où, de simple marginal de la Ve République que j'étais jusqu'alors, je suis devenu l'ennemi public numéro un du système, et l'ami public numéro un de ce que certains nomment la France d'en bas et que je nomme moi la France des catacombes, la France persécutée. Au beau milieu de succès électoraux inattendus, le Front national, moi-même, et une partie des Français sommes devenus parias. Cela nous écarta des affaires, cela fut aussi, en même temps, une rupture et une libération.

De doctes personnages ont prétendu plus tard que je n'avais pas voulu du pouvoir et que je m'étais donc toujours arrangé pour me poser en provocateur avec lequel il ne saurait y avoir d'arrangement. C'est une erreur. La réalité est inverse. C'est le système qui m'a écarté avec violence du pouvoir parce que je représentais la France dont il ne voulait plus. Nous avons souffert elle et moi la même persécution. Mon exclusion a été l'image et la condition de l'exclusion de la France que les élites avaient décidé d'éliminer. Mon éviction fut la conséquence obligée de la trahison de la nation par l'État et les élites qui avaient pour fonction de la protéger. Ni moi ni le FN n'avons rompu avec la société : le système nous a poussés hors du cercle des humains. Je vais raconter cette descente au royaume des parias, et comment se sont tressées contre nous toutes les forces du système, politiques, journalistes, juges et fonctionnaires des impôts – comment nous fûmes victimes du fascisme mondialiste.

Un mois après le détail, je me croyais sorti des remous les plus violents de l'affaire quand, le lundi 12 octobre 1987, *Libération* titra sur cinq colonnes à la une : « Le Pen saute sur l'Assemblée. »

Les députés du Front national se trouvaient caricaturés par le talentueux J. Hoberman sous les traits d'un rat pustuleux. Quatre pages nous étaient réservées. Le chapo du papier principal commençait ainsi :

> Bousculades, invectives, invasion du perchoir et coup de force sur les clés du vote électronique, les députés du Front national ont fait vivre samedi une nuit de délire à l'Assemblée nationale.

La suite parle de *commando d'extrême droite*, *d'hystérie parlementaire*, de *haine torride*, de putsch, de *vociférations*. Serge July, dans un éditorial titré *L'embuscade*, dénonce une « charge factieuse ». Selon lui, je « hais comme [je] respire » et j'ai mené en « véritable chef de gang une prise d'otage ». *Le Figaro* rend à peu près le même son de cloche, en enveloppant juste son battant d'un peu de feutre, avec les habituels mots mous des modérés : « événements d'une exceptionnelle gravité, injures, coups de force. »

La télévision n'est pas en reste. Elle fait état d'une « réprobation unanime du FN », citant Chirac et Mitterrand. Je me frotte les yeux. L'article du *Figaro* est signé de la gentille Sophie Huet, qui connaît le parlement comme sa poche et n'est pas toujours odieuse avec nous. Pourtant elle a inventé que le très digne docteur Bachelot, avec son nœud pap'toujours impeccable, et le très conciliant professeur Gollnisch, auraient « forcé le barrage des huissiers » pour monter à la tribune. C'est assez mal connaître les hommes et leurs manières. Je suis habitué aux mensonges qui, l'un après l'autre, tendent à nous discréditer, mais j'en suis demeuré estomaqué plus d'une demi-seconde. Ces mémoires me donnent l'occasion de rétablir aujourd'hui la vérité sans que ne subsiste nulle ambiguïté. Pour éviter toute contestation, je me suis reporté aux textes, le *Journal officiel* et la presse opposée au FN.

De quoi s'agissait-il à l'origine ? Le garde des Sceaux Albin Chalandon avait présenté le jeudi soir 8 octobre une loi qu'il annonçait importante, sur un sujet capital pour la santé des jeunes Français, la lutte contre la drogue. Or il n'y avait quasiment personne en séance. Nous protestâmes, obtenant le renvoi de la discussion au lendemain 9 octobre. Cependant, le vendredi 9 octobre, il n'y avait toujours personne. Voici la composition de l'Assemblée présente pour examiner une loi présentée comme déterminante : outre le garde des Sceaux et le président de séance socialiste, André Billardon, il y avait, sur les 577 élus, trois députés RPR, un UDF, un PC, deux socialistes, et treize FN sur les trente que nous restions après le départ d'Olivier d'Ormesson et Édouard-Frédéric Dupont. Le taux de présence au FN était donc de 43 % : si tout le monde en avait fait autant, il y aurait 242 députés en séance, or nous étions 21 en tout, président compris. Il existait dans cette assemblée un absentéisme scandaleux, d'ailleurs propre à la seule France, inconnu dans l'ensemble des pays démocratiques.

Nous entreprîmes de le dénoncer. Nous aurions dû trouver un allié en la personne du président Billardon, que les manières de soudard qu'affectait Jacques Chirac vis-à-vis de l'Assemblée devait légitimement irriter, mais non. Toute la soirée, toute la nuit, il devait jouer la montre avant de reconnaître, peu avant huit heures du matin,

l'inacceptable absentéisme que nous montrions du doigt. Ce que nous demandions était pourtant simple, légitime, et modéré : qu'il soit constaté par le bureau, sous la présidence du président de séance, que le quorum de présence n'était pas atteint. C'est tout ! Cela tombait sous le sens et ne pouvait faire l'objet d'aucune contestation, mais le reconnaître aurait provoqué un nouvel ajournement de l'examen de la loi, et le gouvernement ne le voulait pas. D'où une invraisemblable joute d'arguties qui dura des heures.

Vers minuit, pour mettre en évidence le côté ubuesque de la situation, Bruno Gollnisch obtint un vote sur une suspension de séance. Alors tout bascula. Pour éviter qu'un vote simple ne donne la majorité au FN, qui avait treize députés sur les vingt et un présents, Billardon imposa le vote électronique. Celui s'opère en effet en tournant des clés sur les pupitres des députés : or un usage ancré dans les mœurs permettait aux députés présents d'utiliser en grande quantité les clefs de leurs collègues absents de même couleur politique. Cet abus, contraire à la Constitution, était l'une des causes de l'absentéisme que nous voulions souligner. Je rappelai donc au président Billardon l'article 27 de la Constitution : « Le droit de vote du Parlement est personnel. »

Une passe d'arme juridique nous opposa. Le règlement de l'Assemblée prévoyait que, dans certains cas particuliers, un député absent pouvait déléguer à un collègue le droit de voter à sa place. Se posait donc la question de savoir si les députés présents étaient dépositaires d'une telle délégation, s'ils disposaient d'un pouvoir les autorisant à voter pour un, et un seul, absent. Nous demandâmes en conséquence la vérification des pouvoirs. C'était conforme au règlement et à la Constitution.

Chacun savait que l'abus constant du vote électronique posait un problème politique et juridique grave. Les présents votaient en effet souvent pour des dizaines d'absents. *Libération* du 12 octobre devait d'ailleurs reconnaître, sous le titre « L'absentéisme, dérive technologique », que la pratique courante était « anticonstitutionnelle » et qu'elle provoquait en outre, parfois, des votes absurdes :

> En juin dernier, le projet de loi sur le financement de la Sécurité sociale, présenté par Philippe Séguin, avait été repoussé, en première lecture nocturne. Deux députés RPR présents, le sommeil aidant, s'étaient trompés ! Erreur reprise côté UDF…

Pire, l'abus était si profondément entré dans les mœurs de cette assemblée décadente que les députés avaient l'habitude de voter pour autrui sans délégation.

Comme Billardon refusait de procéder à la vérification des pouvoirs, légalement obligatoire, Bruno Gollnisch, fin juriste, entreprit de l'y forcer. Il se trouvait que lui-même et François Bachelot avaient été régulièrement été choisis pour membres du bureau de l'Assemblée et secrétaires de séance et que, vu le petit nombre de députés en séance, ils étaient les seuls secrétaires présents. Il rappela qu'aux termes de l'article 52, alinéa 3 du règlement de la Chambre, c'était aux secrétaires de séance de contrôler la régularité du scrutin. Il suggéra donc à Billardon de faire appel à Bachelot et lui-même « afin de vérifier les délégations », à moins d'envoyer chercher les absents pour le faire !

Billardon sentit toute l'ironie de la chose mais, coincé, décida de passer en force et d'imposer le scrutin électronique sans procéder au préalable à la vérification des délégations. C'était un abus de pouvoir manifeste, un manquement à la loi. Je laisse ici la parole au *Journal officiel,* qui fait foi en la matière :

> M. Bruno Gollnisch : Les secrétaires vont monter à la tribune pour vérifier les délégations de vote.

M. Jean-Marie Le Pen : Ils l'ont demandé, Monsieur le président, avant que vous annonciez le passage au vote !

M. François Bachelot : Nous allons remplir notre mission, Monsieur le président !

M. Bachelot monte à la tribune de l'orateur.

M. le président : Monsieur Bachelot, je vous en prie. Descendez de la tribune !

M. Jacques Toubon : Que font les huissiers ?

M. Jean-Marie Le Pen : Que les secrétaires montent à la tribune. Appliquez le règlement, Monsieur le président ! Il est formel ! Vous n'allez pas interdire aux secrétaires, Monsieur le président, de monter à la tribune ?

M. Bachelot et M. Gollnisch montent à la tribune présidentielle.

M. le président. : Messieurs, vous pouvez venir à mes côtés et constater que le scrutin se déroule normalement, comme toujours.

M. Bachelot et M. Gollnisch se placent de part et d'autre du président.

Quand la presse parla de « coup de force », et même de « putsch »,

elle mentait, et sans complexe. Elle compara le doux Gollnisch au colonel Tejero. Ce nom ne dit plus rien à personne, mais il était bien connu à l'époque : il s'agit d'un colonel de la Guardia civil qui avait tenté, en investissant les Cortes les armes à la main, de rétablir le franquisme au début du règne de Juan Carlos, en 1981. Sa moustache, son pistolet et son bicorne vernis de carabinier espagnol étaient encore dans tous les esprits.

L'officiel est formel : Billardon n'était pas ravi de voir monter à la tribune Gollnisch et Bachelot, mais il a explicitement admis leur présence à côté de lui. Quant aux huissiers, l'intervention de Jacques Toubon le prouve, ils n'ont barré la route à personne. À juste titre, d'ailleurs, car les secrétaires du bureau étaient habilités à monter au perchoir vérifier le vote.

Une assemblée qui bafouait et la Constitution et son propre règlement méritait une punition sévère, et le peuple français avait le droit qu'on en démontre l'absurdité. Pierre Descaves, député FN de l'Oise, remarqua d'abord : « Aucune délégation n'a été vérifiée ! »

Tout député présent avait donc le même droit, ou la même absence de droit, de tourner les clés des absents. Aussi plusieurs députés du Front montèrent-ils dans les travées tourner les clés à leur portée. Ils étaient moins habitués à la chose que leurs collègues des autres partis, et la demande d'interruption de séance de Gollnisch n'obtint « que » 163 voix sur 577. Par la dérision, nous avions établi les méfaits de l'absentéisme et les abus du vote par délégation sans délégation.

Les médias et le sérail politique nous incendièrent, au mépris de toute justice. Un mois après l'affaire du *détail*, il s'agissait pour eux de réduire notre travail parlementaire d'un an et demi à néant. Et de convaincre le public que nous avions « tombé les masques » par notre « comportement à connotation fascisante », pour reprendre le vocabulaire de Louis Mermaz, ancien président socialiste de l'Assemblée nationale.

Cependant, tout en condamnant notre pédagogie, un professeur de droit qui faisait alors autorité, Maurice Duverger, nous donna entièrement raison sur le fond. Et la postérité devait confirmer son jugement. Voici ce que dit aujourd'hui la fiche de synthèse publiée en ligne par l'Assemblée nationale :

> Ces dispositions (*organisant le vote personnel*) ont longtemps été détournées par la technique du vote électronique, chaque député disposant d'une clef personnelle qu'il laissait cependant en fait sur son pupitre. Depuis 1993, la limitation à une seule délégation de vote par député a été, au contraire, strictement appliquée. À compter d'avril 2014, les conditions de déroulement des scrutins publics ont été encore modifiées afin

> de supprimer, pour les scrutins publics ordinaires, toute possibilité de délégation autre que celles prévues par l'ordonnance organique du 7 novembre 1958.

En matière de démocratie parlementaire aussi, le Front national aura donc été un précurseur. Les allégations de putsch proférées par une presse aux ordres ridiculisent leurs auteurs. C'est l'une des plus caractéristiques des inversions de la réalité dont le Front national fut si souvent victime.

J'avoue que l'énormité de l'abus commis par Chalandon et Billardon complices, et l'obligation où nous nous trouvâmes d'improviser une stratégie pour y parer, me donnèrent du tonus et du plaisir. J'admirais que notre groupe fût capable de se défendre avec autant de réactivité et de bonne humeur. Cela me rappela quelques moments anciens vécus au Palais-Bourbon du temps de Poujade. À l'époque, les bolchos se comptaient encore cent cinquante à l'Assemblée nationale. Une fois, Damasio, député poujadiste du troisième secteur de Paris, monta à la tribune. C'était un de ces commerçants des marchés habitués à vivre à la dure qui formaient l'aile marchante du mouvement. Les cocos sont descendus dans l'hémicycle à la castagne. Après, on a retrouvé un dentier par terre, celui de Fernand Grenier, inamovible stalinien, ancien délégué FTP à Londres et ministre de l'Air dans le gouvernement provisoire du général de Gaulle.

Ils avaient Jean Dides dans le nez. Une fois ils ont essayé de lui casser la gueule à la buvette. Il a croqué le pouce d'un de ses agresseurs. Je me souviens de Raymond Marcellin, le futur ministre de l'Intérieur, tombant la veste pour prêter main-forte à Dides.

J'ai déjà noté que par un mystérieux effet de vases communicants, Pierrette était partie quand revenait le succès politique : Demarquet la suivit quand ce retour se confirma. Je n'aurais pas cru cela possible. Nous avions été dans tant de coups ensemble depuis que Delpey nous avait présentés à mon retour d'Indochine. C'était un type assez brillant. Ses engagements militaires ayant interrompu ses études de médecine, il les reprit à trente-cinq ans. Ce que je sais de médecine, je le lui dois, il avait un don de pédagogue indéniable. Il avait été candidat du Rassemblement national de Tixier à une partielle dans le Finistère, non qu'il fût du coin, il était provençal, mais parce qu'il connaissait le défunt député et son épouse. Plus tard, au procès des Barricades, il avait été inculpé. Il était présent partout. À la longue, son enthousiasme militant s'émoussa parce qu'il devait faire bouillir la marmite pour son épouse et ses cinq enfants. Je m'en suis rendu compte trop tard. Quand il venait déjeuner à la maison, il avait vraiment faim. Il finissait par souffrir de manies pathologiques, se

lavait les mains pour un oui pour un non, comme Robespierre, restait des heures dans la salle de bains.

Ce n'est pas pour cela que nous nous sommes fâchés. En 1985, le conseil national qui prépare les législatives de 1986 décide que ne pourront être candidats à la députation pour le FN que ceux qui auront porté les couleurs du mouvement aux cantonales. Demarquet saute l'étape, sans doute conseillé par sa femme qui gère le budget familial. Viennent les législatives. C'est alors que j'apprends par *Le Monde* qu'il est tête de liste à Marseille ! À un journaliste qui m'interviewe à ce propos, j'explique : « Non seulement il n'est pas tête de liste mais il n'est pas sur la liste, ayant refusé de se présenter aux cantonales. Les copains du chef doivent être irréprochables, les militants ne le comprendraient pas autrement. »

En lisant cette réponse il entre en fureur : « Ah, eh bien si c'est comme ça *il* va voir ! »

Il, c'était moi. Quelques jours plus tard paraît en première page du *Monde* un *témoignage* de Demarquet tonitruant. Entre autres amabilités, il m'accusait bien sûr d'être un tortionnaire, et d'avoir fait pis que pendre pour hériter d'« Hubert Lambert ». Inutile de préciser que tout était fantaisiste. Il clamait : « Nous avons torturé ». Qui ça, nous ? Où ça, nous ? Il était dans les Aurès et moi à Alger ! Je serai obligé de le faire condamner, lui et *Le Monde*, pour diffamation. Il n'était pas nécessaire de salir la mémoire d'Hubert Lambert pour assouvir une vengeance contre moi.

Je n'ai jamais revu Demarquet. Il a mal fini. S'étant rendu odieux à sa famille, il est mort assez tristement. Il a téléphoné une fois. J'aurais peut-être dû le prendre. C'était un médecin sans patients, mais il n'en allait pas moins régulièrement à son cabinet. Il me faisait penser au Secret de Maître Cornille, dans les *Lettres de mon moulin* d'Alphonse Daudet, qui portait des sacs de sable alors que depuis longtemps il ne produisait plus de farine : par point d'honneur, il voulait faire croire que cela marchait.

Je préfère terminer ce chapitre consacré à l'Assemblée nationale par un moment qui m'a ému. C'était en 1987. Philippe Séguin présidait alors la commission de la Défense à laquelle je participais. Nous avions tenu notre réunion dans les bâtiments modernes de l'autre côté de la rue Saint-Dominique. Politiquement, nous n'étions pas d'accord et, plus tard, je devais lui reprocher de n'avoir pas su s'imposer devant Mitterrand dans leur face-à-face lors du référendum de Maastricht. Mais il avait vraiment la fibre française et patriote. Il eut ce jour-là un mouvement qui m'a touché. Il m'a raccompagné, égard qu'on n'avait pas d'ordinaire envers moi. Pas à la porte de la salle, ni à celle du bâtiment – à celle de ma voiture, sous les yeux ronds de François Léotard. Je me suis demandé pourquoi. Je crois que

c’est parce que nous étions tous deux pupilles de la nation. Son père est mort dans l’armée d’Afrique lors de la campagne d’Italie.

24. 1988

On numérote les années, on donne un nom aux mois, on s'habitue aux changements des saisons, et cela nous renforce dans l'illusion que le temps passe régulièrement, qu'il amène les événements les uns après les autres, que 1988 succède à 1986 via 1987 et la présidentielle aux législatives. Or ce n'est pas ainsi que le temps passe. C'est la chose la plus rétive et la plus impalpable qui soit, dont le souvenir fragile nous revient par un choc ou un sentiment.

Je m'en aperçois mieux encore aujourd'hui que j'ai failli mourir. Pour faire la promotion du premier tome de ces mémoires, j'ai couru les studios [de radio] et de télévision, puis on m'a organisé quelques séances de signatures. C'est très sympathique mais je suis resté sept heures sur ma chaise à signer, j'en avais mal aux mains, je m'arrêtais juste pour pisser, et dans cet air confiné j'ai attrapé un miasme quelconque. Au début j'ai cru que ce n'était rien, juste un peu de fièvre, mais à force de prendre du doliprane pour la faire tomber, je ne me suis pas avisé qu'elle durait. Je supprimais le signal d'alarme et je me suis retrouvé aux urgences à l'hôpital. À deux doigts d'y passer. Une infection généralisée, septicémie.

À tel point qu'une personne bien intentionnée a « commandé » des moines pour m'administrer l'extrême-onction. Tu parles d'une initiative ! Heureusement, elle s'était trompée d'hôpital et les malheureux ont erré en pleine nuit, ailleurs. De toute façon, ils ne m'auraient jamais trouvé, je n'étais pas inscrit sous le nom de Le Pen. Le patron du service a fini par isoler la bactérie, ils m'ont mis sous perfusion d'antibiotique, le spécifique, et j'ai commencé à remonter. Mais il y a eu quarante-huit heures critiques.

Je lisais dans les yeux de mes proches que je n'étais pas beau à voir, je me sentais complètement à plat. Une nuit, j'ai appelé l'infirmière de garde, je ne sais pas si j'ai fait une erreur ou si elle a tardé, quoi qu'il en soit j'ai décidé de me lever tout seul, j'ai rejeté le drap et je suis tombé par terre. Incapable de me relever, et pas de bouton d'appel à portée. J'essayais de me traîner mais je n'en avais pas la force. Ce n'est pas très rassurant. Ça m'aurait agacé de finir comme ça. Je me suis dit qu'il n'y avait qu'une chose à faire, attendre, et j'ai attendu. Le sol était dur, froid, le silence angoissant. Le temps, sur un parquet d'hôpital, malade, à quatre-vingt-dix ans, n'a rien à voir avec le temps à la tribune d'une campagne électorale, à soixante ans, quand on sent les auditoires électrisés par vos paroles.

Trente ans plus tôt, jour pour jour, je m'envolais pour la gloire dans la course à l'élection présidentielle : mes affiches, *L'outsider*, faisaient un malheur, les foules se précipitaient à mes réunions, et j'allais presque atteindre, au résultat, la barre des 15 pour cent.

Or, je l'ignorais, mais j'étais dans un cul-de-sac, même si c'était un cul-de-sac doré. En 1987, le *détail* m'avait fermé définitivement les portes du pouvoir. Jamais le Front national n'a été aussi efficace que dans les mois qui ont précédé la présidentielle de 1988, avec Stirbois et Mégret en concurrence, notre groupe parlementaire à l'offensive, moi-même en grande forme, et le coup de main de Moon – cependant l'édit de bannissement qui nous frappait était définitif, l'excommunication majeure n'a pas été levée depuis. Si bien que nous eûmes l'impression d'une marche triomphale qui finissait dans le néant. 1988 me réserva une sorte de gymkhana de la roche Tarpéienne au Capitole et retour. J'entrais dans une période de succès constants marqué du signe de la bête, le système debout sur les freins pour bloquer l'ascension des seuls vrais exclus, le Front national.

Je ne le compris que peu à peu. J'étais la cible de la malédiction et aucun de mes efforts ne pouvait m'y soustraire. C'était quelque chose d'entièrement nouveau. J'avais servi la France en soldat : ce fut un honneur. Je fus député ensuite : ce fut encore un honneur. Sans doute n'ai-je jamais manqué d'adversaires, mais cela se passait dans l'honneur. Sans doute les communistes m'agressaient-ils frénétiquement, mais c'était prévisible de la part d'ennemis de la nation, quant aux gaullistes dont je dénonçais la trahison, il était normal qu'ils couinassent : je gardais des amis au centre et à droite, et même des relations normales avec la gauche non communiste. Plus tard, on prétendit me reléguer sur des marges extrêmes ou politiquement folkloriques, mais je n'étais pas rejeté comme un paria, ce fut encore perceptible à la présidentielle de 1974.

C'est sous Mitterrand que tout changea, à mesure de mes succès. En 1983 fut jeté l'interdit, que certains à droite osaient encore enfreindre, et que Chirac renforça en 1985, mais le *détail* en 1987 sonna comme la dalle d'une tombe qui se ferme : cette fois, le prétexte d'une exclusion éternelle était trouvé, tous allaient s'y soumettre. J'étais définitivement déshonoré aux yeux d'un monde qui avait rompu avec moi. J'essayai de recoller les morceaux, puis dus prendre acte de cette agression sans précédent et rompre moi-même avec le conglomérat de groupes de pressions, la synergie de traîtres qui avaient envahi la République. J'eus de la peine à m'y faire, car ils avaient pris possession d'institutions qui m'étaient chères et que je révérais naguère, dans la mesure même où elles avaient contribué dans mon esprit à la grandeur de la France. Je rompis enfin quand j'eus mesuré à quel degré d'indignité elles étaient tombées. Le grand

drame de la révolution qui produit l’invasion d’aujourd’hui, c’est que l’État a trahi la nation.

Les années 86-88 n’en furent pas moins fécondes au Front national. Stirbois et Mégret s’efforçaient de trouver des moyens de propagande efficaces et modernes. Cela s’exprimait en slogans simples qu’on retenait facilement : *Être Français, ça s’hérite ou ça se mérite*. *Le Pen, Vite* ! Le Front national était un ouvreur de route, un innovateur permanent. Tant pour les slogans, les affiches que pour les formes originales : notre « passeport » eut un succès énorme.

Cette émulation n’allait pas sans petits frottements. Je me souviens des grands ballons publicitaires que je faisais flotter dans le ciel de Marseille pour les législatives de 1988, j’étais juste à côté de la circonscription de Pascal Arrighi, qui avait la carrure d’un maire de Marseille et peut-être l’ambition de le devenir. Ses militants, pour lui complaire, s’évertuaient à ce que je ne fasse pas mieux que lui au score, et ils en prirent les moyens : ils tiraient mes ballons à la carabine. L’union est un combat, au FN comme ailleurs.

Notre groupe parlementaire nous donnait des moyens exceptionnels que nous n’avons jamais plus retrouvés depuis, et là aussi régnait l’émulation. Nous devions, nous nationaux, être plus présents et mieux travailler que ceux qui nous persécutaient. Puis, certains députés tentaient de sortir de l’anonymat par leur travail. Si Stirbois et Mégret étaient assez occupés, si Gollnisch devint vite, derrière moi et avec son absolue loyauté, notre meilleur généraliste et technicien parlementaire, très vite rompu tant à la répartie en séance qu’à l’utilisation opportune du règlement, certains tentèrent de se détacher en se spécialisant sur certains dossiers, se sentant un destin national.

On a déjà vu que, trop pressé, Yvon Briant s’était brûlé les ailes. Jacques Bompard, qui avait son idée derrière la tête, devait prendre le temps, à l’inverse, de passer par la case municipale et ne devait laisser percer ses ambitions qu’une fois maire d’Orange en 1995. Jean-Claude Martinez se faisait la main sur les questions fiscales dont il est un éminent spécialiste, et réjouissait l’Assemblée en démontrant avec verve les contradictions du gouvernement Chirac, tout en demandant à intervalles réguliers la suppression de l’impôt sur le revenu. Mais le hasard favorisa d’abord François Bachelot qui, observant avec attention les signes d’animosité entre les équipes de Stirbois et Mégret, se serait bien vu réunir leurs fonctions avec le titre de secrétaire général.

Ce praticien talentueux avait appris la politique au RPR et en avait tiré un bouquin dont il avait calqué le titre sur celui de Jacques Séguéla, le publicitaire de Mitterrand (*Ne dites pas à ma mère que je suis dans la publicité, elle me croit pianiste dans un bordel*) : *ne dites pas à*

ma mère que je suis chez Le Pen, elle me croit au RPR. Il avait organisé avec succès les Six Jours de Paris lors des législatives de 86 et, depuis, une malheureuse actualité médicale lui donnait l'occasion de s'exprimer.

L'épidémie de Sida, alors très mal connue, et sans thérapeutique efficace, se développait à toute vitesse, frappant d'abord les groupes à risque : afro-antillais, utilisateurs de sang contaminé (hémophiles en particulier) ou de seringues contaminées (drogués), homosexuels passifs (et en général tous les pratiquant(e) s de la sodomie passive, le colon, zone très irriguée par le sang et fragile, n'étant pas conçu pour la pénétration de corps étrangers, et sa perméabilité aux échanges sanguins facilitant la contamination). Bachelot était un médecin de valeur, il vit plus vite et plus précisément que d'autres le danger que tout cela représentait, il me communiqua sa conviction et le Front national tint la place, en cette matière aussi, de Cassandre. Le milieu politique s'efforçait en effet, pour toutes sortes de mauvaises raisons, tant de minimiser la menace que de brouiller la détection des groupes à risque.

Depuis, nos ennemis ont répété que nous exagérions, que nous cherchions à faire peur. On me reproche d'avoir affirmé lors de *L'Heure de vérité* du 6 mai 1987 que, « chez les malades en phase terminale », le sida pouvait se contracter par la salive et la sueur. Les malades en phase terminale sont en effet des bombes virales. Mes détracteurs ont simplement coupé au montage cette précision. Quand j'ai vu qu'ils en tiraient argument pour dénigrer notre position, dans un débat sur la santé publique où la vie de milliers de gens, peut-être de millions, était en jeu, j'ai voulu montrer par un geste solennel que nous ne condamnions pas le malade et qu'il n'était pas, au stade précoce, un danger : aussi ai-je donné l'accolade en public à un transfusé sidaïque à un meeting à Versailles.

Le terme sidaïque me fut aussi reproché avec force. Laurent Fabius s'écria :

– Quand on dit sidaïque, j'entends judaïque.

Je lui conseillai de s'acheter un sonotone. Jusqu'où va l'obsession maladive ! Quoi qu'il en soit, je suis à l'origine, avec sidaïque d'une trouvaille lexicographique politique, encore une, après l'évolution du mot *détail*. Mes adversaires, ne voulant pas reprendre sidaïque, pour ainsi dire contaminé par la bouche de Le Pen, firent inventer par l'Académie française le mot « sidéen ».

Sur le sida, nous eûmes, à l'initiative de Bachelot, maille à partir avec le ministre de la Santé de l'époque, Michèle Barzach, qui était du dernier bien avec Chirac. Elle avait préparé une campagne négationniste et lénifiante :

« Le sida, ce n'est pas une épidémie. »

Mais le débat que nous avons lancé a démontré l'inanité, et pour tout dire le mensonge, de ce slogan. Elle a été forcée de rectifier le tir sous la forme suivante :

« Le sida ce n'est pas une épidémie… comme les autres ! »

Elle nous en a gardé une dent. Un jour à l'Assemblée elle me lança :

« Ce n'est pas le sida que nous craignons, c'est vous ! »

Tu as raison, ma poule, le Front national tue des dizaines de milliers de personnes chaque année !

Bachelot était un garçon brillant, mais il n'a pas supporté les restrictions à notre train de vie qu'imposèrent après les législatives de 88 le retour au scrutin uninominal à deux tours et la fin de notre groupe parlementaire. Il vivait en couple avec Yann Piat et la suivit dans sa dérive anti-Front national, prenant pour prétexte mon jeu de mots sur Durafour-Crématoire. Après sa mort, désemparé, il retourna à sa vie bourgeoise. Il est mort en juillet 2019.

1988 fut pour le Front national l'occasion d'un triomphe présidentiel et d'un désastre législatif. François Mitterrand avait longtemps cultivé l'ambiguïté sur sa candidature. Le milliardaire Pierre Bergé, l'amant sadique d'Yves Saint-Laurent, assisté de la mouche du coche Georges-Marc Benamou, organisèrent dans leur mensuel *Globe* une campagne de publicité fameuse à l'époque, « Tonton, laisse pas béton ». Malgré le bilan catastrophique de son septennat, Mitterrand menaçait de repasser parce que Jacques Chirac avait été très mauvais durant la cohabitation. Il n'avait pas gagné une voix à gauche, faisant figure de petit garçon devant le Machiavel de l'Élysée, et n'avait mené aucune des grandes réformes promises, décevant gravement, une fois de plus, l'électorat de droite.

Je profitai de cette ouverture grâce à une campagne exceptionnelle. Je bénéficiai pour une fois d'une couverture nationale de placards 4 x 3 que j'obtins à la fois en bénéficiant de prix d'ami et d'un coup de pouce de Moon. Le soir du premier tour, j'atteignais près de 15 %, du jamais vu, et Chirac, comme à son habitude, moins de 20 %. S'il voulait avoir une chance au deuxième tour, il n'avait qu'une solution, solliciter mon soutien.

Étant donné ses innombrables mauvaises manières, il ne pouvait être question d'un accord officiel ni bien sûr, pour nous, d'entrer dans un gouvernement de coalition. Mais Chirac gardait le choix, s'il en avait le courage, de me donner des garanties formelles en matière d'immigration, et/ou de réforme morale. Il lui fallait aller vite, franchement, et fort. L'entre-deux-tours présidentiel ne dure que deux semaines. Je me demandais ce qu'il allait faire.

Il m'avait invité déjà en tête-à-tête à Matignon et je n'en gardais pas un souvenir enthousiaste. À mon arrivée, strictement à l'heure,

l'huissier m'avait fait entrer, mais il manquait dans le bureau une personne apparemment indispensable, le directeur de cabinet Maurice Ulrich. Chirac avait pris à peine le temps de me serrer la main et de me prier de m'asseoir avant de se précipiter sur la porte du bureau attenant en hurlant : « Ulrich ! »

Sans réponse, il avait répété deux fois : « Ulrich ! »

Enfin, l'autre était arrivé et Chirac s'était calmé. Je suppose qu'il avait peur que je dise à la presse que nous avions tenu des propos discrets pendant que nous étions seuls. Il prêtait aux autres ses propres procédés. Naturellement Ulrich n'avait pas dit un mot durant l'entrevue ni n'avait servi à rien. L'entrevue non plus. J'ignorais en entrant ce que Chirac avait à me dire, je l'ignorais en sortant et je l'ignore toujours.

En mai 1988, il y avait urgence. Il ne restait plus que quelques jours avant le second tour. Charles Pasqua me contacta et organisa une rencontre. Il y assista, en retrait, avec Balladur. Chirac, toujours nerveux, toujours clopant, avait cette fois, quelque chose de clair à me dire : c'est qu'il ne pouvait rien m'offrir, même pas une promesse. Son langage corporel disait qu'il n'était là que parce qu'il avait dû le concéder à Balladur et Pasqua, mais qu'il ne voulait d'accord, même discret et limité, à aucun prix. Ce jour-là, il fit le deuil de la présidentielle, tout à fait officiellement. Les engagements qu'il avait pris ailleurs pesaient plus dans son esprit que les ors de l'Élysée et les séductions du pouvoir.

Le premier de ses engagements était notre élimination. Il le tint, il rétablit le scrutin uninominal à deux tours. Mitterrand ne s'y opposa pas le moins du monde, il n'avait établi la proportionnelle que pour sauver la peau des socialistes. Loin de laisser l'assemblée législative aller jusqu'au terme normal de la mandature, en 1993, il provoqua des élections anticipées en juin 1988. Je me souviens de la mine scandalisée de Bruno Gollnisch qui, sur la foi des bonnes paroles présidentielles, était parti tranquillement en vacances en Corse en famille. Voilà une indication de plus que Mitterrand, loin de favoriser l'essor du FN, s'est uni à Chirac pour l'abattre.

Ces législatives furent notre bérézina. Plusieurs d'entre nous fîmes de très beaux scores au second tour, plus de 40 %, Bruno Mégret et moi-même en particulier. Ma campagne à Marseille fut un modèle du genre, les gens de Moon collaient et tractaient par dizaines, couchant sur la dure et marnant du soir au matin. J'espérai un moment vaincre, par ma seule popularité, le front républicain et son fameux plafond de verre. Hélas, faute d'alliés qui osassent braver l'interdit, je ne fus pas élu, ni aucun d'entre nous, sauf Yann Piat dans le Var. Elle devait nous quitter très vite pour glisser peu à peu vers l'UDF, avant d'être assassinée plusieurs années plus tard par des maffieux.

Une autre mort, immédiate, nous bouleversa. Stirbois revenait d'une tournée en Nouvelle-Calédonie, le voyage est on le sait très long et très fatigant, et il arriva dans sa ville de Dreux juste pour les résultats. Le soir, il avale une ou deux coupes avec les militants pour fêter sa progression et file rejoindre son amie, Marie-Christine Arnautu, par une route qu'il connaissait par cœur. Les routes qu'on connaît par cœur sont les plus dangereuses, et celle-ci comportait un virage particulièrement mauvais, en dévers. Il a été refait depuis.

La mort de Jean-Pierre a porté un coup terrible aux militants du Front national. Certains, comme Collinot, ne s'en sont pas remis. Comme si le malheur ne suffisait pas, une partie de la presse, avec une bassesse extraordinaire, répandit de faux bruits. Elle affirma ainsi que les pneus de sa voiture étaient lisses, afin de suggérer qu'il était dangereux non seulement pour lui-même mais pour les autres. Je suis allé sur place m'en assurer. J'arrive à la gendarmerie :

– Puis-je voir la voiture ?

– Pas de problème !

Elle avait été remorquée dans le garage d'un village voisin de Pontchartrain. Elle était amochée, mais le profil des pneus était impeccable. La diffamation entre dans le moindre détail. Je me suis recueilli un instant, j'ai passé ma main à l'intérieur, il était sanguinolent. Les obsèques furent très dures, mais nous avions une satisfaction : lui, au moins, n'avait pas été assassiné.

Dix ans tout juste nous séparaient de l'assassinat de François Duprat, et nous ne pouvions nous empêcher d'y penser. Une charge avait été placée dans sa voiture et l'explosion déclenchée à distance. Ce n'était pas un travail d'amateur. Plutôt de services spécialisés. L'enquête n'a d'ailleurs jamais débouché. François Duprat était soupçonné d'être un agent de renseignement pour la DST, d'être en rapport avec la police, notamment les RG. Peut-être faut-il chercher dans son passé l'explication de son assassinat. Trotskiste à seize ans, membre de l'union de la gauche socialiste, il a évolué vers le nationalisme et collaboré avec Roland Gaucher et Maurice Bardèche, Pierre Sidos et Dominique Venner. A été membre, puis exclu, d'Occident. A été membre, puis exclu, d'Ordre nouveau.

Il a toujours eu des activités à l'étranger. Entre octobre 1964 et octobre 1965, il avait été coopérant de l'UNESCO au Congo puis s'était occupé de la communication de Moïse Tshombé à l'agence congolaise de presse. Lié au Fatah et au FPLP il avait créé en 1967 un rassemblement pour la libération de la Palestine. C'est peut-être à cette époque-là que cet historien a contracté la fièvre révisionniste. Il avait son propre journal, *Année zéro*. Quand il est mort, il mettait la dernière main à la traduction française d'un livre intitulé *Did six millions really die* ? Ceci a-t-il un rapport avec cela ? On ne saurait

l'exclure.

On a dit n'importe quoi sur le rôle que tenait Duprat au Front national, on en a fait le numéro deux, presque le numéro un, on lui attribue la paternité de la politique d'immigration. Tout cela est fantaisiste. C'était un électron libre, un garçon intéressant, quelqu'un avec qui je dînais volontiers, par exemple la veille de sa mort, au restaurant des Ministères, mais il n'avait pas de place opérationnelle dans le mouvement. En revanche, il a contribué à notre réflexion doctrinale. Historien et politique, il avait compris l'importance de l'histoire dans le combat politique, il en avait fait la théorie, et c'est pourquoi il avait cofondé une revue d'histoire du fascisme. C'était sa manière de rechercher une troisième voie entre ceux qui avaient selon lui le monopole de la représentation de l'histoire, les « communistes » et les « régimistes ». Je dois avouer que je me sens plus proche aujourd'hui de Duprat que je ne l'étais à l'époque. L'histoire du Front national, notamment depuis le *détail*, m'a rapproché de soucis et d'analyses qui alors lui étaient propres.

Je déconseillai à Pierrette d'aller à la morgue. Elle insistait :

– Je veux aller avec toi. Je veux voir le cadavre.

– Non, ce n'est pas beau, il est déchiqueté.

– Je veux apprendre à haïr.

Ça ne me semblait pas nécessaire, cela ne me semble toujours pas nécessaire. Je ne veux pas qu'un mauvais usage de l'histoire transforme la France en chaudron de haines recuites, en effervescence de communautés irréconciliables. Les Français de souche doivent se serrer les coudes contre l'envahisseur.

25. Haï du système, aimé du peuple

Je ne suis pas sourd aux critiques. À un moment donné, j'entendais des gens dire : « Chaque fois que Le Pen passe à la télé, c'est pour se plaindre qu'on ne l'invite pas à la télé ! »

C'est vrai, je déplorais l'injustice des médias et le déséquilibre des programmes. C'est peut-être lassant, mais je vais vous faire un aveu, c'est encore plus lassant d'être la victime du phénomène que d'entendre s'en plaindre ! La question est : oui ou non l'information est-elle équitable en France, oui ou non les organes qui contrôlent les médias (aujourd'hui le CSA) font-ils bien leur travail, oui ou non le Front national a-t-il souffert de discrimination ? Or la réponse n'est pas ambiguë : chronomètre en main, Bruno Gollnisch avait mis en évidence un gros déséquilibre en notre défaveur à l'occasion de je ne sais plus quelle élection présidentielle. En s'en tenant aux seuls temps de parole des militants identifiés, sans s'occuper des mille commentaires implicites ou explicites des journalistes, des intellectuels, des usagers du gaz, des sportifs, des acteurs de cinéma – qui tous, à quelques exceptions près, portaient contre nous.

Cette agression permanente fut même l'occasion pour certains cyniques de prétendre que les médias avaient « fait » le Front national en le calomniant : qu'on en parle en bien ou en mal, on en parlait, cela seul importait ! Ils confondaient deux choses, la notoriété et l'image. La haine vigilante que le système nous porte nous a donné une notoriété sans pareille, mais ce n'était que pour salir notre image et détourner ainsi le peuple de nous.

Comme, malgré tout, notre succès grandissait, nous subîmes des décennies de persécutions systématiques, occultées, et assorties d'insultes. Je ne larmoie pas, je rappelle, à une société qui l'ignore ou la nie, la réalité d'une injustice que subissent les nationaux depuis quarante ans, et à travers eux la nation. Car c'est la France que frappent cette violence et cette haine.

Quand politiques, sociologues et journalistes, parlent de violence, je ne crois pas qu'ils comprennent le mot. La violence est l'usage indu, ou illégitime, de la force. Certains usages, même brutaux, de la force, sont légitimes et ne sont donc pas de la violence. La défense du territoire national, le châtiment d'un assassin, la légitime défense. Inversement certains comportements sans brutalité apparente sont violents parce qu'ils sont abusifs. En outre, il y a violence physique et violence morale. Ce qu'on nomme improprement non-violence me

paraît terriblement violent, par l’usage illégitime et contraignant de la force morale. C’est un abus comparable au chantage.

Aujourd’hui la brutalité physique *détonne*. Elle est terriblement *ordinaire*. Elle hérisse les cols blancs. L’intellectuel a peur des baffes, il doit donc discréditer celui dont il a peur pour s’éviter les gifles. Dans ma jeunesse, à l’école ou l’université, se battre était assez naturel. Il n’existait pas cette réprobation morale et douillette que suscite aujourd’hui toute manifestation de force. La peur des coups est la seule chose qui gêne le bobo dans le migrant. La société s’est embourgeoisée. Or se battre a toujours mal marqué chez le bourgeois. Le peuple se battait, les aristos aussi, pas le bourgeois. Il descendait du clerc, il avait les ongles toujours propres et les mains jamais blessées par les coups. Celui qui crie ou se bat était mal considéré. Je me bagarrais, ça faisait peuple. On nous le passait parce que nous avions fait l’armée, mais on nous regardait en dessous.

Tel est le substrat psychosociologique sur lequel a joué la propagande de gauche. Elle a toujours pris soin de masquer son extrême violence et d’en inventer à ses ennemis. Le PC et l’extrême gauche ont toujours été à la pointe de la brutalité organisée, donc de la violence, puisque l’usage qu’ils faisaient de leur force était illégitime. Le syndicat du Livre fut la dernière milice autochtone à avoir ses arsenaux de guerre et à tuer, les régiments de la violence sont aujourd’hui les antifas. Malgré cela, la gauche a gagné la bataille de la communication et à mettre dans la tête du public que le FN seul usait de violence, pendant des années. Cette victoire est le fruit d’une propagande de tous les instants que le PC a su imposer après la seconde guerre mondiale.

Ce ne sont pas les bandes communistes prêtes à l’insurrection, agressant les blessés de guerre, ce sont les soldats de la guerre d’Indochine qu’on accusait de « faire la sale guerre ». De même le peuple pied-noir qui se défendit contre l’horreur FLN fut-il diabolisé. Quand j’ai eu mon œil désorbité au cours de la campagne d’Ahmed Djebbour, ça a paru normal. Et quand Djebbour lui-même a été abattu peu après par les tueurs du FLN, je n’ai entendu protester nulle grande conscience de gauche. Le plastiquage de la villa Poirier, qui éventra un immeuble, n’a ému personne. La violence qui nous est faite est normale, elle est souvent même sanctifiée.

En tout cas elle n’a jamais été dénoncée, ni réprimée. Les enquêtes n’aboutissaient pas, les juges prenaient le parti de nos adversaires. L’histoire a pris le relais de cette injustice. J’ai lu les livres publiés sur mon compte et celui du Front national. Si j’y ai vu les violences qu’ils nous reprochent, je n’ai jamais vu celles dont nous fûmes les victimes. Cette hémiplégie de la pensée me révolte. L’histoire est aujourd’hui la simple pétrification de la mémoire de la presse dominante, la

validation officielle de la propagande de gauche.

Je n'ai pas l'intention de parler beaucoup des agressions dont je suis la victime. Elles sont rares, j'ai mes gardes du corps, et je porte légalement un pistolet dont je n'hésiterais pas à faire usage si besoin était. Je déplore seulement qu'Emmanuel Macron ait imposé deux autorisations annuelles au lieu d'une pour les bénéficiaires du permis de port d'armes. J'ai la bonté de lui économiser quatre fonctionnaires de police et ne suis pas comme certains hauts personnages de la République qui mobilisent pendant des décennies du personnel de protection, mais encore faut-il me laisser me défendre. Quoi qu'il en soit, ma réputation est assez efficace à elle seule et mes adversaires cherchent plutôt à m'atteindre par d'autres voies, campagnes de presse, tracas fiscaux.

Ce qui m'agace, dans les quelques rixes dont je fus la cible, c'est la complicité des autorités républicaines avec mes ennemis. Combien de fois mes réunions ont-elles été attaquées par les commandos du SCALP (section carrément anti-Le Pen, dont l'acronyme ne laisse aucun doute sur les intentions belliqueuses des jeunes anarchistes adeptes de la violence qui la formaient, dont plusieurs migreront vers les Verts et les altermondialistes, à Attac notamment) ou d'une autre organisation d'extrême gauche sectaire, sans que le préfet, pourtant prévenu, ne fasse rien pour mettre un terme à ce désordre public ? La chose était de notoriété publique, elle avait même été théorisée sous le nom de « harcèlement démocratique ». L'État fut complice de cette persécution du Front national. Et comme ni la grande presse ni les intellectuels, ni personne n'a protesté, on doit parler de persécution systémique.

Il m'arriva plusieurs fois de ne pas pouvoir me déplacer à mon gré, sur ce qu'ils nomment pompeusement le territoire de la République, à cause de cette collusion scandaleuse. Une fois, à Bastia, avant la présidentielle de 1995, bien que le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua pour ne pas le nommer, ait été tenu au courant de ma visite, il a laissé envahir l'aéroport, bloquer mon avion et encercler mes partisans par des nervis armés et cagoulés. Une autre fois, à la Martinique, le démocrate révolutionnaire Aimé Césaire m'avait interdit d'entrée dans le département. Des bidons encombraient la piste d'atterrissage. Il aurait suffi de les enlever et d'assurer ma protection. Le préfet ne s'y décida pas. L'équipage était inquiet : « Surtout, ne descendez pas ! »

Une autre fois, toujours à l'aéroport de Fort-de-France, je me préparais à prendre une correspondance pour Porto Rico quand une bande de militants indépendantistes envahit la zone de transit. Comment savaient-ils que je m'y trouvais ? Qu'ont fait les forces de sécurité chargées de la protéger des intrusions ? Ils étaient nombreux, ils nous ont pris à partie, ils nous ont poussés contre la paroi de verre,

si fort que j'ai craint qu'elle ne casse, et ont réussi à voler ma mallette. Il y avait des documents et 5 000 euros en liquide pour les vacances.

Ce commando était conduit par l'indépendantiste Alfred Mariejeanne. Le mieux est qu'ils s'en sont vantés. Mariejeanne a brandi son butin dans un meeting : « Ça, c'est la mallette de Le Pen ! »

Et c'est ce monsieur qui dirige aujourd'hui l'exécutif martiniquais ! Avant d'être un vieil incompétent rompu aux magouilles et de gaspiller l'argent de la République tout en réclamant l'indépendance sans la vouloir, il avait été casseur activiste. Voilà un parcours semblable à celui de Christiane Taubira. Elle se prétend sans rire le meilleur garde des Sceaux de la Ve République (j'en ai mal pour Badinter), elle a bouleversé le droit de la famille pour se soumettre à l'idéologie révolutionnaire maçonne, mais auparavant elle avait été délinquante en Guyane, compagne de cavale d'un terroriste poursuivi par les autorités françaises. Et c'est cette criminelle qui a traduit, pour une photo publiée sur le Net, une militante ardennaise devant le tribunal de Cayenne, où tous les acteurs étaient membres de son parti local, le Walwari ! C'est Fouché et Talleyrand à elle toute seule, la magouille appuyée sur le crime !

Après l'agression d'Alfred Mariejeanne et sa bande, j'ai porté plainte, mais le juge d'instruction a décidé de classer : les responsables du maintien de l'ordre ne les avaient pas vus quand ils ont pénétré en zone internationale, ils ne les ont pas plus identifiés après coup. Donc, non-lieu pour agresseurs non-identifiés, bien qu'ils se soient vantés publiquement de l'agression. On ne saurait se moquer plus officiellement du monde. La justice républicaine ferme les yeux quand il lui plaît, elle choisit de poursuivre certains cas et d'en oublier d'autres en fonction des victimes et des coupables. Cette complicité des autorités avec mes agresseurs me désole. Elle signe la trahison de l'État envers le peuple, justifie le discrédit dans lequel il est tombé et finira par sa totale impuissance.

On attaque Le Pen dans certains quartiers de non-droit comme on attaque les pompiers, les flics, la camionnette du gaz. Je symbolise la France, je suis donc en danger là où on la refuse, où on la refoule. Avec Johnny notre copain gitan, j'avais prévu un reportage à Trappes, il y a vraiment là-bas, comme ailleurs en banlieue, une fuite des Français de souche qui est comme le premier mouvement de notre marche funèbre. Trois cents commerçants ont été remplacés. À midi on se pose au café, on commande des sandwiches au jambon. L'ambiance était lourde, le type du bar nous a dit : « Monsieur vous devriez partir d'ici. »

On n'a pas insisté, on est parti sans bruit. Un Français qui ne plaît pas se fait virer et il ne lui est pas loisible de s'y opposer. On nous assure pourtant que le racisme anti-blanc et la christianophobie

n'existent pas.

La presse s'est toujours abstenue de condamner la violence constante et systématique dont j'ai été victime, comme si elle la jugeait en somme naturelle et juste. Je suis le pelé, le galeux, il est bien beau déjà qu'on ne me frappe pas, le moins qu'on puisse faire est de me mettre en quarantaine.

La consigne frappe tous ceux qui m'ont touché. Quand elle fut élue en 1989 à l'Assemblée nationale, Marie-France Stirbois fut aussitôt entourée d'un cercle de fer. Seul Alain Griotteray et Jean-Paul de Rocca-Serra lui serraient la main ! C'est pourquoi d'ailleurs nous sommes si sensibles aux rares égards qu'on nous manifeste. Séguin a osé me toucher. Je dois dire que Brice Hortefeux et Rachida Dati, à l'Europe, sont aimables avec moi. Je me souviens de Simone Veil, aussi. Ce n'était pas une personnalité détestable. Sans doute ont-ils bien vécu de la République, elle et son mari, mais de manière moins indécente que d'autres. Elle me serrait la main, elle me parlait comme à un être humain.

C'est moins fréquent qu'on ne croit. Dans les élites politiques, du moins.

Dans le peuple, c'est autre chose.

Les gens sont agréables avec moi. Dans la rue. À l'hôpital. Le personnel antillais, des femmes surtout, très compétentes, chaleureuses. Des journalistes s'en étonnent. Il n'y a pas de quoi. Je leur explique : « Ils ne lisent pas vos articles. »

À Orly, le préposé qui me pousse dans mon fauteuil roulant tout le long d'un couloir se penche tout à coup :

– Mon père a fait partie d'un commando qui devait vous tuer.

– Tu lui diras bonjour de ma part.

Il a été surpris.

– Ah, ça alors, vous êtes un sacré type !

Les étrangers aussi sont gentils avec moi. Une fois, une cinquantaine d'Arabes, dans une noce, me fait une ovation. Une autre fois un groupe de noirs m'entoure, toujours à Orly, me fait fête, ils sont drôles, j'aime autant blaguer qu'eux. L'un d'eux hoche la tête :

– Elle est pas cool, ta fille !

Des exemples comme ça, j'en ai en pagaille. Dans une station-service, un pompiste curieux, respectueux :

– Monsieur le président.

Il y a peut-être aussi le goût de saluer quelqu'un de connu.

Et puis il y a la foule innombrable des Français pour qui je suis un mythe. Une petite vieille très petitement mise me serre la main avec effusion :

– Je suis pauvre, je n'ai rien à vous donner, mais j'ai encore ça.

Et elle enlève son alliance. Je la refuse, bien sûr, je dis :

– reprenez-la ! et je la lui fourre dans la main, mais elle me la redonne :

– Je ne la reprendrai pas.

Je lui promis alors que je la porterais jusqu'à la tribune de l'Assemblée, ce que je fis. Une autre fois un sexagénaire me tendit une enveloppe :

– C'est pour vous.

C'était un instituteur pied-noir à la retraite qui venait de toucher sa pension trimestrielle, il me l'a donnée.

Je suis l'obligé des petites gens qui voient en moi le sauveur. Ça donne une force, une tendresse, extraordinaire, et une responsabilité à la mesure.

26. Le FN persécuté

Ma personne importe peu. Je suis devenu un mythe. Pour ceux qui m'aiment et pour les autres. Pour ceux qui me haïssent et me craignent. Je pourrais bien leur montrer qui je suis, leur prouver qu'ils ont tort, c'est comme souffler dans un violon : je suis le croque-mitaine, point barre. J'en ai pris mon parti depuis longtemps. C'est eux que je plains. Leur aveuglement réflexe. Leur rhétorique sans surprise, tissée de haine et de sottise. J'ai relu la brochure de Holeindre et Bariller, *SOS hystérie*, publiée en 1992 par les Éditions nationales. Y apparaissent au fil des pages des reproductions de tracts du SCALP et d'autres associations de gauche polarisées par la haine de moi. C'est très violent et sans beaucoup d'imagination. Moi-même et mes amis sommes peints en rats ou en porcs (il paraît que c'est l'extrême droite qui aime « animaliser » ses adversaires). Nous sommes généralement décrits comme « fascistes » et « racistes ». La comparaison avec Hitler est ordinaire. On me colle une mèche, une moustache ou un brassard à svastika. On invite les gens de bien à nous « mettre dehors », à nous « écraser ». On aimerait me « voir crever ». Et dans *La Grosse Bertha*, le dessinateur Siné appelait à la solution « finale » contre moi :

> Trouver un tueur et lui proposer un contrat, c'est quand même pas la mer à boire ! On ouvre une souscription auprès des 100 000 lecteurs de la Grosse… à cinquante balles chacun ça fera cinq briques. À ce prix-là, on peut même faire dessouder Carl Lang, Martinez et la mère Stirbois… et boire un coup pour arroser la boucherie.

C'est bête, méchant, vulgaire, mais c'est de l'*humour*, et comme tel à respecter comme le Saint-Sacrement.

Cela ne porte pas à conséquence, pensez-vous ? Vous vous trompez hélas. La haine versée goutte à goutte, le délire croissant d'un système qui montrait du doigt le Front national ont porté leur fruit. Notre mouvement fut victime d'incroyables violences. L'antifascisme du système n'était qu'une comédie, Jospin l'a avoué, mais il a fini par engendrer une véritable haine, du FN, d'abord, puis des Français. Le racisme anti-blanc, le racisme antifrançais, sont le fruit de la stratégie de Mitterrand appuyée par Chirac.

Les politiques se sont servis d'associations comme SOS Racisme, le

MRAP, la Ligue des droits de l'homme et d'autres, et des stéréotypes forgés par les intellectuels et les journalistes. Celui du beauf, par exemple, que l'on doit à l'un des dessinateurs les plus talentueux et des esprits les plus faux des cinquante dernières années, Cabu. Paix à son âme, il a été massacré par ceux dont son manque de discernement a provoqué la prolifération. Fondée sur l'irréflexion et le dénigrement antipopulaire, la folie irresponsable de la gauche a tué. Elle a tué à Charlie, mais elle avait tué bien avant Charlie, des membres et des sympathisants du Front national. Je n'ai pas pu retrouver la liste complète de nos militants qui furent agressés, blessés ou tués. En voici quelques-uns tout de même. J'étais leur chef. Je leur dois ma gratitude, je les assure de mon affection. Ces militants calomniés, méprisés, qui ont tout donné pour leur cause, avec la plus belle abnégation, quelquefois jusqu'à la vie. Qu'ils reçoivent ici mon salut fraternel.

Salut à toi Yves Lecabe, traîné sur vingt mètres par une voiture de délicats démocrates lors d'un collage à la Queue-en-Brie, en février 1986.

Salut à toi, Yves Dhaine, battu à mort à coups de bouteilles par deux Maghrébins à Beaucaire pour le seul crime d'avoir dit « Je vote Le Pen ».

Salut à toi, Pierre Fauchard, coupable de l'avoir fait, et pour cela battu à mort à coups de pied par d'autres Maghrébins à Saint-Gilles.

Salut à vous, spectateurs toulousains de ma réunion de mars 1986, accueillis par des cocktails Molotov et des billes d'acier.

Salut à vous, innombrables militants du Front national agressés pendant les tractages. À Gennevilliers en décembre 86, à Marseille en avril 88, notre militant, rossé une première fois, fut enlevé dans le coffre d'une voiture avant d'être retabassé et jeté sur le bas-côté de la route. En septembre 1990 à Graulhet, l'équipe de tractage doit fuir en voiture sous une pluie de pierres, en janvier 1992 à Pontoise elle est agressée : bilan, un nez cassé.

Salut à vous, innombrables colleurs agressés lors des collages d'affiches. En particulier Mme Héron, qui fut blessée aux jambes, et ses trois courageux compagnons attaqués par trente immigrés en juin 1987 à Villejuif, et les jeunes du FNJ, dont deux furent gravement blessés, agressés un mois plus tard par une vingtaine de Maghrébins armés de barres de fer et de tessons de bouteilles.

Salut à vous, militants de Chelles-Les Coudreux, agressés en mars 1988 par vingt Maghrébins armés de manches de pioche et d'armes à feu. Salut à toi, anonyme dont ils cassèrent le bras.

Salut à vous, militants de Paris tirés au fusil alors qu'ils collaient en décembre 1988, et toi qui tombas, grièvement blessé.

Salut à toi, Alex Temarii, blessé à la cuisse par arme à feu lors d'un

collage à Vallauris en juin 1990.

Salut à vous, colleurs d'Aix-en-Provence agressés et poursuivis jusqu'à l'hôpital par des beurs qui détruisirent votre camionnette.

Salut à vous, colleurs de Hauterive, tabassés, colleurs de Saint-Mandé, menacés avec des armes à feu par des membres du Bétar, colleurs de Versailles chassés en mars 1991 au fusil à pompe.

Salut à toi, Gérard Maleyzieux qui eut à cette occasion la jambe amochée, salut à vous, colleurs de Rouen, canardés au revolver en septembre 1991, salut à toi, colleur de Fréjus, blessé à la main d'un coup de fusil en février 1992

Salut à vous, journalistes de *National Hebdo*, dont les locaux furent mis à sac en décembre 1987 par un commando de l'Organisation juive de combat et dont le stand au Salon du livre devait être détruit dix ans plus tard par un commando de Ras l'front.

Salut à toi, courageux militant du FN, qui pour répondre aux provocations des potes en surnombre leur avait mis une tête, qui fut incarcéré pour cela aux Baumettes et, dans sa cellule, fut torturé par ses codétenus maghrébins : on le retrouva au matin couvert d'hématomes et de brûlures de cigarettes, le poignet gauche brisé.

Salut à vous, élus et candidats du FN, victimes d'agression. Germaine Burgaz dont on fit sauter le portail au plastic. Gilbert Cottinet tête de liste dans le Val d'Oise, tiré au fusil dans son appartement. Gilbert Mercadal dont le magasin vidéo, à la Seyne-sur-Mer, fut détruit à l'explosif. Albert Sangarate, abattu en pleine poitrine, et Franck Hennequin, blessé au bras par balle lors de l'attaque par le FLNKS de la ferme de Marcel Dubois en Nouvelle-Calédonie. Pierre Van Dorée, conseiller municipal de Gennevilliers, victime une première fois d'un jet de pavé, blessé au bras, assiégé quelques mois plus tard à la mairie pour avoir tenté de se défendre. Pierre Durand, mon ami, membre du bureau politique, passé à tabac en mai 1990 à Paris par la Jeunesse communiste qui faisait la fête.

Salut à toi, Jean Roussel, conseiller municipal de Marseille, blessé à la tête par un Tunisien, Robert Crépin, conseiller municipal de Vallauris, dont on a seulement criblé la voiture de balles, comme celle de Bernard Frey, conseiller municipal de Mulhouse. Pierre Vial, conseiller municipal de Villeurbanne, agressé par un commando du Groupe d'action juive. Martine Lehideux et Jean-Jacques Fanchtein, secrétaire départemental de Guyane, agressés par une centaine de gauchistes. Michel de Rostolan, ancien député, attaqué à son stand de la fête communale par une bande de jeunes armés de bombes lacrymogènes, de cutters et de pierres.

Salut à toi, Raoul Rakétitch, candidat FN à Châtillon, qu'une bande de Maghrébins a attaqué : « on t'a mis le canon d'un pistolet dans la bouche, puis tiré un coup de feu à bout portant près de ton oreille, de

sorte que tu en es resté sourd ».

Salut à toi Sylvie Soudet, professeur de mathématiques à Noisy-le-Grand, qui, pour avoir commis l'erreur d'être candidate du FN, fut exclue du conseil de classe, victime d'injures et de jets de pierres.

Salut à vous, conseillers municipaux de Cannes, qui, en compagnie de quatre femmes, avez été pris pour cible d'un commando armé de fusils à pompe.

Salut à vous, militants du FN qui vous occupiez d'une fête, d'une réunion, d'une billetterie, ou étiez assesseurs d'un scrutin, et qui avez été attaqués plus ou moins violemment, à toi, l'assesseur de Gardanne, tabassé par des nervis communistes dans le bureau de vote, à vous militants du Havre agressés en plein jour dans votre local, à toi Jean-Luc, qui sortais des BBR 1989 avec ton père, quand quatre Maghrébins t'ont tiré au pistolet à grenailles pendant qu'ils matraquaient ton père, à vous qui sortiez d'un bal organisé par le front en janvier 1990 à Coulommiers, agressés au bâton et aux couteaux par une bande de jeunes noirs et maghrébins, puis menacés encore sur votre lit d'hôpital.

Je pense à vous, réunis à Sarcelles, attaqués par des Maghrébins et des Zoulous, et aux militants du FNJ agressés et grièvement blessés au visage à coups de rasoir après le défilé de Jeanne d'Arc.

Je pense à vous, paisiblement venus assister à une réunion du FN en janvier 1992 à Saint-Rémy-de-Provence et à Nîmes, et qui fûtes attaqués par une horde de jeunes armés de pierres, cocktails Molotov et barres de fer. Plusieurs voitures furent endommagées à Saint-Rémy, un blessé grave relevé ; à Nîmes, lynché, Alain Salsano risqua pour moi et ma réunion l'amputation d'une jambe. En mars 1988 à Tours, les anti Le Pen molestèrent plusieurs participants de sorte que l'un d'entre eux mourut d'une crise cardiaque. Il avait quatre-vingt-deux ans.

Salut à vous, adhérents et militants qui vous occupiez des permanences du Front national. Je pense à l'attaque perpétrée par l'Organisation juive de défense contre nos locaux à Paris en septembre 1988, à l'engin explosif assez puissant pour tuer qui fut découvert in extremis dans ceux de Toulouse en novembre 1989, et qui fut revendiqué par le SCALP, aux nervis armés de barres de fer qui ravagèrent la permanence de Quimper en mai 1990, à celle de Marseille, ravagée par un engin incendiaire le 13 juillet 1991.

Salut à vous, adhérents ou militants du FN agressés pour le seul fait d'être ce que vous étiez, Jean-Paul Messe, agressé à l'arme à feu dans son appartement à Meaux, Brucklé, molesté à l'âge de quatre-vingt-un ans par des Maghrébins et hospitalisé, Erwan Soitzey, fils d'un de nos sympathisants, passé à tabac par des militants socialistes, salut à vous, M. et Mme Lagruy, passés à tabacs par quatre immigrés

en juillet 1990 pour avoir commis le crime d'acheter *Présent*.

Salut à toi, Danièle de Beketch, attaquée à ton domicile chez toi par deux Maghrébins auxquels les articles de ton mari ne plaisaient pas.

Salut à vous, nos innombrables gerbes aux monuments aux morts, écartées par les autorités, ou profanées par des malveillants quand nous avions pu les poser. Salut à vous, non morts innombrables profanés dans l'indifférence générale. Salut à toi, Jean-Pierre Stirbois, dont la tombe fut profanée dans la nuit du 13 au 14 janvier 1990. Salut à vous, pauvres morts catholiques du cimetière de Saint-Herblain, souillées en mai 1990 par des inscriptions SCALP, *Mort à Le Pen* et *Carpentras vengeance*.

Salut à toi, patron du restaurant d'Orsay où nos militants cassaient la croûte, et qui subit pour cela une attaque à la grenade défensive.

Salut à toi, l'éboueur algérien, grièvement blessé devant le pavillon de François Brigneau par l'engin posé pour tuer celui-ci.

Et salut à toi aussi, ô malheureux Jean-Marie Le Pen. Tu étais un adolescent bien tranquille, sans lien de parenté ni de politique avec moi mais, simplement parce que tu portais le même nom que moi, tu fus forcé, un jour de janvier 1992, de quitter ton lycée tant on t'y persécutait. Cela fait vingt-sept ans aujourd'hui et cela me navre toujours.

Arrêtons-nous ici. Cette liste qui paraît longue au lecteur n'est qu'un extrait des agressions dont nous avons été victimes en six ans, de 1986 à 1992. Elles avaient commencé avant, elles n'ont pas cessé depuis. Je pourrais remplir un fort volume rien qu'avec elles. Il y a eu des périodes particulièrement violentes. En juin et juillet 1994, nos locaux de Salon-de-Provence et deux permanences marseillaises ont été détruites, au cocktail Molotov et à l'explosif : l'immeuble de la fédération départementale a été soufflé sur trois étages. Au même moment, en mai, à Rouen, notre ami Steeve Taillepied était assassiné par un chauffard, tout comme Aurélien Mathieu, le responsable FNJ de Saint-Maur-des-Fossés, par un revendeur de drogue qui l'avait repéré. Je vous salue, vous qui n'aviez pas quarante ans à vous deux.

En me replongeant dans ces annales de la violence anti Front national, je m'aperçois aussi que les entraves et agressions qui m'ont visé sont innombrables, permanentes et systématiques. J'en ai relaté quelques-unes, à titre d'exemple, cela suffit.

La seule chose sur laquelle il me paraît nécessaire d'insister, c'est le caractère officiel de cette persécution, à laquelle participent élus et autorités de la République, parce qu'elle constitue à leurs yeux comme un devoir moral. Le meilleur exemple me paraît cette soirée de la campagne présidentielle à Paris, où je fus attaqué à la bombe lacrymogène par une bande de socialistes menés par Michel Charzat.

Le nom de ce monsieur ne dit plus rien à personne, mais c'était alors une sommité de l'aile gauche du PS, universitaire éminent, docteur en sociologie politique de l'École des hautes études en sciences sociales, secrétaire national du PS, directeur adjoint de la campagne de François Mitterrand et député. Voilà le pedigree de l'homme qui gazait Le Pen en toute bonne conscience.

Je voudrais revenir aussi sur Jean-Marie Le Pen, le pauvre gamin persécuté pour avoir porté un « mauvais » nom. Si on le compare à nos centaines de blessés et à nos nombreux morts, son sort est enviable bien sûr. Mais on ne sait jamais quelle blessure indurée la sotte haine peut installer dans de jeunes âmes. Surtout, c'est pour moi le symbole de la haine aveugle, de la dénonciation réflexe, de la pensée magique et primitive : le système a enseigné si profondément à haïr Le Pen que celui qui porte le nom de Le Pen est moqué, haï, vilipendé. Salut à toi, Jean-Marie Le Pen. J'ignore ce que tu es devenu, mais reçois le salut fraternel d'un paria à un autre paria : il est des crachats plus honorables que celui de la Légion d'honneur, tel qu'il est trop souvent porté aujourd'hui.

Salut à vous tous, ô militants du Front national. Ceux qui sont partis et ceux qui sont restés. Ceux avec qui je me suis fâché, et ceux qui m'ont quitté fâchés. Les sans-grades et les gradés. Tous, ceux qui ont pris leur part, et de la peine, et de l'opprobre, que l'on déversait sur nous par tombereaux. Ceux qu'on a nourris de couleuvres et de crapauds. Ceux que l'on a traqués, triqués, poignardés, incendiés, flingués, et insultés par-dessus le marché. Ceux auxquels les médias inventaient une nuque rasée. Ceux qu'on accusait des plus viles pensées et des plus bas instincts. Ceux qu'on a persécutés pour leur fidélité et leur amour de la France. Certains soirs, quand la fatigue des luttes terrestres m'accable, alors, retrouvant les espoirs de ma foi d'enfant, je me prends à penser que Dieu saura récompenser dans une autre vie tant de vertu calomniée par les hommes. Et je vous remercie, et je prie pour vous.

Je voudrais pour terminer ce chapitre m'adresser à mes lecteurs de gauche. Si vous saviez tout cela, vous êtes malhonnêtes et, disons-le sans hausser le ton mais nettement, vous êtes des criminels ou complices des criminels. Si vous ne le saviez pas, je suis heureux de vous l'avoir appris. Voulez-vous vous arrêter un instant dans la course de vos jours pour y songer ? Et reconnaître, l'espace d'un quart d'heure, que votre camp a persécuté à tort de bons Français, et reconnaître cette qualité à ceux que vous calomniiez aussi naturellement que vous respirez. Si un seul d'entre vous le fait, ce livre n'aura pas été vain.

27. La galéjade de Mantes-la-Jolie

Une des arnaques les plus grossières et les plus efficaces qu'a montée contre moi le système est celle de Mantes-la-Jolie en 1997. À partir de rien, il a bricolé une campagne de presse et une série de procès qui ont fortement contribué à la scission Mégret. Je perdis en effet mes mandats de député européen et de conseiller régional en PACA et fus frappé d'une peine d'inéligibilité qui pouvait m'empêcher de mener la liste FN aux européennes de 1999. J'en fus relevé en appel, mais après plusieurs mois d'incertitude qui nourriraient de profondes querelles au Front national.

Comme la plupart de ses semblables, l'affaire de Mantes-la-Jolie éclate comme un coup de tonnerre dans le ciel d'élections qui s'annoncent bleues. Sans doute conseillé par cette grande andouille de Villepin, Jacques Chirac, qui dispose à l'Assemblée d'une majorité confortable, la dissout au printemps 1997, pour rien, pour faire un coup politique. Contre ses attentes, le parti socialiste emmené par Jospin l'emportera. Quant au FN, tous les sondages montrent qu'il va profiter de la boulette que fait Chirac pour améliorer son score (il atteindra en effet près de 15 % au premier tour sur l'ensemble du territoire). Dans la 8e circonscription des Yvelines, ma fille aînée Marie-Caroline, arrivée en tête au premier tour, est en ballottage très difficile mais intéressant. C'est pourquoi j'ai choisi de venir la soutenir.

Le 30 mai à dix heures et demie, ma Peugeot pénètre sur la place de la Collégiale, à la suite de la voiture de police banalisée qui assure ma sécurité. Nous tombons sur une troupe de manifestants rassemblés pour protester contre ma venue, à l'initiative de Saint-Amaux, le maire communiste de Limay. La gauche, l'extrême gauche et quelques éléments de la prétendue droite s'y mêlent. C'est la femme d'un conseiller général RPR, Mme Schwob, qui a prévenu les militants de Ras-l'front de mon déplacement.

Un certain Borowski, activiste d'extrême gauche, a lancé la chaîne téléphonique qui rallie les manifestants. Détail, ce Borowski, photographe professionnel, patron de son entreprise (il gagne entre 20 000 et 50 000 francs par mois, ce qui à l'époque est une belle somme), qui prendra les photos dont les médias se serviront contre moi, sera aussi le seul témoin visuel des faits ou à peu près dans le procès qu'on va m'intenter.

Dans la foule des politiciens venus pour faire parler d'eux se trouve

la candidate du PS, le maire de Mantes-la-Ville, Annette Peulvast, qui a besoin des voix de l'extrême gauche pour se faire élire. Tous ces gens bloquent la rue et, pour ne pas risquer un accident, je fais stopper la voiture. Les gens s'approchent, on sait qu'il n'y a rien de plus dangereux que de rester bloqué dans un véhicule au milieu d'une foule hostile, je sors de ma voiture avec mon garde du corps Thierry Légier, les policiers qui nous protègent en font autant, et nous parvenons à nous dégager de la meute menaçante qui nous attaque, tous les témoignages concordent, malgré l'accusation farfelue des gauchistes qui prétendront que nous les aurions attaqués, à cinq contre deux cents. Nous parvenons à rejoindre le petit groupe du FN et commençons la visite des commerçants.

Mais les doux démocrates qui nous conspuent nous rattrapent et ne nous lâchent pas. Ils nous jettent d'abord des insultes, *Le Pen, fasciste, assassin*, ou, sur une grande banderole, *Une balle pour le Pen, pour le FN une rafale*, et autres amabilités démocratiques. Puis ils passent aux projectiles citoyens, des œufs et des pierres. L'un de leurs meneurs, le professeur de technologie Marsaleix, qui viendra à la barre donner des leçons de morale, est vu par plusieurs témoins en train de nous en couvrir. Il s'en vantera en plaisantant : « Il y a des concours de lancer d'œufs et je m'entraîne ».

Nous devons nous réfugier dans un café. Incapable de faire régner l'ordre, le commissaire Benastre, dont le nom commence comme benêt et finit comme désastre, nous demande de quitter les lieux. Il est vrai qu'il avait tourné son dispositif, de son propre aveu, vers le Front national et non vers les excités qui l'attaquaient.

Nous partons vers midi, non sans avoir dégagé la voie vers nos voitures. De cette heure et demie où nous avons été quasiment tout le temps les agressés, la télévision et les journaux ne tireront que quelques images propres à nous montrer comme d'inquiétants agresseurs. Par exemple celle où, en rang, nous repoussons les gauchistes, et où j'en interpelle un : « Je vais te faire courir, moi, tu vas voir, le rouquin, là-bas ! Hein, pédé. »

J'ajoute aussitôt après, en commentaire : « Ça me rajeunit. »

Il est vrai que si recevoir des œufs et des pierres n'a rien d'agréable, on est loin de la barre de fer et des boulons. Les militants de base qui nous agressaient n'étaient pas d'ignobles casseurs, j'ai eu d'ailleurs au procès des paroles pleines d'indulgence pour eux.

J'en ai beaucoup moins pour ceux qui ont organisé et exploité le guet-apens. On a vu l'origine politique du coup, la complaisance du RPR et de la police. Le sous-préfet de Mantes affirme publiquement tenir de source policière que j'ai jeté Annette Peulvast à terre et que j'ai déchiré son corsage. C'est un pur bobard, l'enquête l'établira, mais le représentant de l'État aura ainsi donné le *la* de l'orchestre anti Le

Pen, de la diffamation systémique. Il aura construit le fantasme d'un Le Pen bestial qui brutalise les femmes (et plus si affinités). Les médias le suivront en sélectionnant les quelques images qui peuvent, de loin, avec un montage et un commentaire appropriés, laisser croire cette fadaise. Et la justice aussi suivra, puisqu'elle retiendra l'assignation lancée contre moi par Annette Peulvast, qui aura pris la précaution de se munir d'un certificat médical faisant état d'un hématome à la jambe droite et de plusieurs dizaines de griffures sur le haut du thorax. Que souhaiter au médecin qui a délivré un tel certificat ? Qu'il aille cuver sa honte !

Deux mots de ce moment particulier, qui a motivé ma condamnation. On m'a accusé d'avoir jeté Annette Peulvast à terre, d'avoir ouvert son corsage, de lui avoir ôté son écharpe et de lui avoir griffé le haut du torse. Or, non seulement les témoignages ne sont pas concordants et fiables, mais les images prises les médias qui m'accablent me disculpent ! En outre, tous les témoignages accusant le FN portés par la presse se sont effondrés lors des procès, les témoins reconnaissant n'avoir rien vu directement. Pour Annette Peulvast cependant, deux témoins ont maintenu avoir vu la scène. Un professeur de lettres à la retraite, Della Souda, prétend avoir vu Annette Peulvast si dégrafée que ça lui a donné à craindre que j'aie des intentions peccamineuses. Et puis il y a le photographe Borowski, qui prétend avoir vu cinq ou six mains à l'assaut du torse de Mme Peulvast. Serais-je donc un satyre hécatonchire ?

Sérieusement, voici ce qui s'est passé. Dans le désordre causé par les manifestants de gauche accrochés à nos basques, j'étais assez agacé qu'une fois de plus, sans que la force publique ne les en empêche, nos adversaires entravent notre liberté de mouvement et le déroulement normal de la campagne. La loi de la République n'était pas appliquée. C'est alors que je croise Mme Peulvast, qui s'était glissée dans le groupe de tête des agresseurs. Je la croise sans lui prêter la moindre attention. Avec mon œil, je ne me souviens même pas si je l'avais vue. Mais elle a la mauvaise idée de m'agripper par le bras pour me faire une remontrance. Là, je dois dire que ma vieille galanterie française m'a fait défaut. Je me suis retourné vers elle, elle était contre un mur, et je lui hurle mon exaspération :

« On en a marre de vous. Marre d'être toujours agressé. Votre écharpe ne vous donne pas tous les droits. »

Naturellement, je ne l'ai pas touchée, je n'ai arraché ni son écharpe ni son corsage. Les images le prouvent. Elles sont formelles et nettes. La robe et la veste de Mme Peulvast restent en place, recouvertes de l'écharpe protectrice. Ma main ne remonte pas vers sa poitrine. Mais, en contre-plongée, quand je crie « on en a marre », l'image donne l'impression que je vais la manger. Elle a dû avoir grand peur, faire

pipi dans sa culotte, et elle a eu une réaction cutanée, une sorte de *flush* qui explique les rougeurs présentées comme des griffures.

Tout cela ne serait que risible si cela n'avait donné lieu à un vaste montage médiatique, judiciaire et politique. Au tribunal de grande instance et à la cour de Versailles, la télévision sera la référence constante de l'accusation. On ne produira que les séquences montées par les chaînes, sans qu'il soit possible d'avoir accès aux rushes. Des témoins, qui n'avaient rien vu, se fonderont sur les bribes d'images de la télé dont ils se souviennent pour imaginer leur témoignage. Par exemple, certains affirmeront que j'ai donné au DPS l'ordre de charger, alors que c'est à Benastre, le commissaire inactif, qui nous laissait bousculer, que j'ai lancé : « Allez, chargez, qu'est-ce que vous attendez ? »

La télé n'a retenu que le mot « chargez », parce qu'elle lui servait à me charger.

À l'inverse, quand les images diffusées établissent mon innocence, Françoise Martres, la présidente, celle qui sera plus tard la patronne du Syndicat de la magistrature, celle du futur « mur des cons », se détourne ostensiblement. Cela paraîtra invraisemblable au lecteur mais toutes les personnes présentes ce jour-là en auront été les témoins. Du point de vue personnel, ce comportement inspire le dégoût, du point de vue des institutions, il me submerge d'inquiétude. La justice de la République est mangée aux mites, la magistrature infiltrée de sectaires qu'aucune décence n'arrête.

En voici un exemple encore pire. Scandalisés par le jugement, nous sommes allés en cassation, et nous avons perdu. La plus haute juridiction de l'État en matière pénale a commis un faux. Elle a rendu une décision contraire au texte de la loi. La Cour d'appel avait requalifié les faits qui m'étaient reprochés en « violences sur personne dépositaire de l'autorité publique dans l'exercice de ses fonctions ». Elle se rendait coupable d'une double erreur. De faits : je n'avais commis nulle violence. De droit : en participant à une manifestation partisane en dehors de sa commune Annette Peulvast, maire de Mantes-la-Ville, non de Mantes-la-Jolie, n'était pas dans l'exercice de ses fonctions. C'est sur ce point que j'attaquai en cassation, et la Cour se couvrit de honte en refusant de dire le droit.

Point d'orgue de la manipulation, je tiens de Jean-Claude Varanne, conseiller municipal FN de Mantes-la-Ville, qu'il a reçu de Mme Peulvast la confidence suivante : « Vous savez, M. Varanne, ce n'est pas moi qui ai monté toute cette affaire. C'est Monsieur Rocard. »

28. Mes emmerdes : fisc, procès, journalistes

J'aime les chansons d'Aznavour. Il attrapait bien la nostalgie du temps qui passe, quand il chantait par exemple :

«… je n'oublierai jamais
Mes amis, mes amours, mes emmerdes… »

Quand on s'éloigne des anciens jours, les pires moments font de bons souvenirs. Je ne serais pas complet sur les persécutions dont nous avons été l'objet si j'oubliais mes procès, mes journalistes, mes inspecteurs du fisc. Une kyrielle d'emmerdes, une incroyable collection de couleuvres qu'ils se sont donné mission de me faire avaler.

Mon fisc, mes procès, mes journalistes, mériteraient chacun un chapitre, sinon un volume, mais pour aller plus vite, il me suffira d'écrémer, de prendre un ou deux exemples de chaque, pour montrer au lecteur la permanence, l'omniprésence, et le polymorphisme des persécutions qui m'ont frappé. On pourra dire que je me pose en victime : il est plus difficile de me réfuter.

Je vais commencer par le fisc. J'ai un faible pour lui. Dès le début de ma vie politique, j'ai désigné le fiscalisme comme une plaie pour la France. Il pompe, étouffe, assujettit. Il dresse des listes et surveille, il a établi les moyens d'un flicage généralisé qui fera l'assise du totalitarisme de demain, auprès de quoi ceux que l'on a connus paraîtront de la petite bière. L'État spolie pour redistribuer à ses clients en fonction de son idéologie. L'intuition du poujadisme était bonne. Il a monté du doigt celui qui engendre à la fois la misère et la dictature : le socialisme.

Quand on désigne son ennemi, il ne faut pas en attendre de cadeaux. L'État fiscaliste m'a toujours traité en ennemi. Cela fut flagrant à partir de l'héritage Lambert. Qu'il m'en ait pris 70 % était légal, mais depuis, il m'a poursuivi de sa fidèle inimitié. Il s'agissait pour lui de juguler un adversaire politique. Jeune député poujadiste, j'avais mesuré, de l'extérieur, combien la menace de contrôle fiscal inhibe la liberté, menace la dignité des hommes. Depuis je l'éprouve de l'intérieur.

J'ai subi année après année le harcèlement des exempts, leur intrusion permanente qui s'étend à tout et cherche à remonter au plus lointain passé. Ils sont maîtres des délais de péremption des

documents et des preuves. S'ils décrètent que votre cas nécessite une recherche, le délai change. Vous devez garder tous vos papiers sur dix ans au lieu de trois. Et je ne parle pas des intérêts qui courent sur les indemnités de retard. Leur caractère vexatoire, menaçant. Le fisc exerce plus ou moins explicitement un chantage : « Tenez-vous tranquille et l'on vous oubliera peut-être. »

L'homme seul se trouve désarmé face à lui, transi de peur devant ce sombre mastodonte semblable à une montagne hostile. Le ministère des Finances compte 140 000 fonctionnaires pour 66 millions d'habitants. Aux États-Unis, c'est 129 000 pour 316 millions, en Grande-Bretagne 80 000 pour 64 millions, en Allemagne 54 000 pour 80 millions. Contre un monstre aussi disproportionné, les entreprises ont des services juridiques, de gros budgets : le citoyen ordinaire, lui, se trouve désarmé.

J'ai décidé de résister. Ni eux ni moi n'avons rien lâché. Je les ai toujours aux basques. Je suis l'homme en France le plus contrôlé par le fisc. J'ai dû dépenser plus de cent millions de francs légers rien que pour mes avocats fiscaux. J'ai aujourd'hui encore, à quatre-vingt-dix ans passés, neuf procédures en cours. C'est le prix de la liberté. C'est aussi un tracas, qui ne vous quitte jamais. Mes amis en plaisantent. L'autre jour on m'appelle sur mon portable :

« M. Le Pen, s'il vous plaît.

– Oui, qui est-ce ?

– Les impôts !

– Tu parles si je t'ai reconnu. Qu'est-ce que tu feras pour Jeanne d'Arc mon p'tit Roger ? »

C'était Holeindre. Un bon mec.

Je ne vais pas passer en revue toutes mes histoires de fisc parce qu'on serait encore là pour le jugement dernier. On va s'en tenir à l'exemple de mes maisons et à la Cotelec.

Depuis que j'ai épousé Jany, j'ai quitté Montretout pour habiter chez elle à Rueil. Mais le 6 janvier 2013, la maison brûle et nous sommes contraints de nous exiler à la Celle-Saint-Cloud où nous passerons plusieurs années agréables. Nous ne reviendrons chez nous qu'en 2017. Mais le fisc ne veut pas en entendre parler. Ils refusent de m'exempter de la taxe d'habitation pour la période où nous habitions ailleurs. Et ils m'ont collé des indemnités de retard. Ce n'est pas une simple erreur, car je leur ai signalé le fait. J'ai payé – il faut toujours payer sinon c'est la catastrophe, les poursuites, la suspicion, les pénalités –, j'ai payé et j'ai envoyé une réclamation courtoise, avec toutes les attestations possibles que la maison avait brûlé et que j'habitais ailleurs, acquittant d'ailleurs régulièrement la taxe d'habitation de mon lieu de résidence. Que croyez-vous qu'il arrivât ? Ils m'ont répondu benoîtement qu'ils maintenaient leur point de vue.

Tel quel. *Quia nominor Leo*.

À Montretout c'est encore pire. Certes, c'est une très belle propriété que j'aime beaucoup, mais c'est dans un état… Tout est vétuste. Le fisc l'estime une fortune. Je les invite à venir visiter les fuites du second étage, la vrillette dans tous les parquets, les huisseries fatiguées. Et la plomberie. Il y a une conduite d'eau qui va de la maison aux communs, sous le jardin, elle a pété, on s'en est aperçu après que six mille tonnes d'eau eurent fui. S'il fallait mettre la maison aux normes aujourd'hui, ça me coûterait au moins 2 millions.

Le fisc n'est pas à une contradiction près. Dans une transaction avec lui, j'ai voulu donner en garantie d'un paiement à venir des parts de la SCI de Montretout que nous formons avec Yann et Marine, il m'a été froidement répondu : « Ça ne vaut rien du tout ! »

Le fisc estime la chose à 6 millions pour me nuire et à zéro quand ça l'arrange. La perversité de ces gens n'a pas de limite. Au moment de l'affaire Cahuzac, ils ont créé la Haute Autorité pour la transparence. Cela permettait d'oublier ce parangon de vertu socialiste, ce ministre garant de la rectitude fiscale, qui fraudait le fisc. Le président de ce machin a déclaré que j'avais détourné de l'argent de la Cotelec (j'y viens) pour acheter Rueil. Mal lui en a pris : cet argent était le mien. Je l'ai attaqué en diffamation, mais ses copains juges ne sont pas pressés, la poursuite n'aboutit pas, elle va traîner, faisons-leur confiance.

Les exempts ont opéré deux perquisitions chez moi. En mon absence, pendant mes vacances. La France, pays des droits de l'homme et de la liberté des argousins. Ils ont brisé mon coffre-fort, ils ont même tenté d'empêcher mon avocat d'assister à la scène. Il leur a fait observer qu'ils se trouvaient chez son client. Leur prétexte ? L'urgence. Comme s'ils n'avaient pas pu apposer des scellés en attendant mon retour ! On avait une réserve de sécurité, pour Jany, rapportée de Rueil après l'incendie, ce que j'appelle son douaire, deux lingots et trois rouleaux de pièces. Ils les ont saisis. À mon retour, quand l'inventaire a été fait, j'en ai demandé la restitution. Ils ont refusé, considérant cela comme une provision jusqu'au procès qui m'est fait mais qui ne vient pas : ils n'imaginent pas que je puisse être innocent et ne pas être condamné.

On va dire que je ne suis pas sur la paille. C'est vrai. Ce sont des soucis de riche, dans une France où le nombre des pauvres croît, et la gravité de la pauvreté. J'en parle pour deux raisons. Ils m'ont pourri la vie. Et ils sont les moyens de coercition abusifs du système qui a créé la pauvreté en France. La même patte s'abat sur le gilet jaune, le petit patron, ou le parlementaire que je suis depuis trente-cinq ans.

Ils ont aussi intenté une action contre mon majordome Gérald, contre sa sœur, avec des interrogatoires sur leur vie personnelle,

sexuelle. La perquisition a ceci de charmant qu'elle permet de s'emparer des documents les plus intimes et de les faire fuiter en fonction de l'intérêt qu'on y trouve. Certaine presse fait office de réceptacle à délation. C'est le cas de *Médiapart* ou du *Canard*. Une fois la rumeur passée par eux, elle est reprise par la presse dite sérieuse, et le parquet agit.

Un mot de Cotelec. C'est une association que j'ai montée pour financer les candidats du Front national et qui a beaucoup fait fantasmer journalistes et inspecteurs du fisc. Le genre *Détective* : « les finances secrètes de Le Pen ». Or Cotelec est si peu secrète que j'en ai installé les bureaux dans une partie du rez-de-chaussée de Montretout. Pourquoi l'ai-je fondé ? Pour remédier à l'hostilité des banques, qui ne prêtaient pas au Front national comme elles prêtent aux autres partis. Comment fonctionne-t-elle ? Quand il y a une campagne ou un achat à financer, je demande à des sympathisants de prêter de l'argent à Cotelec. Des milliers de prêteurs me font confiance et s'y retrouvent, c'était un placement sûr et d'un rendement acceptable. Cet argent, Cotelec le prête ensuite. Sur ses prêts, elle demande des intérêts supérieurs à ceux qu'elle verse à ses prêteurs, et c'est avec la différence qu'elle paie son personnel et gère les candidats non remboursés de leur campagne.

Ou plutôt qu'elle vivait, parce que je vais devoir la fermer bientôt, je crois. J'ai versé un prêt de six millions au Front pour la présidentielle, mais il n'y a pas d'élections en vue et, quand Cotelec ne prête pas, elle perd de l'argent puisqu'elle continue à verser leurs intérêts à ses prêteurs. Et puis il y a le nouveau décret d'Édouard Philippe qui interdit à des particuliers de prêter à un parti au-delà d'une certaine somme, 15 000 euros. Donc notre activité va devenir illégale : il faut clore. Toute la question est de savoir comment faire sans y laisser de plumes.

L'autre versant de la question est : comment le Rassemblement national, ex FN, va-t-il pouvoir se financer ? L'objectif du gouvernement est qu'il ne le puisse plus.

Quant au décret lui-même, je l'ai relu plusieurs fois sans être sûr de comprendre. Il est rédigé de manière presque comique, en empilant termes juridiques et administratifs, comme accumulés à dessein par un étudiant de première année pour masquer d'une nuée absconse le poignard du fisc. Et c'est signé par notre Premier ministre, Édouard Philippe. Je vais donc être obligé de fermer. Dans la bâtisse du FN que nous avions patiemment élevée, un arc-boutant de plus s'en va.

Assez parlé de ceux qui sont payés pour me prendre mon argent, parlons maintenant de ceux qui sont payés pour me calomnier, les chiens de garde du système au collier doré, les journalistes. Des noms me reviennent spontanément à la mémoire, mais à la réflexion j'en

veux moins aux individus qu'aux institutions. Tout odieux qu'ils étaient, René Andrieux et Claude Cabannes l'étaient moins que le communisme qu'ils servaient et le brûlot, *L'Humanité*, qu'ils animaient. J'ai épinglé des journalistes, j'en ai traité certains de « pauvres imbéciles et menteurs ». Je ne retire pas ces mots ni ne les regrette. Mais ce sont les fonctions plus que les hommes qu'il est utile de critiquer.

Par exemple, mes amis et moi avons dû affronter j'ignore combien d'émissions truquées, courues d'avance à cause de la composition du tribunal devant lequel nous passions. Celui-ci n'était presque jamais formé de journalistes proprement dits. Il comprenait des éditorialistes, des patrons de presse, des « politologues », des experts soigneusement triés. À y bien regarder très peu d'enquêtes et de reportages ont été consacrées au Front national et à ses cadres. Ou alors des pseudo reportages menés par quelque militant de gauche infiltré chez nous sous un faux nez. Nous n'aurons jamais été « décrits » que par de la délation volée ou des dissertations orientées.

Bien sûr, j'ai été particulièrement agacé par la grossière jactance d'un Paul Amar, qui crut spirituel de nous offrir des gants de boxe, à Bernard Tapie et à moi, lors d'un débat : mais c'est une niaiserie vénielle, un pommier ne saurait donner que des pommes et un sot des sottises. Ce qui est beaucoup plus grave, c'est le biais systématique qui frappait chaque organe de presse, et surtout que tous ces biais portaient dans le même sens : l'information en France passe par une forêt d'organes d'opinion qui expriment tous, sauf exceptions de peu de poids, la même opinion.

Le pire peut-être est *Le Canard enchaîné*, à qui son statut d'héritier d'une réputation de liberté d'esprit permet de se plier aux exigences du politiquement correct en toute tranquillité. *Charlie* lui faisait concurrence, en plus ouvertement ignoble, mais le *Canard* bénéficiait d'une rente de situation, il servait de déversoir à la délation des fonctionnaires de gauche et aux coups de billard à bandes des politiciens qui lui fournissaient des dossiers. *Mediapart* partage aujourd'hui le marché avec lui. Dans le genre dégoûtant, notons *Le Nouvel Observateur* de Perdriel, homme de gauche enrichi dans l'industrie du bidet, avec dans le rôle de la momie du commandeur, l'ineffable Jean Bensaïd, *dit* Daniel, pied-noir traître à son peuple, parangon de l'intellectuel aveugle et malhonnête qui tire de ses erreurs passées le droit de vous imposer la suivante.

J'ai enragé sur *Témoignage chrétien*, de Georges Montaron, chrétien de gauche sectaire. Il est mort. Paix à son âme. Il avait lancé *Télérama*, qui a gardé son côté prêcheur et ennuyeux, et ses certitudes moralisantes. Rien ne peut entamer les idées toutes faites de ces gens-là, comme on le voit aussi à *La Vie* et au *Monde*. *Le Monde* a toujours

été pour moi l'école du mensonge. Du temps de Beuve-Méry, c'était un mensonge intelligent. Depuis, le niveau a baissé. Quand on voit Colombani, Plenel, Fottorino et les autres, les bras vous tombent. Ils restent gris, sentencieux et empesés comme leurs devanciers, mais avec l'habileté et le bagage intellectuel d'un élève de seconde. Les ficelles de leurs ruses sont désormais des câbles. Je dois avouer un faible pour la rubrique les décodeurs du *Monde*. Si vous êtes dépressif, c'est mieux qu'un sac à rire.

Il ne m'étonne pas que la presse française ne soit plus lue : rien que d'en parler, je m'ennuie. Je regarde beaucoup la télé. Elle non plus ne vaut pas grand-chose. Quand on voit Pujadas, Marschall ou Delahousse, on se prend à regretter Séguillon et Poivre d'Arvor. Et surtout Mourousi. Mais il n'y a pas lieu de toujours regretter « avant ». Claire Chazal ne valait pas mieux qu'Anne-Sophie Lapix, celle-ci est juste plus jeune.

Périodiquement, les amuseurs qui sont là pour empêcher toute réflexion sérieuse se lamentent en disant, le président ceci, les amis du président cela, Sarkozy a mis la presse au pas, Macron est la créature, ou le maître des médias. Mon Dieu que c'est bête ! Oui, bien sûr, chaque homme qui arrive au faîte du pouvoir, et qui éprouve la fragilité de cet état, cherche à s'assurer du soutien de l'opinion, c'était déjà vrai avant César. On doit se souvenir de la brutalité avec laquelle De Gaulle maîtrisait la presse, notamment par les nombreux procès qu'il lui intentait. Mais le vrai problème de la liberté d'expression dans les médias aujourd'hui n'est pas là, tous ceux qui ont observé le phénomène le savent : il gît dans la monochromie de l'opinion dicible.

Le sportif, le théâtreux, le professeur de littérature, le journaliste, la crémière, le sociologue, qui sont admis à s'exprimer ne doivent pas sortir des limites du politiquement correct. Les débats organisés sur les plateaux ressemblent à un camaïeu : il faut être coloriste pour saisir les nuances entre les convictions qui s'affrontent. Or il existe un moyen très simple pour qu'aucun journal, aucune chaîne de télévision ne choisisse, autrement qu'à la marge et dans le dessein de lâcher un peu de vapeur, un son de cloche différent : la publicité.

On n'est pas vraiment sûr que la publicité serve à faire vendre un produit, mais on est sûr de deux choses. Un, un organe de presse sans publicité n'est pas viable (sauf exception microscopique, Courtoisie, *Rivarol*, ou rente de situation, le *Canard*). Donc il suffit que les centrales d'achat publicitaires, qui décident des plans médias des grands annonceurs, soient aux mains de gens sûrs pour que les médias soient entièrement aux ordres. Et deuxième certitude : les messages publicitaires servent à installer dans l'esprit public, de façon subliminale, des images et des sentiments indépendants de l'objet qu'ils sont censés vanter.

En d’autres termes, ce sont de puissants instruments de propagande, au service du politiquement correct. En particulier au service du grand mélange et du grand remplacement.

Dans ce qu’il est convenu de nommer la grande presse, ou la presse bourgeoise, il existe deux ou trois titres qui sont arrivés par moments non pas jusqu’à l’indépendance, mais du moins à un peu d’honnêteté, ou de diversité.

D’abord *Valeurs actuelles*, et *Le Spectacle du monde*, du temps de mon ami Raymond Bourgine qui les a fondés. Il y avait là-bas de solides talents, outre Bourgine. Philippe Durupt, Marc Charuelle, Gilles Mermoz, et de plus jeunes, Michel de Jaeghere, une tête bien faite, solide, lucide et courageuse, catholique de l’espèce intraitable, Éric Branca, intelligent, actif et chaleureux, le meilleur des gaullistes, Christian Brozio, Corse méticuleux, qui cache sous sa modestie une érudition remarquable, ou encore Alexis Brézet, qui ne manquait pas de patte dans sa chronique hebdomadaire de Rastignac, et qui a aujourd’hui les coudées moins franches en tant que directeur des rédactions du *Figaro*. *Valeurs actuelles* a bien baissé à mon sens, Kerdrel, qui l’a poussé dans le sens du commerce, me semble plus opportuniste que convaincu. Mais laissons le bénéfice du doute au nouveau rédacteur en chef Geffroy Lejeune, et il reste des gens qui promettent, Laurent Dandrieux, qui a écrit des choses intelligentes sur les rapports entre l’Église et le FN, Sophie Humann, ou encore la toute fraîche Charlotte d’Ornellas, qui a un cousin évêque bien encombrant, mais manifeste de l’allant et de la fermeté, malgré une culture politique encore un peu mince.

Le Figaro n’a jamais été mon type de beauté, pas plus du temps de Brisson que de celui de Peyrefitte ou Jean d’Ormesson. C’est le genre « je suis bien d’accord avec vous » pendant le cocktail et « je vous poignarde » au bouclage. Tout le verbiage, l’aveuglement et la lâcheté de notre bourgeoisie parisienne. Cependant on y a toujours lu deux ou trois articles supportables. Bothorel, Séguin (Daniel), Zemmour, Bock-Côté. *Le Figaro Magazine* eut un moment de gloire sous Louis Pauwels. Celui-ci avait un regard et des formules. Il avait même su héberger une équipe. Bonomo, Valla, Sévilla, Dufay, Montgibeaux (qui valait bien mieux que son magistrat de grand-père), et quelques autres. Mais il n’avait pas la vocation du martyre et quand il lui a fallu choisir entre la ligne éditoriale et la publicité, il a choisi. Nous étions un jour en interview dans son bureau, il a poussé le bouton de l’enregistreur pour l’arrêter et m’a dit : « Le pouvoir juif brisera ceux qui s’opposent à lui. Moi, j’ai choisi de plier. »

J’ai gardé pour la fin un objet de presse non identifié, opni, le *Quotidien de Paris* de Philippe Tesson. C’est un mélange adultère de tout, neveu de *Combat* et de *L’Aurore*, où se retrouvait tout le spectre

de la politique française du légitimisme au socialisme, à l'exclusion du communisme orthodoxe. On y lisait le meilleur et le pire, avec parfois des accès d'étonnante lucidité, des reportages dont le résultat n'était pas décidé à l'avance. C'est le seul organe de la presse bourgeoise qui, tout en me critiquant, majoritairement hostile à mes idées, m'a laissé honnêtement la parole. Son directeur, quoique insaisissable et horripilant parfois, avait la vertu de mettre en pratique les idées de liberté qu'il professait.

Il est temps de dire quelques mots de ce que nous appelions au Front « la presse amie » et que les écoles de journalisme nomment la presse groupusculaire d'extrême droite. Sans doute cette presse ne m'était-elle pas systématiquement hostile et soutenait-elle mon combat dans les grandes lignes, mais elle pouvait manifester plus que des nuances, et les personnalités fortes qui y fleurissaient ne se sont jamais privées de m'attaquer. Notre amitié fut toujours houleuse, j'en veux pour première preuve mon cher ami ennemi François Brigneau, dont j'ai parlé abondamment dans le premier tome de ces mémoires. Peut-être le plus brillant d'entre tous, en tout cas le plus ancien dans le grade le plus élevé, ayant commencé à ferrailler dès la Libération contre les mensonges du système, et jusqu'à sa mort en 2012.

Il participa, avec son ami Antoine Blondin, au lancement de *Rivaro*l en 1951, l'année de la mort du maréchal Pétain. *Rivarol* est toujours debout. Y sont passés Michel Dacier, Dominique Pado, Jean Pleyber, Édith Delamare, Lucien Rebatet, Robert Poulet, Maurice Gaït, l'excellente Camille Galic, le truculent ADG, spécialiste du roman noir dans le terroir, et tant d'autres, dont les dessinateurs Ralph Soupault et Chard. Il est aujourd'hui dans les mains de Jérôme Bourbon, personnage un peu systématique, mais journaliste non sans talent. Des anciens de partout l'ont rejoint, Jean-Michel Vernochet, Michel Fromentoux, naufragé de *Aspects de la France*, qui n'existe plus, et des jeunes identitaires radicaux tels François-Xavier Rochette. C'est à peu près tout ce qui reste d'une presse amie qui fut en son temps florissante.

Sans doute Jean-Marie Molitor a-t-il repris comme il a pu *Monde et Vie* et *Minute*, mais il manque de moyens, ce n'est pas faire honte au talent de quelques-uns, Éric Letty, Bruno Larebière ou Jérôme Prieur que de le constater.

Dans les années quatre-vingt-dix encore, même après le départ de Patrick Buisson, Jean Bourdier et François Brigneau, le *Minute* de Jean-Claude Goudot et Serge de Beketch gardait des journalistes chevronnés, Lesparda, Henri Gault (de Gault et Millau), Marc Heimer.

Présent fut un quotidien de grande valeur. Sous la direction de Jean Madiran, *alias* Jean Arfel, ancien secrétaire de Charles Maurras et catholique d'un traditionalisme érudit et rationnel, véritable

chirurgien des mots et des concepts, travaillait une équipe flamboyante. Les silhouettes d'Alain Sanders, l'un des plus fabuleux pisse-copie de Paris, Jeanne Smits, Olivier Figueras (le fils d'André) ou Caroline Parmentier viennent immédiatement à l'esprit, mais Rémi Fontaine, Francis Bergeron, Jean Cochet, ne manquaient pas de valeur, ni bien sûr, encore lui, Brigneau, qui fut la vedette du titre avant de se fâcher avec Madiran (à propos du *détail*, tiens !). Et puis il y avait des chroniqueurs et billettistes délicieux, Georges-Paul Wagner, François Léger, Robert Poulet, Serge Lafly et quelques autres dont la lecture rendait heureux le Français qui aime sa langue. Il reste aujourd'hui un quotidien méritant en première ligne du combat journalistique et qui m'a attribué le Prix des Lecteurs et Amis de Présent lors de la soirée de dédicaces à La nouvelle Librairie qui dura plus de deux heures et du dîner amical qui s'en suivit chez La mère agitée.

Quoique les grands noms comme Pierre Boutang les eussent quittés assez vite, *Aspects de la France* a maintenu longtemps la tradition de l'Action française grâce à Pierre Pujo, le fils de Maurice. Aujourd'hui, il semble, si l'on m'informe bien, que l'aventure est définitivement terminée. Dans cette nébuleuse, *Le Français*, l'éphémère journal lancé par Bruno Mégret en 1997 vaut une mention : il s'y trouvait des talents, notamment celui du rédacteur en chef, Philippe Colombani, *alias* Aramis, notre ami dessinateur, mais on n'improvise pas un quotidien, il y faut un minimum d'expérience. Dans le genre, ou plutôt dans le même créneau idéologique, la revue idéologique *Identité*, dirigée par Jean-Claude Bardet, qui tirait sur la Nouvelle Droite, fut plus réussie, comme, à l'opposé, *Le Choc du mois*, fondé par une partie des anciens de *Minute* après l'épisode Buisson autour de Marc Dem.

Il faut mentionner dans la presse amie, outre *Radio Courtoisie* fondée par Jean Ferré, *Le libre journal* de Serge de Beketch. Un autre organe volontairement à part, ne serait-ce que par sa périodicité : c'était un décadaire, sur le modèle de 89, ce qui est un comble pour un journal tenu par un royaliste légitimiste fan des Bourbons d'Espagne. Serge était un garçon extraordinaire d'une verve et d'une gouaille sans complexe, un journaliste à l'ancienne qui connaissait Paris comme sa poche et toutes les polices, en même temps qu'une espèce de héraut sans peur disant tout ce qu'il lui plaisait de dire, un militant patriote convaincu et convaincant, un esprit d'une inventivité un peu folle qu'il savait communiquer aux autres, ce qui faisait de certaines de ses émissions ou certains numéros des choses tout à fait inattendues et pour tout dire rafraîchissante dans un paysage politique français qui respire l'ennui et le conformisme. Son père, légionnaire, était tombé à Diên Biên Phu.

Il y avait enfin *National Hebdo*. *National Hebdo* avait pris la suite du

National et de *RLP Hebdo*. D'abord dirigé par Serge de Beketch, il était passé dans les mains de Roland Gaucher. L'homme avait de l'étoffe, une culture politique et des convictions fortes, mais n'était pas facile. Les rapports entre le Front et le journal devenaient complexes. Ce n'était plus l'organe du parti (le rôle était dévolu à *Français d'abord*, bulletin de liaison bien fait), mais seulement « l'hebdomadaire que Le Pen lit ». Finalement je dus me séparer d'un homme qui entendait faire du titre sa chose. Je bombardai directeur de la publication Jean-Claude Varanne, l'ancien chauffeur de Bourgine, homme obligeant qui rendait des services, et choisis pour directeur de la rédaction Martin Peltier, un ancien du *Quotidien*, qui ne manquait pas de talent mais le savait un peu trop et qui avait une tête de cochon, l'événement devait le montrer.

L'équipe se compléta. Il y avait outre Brigneau et l'extraordinaire Konk qui illustrait ses papiers, Jean Mabire, qui, après une belle guerre d'Algérie avait fait une bonne carrière littéraire, et donnait au journal une étonnante galerie de portraits d'écrivains, Gérard Le Marec, un ancien RPF un peu pète-sec mais connaissant très bien l'histoire du XXe siècle, Topoline, *alias* Marie Delarue, une gentille fille qui aimait à rire et mettait sa vachardise féminine au service du FN, Emmanuel Ratier, Nicolas Tandler et Peltier lui-même. Un mélange de belles plumes et de solides rubricards. Ce furent des années fastes pour *National Hebdo*, dont les ventes se développaient et qui faisait souvent le buzz avant la lettre : son stand au salon du livre fut attaqué et détruit par les gauchistes, Robert Hue, patron du PC, brandit sa une à la télévision en le traitant de « torchon ». La scission Mégret en 1998, en provoquant le départ de Brigneau et Peltier, cassa l'élan et découragea l'équipe. Bien que Jean Bourdier ait accepté de reprendre la direction au pied levé, avec brio, et que son successeur Yves Daoudal fût un excellent journaliste, particulièrement sensible à la révolution morale en cours, les ventes, troublées par les bisbilles entre patriotes, sombrèrent.

Quand on regarde ce que fut voilà vingt ans la presse amie et ce qu'elle est devenue, malgré l'apparition réjouissante de *TV libertés*, on demeure accablé par la catastrophe. Tant en termes de diffusion que de diversité, de qualité. Je déplore que le Front n'ait plus d'organe à lui. Les militants s'y retrouvaient, les talents s'y exprimaient, la vie démocratique du mouvement s'y reflétait, la doctrine s'y élaborait. Privé de presse, le RN est devenu la chose de Marine et de son clan.

Les magazines aiment à tenir des statistiques sur le temps que nous passons dans notre vie à table, au lit, ou au travail. Ils ne mesurent pas en revanche le temps qu'on passe dans les prétoires. J'y aurai vécu pour ma part de nombreux mois, ou à préparer mes dossiers avec mes avocats. C'est l'une de mes activités principales, et je serai dans le

collimateur jusqu'à ma mort. J'ai été poursuivi dans un nombre incalculable d'affaires, je n'en ai jamais abandonné une sans avoir épuisé tous les moyens de défense, et j'ai contre-attaqué quand c'était possible. J'ai souvent perdu, souvent gagné. La différence ? Quand je perds, l'addition se monte à 70 000 ou 200 000 euros ; quand je gagne, j'obtiens l'euro symbolique.

Sans doute l'acharnement de mes ennemis et l'iniquité de la justice française me maintiennent-ils en éveil, leurs mille morsures engendrent autant de décharges d'adrénaline, mais, à la réflexion, je ne leur donnerai pas toute la place que je prévoyais dans ces mémoires, cela serait leur faire trop d'honneur. Cependant cette longue kyrielle d'aboyeurs accrochés à mes basques a tenté pendant quarante ans de limiter ma liberté et de freiner l'essor du FN. Sans y parvenir tout à fait, elle a pompé mon temps, mon argent et mon énergie, de sorte que cela m'a quand même beaucoup gêné. J'ai été forcé de restreindre budgets et projets, et l'obsession où ils me plongeaient m'a parfois rongé le foie. C'est pourquoi je veux revenir sur quatre procès qui me semblent emblématiques.

Le 20 avril 2017, un dénommé Karim Cheurfi, frappé de nombreuses condamnations dont une en 2005 à quinze ans de réclusion criminelle pour tentative de meurtre sur un élève policier, mais non fiché S, arrosait à la Kalachnikov, sur les Champs-Élysées, un fourgon de police. Il en tuait le conducteur, Xavier Jugelé, trente-sept ans, gardien de la paix, blessant deux de ses collègues et une passante. L'attentat, terroriste, fut revendiqué par Daesh. Un hommage à la victime fut organisé, dont je jugeai le principe louable. La cérémonie en revanche me choqua, je l'expliquai dans mon journal de bord :

> J'ai été très étonné tout de même par la dimension donnée à cette cérémonie. Il m'a semblé qu'il y avait dans cette cérémonie une équivoque et qu'on rendait plutôt hommage à l'homosexuel qu'au policier. Car la participation de son conjoint, le long discours qu'il a prononcé, a en quelque sorte institutionnalisé le mariage homosexuel et l'exaltait en quelque sorte d'une façon publique. Et cela, ça m'a un peu choqué. Je pense que cette particularité familiale doit être tenue à l'écart de ce genre de cérémonie, qui gagnerait d'ailleurs à plus de discrétion.

Naturellement il s'est trouvé un ministre de l'Intérieur, Mathias Fekl, pour juger mes propos « ignobles et intolérables », et un parquet pour m'inculper pour « provocation à la haine ». Pourtant je n'ai rien dit d'extraordinaire, et n'ai surtout pas appelé à la haine contre les homosexuels. Je n'ai fait que constater l'indiscutable. À l'ordinaire, ce type d'hommages est plus discret, plus respectueux de l'intimité des

familles et de la dignité de l'État. On ne se répand pas lors d'une cérémonie aux morts, elle n'est pas non plus l'occasion d'un morceau de propagande pour une cause. Le barnum organisé par Hollande en présence du gratin politique visait à exploiter les bons sentiments, chacun cherchant à se mettre la police dans sa poche. À l'ordinaire, le conjoint, en général l'épouse, se tait. Là, on l'a fait parler, et longtemps, et avec emphase. Cela m'a paru indécent. Je l'ai dit, je le maintiens. Prétendre que j'ai ainsi appelé à la persécution des homos est une aberration.

Comme leur accusation manquait par trop de consistance, ils y ont joint une autre affaire, la plainte portée contre moi par l'association homosexualiste Mousse, pour une phrase que j'avais prononcée sur l'afflux de la jaquette dans le FN du temps de Philippot : « Les homosexuels, c'est comme le sel dans la soupe, s'il n'y en a pas du tout, c'est un peu fade, s'il y en a trop, c'est imbuvable. »

Rien de méchant, rien de méprisant, une constatation, sur le mode du sourire, des inconvénients que cause une concentration trop grande de toute communauté dans un ensemble. Mais la révolution homosexualiste a complètement détaché ses promoteurs de la réalité. Le délire est l'état normal de la révolution arc-en-ciel. Nous vivons dans une société qui ose tout inverser. C'est même à cela qu'on la reconnaît.

L'une de ses caractéristiques est le mépris de la langue, visible par exemple dans l'écriture inclusive, qui permet aux maîtres du jour, ayant obtenu que le sens des mots ne soit plus strictement défini, d'imposer celui qu'ils réputent seul bon. C'est typique du procès qui m'est fait au sujet du mot fournée.

Dans un blog de juin 2014, je parlais de membres du show bizz que j'allais poursuivre en justice, en particulier Bedos et Madonna. Marie d'Herbais demande :

– Et Patrick Bruel ?

– Patrick Bruel fera partie de la prochaine fournée. »

C'est tout. Or, non seulement le tribunal de Paris allait me condamner pour cela le 9 février 2017, mais tout de suite ma fille Marine parla de « faute politique », et son compagnon Louis Alliot, trouva le mot « stupide politiquement et consternant ». Louis a le cœur assez juste en politique mais perd le sens commun lorsqu'il s'agit d'Israël : les journalistes qui l'interrogeaient à ce propos lui ont fait comprendre que le mot *fournée* pouvait être une manifestation d'antisémitisme. Je vois d'ici la scène, l'interviewer qui prend Louis au saut du lit : « Que pensez-vous de la dernière sortie antisémite de Le Pen ? »

Et le pauv'Louis, encore tout ensuqué, humant son café, de répondre : « S'il a dit ça, c'est pas bien. »

Marine est plus grave. Elle a pris le temps de réfléchir et a pondu dans la journée un communiqué de presse me condamnant.

Or bien sûr c'est à la fois idiot et inique. Les mots ont un sens qui ne dépend pas de la manie de ceux qui les entendent. Pour les obsédés de la Shoah, fournée égale four égale Auschwitz. C'est absurde au point d'en être fatigant. Consultons ensemble l'entrée fournée du trésor de la langue française informatisé publié par le centre lexical national de Nancy. On lit, vous me signalez si je fais une erreur :

A. – Ensemble de produits ou d'objets soumis à la cuisson du four. (.)

– *Spéc. Fournée de pain.* Quantité de pain que l'on fait cuire en même temps dans le four […]

B.– Au fig.et fam.

1. [En parlant de pers.] Ensemble de personnes soumises à un même traitement ou exécutant le même programme. *Il est destiné à passer dans la première fournée des guillotinés* (Goncourt, *Journal,* 1863, p. 1315). *J'ai juste pu m'échapper cette semaine entre deux fournées d'invités* (Martin du G., *Thib.,* Consult., 1928, p. 1080) :

« Quand il tenait sur quelqu'un, sur quelque chose, un couplet tout à fait réussi, il désirait le faire entendre au plus grand nombre de personnes possible, mais en excluant de la seconde **fournée** des invités de la première qui eussent pu constater que le morceau n'avait pas changé. » Proust, *Prisonn.,* 1922, p. 232.

– *Spéc.* Ensemble de personnes promues en même temps à la même dignité. *Ce sous-préfet, fou d'ambition, n'était pas sans espérance d'être compris dans la première fournée de préfets* (Stendhal, *Lamiel,* 1842, p. 171). *Nous avons un cardinal de la dernière fournée* (Goncourt, *Mme Gervaisais,* 1869, p. 67).

La cause est tranchée, nettement, sûrement. Tout le battage autour de la fournée promise à Patrick Bruel n'est que montage des uns et sottise moutonnière des autres, où se manifeste à plein l'inculture de la masse et l'indécence de ceux qui la manipulent. C'est si extravagant cependant qu'il n'est pas sûr que le tribunal suive.

Quoique… Un magistrat sur six est au syndicat de la magistrature. Cette chose qui s'est distinguée par le mur des cons, avec ses photos, les policiers représentés en cochons avec un képi, ces magistrats qui se revendiquent toujours contre les parents pour les enfants, pour les femmes contre les hommes, pour les débiteurs contre les créanciers, pour les piétons contre les automobilistes, etc. Je suis persuadé qu'ils

trouvent cela chevaleresque alors que ce n'est que biaisé, profondément malhonnête et faux, contraire à la fonction de juge qui ne doit avoir d'autre préférence que la loi.

Dans notre pays devenu fou, on a une chance sur six d'être jugé par des gens qui se targuent d'être des partisans et non des fonctionnaires de justice. C'est un syndicat anarchiste qui condamne les hommes d'ordre parce qu'ils sont des hommes d'ordre. Ils vous condamnent non pour ce que vous avez fait, mais pour ce que vous êtes, ce qui est la définition qu'André Frossard donnait du crime contre l'humanité. Les juges politiques se rendent coupables quotidiennement de crime contre l'humanité.

La troisième affaire dont il me faut parler est celle du dernier *détail*, qui montre la persistance et la centralité de la chose dans le dispositif politique visant à m'éliminer, avec toujours la même articulation, pour ne pas dire la même complicité, entre les médias et la justice. Le deux avril 2015 au matin, Jean-Jacques Bourdin me demandait si je ne regrettais pas d'avoir utilisé le mot *détail* vingt-huit ans plus tôt. C'était on le voit une urgence absolue. Sans m'émouvoir, je répondis simplement : « Pas du tout. Ce que j'ai dit correspondait à ma pensée […]. »

Bourdin insista : pouvait-on nommer « des millions de morts » un « point de détail » ?

Sans m'irriter, je relevai pour la nième fois la confusion facile entre le massacre et ses moyens, qu'il commettait à son tour. Cela sembla le choquer. Tous poussent aujourd'hui comme hier de hauts cris, mais nul n'a produit d'argument raisonnable pour me convaincre d'erreur. Ça n'a nullement empêché la justice de me taxer de 70 000 euros, jugement confirmé en appel et validé par la Cour de cassation le 27 mars 2018. Il faudrait étudier précisément la jurisprudence de la Cour de cassation, les arrêts du Conseil d'État et les décisions du Conseil constitutionnel. Ces trois hautes juridictions participent ensemble à un patient gauchissement de notre droit, ils mènent un coup d'État permanent contre la France, ses us, coutumes, lois et croyance, son identité, son histoire, son peuple.

Je voudrais pour finir ce chapitre crayonner ce que l'on appelle l'affaire des assistants parlementaires, le procès qu'a lancé contre moi et quelques collègues le Parlement européen : il est représentatif des méthodes employées pour me nuire et nuire au FN, et de la soumission totale du droit aux intérêts partisans qu'on relève dans les institutions de l'Europe de Bruxelles. La procédure soulève des questions de fait, de droit, de morale et de politique qu'il faut soigneusement distinguer.

L'affaire commence en 2014 quand l'OLAF reçoit une lettre de délation anonyme qui prétend que Catherine Griset, chef de cabinet de

Marine, et Thierry Légier, son garde du corps, sont payés par le Parlement européen alors qu'ils ne travailleraient pas pour lui, mais pour Marine et le parti. L'OLAF, office européen de lutte anti-fraude, est un organisme administratif qui fait partie des institutions européennes et qui a pour mission de veiller aux intérêts financiers de celles-ci. Très vite, en mars 2015, Martin Schulz, socialiste allemand, alors président du Parlement européen, saisit l'OLAF. Il est demandé à Marine de « restituer » environ 300 000 euros perçus indûment selon l'OLAF, et à d'autres députés européens du FN des sommes variables. L'OLAF estime que leurs assistants « sont rémunérés avec l'argent public » alors qu'ils ne travaillent pas au bénéfice du Parlement européen et occupent donc, de ce point de vue, des emplois fictifs. Bruno Gollnisch et moi, députés français non inscrits au PE, sommes poursuivis pour des motifs analogues. De réévaluation en intérêts abusifs (4 % par an, il n'y a pas de mal à se faire du bien !) Bruxelles a fini par estimer son « préjudice » à… sept millions d'euros, qu'elle réclame à cor et à cri.

Comme l'ensemble des poursuivis refuse d'obtempérer, l'administration du Parlement européen décide de « récupérer son argent » de façon autoritaire en prélevant les deux tiers des indemnités des députés visés.

Arrêtons-nous ici sur le début de l'affaire et dans son volet purement européen. En examinant quelques questions par ordre de gravité croissante.

D'abord une simple question de logique. Selon ses dires, Martin Schulz aurait décidé d'agir en constatant que vingt des vingt-quatre assistants parlementaires attachés au groupe FN avaient des fonctions dans l'organigramme du FN. Soit. Mais en quoi le statut de cadre du FN interdit-il de travailler comme assistant parlementaire ? En quoi est-il impossible de porter deux casquettes ? Je prends mon propre cas. Mon assistant parlementaire fut, entre 2009 et 2014 Jean-François Jalkh, ancien député, vice-président du FN qui devait être élu lui-même en 2014 député européen, et présida en 2015 le bureau qui devait m'exclure du FN. J'avais besoin de lui alors pour me faire une revue de presse quotidienne qui ne soit pas un simple exercice de copié collé mais une présentation raisonnée de l'actualité par un véritable œil politique. Si l'on compte la presse nationale, internationale, quotidienne, hebdomadaire, mensuelle, la veille radio-télé et les magazines spécialisés, c'est un boulot à plein temps, et le député européen que j'étais avait besoin qu'il le fasse tous les jours. Que ce soit à Bécon-les-Bruyères ou à Bruxelles.

Alors on va me dire : oui, mais comment savoir quand il travaillait pour Le Pen président (jusqu'en 2011) du FN ou pour Le Pen député européen ? Réponse, c'est impossible à déterminer. Je ne passe pas ma

journée à coiffer puis ôter mes différentes casquettes. C'est ridicule de tenir ce genre de comptabilité. On m'objecte aussi que je n'ai fourni nulle preuve matérielle de sa collaboration. Ici, l'on inverse la charge de la preuve. Ce n'est pas à moi de prouver que je suis innocent, c'est à mes ennemis de prouver que je suis coupable de ce dont ils m'accusent.

Sans vouloir m'immiscer dans le cas de Marine ni la défendre parce que c'est ma fille, j'ai trouvé l'accusation contre son garde du corps Thierry Légier particulièrement inique. Un homme politique controversé (c'est le cas de Marine) a besoin d'être protégé en permanence. Aussi bien à Strasbourg ou Bruxelles qu'à Nanterre. Où qu'il se trouvât, jusqu'à ce que Marine quitte le Parlement européen, Thierry protégeait à la fois la présidente du FN, et la députée FN au Parlement européen. Tout cela est trop évident pour être discuté, mais n'épuise pas la question.

L'affaire comporte un volet que je dirai politicien. Marine l'a exprimé de manière naïve en février 2017 : « Les autres font pareil, voire pire, et depuis longtemps. Moi, on m'embête seulement pour des broutilles. »

Et Sébastien Chenu a noté à l'été 2018 qu'au moment où des juges, dont le vieux trublion Renaud Van Ruymbeke bloquaient deux millions de subventions destinées au Front national, la procédure annoncée contre le Modem pour des faits analogues n'avait pas commencé. Ici, Chenu et Marine enfoncent des portes ouvertes en même temps qu'ils font preuve d'une grande naïveté. Oui, il y a deux poids deux mesures. Oui, selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir. Mais justement, quand on se sait l'ennemi désigné du système, on doit se montrer impeccable, inattaquable. Je ne suis pas sûr que le FN l'ait toujours été depuis mon départ. Je ne suis pas sûr que Wallerand de Saint-Just soit un très bon trésorier habile.

Dans le même folklore politicien, on s'amusera que l'OLAF soit dirigé par un certain Giovanni Kessler qui est accusé par le Parlement européen lui-même de limiter les investigations de l'Office, et qui est sous le coup d'une procédure. Quant à Martin Schulz, le chevalier blanc qui nous a fait la morale, une enquête anglaise a montré qu'il employait l'un de ses assistants parlementaires à repasser ses pantalons, ce qui n'est certes pas un emploi fictif, et qu'il utilisait un jet privé fort dispendieux pour le mener à Berlin, qui, sauf si la géographie a changé, n'est pas une capitale des institutions européennes. Un autre de ses assistants dirigeait en Allemagne la compagnie de voyages du SPD.

Mais il ne s'agit là que de détails de peu d'importance. Beaucoup plus grave à mes yeux est le pouvoir exorbitant que s'arroge l'OLAF.

En admettant, par hypothèse d'école bien entendu, qu'il y ait bien eu trop versé et qu'il veuille récupérer l'indu, pourquoi ne pas le demander directement à ceux qui l'ont perçu, et non à leur employeur ? Il n'y pas de réponse logique et juridique satisfaisante à cette question, hors l'hypothèse que cet employeur est responsable de tous les versements indus, donc coupable de détournement de fonds publics. Donc l'OLAF, sans enquête contradictoire, sans même m'avoir entendu, moi-même et les autres députés incriminés, nous juge coupables et récupère autoritairement, de son propre chef, l'argent qu'il s'estime dû.

Marine Le Pen a réagi vivement, il y a plus de deux ans, en affirmant : « Je ne me soumettrai pas à la persécution, à cette décision unilatérale prise par des adversaires politiques avec exécution provisoire en violation de l'état de droit, des droits de la défense, sans preuves et sans attendre que la justice, que j'ai saisie, ne se prononce au fond. »

Elle a parfaitement raison. L'OLAF et la questure du PE sont deux têtes du même monstre administratif de l'Union européenne. Ils n'ont nulle légitimité judiciaire. Ils le sentent si bien qu'après une rencontre entre Martin Schulz et Christiane Taubira, alors ministre de la Culture, le Parlement européen, se constituant partie civile, a saisi la justice française. Fin 2016, le parquet de Paris ouvrait une enquête préliminaire pour abus de confiance, recel d'abus de confiance, escroquerie en bande organisée, faux et usage de faux, travail dissimulé, que l'on a confiée à l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales, OCLCIFF. Pendant toute la campagne présidentielle, Marine et le FN durent subir perquisitions et convocations. Enfin, le 30 juin, Marine était mise en examen par la justice française.

Un an plus tard, elle était déboutée comme Bruno et moi par le tribunal de Luxembourg : la décision du Parlement européen de nous spolier des deux tiers de nos indemnités n'était pas annulée. Dans cette affaire, Bruno Gollnisch, qui n'a aucune fortune personnelle, dont la survie est en jeu, avait produit un dossier extraordinaire. Le tribunal n'en a tenu nul compte. Ni la solidité du raisonnement juridique, ni l'abondance des pièces qui l'étayaient n'ont eu raison d'une décision prise a priori.

La question de fond est celle de la séparation des pouvoirs et de la souveraineté du politique. Nous l'avons vu dans l'affaire Fillon. On a reproché à l'ancien Premier ministre d'employer sa femme Pénélope et on s'est demandé si celle-ci avait bien fourni le travail d'assistante parlementaire pour lequel elle avait été rémunérée. C'est abusif et c'est dangereux. Abusif, parce que le règlement de l'Assemblée nationale stipulait, à tort ou à raison, que le député est libre

d'employer qui il veut comme assistant. Et qu'il est libre aussi de lui confier les tâches qui lui semblent utiles. Si donc Pénélope avait été employée toutes ces années à assurer le repos du guerrier Fillon et qu'elle s'en soit bien acquittée, elle n'a pas volé son argent !

Ni la droite, ni la gauche, ni la presse, ni la république, ni la justice n'ont rien à y redire.

« L'exigence de transparence » (en français : l'inquisition) d'une presse actionnée par les ennemis politiques de Fillon est également dangereuse, parce qu'elle a conduit à réduire la liberté, déjà très limitée, des parlementaires. C'est la régression de la souveraineté parlementaire, sa soumission à une opinion manipulable qui bientôt la donne en pâture aux juges. Gérard Longuet, à l'époque, a parfaitement réagi contre la confusion des pouvoirs, ou plus exactement l'empiétement d'un pouvoir sur l'autre.

Contre les deux non inscrits que nous étions, Gollnisch et moi, et contre le groupe de Marine, se sont liguées toutes les autorités constituées. Le Parlement européen et le gouvernement français se sont consultés, le parquet national financier s'est entendu avec l'OLAF et les parquets de Paris et Nanterre. Une grande camaraderie socialiste a facilité les choses. Et une même haine de ce que les nationaux représentent.

Certains espéraient une espèce de manifestation d'esprit de corps du Parlement européen, l'attaque dirigée contre nous étant aussi un attentat à la dignité et à la liberté des élus, une transgression des règles habituelles de protection des droits. Pourtant nos collègues, et la questure, s'en sont rendus complices avec empressement, puisque nous étions des parias euro-sceptiques.

Ma conviction est que le Parlement européen, et l'Assemblée nationale française à sa suite, se trouvent pris dans un processus à long terme de soumission du pouvoir législatif au pouvoir administratif, dont l'affaire Fillon fut une étape. Sous couleur de rigueur, on a rogné un peu plus les ailes aux parlementaires. Or ceux-ci laissent grignoter leurs prérogatives, ils entrent dans le processus, par démagogie, faiblesse et aveuglement.

On dit ou on laisse croire qu'il y a détournement d'argent public, mais c'est un mensonge. Cet argent n'est pas public puisqu'il est versé pour les députés. Ils en sont maîtres. Si quelque règlement dit le contraire, il est abusif, illégal, anticonstitutionnel en ce qu'il rompt l'équilibre des pouvoirs. Nous n'avons pas à nous justifier. Nous percevons un montant annuel pour nos collaborateurs, nous sommes élus souverains de notre pays au PE, nous organisons notre travail et celui de nos collaborateurs comme nous l'entendons, sans que l'administration de Bruxelles n'ait à y mettre son nez.

Mais les parlementaires européens sont des larves. Ils n'ont pas le

sentiment de leur dignité parce qu'il leur manque celui de la dignité du politique. Ce n'est qu'un conglomérat d'intérêts soudé par une même veulerie idéologique et, quant au fonctionnement, une mafia dirigée conjointement par deux partis principaux qui se succèdent sans se faire de mal, le PS et le PPE, une sorte d'UMPS à bascule. Ils sont d'accord sur l'Europe mondialiste, ils sont d'accord pour alterner à mi-mandat, ils sont d'accord pour éliminer les marginaux qui osent troubler leur pas de deux.

Dans cette affaire des assistants parlementaires, c'est l'avenir de l'Europe qui est en jeu. Une junte socialo-libérale au pouvoir à Bruxelles et Paris élimine ses ennemis sans même avoir à actionner la justice comme à l'accoutumée. Les fonctionnaires de l'OLAF punissent directement les élus FN. Ainsi s'instaure la primauté des fonctionnaires internationaux sur les élus nationaux.

Cela entre dans un processus d'effacement des nations et d'usurpation du pouvoir qui fut dès l'origine l'âme du projet bruxellois. Au départ, la Commission n'était qu'un aréopage de hauts fonctionnaires censés mettre en musique les décisions du Conseil des ministres de la communauté européenne, seul organe souverain. Aujourd'hui, c'est une chimère échappée de son laboratoire, un monstre de confusion, à la fois exécutif en puissance et législatif en actes.

Le pire est que notre justice se soumet à ce monstre. Les juges rouges ont saisi deux millions de subventions que le FN devait toucher. Il s'agit de l'argent des contribuables, reversé aux partis en fonction du résultat des élections. C'est donc un trésor démocratique national sur lequel les petits juges n'avaient aucun droit. La justice française s'est soumise à une décision administrative apatride et supranationale, dans un processus qui vise à restreindre la liberté souveraine d'élus nationaux. Difficile d'aller si loin dans la prosternation et la trahison.

29. L'Europe d'Autant-Lara

Mon premier discours à Strasbourg en juin 1984 devant le Parlement européen fut un acte de foi dans l'Europe et une mise en garde contre le danger que représentait le socialisme international soviétique :

> Nos nations sœurs d'Europe de l'Est sont séparées de nous par un rideau de fer, et des peuples entiers sont privés des droits politiques les plus élémentaires Nous nous devons de leur dire que nous n'accepterons jamais d'avaliser ce partage fait à Yalta et conforté à Helsinki.

La première urgence me semblait de ranimer chez les Européens le sens de leur identité et le courage, en leur rappelant les combats que leurs aïeux avaient menés :

> L'histoire de l'Europe, c'est d'abord Marathon, c'est Salamine, c'est Lépante, c'est Vienne, c'est Poitiers.

En relisant cette phrase, je me rends compte que, trois fois sur cinq, l'ennemi commun qui nous avait réunis contre lui était l'islam. Notre histoire serait-elle islamophobe ?

Quatre ans plus tard, le 6 avril 1988, ayant fondé au Parlement européen un groupe des droites européennes, j'invitai à Strasbourg les représentants des jeunes des partis nationaux amis et je tins un discours à la jeunesse de l'Europe dont j'extrais ce passage :

Ici, aujourd'hui, à Strasbourg, je propose aux jeunes d'Europe un objectif et un mythe.

Un objectif : la liberté pour l'Europe de l'Est.

Refusons le fait accompli d'une occupation par l'armée rouge des pays de l'Europe centrale, exigeons solennellement son départ et la liberté pour ses populations de choisir leur destin comme cela figurait d'ailleurs dans les accords de Yalta. Nous le savons, le choix qu'ils feront sera celui de refuser définitivement le communisme et de venir nous rejoindre au sein de la grande Europe.

Si Mikhaïl Gorbatchev est sincère dans le désir de paix qu'il exprime,

qu'il nous en donne une preuve concrète en évacuant militairement l'Europe de l'Est, et en permettant des élections libres pour que soit affirmé là aussi le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Un mythe enfin : celui de la construction et de la renaissance d'une Europe grande puissance du XXIe siècle.

Cinq ans plus tard, en 1989, l'impensable arrivait : ces vœux que j'étais seul en France à oser formuler, et que presque tous désespéraient de voir prendre corps de leur vivant, devenaient réalité. L'empire soviétique volait en morceaux. En deux ans l'Europe centrale et de l'Est, que beaucoup avaient accepté de voir séparées de nous pour toujours, étaient bouleversées. L'armée soviétique évacua la Hongrie qui ouvrit sa frontière avec l'Autriche, alors pays neutre. Quelques mois suffirent au rideau de fer pour tomber, lambeau après lambeau. La Hongrie changea de constitution, la Pologne prit un gouvernement de coalition, la Roumanie se débarrassa des époux CeauŞescu, la Yougoslavie éclata, la Tchécoslovaquie fit la révolution de Velours avant de se diviser en deux. En novembre 1989 le mur de Berlin tombait. Helmut Kohl proposait un plan de réunification de l'Allemagne en dix points. L'aviation soviétique avait quitté le Viêtnam, le pacte de Varsovie qui rassemblait l'Europe rouge derrière Moscou était dissous. En 1990 au sommet de la CSCE à Paris, Mitterrand constatait : « Yalta est terminé. »

La RFA reconnut la ligne Oder-Neisse. L'Allemagne se réunifia. Lech Walesa devint président de la Pologne, Gorbatchev fut élu pour cinq ans, les États baltes proclamèrent leur indépendance. En 1991, c'était au tour de la Géorgie, de l'Ouzbékistan, du Kirghizistan, de l'Azerbaïdjan, de Tadjikistan, du Turkménistan, du Kazakhstan, de l'Abkhazie, de l'Ukraine et de la Biélorussie. L'URSS se disloqua. La Russie sauvait les meubles en fondant la CEI, mais le plus vieil empire colonial avait vécu. L'URSS avait aidé les USA à chasser l'Europe des siens, la Grande-Bretagne en avait pris acte dès la fin des années quarante, la France dans les années cinquante et soixante, le Portugal en 1975. Quinze ans après, la Russie devait renoncer à ses protectorats européens et aux parties les plus peuplées de son empire : elle souffrait d'un mal très difficilement remédiable, elle avait trop peu d'hommes pour tenir des millions de verstes carrées.

Tout cela n'allait pas sans convulsions. Sans doute l'Allemagne en liesse se donnait-elle Berlin pour capitale, mais la fracture entre l'Est et l'Ouest n'allait pas se résorber ipso facto. Trop longtemps abandonnée à l'abstraction totalitaire du socialisme, l'Europe de l'Est se réveilla divisée. L'éclatement d'une Yougoslavie mal conçue fut lui-même mal mené : ce qui aurait dû être une libération fut un charcutage marqué de terribles guerres. Ni Bruxelles, ni l'OTAN ne se

montrèrent à la hauteur. La France ne sut pas soutenir comme il le fallait ses amis serbes. En Bosnie, au Kosovo, l'expansionnisme musulman, soutenu par les Américains, causa de terribles dommages en instituant l'injustice. Une bombe à retardement demeure au cœur de notre continent.

Un putsch éclatait à Moscou. L'ayant réprimé, le président russe Eltsine démantelait le PC, dénationalisait les entreprises d'État. C'était nécessaire mais, entrepris sans précautions, tourna à la curée. Des fortunes énormes et louches se constituèrent, les Occidentaux contribuèrent à dépecer l'économie russe, oligarques et mafieux se goinfraient. Plus personne n'avait peur du maître du Kremlin. Les fonctionnaires n'étaient pas payés, certains militaires vendaient leur armement lourd. La Crimée ayant proclamé son indépendance, l'Ukraine la refusa sans que la Russie puisse s'y opposer. Moscou se contenta de revendiquer la maîtrise de la flotte de la mer Noire et de refuser l'arme nucléaire à Kiev.

L'Amérique conquérante abusait de l'absence du contrepoids russe. En 1990, elle piégea le président irakien Saddam Hussein au Koweït avant de lancer contre lui la guerre du Golfe. La fin de la guerre froide affecta aussi l'Afrique du Sud. Cet État, riche en métaux non ferreux, verrouillait la route maritime du Cap, et c'est pourquoi les États-Unis en soutenaient en sous-main le gouvernement blanc. Cela finit en 1989 et le président De Klerk ouvrit des négociations avec les dirigeants de l'ANC. L'apartheid fut aboli en 1991.

L'écroulement du colosse soviétique aux pieds d'argile laissa d'abord l'opinion publique sans voix, incertaine de ce que le monde allait devenir. Le Front national discerna vite cependant quelques éléments qui allaient donner sa forme au monde en gestation. D'abord, Jean-Paul II avait vu juste : en s'ouvrant à l'Occident, sans doute l'Europe de l'Est sortait-elle de la prison soviétique, mais pour entrer dans la foire d'empoigne de l'influence américaine, et elle allait bientôt combiner les tares de l'Est et de l'Ouest.

Tel était le défi de la fin du communisme. Les États-Unis triomphants souhaitaient moins que jamais la renaissance d'une Europe qu'ils avaient tout fait pour maintenir sous leur protectorat durant la guerre froide. L'ère post-soviétique s'ouvrait sous les pires auspices, celle de la convergence entre l'Est et l'Ouest, un remake plus sophistiqué du condominium qui avait réduit l'Europe en esclavage depuis 1945.

Pour ma part, j'avais soutenu l'Amérique qui combattait le totalitarisme communiste, en Corée, au Viêtnam, celle de Reagan aussi avec sa guerre des étoiles qui finit par mettre Moscou à genoux. Mais je n'avais nulle sympathie pour le couple glamour que promouvaient les médias : Mikhaïl Gorbatchev, l'homme de la pérestroïka, et Al

Gore, vice-président US et chef de la propagande écologiste. Je n'aimais pas le modèle de société qu'ils vendaient, ce patriotisme planétaire fondé sur l'état de droit, la Démocratie avec un grand D. D'autant plus grand qu'elle se fiche de ce que les peuples souhaitent réellement, le vivre ensemble, l'écologisme et la glorification de toutes les minorités manipulables. Une sorte de révolution New Age sous la houlette de l'ONU.

On en voyait partout les signes : l'attribution du Prix Nobel de la paix au Dalaï-Lama puis à Gorbatchev, la réception à l'Élysée par François Mitterrand du chanteur anglais Sting et du chef indien Raoni, l'année même du bicentenaire de la Révolution française. Je revois la superbe coiffure en plume du grand chef kayapo instrumentalisé par Amnesty International au nom de la forêt amazonienne. Longtemps cantonnée au drapeau rouge et à la bannière étoilée, la comédie géopolitique essayait de nouvelles couleurs, le vert, l'arc-en-ciel.

En 1992 allaient converger à Rio les chefs d'État de la planète entière pour participer à des rogations laïques contre les grandes peurs, pluies acides, trou d'ozone, réchauffement du climat : cela devait conduire les hommes à se donner de nouvelles règles morales et politiques, et accepter la fusion des nations dans la gouvernance globale, afin d'éviter que le ciel ne leur tombe sur la tête.

À cet empire du Bien, vert et arc-en-ciel, il fallait des ennemis. Il y avait bien les climato-sceptiques, et les « fascistes » que nous étions, mais c'était bien maigre. Dans la comédie politique, nous ne sommes pas très spectaculaires : nous ne tuons personne et respectons les lois. Alors le système recruta des ennemis plus présentables en encourageant l'archaïsme des pays musulmans.

Les Anglo-Saxons sont coutumiers de la chose. Ils l'ont fait au Maroc entre les deux guerres en fomentant la guerre du Rif avec des ulémas fanatiques, puis au Liban dans la révolte du Djebel druze. Ils l'ont fait en Égypte en poussant les Frères musulmans contre les officiers libres. Idem en Inde et au Pakistan avec le Tabligh, avec les Talibans contre les Russes en Afghanistan. Puis avec Ben Laden. Ils ont éliminé en Irak le laïque Saddam pour favoriser les chi'ites, engendrant Daech par contrecoup, puis se sont appuyés sur tous les groupes islamistes pour combattre en Syrie le laïque Bachar al Assad. Ils exploitent la pente naturellement extrémiste de l'islam.

À la chute de l'URSS, ils suivirent massivement cette politique. L'Iran de l'ayatollah Khomeini fut une aubaine pour eux. Une fatwah fut lancée contre l'écrivain Salman Rushdie. L'islamisme se répandit partout. En France, il y eut l'affaire des foulards qui permit à Marie-France Stirbois d'être élue à l'Assemblée nationale. En Algérie fut fondé le FIS, le Front islamique du salut. En 1991, malgré la répression et le changement de loi électorale, il remporterait une

victoire éclatante. Le FLN ne la mata qu'en annulant les législatives et en lançant les militaires dans une répression sanglante dont nous subirons tôt ou tard le contrecoup. À l'est, l'islamisme s'étendit à l'Inde, la Malaisie, la Thaïlande et l'Indonésie, où l'on massacra les chrétiens du Timor oriental.

Avec cette révolution géopolitique, le mot mondialiste entre dans le vocabulaire habituel du Front national à la fin des années quatre-vingt. Prenant acte de la fin du système soviétique en Europe et de sa transformation au sein du mondialisme, nous désignons très vite celui-ci pour principal ennemi. Cela change bien sûr notre perception des États-Unis. Son peuple reste un ami, mais non ses élites, son expression politique, ce que certains nomment l'État profond. Les États-Unis deviennent la patrie du mondialisme comme l'URSS fut celle du communisme. Lors de notre première mandature à Strasbourg, nous préconisions une confédération des nations européennes étroitement alliées aux États-Unis au sein de l'OTAN contre la menace soviétique. À la seconde, nous défendrons un monde multipolaire contre Washington et sa menace monopoliste. La menace ne vient plus de l'est, elle vient du sud physiquement et, mentalement, de l'ouest et du nord.

S'ajoute à cela chez nous un grand désamour pour les institutions européennes, dont le fonctionnement nous a dégoûtés du projet qu'elles servent. J'ai toujours été européen, profondément, fortement. J'ai montré cette affection en Hollande en 1953, je l'ai raconté dans le premier tome de ces mémoires. Je me sens solidaire de toutes les nations d'Europe, mes sœurs. Je me souviens, il y a un siècle (en fait, soixante-dix ans), devant le Palais-Royal à Paris, je discutais avec des Espagnols, désespérés que leur niveau de vie ait souffert de la guerre civile. Je leur ai dit : « Vous êtes une grande nation admirable héritière d'une histoire prestigieuse. Qu'importe votre pauvreté d'aujourd'hui, vous avez les moyens spirituels et intellectuels de recouvrer puissance et prospérité. »

Comme une plante qu'on arrose après une longue sécheresse, ils revivaient littéralement sous mon verbe.

Mais autant j'étais européen, autant je n'étais pas européiste. L'idéal du *melting-pot* me choquait. De vraies nations avaient un intérêt bien supérieur à s'enrichir de leurs différences autour d'un tronc culturel commun. Je ne souhaitais pas que Venise devînt Marseille ni Hambourg Lorient, ni toutes New York ou Bamako.

Député poujadiste, j'avais voté contre le Traité de Rome. L'Europe était pour moi une histoire commune, un sentiment commun, mais j'avais lu Monnet et Coudenhove-Kalergi, je ne voulais pas mettre le pied sur la première marche d'un escalier menant à une fédération européenne. Je ne voulais pas dissoudre les nations dans l'utopie

mondiale. Cet avenir me paraissait sans intérêt et totalitaire. J'y voyais le rêve benêt de gens à qui l'histoire n'avait rien appris, l'insanité absolue de fous qui se croient sages.

À nos débuts à Strasbourg, j'ai cru à la possibilité d'une confédération des puissances européennes veillant à la défense de ses intérêts communs et de ses frontières, notamment contre l'immigration, j'ai même préconisé une armée européenne. J'ai bien dû constater hélas que ce n'est pas cela que voulaient le Parlement européen et la Commission européenne. Ils ne pensaient qu'à vous emmener, par petites étapes, mais à marche forcée, vers la fédération, en masquant plus ou moins leur but.

J'ai des souvenirs forts de 1989, cette année charnière pour le monde et pour nous. Un automne à Berlin, juste avant la chute du mur – à vrai dire je crois qu'il est tombé le soir de notre retour à Paris – nous assistions à la rencontre intergroupe du PE qui se tient annuellement en dehors des capitales européennes (Bruxelles, Strasbourg, Luxembourg). Cette fois, c'était au Reichstag, lieu chargé d'histoire et de symboles.

Quand je m'ennuyais durant une communication, je regardais par la fenêtre le *no man's land* et le mur où veillaient les vopos, la police est-allemande qui abattait au fusil les malheureux tentant de passer à l'Ouest. Nous sommes allés visiter l'Est, nous voulions y emmener notre ami Schönhuber mais il était allemand, on l'a bloqué au checkpoint. Il a attendu notre retour. Berlin-Est serrait le cœur. Les ruines de la guerre y subsistaient. Cela sentait le feu de lignite, la misère, la dictature et la délation. En repartant, nous avons salué des Allemands qui nous saluaient, nous avions l'impression de les abandonner.

La chute du mur a fait du bruit, mais le communisme n'est pas tombé comme ça. Il est toujours debout en Chine, au Viêtnam, sur leur pourtour. Près d'un quart de la population mondiale le subit. En Europe, il a été long à mourir, et ses réseaux, ses hommes, les mentalités qu'il a formées restent prégnants. C'est de cela que nous devons préserver nos peuples. La rencontre de l'Est et l'Ouest a produit des monstres. Ces monstres nous dirigent.

Cela, nous l'avons senti dès l'été 1989. Dès le discours d'ouverture de la nouvelle mandature européenne. C'était à Strasbourg, le 25 juillet. La plaine d'Alsace est belle mais chaude à cette époque de l'année. J'étais un peu las à notre arrivée de Paris, et je chargeai Bruno Gollnisch, dont j'apprécie depuis longtemps la finesse et le sens diplomatique, d'une mission délicate : demander à Claude Autant-Lara d'émonder son discours.

Tout le monde connaît Claude Autant-Lara, l'un des plus grands cinéastes français. C'était une figure du 7e art et, selon le journaliste

Éric Neuhoff, un « emmerdeur patenté ». Je lui avais demandé pour cela de figurer sur la liste du FN. Bouffeur de curés, syndiqué à l'extrême gauche (il fut de 1947 à 1963 président de la fédération du spectacle CGT), longtemps proche des cocos, il avait fait carrière aussi à Hollywood, tournant le premier film en Cinémascope, *Construire un feu*, en 1927, expérimentant aussi le doublage. Il connaissait le poids insupportable des Major Companies américaines et défendait à la fois la liberté de penser contre la censure, et le cinéma français contre la soupe internationale.

Ça me convenait.

La révolution mondialiste prenait l'identité française et européenne en tenaille entre l'invasion migratoire venue du tiers-monde et l'invasion culturelle américaine. Autant-Lara me semblait l'homme idoine pour lancer la résistance de ce côté-là. Je l'avais choisi pour faire un coup : à l'époque, le discours d'ouverture d'une nouvelle mandature était tenu par le doyen d'âge, comme cela se faisait déjà avant Périclès. C'était donc à Claude Autant-Lara, né en 1901, qu'il revenait de le faire le lendemain, mais il m'avait soumis son texte, par courtoisie et parce que j'étais le président de groupe, responsable de la ligne politique. Je dois dire qu'en le lisant, tout en savourant ses formules, les cheveux se sont dressés sur ma tête. Je vais essayer de dire pourquoi, sans pouvoir citer le texte initial, qui fut édulcoré, et qui n'a jamais été imprimé.

Autant-Lara était né d'une famille aisée d'intellectuels de gauche. Son père, Édouard Autant, était un architecte connu au début du XXe siècle pour avoir publié la correspondance du commandant Esterhazy et contribué ainsi à faire réviser le procès du capitaine Dreyfus. Ce libre-penseur féru d'art nouveau et de spectacles épousa une sociétaire de la Comédie française, Louise Lara, avec qui il fonda le groupe de théâtre *Art et Action*, conçu comme un « laboratoire de théâtre pour l'affirmation et la défense d'œuvres modernes ».

Outre un appétit de modernité qu'il satisfit en explorant les techniques du cinéma aux États-Unis, Claude Autant-Lara tenait de sa mère le pacifisme qu'elle avait affiché pendant la Grande Guerre et le goût du scandale (elle avait joué en 1903 dans *Les affaires sont les affaires*, une pièce sulfureuse d'Octave Mirbeau). On peut ajouter qu'il était violemment antimilitariste et anticlérical, comme en témoignent *Le Diable au corps*, *L'Auberge rouge*, *Le blé en herbe* et quelques autres.

Aux États-Unis, il se lia à d'autres expatriés de gauche, Luis Buñuel, Françoise Rosay, pour ne citer qu'eux. Les « grossiums » d'Hollywood lui « coururent sur le haricot » encore plus que la bourgeoisie française de l'époque. Il n'aimait ni leurs façons ni leur appétit de pouvoir, aussi grossier qu'insatiable. Il m'a raconté comment, après qu'il eut réussi pour eux le premier film doublé, les

frères Meyer lui ont dit tout uniment, en se frottant les mains : « Maintenant, nous tenons le monde ! »

Ils avaient compris, et lui avec eux, combien le cinéma devenait un moyen d'influence planétaire, dont le gouvernement américain se servirait quelques années plus tard avec les accords Blum-Byrnes. C'est pourquoi son discours de Strasbourg porta en grande partie sur le danger que fait courir à la civilisation européenne l'impérialisme culturel des États-Unis et, avec son franc-parler d'artiste et d'homme de conviction, il mettait des noms sur les tyrans incultes dont il avait souffert. Ce n'était pas piqué des hannetons. À savourer en petit comité, mais à vous faire fusiller si cela était prononcé en public. C'est ainsi que ce pauvre Bruno se trouva chargé par mes soins de pousser le maître à l'autocensure. Il s'y colla au petit-déjeuner et il en transpirait encore en me le racontant. Il commence : « Cher Maître, votre discours est brillant, formidable, mais euh… »

Puis, avec la franchise brutale des hésitants, Gollnisch se lança :

– Peut-être n'est-il pas nécessaire de donner des noms ni de préciser l'origine des personnalités que vous critiquez… »

À quoi Autant-Lara répondit avec flamme, il était encore très vert pour ses quatre-vingt-huit ans :

– Mais si je ne précise pas, personne ne comprendra de quoi il s'agit !

– Oh si, oh si, Maître, ne vous en faites pas pour cela ! »

Enfin, suant, soufflant, épongeant son front et cherchant dans ses expériences japonaises des ressources de diplomatie, Bruno réussit à lui faire ôter les aspérités les plus rugueuses de son discours. Mais celui-ci gardait de la force et de la saveur – trop sans doute pour l'assemblée qui allait l'écouter, car elle lui fit l'accueil le plus désolant et le plus insultant qui se puisse imaginer. Les uns après les autres les députés extérieurs à notre groupe se levèrent et quittèrent l'hémicycle pour protester.

Protester contre quoi ? Le discours d'un député du Front national ? Sous quel prétexte ? Nous étions élus par le peuple, nous ne tombions sous le coup de nulle loi de proscription, notre parti était légal à Strasbourg comme à Paris. Ce ne fut donc qu'une manifestation de goujaterie, de manque de goût, d'intolérance et de déni de démocratie de la part de ces parlementaires.

Il leur était parfaitement loisible de n'être pas d'accord avec Claude Autant-Lara, ou de le juger politiquement nul, ou néfaste. C'est ce que je pense moi-même de Victor Hugo. Orateur politique, il a dit beaucoup de bêtises. Mais c'était un grand poète et pour cette raison on l'écoutait avec respect. De même Claude Autant-Lara était-il un grand cinéaste. Tout le dit, les acteurs et actrices qu'il a dirigés, Gabin, Bourvil, De Funès, Fernandel, Gérard Philippe, Odette Joyeux,

Micheline Presle, Brigitte Bardot, les écrivains qu'il a adaptés, Radiguet, Colette, Simenon, Marcel Aymé, Feydeau, Stendhal, Dostoïevski, Alexandre Dumas, les films qu'il a réussis, *La Traversée de Paris*, *La jument verte*, *En cas de malheur*, *Le joueur*. À ce grand artiste, les puritains de l'européisme ont fait subir leur petit boycott politicien. Avec leurs gueules coincées de quêteuses de l'Armée du salut, ils disparaissaient à la queue leu leu, les uns feignant le dégoût, les autres l'indignation. Mais aucun n'écoutait ni ne comprenait.

Pourtant, les mêmes prétendaient défendre à la même époque « l'exception culturelle », ils soutenaient les manifestations des artistes, acteurs, metteurs en scène, scénaristes, de toute la profession, contre l'impérialisme d'Hollywood. Mais cet impérialisme, ils refusaient d'en condamner les causes, et loin de défendre l'identité européenne comme le demandait l'homme qui les y exhortait à la tribune, ils ne demandaient que quelques compensations financières. Jamais ne me sont apparus si clairement les limites intellectuelles, les contradictions et le manque de courage de ces gens-là. Ils ne concédèrent rien à Claude Autant-Lara, pas un sourire, pas un applaudissement bien sûr, pas une lueur de compréhension, juste la condamnation mécanique d'un ennemi absolu.

Cette froideur quasi sibérienne me saisit, et dès la première séance je perdis espoir d'amender jamais cette assemblée. Deux parlementaires étaient restés en séance, affichant toutes les apparences de la souffrance, on aurait dit des mimes. Ils demandèrent ensuite la parole. Un certain Dalsass, du PPE, se dit « humilié », il n'expliqua pas pourquoi, par le discours qu'il avait entendu, et prétendit que l'orateur n'avait parlé « qu'au nom de deux ou trois personnes ». Une dame Caroline Jackson mit immédiatement sur le tapis la nécessité « d'amender le règlement du Parlement européen » pour interdire désormais au doyen d'âge de prononcer le discours inaugural.

C'est, remarquons-le, une habitude commune aux prétendus zélateurs de l'état de droit, de faire passer des lois ou règlements *ad hominem* pour nuire au Front national. Celui-ci avait pu prendre la parole au nom d'un usage antique dans les assemblées : il parut urgent de modifier cet usage pour que le Front national n'ait plus la parole. Le règlement fut modifié sans tarder. Otto de Habsbourg, le dernier des Habsbourg, fils du dernier empereur et de l'impératrice Zita, parfait gentilhomme au demeurant, europhile et cosmopolite revendiqué, fut ainsi privé cinq ans plus tard, du discours qu'il se faisait une joie de prononcer en tant que nouveau doyen d'âge. Il s'en montra dépité et laissa sa place à un communiste grec, je crois.

Encore plus tard, le bruit courut en 2009 qu'il y avait un risque que le doyen d'âge de la prochaine mandature fût moi, Jean-Marie Le

Pen. Le Malin en personne ! À l'idée que je puisse poser mon cul sur la *sedia gestatoria* du président, ces braves gens entraient en transe. Alors ils ont à nouveau changé le règlement, et la présidence de la séance de rentrée n'a plus été présidée par le doyen d'âge mais par un député qui, et que – enfin une définition comme le PE en a le secret, taillée de manière que jamais je n'y corresponde. Ces gens cultivent un mépris abyssal du droit, un rejet total de la démocratie quand elle n'obéit pas strictement à leur volonté. Aujourd'hui donc le pauvre doyen ne préside même plus la séance inaugurale. Un historien des institutions européennes qui ne connaîtrait pas le contexte politique ne comprendrait rien à ces modifications à répétition, si contraires à l'usage commun.

J'avais applaudi sans réserve l'allocution de Claude Autant-Lara, qui volait particulièrement haut pour un discours parlementaire, célébrant avec verve la civilisation européenne et relevant précisément les menaces qui pesaient sur elle, sans jamais sombrer ni dans la facilité, ni dans la généralisation haineuse, et j'applaudis à la péroraison où l'orateur fit l'éloge du vin d'Alsace pour détourner ses collègues du Coca Cola. Je me demandai où les petits hommes qui le boycottaient cherchaient les prétextes de leur condamnation. Ne trouvant rien d'autre ils évoquèrent l'antisémitisme. Certains cherchèrent à le piéger par téléphone au sujet de Simone Veil, le garde des Sceaux fit même engager des poursuites contre lui à la suite de ce piège (il y eut relaxe). Le scandale fut tel que les membres de l'Académie des beaux-arts, dont il était le vice-président pour l'année, lui demandèrent de ne pas siéger avec eux.

C'est honteux et répugnant. Son discours à l'assemblée de Strasbourg fut grand, beau, et courageux. Que lui reproche-t-on ? D'avoir jugé l'Amérique envahissante, en matière commerciale et culturelle ? On devrait louer sa vista. Ou bien d'avoir rivé leur clou aux magnats de Hollywood qu'il avait vus à l'œuvre, cupides, sans grand sens artistique ni moral, socialement dangereux ? Alors quoi ? Était-ce parce qu'ils étaient juifs d'Europe centrale pour la plupart, ayant fui la Russie tsariste, qu'on n'avait pas le droit d'en dire le mal qu'ils méritaient ? Mais ce serait alors justifier la boutade selon laquelle « avant, un antisémite était quelqu'un qui n'aimait pas les juifs, aujourd'hui, c'est quelqu'un que les juifs n'aiment pas ».

Je crois quant à moi qu'on a le droit d'exprimer raisonnablement le mal qu'on pense de quelqu'un, sans distinction de race, de nationalité, de religion, de sexe ni d'orientation sexuelle. Et je suis sûr qu'on s'est très mal conduit avec un grand cinéaste qui fut en même temps un homme courageux, qui n'avait de haine pour personne mais refusait tous les conformismes.

Claude Autant-Lara m'avait promis, une fois élu et son discours

prononcé, de se retirer pour laisser sa place à un autre. Il fut le seul à tenir cette promesse. Nous continuâmes à nous fréquenter. Un jour, en route pour la côte d'Azur avec Jany, nous eûmes l'idée de passer le voir à Biot. On sonne, la bonne nous dit qu'il vient de mourir, que son corps est exposé au funérarium. Nous y fûmes lui rendre hommage.

Nous avons été quelques jours plus tard à l'enterrement. C'était au cimetière de Montmartre. On se serait cru derrière le corbillard des pauvres. Ni ses collègues metteurs en scène, ni la presse, ni les acteurs ne s'étaient déplacés, sauf, m'a-t-on dit plus tard, Suzanne Flon, mais je ne l'ai pas reconnue. Sinon, il y avait ses copains de la CGT, quelques amis du FN et moi. L'heure était à la peine et à la réconciliation française. J'ai improvisé quelques mots : « Tu ne t'ennuieras pas. Avec tes voisins François Duprat et Pierre-Jean Vaillard, vous ferez des belotes. »

Nous étions tous en paix. Le mort était peut-être un emmerdeur professionnel, mais c'était d'abord un grand talent et un homme vrai. Un Français comme on n'en fait plus beaucoup.

30. Le tournant irakien

La Mésopotamie, le pays situé entre deux fleuves, en l'espèce le Tigre et l'Euphrate, est l'un des berceaux de notre civilisation. Notre type d'écriture y fut inventé et l'Histoire sainte y commence. Elle a vu naître et passer des villes et des empires qui hantent notre mémoire : Ur, Babylone, Akkad, Sumer, Elam sur son flanc oriental. L'Assyrie, Alexandre, la Grèce, Rome même (Trajan parvint à Ctésiphon, Julien y mourut), la Perse, la Sublime Porte en prirent successivement la maîtrise. Le Mongol la ravagea. Après la première guerre mondiale et le démembrement de l'Empire ottoman, la partie sud tomba sous influence anglaise, et le nord sous influence française, les traités transcrivant à peu près les accords secrets passés entre la France et la Grande-Bretagne connus sous le nom de Sykes-Picot, du nom des hauts fonctionnaires chargés de les négocier. Le pays prit alors le nom de royaume d'Irak. Puis, dans les années vingt, profitant de la veulerie de Paris, le Foreign Office, informé que la région de Mossoul renfermait de riches gisements de pétrole, mit la main dessus. Les traités n'engagent que ceux qui les respectent. L'Intelligence Service avait en même temps échauffé les Kurdes pour qu'ils massacrent les chrétiens chaldéens du lieu, les plus anciens habitants de la région, afin qu'ils en fuient : or, c'étaient des vecteurs traditionnels de l'influence française, placés sous notre protection depuis Pépin le Bref.

Ces petits actes de piraterie internationale étaient habituels à la Couronne britannique, mais le cabinet de Londres, qui était renseigné et réaliste, savait que la présence anglaise était impatiemment supportée en Irak. Elle n'était pas à l'abri d'une révolution. Aussi, tant pour acheminer d'éventuels renforts militaires que pour s'assurer un relais sur la route des Indes, qui importait alors autant que le pétrole, elle se servit de ses amis du Koweït. Le Koweït était une bande de terre quasi désertique bordant à l'ouest le débouché du Tigre et de l'Euphrate dans le golfe persique, le Chatt al-Arab. Géographiquement, historiquement, ce morceau de désert avait toujours fait partie de la Mésopotamie. À la veille de la première guerre mondiale encore elle appartenait à la province de Bassorah. Mais la baie de Koweït est un port naturel, profond, d'accès facile. Au début du XVIIIe siècle, quelques familles de Bassorah s'y fixèrent, pour la pêche et le commerce. Les Anglais sont de bons marins et font de la politique à long terme. La Compagnie britannique suivit le mouvement vers le Koweït à la fin du siècle, et Sa Gracieuse Majesté multiplia les signes d'amitié avec les

petits chefs du lieu, les Al-Sabah, tant et si bien qu'en 1914 elle signait un traité avec l'un des leurs contre l'Empire ottoman dont le Koweït faisait partie. Dans les années 1920 et 1930, les Ottomans partis, le royaume d'Irak demanda plusieurs fois le retour du Koweït, mais Londres refusa, pour contrer les indépendantistes irakiens et se ménager une base de repli.

Nominalement indépendant depuis 1932, l'Irak restera cependant sous la domination de fait des troupes britanniques jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale. Après leur retrait, il continuera à réclamer le retour du Koweït, avec le même insuccès. Londres continuera à jouer son pion Koweïtien, qui ne connaîtra l'indépendance qu'en 1961.

Voilà ce qu'il convenait de rappeler avant de s'aventurer dans le nid de frelons, de pièges et de désinformation qu'on a nommé guerre du Golfe, épisode où je me distinguai de la plupart des hommes politiques français et où ma position heurta nombre de mes soutiens traditionnels – provoquant par exemple le départ de Jules Monnerot, fondateur du Collège de sociologie avec Georges Bataille et Roger Caillois, auteur d'un livre capital, *Sociologie du communisme*, et membre éminent de notre conseil scientifique. Il me faut un peu de place pour expliquer pourquoi.

Le 2 août 1990, dans le ciel bleu des vacances éclatait un coup de tonnerre : l'Irak de Saddam Hussein envahissait son voisin le Koweït. Cela n'empêcha pas les Français de savourer leur pastis. Les plus au courant peinaient à situer le Koweït sur la carte, c'était un coin de pêcheurs de perles jadis, avec un émir et plein de pétrole aujourd'hui. Quant à l'Irak, c'était un pays où il y avait du pétrole aussi, dirigé par un socialiste laïque à poigne, issu du parti Baas, et qui sortait d'une longue guerre avec l'Iran, dans laquelle la France et les États-Unis l'avaient soutenu. Son chef Saddam Hussein (le « raïs », le même titre que portait en son temps Nasser) avait été copain de Chirac, il passait pour francophile et nous faisait des prix sur le baril de pétrole.

On se renseigna un peu plus, entre deux bains de mer : le Koweït, craignant l'invasion iranienne, avait été avec l'Arabie saoudite le premier banquier de Bagdad. En passant, il avait orienté ses installations pétrolières de manière à pomper les champs pétrolifères de son voisin irakien pendant qu'il se battait. On savait que Saddam était en négociations avec l'émir du Koweït pour obtenir une compensation. On pensa que ne l'ayant pas obtenue il cherchait son dû au bout du fusil. C'était une affaire entre richards bédouins et habitants du croissant fertile : on préféra parler du casse de chez Chaumet à Paris ou de la razzia de Bernard Tapie sur Adidas.

Mais contrairement à ce qu'on attendait, les médias s'emparèrent de l'affaire koweïtienne pour en faire des tonnes sur le ton de l'indignation et de la morale. L'ensemble des politiciens français leur

emboîta solennellement le pas. En un clin d'œil, ce fait divers du désert devint un accroc insupportable à l'ordre du monde, et Saddam Hussein un nouvel Hitler. Cette enflure unanime me mit la puce à l'oreille. Que se passait-il donc, pour que toutes les orgues du système se missent ainsi à jouer ensemble ?

Une deuxième chose me frappa, le silence de la Russie. J'en déduisis que Gorbatchev, emmêlé dans sa pérestroïka, Moscou laissait le champ libre à Washington. La première conséquence malheureuse de la chute de l'Union soviétique était un déséquilibre flagrant. L'Amérique n'avait plus de frein. Je me rappelai qu'au Proche-Orient notre amie était l'Irak, et que les Anglo-Saxons, Britanniques d'abord, Américains ensuite avaient toujours joué la carte de l'islam radical à la fois pour défendre leurs intérêts stratégiques et pour s'assurer la maîtrise du pétrole. Je ne voyais pas l'intérêt pour la France de se mettre à leur remorque.

J'étais alors en vacances chez des amis en Provence. J'invitai à m'y rejoindre un maire FN, Charles de Chambrun, ancien ministre et bon connaisseur de la politique arabe, et mon conseiller en communication Lorrain de Saint-Afrique. Chambrun confirma mon intuition et nourrit ma réflexion. Le 10 août j'étais invité par TF1. Déjà on n'en était plus aux condamnations platoniques, mais les premières sanctions étaient décidées, et la rumeur d'une guerre punitive contre l'Irak enflait. Cette précipitation me semblait ahurissante, aucune voie diplomatique n'ayant été explorée, nulle mission de bons offices tentée. On choisissait manifestement la guerre pour première, et, sans doute, pour seule option (au début du mois de septembre, déjà, plus de cent mille hommes auraient été acheminés dans les pays du Golfe. Je devais y voir la marque d'une décision prise d'avance, d'une préméditation, d'un piège). Je dis donc tout le mal de ce qui allait être une « aventure inconsidérée », et j'eus cette formule, en parlant de l'invasion du Koweït : « L'Irak considère ce conflit comme une affaire intérieure. Si l'Irak puise ses sources dans plusieurs millénaires, le Koweït puise les siennes dans les couloirs du Foreign Office. »

Le seul argument des belles consciences indignées qui appelaient à la guerre est que le droit international réprouvait depuis un siècle toute conquête territoriale. Soit. Mais il me semblait qu'à ce compte, Israël était cent fois plus coupable que l'Irak, depuis des décennies, et que la communauté internationale n'avait pourtant mené nulle guerre contre lui. Ma position me semblait donc conforme tant à la justice qu'à la prudence.

Les journalistes y virent une volte-face, naïvement surpris qu'un « opposant à l'immigration » soutienne « les Arabes ». Tout est sot dans cet étonnement. Je n'avais jamais été contre les immigrés, mais contre la politique d'immigration. En outre, mon passé, tant à Suez

qu'en Algérie, ne marquait nulle inimitié pour « les Arabes ». Il existe des gens à l'extrême droite, au Bétar notamment, qui sont anti-arabes. Tel n'est pas mon cas. Je suis comme Jeanne d'Arc, j'aime les Anglais (et les Arabes) chez eux. J'ajouterai que, sur le plan de l'anthropologie, les Irakiens, quoiqu'en majorité musulmans et arabophones, sont, du point de vue de l'histoire et de la civilisation, d'abord des Mésopotamiens.

Peu à peu, grâce notamment à Charles de Chambrun et Jean-Claude Martinez, qui avaient des correspondants en Irak, nous apprîmes la vérité sur la manipulation qui nous menait à la guerre. Elle prend ses racines dans la guerre Iran-Irak. De 1980 à 1988, ç'avait été une catastrophe pour l'Irak. Huit ans de combats indécis lui avaient coûté 500 000 morts et cassé l'élan de la prospérité en réduisant notamment les exportations de pétrole, ce dont l'Arabie saoudite, les Émirats et le Koweït avaient triplement profité, en ne risquant pas un homme, en augmentant leur propre production, et en servant de banquiers avec de juteux intérêts.

La fin de la guerre laissait un pays exsangue à tout point de vue. L'Irak ayant servi de bouclier à ses banquiers, Saddam leur demanda une remise en échange, une sorte de prix du sang. Ils avaient augmenté les quotas de production de l'OPEP, faisant baisser le prix du baril, ce qui asphyxiait un peu plus l'Irak dont la capacité de production n'était pas encore restaurée. Le Raïs demanda l'annulation de sa dette aux voisins qu'il avait protégés et qui ne montraient pas trop de gratitude. 1989 fut un long dialogue de sourds.

Le 28 mai 1990, vingt et un chefs d'État arabes se réunissaient à Bagdad pour tenter de trouver une solution. Koweïtiens et Saoudis montrèrent une raideur qui n'était pas dans leur manière habituelle, ils n'entrèrent même pas en négociation. On se demanda pourquoi, on le sut plus tard : les États-Unis les encourageaient dans ce refus. Ces derniers, par leur duplicité, montèrent le mécanisme d'où sortit la guerre. Le 25 juillet, alors que Saddam Hussein concentrait ses troupes qui allaient envahir le Koweït, l'ambassadrice des États-Unis en Irak, April Glaspie, morte depuis écrasée par un camion, le rencontrait et, après l'avoir assuré de son admiration pour les efforts de reconstruction de l'Irak, lui dit : « Nous n'avons pas d'opinion sur les conflits interarabes, comme votre différend frontalier avec le Koweït. J'étais en poste au Koweït à la fin des années soixante. Nos instructions d'alors étaient de ne pas exprimer d'opinion sur ce problème, qui ne concernait pas l'Amérique. James Baker a donné ordre à notre porte-parole officiel de réaffirmer cette instruction. »

Autrement dit, en langage diplomatique, les États-Unis ne condamnaient aucune solution au litige que Saddam choisirait. James Baker étant à l'époque, on le sait, secrétaire d'État, c'est-à-dire

ministre des Affaires étrangères des États-Unis, il s'agissait d'un feu vert. Pour me résumer, en poussant le Koweït et l'Arabie saoudite à l'intransigeance et en assurant Saddam de leur indifférence bienveillante, les États-Unis ont provoqué l'invasion du Koweït, puis, dès que les chars irakiens eurent passé la frontière, ils ont mis en route le processus de guerre.

À la fin de l'été, menacé par une formidable coalition (les États-Unis avaient enrôlé trente-quatre nations supplétives, dont la France), Saddam adopta une tactique qui n'était pas particulièrement élégante, mais qui permet au faible de survivre : il y avait 3 000 expatriés occidentaux en Irak, il les garda sur son sol, ils seraient les premières victimes en cas de bombardement. On s'émut en Occident. Le 26 août, le président autrichien Waldheim, ancien secrétaire général de l'ONU, ramenait à Vienne, après une entrevue avec le Raïs, 98 otages autrichiens. Il me parut utile, par une diplomatie raisonnable, de tenter quelque chose d'analogue, malgré une petite fronde que je sentais fermenter parmi certains cadres du FN. Marie-France Stirbois prétendait que les militants ne comprenaient pas, Gaucher laissait la parole aux pro-Américains dans *National Hebdo*, même le fidèle Chaboche était sceptique. J'avançai cependant, le devoir d'un chef est d'entraîner ses troupes quand elles ont des états d'âme.

Trois fois, le 18 août, le 7 septembre et le 10, je m'adressai officiellement à l'ambassadeur d'Irak en France al-Hashimi pour lui demander des nouvelles de nos otages. Officieusement, je chargeai Charles de Chambrun, qui connaissait bien le demi-frère de Saddam Hussein, Barzan al-Tikriti, représentant l'Irak à l'Unesco (il devait être pendu à Bagdad en 2007), d'organiser le voyage d'une délégation du FN qui ramènerait des otages en France. Nous utilisâmes aussi un intermédiaire, Shamir Tawfik, journaliste à Paris et membre des services irakiens. Le 24 octobre, tout était prêt, quand Mitterrand décida de torpiller l'opération, qui présentait à ses yeux le double inconvénient de mettre en lumière la nullité de sa politique et de renforcer ma notoriété. L'événement est trop loin pour que j'en conte le détail. Mais de gros poissons mitterrandiens, deux ministres des affaires étrangères, l'un émérite, Claude Cheysson, l'autre en exercice, Roland Dumas, firent pression pour que Bagdad laisse tomber le FN, en lui faisant miroiter l'espoir illusoire que la diplomatie française le soutiendrait dans ses efforts pour résoudre la crise.

Malgré ces intrigues, non seulement basses mais indignes, étant donné la gravité de la situation et le danger qui pesait sur nos concitoyens retenus en Irak, Saddam m'invita le 18 novembre. Je fus reçu à Bagdad avec les honneurs réservés aux chefs d'État. Après la revue des troupes, je rencontrai le raïs dans l'immense salle de réception présidentielle où il me prit à part en me serrant longuement

les mains. Entre nous, le courant est passé. Il y a eu quelque chose. Une sympathie naturelle entre deux parias qui refusent de courber l'échine devant la puissance injuste et cherchent des solutions humaines à des conflits humains. Peut-être aussi entre deux fils du peuple qui aiment leur pays et ont combattu pour lui.

Puis nous attendîmes quelques jours que les Irakiens rassemblent à Bagdad les otages dispersés sur d'autres sites. Hélas, quand nous montâmes dans l'avion du retour, on nous apprit que plusieurs personnes avaient mieux aimé rester en Irak que devoir au Front national leur rapatriement. Cela signifie quand même qu'ils n'étaient ni mal traités ni menacés par leurs geôliers. Et cela en dit long sur la haine indéfiniment propagée par le système, sur la désunion française patiemment organisée grâce à l'interdit jeté contre le Front national. Quel crève-cœur et quelle honte : des Français refusaient d'être sauvés par d'autres Français ! Et même ceux qui, mus par le bon sens de la peur, embarquaient, ne nous saluèrent ni ne nous remercièrent. Pauvres gens. Pauvres imbéciles ingrats et manipulés. Pauvres petits robots bobos.

Je ne leur en veux plus. Le vrai coupable était à l'Élysée. Imaginez-vous que Mitterrand nous fit refuser l'autorisation d'atterrir à Strasbourg où nous attendaient les médias, pour ne pas donner trop de lustre à notre retour. L'avion fut détourné sur Bâle-Mulhouse, où des policiers rogues nous accueillirent, maintenant leurs chiens policiers par le collier. Petit, petit, petit Mitterrand ! Dieu ait son âme, Lui seul a les ressources de miséricorde nécessaires à traiter ce genre d'individus.

George Bush (Senior) fit hélas encore pire. Il hâta la concentration de l'immense armada qui devait vitrifier l'Irak sans tenir compte du désir de paix du pays qu'il avait piégé ni des offres de compromis que faisait Tarek Aziz, le vice-Premier ministre chargé des affaires étrangères. James Baker dit à celui-ci : « Notre objectif est de ramener l'Irak vingt-cinq siècles en arrière. »

Cela avait le mérite de la clarté. Pour y parvenir, Bush rameuta près d'un million d'hommes, huit porte-avions, un nombre incalculable d'avions, d'hélicoptères, de blindés, de missiles. Ce n'était pas difficile : les contribuables de trente-cinq pays s'unissaient pour payer. Sans doute les États-Unis contribuèrent-ils plus, mais ils le faisaient avec leur déficit financier.

Plus difficile fut de persuader les peuples que tout ce tintouin était juste et nécessaire. Ce fut le travail de ces nouveaux propagandistes que sont journalistes et communicants. On lança d'abord la fable de la 4e armée du monde. Il y avait les États-Unis, la Russie, la Chine, et tout de suite derrière Saddam Hussein. Ses *Scuds*. Sa garde républicaine. Ses projets d'armes secrètes. Tout l'attirail des fantasmes

que savent remuer de conserve Anglo-Saxons et antimilitaristes. Bush se servit de ce mythe pour accumuler face à l'Irak la machine de guerre la plus disproportionnée qui soit : afin d'épargner le sang des G.I., ce qui est une excellente chose en soi, il construisit un marteau-pilon pour écraser une mouche que la presse maquillait en dragon.

Rendre la guerre juste aux yeux du public était plus délicat. Le piège américain, les faiblesses de la cause du Koweït, commençaient à transpirer et menaçaient d'être connus de la masse. Il fallait faire vite et fort. C'est alors que fut répandue la fable des couveuses de Koweït City. Le 14 octobre 1990, une jeune femme s'adressait en larmes à la commission du Congrès des États-Unis :

> Je m'appelle Nayirah et je reviens du Koweït. Ma mère et moi étions au Koweït le 2 août pour passer de paisibles vacances. Ma sœur aînée avait accouché le 29 juillet et nous voulions passer quelque temps au Koweït auprès d'elle. […] Pendant que j'étais là, j'ai vu les soldats irakiens entrer dans l'hôpital avec leurs armes. Ils ont tiré les bébés des couveuses, ils ont pris les couveuses et ont laissé mourir les bébés sur le sol froid. J'étais horrifiée. Je ne pouvais rien faire et je pensais à mon neveu qui était né prématuré et aurait pu mourir ce jour-là lui aussi.

Les télévisions du monde entier reprirent cette déclaration de « l'infirmière Nayirah », et d'autres semblables tendant à établir que la soldatesque irakienne avait tout détruit et pillé au Koweït, sans omettre bien sûr de torturer. Nayirah citait le cas d'un de ses amis de vingt-deux ans transformé en « vieillard » par la torture. L'opinion mondiale s'enflamma, il fallait punir Saddam Hitler, même ceux qui n'aimaient pas Bush en convenaient. L'univers marcha.

Il devait s'apercevoir plus tard que tout avait été inventé de bout en bout. L'agence de relations publiques Hill and Knowlton avait mis cette émouvante histoire en scène pour dix millions de dollars. Et la pathétique Nayirah avait un nom de famille, même si on ne le prononça pas tout d'abord, sous l'astucieux prétexte de protéger les siens : elle s'appelait al-Sabah, c'était la propre fille de l'ambassadeur du Koweït à Washington. La désinformation avait survécu à la fin de la guerre froide, elle croissait, on l'avait vu en 1989 avec le montage de Timisoara destiné à justifier l'assassinat des CeauŞescu, on en avait une confirmation éclatante.

Cette mascarade honteuse me renforça dans la conviction que la politique de Mitterrand était aussi injuste que suicidaire. Comme Saddam m'avait paru sympathique, je m'intéressai à la cause irakienne. En 1995, je fus invité à vérifier la régularité d'un scrutin de référendum en tant qu'observateur international. Ne pouvant m'y

rendre je désignai Jany pour me remplacer. De ce moment, elle se prit de pitié et de passion pour le malheureux peuple irakien, frappé par ce que la communauté internationale nommait embargo, et qui était en fait un féroce blocus. Sous couleur de priver « le régime » des moyens de construire d'hypothétiques (et fantasmatiques) armes de destruction massive (telle était la dénomination, encore nouvelle alors, des États-Unis pour regrouper dans le même sac nucléaire, chimique et biologique), Washington et ses alliés privaient le peuple irakien du nécessaire.

D'abord, le pays parvint à s'en sortir en s'arrangeant avec ses voisins, à grands frais. Puis des contrôles toujours plus sévères le mirent à genoux. La bourgeoisie commençait à tirer la langue et le petit peuple était à quia. Les médicaments, le matériel médical, manquèrent bientôt. Les plus faibles en souffraient plus, vieillards, bambins. Visitant un hôpital qui manquait de tout, Jany en sortit à la fois brisée de chagrin et révulsée d'indignation. Elle décida de lancer l'association *SOS enfants d'Irak*, dont l'objet social est clair. Elle accomplit plus de dix missions dans un pays dévasté par la haine des États-Unis, jusqu'à la guerre d'Irak menée en 2003 par le fils Bush, George W., et la chute de Saddam. À chaque fois, tout en apportant aux hôpitaux les maigres dons qu'elle avait su rassembler (ambulances, médicaments, matériels d'opération ou divers), elle nouait des relations avec les associations de bienfaisance irakiennes, avec les représentantes des femmes.

À chaque fois, hélas, elle constatait la dégradation des soins, des moyens, l'usure d'un pays qui supportait dignement, mais avec toujours plus de difficulté, la tentative d'étranglement qu'on pratiquait sur lui. Elle a l'œil neuf du voyageur qui n'est pas gâté par la politique, elle débusque dans l'ordinaire du quotidien le petit fait significatif. On lit ainsi dans la relation d'un de ses voyages, le triste état de l'hôtel Al Rachid, le plus bel hôtel du pays, où ses hôtes lui ont réservé une suite pour lui faire honneur : « Cet hôtel de grand luxe, qui porte le nom du calife des Mille et une nuits, est un hôtel où… il n'y a rien. Avoir un œuf est un exploit ! Le linge est gris et reprisé, une ampoule sur trois ou quatre s'allume, etc. »

Les Irakiens donnaient tout à leurs hôtes mais ce tout n'était plus rien. Avec le blocus, le pays de la profusion était devenu celui de la lésine et de la débrouille. L'accord pétrole contre nourriture signé en 1996 entre l'Irak et la communauté internationale y changea peu. Cet accord léonin, perpétuellement soumis au veto de l'Amérique et de l'Angleterre, et qui réservait la moitié du revenu de la vente du pétrole irakien aux ennemis de l'Irak, permit à de hauts fonctionnaires de l'ONU et à certains entrepreneurs peu regardants de se remplir les poches. Les Irakiens, eux, continuaient de souffrir. Jusqu'au martyre,

pour eux, et jusqu'au délire du ridicule, du côté de leurs bourreaux. Contrôlée à la frontière jordano-irakienne, *SOS enfants d'Irak* dut y laisser un lot de crayons qu'elle apportait aux enfants des écoles. Motif de la confiscation : la mine des crayons est en graphite, et c'est avec le graphite qu'on fait les bombes atomiques. Sic.

J'ai accompagné une fois Jany à Bagdad, ou plutôt je l'y ai rejointe, en mai 1996. J'ai pu y rencontrer Saddam Hussein, dans un grand palais vide aux volets fermés. Il changeait chaque jour de résidence sous la menace d'attentats occidentaux, et le lieu de notre rendez-vous ne nous fut révélé qu'une demi-heure à l'avance. J'ai pu constater une nouvelle fois notre sympathie, et nos vues assez proches en matière de géopolitique. Le vice-Premier ministre Tarek Aziz fut plein d'attentions pour nous. Nous eûmes de très franches conversations. Il me dit notamment : « Avec les USA, c'est la première fois que l'empire du monde est laissé à des barbares. »

Cet homme fin, qui fit tout pour sauver la paix, ce chrétien laïque qui s'était rallié au Baas, ce patriote convaincu, ce diplomate qui connaissait le monde et comprenait parfaitement le français sans vouloir le parler en public, fut abandonné de tous après l'invasion de l'Irak en 2003 et mourut dans sa prison, vêtu d'un pyjama. Il ne me semble pas que nous ayons été très dignes. Je dis nous, les Irakiens, les Américains, et les Français qui n'ont rien su faire.

En visitant Bagdad en 1996, notamment les chrétiens qui s'y étaient réfugiés dans les années vingt et qui recommençaient à fuir, je compris la politique d'épuration ethnico-religieuse que mènent les Anglo-Saxons au Proche-Orient : les chrétiens sont incités à s'en aller pour se réfugier en occident. Cela a commencé en Turquie entre les deux guerres, avec les massacres dont fut témoin mon père, cela a continué en Égypte, en Irak, dans une certaine mesure au Liban, cela continue en Syrie aujourd'hui.

Lors d'une de ses dernières missions, Jany fut officiellement invitée par le gouvernement iranien à passer par l'Iran, plutôt qu'à l'accoutumée par la Jordanie. Elle y fut reçue avec beaucoup d'honneurs et on lui fit visiter plusieurs sites iraniens. Outre l'hommage à la présidente de *SOS enfants d'Irak*, il s'agissait aussi d'un acte diplomatique : le rapprochement avec l'Irak, ex-ennemi.

Il me reste à évoquer en quelques mots la guerre d'Irak menée par le fils Bush. La Russie n'avait pas recouvré sa puissance militaire de naguère mais, avec Poutine à sa tête, elle avait retrouvé une volonté politique. Elle mit son veto à la résolution de l'ONU autorisant les États-Unis à envahir le pays. Ceux-ci agirent donc en toute illégalité.

Il n'y a pas grand-chose d'autre à dire aujourd'hui de cette équipée sauvage, sauf sur les images et la propagande.

Cette fois, cheval de bataille des États-Unis et de leur valet, le

Premier ministre britannique Tony Blair, fut d'accuser l'Irak de détenir des « armes de destruction massive ». On parla d'un canon géant, de bombes chimiques, de terribles menaces bactériologiques et même de nucléaire. Le secrétaire d'État Colin Powell agita une petite fiole en pleine séance de l'assemblée de l'ONU pour prouver la véracité de l'accusation. Aujourd'hui, tout le monde s'accorde à dire que c'était du pipeau, mais à l'époque, la presse occidentale dans son ensemble et la plupart des politiques servirent de claque à la clique Bush. La France se singularisa jusqu'à un certain point. Dominique de Villepin fit des effets de cheveux et un discours grandiloquent devant l'assemblée des Nations unies, sans utiliser toutefois son droit de veto. Chirac prit l'une de ses rares bonnes décisions, il n'associa pas nos armes aux pirates américains. Mais il le fit pour une mauvaise raison : pour ménager les banlieues arabes.

Villepin n'osa pas démonter le montage de la CIA sur lequel Bush et Blair prétendaient se fonder. Les éléments pour le faire ne manquaient pourtant pas. Les rapports sur la réalité de l'armement irakien, tant celui de l'agence internationale de l'énergie atomique dirigée par Mohamed el-Baradei que celui du Sénat français étaient probants. La guerre d'Irak permit d'expérimenter des mensonges qui devaient l'emporter sur la réalité, ce fut le prototype et la matrice des entreprises lancées par la suite par « l'Axe du Bien » sous drapeau américain, le Printemps arabe, la Libye, la Syrie.

Une dernière image me reste, celle de Saddam tiré du trou où, retrouvant les réflexes d'une jeunesse militante et clandestine, il s'était terré à l'arrivée des Américains. Trahi pour quelque trente millions de dinars dévalués, il fut promené en slip sous les caméras de télévision tandis qu'un médecin de la CIA lui prélevait un peu de matière dans la bouche aux fins d'expertise ADN : toujours cette immense dignité d'Hollywood ! Puis, après un procès inique, les domestiques de l'Amérique le pendirent. Ils ne l'avaient pas battu au sang ni couronné d'épines, mais il ne m'a jamais paru plus grand ni plus vrai que sous cette pluie d'opprobre. C'était Saddam aux outrages.

Cinquième partie

La mise au pas

31. Avant la scission

Au début des années quatre-vingt-dix, la rupture entre le Front national et le système est acquise. J'appelle système, par définition, la mécanique qui régente la vie politique française par l'alternance de partis complices. Qu'importe le nom qu'on lui donne, bande des quatre ou UMPS, l'important est qu'il ne se cantonne pas à la stricte politique : il déborde sur les médias, la publicité, etc. C'est une machine qui s'empare de la société tout entière pour la diriger à sa convenance.

Au début de 90, notre exclusion, commencée après Dreux et « justifiée » a posteriori par le *détail*, est définitive. L'affaire Carpentras et la loi Gayssot l'ont confirmée.

Cette position de paria m'a donné entière liberté pour analyser la mutation du monde née de l'effondrement soviétique en Europe. J'ai désigné le mondialisme pour ennemi principal et dénoncé le rôle néfaste que tiennent désormais les États-Unis d'Amérique. J'ai relevé à cette occasion la soumission de la classe politique française au projet mondialiste. Cette soumission d'ensemble, voulue et actée par Jacques Chirac, rend caduque la stratégie du « pas d'ennemi à droite » que nous appliquions depuis 1972. Sans doute existe-t-il une proximité à la base entre « droite » et « extrême droite », mais entre la voie nationale et le projet soutenu par le RPR et l'UDF, européiste et mondialiste, il n'y a pas de compromis possible. En outre, la pratique du Parlement européen m'a conduit à ne plus croire que l'Europe de Bruxelles puisse s'amender.

En conclusion, en 1991, je suis, et le FN avec moi, à la fois le grand paria et la seule alternative au système.

En même temps, la lucidité de ses analyses et la constance de ses opinions valent au Front national un succès croissant. Il attire de plus en plus de cadres de bonne valeur. Sans perdre son ardeur, le FN devient un parti professionnel.

Or la contradiction entre le succès et l'exclusion va provoquer peu à peu un malaise. Des gens capables, convaincus, et parfois ambitieux, contribuent au succès d'un mouvement qui se trouve exclu de l'accès au pouvoir. Certains, surtout parmi les cadres, auront l'impression de travailler pour un espoir qui n'aboutit à rien, pour un parti qui n'arrive jamais. La scission Mégret en naîtra.

Quant à moi, je suis engagé dans une lutte à mort avec le système. Je dois contourner un interdit que je sais définitif, et mes ennemis, qui

ont constaté l'inanité de leurs efforts pour briser notre croissance, doivent trouver un autre moyen de nous barrer la route : ils vont tenter le grand remplacement de Le Pen.

Par l'extérieur, en suscitant de fausses alternatives au système destinées à leurrer le peuple français et capter les suffrages des opposants au système. Ce seront les Verts, Pasqua, Villiers.

Par l'intérieur en divisant le Front national. Ce sera la scission Mégret.

Conscient du danger, je choisirai un chemin de crête assez difficile à suivre sans faux pas. Il me faut de temps en temps envoyer au système, qui jamais ne me lâche ni ne relâche la pression sur le FN, un message pour lui signifier que je ne m'incline pas devant ses exigences : telle sera la fonction de ce que les médias aux ordres nomment mes « provocations » ou mes « dérapages ». Ils signifient : je ne rentrerai jamais dans votre petit monde de magouilles et de soumission.

En même temps, il faut travailler à donner au FN la masse critique à partir de laquelle, malgré l'interdit, il pourra passer des alliances afin de parvenir au pouvoir. Les compromis ne se passent en effet qu'en position de force, sauf à finir en compromissions. Je sais, naturellement, à considérer les peaux de bananes qui jalonnent la route passée, que leurs petites sœurs ne manqueront pas.

C'est pourquoi je compte fortement sur trois éléments pour faire du FN un mouvement sans équivalent en France. D'abord, la fermeté et la solidarité de ses adhérents. Elle est sans faille, et les réactions du système à mes prétendus dérapages y contribuent. Deuxièmement, un corps de doctrine et de communication de première valeur. Les travaux du conseil scientifique, du centre argumentaire, de l'institut de formation, les programmes, les publications annexes, le pré-gouvernement formé sur le modèle du Shadow cabinet britannique, seront autant d'initiatives qui montrent l'excellence du FN dans cette période-là. Enfin, une mobilisation totale de l'appareil est requise. Et je dois dire que ni le secrétariat général sous les ordres de Carl Lang, ni la délégation générale sous ceux de Bruno Mégret ne me décevront. Deux congrès du Front, deux succès, mettront la chose en musique, celui de Nice en 1990 et de Port-Marly en 1994. En six ans, neuf élections apporteront des résultats prometteurs à cette stratégie.

Il n'aura manqué qu'un peu de patience, je crois, pour qu'elle ne porte de fruits victorieux.

Voici la liste des neuf élections de cette période à la fois très faste et très difficile pour le Front national : en 1992, élections régionales et cantonales, référendum sur le traité de Maastricht, en 1993 les législatives, en 1994 les européennes, en 1995 les présidentielles et les municipales, en 1997 les législatives et les régionales. Elles montrent toutes une progression du FN. Et une résistance, contre vents et

marées, aux concurrents qu'on lui suscite et dont la vocation était de le remplacer.

Dans cette séquence se place un incident mineur dont les médias ont beaucoup parlé. Un jour de 1993, avant les élections législatives où il était candidat à Gardannes, Bernard Tapie, l'homme de La Vie claire et d'Adidas, le ministre de la ville inventé par Mitterrand pour agacer Rocard, Bernard Tapie demande à être reçu à Montretout. J'accepte bien volonté, assez curieux je dois le dire : c'est un spécimen humain hors du commun. Il arrive, seul. À peine introduit, après les politesses d'usage, il me demande de maintenir le candidat du FN, Damien Bariller. Je lui réponds : « Vous auriez pu vous épargner cette démarche, le bureau politique vient de décider le maintien de tous nos candidats au second tour. »

Un peu plus tard, il était élu en triangulaire. Je l'ai trouvé quand même culotté de venir comme ça chez moi, avec tout ce que les médias et ses amis pouvaient dire. C'est un type courageux, on l'a vu aujourd'hui dans son procès, il a encore la pêche malgré son cancer.

Un phénomène général affectait les élections françaises depuis l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand : la montée de l'abstention et la décroissance des partis dits de gouvernements, gauche (y compris PC), droite et centre. La présence du FN remobilisa l'électeur et accrut le déclin du RPRUDFPSPC, mais celui-ci, par le biais de ses médias, favorisa toutes sortes de substituts au vrai vote alternatif. On favorisa les Verts, EELV, Chasse, pêche, nature et traditions, Villiers, Pasqua.

En 1989, aux européennes, Antoine Waechter avait été choisi pour capter les voix des mécontents. En 1992, nous fûmes les premiers à nous opposer au traité de Maastricht. Nous étions en pleine progression puisque nous venions de récolter 13,72 % aux régionales du printemps. Nous militions depuis des années pour l'Europe des patries et contre l'Europe fédérale, y consacrant une somme impressionnante de discours et articles, et nous espérions en recueillir le fruit. Mais le système, avisé, suscita un contre-feu en constituant une troïka Pasqua-Villiers-Séguin. Cette alliance aurait pu être celle des patriotes s'ils m'avaient rejoint ou invité à les rejoindre : elle ne fut en fait qu'une entreprise politicienne pour empêcher le Front national de prendre, naturellement, puisque c'était dans le fil de son action et de sa doctrine, la tête des opposants au traité.

Pasqua et Séguin n'étaient que des dissidents d'un parti qui, majoritairement, et par ses dirigeants légitimes, soutenait le traité. Quant à Villiers, qui n'avait d'existence politique qu'en Vendée, c'était une occasion pour lui de se faire connaître à une plus vaste échelle. Le soir du 3 septembre, où il était invité, en vertu du bon plaisir du prince et des médias, à débattre avec le président de la République, grand manitou du *oui*, Philippe Séguin, pour qui je ne nourris

cependant pas d'antipathie, ne sut pas s'y prendre et s'aplatit comme une limande devant François Mitterrand.

Ces trois-là, Villiers, Pasqua, Séguin, étaient tiraillés entre un patriotisme réel et une espèce de révérence devant le système, ses magies et ses ors, ce que j'appelle la marque du collier. Quand Mitterrand, averti par les sondages que le *non* allait l'emporter, parut à la télévision et, en grand acteur, apprit aux Français un secret de polichinelle, son cancer de la prostate, on ne s'indigna pas qu'il eût menti aux Français depuis 1981, on eut pitié du pauvre vieillard, et la France vota de justesse sa propre mise sous tutelle. Je protestai publiquement contre ce procédé : loin de me soutenir, Villiers, Pasqua et Séguin prirent des mines de dames patronnesses pour condamner mes paroles. Ils n'osaient pas mordre la main qui les nourrissait. Après le scrutin qu'ils annonçaient historique, tant Pasqua que Séguin et Villiers allaient rentrer dans leurs appareils respectifs, pour s'y livrer à leurs contorsions habituelles.

Pour moi, c'est un crève-cœur, car ces trois hommes m'étaient sympathiques, et je les crois sincèrement Français. J'ai essayé plus tard de les arracher à leur carrière et à leur esclavage en publiant un petit livre *Lettres françaises ouvertes*. L'idée m'en était venue en constatant la trahison générale des partis de gouvernement : aucun d'eux ne continuait à défendre la nation, tous entraient dans le projet de l'Europe de Bruxelles, moyen et partie de la gouvernance mondiale. Ils se coupaient ainsi des Français, qui se détournaient d'autant plus d'eux. Pour y remédier, ils dépêchaient certains de leurs dissidents hors de la ligne du parti afin de capter les voix des Français mécontents et les rapatrier ensuite vers le parti. C'est ainsi que Séguin et Pasqua misèrent sur le non à Maastricht en 1992, et que Fabius milita pour le non au référendum sur la constitution de Giscard en 2005.

Je ne suggère pas ici que Séguin et Pasqua avaient aussi peu de convictions que Fabius, je constate que leurs convictions ne suffirent pas à les faire rompre avec le système et qu'ils le servirent de ce fait *volens nolens*. Ainsi Philippe Séguin fit-il une belle carrière au RPR après Maastricht (président du mouvement, candidat à la mairie de Paris), alors qu'il ne pouvait plus se faire la moindre illusion sur ses collègues. Plus, il ne protesta pas contre le traité d'Amsterdam et avala la couleuvre de l'euro. L'intérêt de l'appareil passa devant l'intérêt de la France.

Pourtant, il me semblait qu'il restait dans notre pays des patriotes de droite et de gauche, et qu'il était urgent de passer sur ce qui nous divisait pour nous unir dans la défense de ce qui nous était cher, la France. Contre le mondialisme qui se cachait mal derrière l'Europe de Bruxelles, j'adressai donc à sept personnalités choisies mes lettres

ouvertes françaises à l'occasion des élections européennes de 1999. Dans une tranchée, on oublie les différends qu'on peut avoir avec les hommes qui sont à côté de vous, on tire sur l'ennemi. J'essayai ainsi de réveiller sept hommes que je jugeais emblématiques, et suffisamment courageux pour répondre à mon signal.

Le premier d'entre eux était Marie-France Garaud, l'ancienne conseillère de Georges Pompidou, qui avait inspiré naguère l'appel de Cochin à Jacques Chirac. Après elle j'interpellai Jean-Pierre Chevènement, Charles de Gaulle, Alain Delon, Max Gallo, Lionel Jospin, en plus de Charles Pasqua et Philippe de Villiers dont j'ai déjà parlé. Lionel Jospin était trotskiste et Charles de Gaulle gaulliste comme son nom l'indique, mais le devoir de réconciliation se conjuguait cette fois avec l'urgence. Il fallait s'unir pour sauver la France. Je ne disais pas « ni droite, ni gauche ». Je me revendiquais de droite, avec des convictions et des réflexes de droite. Je disais « et droite, et gauche » ! La France avait besoin de tous ses enfants, et de tous ses talents, pour se sauver. Cela ne donna hélas, sauf avec Charles de Gaulle, aucun résultat politique palpable.

Qu'importe au fond. J'ignore quand lèveront les futures récoltes de l'unité nationale, mais je les ai semées.

Dans le silence qui suivit mes lettres ouvertes, je dus admettre que ces hommes, si éminents ou courageux qu'ils fussent, refusaient de briser le cercle magique du système. Autrement dit, le système se reconnaît précisément, dans notre France politique, comme l'ensemble de ceux qui acceptent la diabolisation de Le Pen, même si, dans leur for intérieur, ils la jugent risible. Il laisse parfois des marginaux ruer, se cabrer, se rebeller même ; mais jamais ils ne vont trop loin ; jamais ils ne transgressent l'interdit. C'est pourquoi le système leur autorise de petites aventures, il les encourage même à l'occasion ; ainsi les faux rebelles coupent-ils l'herbe sous le pied du vrai rebelle et l'opposition de sa Majesté remplace-t-elle le véritable opposant.

1992 avait été l'occasion de lancer la troïka Villiers-Pasqua-Séguin. Ses deux compères retournés au vomissement du RPR, seul Villiers persévéra, s'étant trouvé un mécène en la personne du milliardaire un peu souverainiste un peu écologiste Jimmy Goldsmith. Ils préparèrent ensemble les européennes de 1994. Vinrent d'abord les cantonales et les législatives de 1993. La gauche à la dérive, les palinodies de la droite du RPR démontrées, le FN recueillit le fruit de son incessant travail de persuasion. Nous dépassâmes 12 % des suffrages aux cantonales, scrutin où compte beaucoup le local et où la ruralité est surreprésentée, ce qui ne nous favorisait pas. Puis nous atteignîmes près de 14 % au premier tour des législatives. Une véritable prouesse, un record qui ne serait égalé ni en 2012 ni en 2017 par le FN dirigé par Marine, malgré la rhétorique de la dédiabolisation. Et cela avec

une participation supérieure de dix points sur 2012 et de vingt points sur 2017.

Le système s'inquiéta. Il y avait vraiment le feu au lac, car ces résultats étaient obtenus dans les élections les mieux verrouillées, où, sans possibilité d'alliance au second tour, nous n'avions nulle perspective de victoire. La séquence prochaine, 1994 avec les européennes, et 1995 avec la présidentielle, nous serait bien plus favorable. Il était urgent de nous susciter un concurrent, un capteur des électeurs de droite mécontents.

Ce fut Philippe de Villiers. L'homme vaut qu'on en dise plus de deux mots. C'est l'un des rares énarques qui aiment l'histoire de France. Tout le monde ne démissionne pas de son poste de sous-préfet pour protester contre l'élection de Mitterrand. Il a fait dans son coin de Vendée des choses très bien. Le Puy du Fou est un modèle dont j'espère qu'il s'exportera pour concurrencer les Disneyland et autres fadaises mondialistes. Il dit des choses justes, souvent émouvantes. On prend du plaisir à lire certaines pages de ses livres. J'ai vraiment apprécié qu'il ait invité Soljenitsyne chez lui. Je garde un bon souvenir de nos rares rencontres. On dit qu'il a donné un coup de main à Marine pour ses signatures de maires. Mais il y a un « mais ». Malgré ses airs de chouan, je ne vois pas qu'il ait vraiment désobéi une fois dans sa vie politique.

Il dit des choses remarquables puis, élu à Paris ou à Bruxelles, il fraye et il vote avec des gens (le RPR, l'UDF, l'UMP, les Républicains) dont il dit pis que pendre. Comme s'il était lié à eux par une infrangible chaîne. Sur Maastricht par exemple, il a tenu les mêmes propos que nous. Mais les affiches de la révolte n'étaient pas encore jaunies qu'il se soumettait à « l'union de la droite » dirigée par Jacques Chirac, l'homme de Maastricht, pour les législatives de 93. Pour les européennes de 94, ayant trouvé l'argent et les réseaux de Goldsmith, il fit cavalier seul. À ce poste, cependant, il servait bien mieux la famille dont il s'éloignait un peu. Il ratissa en effet toute la droite catholique et la bourgeoisie souverainiste qui hésitaient à choisir le Front mais trouvèrent en lui un vote plus chic et plus facile à présenter en famille. Les élections européennes étaient devenues une machine à révéler de nouvelles forces politiques : le FN en 84, les verts en 89 ; en 94 ce furent Villiers (12,34 %), et Tapie (12,03 %) que Mitterrand avait lancés dans les jambes de Rocard pour s'assurer que la carrière de celui-ci était bien terminée.

On notera que Villiers ne gêna pas la liste de la majorité, emmenée cette année-là par Dominique Baudis, qui gagna deux sièges sur 1989. Chirac m'avait suscité par précaution un autre concurrent, Chasse, nature, pêche et traditions, qui frisa les 4 %. Avec tout cela, alors que nous étions en progression sensible dans toutes les élections, depuis

trois ans, nous fîmes un point et demi de moins qu'en 1989. La ruse de Chirac marchait. Le remplacement de Le Pen par Villiers était en bonne voie.

Près de 27 % des Français avaient choisi les idées de Le Pen, mais un peu plus de 10 % seulement la liste Le Pen. Le président du conseil général de Vendée, qui avait lancé un mouvement, Combat pour les valeurs, trois ans plus tôt, se sentit pousser des ailes présidentielles et fonda son parti, Mouvement pour la France (MPF). Il visait ouvertement mon créneau électoral : de même que Combat pour les valeurs marquait « Mains propres tête haute » à la culotte, de même fit-il campagne sur les frontières, la sécurité, etc. Mais la présidentielle révèle les hommes : cette fois, sans doute instruits par son retour de 1993 à l'écurie majoritaire, les Français préférèrent l'original à la copie.

J'atteignis 15 %, lui moins de 5 %. Au total, juste ce qu'il m'aurait fallu pour approcher la barre des 20 %, la masse d'électeurs au-delà de laquelle l'interdit jeté contre moi perdrait sa force. Quant à Villiers, n'ayant pas atteint le seuil de remboursement de sa campagne, il se trouva irrémédiablement endetté. Il perdit, avec son indépendance financière, toute velléité d'autonomie : avant tout soucieux de conserver son fief vendéen, il fut condamné à jouer jusqu'à la fin de sa carrière politique l'aile droite de la fausse droite, l'homme de conviction dans un ramassis d'apparatchiks, d'ambitieux et d'affairistes.

Je le plains et je lui en veux de n'avoir pas su se joindre à nous. Avec lui nous aurions atteint le seuil à partir duquel le pouvoir n'est plus un rêve ou un mot, mais un espoir. Nous serions-nous supportés ? Aurais-je su l'intégrer ? Je l'ignore. Il est dommage qu'il soit toujours demeuré soigneusement de l'autre côté du cordon sanitaire.

Son livre, *Le moment est venu de dire ce que j'ai vu*, n'est pas mal, mais le titre est un mensonge. Non, le moment ne semble pas venu. Il ne dit pas ce qu'il a vu, ou alors il a la vue basse. Il ne m'a pas vu, par exemple, ni le FN. J'apparais une fois sur la fin. Sur toutes les questions d'actualité qu'il touche, il ne dit rien de ce que nous avons dit et fait, dont il s'est pourtant inspiré. Ce n'est pas très honnête. C'est surtout lâche. Il n'ose pas dire du mal de Le Pen pour ne pas déplaire à son lecteur, et il n'ose pas en dire du bien pour ne pas déplaire au système.

Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée. Il n'a jamais osé la claquer ou l'enfoncer. Transgresser. Dire : je ne suis pas d'accord avec le FN sur tout, Le Pen peut m'agacer pour ci ou ça, mais un ce n'est pas le diable et deux c'est le seul homme politique qui a dit à temps ce qu'il fallait sur les questions qui conditionnent notre survie. Tant qu'on n'a pas fait ça, tant qu'on n'a pas transgressé l'interdit majeur,

on reste prisonnier du système. Il y a des moments où la vraie habileté est de mettre les pieds dans le plat.

Tout cela me désole, car j'aime bien Villiers, j'aime ce qu'il écrit, plusieurs choses qu'il a faites, j'aime bien sa tête aussi, c'est peut-être pour cela qu'il est un peu froid avec moi : dans mes lettres ouvertes françaises, j'en ai parlé, je sais que cela ne se fait pas, mais c'était une façon de parler politique, d'aller tout au fond de la politique, là où elle rencontre la vie. J'écrivis :

> Né en Vendée d'une mère catalane et d'un père ardennais, vous êtes un exemple très réussi d'intégration par le terroir, une espèce de "beur" en somme, puisque vous avez aujourd'hui, et sans vous forcer, le visage qu'on prête aux Chouans, ancêtres de vos électeurs. On peut même dire qu'authentique hobereau, vous faites plus paysan que nature, et dans ma bouche c'est un compliment.

Les déclarations de Philippe de Villiers et de son frère Pierre, ancien chef d'état-major des armées, sur l'impuissance présumée de nos troupes ne manquent pas non plus d'intérêt mais me paraissent frappées d'une certaine tendance à la littérature politique. Les frères Villiers restent des gens sympathiques mais tenus. Philippe était tenu par le Conseil général de la Vendée, que la fausse droite lui abandonnait sous condition. C'est un bon écrivain, mais il n'a rien fait pendant quarante ans. Il me l'a avoué simplement, aimable, lors d'un voyage à Moscou. Lors d'un déjeuner de dix-douze personnes, il a lancé : « Je n'ai pas eu de chance, il y avait déjà un crocodile dans le marigot ! »

Quant au général, pour être nommé chef d'état-major, il faut toujours donner des gages à ceux qui vous ont fait confiance. Il découvre la lune aujourd'hui dans un bouquin qu'il publie au soir de sa vie. Il y aurait un problème avec l'autorité ! Sans blague !

Il y eut aussi des municipales en 1995. Si l'on s'en tenait au seul chiffre qui mesure le vote FN au premier tour sur l'ensemble du territoire, 3,9 % des exprimés, on pourrait crier à la catastrophe. Mais cette donnée n'a de sens que si on la compare à d'autres. Celui du PC (2,9), du PS (6,5), du RPR (4,1), de l'UDF (2,8). Étonnant, non ? Cela signifie que dans un scrutin municipal les grands partis lâchent la bride à des apparentés, des divers droite ou divers gauche que l'électeur préfère aux hommes trop marqués par leur parti. Ceux-ci ne réussissent que dans les grandes villes.

Notre résultat d'ensemble doit être rapporté au nombre de nos candidats. Les municipales, on n'y pense pas toujours, sont marquées par le très grand nombre de communes en France, donc par la ruralité. On les nomme municipales mais ce sont les élections les plus

campagnardes. Or, les campagnes étaient alors ultra-protégées. Le système d'aides et de subventions permettait aux agriculteurs de vivre vaille que vaille, les conséquences de l'immigration n'y étaient pas ressenties. Le FN, seul à défendre une société dont les ruraux étaient les représentants en voie de disparition, en était donc mal vu. Nous nous battions pour des gens qui nous rejetaient en majorité. Cela a changé depuis.

En réalité le nombre moyen de 3,9 % recouvre trois choses : une progression très nette du nombre de listes déposées ; des résultats médiocres dans l'ensemble en zone rurale ; des résultats bien meilleurs en ville, notamment dans le Sud et dans les grandes agglomérations, sauf Paris. Nos candidats qui se maintenaient au deuxième tour ne furent nullement laminés par le vote utile. La conséquence de tout cela est que nous eûmes 1 363 conseillers élus et gagnâmes quatre villes importantes, Vitrolles, Marignane, Orange et Toulon. Nice, la cinquième ville de France, choisit pour maire mon ami Jacques Peyrat, même s'il avait préféré quitter le FN pour cela. Nous en reparlerons plus loin. Pour l'instant, l'heure était à la joie. Le 14 juillet, je me payai un petit plaisir breton : j'allai assister au défilé de la flotte à Toulon en compagnie de Jean-Marie Le Chevallier, mon ancien chef de cabinet, le nouveau maire.

En consultant les tableaux statistiques, on notait cependant qu'avec un point de moins que nous sur le plan national, le PCF remportait dix fois plus de sièges. Cela confirmait la leçon des législatives : le mode de scrutin et l'organisation de la vie politique en France nous écartait systématiquement du pouvoir. Nous avions besoin d'un raz-de-marée pour surmonter l'interdit.

En 1997, il nous frôla. Notre résultat aux législatives fut un record absolu : 14,94 % au premier tour, avec la possibilité de se maintenir au second dans cent vingt-quatre circonscriptions. Cette vraie vague ne nous valut qu'un seul député, Jean-Marie Le Chevallier dans le Var, dont l'élection devait être invalidée quelques mois plus tard. Pour mémoire, l'UDF, avec 200 000 voix de moins au premier tour, avait 112 députés, le PC, avec un 1 200 000 voix de moins que nous, en avait 35, et les radicaux, avec 10 fois moins de voix que nous, 12. À mesure que nous progression, notre marge de manœuvre rétrécissait : nous ne pouvions attendre notre salut que d'un sursaut massif qui ferait sauter le système et l'interdit, mais, pour y parvenir, il fallait convaincre l'électeur : donc être antisystème, sans toutefois jouer la politique du pire, qui fait fuir la droite « réaliste ».

Il s'agissait donc de passer par un trou de souris. Nous ne fûmes pas loin d'y parvenir aux régionales de 1998, mais quelque chose nous en empêcha. Certes nous égalions notre score des régionales, 14,94 %, mais, étant donné le mode de scrutin, c'était une petite déception.

Peut-être la scandaleuse affaire de Mantes-la-Jolie fut-elle le grain de sable qui grippa tout.

Nous eûmes cependant la chance que, dans de nombreux exécutifs régionaux, plusieurs présidents de droite n'eussent pas de majorité. Pour faire échec à la politique maximaliste de la gauche et commencer à faire appliquer nos idées, tout en semant la division dans le système, le bureau politique du FN décida de négocier dans plusieurs régions notre soutien à l'exécutif contre la prise en compte de six exigences. C'est Bruno Gollnisch, alors secrétaire général du mouvement, qui coordonna les négociations.

Je sentais monter, à défaut du raz-de-marée espéré, un petit vent d'impatience chez de nombreux cadres qui, n'ayant pas connu le pain noir des premières années du FN, supportaient mal notre long bivouac aux portes du pouvoir. D'un autre côté, l'invasion et la décadence n'attendaient pas, il était réellement nécessaire de réussir le plus tôt possible. Nous menions donc à la fois une course contre la montre contre les forces qui œuvraient à la fin de la France et une course d'attente, le temps qu'une majorité de la population éprouve la gravité d'une situation que tout l'effort du système tendait à nier. À mesure que nous connaissions des succès partiels, les tentations et les impatiences devenaient plus fortes, la porte vers le pouvoir devenait plus étroite, et l'unité du Front national plus difficile à maintenir.

32. La crise mégrétiste

N'ayant pu remplacer le FN par Villiers, le système entreprit de me remplacer, moi, en divisant le FN. Il suffisait de jouer sur nos différences et différends. On ne rassemble pas éternellement des gens capables et pressés d'arriver. Quand l'espérance d'un pouvoir se présente, certains la saisissent. Ce n'est pas toujours par ambition médiocre. Parmi ceux qui devaient suivre Bruno Mégret dans la scission du Front national, quelques-uns étaient des carriéristes, d'autres cherchaient le meilleur moyen de faire gagner leurs idées. Le calcul des uns et des autres fut trompé.

Le système attisa les espoirs des uns, les frustrations des autres, les incompréhensions et l'orgueil de tous. Des rivalités ordinaires se muèrent en aversion, de petites différences d'opinions furent érigées en oppositions doctrinales, tout était exagéré, à la manière dont la langue, dans la bouche, grossit une carie. Chacun se guinda et l'on rompit. Ce fut la crise la plus grave du Front. Il passa à deux doigts de disparaître et perdit quinze ans.

Pour bien le comprendre, il faut se remettre dans l'ambiance de l'époque. Quand je ne dirigeais pas le FN et mes deux groupes d'élus, au Parlement européen et à la région PACA, je méditais sur l'actualité des dernières années, tâchant de prendre la mesure de la mutation géopolitique en marche.

Depuis 1994, le grand marché américain s'organisait en pendant de l'Europe de Maastricht. L'Alena et le Mercosur étaient entrés en vigueur. Le monde de la guerre froide finissait de disparaître. Les troupes alliées évacuaient Berlin. Robert Hue remplaçait Georges Marchais à la tête du PCF. L'islam politique s'éveillait tout à fait. L'Algérie élisait Zéroual et la guerre civile entre militaires et islamistes s'accentuait. Des pères blancs étaient massacrés près de Tizi Ouzou. Un Airbus d'Air France fut détourné par le GIA et pris d'assaut à Marseille. Baruch Goldstein massacrait vingt-neuf musulmans à Hébron, le Hamas lançait un attentat suicide à Tel Aviv. Un an plus tard, il y aurait une vague d'attentats islamistes à Paris. L'explosion mystérieuse d'un obus sur un marché de Sarajevo jeta l'Occident dans une guerre contre les Serbes. En Afrique, la France s'engluait dans une opération difficile pour séparer Hutus et Tutsis. Nelson Mandela était élu président de la République sud-africaine.

Cinq informations retinrent mon attention, la création de l'OMC, l'inauguration du tunnel sous la Manche, les premières ordinations de

femmes prêtres par l'Église anglicane, l'assassinat de Yann Piat et la découverte de la grotte Chauvet. La mort de Yann me fit de la peine. J'ai dit ailleurs les liens forts qui m'attachaient à elle depuis sa petite enfance. Je notai d'autres décès survenus en 1994. Certaines disparitions sont comme des petits cailloux blancs sur le chemin d'une société disparue. En vrac : Kim Il-sung, Jean-Louis Barrault, Melina Mercouri, Eugène Ionesco, Robert Doisneau, Jean Carmet, Jacqueline Kennedy, mon ami Marcel Mouloudji, Jean Borotra, Karl Popper, Madeleine Renaud, Burt Lancaster, Antoine Pinay, Ayrton Senna, Pierre Boule.

L'année 1995 fut marquée pour le Front national par de bonnes élections présidentielles et municipales. Elle donna l'occasion à Chirac nouvellement élu président de se coucher devant le politiquement correct : les accords de Schengen furent appliqués, le chef d'état-major de l'armée française reprit sa place à l'OTAN, le président prétendit que la France était responsable de la rafle du Vélodrome d'hiver en 1942, ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait admis. L'année suivante, il mettrait fin à nos essais nucléaires et supprimerait le service militaire. L'Asie bougeait : il y eut la conférence sur le droit des femmes à Pékin, les JMJ à Manille ou Jean-Paul II dit la messe devant cinq millions de fidèles, une attaque terroriste au gaz sarin fut lancée par la secte Aum dans le métro de Tokyo (elle ne fit heureusement que 13 morts et 6 300 blessés à cause de la mauvaise qualité du produit, difficile à fabriquer par des amateurs). La mondialisation des périls, des marchés et des institutions s'accentuait.

La France s'enfonçait dans le marasme. Alain Juppé Premier ministre, modèle d'autoritarisme inefficace, plongea le pays dans la grève, Roland Dumas était élu président du Conseil constitutionnel. Les associations humanitaires subvertissaient tranquillement le droit de propriété : l'organisation Droits devant organisa le squat de la rue du Dragon, avec la bénédiction hyper médiatisée de Mgr Gaillot, du prix Nobel Albert Jacquard et du professeur Schwarzenberg. Le mariage entre autorités morales ou intellectuelles et journalisme people portait ses fruits. Je notai encore le suicide collectif de l'ordre du temple solaire et la mort de Carlos Monzon, Paul-Émile Victor, Ginger Rogers, Juan Manuel Fangio, Yitzhak Rabin, Louis Malle, Léon Zitrone et Dean Martin.

1996 fut marquée quant à elle par le massacre des sept trappistes de Tibhirine, le premier clonage d'un mammifère, la brebis Dolly, l'affaire Dutroux en Belgique, celle des hors-la-loi des églises Saint-Ambroise et Saint-Bernard à Paris, la visite de Jean-Paul II en France pour le quinze centième anniversaire du baptême de Clovis. Elle donna lieu à une forte agitation de la gauche dite laïque, c'est-à-dire violemment anticatholique et animée d'une haine frénétique contre les

racines chrétiennes de la France. Je relevai le décès de François Mitterrand, son égérie Marguerite Duras, Michel Debré, Alain Poher, celui aussi de Gene Kelly, René Clément, Ella Fitzgerald, René Lacoste, Marcel Carné et Marcello Mastroianni.

Ces quelques notes peuvent paraître frivoles et désordonnées, mais la silhouette du monde d'alors s'y dessine : l'après-guerre était terminé, l'islam politique et ses violences s'affirmaient, la nouvelle morale se devinait dans les recherches scientifiques comme dans les institutions internationales ou les faits divers. Associations et communication commençaient à prendre une place prépondérante dans la subversion de la société. Le mondialisme avançait ses pions.

Pour le contrecarrer efficacement, mon ambition était de tenir le Front national uni. Malgré tous mes efforts, je n'y suis pas parvenu. La guerre de Troie a bien eu lieu en 1997 et 1998. Ce qu'on a nommé la scission, ou la crise mégrétiste, n'a pu être empêchée. Elle eut des conséquences désastreuses pour notre mouvement. En termes d'appareil, il ne nous resterait plus, au début de 1999, que 6 députés européens sur 10, 131 conseillers régionaux sur 275 (moins de la moitié), 5 conseillers généraux sur 8, un maire de ville de plus de vingt mille habitants sur quatre. 29 membres du bureau politique sur 44, 67 membres du comité central sur 120 (une courte majorité), et 39 secrétaires départementaux sur 97 – à peine plus d'un tiers. Une vraie saignée, qui allait nous laisser une capacité d'organisation et de mobilisation faible lors des élections à venir, et devait avoir une incidence catastrophique sur la recherche des parrainages lors de la présidentielle de 2002.

Cette guerre fratricide cassa notre élan. De ceux qui travaillaient naguère ensemble, beaucoup désespérèrent, tous furent affaiblis.

En termes proprement politiques, la menace que notre cohésion faisait peser sur le système disparut, laissant un paysage de ruines et de rancœurs.

L'une des causes efficientes de la scission de 1998 fut le climat de défiance à mon égard entretenu par les ambitieux et les déçus, dans les couloirs et dans la presse : il se cristallisa notamment dans un document nommé document *Carnyx* (du nom d'une vieille trompette gauloise), ou document Franck, que mes adversaires firent circuler sous le manteau, et qui résumait à leurs yeux mes faiblesses, erreurs et turpitudes. Je n'ai nulle envie de rouvrir de vieilles plaies, je n'en donnerai donc ni le texte ni l'analyse. Mais je voudrais tirer la leçon politique de cette déplorable affaire et il est donc utile de rappeler les deux principaux reproches que me faisait la propagande de mes adversaires.

À l'occasion des municipales de 1995, j'entendis formuler cet argument, qui a resservi depuis :

Le Pen ne s'intéresse qu'à la présidentielle qui satisfait son ego et ne donne pas suffisamment d'attention, ni de moyens, à l'implantation locale et à la conquête des mairies, qui sont une voie royale vers le pouvoir et un entraînement à son exercice.

Quand le Front national mit la main sur les mairies de Vitrolles, Marignane, Orange et Toulon, on me reprocha en outre de prendre ombrage de l'ascension des quatre maires, Mégret, Simonpieri, Bompard et Le Chevallier. On y vit non seulement une faute politique mais une faille de caractère : il me fallait tout le pouvoir et tous les projecteurs qu'on braque sur lui, je ne supportais pas la gloire de mes subordonnés. Dès lors, je m'acharnai à leur nuire.

J'affirme que cette double accusation n'est pas seulement malveillante, elle est fausse.

Nul être humain n'est à l'abri de l'orgueil, moi pas plus qu'un autre, mais cette manière de présenter les choses manque l'analyse politique de la situation. La voici.

Tout remonte au début de la campagne municipale de 1995. Nous sentions bien le vent qui soufflait en notre faveur, et il était question alors que Nice, la cinquième ville de France, se donne au FN. Notre candidat là-bas, mon ami Jacques Peyrat crut, ou feignit de croire, qu'il ne pourrait mener sa liste à la victoire que s'il renonçait à l'étiquette Front national et s'il prenait sur sa liste une majorité de candidats venus d'ailleurs.

La question de l'étiquette demande du discernement. En 1986, pour les législatives et les régionales, nous avions bâti une structure d'accueil nommé Rassemblement national pour les ralliés, afin de ménager leur susceptibilité et de leur donner de la marge de manœuvre, mais il était entendu que le FN gardait la haute main sur elle. Nous étions maîtres des listes.

Le projet de Jacques Peyrat était tout différent, il constituait une majorité hétérogène et incontrôlable dont il était le seul médiateur et responsable. Une structure aussi peu sûre préparait un avenir aléatoire à sa future majorité et ne présentait aucune garantie politique, ni pour lui (sa capacité d'agir dépendrait des « autres ») ni pour le FN.

Avec quelques amis, telle Marie-France Stirbois, j'entrepris de le lui expliquer, mais il ne le comprit pas, persuadé que nous cherchions à limiter sa progression et que nous passions à côté d'une chance historique de faire vaincre nos idées en douceur. Il démissionna du FN, remporta les élections municipales et crut triompher.

La suite me donna raison. Sans doute ne fut-il pas un maire exécrable, mais il rentra dans le moule RPR, et, quand il voulut secouer tant soit peu le joug, il fut éliminé : ils lui suscitèrent un concurrent qui le battit, Estrosi. Peyrat était bien supérieur mais, trop

vain de sa personne, ne s'avisa pas du poids écrasant de l'appareil chiraquien. En résumé, malgré des circonstances très favorables, l'expérience ne fit en rien avancer nos idées, au contraire, elle éloigna le FN du pouvoir et mit le pied à l'étrier à un aventurier sans conviction. La politique demande de la jugeote.

Nos quatre grands maires, Le Chevallier, Mégret, Bompard et Simonpieri furent loin d'être détestables dans l'exercice de leurs fonctions mais me confirmèrent dans l'opinion que le passage par l'ancrage municipal, décrit comme un boulevard vers le pouvoir, présente en fait plus d'inconvénients que d'avantages, quand on se trouve dans la situation tout à fait à part du Front national.

Sans doute la gestion d'une mairie peut-elle être une vitrine et une école. Quelques expériences en la matière, postérieures à 2014, montrent qu'il n'est pas difficile de faire mieux que les gens du système en matière et de sécurité et d'économie des deniers publics. Et il en fut déjà ainsi dans une certaine mesure à Vitrolles, Marignane et Orange. Mais le cadre municipal est trop petit pour mener les grandes réformes que souhaitent le Front national et les Français qui l'élisent comme on attrape une bouée. La marge de manœuvre des maires en matière d'immigration est par exemple très faible, encadrés qu'ils sont par l'État. Quand Bruno Mégret voulut réserver une aide municipale à Vitrolles aux ressortissants de l'Union européenne, il fut condamné par la justice française.

Et puis, l'autonomie que donne aux maires leur mairie peut les conduire à être infidèles au mouvement. Ce devait être le cas en 1998 de Simonpieri et Catherine Mégret, qui choisiraient Mégret, et de Le Chevallier, qui tenterait de voler de ses propres ailes. À propos de vol, quand, ayant mené une enquête interne longue et difficile, nous parvînmes avec le trésorier Jean-Pierre Reveau à coincer Le Chevallier pour ses indélicatesses et malversations, nous lui présentâmes l'addition : « Tu nous as volé tant !

Il eut une réponse charmante : « Tant que ça ? »

Il ne détournait pas de grosses sommes d'un coup, il avait pris l'habitude d'avoir table ouverte et d'offrir des cigares aux frais du Front national. C'est dire que je doute de la qualité de la vitrine toulonnaise du FN durant son mandat.

De même Daniel Simonpieri était-il un aimable garçon, mais les notes de frais et la voiture de fonction de la mairie lui montèrent à la tête. C'était véniel, mais cela ne pouvait servir d'exemple. Nous étions trop en vue. En haut du cocotier, il faut un caleçon immaculé. Quant à Bompard, c'est autre chose. Autant que je sache, il a bien rempli sa tâche, quoique avec un peu de cassant, cette autorité un peu boulimique qui le caractérise. Mais il a pris goût au pouvoir et s'est découvert un destin national. Cela explique ses critiques et son

agressivité envers moi. Dans les mois qui devaient précéder son départ, bien plus tard, en 2005, il avouait en plein bureau politique : « Je ne reste que pour te faire chier. »

J’ai dû m’en séparer. La vérité est qu’un mouvement surveillé et attaqué en permanence par le système, comme l’était le Front national, est extrêmement vulnérable. Il ressemble à un navire dans la tempête dans un détroit très resserré. Il faut pour le mener une main très ferme et des structures centralisées, sans trop de jeu, sinon c’est le naufrage et la dislocation assurés.

<D’autre part, du point de vue stratégique, l’élection présidentielle est bien « la reine des batailles » pour le Front national. Les européennes, en raison de leur mode de scrutin, nous donnent de bons résultats, mais ne débouchent sur rien. Les législatives ne sont qu’une machine à désillusions, même là où nous sommes forts, car faute d’alliances au second tour, nous ne gagnons au mieux qu’en poignée de sièges, Marine en a fait la triste expérience en 2017. Les régionales pourraient déboucher, à cause de la proportionnelle, mais l’expérience prouve que le système, gauche et droite confondues, est prêt à tout pour bâillonner la volonté populaire et empêcher le Front national d’exercer le pouvoir.

Seule la présidentielle permet au FN de jouer dans la cour des grands, c’est la seule occasion de briser le plafond de verre, parce qu’on peut s’approcher du seuil critique qui débloque l’accès au pouvoir sans passer par le bourbier politicien. Occasion double : son candidat peut, dans des conditions exceptionnelles, gagner. Puis, même sans gagner, s’il franchit la barre des 40 %, il se met en position d’avoir à lui tout seul, aux législatives qui suivent, cent députés ou plus. Et cela change tout.

Revenons au contexte précis où s’est développée la crise mégrétiste, c’est-à-dire après les législatives de 1997, excellentes mais sans issue pratique, les régionales de 1998. Dernières en date menées à la proportionnelle, elles furent une défaite cuisante pour la droite, qui perdait 2,3 points alors que la gauche en gagnait 4,7, culminant à plus de huit millions de voix. Dans la plupart des régions, aucune coalition n’avait la majorité et nous nous trouvions souvent en position de force, avec, sur le plan national, 15,2 % et 275 élus. De sorte que sans arrangement entre la droite et le FN, le risque était grand de voir la gauche emporter 15 régions sur 25, alors qu’une alliance droite FN aurait remporté quasiment toutes les régions.

On m’a présenté dans cette occurrence comme l’éternel provocateur, opposé à tout compromis, même tactique, avide du seul pouvoir tribunitien, passé maître dans l’art de flatter et garder un vivier d’aficionados qui lui garantiraient une niche dorée, à la tête d’un parti qui gèle inutilement les voix des Français, faisant ainsi les

affaires de la gauche. Ce n'est pas une caricature, c'est un mensonge, et grossier. En voici la preuve éclatante.

Plusieurs présidents de conseils régionaux « de droite », ou candidats présidents de région, contactèrent le FN au lendemain du vote. Ils avaient fait leurs comptes, tenté de débaucher ici et là n'importe quel rallié pour faire une majorité, *sed frustra*. Ils quémandaient donc notre appui. Le bureau politique, réuni sous mon autorité, décida d'accéder à leur demande, à condition qu'ils souscrivissent à six conditions. Parmi elles, le refus de toute hausse d'impôt, la priorité à la sécurité, la défense des identités nationale et territoriale. C'étaient en quelque sorte notre programme commun minimum pour accorder un soutien sans participation. Par souci de réalisme et pour les attirer vers nous, nous n'avions pas exigé qu'ils acceptent la préférence nationale.

Ce compromis avait pour intention de briser, concrètement, l'interdit, donc l'inféodation mortelle de la droite au centre gauche maçonnique. Je l'ai décidé, et j'en ai confié l'application à mon ami Bruno Gollnisch, en sa qualité de secrétaire général du Front national. Il a parfaitement négocié l'affaire et cinq présidents de conseils régionaux UDF ont été élus avec nos voix, Bernard Harang dans le Centre, Jean-Pierre Soisson en Bourgogne, Charles Baur en Picardie, Jacques Blanc en Languedoc-Roussillon et Charles Millon dans la région Rhône-Alpes. Le dernier avait passé, à sa demande, un accord verbal formel avec Gollnisch, qui dirigeait notre groupe à Lyon, puis il se parjura. Ça ne l'empêcha nullement d'être diabolisé par le système et de finir carbonisé.

J'étais satisfait du résultat mais, côté RPR, parti godillot, nul n'osa franchir la ligne rouge, Jacques Chirac veillant lui-même à ce que le cordon sanitaire qu'il avait installé depuis 1984 reste intact. Beaucoup de cadres du parti protestèrent mais obéirent, avides de Safranes, voitures alors à la mode dans les administrations.

Il y eut en outre des débuts de tractations en Ile-de-France et en PACA. L'idée directrice était de faire élire Édouard Balladur en Ile-de-France contre une présidence FN en PACA, où la liste que je dirigeais avait nettement distancé la droite RPR-UDF. Mais Roger Karoutchi, pour le RPR, annula le rendez-vous qu'il devait avoir avec Jean-Yves Le Gallou, et d'autre part la chose me parut très mal engagée en Provence : Jean-Marie Le Chevallier, il l'a affirmé, se voulait et se voyait président, et avait promis à Christian Estrosi, qui était dans la négociation, la vice-présidence.

Bel attelage ! On voit d'ici ce qu'il aurait donné ! J'ai mis fin à la comédie, ne sachant pas d'ailleurs ce qu'il y avait d'assuré dans le détail des tractations. Parce qu'il avait refusé tout compromis, le RPR fit élire le socialiste Huchon en Ile-de-France, et le socialiste Michel

Vauzelle en PACA. Voilà l'origine de la querelle qui me fut faite : on voit que j'ai poussé la possibilité de compromis le plus loin possible. Et l'on m'accordera que j'ai vu juste sur les hommes qui prétendaient se partager la région PACA.

Mais l'analyse sereine que je viens de faire des municipales de 95 et des régionales de 98, était pratiquement inaudible dans l'atmosphère de passion qui saisit le FN à partir du traquenard de Mantes-la-Jolie en 1997. Appuyés sur le document Franck, certains me présentaient comme un agité qui faisait obstacle entre le pouvoir et le Front national. Et la menace d'une peine d'inéligibilité pesant sur moi (elle serait prononcée, puis raccourcie) ouvrait sur une situation nouvelle : il était question que Jean-Marie Le Pen, le président du FN, n'emmène pas la liste Le Pen aux européennes de 1999. Une question coulait de source : qui allait prendre sa place ? Je me la posais aussi : au cas où, qui chargerais-je de me remplacer ?

Lorsque son élection à la mairie de Vitrolles en 1995 fut invalidée parce que ses comptes de campagne furent jugés irréguliers, Bruno Mégret eut l'idée de présenter son épouse Catherine pour lui succéder. Elle fut d'ailleurs brillamment élue en février 1997. L'avantage de cette tactique était double : l'épouse profitait de la notoriété de l'époux pour être élue, et l'époux pouvait garder la maîtrise de la politique que pratiquerait l'épouse. Cela me sembla très bien et je repris la chose à mon compte : j'annonçai que Jany dirigerait la liste le cas échéant.

C'est alors que Bruno Mégret se débusqua. Il estima que ce n'était « pas une bonne idée ». L'épouse du président du Front national ne lui semblait pas la mieux placée pour emmener nos couleurs. Et il se porta candidat au poste. La chose s'envenima vite. Ses amis parlaient en me désignant d'autocratie, de dérive monégasque, de culte de la personnalité. Ils déploraient que le choix de la liste me revienne et s'inquiétaient que le bureau politique et le bureau exécutif ne deviennent de simples bureaux d'enregistrement de mes décisions. Je leur rappelai que je prenais leur avis avec intérêt et respect, mais que le Front devait être dirigé d'une poigne ferme.

Il y eut quelques semaines de flottement où les choses s'emballèrent. À l'origine de leur fronde, je vois surtout deux choses. La mentalité du haut fonctionnaire, d'abord. J'avais soixante-dix ans en 1998 : dans leur monde, je devais prendre ma retraite. Cela dit, ils auraient peut-être attendu deux ans de plus si une rumeur – fausse – ne les avaient fait sortir du bois : l'un de leurs amis du CNIP et du Club de l'horloge, Jean-Antoine Giansily, prétendit avoir vu sur mon bureau la liste des européennes de 1999, et qu'ils n'y étaient pas, ni Mégret, ni Le Gallou ! Cela mit le feu aux poudres.

On aurait pu rattraper la sauce si les entourages, celui de Mégret,

le mien aussi hélas, n'avaient pris le parti d'envenimer la querelle, beaucoup voyant dans la bagarre l'espoir de places à prendre. Du côté de Mégret, les élus d'Ile-de-France poussèrent à la guerre, Le Gallou en tête. C'est lui qui résuma l'idée que je freinais désormais l'ascension du Front par cette formule : « Le Pen est un boulet. »

À quoi je répondis par « Oui, un boulet de canon. »

C'était pourtant un garçon de valeur, que je reconnaissais comme tel. Je l'avais placé au poste stratégique de secrétaire général du groupe parlementaire en 1986, puis député européen en 1994. On m'a dit que je l'avais peut-être heurté ou blessé : en quoi ? En janvier 1998, quand Jean-Claude Martinez présenta notre « pré-gouvernement » à l'hôtel Crillon, il fut nommé aux Affaires européennes, pour lui montrer mon estime et ma reconnaissance pour le travail accompli. Peut-être aurait-il souhaité plus.

Peut-être aurait-il aimé être à la place de Martinez. On a critiqué ce gouvernement en puissance du FN, destiné à montrer, sur le modèle britannique, que nous étions prêts à gouverner, que nous avions les hommes pour cela. Pourtant ce fut l'un des moments où le Front national montra la plénitude de ses talents. Sans doute Jean-Claude Martinez n'était-il pas exempt de défauts. Qui l'est ? Il en agaçait plus d'un par sa drôlerie acide. Sans doute aussi faut-il le ranger parmi ceux qui n'arrangèrent pas les choses.

Elles se gâtèrent d'ailleurs pour de bon lorsque je le nommai directeur de la campagne des européennes. C'était une manière, je le reconnais, de border Mégret, comme j'avais bordé Jean-Pierre Stirbois avec Mégret, comme je m'étais employé à équilibrer le même Mégret avec Carl Lang puis Bruno Gollnisch. Jusqu'alors, cette politique avait fonctionné à merveille, au bénéfice du Front en canalisant les énergies dans une efficace émulation.

Cette fois, hélas, l'impatience qu'inspirait mon âge, le résultat flatteur mais décevant des législatives, la question de mon inéligibilité stimulèrent la hâte des mégrétiste, tandis que le caractère et les formules de Jean-Claude Martinez jetaient de l'huile sur le feu. Il détestait Mégret et ne le cachait pas, croyant me complaire. Il allait le traiter de « cabri pro-européen », de « leader prématuré à mettre en couveuse », et disait aux journalistes : « Mégret, ce n'est pas moi, il est plus petit et plus facho. »

Il déclarait aussi à *L'Événement du jeudi* : « Mégret, c'est Kabila. »

Ce n'était pas bien aimable. Mais l'autre côté n'était pas en reste, et dans mon souvenir, c'est bien Mégret qui le premier avait utilisé les médias pour résoudre un problème interne, se servant de la presse pour régler ses comptes au Front national. Celle-ci en retour se servait de lui pour diviser le mouvement. Plusieurs grands papiers vantaient son sens de l'organisation, ses réseaux, ses contacts avec la droite, et le

présentaient comme « plus dangereux » que moi : c'était une façon de le flatter, de lui faire croire que, s'il prenait le Front national en main, il le mènerait au pouvoir, alors que moi, avec mes dérapages et mes provocations… L'avenir devait le faire déchanter. Les mégrétistes eurent l'oreille des médias tant qu'ils furent utiles à diviser le FN puis, dès leur échec aux européennes, on leur appliqua la loi du silence et de la diabolisation. *Vae victis*, malheur aux citrons dont on a extrait le jus.

En dehors de Le Gallou d'un côté et Martinez de l'autre, plusieurs autres personnes entretenaient la querelle. Côté Mégret, Damien Bariller, son ambitieux directeur de cabinet, et surtout Philippe Olivier, délégué général adjoint, époux de ma fille aînée Marie-Caroline, très virulent à l'époque. Il entraîna Caro dans sa hargne contre moi. Sa carrière politique postérieure fut surtout marquée par sa chasse judiciaire contre Georges Tron, le secrétaire d'État réflexologie qui massait les pieds de ses secrétaires jusque tard dans la nuit. Il fut l'un des conseillers écoutés de Marine dans la dérive du FN vers un RN qui perd sa saveur : celui-là même qui prônait alors le rapprochement avec la droite libérale a préconisé plus tard la démagogie sociale. L'ambition n'accroît pas toujours la lucidité. Depuis, sans doute, l'expérience lui a-t-elle soufflé d'être plus raisonnable. Il est venu me rendre visite, très aimable.

De l'autre côté, Samuel Maréchal, mon autre gendre, et Marine, n'étaient pas moins agressifs. Les médias se firent un plaisir de nourrir cette « guerre des gendres ». Tout cela était déplorable et chacun rapportait de fausses rumeurs pour aiguiser les ressentiments. On me disait que Mégret se préparait pour prendre ma place à la présidentielle de 2002, ce qui n'était pas vrai.

Il y eut aussi des tentatives de conciliation. Carl Lang mena l'une d'elle, François Brigneau une autre.

Il y eut enfin l'étrange dîner auquel me convia la presse amie, chez Danièle et Serge de Beketch à l'automne 1998. J'eus la surprise d'y être assailli de questions devant un plateau de fruits de mer par tous les directeurs de journaux avec qui j'entretenais les meilleures relations et pour qui j'éprouvais parfois de l'amitié. Des questions derrière lesquelles je sentais l'inquiétude, l'agacement, le reproche. Il y avait là outre Serge, François, Emmanuel Ratier de *Faits et documents*, Claude Giraud de *Monde et Vie*, Jean Madiran, de *Présent*, Camille Galic, de *Rivarol*, et même Martin Peltier, qui dirigeait la rédaction de *National Hebdo*, le journal que j'hébergeais au Paquebot et n'était pas le moins insistant. Je ne doutais pas de leurs bonnes intentions mais je dus plusieurs fois les envoyer baller, le rôle de la presse n'étant pas de dicter sa conduite au chef d'un grand parti. Pour finir François Brigneau lâcha la proposition qu'il avait sur le cœur : il

me demandait de faire un ticket avec Mégret pour calmer les appréhensions qui traversaient le Front.

Vue d'aujourd'hui, ce n'était peut-être pas une si mauvaise idée : Mégret était un bon chef d'état-major, et c'était une façon de conserver l'unité du mouvement dans une passe difficile, afin d'engranger des succès peut-être déterminants en 1999 et 2002. Mais, outre l'étrange démarche de la presse amie (même Madiran semblait, sinon hostile, du moins dans une posture de juge), qui, naguère Fan Club, se muait pour ainsi dire en conseil de famille, quelque chose me gênait dans ce ticket, quelque chose de fondamental. Lors de l'université de l'été 1998, à Toulon, j'avais lancé : « Il y a de sacrés numéros au Front national, mais il n'y a pas de numéro 2 ni de numéro 3, il n'y a que le numéro un, le président, c'est moi. »

Je ne voulais pas, en formant un ticket avec lui, conférer à Bruno Mégret le rang de numéro deux. Ce n'était pas que j'eusse du mépris pour ses talents ou de l'aversion pour sa personne. Vraiment non. C'est que j'aurais ouvert ainsi, immédiatement, la lutte pour ma succession. Or le temps de celle-ci ne me semblait nullement venu. Au contraire, dans la passe difficile que nous traversions, l'approche patiente de la zone critique où nous pourrions revendiquer le pouvoir, marquée par la tentation croissante de la division, j'estimais de mon devoir de ne pas dételer, car j'étais le mieux placé pour rassembler les composantes du Front national. Les contradictions des uns et des autres, des cathos tradis et païens ancestraux, des fachos, des roicos, des libéraux, ne trouvaient leur solution qu'en moi, garant et incarnation du compromis nationaliste.

Cela ne voulait pas dire que je ne songeais pas à ma succession. Un homme d'État doit la prévoir, même si c'est aussi prévoir sa propre mort politique, ce que nul ne fait de gaîté de cœur. On connaît le mot d'Alexandre mourant quand on lui demanda à qui il laissait l'empire : « Au plus digne ! »

Tout en dirigeant le Front national, je laissais toujours traîner un œil et une oreille pour voir monter de la masse le plus digne, mais jamais je n'en vis paraître. Bruno Mégret cumulait les qualités : intelligent, courageux, volontaire, sérieux, bon débatteur, orateur convaincant. Mais cela n'en faisait pas un numéro un. Sans doute y avait-il une question physique, c'est injuste, mais c'est comme ça. Il parlait souvent de Napoléon, son idole. Mais Bonaparte avait été un chef militaire incomparable. Dans le civil, c'est beaucoup plus difficile, Mégret s'en aperçut. Tout le monde ne réussit pas le 18 Brumaire.

En 1998, ceux qui croyaient ou feignaient de croire que je m'accrochais à mon poste par intérêt ou gloriole ignorent la terrible responsabilité du chef qui doit choisir son successeur. La vérité est que je gardais le manche parce que je ne voyais personne capable de le

reprendre dans l'immédiat. Voilà pourquoi l'agitation qui montait depuis l'affaire de Mantes et l'affaire des présidents de région me semblait artificielle. J'ai peut-être mal apprécié la fronde grandissante. Il a toujours manqué au FN un service de renseignements interne, une sorte de Sécurité militaire qui enquête sur la vie des membres et cadres, pour éviter les infiltrations, prendre le pouls de l'appareil, évaluer les manœuvres dont il pouvait être la cible.

La scission par elle-même présente peu d'intérêt. Les médias en ont fait leurs choux gras, avec quelques mots, félons, Brutus, etc. Dans une atmosphère surchauffée, la presse relevant la moindre phrase de travers, la crise a éclaté quand les mégrétistes ont commencé à me défier ouvertement, en la personne de Nathalie Debaille, membre de la délégation générale, et Hubert Fayard, conseiller régional de PACA. Il fut décidé de les licencier et les suspendre. Le putsch eut lieu lors du conseil national qui se tint le 5 décembre 1998 à la maison de la Chimie à Paris.

Si une bonne partie de la salle était acquise au complot, beaucoup de militants restaient inconscients du danger et favorables à l'unité du mouvement. Les mégrétistes firent entrer Nathalie Debaille et Hubert Fayard avec la complicité de Serge Martinez qui organisait la réunion, en accord aussi avec Franck Timmermans, qui comme lui avait postulé en vain au secrétariat général. Mégret ne rassemblait pas seulement en effet les ambitieux mais aussi les aigris. J'avais considérablement poussé la carrière au sein du Front national de Serge Martinez, jeune et sympathique chef d'entreprise né à Oran qui, fortune faite, avait tenté de relancer *Minute* avec Serge de Beketch et s'occupait des grandes manifestations du FN sans y chercher la moindre récompense lucrative. En revanche son ambition politique grandissait, et il me demanda la place de secrétaire général. Je méditais sur cette proposition quand la rumeur qui montait du FN me frappa : ni les cadres ni les militants n'étaient très chauds. Son homosexualité choquait les uns, les autres son impatience à arriver. Je renonçai donc à la chose, et, cela ne manqua pas, ce fut à moi qu'il en voulut. Désormais il fut l'un des organisateurs et des soutiens du parti mégrétiste.

La réunion du 5 décembre fut houleuse. Je m'aperçus que la salle avait pour consigne de ne pas me laisser m'exprimer. Je ne fus pas la seule victime de ces débordements. L'Antillais Stéphane Durbec, que j'avais fait élire conseiller régional en PACA, fut hué pour sa couleur. Sans doute la suspension d'Hubert Fayard et Nathalie Debaille n'était-elle pas une affaire primordiale, elle aurait pu se discuter au bureau politique, mais la tentative qui fut faite de me forcer la main pour obtenir leur réintégration au Conseil national, et cette espèce de bronca raciste, étaient inadmissibles. La journée se termina sur une

apparence de réconciliation, disons de temporisation, mais j'appris que les mégrétistes se réunissaient à portée de flèche pour définir leur tactique à venir. Il y avait scission de fait.

Je parlai de pu-putsch et les attaquai par voie de presse. Le 9, Serge Martinez, premier signataire d'une pétition qui comptait grand nombre de militants et sympathisants du FN, dont les mégrétistes les plus en vue mais aussi des journalistes tels Serge de Beketch, demandait la tenue d'un congrès extraordinaire pour trouver une solution au conflit. Ils m'y invitaient drôlement, alors que ce congrès était d'évidence dirigé contre moi et qu'il était ouvertement contraire aux statuts du FN, seul le président étant habilité à le convoquer. Sans doute 17 000 membres du FN, mal informés des intentions des mégrétistes, avaient-ils signé pour demander ce congrès, mais nul n'avait le droit de convoquer, sauf moi.

Le congrès de Marignane fut donc irrégulier, nul et non avenu aux yeux de la loi, et toutes ses décisions sans effet. La justice, saisie par mes soins, le constata et, malgré le nombre des dissidents, décida que le seul le FN régulier sis à Saint-Cloud, dirigé par son président régulièrement élu, avait le droit de revendiquer le nom et le logo du Front national. Dès lors le parti de Mégret, rebaptisé Mouvement national, cessa d'abuser électeurs et sympathisants, et la sanction fut immédiate : aux européennes de 1999, il n'atteint pas le seuil des 5 % et n'eut aucun élu. Malgré sa pléthore de cadres, son destin politique était scellé. Moi-même, j'étais mal en point avec 5,79 % et cinq élus, mais le drapeau était sauvé.

On m'a reproché bien des choses, bien des moyens employés lors de cette crise. Les journalistes amis eurent un temps la position des enfants lors du divorce d'un couple, ils aimeraient tant que papa et maman se remettent ensemble. Hélas ce n'était pas possible, une fois le processus enclenché. On ne choisit pas les coups qu'on porte.

J'ai aussi eu recours à une justice qui ne nous aimait guère pour empêcher le FN de mourir. Mais je ne le fis pas de gaieté de cœur. J'ai connu de vieux militants honnêtes et pleins d'abnégation qui durent démonter la flamme du FN de leur local de permanence, certains pleuraient. Les blessures de la scission furent cruelles et laissèrent de profondes cicatrices.

Aujourd'hui, je ne pense pas à tout cela sans regret. Sans doute la crise pouvait-elle être évitée. Nos entourages proches, à Bruno Mégret comme à moi, nous ont poussés à l'affrontement plus qu'au compromis. C'est aussi la rançon d'un mouvement riche en personnalités et en ambitions. La presse a tout fait, quant à elle, pour que les tensions s'exacerbent et mènent à l'affrontement.

Je ne suis ni aveugle ni sans pitié, et les fautes passées, si elles ne sont pas rédhibitoires, comptent moins que l'aptitude à servir le

mouvement. Je sais que parmi ceux qui m'ont soutenu durant cette crise, plusieurs l'ont fait par intérêt. À l'inverse j'ai pardonné à bien des scissionnistes qui sont revenus. Leur carrière fut parfois brillante ensuite au Front national. Je pense notamment à Steve Briois et Nicolas Bay. J'ai offert en 2009 à Bay l'occasion d'organiser le FN en Normandie et il s'est distingué. Il est devenu depuis conseiller régional, député européen, secrétaire général et vice-président du Front. Pour Briois, c'était un militant de base modèle, spécialiste de l'implantation locale. Il a fait un sans-faute à Hénin-Beaumont. Peut-être le bâton de maréchal qu'il a reçu en fin de carrière est-il un peu lourd pour lui.

Quant à Mégret, je le revois. Je suis le parrain de son fils Audoin. Il nous est arrivé de déjeuner ensemble, avec son épouse et sa fille Bertille. C'est un homme de valeur et de conviction. Je crois seulement qu'il s'est trompé de rôle. Fils de haut fonctionnaire, haut fonctionnaire lui-même, il n'a pas senti ce qu'est la fibre particulière d'un chef politique. Il me demandait un jour naïvement ce qu'est le « charisme ». C'est un mot du vocabulaire religieux employé par extension pour désigner une certaine grâce populaire qu'ont certaines personnes. On l'a ou on ne l'a pas. C'est comme la « présence » d'un acteur. Cela n'a rien à voir avec la raison, le mérite, les études.

J'aime son calme, ses analyses froides, un peu pinailleuses, elles étaient utiles au Front. Aujourd'hui, il me semble avoir dételé, il est à la retraite. Pas moi, jusqu'à mon dernier souffle. C'est une question de passion. Il m'a demandé d'intercéder auprès du président Trump afin d'obtenir une carte verte pour Audoin, qui est dans le cinéma et aurait aimé travailler là-bas. J'ai écrit la lettre, j'avais une filière pour la faire porter à Trump. Je n'ai eu aucun retour. Je suis un peu dépité. Soit il ne l'a pas eue en main propre, soit il n'y a prêté aucune attention. Ce n'était pourtant pas banal, Le Pen s'adressant à Trump pour faciliter « l'immigration » du fils Mégret.

33. 2002, le tour infernal

Toutes les attaques sournoises ou violentes, tous les arrangements malpropres, les petites et grandes magouilles, les intimidations, les violences, les illégalités, les diffamations, les imputations sans preuve, tout l'arsenal des agressions de toutes sortes lancées en plusieurs décennies contre mes amis et moi, et le peuple français à travers nous, dont j'ai donné au fil des chapitres quelques échantillons, toute cette salade, cette ratatouille de mauvais procédés pervers, scandaleux et antidémocratiques, a été utilisée par le système entre le 21 avril et le 5 mai 2002, en bloc et massivement. J'étais à la fois un nazi et un orateur sans sérieux, on refusait de débattre avec moi et en même temps on me reprochait d'occuper l'espace médiatique, etc., etc. Comme si le système avait joué le tout pour le tout contre son adversaire, sans tenir le moindre compte de cohérence, de loi, ni de décence.

Rien ne laissait prévoir ce phénomène quelques jours plus tôt, car rien ne me permettrait l'espoir de concourir au deuxième tour. Le président de la République sortant, Jacques Chirac, malgré l'échec piteux de son septennat, ne pouvait en être absent, ayant derrière lui à la fois l'appareil de l'État et celui du RPR. Quant à la gauche, le Premier ministre Lionel Jospin avait pour lui, malgré toute sa nocivité, deux grands atouts : il était honnête et la conjoncture économique lui avait été favorable.

En outre, le Front national n'était pas bien flambard. La rupture de 1998 laissait des traces. Nous avions perdu la moitié de nos cadres et de nos élus, les fédérations étaient squelettiques ou démoralisées. Les trois ans qui menèrent à la présidentielle de 2002 furent, selon l'expression de mon ancien chef de cabinet Olivier Martinelli, un grand chaos. Sans doute avais-je une ligne politique claire et un très bon directeur de campagne, Bruno Gollnisch, mais le FN marchait sur trois bougies et le nerf de la guerre manquait.

De plus, Bruno Mégret se présentait en concurrent. Je ne le craignais nullement, mais il rognait une frange d'électeurs sur mon aile droite. Il n'avait séduit une grande part de nos cadres et une toute petite part de nos électeurs que parce qu'il leur paraissait une voie d'accès plus facile à la victoire politique : quand il eut perdu les européennes de 1999, il n'avait plus de sens, même s'il ne s'en rendit pas compte tout de suite et continua de tenter sa chance. Cela ne lui servait à rien, mais il gardait aux yeux de mes adversaires le pouvoir

de me nuire encore un peu.

En particulier, parmi les cinq cents parrains qui lui permirent de présenter sa candidature figuraient des noms qui auraient pu signer pour moi. Nous passâmes ainsi tout près de la catastrophe. J'avais chargé Martine Lehideux du recueil des signatures et elle semblait optimiste jusqu'au jour où l'on dut compter combien transformaient leurs promesses vagues en engagement ferme. Il manquait deux cents signatures. Je remplaçai Martine par l'un des plus solides et les plus convaincants de nos organisateurs : Carl Lang.

Avec son équipe, ils sont partis au charbon. Chaque jour, au tableau blanc, il inscrivait le nombre de signatures qu'il restait à obtenir et le nombre de jours qui restaient pour le faire. En trichant pour ne pas désespérer les militants. Et on y est arrivé ric-rac. Pendant ce temps-là, les médias racontaient que nous faisions de la communication pour attirer l'attention et que je prenais « une posture victimaire ». Tu parles ! Je craignais vraiment d'être exclu de la compétition, comme en 1981. Mais enfin la vérité se sut, et j'eus la surprise d'entendre tous mes adversaires politiques, de droite et de gauche, soutenir qu'il serait scandaleux qu'un homme comme moi, si mauvaises et dangereuses fussent mes idées, ne pût se présenter à la présidentielle alors qu'il représentait 10 % des Français.

Ils se donnaient ainsi les gants de l'honnêteté politique à peu de frais. Car leurs sondages leur disaient que je ne ferais pas bonne figure au premier tour et que le FN ne constituait donc, avec les difficultés structurelles qui étaient les siennes, plus un danger sérieux pour leurs places. Tel est le secret de la diabolisation et de la dédiabolisation. Tant que j'étais fort, j'étais pire qu'Hitler et la démocratie exigeait qu'on m'exclût ; depuis que j'étais devenu faible, la démocratie recommandait qu'on me trouve des parrains. Ce n'est pas plus compliqué que ça : le diabolisé est maître de la dédiabolisation à peu près comme le bouchon du pêcheur l'est de la rivière.

Bruno Gollnisch, directeur de la campagne, m'en faisait la réflexion. Bien sûr, les médias n'étaient pas tendres, bien sûr, le CSA était un peu filou ; mais on ne notait nul incident grave ni agression violente. Il s'en inquiétait presque, par jeu : « Ils sont très médiocrement odieux. Il doit y avoir un loup. »

Non. Il n'y avait rien. Rien qu'une grande sécurité chez tous les commentateurs. Non seulement je ne pouvais pas inquiéter les hommes de tête, Chirac et Jospin, mais je ne serais même pas le troisième homme. Le rôle était dévolu par la presse à Jean-Pierre Chevènement. Quand sa campagne l'eut fait dévisser, et bien que la mienne me fît monter, Jean-Marc Lech, directeur de l'Institut de sondage d'Ipsos, le patron des Calchas parisiens de la politologie, ne me voyait pas dépasser 10 % (il avait une théorie des coefficients

multiplicateurs bien à lui) et affirmait que le troisième homme serait une femme, Arlette Laguiller.

Tout cela me fut très favorable. On me disait fini, le FN en capilotade, les électeurs tentés par tout le monde sauf par moi : le système en oublia quelques jours que j'étais Hitler, et je parcourus la fin de la campagne dans un fauteuil, à l'abri du rideau de désinformation qu'il dressait à sa convenance. Le samedi soir encore, la veille du scrutin à 19 heures, Lech prédisait au gratin parisien qu'il avait réuni que la patronne de Lutte ouvrière arrivait juste derrière Chirac et Jospin, qui devaient se côtoyer dans un mouchoir de poche autour de 18 %.

Tout Paris baigna donc dans la complaisance inattentive des élections entre soi jusqu'à la fin de l'après-midi du dimanche. Alors, ceux qui fréquentaient les plateaux de télévision ou regardaient les prodromes de la soirée électorale relevèrent l'humeur maussade des responsables. Les gens informés, qui n'avaient rien droit de dire avant 20 heures, tiraient la tronche. Les dernières minutes furent poignantes. Poivre ne se retenait plus : « Il ne faut pas être hypocrite, les Français ont choisi une très, très grosse surprise. »

France 2 faisait déjà la leçon aux électeurs : « L'abstention peut avoir des conséquences énormes. »

À travers nos résultats de Nouvelle-Calédonie, j'avais deviné cette grosse surprise et, l'aurais-je ignorée, la foule des journalistes qui affluaient au Paquebot m'aurait renseigné. Le spectacle des Guignols sur Canal + aussi. Dès 19 h 30 ils appelaient les Français à « entrer en résistance ». Contre qui, mon Dieu ? Contre Chirac, que la chaîne, comme le reste des médias de gauche, brocardait depuis des mois sous le nom de « super menteur » à cause des nombreuses casseroles qu'il traînait aux fesses, de ses promesses non tenues et déclarations manifestement fausses ? Non. Il y avait beaucoup plus grave aux yeux des médias et ils le dévoilèrent à huit heures du soir pile. J'étais au deuxième tour. Moi, Le Pen. Le diable en personne.

Le Paris des plateaux qui parlent eut un moment de désarroi. KO debout. Puis les premiers éléments de langage rodés au fil des ans revinrent, comme les consignes de sécurité aérienne que donnent les hôtesses de l'air à l'embarquement. « Brace, brace » : dans la détresse servirent les vieux réflexes. Le Vert Bennahmias eut « honte pour notre pays ». Besancenot gueula : « Non au fascisme ». Le comédien socialiste Pierre Arditi entonnait en silence le Chant des partisans. C'était le prélude de l'opéra. Les thèmes étaient en place. Les variations allaient être grandioses. À côté de l'orchestre qui allait se déchaîner, Wagner et Berlioz sont des joueurs de triangle. La démesure était au pupitre.

Je fis ma déclaration à la télévision. Je remerciai mes électeurs et

les invitai, citant les paroles du Christ [dans l'Évangile] selon saint Jean reprises par Jean-Paul II, à ne pas avoir peur de leur propre vote ni des menaces de leurs ennemis, à entrer dans l'espérance. Plusieurs commentateurs, y compris, hélas parmi mes amis ou anciens amis, me trouvèrent l'air grognon, voir carrément furieux. Ils en inférèrent une théorie bizarre : c'était la preuve que je ne voulais pas du pouvoir, que je n'en avais jamais voulu, c'est pourquoi la perspective du deuxième tour me mettait affreusement mal à l'aise.

La vérité était plus simple. Certes j'avais un visage grave alors que partout en France le Front national et ses sympathisants exultaient. C'est que je pensais au lendemain. Je pensais qu'il était très improbable que je gagne, mais pas impossible. Or ma victoire provoquerait des difficultés presque insurmontables. Nous n'avions aucun des relais nécessaires à prendre le pouvoir, vers les médias, la finance, l'armée, la police, l'administration, nous n'avions pas d'alliés. Nous n'avons jamais eu d'alliés. Même des gens qui se disaient, ou se sentaient, proches de nous, n'ont jamais osé sauter le pas. Nous étions tragiquement seuls et j'étais sûr, dès le premier instant, que le système ne nous ferait pas de cadeau.

J'étais grave parce que l'instant était solennel. Le courant national avait gémi sous les coups et les injures pendant de longues décennies, il venait de se déchirer, de perdre une part de ceux qui lui faisaient confiance. Vingt ans après 1981 où je n'avais pu concourir, j'étais au deuxième tour. Je pensai à mes morts, à nos morts, à tous ceux qui auraient aimé être là, et je mesurai ma responsabilité. Sans prévoir exactement l'infernale sarabande que le système allait me jouer, je sentais autour de moi, physiquement, l'hostilité incroyable de ses créatures, les flux de haine qui émanaient d'elles.

C'est que mes adversaires faisaient la même analyse que moi. Ils n'écartaient pas l'hypothèse que Chirac soit battu. On ne sait jamais comment peut réagir le peuple ! Chirac en effet n'entraînait l'adhésion de personne, malgré l'énorme machine du RPR et le poids de l'Élysée. C'était le fait central du premier tour : le président sortant n'atteignait pas 20 % des suffrages exprimés. Du jamais vu sous la Ve République. Giscard, Sarkozy, qu'on a tant décriés, ont fait beaucoup mieux. Chirac, complètement discrédité par un septennat désastreux et marqué par des scandales financiers, ne réussit pas à rassembler plus d'un électeur sur cinq.

Ce fut sa chance. Le système eut vraiment peur d'être chassé en sa personne. Le risque était certes statistiquement modéré, mais la menace si forte qu'une gigantesque frousse hystérique le prit. *Salaud de peuple, il ne faut pas qu'il prenne le pouvoir, il nous priverait de nos prébendes et briserait nos utopies*. C'est pourquoi l'état d'urgence, l'état de siège, fut décrété dès le premier soir, et le coup d'État anti-Le Pen

immédiatement mis en route. C'est pourquoi des moyens si démesurés furent utilisés. Pour écraser la mouche du Front national on utilisa le marteau-pilon de la haine.

Les premières minutes après 20 heures, le 21 avril, parurent presque normales. Elles furent occupées par les commentateurs à tenir des propos doctoraux pour expliquer sur le ton de l'évidence un événement qu'ils n'avaient pas vu venir.

Chirac avait déçu son monde et la gauche s'était émiettée. Je battais Jospin de moins d'un point, or Besancenot en récoltait 4,25, Chevènement 5,3, Arlette Laguiller 5,7 et Christiane Taubira 2,3. Une toute petite baisse de tension dans la diabolisation avait fait le reste. Il fallait donc la relancer plein pot.

À 20 h 30 commençait une incroyable préparation d'artillerie qui ne devait cesser que Chirac une fois élu et le Mal écarté de l'espérance du pouvoir.

J'ai parlé alors de fantasmagorie, définie comme « l'art de faire voir des fantômes par illusion d'optique dans une salle obscure ». Ces fantômes étaient ceux du fascisme, par lesquels il s'agissait de dissuader les Français de voter pour moi, et la salle obscure ce que l'on nommait alors le paysage politique français, milieu confiné, où eut lieu la manipulation, la transmutation d'une élection présidentielle en une espèce d'Armageddon menée par les forces du Bien coalisées contre le Mal nazi incarné en ma personne.

Il s'agissait bien d'un spectacle, car ni moi ni le FN n'étions fascistes, tout le monde finit par en convenir, même Lionel Jospin. De ce spectacle certains furent spectateurs, d'autres acteurs. Il y eut les victimes de la fantasmagorie, les hallucinés, les badauds du Grand-guignol pseudo-fasciste, et puis les illusionnistes, les montreurs de marionnettes, les organisateurs de fantasmagorie.

Ce qui me frappa par-dessus tout, c'est son caractère hallucinatoire et hallucinogène, comme si la société française avait été saisie de transe, qu'elle s'était abandonnée à un esprit plus fort qu'elle, à un mensonge plus fort que la réalité. Un peu comme lors de la séquence historique qui entoura la guerre du Golfe. La réalité visible et vérifiable n'avait plus aucune importance, seule comptait la certitude criée par tous. L'exaltation saisit les uns et les autres, au point que certains propagandistes de presse avouèrent quelques semaines après qu'ils avaient exagéré. Ainsi Philippe Meyer, de *L'Express*, et Jean-François Kahn, le patron de *Marianne*, pour montrer un peu d'indépendance d'esprit et d'honnêteté, confessèrent-ils l'abus commun : ils dirent n'y avoir participé que saisis d'une sorte d'hypnose.

Cet effet de vase clos, de pensée polarisée par un système qui s'entretient, s'auto-allume, complètement détaché du monde extérieur,

a sauté aux yeux de l'un de mes amis qui était dans le sud de Madagascar le soir du premier tour, précisément dans la cour d'une école de sœurs. Un petit garçon lui affirme sur le pas de la porte : « Le Pen ! Le Pen arrive second derrière Chirac ! »

L'ami n'y croit pas et demande confirmation à la mère supérieure qui passait. Ce qu'elle fait d'une voix égale et sans apparemment y attacher d'autre importance : « Oui, c'est vrai, avec dix-sept pour cent des voix. »

C'était une information parmi d'autres, n'affectant pas particulièrement cette sereine Malgache, qui avait il est vrai bien des chats à fouetter. C'était juste un détail pour elle, une lointaine élection chez les vahasa. Le lendemain, l'ami partait pour la France et, dans l'avion, à l'escale de la Réunion, recevait la presse française. Il en demeura ébahi. Le ciel était tombé sur la tête de nos politiciens. Le psychodrame était lancé. La fin du monde.

Le 21 avril à huit heures du soir, la peur, la honte et le fascisme avaient fondu sur la France, qui entrait immédiatement en Résistance majuscule. Les éléments de langage ne varièrent plus sensiblement. Le Vert Yves Contassot songeait à « prendre le maquis ». Quelques manifestants trotskistes étaient déjà dans la rue, criant « No Pasaran » en espagnol d'époque. Il était urgent d'empêcher le Caudillo de faire sa jonction avec le Führer.

Le président de la République sortant, jusqu'ici piètre candidat à sa succession, que la presse nommait au choix « escroc » ou « super menteur », était devenu subitement saint et sauveur. Avec la voix grave d'un grand pontife il demanda aux Français de se « rassembler pour défendre les droits de l'homme, pour garantir la cohésion de la nation, pour affirmer l'unité de la République, pour restaurer l'autorité de l'État ». Étrange prière : il était, en tant que premier magistrat de la République, le garant de l'autorité de l'État qu'il appelait à restaurer ! Il termina solennel :

« La démocratie est le bien le plus précieux, la République est entre vos mains. »

Son appel fut entendu. À l'époque, c'était le tout début en France de la Télé Réalité. Les aventures de *Loft Story* tenaient le pays médiatique en haleine. Sans surprise le 21 avril y fut une catastrophe. Ma seconde place prit « de plein fouet les onze habitants de M6 ». Ils étaient en larmes. « Je ne peux pas y croire », soupirait William, la tête dans ses mains. Et Julia de sangloter : « J'ai peur que la situation ne dégénère comme en Italie ».

Superbe exercice de lanterne magique : la fantasmagorie de l'information se reflétait dans la télé-réalité. J'aurais voulu l'inventer, je n'aurais pas trouvé mieux.

Grâce aux dizaines de miroirs médiatiques qui se reflétaient les uns

les autres, elle atteignit d'emblée la perfection. *France-Soir* daté du 22 avril offrait la parole à un panier de « people » pour qu'ils donnent le ton de ce qu'il fallait penser à l'opinion. L'heure était visiblement aux larmes. Le speaker Bruno Masure se lamentait : « Pour la première fois, j'ai pleuré devant ma télé ». Enrico Macias était « meurtri de voir un fasciste briguer le poste suprême de notre pays ». Juliette Gréco avait « versé des larmes ». Dame ! Elle a « une mère et une sœur qui sont allées dans les camps de concentration pendant la guerre ». Une semaine plus tard, Johnny Hallyday appelait à voter Chirac « au nom des valeurs de la république ». Michèle Mercier, Angélique marquise des anges, fit savoir qu'elle en ferait autant.

Contre qui fallait-il donc défendre la république en danger ? Contre l'extrême droite raciste, antisémite et xénophobe, l'intolérance, l'exclusion, contre le « fascisme », bien sûr. Au fil des heures et selon la fantaisie des uns et des autres, la chose s'épaissit de quelques slogans et de quelques bouffées d'exécration. Les anges de la démocratie lancèrent l'anathème contre *la France qui pue*. *La honte des démocraties. La catastrophe. Le désastre. L'impensable. La marée noire. L'ennemi. Le Fhaine et Le Pen, leurs oriflammes façon III*e *Reich, leurs dérapages. Sa vraie nature. La logorrhée démagogique d'un bavard populiste incohérent. Ses slogans haineux. Ses solutions simplistes*. Et leurs abrutis d'électeurs. *Pauvres bougres en colère*, numéros perdus dans les grandes villes et les banlieues, mais aussi dans les campagnes, *l'armée déboussolée des sans-espoirs. Des ruraux négatifs pessimistes, téléphages, peu diplômés, sédentaires. Enfin des jeunes, de très faible niveau d'*études, frustrés. Faute de statut social, ils se replient sur leur identité sexuelle masculine et leur identité nationale de petit Français blanc. Et choisissent une idéologie sommaire. Bref, des gilets jaunes avant la lettre.

Le sursaut démocratique des Français attachés à leur patrie contre un système qui bafouait leur volonté devenait ainsi un vote de minables crétins qui se jettent dans les bras d'un salaud.

Le résultat à peine tombé, plusieurs centaines de jeunes gens d'extrême gauche, à l'initiative de Ras l'front, se rassemblaient à la Bastille pour hurler les premiers slogans. Ils devaient être rejoints par quelques milliers de personnes où dominaient les jeunes issus de l'immigration. Ce fut le prélude de deux semaines d'agitation dans la rue. On la prétendit spontanée, mais il est établi sans conteste qu'elle fut organisée par la gauche et ses associations avec le concours actif de l'Éducation nationale : il s'agissait de jeter la jeunesse sur le pavé pour conspuer le fascisme et défendre la république. Enseignants, proviseurs et rectorat poussèrent à la chose. On décréta des grèves générales et des journées *Lycée mort, fac morte*. Des matinées maternelles citoyennes où les maîtresses endoctrinaient les bambins.

Un seul proviseur, un, s'est soustrait à ce détournement honteux de la fonction pédagogique, à cette politisation abrutissante des jeunes cerveaux. C'est peu de chose mais il a sauvé l'honneur.

Le texte gueulé lors de ces défilés obligatoires et laïques n'était pas folichon. Qu'on en juge : *Le Pen, facho, les gouines auront ta peau. À bas, à bas le Front national. Nous sommes tous des enfants d'immigrés. Le Pen dehors. Sauvons la république. F comme facho, N comme nazi. Le Pen, c'est caca. Le Pen pas beau. La jeunesse emmerde le Front national. Au pays des aveugles le borgne sera roi. Attention, l'OAS revient. Le Pen, Sharon, même combat. Jean-Marie, tu resteras un détail de notre histoire.*

Parfois, il y avait un semblant d'effort. *Le Pen, mon amour s'envole pour toi comme un pavé dans ta gueule. Veni, vidi, Vichy. Nous ne mangeons pas de ce Pen là. Le Pen il est malade il faut l'euthanazi. Hitler, une chose bien : son suicide. Le Pen, on attend toujours.* Mais ils retournent toujours au banal vomissement de la violence : *Le Pen, charogne. Le 5 mai, on tue le cochon. Le Pen, nique sa mère. On brûle Le Pen. Fuck Le Pen. Je Chirac sur Le Pen le 5 mai. Le Pen de mort. Le Pen à jouir. Le Pen fausse blonde. Plutôt baisé par Chirac que violé par Le Pen. Séisme 17 sur l'échelle de Hitler.*

Certains préféraient la peur à la haine. *Si Le Pen devient président, ce sera les dernières élections. Si Le Pen passe, je n'aurai jamais d'enfants, je ne veux pas qu'ils voient ça. Lesbiennes insoumises contre tous les fronts hétéros sexistes. Jean-Nazi le borgne. En cas d'élections, faites vomir. La vraie victoire de Le Pen, le 21 avril, est ici : il était une verrue, il est devenu un cancer.*

Le caractère odieux, maladif, contre nature et politiquement inacceptable qui m'était prêté justifiait qu'on se livrât sur moi à un meurtre symbolique : FR3 relata le soir du 5 mai que des manifestants brûlaient « des effigies du bonhomme Le Pen dans une ambiance bon enfant ». Un carnaval de gentils sauvageons, en quelque sorte.

J'ai mêlé aux slogans des lycéens et de leurs professeurs quelques phrases de presse, à dessein. On y lit la même violence sectaire, la même prétention à incarner le bien, la même haine qui s'assouvit dans l'insulte. Quant à l'argumentation, elle se résumait à ceci : Le Pen est un braillard démagogue et un fasciste, ses électeurs sont de pauvres types. Les médias ressassaient à tout bout d'article ou de plateau les anecdotes censées le montrer, *de l'étudiant cogneur au démagogue millionnaire*. Ils ressortirent tout, absolument tout, de leur sac à malice, de la torture en Algérie à Durafour crématoire, de leurs suggestions calomnieuses sur l'affaire Lambert à l'affaire Bouaram, en passant par les Comoriens de Marseille et le *détail*. Aucun de mes prétendus crimes ne fut omis.

On ne se contenta pas d'organiser une calomnie d'État pour me dénigrer auprès de l'électeur, on faussa carrément le vote. Dans

certaines villes communistes, cela fut très simple. Sur le marché d'Ivry-sur-Seine, les haut-parleurs diffusèrent ce message avant le deuxième tour : « Toute personne touchant le bulletin de vote de Jean-Marie Le Pen sera identifiée comme étant un de ses soutiens. »

Comme ils devaient être heureux d'en revenir aux bonnes vieilles méthodes de papa Staline avec la bénédiction de la bourgeoisie !

Quelques-uns renâclèrent quand même. Alors on dénicha, pour un débat télévisé le 3 mai, un constitutionnaliste qui affirma froidement qu'il était légal, en allant voter, de ne prendre ostensiblement qu'un bulletin vote. C'est contraire à deux articles du code électoral, mais personne ne le démentit. Et plusieurs hommes politiques ne se cachèrent pas de ne prendre que le bulletin Chirac. Le Conseil constitutionnel jugea que c'étaient de « petites entorses », qu'elles étaient « commises par mégarde », les estimant « peu nombreuses et pas forcément condamnables ».

Les responsables de quelques bureaux de vote se livrèrent à une parodie de démocratie ouvertement grotesque. Par exemple celui de Villemagne dans l'Aude. Le maire mit à la disposition des électeurs censément contaminés par les lepénistes un « dispositif de décontamination ». Et il organisa en prime un « simulacre de vote invitant les électeurs à désigner un candidat ne figurant pas au deuxième tour ».

Ce sont des forfaitures.

Tout aussi grave fut l'incroyable décision de Chirac de refuser le débat du deuxième tour, contraire à l'usage constant de la Ve République et à l'esprit même de la réforme constitutionnelle de 1962. Il était impensable qu'un des deux candidats refuse le débat. Aussi la porte-parole de Jacques Chirac, Roselyne Bachelot, confirmait-elle au soir du 21 avril qu'il y aurait « bien entendu » débat, « la tradition républicaine » l'exigeant. Cela allait sans dire, cela allait encore mieux en le disant.

Chacun en tomba d'accord. Dans le concert de larmes et de récriminations de la soirée, ce point au moins ne posa aucun problème. La nuit porta cependant conseil à Jacques Chirac. Lui qui avait besoin d'une fiche pour dire quelques mots d'accueil au pape Jean-Paul II, lui qui faisait grand usage du prompteur et qui s'était fait un jour ratatiner par François Mitterrand en tête-à-tête télévisé, ne tenait pas du tout à se retrouver face à moi. S'il explosait en vol comme tout le laissait prévoir, si mes raisons convainquaient les Français, on pouvait assister à un phénomène analogue à celui de *L'Heure de vérité* 1984, peut-être allais-je gagner 10 % d'électeurs d'un coup. Il décida de recadrer sa trop sincère porte-parole. Et le lendemain à la matinale de RTL, Roselyne Bachelot lançait sans sourciller : « Jacques Chirac ne souhaite pas ce débat […] Il jugera

dans les prochaines heures ce qu'il va faire. Un candidat doit aussi faire ce qu'il a envie de faire. »

Non seulement elle se dédisait sans un soupçon de honte ni un mot d'excuse, au nom de Chirac, mais elle choisissait une justification particulièrement inacceptable : le bon plaisir du candidat. Comme si c'était à lui de régler les mœurs de la démocratie. L'un des conseillers les plus écoutés du président, Jérôme Monod, se rendait compte, lui, de cette indécence. Il ne voyait pas de raison solide justifiant de refuser le débat ni de moyen convaincant de traduire ce refus en actes. Le directeur de campagne de Chirac, Antoine Rufenacht, et son adjoint Patrick Stefanini, pressaient de même leur poulain d'y aller, afin de respecter le scrutin, les électeurs, et les usages établis de la république. Rufenacht l'affirmait encore le 23 au matin : « Le débat du deuxième tour fait partie de nos traditions démocratiques. Le chef de l'État n'a pas l'habitude de se dérober. »

Soucieux de protéger son poulain, il avait même préparé trois propositions pour limiter la casse. La première était de n'accepter le débat qu'à condition que je renonce moi à mon traditionnel défilé du 1er mai. Naturellement, je refuserais, et de ce fait, c'était moi qui me mettrais en défaut. La deuxième était une variante : Chirac acceptait le débat et, au premier de mes *dérapages*, à la première de mes *insultes*, il quitterait le plateau indigné en se drapant dans la dignité de la république. Comme il était maître de juger de mes « insultes », il pourrait s'en aller dès que ça l'arrangerait. Troisième subterfuge : transformer le débat en show à l'américaine, chacun dévidant son monologue derrière son pupitre et répondant aux seuls journalistes.

Les trois solutions étaient à la fois de grosses ruses et une injure manifeste à l'esprit et à la lettre de nos institutions. Malgré tout cependant, elles n'offraient pas une garantie suffisante aux yeux de Claude Chirac, la fille du candidat président. Celle-ci connaissait les immenses faiblesses de son père et ne voulait en aucun cas qu'il risquât de se faire accrocher. Dès la première minute, elle avait pris la décision de refuser le débat. La seule difficulté pour elle était de faire passer ce déni de démocratie pour un sursaut de défense de la république. Elle y parvint grâce aux médias et à la complicité de tous les politiques. Grâce surtout au fascisme, que le marionnettiste Chirac agita avec emphase. Le 23 avril au soir, en meeting à Rennes, il lançait :

> Tous, nous sommes réunis dans l'appartenance à la nation française par le refus de l'extrémisme, du racisme, de l'antisémitisme et de la xénophobie. [...] Face à l'intolérance et à la haine, il n'y a pas de transaction possible, pas de compromission possible, pas de débat possible.

Le sophisme était assez grossier : il suffisait de confondre compromission et débat. J'ai toujours pensé qu'aucune compromission n'était possible avec le communisme, mais je n'ai jamais refusé de débattre avec ses sectateurs, au contraire : il importe de comparer les faits et les arguments pour convaincre les Français. Ceux-ci, sondés par l'institut CSA, attendaient d'ailleurs le débat (66 % pour, 26 % contre), et Chirac se déshonora, comme tout duelliste qui se dérobe, mais l'honneur est sa dernière préoccupation. Il se mettait au sec en sécurité. Le lendemain, Roselyne Bachelot récitait sans vergogne : « Dans cette affaire, Jacques Chirac est un homme de devoir. Il a choisi cette solution pour l'honneur et la dignité de la France. »

Ce n'était même plus de la tartufferie, c'était une pitrerie. Dans une société libre, la presse et les politiques auraient conspué Chirac comme le péteux et le sophiste à deux euros qu'il était, en relevant ses piteuses contradictions. Que croyez-vous qu'il arriva ? Au contraire, toute cette bande de voyous reprit la ritournelle de Roselyne Bachelot. La gauche et la droite étaient d'accord : en refusant le débat, Chirac avait choisi la voie de la dignité car, selon Robert Badinter, le « face-à-face risquait de dégénérer, au gré de M. Le Pen, en une empoignade indigne dont les pires moments auraient été télévisés dans le monde entier. Le prestige de la France à l'étranger n'y aurait rien gagné. Le débat démocratique non plus ». D'autres brodèrent sur ce thème. Pour Séguin, « s'il y a débat, ce sera ignoble », pour Juppé il risque de « virer au match de catch », et Claude Goasguen pense que Chirac a agi par élégance naturelle, « il n'avait pas envie de se colleter avec un crocheteur ».

Le chroniqueur Yann Moix cependant utilisa le mot censure. À bon escient. Chirac en effet ne se déroba pas seulement lui-même. Il utilisa l'ardente obligation de barrer la route au fascisme pour interdire tout débat à tout niveau. C'est pourquoi, par exemple, Bernard Tapie retira l'invitation qu'il m'avait faite de passer dans *Rien à cacher*, François Fillon refusa de débattre avec Bruno Gollnisch au grand jury RTL-Le Monde-LCI et Nicolas Sarkozy sur France-Europe-Express. Cela afin de ne pas « crédibiliser Le Pen dont l'histoire et le comportement n'ont rien de républicain ».

Plus c'est gros mieux ça passe. Comme tout le monde répétait le mensonge il devint une vérité d'évidence : refuser la parole devint un acte méritoire de démocratie. Seules deux ou trois personnes brisèrent l'étrange hypnose qui dirigeait les consciences. Elles n'étaient pas de droite, il faut l'avouer. Pour une fois, le bon sens vint de Noël Mamère (« quand on prétend défendre la république, on ne se tait pas ») et de Yann Moix, encore, dans *VSD* : « Chirac, moins démocrate que Le Pen sur ce coup-là, censure un rendez-vous télévisé majeur par son absence. »

Le secret d'ennuyer est celui de tout dire. Les quelques aperçus que je viens de donner suffiront je l'espère à convaincre le lecteur que le système utilisa pendant deux folles semaines tous les moyens de refuser la démocratie, dénigrer un candidat et fausser une élection. Il me reste à montrer ce qui s'est esquissé plus haut : que tout le monde en France, tous les corps constitués, toutes les institutions de toute nature participèrent à ce forfait.

C'est la société française qui fut ainsi manipulée. Adroitement stimulée, elle plébiscita le voleur Chirac-Barrabas. Quant à moi elle hurla : « Crucifiez-le ! Crucifiez-le ! »

On manqua cruellement de Ponce Pilate. Personne n'osa même se laver les mains de l'injustice commise contre le peuple de France, tout le monde l'approuva carrément. Au moins par le silence.

Quand j'écris tout le monde, ce fut vraiment tout le monde, des héros de Loft Story dans leur piscine aux enfants des écoles.

Les politiques au grand complet y allèrent de leur petit pipi anti Le Pen. On trouva cela normal. C'étaient des professionnels de la chose. La presse les imita, les reprit. Je ne citerai personne, ce serait plus long qu'un bottin.

Vinrent ensuite d'autres professionnels, ceux qui sous le prétexte frauduleux de défendre les droits de l'homme, et sous le slogan manipulateur de lutte contre l'exclusion, œuvrent à la destruction des nations : la nébuleuse des associations dites antiracistes et de leurs supplétives.

À tout seigneur tout honneur, la Ligue des droits de l'homme publiait le 30 avril dans *Libération* une pétition intitulée finement *Voter ne sera pas un détail*, où l'on pouvait lire : « Nous refusons que les idées de mort de Jean-Marie Le Pen pourrissant jusqu'aux fondements de la République. »

Le 2 mai, la Commission nationale consultative des droits de l'homme sortait « exceptionnellement de sa réserve » pour appeler à me « barrer la route ». Vinrent ensuite le Comité d'action de la Résistance, les Anciens volontaires en Espagne (AVER) et leurs amis (ACER), l'Interassociative lesbien, gaie, bi et trans, l'UEJF, la LICRA, le MRAP, le Gisti, la Cimade et tant d'autres, cette kyrielle de pleureuses impérieuses, qui en affectant de combattre l'injustice et l'inégalité ne visent qu'à installer leur terrible totalitarisme, ces bisounours dictateurs.

Plus notables furent les syndicats : leur statut les tient en principe à l'apolitisme. Si la CFTC et Force ouvrière montrèrent dans la forme une certaine réserve, la CGT, la CFDT, la FSU et l'UNSA défilèrent ensemble le 1er mai pour « faire barrage à l'extrême droite ». Le SNIP, syndicat national indépendant de la police majoritaire chez les CRS, appela à faire barrage contre Le Pen. Le SNJ, syndicat national des

journalistes, se donna mission de « limiter la capacité du candidat d'extrême droite à polluer le débat public ». Le Syndicat national des producteurs, diffuseurs et salles de spectacles envoya une lettre à ses adhérents qui commençait ainsi : « C'est la première fois que le syndicat vous demande d'intervenir par rapport à un problème politique. »

La première fois : l'expression fleurit alors dans la bouche ou sous la plume des individus ou des associations les plus diverses qui, pour la première fois, entraient dans un concert politique dont l'objectif avoué était d'abattre un candidat à la présidence de la République. Pour la première fois les apolitiques faisaient de la politique. Pour la première fois les muets parlaient. Pour la première fois les comiques étaient sérieux. Pour la première fois, toutes les forces du système donnaient ensemble contre un homme, et j'étais cet homme. Même la Société des gens de lettres joua sa petite partition de pipeau. Elle, qui se targue de s'être « toujours tenue à la stricte neutralité », décida d'en finir avec « ces pudeurs » et d'appeler à voter Chirac : « La situation née du premier tour fait peser la menace la plus concrète sur les libertés individuelles et collectives. »

L'exception devint la règle. Tous les corps professionnels, d'ordinaire si vains de leur *neutralité*, s'engagèrent dans le maquis anti Le Pen. Le Syndicat national de l'édition, la Confédération des vignerons de France, le Syndicat des avocats de France, l'Union des jeunes avocats, le Syndicat des praticiens libéraux, le SASUB (syndicat national des administrations scolaires et universitaires et des bibliothèques), 1 020 bibliothécaires affirmant sur internet que le Pen et le FN étaient « des ennemis déclarés de la lecture publique ». Les syndicats des médecins des centres de santé (USMCS et USMSF) affirmaient que « les idées du FN sont diamétralement opposées à la déontologie médicale ». Le SNMPMI, syndicat national des médecins de protection maternelle et infantile, faisait, lui aussi, « barrage à Le Pen ». L'école de voile des Glénans, l'Association nationale de l'insémination artificielle et les pupilles de l'enseignement se joignirent aussi au mouvement, sans que je sache très bien où les classer. L'Association nationale des victimes de l'amiante (Andeva) ne fut pas en reste.

Se dressèrent aussi, contre le danger néo-fasciste que j'incarnais, des maires. Celui de Miremont dans la Haute-Garonne fit la morale à ses administrés qui avaient voté pour moi. Et des clubs de foot. Celui de Dirac, près d'Angoulême, décida de se dissoudre pour ne « plus représenter une ville où Le Pen cartonne ». Les postiers d'Indre-et-Loire firent mieux. La CGT-PTT du département appela les employés à ne pas distribuer nos plis électoraux, bientôt rejointe par SUD-PTT. Devant le succès de leur mouvement, la CGT généralisa le boycott.

L'Hérault, le Gard et la Meurthe-et-Moselle suivirent.

La culture fut, avec l'Éducation nationale, l'un des fers de lance du « sursaut antifasciste ». La culture est en France, à Paris, un milieu complètement à part, très fermé, et qui a été complètement pris en main par la gauche de combat sous Mitterrand par l'éternel ministre Jack Lang. Celui-ci utilisa à cet effet l'argent du contribuable dans un processus éminemment gramscien. Les mots d'ordre de la gauche s'y diffusaient à grande vitesse sans rencontrer d'obstacle, elle se mobilisa donc contre moi comme un seul homme.

Le président du Centre Pompidou à Beaubourg, Jean-Jacques Aillagon, qui devait devenir ministre un peu plus tard, convoqua sur la « plazza » de Beaubourg un rassemblement familial de la « culture diverse, ouverte et généreuse » pour « défendre la république » contre l'extrême droite. Puis, cent trois associations signèrent un appel au grand rassemblement du Zénith le 24 avril. La liste comptait l'Association française des orchestres, les directeurs d'école d'art, le Centre français de formation lyrique, la Chambre professionnelle des directeurs d'opéra, le Syndicat des producteurs de films d'animation et l'Union syndicale de la production audiovisuelle. Le 30, un collectif d'acteurs et de chanteurs nommé *Vive la France* entonnait une Marseillaise anti Le Pen sur le parvis des droits de l'homme au Trocadéro. Pour l'occasion, le ténor Roberto Alagna, réquisitionné, se mit à chanter faux. Bruno Solo et Élie Seimoun s'écrient « La Marseillaise est à nous », pas à Le Pen.

Vive la France ne craignait pas l'exagération : « Le 21 avril, c'est notre 11 septembre à nous. C'est épouvantable pour la démocratie. »

C'est signé par Josiane Balasko, Line Renaud, Mathieu Chedid, Sophie Marceau, Gérard Jugnot, Marc-Olivier Fogiel, Stomy Bugsy, Henri Salvador, Françoise Sagan, Audrey Tautou, Enrico Macias, Jamel Debbouze, Charles Berling et de nombreux autres moins connus. Se trouvaient aussi dans la salle ce soir-là Laure Adler, Marcel Bluwal, Patrice Chéreau, Jean-Claude Casadesus, Costa-Gavras, Didier Daeninckx, Gérard Darmon, Robert Guédiguian, Roger Hanin, Claude Miller, Pascal Obispo, Anne Roumanoff, Coline Serreau, Daniel Toscan du Plantier, Emmanuelle Béart, Jane Birkin, Romane Bohringer, Isabelle Caré, Jérôme Clément, Philippe Clay, Gad Elmaleh, Claude Lelouch, sans oublier Noël Mamère, Catherine Tasca et Jacques Toubon.

Personne, pas un acteur, pas un instrumentiste n'osa protester contre cette manifestation proprement stalinienne. Le seul fait de ne pas se joindre à la meute était déjà un acte de courage.

Cet étrange raout avait pour objectif de mobiliser les réseaux socialistes de la culture pour les faire voter Chirac. Les agneaux manifestaient en faveur du loup. C'était si surprenant, si

caractéristique de la coalition de tous les partis contre le choix du peuple, que les orateurs (de gauche) qui servaient d'intermède (de gauche) entre les chansons (de gauche) durent justifier la chose auprès du public. Ainsi Georges-François Hirsch, directeur général de l'Orchestre de Paris affirma-t-il : « Pour la première fois depuis la Libération, cent trois organisations professionnelles et syndicales d'employeurs et de salariés, des regroupements des sociétés civiles et des associations représentant le monde des arts et de la culture s'unissent et lancent un appel solennel pour barrer la route à l'extrême droite. »

J'en tirai deux informations. D'abord la haine de Le Pen liquide la lutte des classes. Elle justifie l'union sacrée des bons contre le mauvais, et plus précisément de tous les corps constitués tressés ensemble contre l'extrême droite : c'est proprement un fascisme anti Le Pen, on ne peut le relever sans sourire. Le deuxième point est un aveu formidable. Pour la première fois, ces braves gens de la gauche intellectuelle se liguaient contre le d*anger* : ils confirmaient ainsi qu'ils n'avaient jamais agi de même contre le communisme. Ils entraient en ébullition, la main sur le cœur et la grandiloquence aux lèvres, contre un fantasme de fascisme, mais contre la menace réelle qu'avait fait peser le totalitarisme dominant l'après-guerre, ils n'avaient jamais levé le petit doigt.

Tout cela est si extravagant et si excessif que je vais en écourter le récit. Vous n'aurez pas droit aux mauvais procédés du Parlement européen, m'empêchant de tenir dans la paix une conférence de presse, avec la scandaleuse approbation des journalistes du *Monde*. Tout ce dont je me souviens, ce sont les coups portés par les manifestants au patron du Vlamske Block, Karen Dillen, et à Jean-Claude Martinez. Et l'accident de voiture mortel que nous évitâmes de justesse en venant de Paris. Après la bretelle vers Valenciennes et Bruxelles, un camion devant nous prit trop vite le virage sur la quatre voies : pour éviter la remorque qui, emportée par la force centrifuge, se déportait en se balançant, Gérald tenta de passer à gauche, mais venait en sens inverse une voiture qui doublait à 200 à l'heure. Il s'en fallut de quelques centimètres. Nous n'avons pas eu le temps d'avoir peur, mais derrière, les policiers qui nous suivaient étaient blancs : « Vous n'êtes pas passés loin ! »

Je vous fais grâce aussi des ingérences manifestes et discourtoises de Tony Blair, Jose Maria Aznar, Louis Michel, Jean-Claude Juncker, Gian Franco Fini, Umberto Bossi.

Et du chœur un peu pataud des sportifs, rameutés pour convaincre le populaire, qui leur fait grand crédit, que je suis le diable. Je n'en garde qu'un motif de satisfaction : Olivier de Kersauson, qui m'avait déçu un jour en oubliant sa jeunesse sur mon bateau, montra qu'il

restait un homme en refusant de s'associer au bêlement général.

Au chapitre des exceptions et bonnes surprises je dirai un mot des réactions juives, soit qu'elles viennent de mes compatriotes, soit d'Israël. Avi Pazner, conseiller d'Ariel Sharon constata : « Le Pen s'est abstenu de toute remarque antisémite tout au long de la campagne. »

C'est peu, et c'est tout, en fait de réaction officielle d'Israël.

Du côté de mes compatriotes juifs, on fut beaucoup plus chaleureux. Je me souviendrai toujours de ce reportage de France 2, rue des Rosiers, où les journalistes s'attendaient à des imprécations contre Le Pen, et tombèrent sur un restaurateur connu, emblématique, Jo Goldenberg, qui leur tint exactement ce langage : « Le Pen, c'est la défense des Français avant tout, c'est le sens patriotique, et moi, c'est ce qui m'intéresse. Aujourd'hui, la communauté juive a probablement fait augmenter le nombre de ses voix… »

Un autre commerçant juif avoue à l'AFP avoir voté Le Pen et s'en explique : « J'ai toujours vécu en France et la France part en déconfiture, et ça nous fait mal au cœur. »

Dénoncé par le supranational-socialiste Julien Dray, Goldenberg bredouillera qu'on l'a mal compris. La peur est un puissant motif, mais il aura tout de même dit la vérité, avant.

Du côté des intellectuels, Taguieff sera avec Finkielkraut l'un des moins fasciné par le bruit de la meute. Il ironisera sur le « pseudo-antifascisme en lutte imaginaire contre un pseudo-fascisme ». Quant à Élisabeth Lévy, elle dénoncera les « spécialistes de la subversion en bande » avec une certaine verve :

> Face à tous ceux qui haïssent au nom de la générosité, qui excluent au nom de la tolérance, qui méprisent au nom du respect, face au Jean Moulin de bazar et au Manouchian de pacotille, il faut désormais l'affirmer : l'antifascisme ne passera pas.

Enfin, dans l'émission *Arrêt sur image*, Zemmour dénonça le traitement que me réservaient les médias.

Du côté des officiels au contraire, des grands Zinzins qui prétendent, souvent à tort, représenter les juifs, on monta sur les grands chevaux de la morale antifasciste. Edgar Bronfman, le richissime marchand de spiritueux, patron du Congrès juif mondial, le père de celui qui m'avait si gentiment raccompagné à mon avion en 1986, fit une longue tirade obligée sur le « nazisme ».

En France, le CRIF ne déçut pas ses admirateurs en appelant dès le 22 avril, par voie de communiqué, à voter Chirac. Au nom de son « attachement inébranlable aux valeurs de la République et à celles du judaïsme » réunies. Pourtant, il s'était « toujours interdit de donner une quelconque consigne de vote ». Mais devant le danger de

« l’extrême droite raciste antisémite et xénophobe » il exhortait « tous les démocrates » à faire leur devoir.

Avec le CRIF, on entre dans le Saint des Saints. Sans doute, ainsi qu’on vient de le voir, tous les secteurs de la société française, des victimes de l’amiante au MEDEF, ont-ils participé à la croisade des démocrates contre Le Pen. Mais le cœur du dispositif, et son cerveau, fut ce qu’on peut appeler les autorités morales. Le CRIF et le grand rabbin de France, à l’époque Joseph Sitruk, le grand rabbin de Paris, David Messas, et le consistoire, dont aucun n’omit de dénoncer « l’extrême droite », en faisaient partie. Les hiérarchies musulmanes, protestante, catholique, et la franc-maçonnerie, aussi. Toutes surmontèrent leurs différences pour défendre ensemble une république que personne ne menaçait.

L’impulsion la plus forte et la première chronologiquement vint des maçons. Le 22 avril, dès le lendemain de la catastrophe, neuf obédiences maçonniques publiaient un communiqué commun. Des maçons qui à l’ordinaire se concurrencent signèrent, sans longues tractations préalables, un texte *Pour la République*. Le premier paragraphe lançait le thème de la liberté de conscience et de la « première fois », qui devait être si souvent repris :

Parce qu’ils sont d’abord des citoyennes et des citoyens libres, les francs-maçons n’ont pas été invités par leurs obédiences respectives à voter pour quelque candidat ou candidate que ce soit lors du premier tour de l’élection présidentielle.

La suite se devinait : des circonstances exceptionnelles appelaient les maçons, constructeurs de la République, à faire preuve de courage et de détermination pour défendre celle-ci. Voilà comment, au nom de la liberté de conscience et de vote, on appelle à voter Chirac. Cela me rappelle le curé de *Divorce à l’italienne* qui disait au prône : « Mes biens chers frères, je n’ai pas de conseil à vous donner, mais votez démocrate et votez chrétien. »

Tout aussi peu hypocrites, les francs-maçons se présentent en « conscience de la République » : les « valeurs de la République » sont en conséquence des préceptes maçons. Les autorités morales sont donc animées, polarisées par la maçonnerie. Cela explique que des religions qui diffèrent radicalement et devraient se combattre, islam, judaïsme et christianisme, se retrouvent sur un socle de valeurs communes, maçonnes et républicaines, et tombent d’accord pour condamner Le Pen.

À la réunion publique du 28 avril au Panthéon, le grand maître du Grand Orient de France, Alain Bauer, appelle à voter pour le « seul candidat républicain », Chirac, afin que demain la jeunesse ne « puisse

nous accuser de non-assistance à la démocratie en danger ». Il appelle ses frères à « agir dans le temple et hors du temple comme des veilleurs, des guetteurs », afin de « rebâtir, des fondations aux colonnes, le temple de la liberté ».

Quant au grand maître de la Grande Loge de France, Michel Barat, il fournit la justification théorique et morale du mépris des électeurs et du refus du vote démocratique : « Une démocratie qui oublierait l'idée de république pourrait engendrer des régimes monstrueux la détruisant. »

Autrement dit, l'opinion majoritaire doit s'incliner devant les valeurs maçonnes pour ne pas sombrer dans la dictature.

Chirac devenait ainsi le candidat déclaré des maçons. Ceux-ci appréciaient la déclaration qu'il avait faite un jour : « non à une loi morale qui primerait la loi civile ». On pouvait donc s'attendre que l'Église catholique, qui condamne la maçonnerie et que celle-ci n'a cessé d'attaquer au fil des siècles, soit – au moins – réservée devant Chirac, et – au moins – neutre avec moi, qui avais plusieurs fois manifesté mon soutien à la morale catholique.

Il n'en fut rien. Mgr Jean-Pierre Ricard, président de la Conférence des évêques de France, publiait dès le 22 avril un communiqué intitulé *Discerner les valeurs fondatrices de la démocratie*. C'était un salmigondis de notions floues et de bonnes paroles, dont le vocabulaire choisi visait, par allusion, ou plutôt par connotation, à condamner le Front national. Contre la radicalisation des choix politique, pour le vivre ensemble, contre la nation insuffisante, pour l'Europe, vigilant sur la dignité, avide de solidarité, refusant l'instinct et la peur, le prélat désignait le bon choix sans se mouiller à ses ouailles conditionnées.

L'archevêque de Paris, Jean-Marie Lustiger, qui me haïssait, m'envoyait quant à lui un coup de pied en douce avec cette phrase à la fois définitive et sibylline : « L'Église et les chrétiens ne peuvent accepter que l'on détourne de leur signification les symboles et les convictions religieuses au service d'une ambition électorale. »

Pour comprendre, il faut se rappeler que j'avais cité, fort respectueusement, Jean-Paul II citant lui-même le Christ, en disant : « N'ayez pas peur. »

Il me le reprochait, comme si les paroles du Christ étaient la propriété privée de l'Église !

À la suite de ces deux grandes autorités de l'Église de France, d'autres évêques partirent à la chasse à Le Pen. Mgr de Berranger, évêque de Saint-Denis, fit de moi « l'héritier d'une tradition totalitaire et antichrétienne ». Mgr Raffin, évêque de Metz, dénonçait « un néofascisme qui cherche à dissimuler sa véritable nature ». Mgr Joatton, de Saint-Étienne, distinguait lui aussi mon « masque trompeur ». Mgr Simon, de Clermont-Ferrand, voyait dans mon amour

pour Jeanne d'Arc une tendance « néo-païenne ». Mgr Deniau, de Nevers, jugeait mes convictions « incompatibles avec les résonances éthiques de l'Évangile ». Mgr Fruchaud, de Saint-Brieuc, déplorait mon « déni des valeurs humanistes ». Mgr Gueneley, de Langres, refusait « toutes formes de racisme », comme Mgr Noyer, d'Amiens, Mgr Schockert, de Belfort et Mgr Panafieu, d'Aix-Marseille, qui y ajoutait « l'antisémitisme et l'exclusion ». Il appelait ses ouailles à promouvoir en trois points les « valeurs de tolérance, de respect mutuel et de dignité de la personne humaine ».

Mgr Guillon, de Quimper, stigmatisait mon « programme incompatible ave l'exigence de fraternité ». Mgr Sarrabère, de Dax, félicitait la jeunesse de « son refus de tous les extrémismes ». Mgr Ulrich, archevêque de Savoie, rappelait que toute « ségrégation entre les hommes est moralement inacceptable », Mgr Stenger, évêque de Troyes, disait « non à la xénophobie, non à la préférence nationale, non aux camps de transit », Mgr Herriot, de Soissons, et Mgr Thomazeau, de Beauvais, s'en prenaient aussi à ma supposée xénophobie. Mgr Gilson annonçait carrément la couleur : « Je voterai contre Le Pen. »

Si l'on ajoute à cela les tracts distribués à la sortie de la messe et le contenu de certains prônes, on voit que les médias exagéraient à peine en écrivant que l'Église de France disait « non à Le Pen ».

Les autres religions manquaient d'enthousiasme à suivre les maçons. Orthodoxes et protestants furent discrets. Les musulmans aussi. Et les juifs demeurèrent modérés dans la mesure où leurs fidèles étaient divisés. Ce n'est qu'à l'initiative de trois évêques que furent signées, à Strasbourg, Nice et Nancy, des déclarations conjointes entre *religions du Livre*.

Ainsi l'Église soumise aux valeurs maçonnes de la République fut-elle l'un des moteurs les plus rageurs de l'anti-lepénisme, comme les catholiques de gauche avaient fait cause commune avec les cocos après la seconde guerre mondiale. Elle fit donner la JOC (jeunesse ouvrière chrétienne), la JEC (jeunesse étudiante chrétienne), l'ACO (l'action catholique ouvrière), l'ACE (l'action catholique des enfants), le CCFD (comité catholique contre la faim et le développement), le Secours catholique, Emmaüs-France et l'Abbé Pierre, l'enseignement catholique, *La Vie*, *La Croix*.

Peine perdue d'ailleurs. Les ouailles étaient saturées de la logorrhée antifasciste de l'épiscopat. D'après l'institut CSA, le 21 avril, 19 % des catholiques, et 19 % des catholiques pratiquants, soit plus que la moyenne des Français, ont voté pour moi.

Cet acharnement de l'Église de France contre les nationaux et moi-même était dans le droit fil de l'agression menée par les évêques depuis les années quatre-vingt. Il me navre et m'inquiète. L'Église fut,

quand j'étais enfant, ma Mère et, bien qu'elle m'ait déçu, je suis resté pour elle ma vie durant une espèce de compagnon de route. J'apprécie son inépuisable source de sagesse et de civilisation, de mystère aussi. J'ai été touché quand le saint-Père Jean-Paul II m'a encouragé, par deux fois, à « lutter contre la décadence de l'Europe ».

C'est pourquoi la haine bornée que m'ont manifestée certains prélats français me peine. Le niveau de leur argumentation est à frémir. Ils ne connaissent rien du Front national, de sa doctrine, de son programme, et manquent terriblement de fraternité dans leurs jugements. Pire, dans leur phraséologie maçonne concernant le vivre ensemble, l'accueil, la dignité et tutti quanti, ils me paraissent confondre allègrement temporel et spirituel, profane et sacré, ordre naturel et surnaturel. Notre Seigneur a dit, *Allez, enseignez toutes les nations*, et non, *faites-les venir toutes en Judée*. Le livre de l'Exode, quant à lui, condamne la folie de Pharaon, *coupable d'empêcher la remigration des Hébreux, et pour cela précipité dans la Mer rouge*.

La position des évêques de France sur l'immigration, qui a déteint me semble-t-il sur le pape François, constitue une perversion politique et un péché grave, car elle mène à tromper les fidèles catholiques. Dans les années quatre-vingt, horriblement choqué par les attaques répétées de l'épiscopat français, Bruno Gollnisch, fervent catholique, avait demandé audience à Mgr Decourtray, primat des Gaules, pour lui demander d'où lui venait son aversion pour le Front national. Au bout de plusieurs conversations, il avait réussi à le persuader de notre bonne foi et, dans ses dernières années, le cardinal, jadis très virulent, s'abstenait désormais de nous attaquer.

Si certains ecclésiastiques politiques, comme l'était Mgr de Berranger, sont des militants, j'allais dire des agents, beaucoup d'évêques et de prêtres manquent simplement de formation et d'information. Ils répètent ce qu'ils entendent dire par les médias et lui prêtent l'autorité morale de la croix leur donne : c'est une forme de simonie.

Elle eut entre les deux tours une résonance extraordinaire. L'Église a fait la France. Elle lui a donné ses structures politiques et morales, et quand elle-même est entrée en décadence, la France l'a suivie, l'État qui protégeait la nation s'est affaissé. De ce passé l'Église a gardé aux yeux de nos compatriotes une autorité à part. Or, hélas, dans cette circonstance, elle en a couvert ceux qui ont façonné la fantasmagorie anti Le Pen.

Quand on fait tourner les tables, quand le fakir monte à sa corde, il faut un consensus dans l'illusion pour qu'elle fonctionne. Il a fallu la transe entretenue de tous les médias pour que l'opinion croie que Saddam avait la quatrième armée du monde, ou que le Pen est un fasciste. Si l'Église avait, comme elle le devait le 21 avril, dispensé sa

sagesse, cette collusion générale dans la folie n'aurait pas été possible. Mais Nosseigneurs les évêques ont consenti au mensonge, pire, ils ont mis la main à la pâte. C'est un péché fort grave dont ils devraient se repentir, car leurs petites personnes pécheresses ont compromis l'honneur de Dieu. Hélas, je ne les crois pas près de se confesser. Au contraire, ils se pavanent, rouges d'orgueil. Grâce à eux, pensent-ils, la république fut maintenue. Une fois de plus, le fantôme d'Hitler aura sauvé la démocratie.

34. Les années Sarko-Marine

La surprise du 21 avril 2002 nous causa une difficulté d'organisation pratique. Les médias avaient besoin de nous montrer pour nous maltraiter. Il y eut une brusque demande de représentants du FN sur les plateaux. Depuis l'affaire Mégret, nous ne regorgions plus de cadres sûrs, compétents, suffisamment expérimentés et présentant bien à l'écran. Une fois Bruno Gollnisch, Carl Lang, Marie-France Stirbois, Jean-Claude Martinez utilisés, c'était la pénurie. Un soir, Alain Vizier, notre responsable presse, vient me voir catastrophé :

– Ils invitent quelqu'un sur la trois, et on n'a plus personne. Qui j'envoie ?

– Tu as une idée, toi ?

– Je ne sais pas… Marine est un peu jeune, mais elle a un sourire. Elle sait convaincre.

– Allez, c'est décidé. Ce sera son baptême du feu. »

C'est comme ça que Marine a été pour ainsi dire jetée sur le trimard. J'étais moi-même appelé partout, au four, au moulin, à la télé et au paquebot, mais j'ai appris par la rumeur qu'elle avait cartonné. Ça m'a fait un grand plaisir et j'ai pris le temps, la journée finie, de repasser la cassette dans mon bureau. Elle avait été vraiment bonne. Elle passait bien. De l'allant, de la répartie, de la vivacité. Un coup de maître pour son bout d'essai. S'ouvrirent ainsi plusieurs années d'ascension pour elle. J'allais la découvrir, progrès après progrès, pour ainsi dire avec les Français. Je prenais plaisir à la regarder rabaisser le caquet d'un journaliste sentencieux, d'un politicien péremptoire. Elle remettait à leur place ces importants de carton d'un trait de gouaille, d'un mot de bon sens, et je voyais son œil espiègle s'emplir de soleil, comme lorsque enfant elle faisait une niche.

En moi le président du Front était ravi. Une figure médiatique de plus chez nous, au moment où nous en manquions le plus. Et le père était heureux. Quatre ans plus tôt, une brouille sans cesse plus envenimée m'avait éloigné de mon aînée Marie-Caroline. Marine rachetait ces mauvais moments. J'avais la joie de voir mon sang réussir. Me succéder, aussi ? Je n'y ai pas pensé tout de suite, mais l'idée m'en est venue au fil des ans en la voyant se débrouiller de mieux en mieux.

Au départ, ce n'était vraiment pas mon choix, et elle n'avait pas le profil pour. Elle le savait elle-même. À sa demande, Paul-Marie Coûteaux lui a donné des conseils de lecture, des cours de culture

générale. Elle avait eu quinze ans en 1983 et le succès du Front m'a soustrait à certaines fonctions paternelles. Je n'ai pas guidé alors son éducation intellectuelle. Elle a poussé un peu comme une herbe folle. Après deux ans de stage chez mon ami Wagner, elle voulut voler de ses propres ailes. Cela n'a pas vraiment marché, pour diverses raisons, dont l'une était que s'appeler Le Pen, pour un avocat, pouvait faire craindre aux clients une mauvaise issue à leur procédure. Elle est revenue vers le FN où elle avait milité adolescente.

C'est à ce moment que je l'ai nommée au service juridique. J'ai mis Ceccaldi à côté d'elle pour l'aider et la former. Il me fallait voir comment elle se débrouillait, l'évaluer en quelque sorte. Elle avait un côté de jeune bourgeoise aimant sortir. Il arrivait que ses convictions, généralement saines, manquassent un peu de réflexion cohérente. Elle corrigeait cela par son esprit de décision, son courage, des formules, dont elle avait le goût.

La politique est faite de circonstances. J'attendais de voir comment les choses allaient se présenter. Car je me savais vieillir, bien que je me sentisse maître de mes facultés, il faudrait bien passer la main un jour ; d'autre part, les soucis de tout ordre ne me manquaient pas.

Aux législatives de juin 2002, le Front national atteignit 11,34 % des votants au premier tour. C'était un recul de trois points par rapport à 1997, certains s'en montrèrent déçus. Mais c'était comparer l'incomparable. 1997 était notre record, l'année où la dynamique du front avait été la meilleure et notre appareil le plus performant, juste avant la scission Mégret. Avec 11,34, nous avions quitté les années de misère et de plomb, le FN reprenait sa route.

2003 fut un millésime exceptionnellement pénible, sans élection nationale, même si deux référendums locaux, en Corse et aux Antilles, furent l'occasion pour Paris de pousser les populations à grignoter plus encore l'unité de la République. Pour moi, je subis la suite du feuilleton politicien maquillé en affaire judiciaire que je traînais depuis le traquenard de Mantes-la-Jolie. Le 10 avril j'étais destitué de mon mandat de parlementaire européen. C'était une victoire de l'adversaire, un gros souci pour moi, et cela détourna une part importante de mon énergie. Tel était d'ailleurs le but que le système visait. Il devait pousser l'année d'après une tactique qui lui réussissait si bien : le tribunal administratif de Marseille me déclarerait inéligible aux régionales de Provence-Alpes-Côte d'Azur, sous prétexte d'une mauvaise domiciliation fiscale.

Fragilisé par ces attaques, je portai moins d'attention aux affaires intérieures du Front, qui auraient pourtant demandé une surveillance de chaque instant. Le congrès du printemps 2003 (19-21 avril) avait été marqué d'incidents qui auraient dû m'alerter, et qui m'agacèrent en effet, mais sans que j'en comprisse le détail ni surtout que j'en

tirasse les bons enseignements. Nous étions à Nice, dont j'aime la vieille ville où je dînai le deuxième soir de farcis excellents, mais j'appréciai moins la cuisine douteuse qui à mes yeux marqua l'élection au comité central.

Le dimanche fut un triomphe pour Bruno Gollnisch, plébiscité par les militants, qui demeurait de l'avis de tous mon bras droit et mon probable successeur, suivi par Carl Lang. Marine, en revanche, n'arrivait qu'au trente-cinquième rang. Cela sentait la cabale à plein nez. Il ne pouvait pas ne pas y avoir eu trucage. Quelqu'un l'avait organisé. Cela indiquait que le Front était gangrené. Or, s'il y a une chose que je ne supporte pas, ce sont les petites manœuvres entre camarades pour débiner ou abattre quelqu'un qu'on a pris en aversion par jalousie. Il me fallait reprendre les choses en main. Je me souviens d'avoir pensé : « Si vous voulez jouer à ça avec moi, vous n'êtes pas sûrs de gagner. »

Je repêchai Marine au bureau politique, en vertu de mon droit discrétionnaire de président. Pour faire bon poids, je la nommai vice-présidente. Je la pensais victime d'une injustice, je la réparai en disant aux comploteurs : « Si vous n'êtes pas contents, c'est le même prix. » Il n'y eut pas de révolte. Je vis bien des nez s'allonger, des fronts se rider mais vite on n'en parla plus. Jamais je ne soupçonnai la vérité, qu'il n'y avait nulle cabale : on n'avait pas voté pour elle parce qu'elle déplaisait. Je ne le crus pas alors. Pour moi, Marine étant une jeune femme sympathique, bonne militante, on l'attaquait parce qu'on n'osait pas s'attaquer à moi. Elle était victime d'une conspiration anti lepéniste, un nouveau mégrétisme.

Une chose aurait dû m'alerter : ceux qui lui étaient opposés étaient ceux qui m'avaient soutenu contre Mégret. Des années plus tard, ces amis qui s'étaient éloignés m'expliquèrent : « Les militants ne l'appréciaient pas. Son discours de façade est orthodoxe, mais avec ses amis et les journalistes elle tient un autre discours. C'est pour ça que nous sommes partis. »

Ils avaient quitté le Front à cause de Marine et du soutien inconditionnel que je lui portais, dans l'ignorance où j'étais de la réalité. Je ne l'ai compris que tout récemment. Au congrès de 2011 encore, dès qu'il sut la défaite de Gollnisch à ma succession, Roger Holeindre claqua la porte avec emphase : « Cette femme n'a pas nos idées. »

C'est tout juste si je ne le pris pas pour un fou.

Après l'incident du congrès de Nice en 2003, il est dommage que l'un de mes lieutenants ne m'ait pas dit la vérité. La loyauté l'exige. S'ils n'osent pas me dire la vérité, comment veut-on que je prenne les bonnes décisions d'arbitrage ? Pour que la raison du chef soit bonne, il faut qu'il sache avant de décider. Certains me disent qu'il n'était pas

facile de m'aborder pour faire passer l'information, que je pouvais me mettre en colère. J'ai du mal à apprécier cet argument. Ils prétendent que je distribuais les engueulades. Je n'ai pas cette impression. Ils ne savent pas ce qu'est une vraie engueulade.

Quoi qu'il en soit il y a là une faiblesse et une source d'erreur. Je n'étais pas bien informé. Encore et toujours ce terrible défaut d'un service de renseignement.

Mon attention se portait plus volontiers sur l'actualité, qui était vraiment agitée. En 2003 eut lieu la *croisade des démocraties* au profit des deux plus brillantes d'entre elles, le Koweït et l'Arabie saoudite (le Qatar n'était pas encore à la mode), contre la *quatrième armée du monde* et ses *armes de destruction massive*. J'attends encore la repentance de Colin Powell et de l'appareil d'État US pour cet empilement de mensonges grotesques qui déboucha sur une innommable boucherie suivie d'une déstabilisation du Proche-Orient, qui a engendré un terrorisme durable.

En France eut lieu le dernier vol de Concorde et l'installation du premier radar automatique.

2004 fut l'année du lancement de Facebook, des accords de Paris sur l'abandon du nucléaire militaire par l'Iran, des attentats de Madrid. En France, Noël Mamère, ce vieux cheval de retour de la révolution, maire de Bègles, bafoua la loi en célébrant un « mariage » homosexuel. Fut votée une loi, qui n'allait pas être appliquée, interdisant les signes ostentatoires de religion à l'école. Alain Juppé n'avait pas encore enfilé son costume de grand sage de la république : il était condamné en première instance à dix ans d'inéligibilité pour prise illégale d'intérêts. Marc Dutroux prenait la perpétuité alors que l'on découvrait l'affaire Fourniret. La Halde était créée, pour aggraver le climat d'inquisition idéologique en France. Les élections européennes voyaient la remontée du FN à 9,8 %, soit un recul d'à peine un point et demi par rapport à 1994. Nous retrouvions des niveaux d'avant la scission Mégret.

2005 fut un feu d'artifice de nouveautés. Certaines eurent une postérité. Rafael Nadal remporta les Internationaux de France de tennis pour la première fois. Ce ne devait pas être la dernière. D'autres au contraire furent des promesses sans lendemain. Ainsi le satellite européen Galileo fut-il lancé de Baïkonour : il devait, selon le projet du même nom, affranchir l'Europe du GPS américain, le remplacer en le perfectionnant dès 2010. On attend toujours. Il y eut aussi le forum altermondialiste de Porto Alegre, l'élection de Benoît XVI au siège de Pierre et celle d'Ahmadinejad en Iran, qui suscitèrent des espoirs divers. J'eus de la peine quand fut rappelé à Dieu Jean-Paul II, que je ne puis appeler mon ami, mais pour qui j'avais une affection particulière, que je sentais un peu partagée. Je notai aussi la mort du

fidèle Dominique Chaboche, de Jean-Marc Varaut, de Vladimir Volkoff.

Trois événements politiques m'occupèrent principalement. Prenons-les dans l'ordre chronologique. Le 7 janvier *Rivarol* publiait une interview de moi, recueilli par Jérôme Bourbon, son directeur. Je ne connaissais pas très bien Bourbon, dont j'ai appris depuis à goûter les éditoriaux pour leur clarté, mais dont il m'est arrivé de déplorer les manières un peu raides. Je n'avais pas demandé à relire l'entretien, parce que je fais confiance à *Rivarol* que je lis depuis longtemps et que j'apprécie dans l'ensemble, même si je n'en partage pas toutes les opinions. Ce fut une erreur de ma part, car Bourbon reproduisit certaines paroles prononcées « off », c'est-à-dire sans intention qu'elles soient publiées.

Rivarol me faisait dire que l'occupation allemande en France de 1940 à 1945 ne fut pas « exceptionnellement inhumaine », ce qui est vrai si on la compare à d'autres occupations en temps de guerre et si l'on prend soin de noter que l'expression implique qu'elle fut tout de même en quelque mesure « inhumaine », ce qui qualifie certains actes.

Je le pensais et je le pense toujours, je m'en suis expliqué dans le premier tome de ces mémoires, mais il n'était pas dans mon intention de le dire ainsi ce jour-là, afin d'éviter qu'on vît là une nouvelle provocation. Les poursuites judiciaires ne tardèrent pas. Au terme d'un marathon judiciaire, la Cour de cassation devait confirmer en 2013 ma condamnation à trois mois de prison avec sursis et 10 000 euros d'amende pour « contestation de crime contre l'humanité ».

Cette histoire secondaire en engendra une plus grave. Marine me battit froid, puis fit la grève du bureau politique, et du bureau exécutif. Je lui en demandai la raison. Elle me répondit avec humeur que je ruinais la politique de dédiabolisation qu'elle avait lancée. Et elle se retira sur l'Aventin pendant plusieurs mois. Cela m'agaça. Peut-être ce retour sur l'histoire au début de la campagne sur la constitution européenne n'était-il pas opportun, mais le ton de Marine, et sa revendication, me navrèrent. Elle manquait de sang-froid.

J'aurais dû m'inquiéter plus : elle était en fait perméable aux influences du politiquement correct.

Quoi qu'il en soit, le référendum sur la constitution européenne accapara bien vite mon attention. Nous recommandions bien sûr de voter non, mais les médias s'arrangèrent, comme lors de Maastricht, pour faire passer au second rang le Front national alors qu'il était la seule force politique d'importance en France qui se soit toujours prononcé fermement contre la dérive fédéraliste de la construction européenne. Le RPR et Chirac, qui dénonçaient naguère la « voix de l'étranger », s'étaient laissés convaincre, ils étaient pour, le PS était européiste même si quelques dissidents renâclaient. Quant aux

centristes, ils étaient l'âme même de Bruxelles.

En outre, les politiciens du système qui condamnaient la constitution le faisaient pour de mauvaises raisons. Fabius, champion socialiste du non, par exemple, voulait une Europe « plus sociale », il ne s'opposait nullement au projet euro-mondialiste. Pas plus que le PC de Marie-George Buffet ou l'extrême gauche de Besancenot. Médias et commentateurs politiques profitèrent de la diversité des hérauts du non pour nous mettre sous le boisseau.

Plus que cette mauvaise manière, ce fut le résultat qui m'inquiéta.

Certes, le non l'emportait avec plus de 54 % des voix, ce qui donnait un coup d'arrêt provisoire à la progression fédéraliste de l'Europe de Bruxelles. Mais à y regarder de près, ce succès souffrait d'une grave tare, l'absence de conviction réelle des élites qui s'étaient prononcées pour le non. Elles allaient se dédire deux ans plus tard. En 2007, à l'appel de Sarkozy à peine élu président, l'Assemblée nationale et le Sénat allaient en effet approuver le traité de Lisbonne, qui n'est autre chose que la constitution rejetée, à peine toilettée et rédigée un peu plus mal (c'est vraiment une pénitence de le lire) par le service juridique de la Commission européenne.

Si Bruxelles et Paris ont pu ainsi s'essuyer les pieds avec autant de cynisme sur la démocratie, c'est que les élus de la République ont trahi le peuple : ils ont approuvé, quand la décision leur revint, ce qu'ils avaient prétendu combattre pour plaire aux électeurs. Ayant grappillé de la popularité dans la campagne du référendum, ils se sont ensuite pliés aux ukases de l'euro-mondialisme lors du vote parlementaire.

Ce tour de passe-passe indigne et cette défaite de la nation se dessinaient malheureusement dans les mobiles hétérogènes du vote non. Vouloir une Europe plus socialiste, comme Fabius et Besancenot, ce n'est pas vouloir rendre le pouvoir aux Français, au contraire, c'est leur retirer le peu qu'il leur reste. Quant au Rassemblement pour la France où Villiers et Pasqua mariaient leurs ressentiments, ses cadres ne furent pas capables d'agir et de voter durablement contre les solidarités de partis qui les liaient. Le non de 2005 fut une collection de refus, non un élan sur un projet : ce fut le plus protestataire des votes de la Ve République. Faute de but et de principes communs, il devait demeurer à la fois stérile et bafoué.

Que le non de gauche à Bruxelles ne fût pas un vrai non, la figure de Mélenchon l'illustre. Il tient aujourd'hui un rôle et un créneau, à la manière de Syriza en Grèce et Podemos en Espagne. Tous captent la colère du peuple et la stérilisent, la détournent de son objet qui est de défendre le fait national, ils n'empêchent en rien l'avancée constante de l'euro-mondialisme. Pas plus que les altermondialistes qui firent tant de bruit à Porto Alegre, en 2005 précisément : le débat entre eux

et les mondialistes dits libéraux n'est qu'une querelle de chapelles entre les socialistes à l'ancienne et les socialistes qui se servent du marché pour arriver à leurs fins.

La pierre de touche de l'amour de la nation demeure l'immigration : Tsípras et Mélenchon sont pour, malgré leur battage social. Ils n'aiment ni le peuple grec ni le peuple français, ils aiment les communautés manipulées par la révolution, le prolétariat hier, les immigrés, les vegans ou les LGBT aujourd'hui. C'est pourquoi, soit dit en passant, la stratégie de Philippot était une illusion niaise : on doit certes accepter les bras et les votes de tous les Français, mais en les convertissant à l'amour de la nation, non en les berçant bassement d'illusions dites sociales qui contribuent à défaire la nation.

C'est en toute connaissance de ce contexte qu'à partir de juin 2005, Nicolas Sarkozy, le plus intelligent de la bande de la fausse droite, se mettait en piste pour piper les voix des électeurs lassés par l'insécurité et l'immigration. Sa carrière d'arriviste brillant avait connu un trou d'air en 1995 quand il avait misé sur Balladur pour la présidentielle. Chirac, son épouse et leur fille Claude lui en avaient gardé une dent, mais comme le marais gouvernemental n'abrite pas trop de talents, le président en fin de mandat, à bout de souffle, eut besoin d'un homme d'action, dont l'énergie donnerait à croire qu'il n'était pas sans fermeté, pour rassurer sa droite.

Voilà comment Sarkozy finit à l'Intérieur, et s'y tailla la réputation d'un dur. Il soutenait sa police en de grandes envolées, promettait la « racaille » aux pires sanctions. Même, le 19 juin 2005, dans la Cité des 4 000 à La Courneuve, il devait prononcer une phrase qui demeura : « Dès demain, on va nettoyer au Karcher la cité. On y mettra les effectifs nécessaires et le temps qu'il faudra, mais ça sera nettoyé. »

Le Tout-Paris modéré glousa d'indignation, mais le populaire entendit. Sarkozy devint pour certains une sorte de sauveur potentiel. Lui, à la différence de Le Pen, était au gouvernement. Survinrent les émeutes de banlieue à partir d'octobre. La réponse du gouvernement fut insuffisante et tardive, mais l'opinion générale des médias, sanctionnée comme il se doit par sondage, fut que Villepin à Matignon et Sarkozy place Beauvau s'en étaient plutôt bien tirés. À « droite » aussi, la succession se préparait.

35. 2007, l'année terrible

2007 fut une année terrible pour le Front national et pour moi.

Avant d'en parler, j'ai envie de parler de ceux qui y moururent.

J'ignore pourquoi l'éphéméride des décès me parle tant. Est-ce la proximité de ma propre fin ? Ou plutôt, les noms qu'on se rappelle, et les visages avec, résument pour nous, quand on les voit disparaître, un morceau de notre vie, un détail de ce que nous avons vu, senti, aimé ou compris, comme le soleil qui se couche précise le jour qui s'en va.

Voici donc un regard sur mes morts de ces années-là.

En 2006 étaient morts Saddam Hussein, Miloševic, Pinochet, Markus Wolf, le patron de la Stasi, et Alfred Sherman, l'homme que m'avait envoyé Sharon pour essayer de me faire plier sur le *détail*. Et Darry Cowl, Gérard Oury, Claude Piéplu, mon voisin de Rueil Jacques Faizant, Raymond Devos. Et Philippe Muray, Élisabeth Schwarzkopf, Édouard Michelin, Floyd Patterson. Et d'anciennes figures qui avaient marqué ma guerre d'Algérie. Marc Lauriol, JJSS, Gilles Pontecorvo qui a pondu l'abominable navet de propagande qu'est sa *Bataille d'Alger*.

L'homme n'aurait jamais dépassé le niveau d'assistant-réalisateur s'il n'avait été porté par l'Internationale communiste et le PCI, dont il fut membre plus de quinze ans (il était d'ailleurs le frère d'un physicien qui choisit de travailler pour l'URSS et reçut en récompense le prix Staline). Il n'a jamais fait le moindre bon film mais a été nommé en 1992 directeur de la Mostra de Venise. Il symbolisait pour moi l'imposture des cultureux dominants, leur vide, leurs idées toutes faites, leur dialectique implacable. Ce qu'il avait fait de la bataille d'Alger me révulse encore.

Je pense enfin à mes amis, Marie-France Stirbois, qui était parfois agaçante, avec ses foulards Hermès, son regard impérieux de loup-cervier, ses exigences, mais qui avait mené tant de bons combats avec un courage exemplaire. Georges-Paul Wagner, si affable que sa fermeté d'âme et de convictions en paraissait comme fleurie, fin diseur, plume remarquable. Claude Luter, l'indéracinable jazzman de Saint-Germain, toujours fidèle à Montretout. Jacques Baumel, longtemps maire de Rueil, l'un des rares au RPR qui savait oublier la haine quand l'intérêt de la France était en jeu. C'était quelqu'un dont l'amabilité me reposait.

Les préventions sottes et grossières que beaucoup de gens ne se gênent pas de marquer contre moi me lassent en effet. J'ai remarqué que je peux plus facilement parler aux gens qu'ils ne me parlent. Je

n'ai ni prévention, ni mépris. Ils ne sont pas d'accord ? Et alors ? Je les écoute pourvu qu'ils m'écoutent. Je pense à cela à propos d'un autre décès, en 2005 celui-là, celui de Claude Julien, directeur du *Monde diplomatique*. Un autre monde qu'aujourd'hui. Un autre monde diplomatique, de gauche, tiers mondiste, un adversaire, mais des informations, des arguments même qu'il était bon d'écouter, tantôt pour les réfuter tantôt pour les compléter. Il est opportun qu'il y ait des gens de gauche intelligents. Il est utile de les lire.

Voici maintenant « ceux de 2007 », Brialy, Cassel, le mime Marceau, Marcel Merkès, aujourd'hui inconnu, Maurice Béjart, qui reste dans quelques mémoires parce qu'il a proposé une révolution, Michel Serrault, ce génie qui triompha dans la série B comme La Fontaine dans la fable. Eltsine, qui tint le sort du monde entre ses mains, Ian Smith, le courageux et compétent premier ministre de la Rhodésie, dont l'incomparable action ne put empêcher à la fin son pays de sombrer, comme toute l'Afrique à peu près, dans la barbarie, la misère et la haine. Ian Smith, le symbole des blancs qui assumaient leur fardeau avec une imperturbable constance, simplement, honnêtement.

Moururent aussi des hommes qui avaient été pris dans les controverses sur la seconde guerre mondiale, Papon, Waldheim, Raul Hilberg, le faux grand historien de l'holocauste. Des figures difficiles à classer, le sympathique Bob Denard, l'antipathique abbé Pierre, Isidore Isou, ce révolutionnaire de cénacle de l'entre-deux-guerres qui ruina la poésie française, Jean-Marie Lustiger. Et puis mes amis, Roland Gaucher, Serge de Beketch, Roger Delpey. Et Geneviève de Galard, la seule femme métropolitaine qui subit le siège de Diên Biên Phu. Elle y incarna toutes les vertus de la race, et donne un visage admirable à la présence féminine dans la bataille, qui ne se limitait cependant pas à elle. Il y eut, dans les BMC et à côté, d'autres femmes, indochinoises ou maghrébines, qui servirent d'infirmières, de cuisinières, se dépensèrent sans compter, firent le coup de feu pour certaines, et finirent massacrée par le Vietminh.

2007 s'ouvrit sans surprise sur une campagne présidentielle déjà commencée. Les socialistes avaient choisi le mécanisme de la primaire pour choisir leur candidat. Lang, Hollande, Jospin et Kouchner ayant renoncé, ce fut une candidate, Ségolène Royal, qui renvoya à leurs ambitions déçues ses deux concurrents officiels, Fabius et Strauss-Kahn. Le seul amusement de l'affaire est que Fabius, ce vieux jeune homme repu, fils d'antiquaire qui mit les œuvres d'art hors impôt, arriviste arrivé à Matignon et à l'hôtel de Lassay, figurait l'aile gauche dans cette aventure.

De notre côté, pour insister sur les réalités de la révolution en cours que nous n'avions pas encore suffisamment vulgarisées, je mis

l'accent lors de notre convention sur le risque social que faisait courir le mondialisme aux nations, et singulièrement à la France. Je dénonçai en conséquence le « capitalisme financier planétaire ». Et je lançai ma campagne proprement dite sur la dalle d'Argenteuil. J'y dis en particulier ceci :

Je tiens à vous remercier tous de m'avoir permis de m'exprimer, là où même pas notre ministre de l'Intérieur n'ose se rendre [...]. Je suis venu pour vous dire d'abord que je n'ai pas peur de me rendre n'importe où en France. Si certains veulent vous karchériser pour vous exclure, nous voulons nous vous aider à sortir de ces ghettos de banlieue où les politiciens français vous ont parqués pour vous traiter de racaille par la suite.

On m'a beaucoup reproché cette démarche, on l'a couplée avec une affiche où paraissait une jeune métisse pour y voir la raison de ma relative contre-performance. C'est rester sur l'écorce des choses.

Qu'importait-il en effet de dire et montrer ? 2005 m'avait confirmé l'extrême gravité de la situation de certains quartiers. Il était temps pour moi que la loi y fût rétablie, non par des déclarations à l'emporte-pièce, mais en restaurant l'autorité et la confiance. Il fallait donc ramener vers la France une population en train de se détacher, et en finir avec le communautarisme.

On a dit que cela brouillait l'image du front et revenait à accepter l'immigration. Ici, il faut s'entendre. Le grand remplacement n'est pas un fantasme. Il faut arrêter net toute immigration d'origine non européenne. Expulser les clandestins, y compris les migrants. Bref, organiser la remigration des corps étrangers.

Mais les populations installées de longue date et assimilées ? Je crois qu'il faut leur proposer honnêtement la francisation, et ne les prier de partir que si elles la refusent. De monstrueuses erreurs ont été commises par la droite et la gauche depuis quarante ans : la France ne peut éviter d'en payer le prix si elle veut éviter la guerre sur son sol.

Ma déclaration de la dalle d'Argenteuil visait aussi l'homme au Kärcher entre les dents, qu'il avait longues, le candidat UMP à la présidentielle, Nicolas Sarkozy, qui était venu faire là ses rodomontades. À la ramasse dans les sondages au mois de décembre 2006, il avait eu le bon sens d'accepter les services de Patrick Buisson qui, voyant souffler le vent de droite, lui conseilla de pomper notre électorat. Il s'y efforça en imitant, par ses paroles et ses attitudes, le plus brutal de notre propagande des années quatre-vingt. Il employa à cette fin des moyens financiers colossaux que ses amis milliardaires prêtèrent sans compter.

Ce qui devait arriver arriva : une part de notre électorat, et de l'électorat bourgeois qui n'osait pas voter pour nous mais craignait

encore plus la couleur des banlieues, toute la part proprement raciste de l'électorat de droite, vota Sarkozy. Elle préférait en quelque sorte à Le Pen sa copie à visage un peu fasciste ! Nicolas Sarkozy fut élu en siphonnant les moins réfléchis de nos électeurs.

Mon résultat (10,44 %) ne fut pas bon mais, pour l'apprécier justement, il faut compter que Villiers grappilla plus de 2 pour cent sur mon aile droite et que l'énorme battage mené autour de François Bayrou réussit à le faire prendre par quelques-uns pour un homme neuf opposé au système. Comme quoi la fantasmagorie marche dans les deux sens, pour dénigrer quelqu'un ou pour le porter aux nues : du théâtre politique, beaucoup ne voient que les ombres que le système leur donne à aimer ou haïr.

Quoi qu'il en soit, la vraie catastrophe était à venir. Aux législatives, l'illusion Sarkozy fonctionna à plein. De très nombreux Français crurent que venait enfin au pouvoir quelqu'un qui donnerait corps à leur souhait de sécurité et d'identité. Ils votèrent en masse UMP. Le Front national ne dépassa pas, en moyenne, 4,29 % au premier tour. Outre une déroute politique, cela fut une catastrophe financière : deux tiers de nos candidats, n'ayant pas atteint le seuil des 5 % des votants, ne pouvaient être remboursés de leurs frais de campagne. Or c'étaient souvent des gens honorables mais sans argent. Le Front national résolut de les rembourser lui-même.

Cela nous coûta cher. Je me résolus la mort dans l'âme à vendre le paquebot. Ce ne fut pas sans y réfléchir ni tenter d'autres voies. Car j'estime que le paquebot était un facteur de pérennité du FN. Les partis sont comme les hommes, devenir propriétaire les rend stables. Or j'étais et je reste très fier de la stabilité du FN. Je ne voulais pas qu'il passe comme tant de météorites politiques de la droite populaire l'ont fait avant lui. C'est le seul parti créé ex nihilo qui ait duré quarante-six ans. Poujade, le RPF de De Gaulle et celui de Pasqua et Villiers n'ont été que des météores. Quant au PS, il est issu de la SFIO, et le PC d'une scission de cette même SFIO, et il a bénéficié quarante ans durant de l'argent et des cadres fournis par Moscou – cela a été prouvé mais bien vite oublié.

Le paquebot était une superbe affaire, 5 000 m² de bureaux en plein centre de Saint-Cloud, desservi par deux gares, un métro et le bus. Au début, il fut mis en vente plus de quinze millions et un acheteur se présenta, un Chinois qui brisa la négociation sans explication, on m'a dit depuis que cela arrive. J'eus aussi trois touches de filiales de Bouygues mais qui se retirèrent sur ordre. On n'achète rien à la Bête immonde, même si c'est une bonne affaire, on la tue par tous les moyens. J'ai fini par trouver moi-même un acheteur, pour moins cher, et nous avons pu solder toutes nos dettes pour nous installer à Nanterre, en location, dans 1 800 m² seulement que nous

appelions le carré.

Il fallait réduire la toile pour survivre. Je supprimai à regret les deux journaux du Front, décidai de ne pas relancer les BBR, simplifiai le défilé de Jeanne d'Arc en prononçant mon discours aux Pyramides plutôt qu'à l'Opéra, et nous supprimâmes cent postes de permanents salariés. Le coup était rude. Mais il y avait plus malheureux que nous. Je résolus de tenir bon et de ne pas lâcher le manche avant que le Front ne fût en route vers le rebond.

C'est alors que survint l'affaire Le Rachinel. Fernand Le Rachinel était un vieux copain. Un homme d'une grande valeur, meilleur ouvrier de France, imprimeur de son état, élu du FN en 1986 et député européen depuis 2004. C'était un type sympathique, décidé, prompt en affaires, c'était aussi l'imprimeur du Front, et notre plus gros fournisseur de la campagne. Il avait fourni notamment les affiches, et un journal tiré à quarante millions d'exemplaires. Il se trouve que ce journal n'était pas très bon. La distribution en fut en outre délibérément sabotée, ce qui explique en partie nos mauvais résultats médiocres aux législatives.

Le Rachinel était ainsi notre plus gros créancier, et les banques étaient ses grandes créancières. Après la débâcle, il demanda de rentrer dans ses fonds. C'était moins facile à faire qu'à dire. Le paquebot ne s'est pas vendu en un jour. Il fallait au Front des délais et des remises, car il n'était pas impensable que l'élu du front fasse cadeau d'une part des marges de l'imprimeur du Front. Cela se discute. Malheureusement des gens ont saboté la négociation, Péninque et Saint-Just pour ne pas le nommer. Leur attitude a poussé au conflit et au contentieux judiciaire ce qui n'était au départ qu'une différence d'appréciation entre Le Rachinel et nous. D'où des procès que nous avons tous perdus. Politiquement et amicalement, le pire était que j'avais couvert les deux nuisibles, et que Le Rachinel crut que je les approuvais. La confiance fut rompue de ce fait. Il nous fit condamner à payer plein pot et nous quitta. Ce fut un gros pépin pour le Front et une tristesse pour moi.

36. Entre départs et redémarrage

Les trois ans qui séparent la catastrophe de 2007 de ma succession au Front furent particulièrement difficiles et chargés. Je devais à la fois solder des comptes catastrophiques, rétablir la confiance des militants, récupérer les électeurs un moment séduits par Sarkozy, et passer la main. Or, en même temps, une bonne part de mes cadres historiques s'engagea dans une sorte de fronde perlée, une scission à froid, tandis que Marine, dont il me paraissait de plus en plus probable qu'elle me succéderait, affichait avec ostentation ses différences avec moi.

À quatre-vingts ans, même en excellente forme, on n'a plus l'appétit de se lancer dans les échauffourées quotidiennes de la politique. Je poursuivais seulement, et strictement, la mission que je m'étais assignée, remettre le FN en ordre pour ouvrir ensuite ma succession. J'étais le seul à pouvoir le faire, j'avais les amitiés, l'autorité, étant le président historique.

Cela prit plus de temps que je ne le prévoyais. Notre courbe électorale ne remonta qu'en 2010 et notre situation financière mit un an de plus à s'assainir. La vente du paquebot ne fut signée qu'en avril 2011. Jusque-là, ce sont des prêts de Cotelec qui avaient permis au Front national d'éviter la faillite. Nous avions eu chaud : la Société Générale avait une hypothèque de plus de cinq millions sur les bâtiments et avait engagé une procédure de saisie. J'avoue avoir passé quelques mois tendus.

L'affaire Le Rachinel empoisonna aussi mes dernières années de présidence. Rebuté par les procédés de Peninque et Saint-Just, il démissionna du Front en octobre 2008 pour se présenter aux européennes en Basse-Normandie sous l'étiquette du Parti de la France fondé par Carl Lang. Nous n'allions solder ce que nous lui devions qu'après 2013, quand la justice eut définitivement fixé à 6 700 000 euros le montant de notre dette.

Ainsi mon principal financier de 2007 rejoignait-il pour me faire concurrence Carl Lang, féal entre les féaux ! Lang, qui avait repris en catastrophe le secrétariat général, dans deux circonstances très difficiles, en 1988 à la mort de Stirbois et en 1998, lors de la scission Mégret ! C'était le militant exemplaire, l'homme de la « génération Le Pen », comme il aimait à se définir, qui avait véritablement façonné le FNJ avec son ami Martial Bild de 1983 à 1986, lançant la première université d'été et ne négligeant aucun moyen de formation. Je le

revois encore, après les séminaires de politiques, initier ses ouailles aux sports de combat et aux techniques du service d'ordre. Carl avait grimpé tous les échelons de l'appareil et en connaissait tous les rouages. Or, ils me quittaient tous les deux et quand, transgressant les statuts, je décidai de les repêcher, ils repartirent un mois plus tard sans même m'en avertir, j'en reçus un coup à l'estomac.

Comment en étions-nous arrivés là ? Comment et pourquoi, au plus difficile de la reconstruction du Front, ses éléments les plus solides le laissèrent-ils tomber ? Carl et Martial furent deux figures emblématiques d'une vague de départs qui commença dès 2004 et ne finit qu'en 2009.

Pour Carl, l'incident qui mit le feu aux poudres fut la décision de Marine de se présenter aux élections européennes, qui avaient lieu désormais par circonscriptions régionales, dans la région Nord-Ouest dont Carl était député sortant. Cela se justifiait : elle avait fait mieux que bien aux législatives de juin 2007 dans l'arrondissement d'Hénin-Beaumont, seule de nos candidats à se maintenir au second tour, et comptait augmenter son capital régional et l'exploiter. Mais pour Carl elle désertait l'Ile-de-France dont elle était l'élue pour se faire parachuter dans des terres qu'il avait, lui, labourées depuis de nombreuses années. Il décida donc de présenter une liste lui-même. C'était bien évidemment impossible. Le 17 novembre 2008, le bureau exécutif l'excluait.

Deux mois plus tard, il créait son propre parti, le Parti de la France, avec son ami Martial Bild, qui avait démissionné de toutes ses fonctions au FN le 24 novembre, et beaucoup d'autres cadres historiques du FN.

Le premier à les rejoindre fut Bernard Antony, *alias* Romain Marie, patron des comités Chrétienté-Solidarité, de l'AGRIF, une des figures du catholicisme traditionaliste en France, qui avait quitté le Front en 2004. Ses amis comme ses ennemis le surnommaient l'ayatollah Cassoulet, ce qui allait bien à ce petit homme rond et bon vivant, mais féru d'une dialectique précise et inflexible, aussi tranchant dans la synthèse qu'il était minutieux dans l'analyse. L'homme avait été à l'origine de la résurrection du pèlerinage de Chartres, travaillait beaucoup au Liban pour les chrétiens d'Orient, avait été quinze ans député européen du FN, cadre régional et national du mouvement. Actif, plein d'idées, homme de réseaux, c'était un élément de valeur. C'était aussi, à la ressemblance de François Duprat avant lui, quelqu'un qui représentait à l'intérieur du Front une tendance, en l'espèce les catholiques traditionalistes, comme le faisait en pendant Pierre Vial, ancien du GRECE et animateur de Terre et Peuple pour les « païens ».

Il entendait profiter de cette position de représentant officiel des

catholiques pour garder ad vitam aeternam une place prépondérante au Front. Il nous avait quitté quand j'avais pressenti Louis Alliot pour porter nos couleurs aux régionales de 2004 en Midi-Pyrénées et Jean-Claude Martinez pour mener notre liste aux européennes dans la région Sud-Ouest. J'ai pensé qu'il nous quittait par dépit, parce que je ne satisfaisais pas son intérêt et blessais son orgueil. Il voulut revenir. Gollnisch plaida sa cause. Je ne l'écoutai pas. J'ai peut-être eu tort. Je ne voulais pas que la tendance catho confessionnelle prenne le dessus. En la rebutant, j'ai peut-être ouvert, Marine régnante, la porte à son contraire.

En 2009, je devais préférer, à l'Europe, Louis Alliot à Jean-Claude Martinez, qui rejoignit Carl en même temps que Bernard Antony. Tous auraient pu jouir d'une honnête retraite après plusieurs mandats et faire un peu de place à la jeune génération.

J'aimais beaucoup Martinez. C'était un garçon hilarant, qui gardait de ses études de théâtre (avant le droit fiscal) l'habitude de la mise en scène et du mot qui fait mouche. Il savait tout faire, même des paroles de chansons. Il fut député européen, membre du bureau politique, animateur de notre gouvernement fantôme. Il était cependant venu au Front national pour y faire carrière et, dès que son miroir magique interne lui soufflait qu'il n'était plus le premier, il ne supportait pas de briller moins.

En 2002 par exemple, il aurait aimé diriger ma campagne présidentielle, mais je choisis Gollnisch et celui-ci réussit très bien. En 2004, il ne fut pas réélu conseiller régional, et il échoua de très loin aux législatives de 2007. Ce n'était pas un homme de terrain. Il avait cependant de grandes ambitions nationales. Le 25 septembre 2008, lors d'une conférence de presse au Parlement européen, il annonçait qu'il était candidat à ma succession. Un mois plus tard, il décidait de se présenter contre Louis Alliot dans le Midi. Même punition, même motif que pour Carl, j'étais obligé de l'exclure.

J'en fis autant pour d'autres.

Jacques Bompard, maire d'Orange depuis 1995, me cherchait particulièrement noise. Ai-je dit que ç'avait été un militant exemplaire, un organisateur, un bon maire, une tête solide ? Mais c'était aussi un « monsieur je sais tout » très imbu de lui-même. Dès août 2005, après que j'eus déploré dans *Rivarol* la désinformation sur le maréchal Pétain et la Wehrmacht, il jetait :

> Avant de vouloir combattre le système en place […] il faut être capable, il faut être responsable, il faut être crédible. Or je ne crois pas hélas, que ce soit l'image que donne notre famille de pensée aujourd'hui en France […] Les événements de la seconde guerre mondiale n'intéressent pas les Français. Les

> discours imprécateurs, les provocations verbales […] choquent également ou désorientent […] Nous avons trop souffert et souffrons encore tous les jours du poids de l'ego au sein du mouvement national.

Je ne pouvais pas laisser passer ce pavé. Sans compter qu'en termes d'ego, ce cher Bompard se posait un peu là. C'est le chaudron qui dit à la marmite cul noir. Je sentis cependant que le FN se fissurait quand Carl Lang et Bruno Gollnisch s'opposèrent au BP de septembre à son exclusion, et ne se portèrent pas volontaires pour diriger ma campagne de 2007. L'exclusion ayant été votée, je remplaçai Lang par Alliot dès octobre 2005 au poste de secrétaire général.

Bompard me reprochait aussi ce qu'il appelait le « mirage présidentiel » et m'en voulait de ne pas plus m'investir dans les scrutins locaux. C'était l'habillage intellectuel habile de son appétit à se tailler une baronnie d'où il pourrait devenir indépendant, appétit que Lang eut aussi.

Un exemple : j'avais voulu que Freddy, mon ancien garde du corps, fût conseiller régional et il le fut, mais il refusa tout net de payer son écot, sa redevance au parti. Ni une ni deux, pas de favoritisme, je le raye de la liste pour les prochaines élections. Or immédiatement, Carl, chef de groupe là-bas, l'embauche comme collaborateur du groupe, payé. C'était une façon de me défier : faire de Freddy un conseiller régional, malgré ses qualités, était une faveur, et il n'avait pas respecté la règle de reversement qui faisait vivre le FN, il fallait le sanctionner. Pauvre Freddy, je lui ai pardonné cette petite erreur il y a longtemps. Sa femme m'a appelé, on devait se voir et puis ça ne s'est pas fait. Il est mort le 7 janvier 2017.

Aussi bien Lang que Bompard pensaient que le parti leur devait quelque chose, ce qui était vrai, mais en oubliant ce qu'ils devaient au parti, qui était plus important : Carl devait une part de son succès à son travail, mais plus encore au Front et au nom de Le Pen, on l'a bien vu quand l'électeur a eu à choisir entre les deux.

Martine Lehideux, Pierre Descaves, le vieux militant de l'Algérie française qui, ayant rallié le Front pour les législatives de 1986, avait siégé au Palais-Bourbon. Les suivait une quarantaine de conseillers régionaux. La saignée était moins importante que lors de la scission Mégret mais, pour plusieurs des partants, elle me toucha plus, car c'étaient des vieux de la vieille qui s'en allaient. J'eus un petit regret particulier pour le couple Baeckeroot. Christian avait quitté l'armée, jeune lieutenant, à cause de l'affaire algérienne, il n'avait cessé de militer depuis Tixier, avait fondé le FNJ, avait été trésorier du Front et député du Nord.

Bruno Gollnisch, lui, semblait vivre un martyre permanent. Quand

Lang et Jean-Claude Martinez furent suspendus le 25 novembre 2008 pour avoir annoncé des listes rivales aux européennes, il présenta sa démission du bureau politique, que je refusai. Il n'en déclara pas moins : « Je ne peux approuver les candidatures dissidentes, mais je n'ai pas réussi à réconcilier avec Jean-Marie et Marine Le Pen ceux que je considère toujours comme des amis. »

Il aura tenu cette position jusqu'à la fin. Attaché au mouvement *perinde ac cadaver* mais fidèle à ses amis, restant au Parlement européen avec moi, sur le banc des non inscrits.

Le dernier de la fournée à partir, en février 2009, fut Alain Soral, qui travaillait avec le Front depuis 2005, avait rendu la chose officielle en 2006 et que j'avais fait entrer au comité central. Ce marxiste venu du PC était un garçon brillant, courageux physiquement, soucieux comme moi de distinguer opposition à la politique d'immigration et haine des Arabes, désireux comme moi de réconcilier la justice sociale, qu'elle vienne de droite ou de gauche (il est à noter qu'il est venu au FN par Bruno Gollnisch), et l'amour de la nation.

Il avait une rhétorique révolutionnaire efficace mais se berçait peut-être d'une illusion, amener à nous le vote massif des banlieues. En tout cas, son combat contre le lobby juif se heurta au Front à tous ceux qui faisaient de la dédiabolisation l'alpha et l'oméga du mouvement. Et il avait un côté enfant gâté qui sied mieux à un homme de communication et de coups médiatiques qu'à un politique proprement dit. Pour moi, il fut, avec son talent propre, un des maillons de la chaîne qui rattache les hommes honnêtes venus de la gauche au combat national, une fois qu'ils ont osé franchir le rubicon.

Les dissidents de cette époque ne parvinrent à rien de mieux que les mégrétistes. Leurs scores n'atteignirent jamais 5 % et se limitèrent souvent à moins de deux, mais ils réussirent à plomber le Front national, à retarder notre remontée. Les élections municipales et cantonales de 2008 furent désastreuses, malgré le bon résultat de Marine et Steeve Briois à Hénin-Beaumont, et les européennes de 2009, marquées par le nouveau déchirement du Front, furent à peine meilleures.

À quatre-vingts ans je pris la tête de la campagne, j'avais seul la notoriété pour tenter de contrebalancer la crise chez nos militants et notre manque d'argent. Mais je ne me faisais guère d'illusions, je le dis : « Les Français ont besoin d'un certain temps pour admettre que Nicolas Sarkozy les a floués. »

J'espérais pourtant un sursaut, je nous prédisais 10 %, adepte de la méthode Coué. Je tablais sur la crise, le désamour des Français pour un président clinquant qui oubliait ses promesses de campagne : « Plus Sarkozy ira vers la gauche, plus il libérera l'espace de droite qu'il avait indûment occupé pendant sa campagne. »

Cela devait advenir, mais les temps n'étaient pas encore mûrs. Peut-être commis-je l'erreur de faire une campagne trop « philippotiste » avant la lettre en prenant la défense de « notre modèle social ». Cela ne prit pas. Avec 6,34 % des votants nous dépassâmes à peine notre résultat de 1999, perdîmes trois points et demi par rapport à 2004 et quatre sièges. Le prestige, le faux miracle de Sarko durait encore et les départs de vieux amis brouillaient l'image du FN.

Pourtant l'actualité nous donnait raison. L'affaire de la jungle de Calais rendait évidents à tous les désordres, les injustices et les dangers de la politique d'immigration menée par le système. La « mauvaise vie » de Frédéric Mitterrand, le ministre de la Culture qu'avait choisi Nicolas Sarkozy pour son ouverture à gauche, le livre où il relatait ses expériences de tourisme homosexuel en Thaïlande, disait l'état des élites parisiennes. L'affaire des subprimes et le Krach mondial inauguré par la faillite de Lehman Brothers, l'affaire Kerviel, avaient montré la vanité, l'immoralité et les dangers du mondialisme. La façon dont Sarkozy soutenu par tous les partis avait bafoué les Français en imposant par voie parlementaire la ratification du traité de Lisbonne montrait la solidarité de toutes les élites européistes contre la nation. Mais il existe une grande inertie en politique, et nos divisions troublaient les Français comme le bruit effraye le poisson. Le printemps était long à venir.

Il survint en mars 2010, pour les régionales. Ce ne fut pas un triomphe. Notre score au premier tour recula même légèrement par rapport à 2004. Mais la catastrophe de 2007 était surmontée et les départs des deux dernières années à peu près digérés. Avec 11,42 % au premier tour et 9,17 au second, je considérai que le FN était remis sur les rails. Les régionales de mars 2011, dont la campagne fut conçue et lancée sous ma présidence, devaient confirmer mon diagnostic : 15 %. J'avais rempli ma mission. Je me dis in petto : « Nunc dimitis… »

Dès le 12 avril 2010, je réunis le bureau politique. J'annonce mon départ. Marine et Bruno Gollnisch sont candidats à ma succession. Nous fixons aux 15 et 16 janvier 2011 le congrès qui les départagera.

La campagne démarra très vite. Celle de Bruno fut remarquable. Mais Marine bénéficia de mon soutien, et cela fut primordial. Elle fut élue avec deux tiers de voix. Certains m'accusèrent d'avoir ainsi trahi Bruno. J'avais laissé croire, et parfois paru confirmer, qu'il aurait ma préférence le jour de ma succession. Peut-être a-t-il souffert de ma décision. Certains, considérant les fautes qu'a commises Marine et les coups qu'elle m'a portés, ne sont pas loin de dire que je suis puni par où j'ai péché, qu'il y a une justice immanente, que c'est bien fait pour moi.

Je crains que ce ne soit pas une analyse politique pertinente. En politique comme à la mer la réalité s'impose. Avant que la campagne ne commence, j'ai bien évidemment pesé le pour et le contre avant de me déterminer. Il n'y avait pas quinze solutions de succession, surtout avec l'avenir difficile que je prévoyais. Il n'y avait jamais eu d'ailleurs quinze solutions, ni même une vraiment bonne. C'est pour cela que j'étais encore là à quatre-vingts ans passés. Nul successeur indiscutable n'avait émergé du FN. Briant, Mégret, malgré leur ambition, y avaient échoué. Ce n'étaient pas des gens méprisables ni nuls, ils n'avaient simplement pas le profil du poste. De quoi le Front disposait-il en 2010 ? De Gollnisch et Marine. Ayant fait mon choix, je convoquai Gollnisch, qui était, et reste, c'était toute la difficulté de ma position, un homme pour qui j'ai une profonde estime, et un ami fidèle. Je lui demande :

– Bruno, quel âge as-tu ?

– Soixante-trois ans, pourquoi ?

– Non. Tu en as soixante-treize, avec ton quadruple pontage. Présider le Front national est une tâche épuisante, il y faut une santé solide. Les temps terribles qui viennent nécessitent un chef jeune. J'ajoute qu'à tort ou à raison l'air du temps est aux femmes en politique, l'image d'un parti réputé machiste et dur comme le Front s'en trouvera adoucie, une dirigeante sera moins vulnérable qu'un homme du point de vue médiatique. Et puis, s'appeler Le Pen est un atout. Pour toutes ces raisons, j'ai choisi de soutenir Marine.

– J'avais compris, président », répondit-il dans un de ses sourires où l'ironie et la reconnaissance des faits se marient.

Pour le principe, il argumenta un peu, mais il savait ma résolution prise, et je connaissais par cœur les atouts de sa candidature. Un homme droit, dévoué à la cause, d'une rigueur doctrinale sans faille, profondément cultivé, connaisseur hors pair de l'Europe, de ses mécanismes, du droit international, vif et drôle de surcroît, bon tribun et bon débatteur. Ce panégyrique était quasiment un éloge funèbre : il était trop vieux. Un mâle blanc hors d'âge, comme moi. Ce n'est pas de gaîté de cœur que je ne l'ai pas soutenu.

Le 16 janvier 2011, je devins donc président d'honneur. Une autre vie s'ouvrait pour moi et pour le Front national.

37. Le malentendu

Une nouvelle crise éclata en 2015, majeure dans l'histoire du FN. Sa caractéristique la plus visible est qu'au lieu d'exclure quelque dissident, j'en fus exclu moi-même. Moi, l'un de ses principaux fondateurs et son président pendant trente-huit ans.

Elle survint, comme celle de 1998, alors que nous étions en pleine ascension électorale et, cette fois, sur un malentendu. Marine et son adjoint Philippot crurent qu'ils étaient les auteurs d'une progression électorale dont ils n'étaient que les bénéficiaires. Ils l'attribuèrent à leur stratégie alors qu'elle était due à la vue plus claire que les peuples, le français en particulier, prenaient des dangers que nous annoncions depuis quarante ans, et au refus des prétendues élites de les en protéger avec l'autorité nécessaire. Mais racontons la chose en détail depuis l'origine.

Dès 2007, Marine, qui avait fait entendre sa différence en 2005 lors de l'affaire Rivarol, commença à trouver, après notre résultat médiocre de la présidentielle, que je m'incrustais. Elle pensait qu'était venu le temps de ma retraite et que j'étais devenu, selon l'expression de Le Gallou vingt ans plus tôt, un « boulet » pour le Front national. Peut-être, d'ailleurs, avait-elle déjà une idée derrière la tête en fondant, bien avant cela, Génération Le Pen avec Samuel Maréchal.

Elle comprit cependant que j'étais seul à pouvoir tirer le parti de l'état catastrophique où il se trouvait. Elle patienta donc. Elle n'en continua pas moins à se distinguer de ce qu'elle tenait chez moi pour des erreurs en jouant la partition chère à Laurent Fabius naguère : *lui c'est lui et moi c'est moi*. Le 24 avril 2008 par exemple, le mensuel *Bretons* publiait une interview où je répétai que « les c… à g… étaient un d… de l'histoire de la seconde guerre mondiale ». J'avais interdit à la rédaction de le publier, par lettre recommandée, quinze jours avant. Le risque judiciaire pour le FN était donc nul. Pourtant, Marine prit la peine, dès le lendemain, de faire savoir qu'elle ne partageait « pas sur ces événements la même vision » que moi.

Plus tard, quand elle eut fait acte de candidature à ma succession, je n'eus plus à subir ce genre d'agression. Je la soutins avec le résultat que l'on sait : elle était élue au congrès de janvier 2011, même si elle ne croit nullement que mon soutien fut déterminant. Je lui passai les rênes sans restriction. J'avais alors toute confiance dans la présidente fraîchement élue, elle siégeait d'ailleurs (elle siège toujours) au conseil d'administration de Cotelec. Elle dirigeait le Front. Elle le mena

jusqu'en 2015 à neuf élections d'importance nationale. Le résultat en fut excellent dans l'ensemble.

En 2011, après les cantonales, que j'avais préparées et qui furent très bonnes, eurent lieu des sénatoriales. En 2012, alors que Marine était solidement installée, vint la présidentielle. Bien qu'éliminée au premier tour, elle y fit le meilleur score jamais enregistré par un candidat du Front : 17,90 % et plus de 6 420 000 voix. Les législatives qui suivirent en juin furent excellentes (13,6 % au premier tour et deux députés). Le Front national s'approchait en voix de son record de 1997 et battait son record en sièges avec ce mode de scrutin, même si Marine elle-même manquait le troisième siège à Hénin-Beaumont d'une centaine de voix.

Le score des municipales de mars 2014 parut beaucoup moins brillant (4,88 %), mais ce type de scrutin n'est jamais bon pour nous. Surtout, le pourcentage au premier tour était presque multiplié par cinq, le nombre de conseillers municipaux passait de moins de 100 à 1 600, et le FN conquit treize villes, notre meilleur résultat. Les européennes de mai devaient confirmer le mouvement. Le Front national arrivait en tête, avec 24,86 %, quatre points de plus que l'UMP et onze de plus que le PS. Ce fut son apogée électoral. Pour ma part, j'enlevai cinq sièges dans le Grand-Est et en PACA, comme Marine dans le Grand-Nord.

En mars 2015 enfin eut lieu une élection nouvelle et bizarre, fruit de la dernière réforme de Sarkozy, pour remplacer les cantonales et choisir, au scrutin binominal majoritaire, des « conseils départementaux » qui allaient remplacer les conseils généraux existants. Malgré la nouveauté, la complication, et la participation traditionnellement faible (50 %), le Front, qui n'avait jamais été très à l'aise dans ces élections de notables, fit mieux que se débrouiller, avec plus de 25 % des voix au premier tour, et plus de vingt-deux au second. Nous ne conquîmes aucune présidence, même dans le Vaucluse, où les sondages avaient un moment fait rêver, mais nous fîmes tout de même élire soixante-deux conseillers, ce qui était une manière de prouesse.

Vus de loin, je n'ai plus le temps ni le goût d'entrer dans le détail des campagnes, ces résultats étaient bons. Restait à en faire l'analyse globale. Marine s'y attela et conclut sans tarder. Dès avant sa présidence elle s'était entourée progressivement d'une nouvelle équipe dirigeante et s'était lancée dans ce qu'elle nommait, et les médias avec elle, une stratégie de dédiabolisation. Après avoir écouté Alain Soral puis Philippe Olivier, mon gendre, ancien pousse-au-crime de la scission Mégret, elle choisit pour principal conseiller, et bientôt vice-président du FN, Florian Philippot.

Celui-ci se définit aujourd'hui, dans un livre publié l'an dernier,

comme « gaulliste, chevènementiste, énarque, homosexuel ». À l'époque il était plus discret. Il était même très discret quand, avec son frère Damien, alors cadre de l'IFOP, il venait converser avec Marine dans le pavillon au fond du jardin sans que jamais on ne me l'ait présenté. C'est peut-être grâce à la proximité des instituts de sondage, qui ont aussi pour fonction de manipuler l'opinion, que le garçon a séduit Marine – en tout bien tout honneur dois-je ajouter.

Ancien militant mélenchoniste, attiré, dit-il par le discours du FN lors des élections européennes de 2009 (j'étais encore aux commandes), Philippot rencontre alors Marine dans un bistrot par l'entremise de Paul-Marie Coûteaux. C'est, selon ses dires, « le coup de foudre, amical et professionnel ». Acceptons-en l'augure. Il rédige pour elle toutes sortes de notes et lui fait passer quelques rapports plus ou moins confidentiels de l'Inspection des finances. C'est le conseiller qui monte, et il finit par adhérer au parti en octobre 2011. Dès lors sa carrière est météorique. Marine le bombarde directeur de sa campagne présidentielle puis porte-parole du FN et enfin, dès juillet 2012, vice-président chargé de la stratégie et de la communication. Désormais, la ligne politique du FN devient la ligne Marine-Philippot. La chose est officialisée quand, le 19 février 2015, il publie le nouvel organigramme du FN, farci de ses créatures.

Pour Marine et Philippot, la percée électorale du FN est le fruit de leur stratégie, et singulièrement de la dédiabolisation. Dans leur tête, ils réalisent la prophétie que faisait Pierre Moscovici le 30 juin 2009 : « Marine Le Pen est plus dangereuse que son père, (elle) a moins de talent que lui, moins de facilités oratoires, elle a une rhétorique plus plate (mais elle est) quelqu'un qui se débarrasse de certaines outrances, négationnistes par exemple, qui est tout aussi extrémiste sur le plan des idées et qui par ailleurs a envie de participer au pouvoir […] Elle peut tout à fait créer un parti de la droite extrême, comme ça existait par exemple en Italie, pour ensuite […] participer à la droitisation de la vie politique française. »

En 2015, sur ce schéma, Marine estime avoir fait la moitié du travail. La prochaine étape lui apparaît clairement : pour parvenir au pouvoir, dont elle et Philippot se pensent très proches, il faut et il suffit de se débarrasser de moi, de ce Jean-Marie Le Pen, ses amis, son influence méphistophélesque, qui diabolisent encore les patriotes.

À ce moment, il est possible que Marine se soit dit : « j'élimine papa pour sauver la France ». Si ç'avait été le cas, j'aurais souscrit, politiquement sinon moralement, à la chose. C'était le sacrifice d'Iphigénie à l'envers, en quelque sorte.

Le drame est que l'analyse est complètement fausse. L'ascension dont le tandem Marine-Philippot s'attribuait le mérite n'était due, hélas, qu'à l'épouvantable situation de la France et à la trahison de ses

élites.

Le phénomène touchait d'ailleurs toute l'Europe et les peuples s'en apercevaient peu à peu. Les votes du Danemark, de l'Italie, de la Hongrie, de l'Autriche, des Pays-Bas, et même le Brexit, le montrent. C'est la France d'en bas, la France des catacombes, celle qu'on a vu faire la queue à l'enterrement de Johnny, qui a fait monter le FN, celle qu'on voit dans les transports en commun. L'élite ne prend pas le métro, elle s'endort dans son confort et s'aveugle dans le sable d'un verbiage vertueux en apparence et les satisfactions d'amour-propre qu'il lui procure.

Un contre-exemple suffit à balayer la fatuité de Philippot : sa propre incapacité à se faire élire en rassurant tous les patriotes que l'ombre de l'extrême droite aurait prétendument effarouchés. Parachuté en Moselle pour les législatives de 2012, il ne parvint pas à franchir le fameux « plafond de verre », échouant à 46,3 % des suffrages. Aux cantonales de Forbach en 2014, arrivé en tête, il reculait nettement entre le premier et le deuxième tour, permettant l'élection d'un socialiste. Puis, s'étant débarrassé de moi, il échouait encore, malgré une position favorable, à rassembler les électeurs aux régionales de 2015 et plus encore aux législatives de 2017, où il reculait de trois points par rapport à 2014. Concluons : ou la stratégie de dédiabolisation ne marche pas, ou Florian Philippot est un mauvais candidat, et les deux ne sont pas incompatibles.

Mais on ne retire pas de la tête d'un idéologue la conviction qu'il s'est forgée. À l'orée de 2015, la nouvelle équipe une fois en place, j'étais condamné. Il ne restait plus qu'à trouver l'occasion de m'abattre. Dès le 9 juin 2014 avait été tiré un premier coup de semonce, avec l'affaire dite de la fournée dont j'ai parlé plus haut. On se rappelle que j'avais utilisé le mot fournée à propos de Patrick Bruel, que Marine avait condamné cette « faute politique » jugée par son compagnon Louis Alliot « stupide politiquement et consternant(e) », avant que l'appareil ordinaire de la justice aux ordres se mette en branle.

Le point nouveau, et capital, dans cette hystérie politique et judiciaire, est que l'appareil dirigeant du Front national y prenait part, sous l'autorité de ma fille.

Le processus final de mon exclusion débuta le 1er mai 2015. Ce jour-là il pleuvait. Le défilé de Jeanne d'Arc était moins fourni qu'en d'autres temps malgré nos succès. Les militants étaient visiblement déconcertés par la nouvelle ligne. Mon âge et ma santé ne me permettaient pas de marcher tout au long du parcours mais, après avoir déposé une gerbe au pied de la sainte place des Pyramides, je décidai d'aller saluer la foule place de l'Opéra, où des Femen préparaient un de leurs dégoûtants numéros de cirque. Je montai sur

l'estrade. Je portais une parka rouge. Un imbécile, Me Collard je crois, dit que c'était la couleur du bourreau, et l'on parla de « provocation » parce que Marine était déjà à la tribune. C'est faux. Ce n'était pas moi qui étais en retard mais elle en avance, d'une demi-heure, sans qu'elle m'en eût averti. Tout cela est minuscule, mesquin, mais l'essentiel était de faire passer le message que le vieux était un provocateur à moitié gâteux. En attendant mieux.

Ce mieux survint trois jours plus tard quand le bureau exécutif du FN eut à juger l'affaire Bourdin. Interrogé le 2 avril par le journaliste vedette de RMC sur les chambres à gaz, j'avais confirmé qu'elles étaient un *d*… de l'histoire de la seconde guerre mondiale. Pour cela, Marine et Philippot me traduisaient devant leur tribunal. Ils m'y suspendirent de ma qualité de membre du FN jusqu'à la tenue d'un vote par courrier des adhérents qui supprimerait la présidence d'honneur. Le procédé n'était pas seulement inique, il était lâche. Ils se défaussaient de la décision définitive sur les adhérents, qu'ils se promettaient de manipuler, le choix du vote par courrier le disait assez. Je les fis condamner par trois décisions de justice, exigeant et obtenant qu'un congrès physique loyalement convoqué tranche le litige.

Le tandem passa outre et me fit exclure par le bureau exécutif sans avoir le courage de participer à l'exécution. Sur neuf membres du bureau exécutif, sept votèrent : Marie-Christine Arnautu et Louis Alliot contre, Wallerand de Saint-Just, Steeve Briois, Nicolas Bay et Jean-François Jalkh pour. Ah, les braves gens ! Nicolas Bay me devait tout : après son équipée chez Mégret, c'est moi qui l'avais repêché et fait nommer en Normandie. Lui aussi repêché de chez Mégret, le certifié d'étude Steve Briois, eut cette phrase : « Dans un mois, on n'entendra plus parler de Le Pen ! »

Je ne sais ce que j'admire le plus ici, la sûreté du diagnostic ou l'ingénuité du personnage : pour lui, Le Pen, c'était moi, non la directrice qu'il servait avec une obséquiosité touchante. Comme quoi l'instinct vaut parfois mieux que l'intellect. Jalkh, lui, fit en silence son devoir d'apparatchik modèle. L'ironie du sort voulut qu'il soit inculpé plus tard dans l'affaire des assistants parlementaires, parce qu'il était le mien. De Wallerand de Saint-Just, je ne dirai rien d'autre que c'est un Khon, avec deux ou trois K majuscules.

C'est pour Marine l'un des pires boulets, car il gère – mal – les finances du Front, pardon, maintenant, du Rassemblement national. Sans vrai contrôle. Je ne crois pas à des détournements, mais à des salaires indus accordés sans discussion ni évaluation des compétences, genre : « Tu es communicant, dans le civil, tu touchais tant, voilà tant plus mille. »

Le communicant en question était attaché alpha dans un cabinet de

com., on le bombarde grand chef à un prix mirobolant.

Mon exclusion m'a ouvert les yeux sur des gens que j'ai entièrement faits et qui, loin de m'en être reconnaissants, ne m'adressent plus la parole, même quand ils n'y gagnent rien. Huguette Fatna n'est pas mal dans le genre. C'était une petite fonctionnaire en Martinique, c'est une petite retraitée aigrie et ingrate.

Il y a aussi ceux qui commentent. Robert Ménard par exemple. Il a approuvé mon exclusion. Il a dit de Marine : « Elle a eu du courage. »

Les suicidés aussi ont une forme de courage, et les parricides. C'est un pauvre garçon dont la meilleure partie est l'épouse, un néophyte mal converti. Se souvenir qu'il était gauchiste à Reporters sans frontières. Il continue à donner des leçons, c'est sa forme d'esprit.

Il y en a d'autres qui se taisent alors qu'on aurait espéré qu'ils parlent. Mon vieux copain Alain Jamet m'a attristé. La corpo, les JIP, l'Algérie, Tixier, le Front, et pour finir le silence. Peut-être ne m'a-t-il jamais pardonné de lui avoir préféré comme candidat Martinez. Sur l'ami militant responsable de l'Hérault, j'ai donné le pas au professeur de droit fiscal renommé, au bateleur de télévision. J'ai toujours regretté de ne pouvoir mettre Jamet à la place qu'il méritait, je me disais à chaque fois que j'avais le temps, et puis voilà. Il faut choisir. Quand on nomme quelqu'un on exclut ses concurrents. On fait, selon la formule, un ingrat et dix aigris. Plus un mécontent en l'espèce, moi-même, qui aurais aimé garder Jamet auprès de moi. Il a dû m'en vouloir profondément, pour se taire ainsi devant Marine et Philippot. Et puis il y avait sa fille France, qui briguait quelque poste, et dont l'avenir dépendait de sa sagesse.

Mon exclusion est un crime moral avant d'être politique, c'est une injustice majeure assénée sans vergogne. Je suis un père que sa fille élimine, je suis le fondateur d'un mouvement que ses successeurs évincent. Marine me doit beaucoup, j'ai sauvé trois ou quatre fois le Front national de la faillite, et en récompense j'ai été exclu. Même une fois exclu, j'ai sauvé la mise à Marine : les banques étant ce qu'elles sont, sans le prêt de quatre millions d'euros que la Cotelec lui a consenti, jamais elle n'aurait pu faire campagne à la présidentielle. Et actuellement, étranglée par la justice, elle me met dans une position financière difficile en tardant à me rembourser ce qu'elle me doit.

Marine s'est débarrassée de moi comme d'une statue encombrante. Mais cette statue était son père. On lui a peut-être soufflé de faire un geste définitif, dont la violence témoignerait de sa capacité à assumer les choix les plus difficiles. Comme la mafia commande un meurtre pour juger son homme et le compromettre en même temps de manière définitive. On lui aura dit, séparez-vous de votre père par un meurtre rituel et probatoire, vous montrerez un caractère de fer, une vertu romaine, et vous aurez un certificat de bonne démocrate.

Ça n'a pas vraiment marché. Ma tête n'a pas été coupée assez ras. À l'Europe, dans la délégation parlementaire désignée pour une visite au proche orient, le groupe où Marine figurait d'abord a été retoqué par Israël, et l'invitation ne fut confirmée qu'après que, par un numerus clausus plus étroit, on l'eut écartée. Elle s'est liée au système par mon assassinat, mais le système ne se sent pas lié par ses gestes de bonne volonté, il lui en demande toujours plus, elle n'a qu'un strapontin au bas bout de la table d'hôte.

Son « parricide » fut aussi une faute. Débarrassés de moi, Marine et Philippot ont tout misé sur leur stratégie stupide, négligeant formation, édition, conseil scientifique. Le FN, dont on a vu la production intellectuelle sur plusieurs décennies, est devenu une sorte de coquille vide. Le tandem y régnait sans contradiction.

La presse d'un mouvement doit être le lieu de l'information et du débat d'idées. Elle n'existe plus. Marine et Philippot n'eurent donc plus d'autre perception de la réalité que leur reflet dans BFM-TV. Et ils prenaient leurs décisions sans tenir compte des instances du mouvement. Le bureau politique, où naguère on m'interpellait parfois rudement, n'était plus qu'une chambre d'enregistrement. Cette dérive dictatoriale du FN, Philippot en fut l'instigateur et le profiteur, comme il l'avoue dans son livre en évoquant « les innombrables moments où, dans l'intimité du bureau [de Marine], celui où nous décidions de tout ». Ils formaient à deux une tyrannie bicéphale, un moineau à deux têtes.

Une autre faute fut de rompre l'unité du Front en rejetant certaines tendances, diabolisées sous le nom générique et frauduleux *d'extrême droite*. Marine aurait dû tenir ensemble toutes les composantes du Front national, tous les brins de la corde. Elle l'a affaibli en en ôtant certains. Elle a détricoté un bon pull qui avait bien servi.

Elle a fait plus grave, elle a cassé l'élan du Front. On a beau jouer avec les mots, dire que tout se vaut et que rien n'est grave, les gens gardent, sous l'hypnose de la société post-moderne, une conscience vague, enfouie, de la morale naturelle. Le parricide, même sans effusion de sang, même symbolique, rebute l'être humain, et plus celui-ci est attaché à la nation, famille des familles nées ensembles, à la patrie, terre des pères, plus le parricide lui fait horreur. Même ceux qui pouvaient penser, avec leur intellect, que Marine devait se défaire de moi, ne peuvent ne pas sentir, avec leur cœur, avec leurs tripes, qu'elle a commis un crime contre nature. Cela explique la tristesse et le départ de certains militants, l'asthénie soudaine des autres. Avant, c'était gai de militer au Front. Des gens y ont consacré leurs meilleures années, sacrifié leur carrière, risqué leur vie. Maintenant il y a les apparatchiks payés et les autres, qui doivent se donner des coups de pied dans le derrière pour continuer d'avancer.

Deux autres fautes ont alourdi les cœurs et jeté le doute dans les têtes.

D'abord, l'obsession de supprimer au plus vite la présidence d'honneur. C'était inutile. Président d'honneur, en quoi gênais-je Marine, en quoi pouvais-je influer, si peu que ce soit, sur la ligne politique du FN ? Moi, président d'honneur, comme dirait ce pauvre Hollande, je n'aurais rien pu faire. La hâte de Marine lui porta tort. Son dossier juridique était indéfendable. Elle était assurée de voir la justice la condamner, me donner raison, ce qui advint. Violant ostentatoirement les statuts, elle allait devoir payer des amendes, des frais, puis des astreintes, puisqu'elle ne voulait pas appliquer les décisions de justice. C'est mauvais pour son image, alors qu'elle est poursuivie par ailleurs. C'est enfin dommage du point de vue politique et familial, puisque, toujours pour éviter de se soumettre à la justice, il lui fallut à plusieurs reprises s'opposer physiquement à ma venue au Carré, fermer des grilles, m'opposer des vigiles. Bref, c'est complètement idiot.

Pourquoi tout cela ? A-t-elle passé marché avec quelque puissance occulte ? Elle n'en aura pas tiré grand bénéfice. Ou bien juge-t-elle vraiment que je suis infréquentable, que je pue, que je suis le diable absolument nauséabond ?

En tout cas cette volonté de rompre fut irrationnelle, j'en veux pour témoin la deuxième obsession du duo qu'elle formait avec Philippot, le changement de nom du FN. Il ne satisfait personne. Militants et médias ont le derrière entre deux chaises, Rassemblement national ne leur vient pas dans la bouche. Ils resteront peut-être comme ces vieilles gens qui ont compté en anciens francs pendant quarante ans.

C'est stupide, mais c'était prévisible.

Notre courant avait deux marques connues, Le Pen et FN. Nos ennemis ne s'y trompaient pas quand ils vomissaient leur haine : « Pour Le Pen, une balle, pour le F Haine, une rafale ».

Marine l'a emporté sur Gollnisch parce qu'elle était dépositaire de la marque Le Pen. Est-ce une raison pour bazarder la marque FN, solide depuis quarante ans ? Croyez-vous que le cognac Hennessy va jeter toutes ses étiquettes pour se rebaptiser Bitru ? Non, bien sûr. Peut-être ses clients habitués et les connaisseurs reconnaîtront-ils peu à peu la qualité de ses produits, mais le temps que le grand public y revienne, l'entreprise aura fait faillite. Rassemblement national ne dit rien à personne. Sans doute l'ai-je utilisé en 1986, mais juste comme titre d'une coalition électorale, sans abandonner l'étendard du FN. Changer de nom est carrément suicidaire, ou carrément imbécile. Ne sachant sonder le cœur et les reins de Philippot, j'hésite encore. À moins que… À moins qu'ils n'aient voulu purger je ne sais quelle

origine démoniaque.

Ces fautes, ces incohérences, ces mystères reviennent en effet à une origine commune, le diable que je suis censé être, et dont il faut se débarrasser par la politique censément géniale de dédiabolisation.

J'ai déjà montré qu'elle n'a pas marché. La levée de boucliers qui a marqué les régionales de 2015, où la gauche a préféré se suicider dans deux régions plutôt que de laisser le FN en prendre la présidence, et le tir de barrage qu'a subi Marine pour la présidentielle de 2017 l'ont confirmé. Aussi dédiabolisée qu'elle se veuille, Marine reste l'ennemie à abattre et ne brise pas plus que je ne l'ai fait le mythique plafond de verre installé par le système.

Florian Philippot est dans le bleu, le *wishfull thinking* caractérisé, lorsqu'il écrit que la dédiabolisation aurait été un « important motif de ralliement à la personne » de Marine. Lorsqu'il ignore que le score décevant du premier tour de 2017 est dû au brouillage de l'image du Front que lui-même et Marine ont provoqué par leur tentative de dédiabolisation qui a gauchi notre message en le délayant.

Inapte à capter les mouvements internationaux de l'opinion, il n'a pas vu que Trump a réussi au contraire en se radicalisant, en devenant le diable qu'on l'accusait d'être, que l'eau que les nationalistes suédois ont mise dans leur vin les éloigne du pouvoir alors que le Chianti Classico de Salvini lui réussit à merveille.

Il me reste à dire que l'inefficacité de la dédiabolisation est inscrite dans son principe. La dédiabolisation ne mène à rien parce qu'elle est absurde. Pour une raison toute simple, c'est que la diabolisation, comme la dédiabolisation, dépendent non du diabolisé, mais du diaboliseur. J'en ai donné un exemple plus haut : l'interdit a été jeté contre moi par le système entre 1983 et 1986 sous différents prétextes, mais depuis 1987, on le justifie par certaines déclarations sur le *détail*. Qui ne voit la grossière entourloupe ? J'ai été diabolisé trois ans avant le fait qui justifie ma diabolisation ! C'est assez dire que ma diabolisation ne dépend pas de moi, de ce que je dis, fais, ou suis, mais de ce que le système a décidé de faire de moi.

Je sais que beaucoup, amis et ennemis, me reprochent d'avoir resservi à plusieurs reprises le *détail*, ou quelques déclinaisons mineures du même thème, par goût de la « provocation » ou par tactique parce que je « voulais pas du pouvoir ». Mais le pouvoir pour quoi ? Y aller, oui, mais sur ses idées ! Le FN, Front national pour l'unité française, était à l'origine au-dessus et en dehors de la politique ordinaire. Un recours pour ceux qui refusent l'assassinat, le suicide assisté, de la France. Une bouée pour ceux qui espèrent perpétuer le destin français. La politique de dédiabolisation, qui se veut finassière, n'est qu'une capitulation intellectuelle. Ce sont les autres qui vous diabolisent. S'ils réduisent la pression, c'est que vous vous rapprochez

d'eux, ou que vous faites leur jeu d'une manière ou de l'autre. Alors, on cesse d'être le modèle alternatif dont la France et l'Europe ont l'urgent besoin. Le FN état naguère une référence nationale et internationale, c'est fini. Quand il arrive au RN de grimper encore, c'est par l'inertie des forces que le FN a jadis libérées. À force de contorsions, le Rassemblement national de Marine paraît aux yeux d'une bonne partie du peuple un parti comme les autres, un morceau de l'élite, des nantis : avec moi, les gilets jaunes se seraient précipités chez nous.

Pour être tout à fait clair, vouloir se dédiaboliser, c'est se conformer aux codes de communication, mais aussi de pensée, de l'adversaire. C'est s'en remettre aux critères de celui qui vous a diabolisé, c'est se soumettre volontairement à la philosophie de votre ennemi, qui vous jugera ainsi à sa convenance. Or, s'il vous a diabolisé, c'est pour vous combattre, et même, précisément, puisqu'il vous a transformé en diable, pour vous abattre. La politique de dédiabolisation, c'est la politique du fusillé qui s'en remet aux balles du peloton d'exécution.

Sixième partie

Et maintenant ?

38. Aujourd'hui

Nul n'a jamais su ni le jour ni l'heure de sa mort, mais l'homme âgé voit bien qu'il touche au port. Chaque jour lui est une grâce dont il ignore si elle lui sera renouvelée, si ses yeux s'ouvriront sur ce monde à l'aube prochaine. Les chevaux de la nuit courent de plus en plus vite. Ils bousculent tous mes souvenirs sur leur passage.

Quand j'ai passé la main à Marine, en 2011, Dilma Rousself était présidente du Brésil, personne ne connaissait Trump ni Salvini, ni n'imaginait Hollande président, Cameron dirigeait une Angleterre qui ne songeait pas au Brexit, on ne parlait que de Fukushima et de Strauss-Kahn. Macron était déjà associé chez Rothschild mais il n'avait pas encore fait fortune. *The artist* était oscarisé. Elizabeth Taylor, Oussama Ben Laden, Peter Falk, Steve Jobs, Kadhafi, Kim Jong-il, Robert Lamoureux, Lartéguy, Brigitte Friang, Ngô Dinh Nhu, la dame de fer qui régna en coulisse sur le Viêtnam du Sud, Jonquères d'Oriola, et Henri Tisot mouraient.

Un souffle a passé et je finis ces mémoires sept ans plus tard. Quelques images furtives de ces dernières années s'arrêtent un instant dans ma mémoire avant de passer, comme salue une troupe de comédiens qui a fini sa pièce. Le naufrage du *Costa Concordia*. Les meurtres de Mohammed Merah. La note financière de la France dégradée. L'affaire Cahuzac, cet extraordinaire strabisme du menteur quand il vous regarde dans les yeux en jurant de son innocence – l'air louche n'est pas une vaine image ! Ben Bella, Schoendoerffer, Brigneau, Olivier d'Ormesson qui s'en vont. La démission de Benoît XVI, la guerre en Afrique, le mariage homo, la Manif pour tous, Snowden et ses révélations, la guerre en Syrie, la mort de Mimoun, Lautner, Mandela, Georges Descrières.

Toujours plus vite, ça se télescope, voici la place Maïdan, la Russie récupère la Crimée, Hollande en scooter chez Julie Gayet se fait prendre par des paparazzis, l'affaire Bygmalion, l'affaire Thévenoud, éclatent. La France écrit dans *Closer* ou au parquet financier l'histoire de ses élites. Sharon et Chancel meurent.

C'est maintenant 2015, l'année de mon exclusion du Front national. Après l'attentat contre *Charlie Hebdo*, la France est Charlie, moi je me déclare Charlie Martel, Syriza remporte les élections grecques, le pape François se convertit officiellement au dogme de l'écologie mondialiste, il publie *Laudato si* et bénit la Cop 21 à Paris. La Hongrie ferme ses frontières aux migrants. Anita Ekberg, François

Michelin, mon ami Pierre Brice qui fut au cinéma le Winetou de Karl May, dont j'ai déjà parlé ailleurs, Pasqua, Lacouture, Aït Ahmed, Ratier et Pierre Bergé meurent.

Depuis, il y a encore eu l'affaire des Panama Papers, la fusillade d'Orlando, l'élection de Trump, les manifs contre la loi travail, la polémique sur le Burkini et sur les vedettes Mistral, l'arrivée de Macron sur le marché présidentiel, le décès d'Alain Decaux, Jean-Pierre Coffe, Cassius Clay, Rocard, Wiesel, Georges Séguy, Jacques Dominati, Fidel Castro, Léo Marjane, Michèle Morgan, Michel Déon. J'avais prévu de ne pas aller au-delà de 2016, mais je dépasse un peu. De ma naissance à la fondation du FN en 1972 il y a quarante-quatre ans, et quarante-sept de 1972 à 2019.

En quarante-sept ans, les stratagèmes du système pour empêcher la volonté du peuple de s'exercer sont toujours les mêmes, pitoyables. Politiques et médias agitent les fantasmes des années trente, ils nous diabolisent et ils finissent par croire au diable, qu'ils soient enfants ou universitaires. Tel est le lot des procès en sorcellerie. J'ai beau être l'une des trois figures françaises, avec Mitterrand et De Gaulle, à émerger de la fin du xxe siècle, j'ai beau être rangé des voitures, l'interdit ne se lève pas, la damnation de la mémoire continue. Ni Villiers, Camus ni Obertone ne me citent, même et surtout s'ils me pillent, tous pétrifiés de peur devant la frénésie de la haine.

Cette frénésie vise aussi Marine et le Rassemblement national, malgré l'eau qu'ils ont mis dans leur vin et les génuflexions qu'ils ont multipliées. Les dernières élections européennes l'ont montré. La macronie a fait feu à boulets rouges sur l'ennemi public numéro un, le populisme, le nationalisme haï : sans l'apport des gilets jaunes, c'en était fini du RN. On retiendra de l'épisode la méthode Macron et le résultat. Le président de la République a sauvé ses meubles en intervenant tout le temps et partout, au-delà du raisonnable, avec des moyens énormes et illégaux, usant et abusant de sa fonction à des fins électorales, en violation de toutes les règles. Malgré cela il n'a pas atteint l'objectif qu'il s'était fixé, battre le RN. Mais sans doute son véritable but est-il de faire advenir à terme la gouvernance mondiale qui lui a délégué le pouvoir en France. Et de ce point de vue, il a réussi à la fois à pulvériser la droite divisée et à ramener la gauche traditionnelle (LFI, PS) à des contingents limités et facilement maîtrisables. Tout en promouvant, à grand renfort de propagande, les écolos, qui sont les nouveaux bien-pensants, la nouvelle gauche, le conformisme d'aujourd'hui et de demain, la chair à canon du mondialisme. Cette piétaille de nouveaux idiots utiles ne s'aperçoit pas qu'elle revendique une imposture, puisque l'écologie véritable, mue par des préoccupations qu'on peut dire de droite, vise à conserver la nature, quand eux-mêmes incarnent un progressisme qui est

précisément la cause principale des atteintes à la nature.

Que me reste-t-il à dire en politique ? Laisserai-je un testament ? Ce serait un grand mot : je vais esquisser ce qui me paraît important dans notre monde et les remèdes que je vois à ses maux. En voici le principal : nous nous trouvons pris dans une révolution qui touche à tout, économie, lois, us et croyances. Conséquence et moyen de cette révolution, un maelstrom migratoire tel qu'on n'en a jamais connu ravage l'Europe. C'est la révolution qui provoque cette sarabande de peuples. Notre déclin ni notre grand remplacement ne sont fortuits.

Les moins de quarante ans ne peuvent ni connaître ni comprendre ce que fut notre horizon, notre souci, notre crainte constants : le communisme. Il a disparu et autre chose advient. Un autre monstre menace, une autre révolution. Cohérente malgré ses mille visages, la révolution mondialiste entend abolir toute frontière, qu'elle soit de nations, d'ethnie, de religion, de sexe, de mœurs, et même, pour certains précurseurs comme les vegans, d'espèce.

Cette révolution du sens commun est proprement insane aux yeux d'un Français classique, mais elle est en marche depuis plus de cinquante ans dans un ensemble d'associations, de cénacles, de société de pensées, elle s'est rodée dans le tiers-mondisme, le marxisme, le gauchisme, le féminisme, le genrisme, et tous les ismes qui n'ont pas de nom. Elle a pour marraine l'ONU, dont les textes semblent si sots lorsqu'ils sortent de presse, si ridicules, si loin de toute réalité, qu'on en rit d'abord, avant de constater vingt ou trente ans plus tard qu'ils prennent effet, qu'ils modèlent le monde à travers lois, mœurs et décrets le plus souvent venus du monde anglo-saxon. Son côté dérisoire la faisant paraître inoffensive, elle peut répandre la révolution en toute tranquillité.

Cette révolution est le triomphe du sectarisme. Nous entrons dans une société manichéenne, où seuls sont habilités à parler ceux qui figurent le Bien. Le noir et blanc y paraît trop nuancé. Cette société monochrome se caractérise par la contrainte et la violence. Puisque les plateaux de télévision sont tenus de transcrire une opinion conforme, et que le système électoral est bloqué, le débat descend dans la rue, où la moindre manifestation se termine en émeute. Il est capital de souligner que les révolutionnaires ne sont pas les protestataires ! Ceux-ci n'apparaissent que par CRS interposés. Dans leurs palais républicains, ils sont l'élite qui prive le peuple de parole. Les CRS ne sont plus des SS, ce sont les prétoriens de Cohn-Bendit.

L'intuition du FN en 1973 était juste : ce qui commençait à nous menacer, ce qui menace aujourd'hui de nous emporter est une rupture morale sans précédent qui vise à créer un homme nouveau. On a troqué le Décalogue contre un catalogue de règles mauvaises qui nient l'homme et le ruinent. Travail, famille, patrie dérangeaient : on a

produit une société de chômage, d'individus déchirés, qu'envahit l'étranger. Les heures les plus sombres de la France viennent. Significativement, l'élite révolutionnaire n'empêche ni les combats de rue ni les innombrables déprédations que commettent les immigrés. Ce mal est nécessaire à l'avènement du monde qu'elle a choisi. Les œufs qu'elle casse pour touiller l'omelette *radieuse* (comme la cité de Le Corbusier) qu'elle nous prépare, ce sont les peuples.

La révolution en marche les sacrifie sur l'autel du libre-échange, pour modeler une planète sans frontières. Les mots de la liberté amènent la dictature. L'empire du Bien, qui prétend établir la démocratie partout dans le monde, produit partout la tyrannie, pour la raison qu'il n'y a de démocratie possible qu'entre égaux. Tout empire multiculturel, multi religieux, multiethnique provoque de telles tensions qu'il induit en réaction un pouvoir fort, une surveillance constante, un vivre ensemble de fer.

Il est en effet très difficile de faire tenir les hommes ensemble. Dans les pays arabes, un régime autoritaire est encore la meilleure solution : quand une minorité occupe le pouvoir, cela l'oblige à collaborer avec d'autres minorités, comme l'ont fait le Baas alaouite en Syrie et le Baas sunnite hier en Irak. C'est la plus raisonnable et la moins inhumaine des solutions, une solution nationale au problème que pose la cohabitation de communautés hétérogènes et souvent antagonistes léguées par l'histoire.

Hélas, dans nos pays, sur le modèle des États-Unis, dans notre Europe, naguère homogène dans sa diversité, se forment, par l'invasion qui nous emporte, des agrégats hétérogènes. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, nous finirons soumis à des dictatures qui arbitreront entre ces communautés comme elles le font ailleurs. En France, en Allemagne, la république sera bientôt un souvenir.

La mondialisation qui s'avance n'est donc pas le développement harmonieux et apaisé de l'humanité, au contraire : c'est le chaos, la guerre des races, la victoire de la misère. Le besoin des hommes de s'organiser a créé les frontières, les secteurs, les nations, les regroupements par affinité, pour leur permettre de vivre ensemble avec le minimum de conflits. Dans notre pays cela n'a pas été une mince affaire. La viabilité et l'unité de la France ont demandé des siècles de guerres. Elles sont aujourd'hui menacées, et le terme de notre destruction est à moins de trente ans.

Les voies de la révolution sont multiples.

L'une est sociale, économique. Il s'agit de la péréquation des richesses dans le monde par le transfert de richesses et de technologies. On appauvrit les pays riches pour enrichir les pays pauvres. Les socialistes des institutions internationales y trouvent leur

compte, les dirigeants du tiers-monde, les capitalistes des multinationales. Ils forment ensemble une caste de mondialistes dominants, fiers de leur argent, de leur pouvoir, de leur habileté et de leur générosité. Les perdants sont les peuples d'Europe, dont le Français. En 1965, une famille vivait avec un salaire. Le travailleur, le moment venu, touchait une pension décente. Aujourd'hui beaucoup ne s'en sortent plus avec deux salaires, et les retraites rétrécissent à chaque réforme.

Une autre voie de la révolution est l'écologisme. Les pontifes du développement durable demandaient depuis les années soixante-dix que l'écologie soit le nouveau paradigme politique et moral : l'encyclique *Laudato si* s'y est ralliée. L'écologisme est un socialisme qui alloue un devoir à chacun, nation ou individu, c'est un communisme qui entend gérer en commun un patrimoine déclaré commun à tous les hommes, la planète.

L'environnement n'est pas d'abord un domaine d'études scientifiques où l'on débat librement des hypothèses, seulement départagées par l'exactitude des mesures et la justesse de l'argumentation, mais la source d'un devoir : nous devons changer notre manière de vivre pour sauver la terre. Or cette injonction se fonde en fait sur un terrorisme millénariste : en 1969 déjà, U Thant, alors secrétaire général de l'ONU, affirmait qu'il ne nous restait plus que dix ans pour sauver la planète, et à en croire les prévisions du club de Rome, cela fait déjà trente ans que celle-ci ne peut plus se nourrir. Les récits d'horreur les plus ébouriffants se sont succédé. Le dernier en date est le réchauffement climatique. Il a succédé à l'hiver nucléaire, aux pluies acides, à la disparition de la couche d'ozone, etc.

Je ne dis pas qu'il ne faille pas ménager notre environnement. Je ne dis pas qu'il ne faille pas observer le climat. Je ne nie pas même qu'il se soit réchauffé à partir de la fin de ce qu'on appelait en histoire du climat, pour la période qui va de la Renaissance au milieu du XIXe siècle, le petit âge glaciaire. Je crois qu'on s'accorde sur un réchauffement de 0,7 % au XXe siècle. Comme souvent quand on entre dans le détail, c'est aux spécialistes de confirmer la chose. Deux questions se posent : est-ce que cela va continuer, d'abord, et ensuite, l'homme est-il la cause du réchauffement que l'on constate ?

La première ouvre une controverse qui dépasse mes compétences, même si je note qu'après plusieurs Russes, quelques savants anglais nous annoncent un petit âge glaciaire.

Quant à la seconde, de nombreux scientifiques, non des moindres, estiment que l'activité humaine n'est pas un facteur déterminant des variations de climat. Cela se comprend aisément : les volcans, le soleil ont une autre taille que nos usines, et même que la sidérurgie chinoise. Les phénomènes naturels sont titanesques, nous ne sommes

que des hommes, ce n'est pas la même échelle de grandeur. Si l'on se tourne vers le passé lointain, on sait que l'eau était chaude aux pôles voilà quelques millions d'années. Dans l'ère historique, on se souvient de « l'optimum climatique » du XIIIe siècle, on note que Groenland signifie pays vert et que plusieurs hameaux habités au Moyen Âge gisent sous nos glaciers des Alpes. Si on observe le temps court, on s'aperçoit que le nombre d'ours blancs a quintuplé depuis les années soixante-dix.

Cela rappelé, je déplore que l'industrie, l'agriculture, le bétonnage, des habitudes irréfléchies de consommation, les transports sous l'emprise de la bougeotte, polluent et gaspillent. J'approuve tous les dispositifs techniques qui remédient à ces fautes.

En somme je suis pour la défense de l'environnement et contre l'écologisme.

La propagande autour du réchauffement est une méthode d'agitation des esprits, un levier révolutionnaire. Elle détourne l'attention de faits capitaux, que la révolution masque parce qu'elle veut les faire advenir. Les grandes peurs de fléaux imaginaires remplacent la nécessaire vigilance devant les vraies menaces. En 1969, le charlatan U Thant vaticinait à vide sur l'avenir de la planète. En 1973, le premier tract du FN sur l'immigration disait : *Avant qu'il ne soit trop tard*. Le mensonge écologiste a servi de leurre pour masquer notre juste diagnostic. Pendant qu'on amuse la galerie avec l'effet de serre, on ne parle pas de l'invasion de l'Europe. La révolution mondialiste tient aujourd'hui notre continent sous la botte de l'écologisme alors que nous, les visionnaires, sommes injustement vilipendés. On force le peuple à se vider les poches pour changer le climat, auquel il ne peut rien, pendant que les politiques laissent faire une invasion qu'ils avaient le pouvoir et le devoir d'éviter.

La propagande écologiste sert aussi et surtout à imposer le projet mondialiste. Pour sauver la terre, on nous souffle de changer d'habitudes. Il nous faut *être* autre chose. Nous soumettre à une autre loi. Une nouvelle morale et une nouvelle politique, y compris fiscale. Un nouveau « paradigme ». C'est une arnaque géante pour justifier une dictature. Je ne crois pas au réchauffement global d'origine humaine. Le rôle du GIEC est central dans cette manipulation : en essayant de faire croire à la catastrophe, il parvient à la fois à orienter des choix industriels et économiques et à imposer des décisions politiques, tout en habituant les peuples à un arbitrage supranational des problèmes.

Ce système révolutionnaire ronronnait gentiment jusqu'à ce que l'obligation de la transition énergétique augmente exagérément les impôts : la révolution a commis là une erreur tactique. Les gilets jaunes en furent le révélateur.

Il existe bien d'autres voies de la révolution mondialiste. La monnaie. La santé. La nutrition. L'éducation. La maîtrise de l'information, des médias bien sûr, mais aussi des réseaux de toute nature. Tout ce qui compte, protège, informe et forme. La révolution mondialiste avance au nom du Bien. Jamais sans doute, même en 93, même en 17, un tel ramas d'imbéciles, d'idéologues et de salauds ne se sont pris pour le Bien.

Cette révolution se propose explicitement de détruire la civilisation européenne telle que nos ancêtres l'ont entendue. Elle a le soutien explicite de l'ONU, de Bruxelles et de l'OTAN. Elle se fonde sur des présupposés moraux et philosophiques que 1968 et l'extrême gauche américaine ont mis au goût du jour. Elle prépare un monde dont nos peuples ne veulent pas. Mais le totalitarisme vainqueur n'a cure de la souffrance des nations. Il n'y a pas eu de Nuremberg pour Marx, Lénine et Staline, il n'y en aura pas pour Hollande, Cohn-Bendit, Hamon, Mélenchon, ni Schulz ni Merkel. Ils commettent leur crime contre la civilisation sous les louanges des médias. Ce sont nos enfants et petits-enfants qui en auront les dents agacées. Avant de quitter le Parlement européen, antre de toutes les lâchetés, de toutes les niaiseries et de toutes les magouilles du mondialisme, j'ai fulminé : « La postérité vous maudira. »

Je suis un incorrigible optimiste. Cette phrase suppose en effet qu'il y ait une postérité, qu'elle se souvienne de nous, qu'elle comprenne ce qui s'est passé, qu'elle prenne notre parti. Quatre paris qui ne sont pas gagnés d'avance, mais le monde est absurde sans espoir. J'assigne les assassins de la France dans quarante jours devant le tribunal de Dieu.

39. La menace imminente

Le cœur de la révolution est le changement de population. Il amène plus vite le plus grave danger. Il touche au plus intime de l'homme, la génération, la famille, en même temps qu'à la science sociale la plus fondamentale, la démographie, qui commande toutes les autres, et au plus profond des mystères de Dieu, l'incarnation.

La vie, l'esprit, l'amour, la haine, les civilisations ne sont pas des idées. Elles s'incarnent dans des hommes. C'est pourquoi sont si importants le changement du monde par les migrations et le changement de population qui affecte la France. C'est pourquoi la démographie est le domaine que j'ai le plus traité dans ma carrière, dès les années cinquante quand j'étais en Algérie. Or l'humanité abritait alors trois milliards d'hommes, elle en compte huit milliards aujourd'hui, et le mouvement ne se ralentit pas aussi vite que ne le prédisaient les docteurs Tant mieux. Le nombre des habitants des pays pauvres croît sans cesse, même si l'on peut conjecturer que leur taux de fécondité décroît lentement. Cela nous prédit de terribles violences quand ils voudront monter toujours plus nombreux vers l'Europe, qu'ils croient un eldorado quand ce n'est plus que le radeau de la Méduse.

Je ne veux plus m'y étendre en détail, j'ai écrit je ne sais combien de notes, résolutions, articles, programmes à ce sujet. Rappelons juste que le nœud de notre destin est le grand remplacement. De plus en plus d'Européens ne sont plus des Européens. Pour donner un seul exemple, plus de dix-sept millions de « Français » ne sont pas nés en France, et bien des « Français » nés en France ne le sont que de papier : aujourd'hui un Français sur trois né sur le territoire de la métropole a pour ascendant direct un (ou deux) parent né au sud de la mer Méditerranée.

Le système dispose d'un réseau de faux experts à l'air docte pour tromper le public et nier les faits. Un Attali ment quand il présente l'immigration comme arrêtée, un Weil aussi, un Hamon ment quand il en prend pour preuve que la proportion des étrangers ne varie pas. Ils mentent et ils ajoutent au mensonge le mépris de ceux qui les écoutent. En effet la proportion d'étrangers, dans un pays qui naturalise, n'est pas la bonne mesure du changement de population, ni le nombre des cartes de séjour dans un pays où pullulent les clandestins et où l'on ne vérifie pas les visas de tourisme expirés. En comptant des papiers, on ne compte pas des hommes.

Les considérations sur le solde migratoire sont également hors de saison, car un solde est une valeur arithmétique qui ne dit rien des hommes qui partent et de ceux qui arrivent. Les dissertations sur la transition démographique ne convainquent pas plus, car si, pour l'instant, les familles africaines ont en moyenne moins d'enfants en France qu'en Afrique, ce qui peut changer, elles en font cependant nettement plus que les familles des Français de souche.

La démographie n'a jamais quitté mes préoccupations. J'avais lu Sauvy et quelques autres, que j'ai consultés pour affiner mes intuitions. Jacques Dupâquier était le plus connu, mais d'autres étaient tout aussi brillants, je pense à Bourcier de Carbon, bien qu'il fût un orateur exécrable. Leurs recherches et leurs résultats sont accessibles à tout esprit qui s'y intéresse.

Cependant le peuple se méfie des chiffres tout en nourrissant une révérence superstitieuse pour les clercs au parler obscur. L'amphigouri lui en impose. Heureusement, les rues renseignent l'homme de la rue. Sur les marchés, les blancs grisonnent. Dans le métro, à certaines heures sur certaines lignes, il n'y en a plus. Seul l'allongement de la vie maintient l'illusion que la France perdure. Et cet affaissement de la natalité ne date pas d'hier. Quand j'étais enfant, en Morbihan, on trouvait encore des familles paysannes de quatre ou cinq enfants, mais j'étais enfant unique et mes copains avaient au maximum un frère ou une sœur. Depuis Napoléon, notre pays est entré dans l'hiver démographique. Le baby-boom fut une divine surprise.

C'était un devoir de répéter cette vérité d'évidence que l'université sera demain forcée de reconnaître : a lieu en France une invasion d'une ampleur et d'une promptitude qui n'a aucun antécédent dans l'histoire et qui menace de bouleverser, avec le corps du pays, son âme ; avec la population, la civilisation. Le destin de la France va changer parce que ceux qu'on nomme par habitude Français ne le sont plus.

L'immigration est un fait créateur autant qu'un flux destructeur. C'est Shiva et Vishnou en même temps. Elle détruit la société existante, elle accélère la décadence dont elle est le fruit pour créer un nouveau monde.

Or l'avenir est à la masse la plus nombreuse et la plus jeune. Plus d'un tiers des enfants qui naissent en France a son origine au sud de la Méditerranée. Le prénom le plus utilisé en Île-de-France, comme à Bruxelles, est Mohamed. Obertone, Zemmour, Camus, Onfray, Finkielkraut, Villiers, voient aujourd'hui ce que nous montrions voilà trente-cinq ans ; jusqu'à l'institut Montaigne s'en avise. Faut-il qu'ils aient peur pour que la taie leur tombe des yeux ! Je ne déteste pas les carabiniers d'Offenbach, mais je les avertis : ça va flinguer, maintenant, y compris sur les guerriers d'opérette ! La troisième guerre mondiale sera démographique. Elle l'est. Elle est engagée, et

mal, du point de vue de l'Europe boréale.

Parmi les facteurs aggravants de l'invasion figure l'islam. Écartons le mot islamophobie. Il est aussi mal fait, si l'on veut dire des choses précises, que le mot antisémitisme. Et aussi utilisé pour semer la confusion politique.

Si l'Arabie saoudite veut pratiquer l'islam, pourquoi pas ? Les règles de l'islam en revanche ne doivent pas s'appliquer en France. Chacun maître chez soi. La paix d'Augsbourg fut une mauvaise paix, mais qu'auriez-vous préféré ? Continuer la guerre ? Depuis, l'Europe s'est habituée à ce que chaque royaume décide de sa religion.

Le drame est que l'islam est beaucoup plus qu'une religion. C'est un composé de religion, de droit, de prescriptions morales contraignantes et de pouvoir politique qui couvre toute la vie des hommes, c'est un totalitarisme au sens propre, Maurras l'avait dit dès 1933 en le comparant au national-socialisme. Il ne distingue pas, comme le fait le christianisme, entre temporel et spirituel. Nous avons eu des curés et des évêques embêtants, des inquisitions inquisitrices, etc., mais c'étaient en quelque sorte de mauvais exécutants. Notre Seigneur a dit : *rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu*. Il n'en va pas de même dans l'islam. Les musulmans que nous jugeons abusifs, ou radicaux, ou intégristes, ne font qu'appliquer le Coran et la charia.

Je n'ai pas mesuré cela étant jeune officier en Algérie ou à Suez. Les individus musulmans me plaisaient par leur sincérité, leurs mœurs, même si je pensais alors que beaucoup d'entre eux avaient un retard socioculturel semblable à celui de mes grands-parents. Si j'ai présenté Ahmed Djebbour à Paris en 1957 à la députation c'est qu'il avait choisi la francisation. Il s'est marié selon le Code civil, non la charia. J'ai du respect pour les musulmans, je ne puis tolérer l'invasion de la France par l'islam. Je ne puis tolérer non plus qu'on récrive l'histoire abusivement comme le font nos prétendues élites pour nous faire avaler leur détestable politique. Comment supporter qu'un Frans Timmermans, adjoint au président de la Commission, le top du top de l'européisme en principe, dise que l'islam a sa place en Europe « depuis 2000 ans », alors que dès son apparition au VIIe siècle (il y a un peu moins de 1 400 ans) cette entité spirituelle et temporelle fut l'ennemie de notre continent et de sa civilisation ? Si le ridicule tuait, Bruxelles serait une ville morte.

Le voile, et tous les interdits dits ou non dits qui s'y trouvent liés dans les sociétés musulmanes, fut l'un des freins les plus évidents à l'intégration dont nous avons rêvé en Algérie. Entre les communautés européenne et musulmane, il n'y avait pas de mariages mixtes, pas de relations sexuelles envisageables ni souhaitées, hormis dans la haute bourgeoisie arabe et kabyle. La religion musulmane imposait un

développement séparé, en anglais *apartheid*, par le voile et tout l'appareil de séparation qui l'entoure. Or les relations sexuelles sont un pont d'une communauté à l'autre. Le voile est un mur plus efficace que les projets de Trump.

Le voile est un accessoire capital dont beaucoup ne voient pas le sens. À quoi il sert *surtout*. Certaines musulmanes parlent de *modestie*, les féministes de *soumission au patriarcat* : or il s'agit d'abord d'un signe d'appartenance à une communauté, à une société. Il est donc bien évident qu'aujourd'hui dans les banlieues c'est un instrument de conquête. Cela fut toujours un objet politique. Pendant la bataille d'Alger, je parlais à mes taulards. Je leur disais :

– Si vous voulez que vos femmes puissent venir vous rendre visite, pas de Haïk (ce mouchoir qu'elles mettaient devant le visage).

– Oh, ça, c'est pas possible.

– Si, c'est comme ça. »

Et très vite ça s'est fait, et ils s'y sont faits parce que c'était à prendre ou à laisser et qu'ils étaient au fond demandeurs. J'ai pensé à étendre la chose à la ville, j'ai consulté pour l'occasion un ou deux imams, parce que c'est là que se situait le barrage physique à l'assimilation. Les imams me disent :

– Il ne faut pas toucher à la religion, cela provoquerait des réactions incontrôlables.

– Et si c'est l'armée qui le fait ?

– Ça marchera, car nous la respectons. »

Nous allons voir Massu :

« Mon général, vous devez prendre un arrêté interdisant le haïk dans la ville d'Alger. »

Il gamberge une minute et répond :

« Oui, c'est une bonne idée. »

Par la suite, hélas, il a pris le conseil des spécialistes et a renoncé. La république est toujours pro-musulmane, pour faire équilibre aux chrétiens. Concrètement, dans l'histoire, la laïcité républicaine consiste à rabaisser les chrétiens. Après le 13 mai, beaucoup de femmes algériennes se sont libérées elles-mêmes, elles ont jeté et brûlé leur voile. Puis, à l'indépendance, l'obscurantisme a repris le dessus. Il se transporte aujourd'hui chez nous. La France se couvre de femmes voilées. Dans les conditions actuelles de l'épure, la bataille de l'espace public est perdue. L'immigration et l'islam ont remodelé nos villes.

Nous le devons à la trahison des politiques. C'est à l'initiative des maires et en contournant la loi de 1905 que sont construites les mosquées, c'est à l'initiative du maire de Paris que la ville déborde de la chienlit des migrants, c'est avec la bénédiction de la gauche qu'on a importé des esclaves, des syndicalistes, des meneurs révolutionnaires, des communautés rebelles, chair à canon de la révolution trotskyste,

vache à lait du grand capital. C'est l'UMPS toute entière attachée à la proie du pouvoir qui a couvert la France de femmes voilées et de barbus, qui a fait de l'islam son maître.

Le féminisme dans cette tourmente, avec le changement de mœurs dont il fut l'un des hérauts, est à la fois un facteur de l'invasion/islamisation et une cible de l'islam. Sous l'influence féministe, nos femmes pensent et vivent autrement, elles font moins d'enfants, produisant le vide où s'engouffre l'invasion. Mais la société ainsi façonnée devient la proie à la fois convoitée et méprisée des envahisseurs. Les prédateurs se ruent sur les européennes qu'ils appellent « putes ». Notre inversion morale, décrite par la caste dominante comme un progrès, une libération, est un objet d'horreur pour l'islam. La communauté LGBT, les homosexuels masculins en particulier, sont l'objet d'une véritable chasse à l'homo de la part des envahisseurs musulmans, ce qui pousse les homosexuels dans les bras des mouvements populistes – mais ne nous met pas à l'abri de l'hostilité LGBT, car il y a un monde entre l'homosexualité et l'idéologie homosexualiste.

L'islam nous perçoit comme une décadence et c'est un exercice intéressant de déterminer dans quelle mesure il a raison. Il est certain que les encadrements virils de la société masculine ont cédé chez nous, service militaire, non-mixité à l'école et dans les mouvements scouts. Jusqu'au plus haut niveau de l'État, il y a une espèce de déification des caprices de l'individu, une complaisance pour ce qui est sans forme, sans durée, sans devoir. Hollande et Royal ont illustré cette décadence en se dispensant de se marier et de s'intégrer ainsi à la société, par cette espèce de distance méprisante que prennent les prétendues élites intellectuelles avec les rites traditionnels. La chose est devenue carrément insupportable quand Hollande fut devenu premier magistrat de la République.

Quand la tête s'abandonne, le corps souffre. Hollande a discrédité la république dont il avait plein la bouche. Il a complètement déconsidéré le pays dont il était le président et l'État dont il était le garant. On ne doit pas s'étonner après cela que ses agents soient méprisés, caillassés, lynchés, flambés. Quand Jocrisse est à l'Élysée, on tue dans la rue les petits fonctionnaires.

Jeune écornifleur de la Cour des comptes monté en graine, Hollande fut le premier président bobo des bobos. Le bourgeois bohème profite dès le berceau des avantages de l'ordre (ne serait-ce que parce qu'il est incapable de prendre une baffe ni d'en rendre une), mais sape l'autorité qui fonde l'ordre et méprise les agents subalternes qui la servent, en premier les policiers. Le mépris de la police est la pierre de touche de la bobocratie. On a touché le fond de cette maladie mentale quand Hollande rendit visite à Théo, ce criard louche

qui a pris un malencontreux coup de matraque en se rebellant contre des policiers qui faisaient leur devoir.

Ou quand une petite bande de fils de famille a failli faire brûler un policier dans sa voiture.

Il y avait là notamment un arrière-petit-fils Bernanos et d'autres rejetons d'intellectuels et de profs, mains blanches, cœur en sautoir et têtes molles. Le principal accusé, contumax, a pris sept ans. La presse a trouvé ça trop dur. Moi, je pense qu'ils auraient dû passer aux assises. Parce qu'il y avait volonté manifeste de meurtre, que le tribunal a masquée en utilisant un vocabulaire flou et faux. Les jeunes nervis ont lancé des engins incendiaires, pour cramer les flics. On les a déclassés en « engin fumigènes ». C'est un mensonge. Ce que voulaient les assassins en puissance, ce n'était pas la fumée, c'était le feu, et la preuve que ce n'était pas pour rire, c'est qu'ils ont bloqué les portes de la voiture. Le policier a eu la peur de sa vie avant de pouvoir s'extraire.

Les Antifas ont pris la suite des SCALP, ce sont les mêmes types d'hommes, la même forme mentale, la même origine sociale, les mêmes méthodes violentes, la même prétention au bien, et la même lâcheté fondamentale. Ils portent cagoule, comme l'islam couvre le visage de ses femmes, comme les canailles qui lynchent les policiers. En France, pays des hommes libres, les hommes libres combattent à visage découvert, alors que les criminels en cavale se faufilent sous leur burqa, de même que la vermine antifa se cagoule. Cette vermine acquiert au fil des violences une expérience du combat de rue qui manque aujourd'hui à ce qu'on appelle l'extrême droite. La police du régime les entraîne manif après manif, elle les tolère parce que ce serait la force de frappe éventuelle de la gauche en cas « d'événements », comme on parlait voilà soixante ans des « événements » d'Algérie.

L'État sait que l'affrontement est proche. Dans les années quatre-vingt, le Front national dénonçait les quartiers de non-droit, les réseaux et les arsenaux qui se montaient en banlieue, le soutien apporté par un Premier ministre, Laurent Fabius, aux milices juives, la constitution de milices musulmanes que décrivait un peu avant ses pairs un commissaire, Pellegrini. Les politiciens ont longtemps dénoncé notre « alarmisme », notre façon de « jouer sur les peurs » pour entretenir notre « fonds de commerce ». C'était une misérable rhétorique de sophistes. La réalité était telle que nous la décrivions, elle s'est imposée à leurs yeux.

En 2005, les émeutes de banlieue ont donné lieu à un traitement médiatique énorme, et un grand déploiement des forces de l'ordre. Depuis, les médias déplorent assez souvent le désordre de nos banlieues et de nos villes. Moi, j'avoue que ce qui me surprend, étant

donné l'état démographique et social de notre pays, c'est au contraire l'ordre qui règne en France. La France est d'une tranquillité terrible, proprement incompréhensible. Cette tranquillité est à mon sens à la fois factice et fragile. Elle ressemble à ce calme avant l'orage où même les chiens et les moustiques se taisent. Elle est entretenue je crois par l'État complice de ses ennemis. La drogue, dans nos banlieues, n'est pas un problème, c'est la solution qu'a choisie l'État pour assurer sa paix civile.

Les banlieues sont tenues par les gangs, il leur arrive de faire des démonstrations de force Kalachnikov à la main, et de fermer leur territoire à la police malgré les rodomontades des ministres de l'Intérieur successifs. L'État écoule de la drogue par les grands frères, qui vivent comme des caïds et tiennent les banlieues. L'affaire d'Air Cocaïne était peut-être liée à cela. Avec l'argent de la drogue, l'État achète un ersatz de paix civile.

Avec cela l'insurrection est proche. Mais laquelle ? La presse de Macron nous amuse avec les conspirations d'ultra-droite. C'est un pur fantasme de bobos. Le président de la République tourne ses batteries du mauvais côté, il les braque sur des assaillants imaginaires. Naguère, nous avions un bon vivier d'anciens combattants. Il n'y a plus personne. Les Français de souche n'ont pas l'organisation ni le mental pour s'insurger. Ils ne sont pas armés, ils ne s'entraînent pas. Ceux qui peuvent le faire sont les autres. Les non-Français de souche. Originaires pour la plupart d'Afrique. Depuis des années leur nombre croît sans cesse en même temps que leur ressentiment contre la France, que la France encourage à l'école. Sous couleur de les occuper, des associations subventionnées les forment en outre aux sports de combat. L'État pousse l'obligeance jusqu'à payer la formation militaire de ses ennemis.

Il en découle que les forces de l'ordre ne sont plus les maîtresses dans des centaines de quartiers. La violence des arrivants croît très vite et agit sur les arrivés qui étaient un peu francisés, donc beaucoup plus mous. J'ignore quel est le niveau d'organisation de ces bandes. Les réseaux de Rédoine Faïd, montrent cependant une réelle intelligence et une grande efficacité.

Et puis regardons une carte. Paris avait jadis une ceinture rouge, elle est verte aujourd'hui. La capitale est encerclée et pénétrée par la racaille islamiste. Des cités homogènes et hostiles, d'ailleurs armées, se sont formées. C'est une menace d'affrontement, pire, de sécession.

Mais ce danger n'est pas encore perçu de l'opinion admise à s'exprimer. La caste politique préfère encore, dans l'ensemble, se taire. Il devient cependant si évident que l'ancien ministre de l'Intérieur Gérard Collomb l'a perçu. Il a eu le courage extraordinaire pour un politicien (il faut dire qu'il était démissionnaire) de la reconnaître :

« Aujourd’hui, on vit côte à côte. Je crains que demain on vive face à face. »

La guerre fermente, elle va lever.

Ce sera une guerre intérieure, elle opposera les Français aux étrangers présents sur le sol français. Elle comportera une guerre civile entre les Français patriotes et les collaborateurs de l’ennemi, qui tiennent aujourd’hui tous les corps constitués. Beaucoup de livres d’anticipation ont parlé de la chose, avant et après *Soumission* de Houellebecq. Trois conjectures sont retenues plus souvent que les autres, la sécession locale d’une minorité adepte de quelque idéologie religieuse, l’intervention militaire sur notre sol d’un pays qui y aurait plusieurs millions de ressortissants, et l’arbitrage d’une coalition internationale pour ramener la paix ainsi troublée.

Ça ou autre chose, l’insurrection populaire qui menace ne sera pas la nôtre. Qui de nous s’insurgerait ? Nous n’avons plus de classe ouvrière, plus de classe paysanne, plus de classe moyenne. Aucun groupe politique ou religieux vivace et organisé ne nous représente.

Or la situation est si tendue que les infirmiers, dans certains endroits, portent des gilets pare-balles, et il en faudra bientôt à mon sens pour les curés, les pompiers et les employés du gaz. Si quelque chose se produit, les nôtres risquent d’être égorgés dès le départ.

La seule catégorie populaire capable de se soulever aujourd’hui, c’est la masse des millions d’immigrés. Certaines populations ne se définissent plus par leur race, leur nationalité d’origine ni leur religion, elles se définissent comme non françaises, et ce sont elles qui peuvent s’insurger.

Si les banlieues bougent, l’État ne pourra rien faire. Étant donné la nature du combat de rue, et les exigences humanitaires et légales des démocrates, il faut dix fois plus d’hommes aux forces de l’ordre qu’aux rebelles. Faites le calcul. Si l’on compte 200 000 hommes répertoriés sur le papier, avec les vacances et les 3/8, cela fait 50 000 hommes opérationnels disponibles, à tout casser. Or la qualité en est médiocre. Et fragile. Notre société fait des policiers français des cibles. Ils sont identifiés par la racaille des banlieues, leur domicile, leur famille sont connus ; de même les surveillants de prison par les détenus, en grande majorité issus de l’immigration musulmane. Il suffirait de troubles importants dans une ville pour occuper l’ensemble de nos forces de police.

Et si l’émeute frappe cent villes ?

En outre, c’est le plus grave, les troupes françaises opérationnelles sont à l’étranger, les réserves très faibles. Militaires et politiques ne tiennent aucun compte de l’expérience. On a gagné en Algérie, mais avec quelle supériorité de nombre et de matériel, et avec de nombreux régiments d’élite ! Or l’armée française, réduite par Mitterrand, a été

détruite par Chirac. Ce n'est pas qu'un problème d'effectifs ni d'argent. L'esprit de défense qui fut longtemps notre force n'existe plus sauf dans la tête de quelques officiers. C'était le produit d'une longue formation par la société, la famille, l'école : elle manque aujourd'hui et il disparaît.

Nous oublions ordinairement que notre civilisation est aussi fragile qu'elle est complexe. Notre sécurité ne tient qu'à l'impréparation de nos adversaires potentiels. Je n'ai pas de conseil à donner aux terroristes, mais enfin s'ils potassaient un peu leurs manuels, ils pourraient faire « mieux ». Tu places quarante kilos d'explosifs là et là, et tu fais 5 000 morts. Sans parler du nucléaire qu'on peut assez facilement acheter sous le manteau.

Maintenant, y aura-t-il guerre ? Entre le continent boréal qui s'étend de Gibraltar à Vladivostok et ses envahisseurs il n'y aura conflit que s'il y a résistance, or nous sommes très largement pénétrés, et les structures de collaboration, nombreuses et riches, veillent à accentuer le phénomène. L'État suit une politique constante de trahison, et les dirigeants de la société civile s'y associent. C'est peut-être la raison de notre drôle de paix civile : c'est que l'islam conquérant, estimant la guerre déjà gagnée, il n'a plus qu'à laisser évoluer la situation d'elle-même.

La farce des *migrants* est édifiante. On nous attaque, et nous parlons droits de l'homme et photos d'enfants, nous légiférons sur la limitation de vitesse sur les routes de campagne ! Et nous avons le front de moquer les Byzantins qui dissertaient du sexe des anges quand le Turc était aux portes ! Ils entrent, ils fraudent, ils frappent, ils volent, ils violent, ils brûlent, ils tuent, et de niais vieillards, qui se sont spécialisés dans la fausse charité pour échapper à l'ennui et au mépris d'eux-mêmes que leur inspire leur existence, accompagnent cette folie de nigauderies lénifiantes.

Je n'insisterai pas, je me tais d'ordinaire pour ne pas désespérer ce qu'il reste de patriotes, mais nous sommes très mal placés pour remporter une guerre éventuelle. Dans les années quatre-vingt nous avons eu une fenêtre de tir pour en sortir. Aujourd'hui, l'état des forces, démographiques, culturelles, politiques, financières est tel que l'issue la plus probable à notre histoire est l'ère chinoise. Derrière la déferlante subsaharienne se profile la colonisation chinoise. La fin du siècle sera chinoise, sauf guerre atomique qui ferait trois ou quatre milliards de morts, ou pandémie qui balaie le monde.

Nous devons peut-être habituer notre esprit à la fin de la France. Pour un homme de ma génération, c'est une sorte de mort. Nous sommes habitués à considérer les *Gesta Dei per Francos* depuis mille cinq cents ans. Nous, Français de France amoureux de la France, que nous fussions chrétiens ou non, croyants ou non. Le suicide de

Dominique Venner à Notre-Dame m'a beaucoup frappé. C'était un homme d'une grande intelligence et d'un grand courage, sincère mais désespéré. Il a choisi le bâtiment le plus représentatif de notre civilisation européenne, chrétienne et disons-le, française, pour donner à son acte le plus grand écho. Cet athée païen a choisi pour son appel au secours de la nation le maître-autel de Notre-Dame de Paris. Il n'était pas croyant mais n'ignorait pas la force des symboles. Les Femen non plus, qui sont venues mimer l'avortement avec un morceau de foie à la même place.

Tous les témoins de l'armistice de 1918 ont noté une chose le matin du 11 novembre, une chose impensable durant plus de quatre ans de guerre, le silence. La paix s'annonce par le silence de mort qui suit le grondement continu du canon. Puis tout de suite après, les cloches, la vie retrouvée, relancée à toute volée depuis le gros bourdon de Notre-Dame. C'est de Notre-Dame de Paris qu'est parti cet extraordinaire ébranlement qui a rendu la joie à toute une nation.

Las, trop de sang avait été versé. La France a été touchée sans remède en 14-18, humiliée en 1940, elle est peut-être morte à Diên Biên Phu.

J'ai vécu cette agonie, de mon enfance à ma caducité. La France saignée va vivoter dans l'asthénie entre les deux guerres et se déchirer après la Libération, se prolongeant un peu dans sa tentative de défendre l'empire colonial qu'elle croyait sa grandeur. Elle aura le mérite de lutter jusqu'au bout. Ensuite, De Gaulle a eu l'ambition d'en faire la patronne des non-alignés entre les deux blocs, pour lui conserver un destin international, mais comme il avait divisé le pays et dégoûté les meilleurs, il a finalement liquidé l'Empire sans rien construire d'autre. Quant à ses successeurs, il n'est même pas nécessaire d'en parler.

Dommage. La France a un caractère magique, ou marqué par le ciel, elle a une image unique, un rayonnement sans rapport avec sa force économique, militaire, politique. C'est un destin, une force qui va, dirait Hugo. Ni les piètres réalités que découvrent les touristes, ni les images de la télévision, les rats dans les rues, les campements de migrants, leurs déchets, leurs déjections, la gueule des misérables qui organisent cela, la mauvaise qualité de nos dirigeants, pauvres ratés qui souillent notre pays jour après jour, n'ont encore dégoûté le monde de la France.

Ne croyez pas que j'exagère. Au contraire. J'euphémise plutôt. Quand finit l'empire romain d'Occident, beaucoup ne surent pas ce qui advenait. Les propriétaires des grandes villas où l'on vivait quasiment en autarcie croyaient continuer comme avant. Plus on montait dans la hiérarchie politique plus l'illusion gagnait. Le patrice Aetius qui contribua à la victoire des champs Catalauniques sur les Huns, et plus

tard Clovis, croyaient continuer l’Empire. Nos contemporains ne savent pas qu’ils ont changé de monde, qu’ils vivent dans autre chose qu’il y a trente ans.

Un affaissement interne a précédé l’invasion, qu’elle accentue. La décadence appelle l’immigration, qui l’aggrave. Toutes les structures mentales, psychiques, morales, politiques, des Français sont catholiques, et l’ordre politique s’est affaissé avec l’Église catholique. Nous avons subi une incroyable révolution de nos mœurs, de notre définition du bien et du mal. Le reste a suivi.

Que faire, maintenant ?

Peut-on faire quelque chose ?

Rien en tout cas si l’on garde le cadre politique et juridique d’aujourd’hui.

Nul ne peut même expulser un hors-la-loi. Vers ou ? L’Italie, l’Espagne, l’Allemagne, la Belgique, le Luxembourg ? Les prises de bec entre Macron et Salvini montrent l’inanité de la chose. Et comment ? Impossible de faire monter dans un avion un type qui s’y refuse. S’il hurle et se débat le pilote ne décollera pas. Les associations ad hoc interviendront, mettront l’envahisseur au courant de ses droits imprescriptibles, et le bobo envahi se solidarisera avec lui contre la police.

Libérer notre pays de l’invasion demande par hypothèse de tout changer. Dénoncer les traités internationaux qui nous entravent, dissoudre les institutions gagnées à l’immigration, Conseil d’État, Conseil constitutionnel. C’est une révolution d’une ampleur inouïe, un tremblement de terre juridique et politique. Pour avoir la moindre chance d’aboutir, il faut sortir de la prison de Bruxelles. L’URSS B qu’on y construit est inamendable. Le Parlement européen est l’endroit du monde où le droit est le moins respecté. C’est un coupe-gorge avec de la moquette.

Après ? On ferme les frontières, on sécurise l’armée et la police par une sélection appropriée, on jugule le tissu des associations qui travaillent à l’invasion. Puis ceux qui entreront chez nous de manière illégale n’auront droit à rien. Ni logement, ni travail, ni école, ni assistance sociale. Rien.

C’est simple, et tout d’exécution. En admettant que nous trouvions les forces physiques pour le faire, en avons nous la force morale ? Aurons-nous la fermeté d’aller jusqu’à la cruauté si elle devient nécessaire ? Si les pays du Sud continuent à déverser leurs « migrants pacifiques », que ferons-nous ? Quand ils arriveront, coulera-t-on leurs bateaux ? Si on ne les coule pas, c’est foutu.

C’est au peuple de répondre. Peut-il encore se dresser, trancher les mille liens lilliputiens qui l’entravent ? L’équipée des gilets jaunes semble montrer qu’il en conserve l’envie. On le saura vite. Si rien ne

bouge d'ici vingt ans, l'équilibre des populations sera tel que la France et l'Europe descendront sans bruit au tombeau.

Certains, ailleurs, ont retrouvé le courage d'être. Des aveugles ont ouvert les yeux, des élites rejoint leur peuple. Orbán était, à l'origine, un chrétien-démocrate ambitieux du PPE. C'est aujourd'hui un Juncker qui a découvert la réalité.

40. Le FN,et après ?

Novembre avance. Je finis ces mémoires avec peine et retard. J'avais prévu d'en publier ce deuxième tome à peu près un an après le premier, au début de 2019. Mais des mémoires n'ont de valeur que s'ils sont sincères, et aussi complets que possible. Je veux y dire ce que je pense et que je crois important. Or ce que je pense ne peut que gêner Marine et son Rassemblement national. Je me suis réconcilié avec mes filles, avec peine et retard aussi. Je ne veux pas gâcher cela. C'est pourquoi ce livre paraîtra après les européennes. Ce n'est pas que je préfère ma fille à la vérité, c'est que la vérité n'est pas à six mois près.

Je ne suis ni optimiste ni complètement désespéré. Je laisse à Marine le temps de s'amender. Je crois qu'un torrent populaire peut emporter la prison vermoulue où de fausses élites tiennent les peuples. Si elle sait le capter, si elle se rend digne du cri que poussent les Français, si elle se laisse toucher par la grâce d'état…

Le Front national aura duré quarante-six ans, jusqu'au congrès qui l'a rebaptisé Rassemblement national. Marine en a pris la direction au printemps 2011, cela fait plus de sept ans. Elle a fait ce qu'elle a voulu de l'héritage, elle a construit, elle a détruit. Elle est responsable de ce qui est aujourd'hui.

Elle ne m'a pas demandé conseil. Jamais. Aucune de mes filles ou petites-filles ne m'a jamais demandé conseil en politique. Cela me surprend. J'ai tout de même en la matière une expérience de soixante ans, cela donne de longues perspectives, et j'ai piloté le Front national pendant près de quarante ans. Mais il m'apparaît clair comme le jour que je n'ai jamais eu d'intimité politique avec mes filles ni avec ma petite-fille.

Jules César était Jules César, Napoléon Napoléon, et ils aimaient tous les deux leur maman, et Mozart aussi : ils ne s'en devaient pas moins d'être ce qu'ils étaient. Moi aussi je suis un homme public, j'aime ma femme et mes filles, mais je me dois à moi-même d'être ce que je suis. Ce qui fait de moi un homme public, la défense de mon pays, je ne saurais le sacrifier à quelque considération familiale que ce soit. C'est pourquoi je fais en permanence une distinction, parfois douloureuse, entre Jean-Marie et Le Pen.

Comme, je crois, l'immense majorité des pères, j'ai toujours aimé mes filles, sans complication. Je n'étais pas toujours là, à l'époque, c'était la mère de famille, au foyer, qui s'occupait du quotidien de la

famille et de l'éducation. Quand, après l'attentat de la villa Poirier, nous habitâmes quelques semaines chez Le Chevallier dans le 17e, leur mère les menait tous les matins à l'école dans le 15e, et quand je rentrais à la maison elles étaient souvent couchées. Mais cela ne me rendait ni moins affectueux, ni moins soucieux d'incarner l'autorité. Sans doute, quand ma notoriété politique a crû, mes filles ont-elles subi des agressions et des insultes. Elles en ont souffert, mais leur fierté et leur caractère s'en sont trouvés stimulés. En 1984, quand leur mère a quitté la maison, elles se sont serrées autour de moi, les médias en ont diffusé l'image, sans doute cela m'a-t-il aidé politiquement, mais ce mouvement n'avait rien d'artificiel ni de joué.

Je les ai toutes suivies ensuite dans leur vie. Marie-Caroline fut la première à faire de la politique active. Son prénom ne l'y prédestinait pas, quoique aient pu en penser certains monarchistes : nous ne l'avons nullement choisi, Pierrette et moi, en souvenir de la duchesse de Berry, mais parce que nous le trouvions beau. En revanche, le sentiment de l'injuste agressivité que subissait notre famille l'a poussée très tôt dans l'arène : dès 1975, à quinze ans, elle s'engageait au FNJ et elle a, depuis 1985, pendant plus de dix ans, participé à tous les combats électoraux, municipaux, législatifs et régionaux. Elle a été élue deux fois conseiller régional. Je lui en ai voulu d'avoir pris le parti de Mégret, de m'avoir éjecté de la SERP. Je pense que son second mari, Philippe Olivier, n'a pas eu d'influence positive. Mais on doit savoir terminer une brouille, même si elle a duré vingt ans. Longtemps je n'ai pas voulu en entendre parler. Elle avait envoyé des signes, je n'avais pas donné suite. Et puis tout a une fin. Quand elle a franchi le portail de Montretout pour mon anniversaire en juin 2018, je pense qu'elle en fut heureuse, et moi aussi. Et toute la famille.

J'ai assez dit, je préciserai encore, ce qui nous a opposés, Marine et moi. Cependant il lui arrivait de me faire passer un message, par l'intermédiaire de Gérald, mon assistant. À la mort d'un député, par exemple, elle lui a dit : « Dis à papa que Ferrand est mort. Il l'aimait bien, je crois. »

Une autre fois, elle m'adressa une carte de vœux où elle m'appelait papa et finissait affectueusement.

D'autres fois, je lui envoyais un tweet d'encouragement, pour la présidentielle par exemple, sans qu'elle en accuse même réception. Quand elle est fâchée, elle l'est. Pierrette dit quelquefois : « C'est Le Pen avec des cheveux longs. »

Je connais la position difficile où se trouve Marine. Je l'ai occupée. Et elle n'a malheureusement pas la même santé que moi. Elle est tombée dans sa piscine vide, sur le dos. Elle a des douleurs à la colonne vertébrale qui se traitent par des piqûres dégoulinantes, des injections plus haut que la zone à traiter.

Au fond, Marine et Marie-Caroline ont eu la même démarche. Je donne à la dernière 40 % de la SERP, elle s'empresse d'acheter 11 % pour avoir la majorité et me foutre à la porte. Quant à la benjamine, je lui passe le relais d'un Front national en parfait état et hop, elle me fout à la porte. Et cette manie, alors qu'elles me doivent tant, de ne même pas m'écouter. Je leur avais proposé un cours d'orthophonie pour les améliorer. Elles ont pris ça comme une ingérence, comme si je les prenais pour des minus.

Yann, ma cadette, est toujours restée fidèle. À moi. Au Front, qu'elle a servi avant et après mon départ. À la famille. Elle a contribué à me réconcilier avec Pierrette. Elle est restée avec Marine sans me condamner. Si elle avait dû choisir un martyre, je pense que ce serait celui de l'écartèlement. Elle aussi a eu de graves ennuis de santé, le cancer, dont elle s'est courageusement sortie.

Dans les pires moments, je sais gré à mes filles d'une chose : elles n'ont jamais agi sur mes petits-enfants pour me dénigrer ou me séparer d'eux. Ils sont toujours venus me voir, c'est une joie et j'en remercie leurs parents.

Parmi ces petits-enfants, il y a Marion. C'est la seule qui compte du point de vue politique, mais pas pour leur grand-père. Elle n'est pas toujours plus facile que ses tantes. Elle a pris des responsabilités politiques importantes dans le Vaucluse à ma demande, et s'est révélée à elle-même et à tous. Elle a un talent au-dessus du lot. C'est une femme exceptionnellement brillante. Jetée dans le grand bain de l'Assemblée nationale, elle y a immédiatement évolué avec décontraction et sang froid. C'est la plus jeune députée de France de tous les temps. J'en ai été assez fier.

Dommage qu'elle soit calculée, quelquefois lointaine, froide. Elle s'est extraite du milieu politique sans le quitter vraiment. Elle profite de son absence. Ne faisant rien, elle est très populaire. Mais qu'elle n'exagère pas. C'est un immense avantage de n'avoir rien fait, mais il ne faut pas en abuser. Un jour, il lui faudra revenir. Comment ? Avec qui ? La plupart des gens gâchent leur chance. Je ne le lui souhaite pas.

Maintenant, puisque le sujet de ce chapitre est l'avenir des nationaux, la suite du Front national, il me faut bien dire quelques mots de plus sur mes relations politiques avec Marine. L'obsession qu'elle a eue de me fiche dehors, de me retirer la présidence d'honneur, de rompre avec la tradition affective, historique et politique du FN, les BBR, le défilé de Jeanne d'Arc, le nom même du Front national, tout se passe comme si elle avait voulu détruire mon œuvre pour mieux se détacher de moi. Oublier papa et le passé, comme le fit Mme d'Ornano, en suivant Philippot et en détournant Fraternité Française, organisation caritative FN dont je lui avais confié

la présidence.

C’est comme Marion, qui avait voulu prendre le nom de Le Pen, et qui ensuite s’en est débarrassé : on ne change de nom que s’il est déshonoré, et j’aimerais qu’elles me disent en quoi, comment et par qui il aurait été déshonoré.

Elle affirme qu’elle ne fera plus de politique avec moi : cela doit-il la forcer à renoncer à ce que je représente ?

Pour les européennes, étant donné qu’elle ne voulait pas mener elle-même la liste, je préconisais que ce fût Bruno Gollnisch qui le fît. Lui seul avait la stature intellectuelle, l’épaisseur humaine, l’expérience politique et la surface sociale pour le faire. Elle a proposé des noms qui ne faisaient pas le poids. Finalement le petit Bardella fut beaucoup moins mal que je ne le craignais. Je continue à craindre cependant qu’elle ne cherche surtout des personnalités dociles. Depuis le départ des jean-maristes d’une part, puis des philippotistes, nul ne discute plus la voix de la cheftaine. Jamet se tait en attendant que ça passe, peu à peu écarté de toute responsabilité. Monot, Salagnac, Sultzer et quelques autres ont disparu des radars, et le reste de son bureau politique est devenu un potager de seconds poireaux.

Personne dans ces conditions ne saurait lui faire d’ombre. Marine ne supporte pas la contradiction. C’est pourtant intéressant de faire cohabiter des gens d’un bon niveau, et c’est utile. Elle préfère régner par la crainte des investitures, soufflant le chaud et le froid pour rendre ses moutons dociles. Son côté dictatorial l’isole, lumière incertaine d’un groupe de médiocres. Ils n’osent pas parler. J’étais la seule opposition dans son nouveau FN : c’est pour cela qu’elle m’a viré. Je disais tout haut ce que les vieux frontistes pensaient tout bas, ça lui était insupportable. Quand j’ai dit que j’avais pitié d’elle, ce n’était pas pour la galerie, c’était vrai, c’est ma fille, et c’est moi qui l’ai poussée là.

Marine ne mesure pas qu’elle doit ménager en moi une grande part de son électorat et de ses militants. Elle ne mesure pas non plus la difficulté du pardon pour un homme politique. Ceux qui se sont mouillés pour moi ont du mal à accepter que je me réconcilie avec Marine. Quand Hubert de Mesmay, qui a écrit un livre politique éclairant sur elle, apprend que je lui pardonne, il se sent trahi, parce qu’on a tendance à confondre vie personnelle et politique. C’est pourquoi je le dis ici : si j’ai pardonné à ma fille, je n’approuve pas sans réserve la présidente du Rassemblement national.

Elle a certaines qualités pour faire de la politique. Du cran, de l’allant, de la répartie. Mais elle n’a pas confiance en elle. Cela explique ses fautes. Son côté dictatorial. Et, à l’opposé, ses tocades pour ses conseillers, cette façon de s’en remettre au jugement d’un autre parce qu’il vous donne l’impression, soudain, de tout

comprendre à quelque chose qui ne paraissait pas très clair. Philippot, Olivier, Lacapelle, Jalkh. Elle peine à s'entourer, à agréger correctement des transfuges d'autres partis, de sorte que leurs ambitions soient compatibles avec les idées nationales.

Aujourd'hui, Marine doit prendre de l'assurance et de la hauteur, et ce n'est pas en bachotant qu'elle y arrivera. Être un chef politique demande une intelligence très particulière des choses. Il faut prendre de temps à autre un peu de distance pour écouter la rumeur du peuple et penser, seul. L'analyse proprement politique ne suffira pas, il lui faut à la fois méditer sur l'histoire et la France, et tourner sa réflexion sur elle-même. Pour être à même de capter l'extraordinaire mouvement qui soulève l'Europe et le monde, il faut qu'elle le sente, le comprenne, et comprenne ses propres erreurs qui l'ont jusqu'à présent empêchée de mieux le faire.

Elle a connu des épreuves ? Qu'elle s'en serve pour se remettre en cause ! Quand un bateau se met au sec, c'est à cause du capitaine, de l'état-major qu'il n'a pas su choisir, de l'équipage qu'il n'a pas su former. Après la présidentielle, Marine s'est dit au contraire, on va changer de nom, on va changer de bateau, sale bateau, c'est lui qui nous empêche d'arriver au port. Quelle erreur enfantine ! Lorsqu'un mouvement vous emmène au deuxième tour de l'élection présidentielle, ce n'est pas si mal, au nom de quelle idéologie fumeuse se lancer dans une mutation contreproductive ?

On se focalise sur son débat raté avec Macron, mais elle a commis beaucoup d'autres fautes depuis l'erreur initiale de mon éviction. L'ouverture à gauche. Le programme Philippot. La recherche éperdue de dédiabolisation au moment où le diable devient populaire. Et d'abord, rien que son choix de campagne pour la présidentielle ! Elle a fait une campagne marathon dans les villes moyennes alors qu'elle aurait dû se réserver pour six grands meetings, c'est beaucoup moins fatigant et plus médiatique. Résultat, elle arrive épuisée à l'épreuve clef du débat, et elle rate la marche, malheureusement.

(*Malheureusement* ? Avec un bon débat et une catastrophe terroriste la semaine avant le scrutin, elle aurait peut-être pu gagner, mais pour quoi faire ? Avec quel état-major ? Quelle équipe ? Quelles relations avec l'administration ? L'industrie ? La banque ? Les syndicats ? La police ? L'armée ? L'Église ? Le Front national, c'est l'une de ses grandes faiblesses et c'est la rançon de son indépendance, est dramatiquement seul, il n'engrène sur nulle force concrète, sauf, naguère, celle de ses militants, qui tend à diminuer. L'échec de Marine fut peut-être providentiel.)

Avec cela elle arrive au débat crevée mais remontée à l'excès. Elle a dû se shooter au maxiton, à un euphorisant quelconque. Première erreur. Elle aurait dû paraître thatchérienne, souveraine. Et puis il y a

l'erreur de ses conseillers : *Macron a dit qu'il quitterait le plateau si tu exagérais, exagère, il va partir*. C'était un gros piège, Macron est resté calme et Marine a eu l'air d'une excitée.

Il y a eu surtout le bug sur l'euro, la double monnaie. Être femme comporte des avantages en politique, mais aussi des inconvénients, on la soupçonne d'être faible, incompétente. Ségolène Royal s'était plantée magistralement sur le nombre de nos sous-marins nucléaires, Marine sur la double monnaie.

Cela dit, il ne faut pas dramatiser. On s'en remet. Sinon François Mitterrand n'aurait pas survécu à son débat avec Giscard d'Estaing en 1974.

Il y a eu pire que le débat avec Macron, il y a eu le discours sur le débat avec Macron qu'ont propagé les médias. D'un débat médiocre avec une Marine mauvaise et un Macron pas bon, on a fait le triomphe de César sur une écervelée. C'est une image fausse. Macron, de son côté, fut pontifiant, incertain et creux, et sa proposition d'aller recouvrer dans les banlieues des amendes qu'il prétendait infliger aux *jeunes* était à hurler de rire. Le système médiatique dans son ensemble a refusé alors de voir le vide pourtant flagrant qui habitait ce candidat fabriqué. C'est aussi que ses amis propriétaires de médias avaient tout intérêt à cacher sa situation fiscale, les conditions dans lesquelles certains marchés avaient été attribués, et la vente de certains joyaux de la couronne, tel Alstom.

Il n'est pas niable pour autant que Marine a perdu. Les commentateurs ont pu amplifier sans difficulté les failles qu'elle avait montrées, et les esprits en sont restés marqués, rien n'y peut changer.

Cependant, si son discours fut faible, son attitude n'a pas été aussi catastrophique qu'on l'a dit. Le système a parmi ses armes une façon de paraître et de dire, qu'on a justement nommée discours intimidant. Une façon de signifier, vous n'êtes que des enfants, ou des ignares, ou des pauvres, des bacs moins cinq, des beaufs, des gilets jaunes, vous êtes guidés par un affect déréglé ou par la volonté d'exploiter celui-ci, nous, nous savons, nous sommes responsables, rationnels et mesurés. C'est une posture d'initiés, de prêtres, d'aristocrates imbus de Science. Elle se fonde sur la maîtrise d'un langage. Hier le latin, aujourd'hui l'économie, l'histoire et la sociologie revisitées par le marketing et la communication. L'attitude de Marine avait ceci de fondamentalement bon qu'elle ne s'est pas laissé intimider. Elle a mis en avant le souhait du peuple, et avec lui des réalités supérieures aux prétendues sciences humaines.

Le baron Louis disait, faites-moi de la bonne politique, je vous ferai de bonnes finances. La politique, seconde dans l'ordre de la réflexion, est en effet première dans l'ordre des actes de gouvernement. Or elle se détermine sur les nécessités de la vie, et la vie n'est pas une affaire

de forts en thème. Je n'ai rien contre les forts en thème, je n'étais pas mauvais moi-même, mais l'existence ne se laisse pas emprisonner dans leurs phrases. Sans doute Marine n'avait-elle pas assez travaillé son discours sur la monnaie, mais elle eut raison de mettre en avant d'autres urgences, par exemple l'immigration et ses conséquences sur l'ensemble des sociétés européennes.

Le système utilise l'économie dans sa rhétorique pour faire taire ses adversaires, alors que leurs résultats ne permettent décemment pas à ses représentants de le faire : la dette, le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, tel est le bilan des brillants hommes en gris. Un sourire suffit à les mettre devant leur vanité. Et s'ils insistent, leur rappeler que la vie des hommes et le destin des peuples prévalent sur leur orgueilleuse magie. L'économisme, qu'il se prétende libéral ou s'affiche marxiste, est toujours une erreur intellectuelle.

Pour que les arguments de Marine fussent à la hauteur de son attitude instinctive, il lui aurait fallu une formation politique plus profonde. Elle s'est laissée moucher par Macron parce que Philippot l'avait embarquée dans une réflexion doctrinale fausse. J'ai lu avec attention le bouquin de ce déplorable mentor. On y suit à livre ouvert les erreurs où vient d'être entraînée la droite nationale.

Philippot s'y montre pathétique. Ses déconvenues au FN sont à la mesure de son espoir, absurdes. Il pouvait prétendre à y réussir, il a préféré le changer. Pourquoi entrer dans quelque chose qu'on hait ? Sans doute la psychologie personnelle de Florian Philippot explique-t-elle la chose. C'est peut-être un homo de l'espèce maso. Il hait le Front parce qu'il ne le comprend pas. Ce qu'il combat dans l'esprit de Marine, ce n'est pas moi, c'est le nationalisme. Il se recroqueville sur le souverainisme. De gauche, comme Villiers fut un souverainiste de droite avant de devenir écrivain. Le souverainiste ne comprend pas que la souveraineté, l'identité, et la justice sociale, se conçoivent et se défendent ensemble, et se fondent sur un sentiment : l'amour du peuple français et de l'histoire de France. Un nationaliste, c'est un souverainiste qui a réfléchi.

C'est autour de cet amour de la France que se faisait au FN l'union des tempéraments et des tendances, qui ne s'exprimaient pas en courants organisés comme dans un parti ordinaire. On entrait au Front en tant qu'individu, non en tant que membre d'une communauté. Philippot, qui ne l'a pas compris, se revendiquait chevènementiste énarque homosexuel. Le Front n'a pas manqué d'énarques. Il a fait leur place à des homosexuels. Le responsable de la presse, Alain Vizier, l'est, et il n'était pas le seul, dès l'origine (voir Pierre Bousquet). Mais il n'était pas là en tant que représentant du lobby LGBT ou de la communauté homosexuelle, pas plus que les propriétaires de chiens en tant que propriétaires de chiens ou les noirs

en tant que noirs, les arabes en tant qu'arabes, ou les juifs en tant que juifs. Et ils ne définissent pas le Front national ni son histoire. C'étaient des Français nationaux agrégés dans le Front national à d'autres Français nationaux, homos ou non.

Des gaullistes ou des chevènementistes, après un examen critique de leurs premières amours politiques, d'anciens communistes, des royalistes pouvaient se fondre dans le Front national, ils ne pouvaient pas prétendre fixer sa doctrine au FN ni imposer pour règle leurs anciennes convictions : sinon le Front national n'aurait plus été le Front national. Philippot, d'ailleurs, n'aurait pas admis que les royalistes imposent la doctrine royaliste au FN, ou que des néo-nazis prennent la direction du mouvement sur un programme national-socialiste, lui qui est souverainiste-socialiste. Le Front national, c'est comme la France, on s'y intègre, on ne le soumet pas à ses lubies personnelles. On l'aime ou on le quitte.

Florian Philippot assure que sa rupture avec le Front s'est faite sur des idées. Il a raison. Les siennes ne convenaient pas au FN. C'est pourquoi il les a caricaturées. Sur l'Europe, par exemple, aujourd'hui comme hier nous proposons à la France de recouvrer sa souveraineté. Marine ne cesse de répéter qu'il faut sortir de l'Europe de Bruxelles pour construire une Europe des nations, ce qui est notre position *ne varietur* depuis 1984.

L'euro, nous l'avons dit cent fois, est mauvais pour deux raisons : une monnaie unique ne peut s'asseoir avec quelque chance de réussite que sur un bassin économique homogène ou rapidement homogénéisable d'une part, de l'autre elle ôte toute indépendance monétaire, donc politique, aux pays qui l'acceptent. C'est pourquoi la France doit sortir de l'euro si elle veut recouvrer sa souveraineté. Mais choisir ce thème pour premier (et parfois pour seul) thème de campagne fut une erreur. Parce qu'il prêtait le flanc à la propagande du système, prompte à exploiter le caractère craintif des bourgeois. Et parce qu'il masquait la menace immédiate qu'est l'invasion.

Clémenceau, en 17, quand on lui demandait sa politique, répondait : 1. Je fais la guerre, 2. Je fais la guerre, et 3. Je fais la guerre. Cela ne veut pas dire que d'autres questions capitales ne devaient pas être résolues pour faire la guerre, mais cela fixait un cap compréhensible à la nation. Or la chose qui focalise aujourd'hui la pensée de toute la nation française est l'invasion mortelle dont elle se trouve menacée. L'analyse de Philippot sur l'euro n'était pas fausse, mais ce n'est pas un chef politique, il ne comprend rien à l'Histoire. Il a juste le profil d'un cadre moyen supérieur de la technocratie.

Il n'a pas saisi l'importance de ce qu'on appelle improprement la crise des migrants, de ce supplément d'invasion organisé par les élites européennes, qui, pour l'instant, ne pèse pas d'un poids déterminant

dans la démographie européenne (le poids de l'immigration entrée entre 1972 et 2014 et de ses enfants est bien supérieur), mais a eu le mérite de rendre le mouvement visible pour tous, grâce aux images de rixes, de lynchages de policiers, d'incendie et de viols.

Philippot n'a pas saisi le besoin de révolte des peuples d'Europe, qui s'est manifesté en Suède, en Allemagne, en Autriche, en Italie, et qui s'est manifesté par les gilets jaunes. Marine pourrait l'utiliser au redressement du pays si elle reprenait le chemin du bon sens.

Les idées de Philippot rendaient sa greffe sur le FN impossible à terme et son attelage avec Marine forcément néfaste. Le mariage homosexuel, question de morale sociale à ne pas confondre avec les préférences sexuelles des individus, est un élément de la révolution de la famille. Il était donc considéré comme une question grave par le FN. À quoi Philippot, alors pourtant vice-président du Front, avait cru drôle de répondre : « La question de la culture du bonsaï compte aussi beaucoup, ce n'est pas pour autant que l'on va lancer un collectif sur le sujet. »

Cette blague lourdaude était un mensonge. Dans la charte des patriotes, « texte fondateur » selon lui, il entre en contradiction formelle avec lui-même. Le point 22 précise que « les patriotes respectent les derniers choix de société comme le mariage pour tous ». Or, il n'y a rien, en revanche, sur les bonsaïs. C'est la preuve que le mariage pour tous était pour lui une chose importante, et que son opinion s'opposait à celle du Front.

Le nombre des erreurs de jugement de Philippot, sur l'ensemble des questions politiques, est surprenant. Et quand je parle de Philippot, j'embrasse Marine la plupart du temps.

Philippot critique la stratégie de l'union des droites, à laquelle il oppose celle du ni droite ni gauche, « seule à même » selon lui de déboucher sur une majorité.

La question des alliances pour la conquête du pouvoir est déterminante. Elle dépend des circonstances. Après 1982, le peuple français étant de droite et votant à droite, je me suis dit d'abord « pas d'ennemi à droite ». Une voie royale semblait s'ouvrir. Jacques Chirac l'a fermée. J'ai alors répondu à son poing tendu en recueillant ce et ceux qu'il excluait : le Front national, seul, incarna les valeurs nationales et sociales dont la droite et la gauche se réclamaient encore en paroles sans les défendre. J'attendais d'une situation extrême (qui vient aujourd'hui), la prise de conscience populaire qui me donnerait une base électorale suffisante pour passer des alliances.

Car on ne vient jamais au pouvoir tout seul.

La vie politique de Charles de Gaulle, le grand homme de Philippot, l'a montré. Homme des Anglais, il a d'abord cherché du côté de Staline l'appui nécessaire à contrer l'influence de Roosevelt,

mais il lui a fallu pour cela subir l'alliance hégémonique du PCF, qui l'a forcé à quitter le pouvoir en 1946. Il a cherché de 1947 à 1955 à revenir en faisant alliance au sein du RPF avec une droite nationale qui avait été conquise par le maréchal Pétain. En vain. Il ne dut de retrouver Matignon, puis l'Élysée, qu'à la rue d'Alger et aux parachutistes de Massu, qui le hissèrent sur le pavois avant qu'il ne les trahît.

Aujourd'hui comme toujours les circonstances commanderont. Si par hypothèse le Rassemblement national remporte une grande victoire aux européennes, vote défouloir, il lui faudra passer alliance. Avec qui ? L'union des droites peut s'envisager car il existe à droite de nombreux électeurs conscients de l'enjeu national, et que de nombreux militants et politiques de base seraient prêts à les suivre.

Il n'en va pas de même à gauche. Ce qui y est organisé, jusqu'à la plus petite association, se trouve animé par une idéologie opposée à toute résurrection nationale. Quant aux individus, pour les amener à nos idées, il ne faut surtout pas choisir les thèmes de la gauche, dont les catéchumènes mesurent l'inanité, puisqu'ils l'ont quittée.

En se débarrassant de la démagogie socialiste, loin d'exclure, comme l'a dit niaisement Philippot, « les patriotes qui votent à gauche », on écarte les antipatriotes que la gauche inspire. Le peuple est venu à nous parce que les élites ne le protègent pas de l'invasion, et si quelques-uns nous ont quittés, c'est parce que la ligne Philippot a obscurci notre message. C'est pourquoi le torrent populaire reviendra à Marine malgré ses fautes : il n'existe rien d'autre de sérieux en France contre l'immigration que le Front national.

Philippot est un béjaune. Il a cru découvrir la lune en proposant des politiques qui avaient été formulées plusieurs décennies avant lui. Il est hilarant de suffisance quand il parle de « l'élargissement de notre discours à de nouvelles thématiques comme la culture, l'école, la santé ou la protection animale, dynamique d'ouverture que j'ai portée à travers les collectifs que je mettais en place ». Ça va, l'autiste, les chevilles ? As-tu lu les documents publiés par le Front pendant quarante ans ?

Son ignorance de l'histoire de France et de celle du Front s'illustrent dans la querelle qu'il nous a faite sur De Gaulle. J'ai voulu, dans une approche historique et critique du personnage, considérer ce qu'il y a de bon dans ses paroles et ses actes. Et réconcilier avec ce côté positif les Français qu'il avait maltraités et/ou déçus. Je l'ai fait au nom de l'union des Français. Symboliquement, j'ai fait élire au Parlement européen le petit-fils du général, Charles de Gaulle. Mais si féru de réconciliation nationale que je sois, si désireux d'intégrer dans la défense de la nation tout ce qui par le passé a pu la servir, ce serait un abus, un contresens même, de décrire le Front national comme un

« parti gaulliste ». Et une misérable malhonnêteté qu'on peut soupçonner de démagogie. C'est pourtant ce que Philippot a fait, et qu'il revendique.

Quand on s'étonne de cette bévue, ou de cette mauvaise action, il enfourche avec pompe sa vieille haridelle en dénonçant chez moi et au FN une « relation pathologique avec le plus grand homme d'État français du XXe siècle ». Il a pourtant fini par s'apercevoir de sa cécité, car il écrit quand même : « Je conçois avec le recul que je n'ai pas suffisamment pris en compte, au moment où j'y travaillais, l'histoire du parti. »

En effet, mon garçon, en effet.

Agacent et désolent enfin son vocabulaire nunuche, ses chochoteries politiquement correctes, quand il déplore la « personnalité sulfureuse », les « heures nauséabondes de notre histoire », les « discours obsessionnels », les « dérapages », les « vieux démons de l'extrême droite », « l'imagination fétide » de votre serviteur. Il se réjouit, grâce à son « stabilo républicain » de corriger le FN en y « injectant de la république ». Il déplore le « triste et célèbre » transfert sur internet d'une image de Christiane Taubira et d'une guenon par une de nos militantes. Il tombe en syncope quand Bruno Gollnisch attaque à coups de parapluie un micro espion de Canal +, sans se soucier de ce qui s'est vraiment passé. Il s'inquiète qu'on « fustige Attali et les « nomades », Cohn-Bendit et l'esprit de « jouissance » de 1968. Tout est dans les guillemets. Il a supplié Marine de ne pas aller au bal de Vienne. Philippot reproduit sans en omettre un les tics et les poncifs des midinettes de la gauche bobo. Bref, il prend en tout, partout et pour tout le point de vue des adversaires de la nation. Il écrit et pense comme un journaliste de *Libération* et s'étonne après cela que sa tentative de mainmise sur les nationaux ait échoué quand il s'est découvert. Il me désole que ma fille ait accepté ce pauvre garçon pour bras droit pendant des années, qu'elle se soit imbibée de ses tisanes.

41. Leurs visages

J'aimerais dire un dernier mot plus familier sur le Front, ce morceau de ma vie. Nous y avions de grandes choses en tête mais nous étions d'abord une bande d'hommes – de camarades, d'amis parfois ennemis, de concurrents, d'émules. Je voudrais dire adieu au FN qui s'en va. Il s'en va parce que nous n'avons pas su durer. Nous n'avions pas la discipline des grands vieux partis, la force qui les oblige à rester unis malgré les haines qui les traversent. Nous n'avions pas non plus les belles espérances, les places flatteuses, les défraiements royaux que promettent les majorités électorales. Il faut être Dupont-Aignan pour exiger d'être Premier ministre en échange d'un ralliement à Marine. L'ambition fait perdre la tête.

Était-ce l'époque, était-ce moi, était-ce notre âge, j'ai toujours eu des copains un peu particuliers. L'excellent Roger par exemple. Il fatigue en ce moment, il ne sort plus beaucoup, il lance un nouveau truc, je crois, les Cadets de France. Quand il fonda son restaurant, le Bivouac du grognard, l'immeuble disposait de deux étages de caves. Le deuxième était vide, il voulait y installer un resto, avec à l'entrée des nègres nus avec des torches. Quand il ouvre son restaurant au « Bivouac du Grognard », il engage des travaux dans ses caves, il prend des pelles, des pioches et des lampes, et il descend avec deux Arabes militants, il fait piocher le sol par ses marmitons, et incidemment dans leur recherche, ils coupent les réseaux téléphoniques du quartier. Mon Roger entre en rogne, comme d'habitude : « Qu'est-ce que c'est que ces fils, qui nous emmerdent ? ! »

Un jour un contrôleur de l'URSSAF vient le voir :

– Monsieur vous n'êtes pas en règle avec l'URSSAF, nous venons pour vous aider à régulariser votre situation.

– L'URSSAF c'est quoi ?

– C'est l'organisme social auquel vous devez cotiser en tant qu'entrepreneur dans la restauration.

– Nom de Dieu, foutez-moi le camp !

Il détache de la panoplie au mur un sabre napoléonien et le brandit, les deux types s'enfuient il les poursuit. Ils courent encore.

Ça n'a pas eu de conséquences, les gens ont dû le prendre pour un frappadingue.

Roger, qui avait été résistant dès l'âge de quinze ans, se battait pour les oubliés, les gens de l'Indochine, ceux de l'Algérie. Ce n'était

pas seulement un devoir de mémoire : le combat pour les oubliés entrait dans la solidarité patriotique, l'unité française ne se serait pas conçue sans elle. Roger savait que les hommes d'un peuple et d'une terre, d'une civilisation, ne se laissent pas saucissonner comme le prétendent les marxistes en classes, en sexes, en âges, en intérêts, en divers groupes déclarés antinomiques dont les luttes amènent l'esclavage et la disparition de tous : le sens de l'unité française l'amenait à défendre ensemble chômeurs, harkis, bébés dans le ventre de mères indignes. La nation s'étend aux morts et aux hommes à naître, ce combat n'avait rien de ringard malgré ses rituels anciens. Quand Roger et ses cadets envoyaient les couleurs à Neuvy-sur-Barangeon, il y avait des gens, même chez nous, pour rire sous cape. Ils avaient tort. Pour moi, les ringards, ce sont Macron et les bobos au sourire facile.

Le Front national aimait les Français, ni veaux, ni Dupont la joie, ni beaufs, joyeux de se découvrir mutuellement et de partager leur identité aux BBR. Je voulais que tous s'y sentissent bien. C'est pourquoi, bien que nous fussions laïcs, nous faisions place à une grand-messe pour ceux qui le voulaient – à la fin les protestants eurent leur office. Nous étions le seul parti politique qui, sans en faire une référence doctrinale, tenait compte des racines chrétiennes de la France. Cela nous valait l'hostilité des loges et de la CEF. Mais c'est cette volonté d'unité aimable, cette solidarité bon enfant, sans chichi, grandiloquence ni protocole, cette identité tranquille, qui séduisait les gens de bonne foi. Je pense à Dieudonné. Il est venu aux BBR en provocateur, il est resté stupéfait de la gentillesse des gens à mon égard et au sien. C'est grâce à ce type de réflexe que le FN a progressé. Le FN c'étaient les Français attaqués par les communistes et le système non pour ce qu'ils font mais pour ce qu'ils sont, et qui continuaient à sourire.

J'ai déjà dit tout le bien que je pensais de nos militants et sympathisants. Mais même les cadres n'étaient pas si mal. On y trouvait le meilleur et le pire, les d'origine et les ralliés. L'amalgame des âges et des provenances fut passionnant. Nous avons réussi de jolies choses. La formation a servi. Stirbois, Lang furent toujours de bons organisateurs. Ils sont devenus des orateurs. Mégret, Gollnisch aussi. C'est un sujet de fierté pour le Front national. Même moi, qui ai toujours aimé la parole, j'ai profité de l'émulation du FN. Entre le débutant doué de chez Poujade et le tribun chevronné capable de parler sur un ring de boxe face à un public occupant les 360 degrés du cercle, il y a quarante ans de travail militant.

Il y en eut tant, aux qualités si variées, que je ne saurais en distinguer l'un plus que l'autre, sinon au hasard. Il m'en vient deux à l'esprit au fil de la plume, Jean-Michel Dubois, qui nous invita deux

fois aux États-Unis et organisa tant de voyages, et Farid Smahi, courageux professeur de gymnastique devenu conseiller régional du Front, passionnément attaché à l'intégration, qui est demeuré un combattant politique.

Cela n'a pas toujours été sans mal. Certains cadres s'étaient ralliés par intérêt, soit faillis soit ambitieux. Ceux pour qui ça n'allait pas assez vite dans leur parti, ceux qui avaient été au contraire quelque chose mais n'avaient plus d'espoir d'être à nouveau, et qui monnayaient au bon moment leur petite notoriété pour une place éminente dans un parti paria. Les uns et les autres échangeaient un titre, énarque, polytechnicien, député, sénateur, contre une fonction importante. Cet échange n'était pas en soi illégitime – celui qui lâche une branche où il se trouve bien assis peut prétendre à un meilleur siège quand il rejoint un arbre encore fragile.

Ces ambitieux n'avaient pas tous des convictions bien solides. Je pense à Le Jaouen, Chauvierre, et quelques autres. J'avoue un faible pour Jean Fontaine, le premier député qui nous rallia, de la Réunion. Ses dates d'arrivée et de départ disent son espoir, sa déception, sa stratégie. Il vint en novembre 1984, le temps de constater que le soufflé des élections européennes ne retombait pas, et nous quitta en février 1986, quand il fut sûr qu'il n'était pas éligible sur une liste FN. C'était au fond un homme paisible et transparent.

Je n'en dirai pas autant de Gaël Nofri chez les modernes. Gaël Nofri est un Corse ombrageux qui a travaillé pour moi et qui, déçu de son destin au FN, a décidé d'y mettre le souk. Comme Sophie Montel, comme Chauprade, comme tant d'autres ambitieux déçus, il est allé baver auprès de la police et de la justice. Il avait un grain, une case en moins. Les ralliés sont souvent des joueurs, ils spéculent sur le destin, ou des mauvais caractères, des mentons haut levés, des semeurs d'embrouilles.

Il y a aussi les escrocs caractérisés. Je pense à Jacques Dore, qui se faisait appeler commandant, et qui avait peut-être été second maître, mais dans quelle marine ? Encore un qui estimait qu'il n'avait pas la place qu'il méritait. Il avait mis de côté trois documents qu'il croyait compromettants, il m'écrit bonnement que si je ne fais pas ci et ça, il les communiquera à la police et que ma réputation en souffrira. Je ne fais ni une ni deux, je porte plainte pour chantage caractérisé, et les agents se présentent chez lui. Là, pas de chance, il en conçoit si grand peur qu'il tombe, crise cardiaque. C'était un escroc, peut-être affilié aux services britanniques.

Mais nous avons eu des mauvais caractères de beaucoup plus haute volée. Pascal Arrighi ! Combattant de la seconde guerre mondiale, commandeur de la Légion d'honneur, conseiller d'État, ancien rapporteur général du budget, une tête bien faite, un homme

d'honneur. Las, il connaissait sa valeur, et quand il l'oubliait sa femme la lui rappelait. Le défaut de ce genre d'hommes, il ne fut pas le seul au FN, et de loin, c'est de vous faire l'aumône de sa présence, et d'en attendre ouvertement une reconnaissance éternelle.

Nous eûmes aussi des gens brillants, capables et moins compliqués d'apparence, Alain de Lacoste-Lareymondie, Jean-Baptiste Biaggi, l'inoubliable Bat, avocat et parachutiste, résistant et OAS, Corse par dessus tout, Ronald Perdomo, François Porteu de la Morandière, Roger Palmieri, Jean Roussel, Pierre Vial, et tant d'autres.

Souvent cependant l'on remarquait chez l'un ou l'autre une blessure, une revendication secrète. Mais je dois leur rendre justice : relativement peu d'entre eux, et c'est assez rare, étaient des larbins.

Il y avait aussi pas mal de militaires, et ce n'était pas le plus facile. Je pense à Luciani, l'une des plus belles figures de l'Indochine, ou à Chateau-Jobert, *alias* Conan, pupille de la nation, compagnon de la Libération, qui s'illustra dans trois guerres, quatre si l'on compte l'opération de Suez. Je n'eus pas toujours de bons rapports avec eux, et ils passèrent tous deux au MNR de Brunot Mégret. Hélas, un authentique héros ne fait pas toujours un bon élu ou un militant efficace. Chacun a son poste dans une armée politique.

J'ai une pensée particulière pour Jean-Pierre Reveau qui, depuis la caravane de l'Algérie française et dans les nombreuses années où il fut trésorier du Front, m'a aidé à supporter le mauvais temps avec sa solidité flegmatique et son regard en coin qui n'en pensait pas moins.

Je revois certains avec plaisir, les jeunes, ceux qui sont encore de ce monde. J'ai croisé ainsi Alain Renaud voilà peu, chaleureux, amical. Il n'a pas changé. Le père Herbais s'était marié à une princesse ouzbek, sa fille Marie a donné six filles à Frédéric Chatillon qui l'a quittée pour en faire une septième et une huitième, elle est restée, fidèle, utile, énergique, elle s'occupe de mon blog. Je passe plusieurs semaines l'été chez Lydia Schénardi, l'épouse de Jean-Pierre, c'est toujours une amie chère même si elle ne s'occupe plus de politique. La maison s'orne de massacres de bêtes que Jean-Pierre, grand chasseur, allait tirer en Afrique : ces trophées magnifiques ont aujourd'hui disparu, mais la maison de Lydia est toujours aussi belle et accueillante.

Le Front national fut en effet tissé aussi, de beaucoup d'intrigues et de disputes qui menèrent aux ruptures. Je ne veux pas me souvenir trop longtemps de cela dans cet adieu. Ce n'est pas toujours sans soulagement que je quittais Paris et Saint-Cloud pour voyager, soit que je me rendisse en Suisse pour des cures de remise en forme au-dessus de Vevey, dans un hôtel d'où l'on apercevait le Léman et les sommets alpins enneigés, soit que je fisse quelque tournée politique en Europe ou autour du monde.

Une anecdote me revient à ce sujet.

Je revenais d'un colloque euro-américain parlementaire à Santa Fe. J'y ai des amis qui m'offrent un 38 de tir avec casque. Je mets mon pistolet cadeau plus le casque dans la valise et ça part pour New York. Puis j'arrive moi-même à l'aéroport de La Guardia afin d'y embarquer pour l'Europe. Je pensais qu'il n'y aurait pas de problème pour le pistolet, j'avais tort. La législation sur les armes varie d'un État à l'autre. Deux policiers m'attendent à la Guardia : « M. Le Pen ? Suivez-nous ! »

Je les accompagne à leur bureau. Ils me laissent poireauter debout trois quarts d'heure une heure. Ceyrac qui parle bien anglais leur explique : « M. Le Pen est un parlementaire français. »

Ils n'en ont rien à fiche et me passent les menottes. Dans le dos. C'est désagréable d'être menotté dans le dos et ça fait mal. Ils m'emmènent à un autre commissariat. Là, ils m'attachent au radiateur. Comme dans les films. J'ignore si Strauss-Kahn a eu droit au traitement, on n'est pas à l'aise. Mes amis appellent le consul de France. Il vient. Pan, ils le menottent aussi. Il fait appeler le secrétaire d'État américain, dont il connaît la femme. Qui fait enfin passer le message : « Ces gens-là sont des officiels. »

Aussitôt, changement de ton. Ils ôtent les menottes et apportent le whisky. Mais ils n'ont jamais rendu le pistolet.

À propos de pistolet, le lieutenant qui commandait aux Paracelse la section disciplinaire de la Légion étrangère en était un drôle (de pistolet). L'archipel aujourd'hui annexé par la Chine avait été concédé à la France à la fin du XIXe siècle, et les accords de Genève, qui venaient d'être signés, l'attribuaient au Viêtnam du Nord. Le lieutenant eut une idée pour éviter cette issue. Il fait passer ce message à l'état-major : « Déclarons indépendance des îles Paracelse. »

Le général responsable avait le sens de l'humour mais demeurait fermé aux fantaisies diplomatiques. Il fit répondre : « Prière prendre quarante-cinq jours d'arrêts de rigueur. »

J'ai quand même croisé de sacrés tempéraments ! Je pense à Erwan Bergot, ancien d'Indo lui aussi, Breton de chez Breton, collégien chez les jèzes, officier para. Il ne s'est jamais inscrit au FN mais nous étions copains. Grauwin, qui fut le patron de l'antenne médicale à Diên Biên Phu, lui, nous rejoignit, il complète notre galerie des héros qu'ornait aussi Roger Sauvage, de l'escadrille Normandie-Niemen. Pierre Clostermann, qui s'est illustré durant la bataille d'Angleterre, n'était pas du FN, à la différence de son fils. Avec ce dernier le courant est passé tout de suite, même si on ne fréquentait pas d'ordinaire les mêmes milieux. Peut-être parce que nous partagions le goût de la liberté, de ne pas dépendre.

J'ai rencontré beaucoup plus tard Bob Maloubier, célèbre créateur

des nageurs de combat, ancien des services spéciaux, lors d'un dîner chez le grand pianiste Yuri Boukoff. Je lui ai rendu visite alors qu'il était très malade et il me demande de lui confier quelques bonnes pages de mon manuscrit. Trop tard, quelques jours après, il était mort. Toutes les vieilles tiges des services sont venues à Saint-Louis des Invalides, lui faire un dernier adieu.

Ça me rappelle Pierre Jonquères d'Oriola, qui donna sa seule médaille d'or à la France, lors de l'ultime épreuve des jeux, au concours hippique en 1964 à Tokyo. Une belle tête et une sacrée caboche. Il avait commencé au collège militaire en 1932, s'était engagé pendant la seconde guerre mondiale au 2e régiment de hussard et avait fait une belle guerre sans en faire un fromage. Il était devenu viticulteur, il avait été membre du PFN, puis du FN, membre du bureau départemental des Pyrénées-Orientales, puis avait suivi Mégret. Anobli sous Louis XV, grand propriétaire terrien, membre de l'auto, il avait la Légion d'honneur, le Mérite agricole et le Ouissam alaouite. Il a dit un jour : « Jean Marie Le Pen est la dernière chance de la France. »

Je crains qu'il n'ait eu raison.

Je suis en train de trier des photos pour l'illustration du livre et j'ai retrouvé plusieurs vues d'Héda Frost lorsque je lui avais rendu visite à Alger, étant rapporteur du budget de la guerre. C'était une très grande championne de natation, sur 100, 200 et 400 mètres, une personnalité hors du commun, chaleureuse. Elle était d'Alger et militait pour l'Algérie française. Pour cette raison, le ministre des Sports de l'époque, Maurice Herzog, l'avait écartée de la sélection française aux JO de Tokyo. Quand Jonquères d'Oriola eut remporté sa médaille d'or sur Lutteur B., il rentra en France sans participer aux mondanités post sportives et refusa de serrer la main au ministre à cause d'elle.

Toutes ces photos font surgir des visages du vieux temps. Maurice Ronet, encore plus réac à la ville qu'à l'écran, très sympathique. C'était un copain. Lino Ventura, mon voisin de Montretout. Pour rester dans le cinéma, Yves Boisset. Je n'avais pas apprécié *Dupont-Lajoie*, qui avait envahi les écrans parisiens en 1975. Cela me semblait de la propagande anti-française. C'est Boisset, avant le talentueux dessinateur Cabu, qui a imposé le personnage du « beauf » raciste et obtus. Les médias se sont emballés pour ce moyen de dénigrer le peuple français. Beaucoup plus tard, je l'ai rencontré, et nous nous sommes presque tombés dans les bras. On est devenus copains. C'est un bon géant gaulois. Il s'attendait aussi peu que moi à ce que nous sympathisions. Il détestait mon image et je n'aimais pas ses films. C'est un homme de cœur, un type bien, pas intéressé. J'ai beaucoup aimé son livre.

Une figure en tire une autre de l'oubli. Nous déjeunions au *Vieux*

Berlin à Paris avec deux amis journalistes, il y avait à une table, seul, Léo Malet, le père de Nestor Burma, le chantre anarchiste du vieux Paris. Il avait commencé surréaliste et trotskiste, mais le malheur des temps l'avait fait changer d'avis. Il voulait me connaître, il est venu se présenter à ma table et nous avons bavardé.

Pour le disque sur le marquis de Cuevas lorsque je dirigeais la SERP, je suis allé solliciter Salvador Dali. Il m'a répondu :

– Je ne donne jamais rien sans me faire payer !

– Alors on se passera de vous.

Je m'en suis passé, malgré le bien que je pense de sa peinture, et de certaines de ses déclarations.

Parler argent me rappelle François Pinault. J'ai fort bien connu Pinault avant Pinault. C'était un Breton (des environs de Dinan, lui), il s'était engagé en 1956 en Algérie, et il copinait avant d'être richissime avec Jean-Marie Le Chevallier, alors patrons des jeunes giscardiens à Rennes. Il ne songeait certes pas alors à voter pour Hollande. À une époque, il était associé avec Garnier, le premier mari de Jany, dans une entreprise qui s'appelait la Segimo. Il me dit en visitant les lieux : « On va passer très vite devant le bureau de mon associé, je ne suis pas très sûr de ce qu'il pense. »

Lui pensait très bien, et m'a donné quelques coups de main, il m'a prêté son avion. Mais Pierrette, après son départ de Montretout, s'est mise à faire du bruit, elle racontait que l'avion de Pinault nous servait de taxi pour aller en Suisse chercher des valises de billets (des bêtises pour me nuire qu'elle a officiellement reconnues fausses depuis). Alors il a pris ses distances. Il ne nous connaissait plus. Il est devenu chiraquien fidèle après avoir fait fortune dans une spéculation sur les sucres, en trois mois il a gagné huit milliards. J'ai spéculé moi-même un peu à l'époque, mais je suis parti pour la Réunion avec Jean-Pierre Stirbois sans donner d'instruction, comme Thierry Lhermitte dans *Un Indien dans la ville* et j'ai été nettoyé. Dommage, j'aurais pu être riche, vraiment riche. Là-bas, Stirbois a eu une crise de colique néphrétique atroce, il se tordait par terre, c'était terrifiant.

Dans le genre riche et célèbre, j'ai bien connu Yves Rocher avant qu'il ne le devînt. Il était conseiller général poujadiste et vendait des onguents contre les hémorroïdes, il en avait laissé deux pots villa Poirier où il lui arrivait de passer dîner. Les filles l'avaient surnommé « crème à cul ». Il me proposa un jour de monter une société avec lui, mais je n'avais pas un flèche et j'avais assez de boulot comme ça avec la SERP. J'ai décliné. Je crois qu'il m'en a voulu. Je ne l'ai plus revu.

De manière générale, l'argent est fâché avec le Front national. Ni Pinault ni Rocher ne m'ont jamais donné un fifrelin pour le Front, ni Michelin (bien qu'il eût donné pour Bastien-Thiry), ni Fabre, des laboratoires pharmaceutiques, qui finançait Bernard Antony, mais pas

directement le FN, ni personne, sauf Dassault (Marcel), un chip, par Bénouville. Il donnait à tout le monde, par principe, on ne sait jamais. Certains joueurs n'omettent jamais de lancer un jeton sur le zéro.

Paulo majora canamus. Ce retour sur quelques visages dont beaucoup sont déjà des ombres m'en a rappelé tout le prix. C'est grâce à eux que j'aurai pu résister à une adversité qui ne s'est jamais démentie pendant un demi-siècle, à une hystérie née de la peur panique qu'inspire au système une victoire nationale qui le remettrait en cause. Je n'aurai pu rester debout contre vents et marées que par la force d'un sentiment où s'unissent la foi, l'espérance et la charité. C'est l'amour. L'amour de Dieu, dans l'immensité et l'énigme du temps. L'amour de la patrie, celui de la France et des Français d'abord, celui qui justifie le dévouement et le sacrifice, même de sa vie. L'amour de la vie et d'abord celui de la famille qui en est le vecteur et le garant. Celui qui permet la pérennité des générations et réunit ceux qui ont le même idéal, les mêmes goûts ou les mêmes espoirs.

Il porte dans le même élan ceux qui ont connu l'âpreté des combats, les risques, les épreuves, les succès et les joies.

Il ne va pas sans le goût du don. Il défend de la solitude et l'adversité.

C'est bardé de ces affections que j'ai pu affronter les difficultés, les pièges, les déceptions et les coups durs.

Il me plaît de rendre à quelques-uns au moment de conclure ce chapitre un dernier salut. Que ceux que je n'ai pas cités me pardonnent, ils font aussi partie de mes trésors secrets.

On a vu paraître longuement dans le premier tome mes parents et grands-parents, à qui je dois tout. On a vu passer aussi mes copains, de La Trinité et de Vannes, j'en voudrais distinguer deux encore, René Janot et Jean Lavail. René, dont le père était pêcheur et la mère ostréicultrice, était déjà passionné de chasse et un champion de lance-pierres. Jean était le fils du patron des garde-pêches, corse et d'une maman catalane qui lui avait donné un bronzage qui détonnait un peu dans les blondeurs celtiques.

J'envoie un coucou discret aux copains de la corpo de droit, à mon coturne de la villa Poirier, aux ombres (célèbres ou non) du Quartier latin, du poujadisme, de l'Algérie française, à mes camarades de la Légion étrangère, mes chefs du BEP en Indochine et du REP à Suez et en Algérie, Jeanpierre, Denoix de Saint-Marc, Loulou Martin, les lieutenants Degueldre, Godot, Peyrat, qui sera député FN et maire de Nice, Petit, tué en Algérie et le petit dernier Patrick Hays.

Je voudrais m'arrêter plus longtemps sur ma famille. Les miens. Sur mes épouses qui se sont succédé dans le couple qui a été, tout au long de ma vie d'homme, le cadre pour moi indispensable.

J'aimerais à ce titre redire un mot de Pierrette. Jeune et très jolie

esthéticienne, fille d'un commerçant des Landes où elle était née, elle vivait avec sa mère chez l'un des premiers parfumeurs de Paris, Louis Grolly. Divorcée de mon ami Claude Giraud, elle quitta ce qui était une sorte de cocon pour me suivre sur des chemins moins faciles et me donner trois filles.

Le métier et la politique, qui est une maîtresse exigeante, firent qu'un jour elle disparut, sans tambour ni trompette avec sa voiture, ses fourrures. C'est à Maître Collard, son avocat dans le divorce, qu'on doit cette idée pitoyable de la faire poser dans *Playboy*, qui toucha douloureusement nos filles, moins armées que moi contre la méchanceté humaine.

En 1985, j'ai croisé Jany Garnier, divorcée d'un promoteur belge, Jean Garnier dont elle avait été l'épouse choyée (avion, bateau, Rolls…) pendant trente ans. Je l'ai revue un an plus tard, nous nous sommes plu et nous sommes mariés en 1991. Depuis, nous vivons ensemble à Rueil. En décidant de vivre avec moi, l'une des plus belles et les plus élégantes femmes de Paris a perdu quelques « amis » de la société parisienne.

Elle ne se contente pas d'être une adorable maîtresse de maison. C'est une femme droite et honnête qui m'a fait confiance et suivi dans toutes les traverses, qu'elles soient politiques ou familiales, discrète et fiable. Je lui sais gré de ne pas s'être opposée à ma décision d'accueillir Pierrette quand celle-ci fut sur le pavé.

Elle m'a emboîté le pas aussi dans la vie publique. Sans doute s'est-elle gardée de faire à proprement parler de la politique, mais elle sut m'accompagner dans tant de voyages à l'étranger, de la Russie aux Philippines, dans les deux Amériques, l'Afrique et bien sûr l'Europe, ambassadrice itinérante de la femme française. Et puis elle a eu sa propre action autonome, action charitable, adjectif que je préfère à humanitaire. Elle a pendant des années animé SOS enfants d'Irak pour tenter d'adoucir un peu le désastre humain causé par la guerre d'Irak (1 million d'enfants morts de faim) et pour cela fit à tous risques dix séjours dans ce pays.

Mais, elle n'a pas fait que cela, elle a, avec notre ami Leighton, médecin militaire, aujourd'hui, hélas, lourdement handicapé par un AVC, fait construire au Cameroun une école, un pont.

À Jany, rien d'impossible !

Notre vie ne serait pas ce qu'elle est, et en particulier la mienne, sans Gérald, devenu, bien que ses parents, sa sœur et ses neveux soient toujours heureusement présents à Berre, sa terre natale, un membre de notre famille.

Par chance, il habite tout près de nous, et nous apporte avec la chaleur de son amitié, toutes les attentions possibles, et ceci depuis vingt ans.

Les miens, ce sont aussi bien sur mes filles.

Marie-Caroline dont j'ai été trop longtemps séparé, avec son mari Philippe et ses trois enfants, Quentin, Pierre et Nolwenn, qui fit une partie de ses études à Londres et à Harvard (USA).

Yann et ses trois enfants dont l'une est devenue célèbre en étant élue à vingt-deux ans la plus jeune députée de la République française, Marion, qui a fondé un institut universitaire alors qu'elle aurait pu (c'est ce que je souhaitais) être réélue députée du Vaucluse. Mais en ce qui est des caractères, bon chien chasse de race ! Et les deux autres, des garçons pleins d'ambition et d'avenir, Romain et Tanguy.

Je n'oublie pas Marine, députée du Pas-de-Calais après avoir été avocate et députée européenne, présidente du Rassemblement national dont le bon résultat à l'élection européenne servira de tremplin à son action politique, qu'elle doit conjuguer avec l'éducation de ses trois enfants, Jehanne, Louis et Mathilde.

À ce rang, s'inscrit aussi la parenté de Jany, Catherine, veuve de notre cher Georges et son fils Achille.

N'oublions pas les cousins, souvent perdus de vue, mais dont l'un, le troisième, frère de Jean-Paul et Yves, décédés, du côté de mon père, Pierre Le Rouzic est un fidèle. Marie-Françoise (20 ans) et mon petit filleul Jean-Marie (2 ans), victimes d'un accident de la route. Mes vingt autres filleuls, en particulier Audoin, Plume et Ulysse, désormais géant de près de deux mètres.

Et puis, les amis qui, hélas, disparaissent les uns après les autres. Certains, que j'ai connus au Front national, me sont devenus très proches et très chers. Je pense notamment à Lydia, et à Bruno, qui a passé avec moi trente ans au Parlement européen (moi trente-cinq) et Setsuko, son épouse japonaise.

Sont devenus miens aussi ceux qui ont souffert parce qu'ils étaient mes amis, ceux qui m'ont aussi défendu, soutenu, militants et adhérents du Front national. Parmi eux : un symbole, Dominique Erulin, une légende, un personnage hors du commun, tel qu'il se décrit lui-même dans son best-seller *Gibier d'État*. Adolescent il milite à mes coté, fils et petit-fils d'officiers français morts pour la France, frère du colonel de l'opération Kolwezi, para militaire en Algérie et parachutiste d'essai depuis, plusieurs fois grièvement blessé. C'est un ami fidèle depuis plus d'un demi-siècle, symbole du patriote et de l'homme d'action.

Autour de moi, il n'y eut pas que des hommes, il y eut aussi les animaux, les petites âmes dont j'ai déjà parlé, des chats depuis mon enfance (j'avais oublié Julie, voilà l'injustice réparée), mes chiens, ceux des enfants, ceux de Jany, et même un grand rat blanc, Gaston, qui ne fut ni le moins aimable ni le moins aimé.

L'amour ne saute pas d'ailleurs la seule barrière de l'espèce, il

saute celle du règne, et je considère comme miens certains végétaux. Je crois que les arbres ne sont pas indifférents à la vie qui les environne, en particulier ce que leur font les hommes. Dans le jardin de la Trinité, un platane sycomore fut planté le jour de ma naissance, c'est mon jumeau, en quelque sorte. Quand j'y vais, je lui parle et l'embrasse. Je n'arrive plus à en faire le tour avec me bras.

Je n'oublierai pas les fleurs, hortensias de la Trinité, rosiers de Montretout et rosier sans épines, véritable mur de jaune (très à la mode des temps-ci), ils sont précoces mais ne durent pas, un vrai clin d'œil de printemps, à Rueil.

Par cette boucle qui inclut lieux, êtres et espèces, je reviens à mon plus grand amour, la France, si belle, sous la pluie battante, dans les collines du Perche où j'allais rejoindre le chœur Montjoie-Saint-Denis, ou sous le grand soleil qui tanne les hauts de Grasse. Si belle et si mienne pendant le temps qui m'est encore imparti. Désormais, je regarde ses paysages en me résignant à les perdre quand le ciel le voudra.

42. Ma vie quotidienne

J'aimais bien, de mon bureau de Montretout, regarder Paris à la lunette. C'est une chance que tout le monde n'a pas. J'y vais moins. J'ai réduit mes déplacements à notre maison de Rueil quand la faculté m'a prescrit des traitements lourds. L'arrière-saison de 2018, particulièrement belle, m'a donné l'occasion de regarder plus attentivement le jardin. On en voit mieux l'architecture quand les arbres commencent à se dépouiller. Il y avait des roses naguère près de la pièce d'eau et de sa rocaille, mais Jany n'a pas l'obsession jardinière d'une Joséphine à la Malmaison, elle ne les a pas replantées depuis l'incendie ; elle a en revanche un punch remarquable pour mener la reconstruction de la maison.

Cela va mieux maintenant. J'ai eu, sous l'emprise de la maladie, une passe d'asthénie qui m'a donné un ton qui ne me va pas. C'est terrible comme la faiblesse du corps peut déteindre sur l'état de l'âme. Aujourd'hui j'ai repris du poil de la bête, je me force à marcher. Sans canne, cela vieillit la silhouette. Quand on en prend l'habitude, certains muscles s'atrophient, on ne les retrouve pas.

Si je n'étais assailli de tant de soucis divers, mon confinement serait une occasion de penser plus dru, plus concentré. Les horizons restreints semblent s'y prêter. Xavier de Maistre (le frère de Joseph), militaire aux arrêts à Turin, y écrivit son célèbre *Voyage autour de ma chambre*, Alphonse Karr préféra, lui, un *Voyage autour de mon jardin*, et le prince de Ligne, qui aimait à rire à la Wallonne, rédigea un assez joli *Voyage autour de ma garde-robe* (La garde-robe était alors, tout le monde ne s'en souvient pas, un petit endroit où le roi n'allait pas à cheval, ni les princes).

Je retourne de temps en temps à Bruxelles ou Strasbourg, pour une session (quand le livre paraîtra, il faudra lire : j'allais encore, car je ne serai plus député européen) ou à Luxembourg pour tenter, sans beaucoup d'espoir, de faire valoir mes droits devant la Cour européenne et, hélas, européiste. Ou bien je consulte mon médecin soignant ou mon ophtalmo, un kabyle remarquable. Soit dit en passant, il a l'aspect, les manières, la conversation, d'un Européen et même d'un Français de souche. Je le note, pour ceux qui se laisseraient exclusivement guider par la race. La France, c'est plus compliqué que ça.

Je sors parfois, le moins possible, chez de rares amis. Dans les insomnies les plus tranquilles, je lis. Le matin je me réveille tard,

fatigué. Je travaille un peu puis, l'après-midi je vois des journalistes, je m'occupe des neuf procédures fiscales en cours, je vais aussi à Montretout. J'y garde une secrétaire, une imprimante, des livres. C'était le QG des grandes heures, c'est devenu la maison du silence. Imaginez Versailles si Louis XIV avait abdiqué.

Le pouvoir s'en va d'un seul coup, et chacun en prend acte dans la seconde. Lorsque nous sommes allés en Russie, sans doute avons-nous été reçus très aimablement, mais, en toute occasion, jamais par le numéro un. Poutine a dit à Marine : « Vous direz bien des choses de ma part à votre père. »

Mais il ne m'a pas reçu. Je ne compte plus beaucoup, même pour ceux qui pourraient se sentir une certaine sympathie politique envers moi. Les grands noms, les hommes célèbres ne passent plus une génération aujourd'hui. Il y a quinze ans, j'aurais vendu un million d'exemplaires de mes mémoires. Le public ne les aurait pas lus mais les aurait achetés. Aujourd'hui je ne suis plus que de l'histoire.

Je survis politiquement par mon blog et mes tweets, je suis peut-être le plus *geek* des dinosaures. Je n'ai pas la cadence de Trump (à propos, mon ami Fischer dit que j'ai encore des fans en Amérique, ils me voient en grand frère de Trump, en père du populisme. On fait pire), mais j'ai quand même pas mal de *like* et de *retweet*. À propos de la Catalogne, *España Una Grande Libre* a fait un petit tabac. Et ma phrase sur Gaza a eu 11 000 retweets. C'est toujours quand j'enfreins simplement l'interdit, avec une pique, un doigt d'humour, que je cartonne.

J'essaie aussi de maintenir les comités Jeanne, mais je n'en ai ni le temps ni l'argent. Les gens disent, c'est très bien, c'est très sympathique, mais aucun ne met la main à la poche. À mon âge ils ne misent plus sur moi. J'ai pensé à me représenter aux élections européennes. Gollnisch avait seul les épaules pour emmener la liste, et ensuite pour mener un groupe européen. Moi, j'apportais le nom Le Pen, puisque Marine ne voulait pas y aller. Mais elle n'a ni compris ni accepté ma proposition. Elle devait m'appeler pour en parler, elle ne l'a pas fait, elle a préféré le silence.

Les procès épuisent mon énergie. Le fisc aussi, ses demandes incessantes, toutes aussi mirobolantes les unes que les autres. L'histoire des assistants parlementaires du FN à Strasbourg n'est pas seulement scandaleuse sur le plan juridique, intellectuel, moral et politique, c'est une grosse tuile financière : 320 000 euros à rembourser. Ils me retiennent chaque mois les deux tiers de mon indemnité. C'est énorme. Je n'ai qu'elle pour vivre. On me croit milliardaire, on est loin du compte. La petite fortune que je possède est presque entièrement immobilière. Montretout, la maison de Jany que j'ai dû racheter, plus un petit appartement que je viens de vendre

pour payer mes impôts et me donner un peu d'air.

Je ne veux faire pleurer personne, je vis bien, j'ai un train de maison suffisant pour Jany et pour moi, je vois bien qu'en France beaucoup de gens n'y arrivent pas, je ne joue pas à Gérald Darmanin, je veux simplement rectifier l'image du « milliardaire de Montretout ». Je viens du peuple, je sais ce que c'est d'avoir faim, je sais aussi ce que c'est d'avoir du mal à joindre les deux bouts, j'ai souvent déjeuné d'un sandwich au pâté et d'une bière. Mais je me suis battu pour m'en sortir et j'ai eu la chance d'y réussir. Je déplore, c'est mon autre combat, qu'un système injuste et nocif me prive de ce que la vie m'a donné. Tel est l'objet de cette mise au point. L'État qui me brime est le même que celui qui tient les gilets jaunes dans la misère, le même qui trahit la France.

L'immobilier que je possède ne rapporte pas, il coûte de l'argent. Montretout coûte cher. Les parquets sont mangés par la vrillette, les fenêtres sont vieilles, la plomberie est à revoir, réparer une fuite dans la toiture coûte la peau des fesses. Retaper le portail électrique m'a pris 6 000 euros. Et le tout à l'avenant. Sans compter la taxe d'habitation. Avec ça je perçois quelques centaines d'euros de loyer, de Yann, de la Cotelec, et je dois payer un homme de peine, Jean-François, qui s'occupe un peu de tout, un jour par semaine à Rueil, trois jours à Montretout.

Si j'écrivais un livre d'apologie politique, je supprimerais ce passage. Il paraîtra mesquin à ceux qui font profession d'idéal et bourgeois à ceux qui ont vraiment des difficultés à vivre. Mais j'ai décidé de dire la vérité, avec ce qu'elle a de décevant et d'agaçant. Il n'y a pas de grand homme pour son banquier. Je suis, aussi, une sorte de retraité qui a eu la chance de vivre à son aise, qui doit réduire la voilure et que les soucis divers assaillent comme des roquets.

Écrire ses mémoires est une œuvre exclusive, qui suppose un retrait total des affaires courantes. Or les ennuis ne cessent de s'accumuler. À peine ai-je épongé les 70 000 euros que m'a valus l'affaire Bourdin, sans compter mes avocats, que me voilà en cassation contre le FN dans l'affaire du congrès postal. Elle m'a déjà coûté 20 000 euros mais j'espère gagner : là, c'est moi qui poursuis.

Quand j'arrive à mon bureau en fin de matinée pour y travailler à mes mémoires, je le trouve submergé de tas divers, des piles de magazines avec des post-it qu'on m'a rapportés de Montretout et que personne ne lit. Parcourir les journaux et en extraire l'intéressant prendrait déjà deux ou trois heures. C'est là que le manque d'assistant parlementaire se fait cruellement sentir. Et les livres ! Il s'en publie je ne sais combien de milliers par an. On écrit de plus en plus, on lit de moins en moins. Rien que pour les bouquins qu'on m'a dédicacés et dont je tiens à prendre connaissance, je suis en retard de plusieurs

mois. Je n'ai pas de week-end. Le samedi et le dimanche, je fais la récollection de tous les dossiers de la semaine, et je n'arrive plus à me mettre à jour.

En plus, je suis devenu Robocop, avec mon œil de verre, mes deux hanches artificielles et ma valve greffée. Plus mes béquilles auditives, que j'enlève dès que je peux. Ce n'est pas seulement mon équipe de naguère qui me manque, c'est moi-même. Je n'ai plus les moyens de mon âge adulte. *Caduc*, comme disait Arafat.

Au fond, ma vie quotidienne, c'est beaucoup la télévision. Nous avons plus de 200 chaînes. Le soir nous regardons des variétés ou des reportages, en nous faisant des concessions réciproques avec mon épouse. Et toujours deux films par semaine. Jany fait la recherche. J'ai un faible pour l'époque Gabin et autour. Je l'ai trouvée très riche, il faut dire que je connaissais les acteurs et les réalisateurs, je les côtoyais mais, ne recherchant pas les mondanités, ils sont sortis de mon carnet d'adresses, avant de sortir souvent hélas de la vie.

À midi je prends une bonne dose d'informations politiques, sous réserve que la télévision en diffuse de significatives. J'ai un immense écran plat, je pousse le son à fond. Je suis à la fois accroché par ces images qui me parlent du monde et titillent mon adrénaline, et accablé.

D'abord par la langue de ceux qui commentent ou pérorent. Les journalistes et ceux qu'ils invitent à parler sur leurs plateaux ne savent plus parler le français, ils parlent exprès un sabir soumis à leurs maîtres anglo-saxons, de CNews à *Morandini live*. Ils recherchent les punchlines. Ils ne préconisent plus, ils *plaident pour*. Maturer remplace doucement mûrir. Quand ils interrogent une famille, un couple, ou la police, ils prennent *leur* avis. Bien sûr, les agents n'existent plus, il n'y a que des *officiers* de police. Et mille autres pauvretés dont ces braves gens n'ont plus conscience.

Ce que j'entends et ce que je vois m'inquiète aussi. Nos rues semblent le lieu où la sauvagerie de l'Afrique et celle de l'Amérique s'accouplent.

En quelques années Halloween a remplacé la Toussaint, et voilà maintenant qu'un appel à la « purge » lance la canaille immigrée contre la police. La Saint-Sylvestre n'a plus le monopole des incendies de voitures et des attaques de commissariats.

Un rappeur appelle à tuer les blancs dans un *clip* vu des milliers de fois. Deux autres rappeurs se bagarrent avec leurs bandes dans les boutiques chics de l'aéroport d'Orly. Des jeunes lynchent des policiers ou se lynchent entre eux. Sur des plateaux de télévision, des messieurs blêmes parlent de vivre ensemble et d'inégalités. Les uns et les autres sont les hommes de demain. Là où je vois des agents d'une déréliction générale ils se présentent en patriotes de la planète.

Parfois, une information transperce ce millefeuille audiovisuel. Tiens, le *Dealer*, par exemple. L'homme qui fournissait le Tout-Paris en cocaïne parle. Il livrait cent grammes par semaine à Jacques C., Élysée, rue du faubourg Saint-Honoré. Cent grammes ? L'autre en offrait, ce n'est pas possible ! À ses petites amies, sans doute. Ça explique l'agitation de ce grand vide qui a dirigé la France.

La part que la télévision prend dans mes relations avec le monde me pèse un peu. La musique me manque. Tous les grands classiques. En particulier Beethoven. Mon morceau culte est son Concerto pour violon et orchestre. Je ne cherche pas l'originalité. J'aime ce que j'aime. Ça ne m'empêche pas d'aimer aussi Aristide Bruant. De même aimé-je les primitifs italiens et les impressionnistes, même si je préfère la sculpture. Le rôti de bœuf et en même temps la glace à la vanille. Je ne suis pas collectionneur, je n'ai pas de prétention d'esthète, j'aime la liberté de l'instant et de la beauté qui me plaît à cet instant, si j'osais je parlerais de confort culturel. Des cambrioleurs l'ont récemment troublé, on vient de me voler un Barye, d'une petite quinzaine de kilos, une lionne attaquant un daim. J'ai un faible pour le petit Atlas portant le monde, sur ma cheminée, que m'a donné Arno Brecker.

Si je ne coupe pourtant pas plus la télévision, c'est que c'est un peu mon guignol à moi. Ce que font les journalistes autour de Macron par exemple n'est pas de l'information, c'est de la mise en scène. Ils essaient des images d'Épinal successives. Macron candidat, avec des transes de tribun à la façon d'Hitler. Macron amphitryon des grands de ce monde. Macron s'essayant au discours d'un chef d'État. Cela ne marche jamais très bien : il faut être bref, déterminer les grandes lignes, De Gaulle y excellait. Macron, lui, fait des homélies de cadre sup en fin de séminaire.

François Hollande s'en réjouit, apparemment, et ses amis ont cru qu'il prépare un retour, il commente, il déplore, il met en garde, il a peur du fascisme, il solennise à tout va. Ce sérieux de pitre failli m'exaspère. Il refait surface dès qu'il peut dans l'interminable digestion des médias.

C'est lui qui est à l'origine de la suppression du mot *race* dans la Constitution. Il aurait dû aussi supprimer cancer du dictionnaire, tout le monde serait guéri, et chômage aussi, cela nous aurait rendu service. Pauvre homme dépassé par sa petite histoire, hypnotisé par son prompteur, éternel foutriquet de la Cour des comptes confit dans sa gravité feinte et ses rires gras, vieil étudiant qui faisait glousser Ségolène Royal, il n'a jamais rien fait d'autre que de manipuler le PS. Il faudra que Macron nous donne encore pas mal de catastrophes pour qu'on le regrette.

Ces mémoires, quoi que j'en aie dit, me serviront de testament. J'essaie d'écrire avec acharnement. Je m'éveille le matin épuisé. J'ai

un mal fou à décoller, je compte jusqu'à dix pour me lever. Nul ne peut l'imaginer s'il ne l'a éprouvé. Vous ne savez pas ce que c'est d'être malade à quatre-vingt-dix ans. J'ai envie de chanter Johnny, *Donnez-moi l'envie, l'envie d'avoir envie*. L'asthénie se combine avec l'écoulement de soi dans le secondaire. Les petits riens de l'existence me boivent les uns après les autres.

Un élu, un ancien collaborateur partage mon déjeuner. Il me conte des anecdotes que j'avais oubliées. Certaines sont savoureuses. Il me les écrira. Il promet. C'est si facile, avec internet. Bien sûr, rien ne vient. Ça les amuse le temps d'un plat ou d'un verre, mais quand ils retournent chez eux, ils s'occupent de leur propre retraite, leur arthrose à eux, leur tuyauterie qui fuit. La leur, pas la mienne. Que voulez-vous que je fasse ? Prendre des notes ? Vous me voyez prendre des notes à table pour mes propres mémoires ? Cela me rappelle Jacques Laurent, nous déjeunions dans des bistrots pas chics où les nappes étaient encore en papier, il notait sa moindre idée et déchirait son coin après le café.

La journée continue. Quand sont passés les procès, le fisc, l'actualité, Cotelec, les comités Jeanne, les tweets, la visite chez le cardio, il reste les soucis de la maison. Nous avons voulu la faire refaire à l'identique et chaque jour apporte son petit pépin, un dais à refaire, un conduit de cheminée. Naturellement personne n'est responsable et chacun présente son mémoire pour être réglé. À la fin quand même nous y sommes arrivés. Si les antibiotiques que j'ingurgite à haute dose ne me fichent pas les intestins en l'air, je recevrai des amis ce week-end, dont certains viendront comme on visite Lascaux, tant que ça existe encore. Cela me fera plaisir, évidemment, mais cela me laissera encore un peu moins de temps pour travailler. J'en ai réchappé cette fois encore, la carcasse est solide, mais tant va la cruche à l'eau… La vie et la mort se disputent pour m'empêcher de finir ces mémoires.

Ça ne m'empêche pas de vivre. Mes lévriers sont de braves filles. L'une d'entre eux, Camilla, est d'une timidité maladive. Elle a dû être abominablement mal traitée. Gérald parvient à l'apprivoiser. Dès qu'il fait beau, on déjeune dehors. J'essaie de vieilles bouteilles. Je prends plaisir à une conversation intelligente, un bon repas malgré mon régime sans sel, un verre de vin.

Je ne prétends pas être un bon chrétien mais j'aime les chants et les prières de l'Église. L'action de grâce en premier. J'ai perdu un œil, ce fut terrible, mais je rends grâce au ciel d'y voir encore, d'entendre, même mal, de garder le goût, l'odorat, et le plaisir de la compagnie. Les tablées me réjouissent, et pousser la chansonnette, déclamer des poèmes avec des amis qui m'accueillent, les fêtes que j'ai données, la crémaillère à Rueil, mon anniversaire à Montretout.

Et puis il y a Jany. Le pire pour l'homme qui vieillit, c'est la solitude. Le meilleur est de vieillir en compagnie de celle qu'il a choisie. Jany aurait pu être vedette de cinéma. Elle ressemblait à Soraya. En mieux. J'ai gardé une collection de photos d'elle extraordinaire. Elle est à mes côtés dans toutes les traverses et toutes les joies. On s'aime, alors ?

J'ai assez parlé de ceux qui m'ont persécuté et de ceux avec qui j'ai eu des querelles pour ne pas me féliciter de cette présence fidèle. Et comme tout doit être dit dans des mémoires, sans trop appuyer pour ne pas s'attendrir, je dirai un mot, dans un tout autre registre, de Gérald, mon assistant parlementaire, mon collègue durant plusieurs mandatures au Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, mon bras droit, secrétaire, messager de confiance, aujourd'hui membre de la famille. Sans lui ma vie serait infiniment plus compliquée.

Quoi de plus ? Je garde ma curiosité pour tout et rien. Je connais même la musique de l'enterrement de Napoléon à Sainte-Hélène. Je le sais grâce au commandant Lachouque, un érudit de la chose. Il venait de recevoir un coffret que lui avaient offert les descendants du dernier valet de l'empereur, Joseph Marchand. Il contenait une paire de bas, une paire de gants, un jeu de cartes au dos duquel est griffonné un testament du mourant où celui-ci perd la tête, et un billet avec la transcription de la musique jouée lors des obsèques. Je l'ai identifiée, il s'agit de l'hymne portugais. Hudson Lowe n'avait pas eu le front de jouer un air anglais, ni consenti à un français, il prit ce qui lui tombait sous la main, l'allié de la Grande-Bretagne dans cette partie du monde, le Portugal : à Sainte-Hélène, lieu géographique à égale distance de l'Angola en Afrique, du Brésil en Amérique du Sud et de la mère patrie dans la péninsule ibérique.

43. Moi

Je les ai écrits, ces mémoires. J'ai bien cru, récemment, ne plus y arriver. C'est l'histoire du lièvre et de la tortue. J'avais une excellente mémoire, la plume assez facile, des archives. Mais j'avais bien le temps, et d'autres choses à penser. Et puis, les jours, les mois, les années passent. L'hiver arrive. La retraite, qu'on imaginait paisible, est un temps de troubles, politiques, familiaux, fiscaux. Un incendie brûle vos papiers, vous force à chercher un toit, puis les hanches lâchent, le cœur fatigue, la mémoire enfin grisonne.

Tout arrive pourtant. Ça n'a pas été si aisé que je le croyais naguère, mais ce livre s'achève.

Peut-être était-ce le bon moment. Il y a dix ans, j'aurais rédigé plus vite, j'aurais eu des collaborateurs, j'étais dans l'actualité, j'aurais mieux vendu. Mais je n'aurais pas été exclu par Marine. Et je ne me serais pas réconcilié avec toutes mes filles. Le temps m'a apporté l'épreuve et le réconfort. Je n'ai écrit qu'aujourd'hui – c'est mieux ainsi.

C'est alors que je me demande pourquoi j'ai écrit, et ce que j'ai écrit. Pourquoi des mémoires ? Au début du premier tome, j'avais une ambition, raconter ma Bretagne et ma famille avant la guerre et pendant, mon *cheval d'orgueil* à moi. Ensuite, on tombe du côté où l'on penche. Plus on vieillit, plus sévère devient le crible de la mémoire. On se souvient de ce dont on se souvient, comme aurait pu le dire le général de Gaulle, Hercule sans égal de la lapalissade. C'est la mémoire qui fait les mémoires, c'est elle qui choisit. Sans doute m'intéressé-je à tout et apprécié-je les anecdotes, mais le soin de mon pays toujours m'appelle, et me tire à lui quand j'aimerais errer. Même quand je pense à moi, et je ne suis pas moins égocentrique qu'un autre, c'est moi par rapport à la France, moi dans la Cité et dans ses controverses que j'envisage. Je n'aurai donc pas écrit des Mémoires d'outre-tombe, mais des mémoires politiques.

Je commencerai peut-être quelque jour, si Dieu me prête vie, un livre sur mes îles. Ces terres encerclées d'eau, perles toutes différentes mais parentes, marquées par le caractère irréductible que leur donne leur frontière, leur lumière spéciale dans l'écrin de la mer, Houat, Hoëdic, l'Angleterre et Ithaque, Chypre, la Nouvelle-Calédonie, Saint-Domingue, La Dominique, celle qui est derrière le pont de La Trinité, Cuhan, et celles où je ne suis jamais allé, je n'ai pas été à Poulo Condor. Je songe avec plaisir à ce livre, au musée aussi que je pourrais

ouvrir à Montretout avec tout ce qu'on m'a offert de branquignolesque. Ce serait un autre résumé de ma vie. Ces mémoires ne la bornent pas. J'arrive au bout de mon manuscrit, non de celui que Dieu a écrit pour moi. Quand l'action s'évanouit ou se fait rare, viennent le rêve et le souvenir. Je ne navigue plus, mais j'aime voir la mer. Et puis la vie commence toujours demain, j'aurai envie de voyager, un ami cinéaste m'a invité à Alger : « Les gens t'y recevraient très bien. »

Ce que j'ai voulu fixer dans ces mémoires, c'est un peu ce que j'ai voulu faire de ma vie. Cela commence par le petit Breton joyeux dans la grande France et cela finit avec le vieux Breton sur le même territoire. Que sommes-nous devenus tous les deux, la France et moi, de la belle aube au triste soir, que reste-t-il de nos espoirs ?

J'ai fait ce que j'ai pu, à la place qui était la mienne.

Moi soldat, je n'ai pas dépassé le grade de lieutenant, mais j'ai servi la France avec honneur en Indochine et en Algérie. Je n'ai pas pu combattre autant que je l'aurais voulu, mais je me suis quand même engagé pour la durée de la guerre d'Indochine dans l'unité de choc qui a été détruite deux fois dans cette guerre, le premier bataillon étranger de parachutistes, le premier BEP. Alors, puis à Suez, puis dans la casbah d'Alger, j'ai fait mon devoir de fils de France. Un grand soldat comme Pierre Sergent a dit quel réconfort ce fut, pour les abandonnés de l'opinion qu'ils étaient, de voir arriver les étudiants solidaires de leur combat que nous étions, mes camarades Peyrat, Petit et moi.

Dans la casbah, j'étais député rengagé sous les drapeaux, et la République avait délégué à l'armée des pouvoirs politiques : je donnais ma main à baiser, c'était naturel, je représentais la France et l'autorité. J'ai toujours conservé cette posture. J'approuvais jadis que Thorez, patron du PC, possédât une Delahaye : le chef des ouvriers doit avoir une aussi belle voiture que le chef des patrons. Les hommes sont ainsi faits que certains signes extérieurs les disposent au respect. Un homme politique qui se respecte en bénéficie. C'est la ténacité dans la posture qui nous constitue en clergé politique. J'aurai été un évêque politique.

Moi politique, je ne suis pas monté très haut, peut-être, mais tout seul, sans commettre ces mauvaises actions que les gens pressés d'arriver ne savent pas éviter. Si j'ai eu le sentiment de peser utilement sur les destinées de mon pays lorsque je fus rapporteur du budget de la guerre, je n'étais ni dans le cercle du pouvoir gaulliste ni dans celui de décideurs du putsch ou de l'OAS. J'étais l'ami des lieutenants, non celui des généraux. Je n'ai pas cessé une minute cependant d'œuvrer à la grandeur de la France lorsque je fus chef de parti, député, sénateur de la communauté ou député européen.

C'est à ce dernier poste que ma faculté d'agir fut la plus faible,

mais je ne le savais pas le soir du 17 juin 1984 quand, avec neuf de mes camarades du FN, je fus élu à Strasbourg. En sept mandatures, j'estime que mon bilan là-bas est nul, parce que le Parlement européen est le moins démocratique et le moins utile du monde. Mais en ce beau mois de juin, j'étais fier d'avoir arraché la droite nationale à la fatalité de la défaite et je nourrissais de grands espoirs. Quand les amis eurent quitté Montretout, finissant une coupe de champagne, Pierrette me demanda : « Au moins, es-tu heureux ? »

Oui, quand même, je l'étais. J'avais revêtu sans bien le savoir encore l'habit d'ambassadeur des peuples d'Europe. Sans doute n'ai-je pas pris le pouvoir. Sans doute n'ai-je pas eu la joie de mettre en œuvre la politique que je préconisais et qui eût sauvé la France. Mais j'aurai été tribun du peuple. J'aurai donné ma voix aux sans voix. J'aurai fait entendre tout haut ce qu'ils disaient tout bas, en gémissant parfois. Le système le savait et me craignait pour cela. Tout le monde s'accordait à me trouver d'innombrables faiblesses, et pourtant tous redoutaient de débattre avec moi. C'est que je disais la vérité de la France à la France, et cela me donnait une force souveraine.

La voix du peuple quand il crie, c'est la voix de Dieu : elle terrifie les élites usurpatrices. Celles-ci sentent leurs jours comptés, pesés, divisés, elles savent leur illégitimité percée à jour. C'est pourquoi elles m'ont exclu avec tant de férocité. Ce faisant, elles m'ont rendu service. Elles m'ont fait absolument libre, et comme j'ai la chance de ne pas avoir de passion contraignante, ni esprit de lucre, ni ambition basse (je ne rêve pas d'être ministre, *de minimis non curat praetor*), je n'ai plus eu qu'une chose à faire, dire la vérité. Pour moi. Et pour mon peuple. Sans exception. Pour les riches et les pauvres, les courageux et les lâches. Je me souviens de ces élus socialistes du Nord qui souffraient sous Mauroy et me glissaient, se soulageant dans la rangée d'urinoirs : « Allez-y, Monsieur Le Pen, on ne peut pas le dire, mais on pense comme vous ! »

Je me souviens aussi de ce juge qui avouait à mon avocat : « Nous ne sommes pas libres. »

Il précisait même sa pensée, mais je resterai flou, inutile de tomber sottement sous le coup de la loi à quelques pages de la fin.

Eh bien, moi, j'ai dit la vérité, à temps et à contretemps, comme saint Paul nous le recommande. Sans doute cela convenait-il à mon caractère, un certain goût du défi, non pas la volupté de l'adversité, mais une absence de crainte quand on marche vent debout. J'allais à contre-courant, rebelle mais légaliste. Amoureux d'un pays qui me fait mal, respectueux d'une république qui me brime. Soldat perdant refusant de devenir soldat perdu. J'aimais citer Verhaeren :

Le passeur d'eau, les mains aux rames,

À contre flot, depuis longtemps,
Luttait,
Un rameau vert entre les dents.

Une autre image me plaisait, le bœuf dans son sillon qu'il pleuve ou qu'il neige, ou que mouches, taons et moustiques l'infestent, et les coups de baguette le frappent, comme nos militants endurant tout. Mais je préfère aujourd'hui nous comparer au brise-glace. Il n'existe que par la difficulté, il n'avance qu'en la vainquant, il ne peut s'arrêter devant l'obstacle qu'il doit vaincre, il trace sa route en ne comptant que sur sa dynamique, s'il s'arrête il est pris, il gèle, il disparaît.

Je marchais pour ne pas crever, et pour donner l'alarme, car je ne fus pas seulement tribun, mais voyant. J'ai vu, non pas les cieux ouverts, mais les faux paradis qu'on nous promettait, ouverts, et j'y ai discerné l'enfer qui prend corps aujourd'hui, et je l'ai décrit, et bien sûr on ne m'a pas cru. Les voyants sont maudits. Tirésias était aveugle, je suis borgne, Cassandre ne fut pas plus crue que moi.

Pourtant j'ai choisi de continuer à servir comme témoin. Témoin pour moi-même et les miens. C'est l'un des aiguillons qui m'ont donné la force de finir ces mémoires. J'ai voulu y dire notre vérité. Je suis le tribun d'une tribu qui s'en va, le dernier des Mohicans français.

Le dernier, les derniers ? Les gilets jaunes un moment ont semblé montrer que le peuple peut encore se lever. Mais les tuniques bleues du système nous ramènent toujours à coups de matraque dans notre réserve de Peaux Rouges. Notre réserve se nomme silence. Nous avons encore le droit d'être, de vivre, ou plutôt de survivre à notre être, mais cette tolérance viagère s'accompagne d'une condition : nous devons nous taire, ne pas apparaître dans le pays visible qui a remplacé le pays réel. Nous sommes tolérés à condition d'inexistence officielle. Cependant, on m'a si souvent choisi pour image du mal, tant monté en épouvantail, que j'ai la chance d'être encore un peu visible, alors j'en profite pour témoigner.

J'ai besoin de reconnaissance pour les miens. Je suis le tribun de la tribu France, de la civilisation dont je sors, et qu'on sort aujourd'hui de l'histoire sans scrupule ni respect.

Une demoiselle de la télévision, elle se nomme Apolline de Malherbe, elle est plutôt moins laide et moins bête qu'une autre, me demandait l'année dernière sur BFM en quoi c'était un « problème que les Français deviennent minoritaires chez eux ». Je ne suis pas là pour sonder les reins et les cœurs des journalistes, il ne m'appartient pas de trancher si elle était ingénue, perverse ou militante. Je constate seulement qu'elle relaie une opinion majoritaire chez les gens qui détiennent le pouvoir en France et dans le monde, à savoir que la planète est à tout le monde, que migrer est un droit sans limite et que

donc, logiquement, mécaniquement, il peut, il doit arriver qu'un jour, un peuple qui a vécu en symbiose avec une terre durant des millénaires devienne un élément parmi d'autres de la population nouvelle de cette terre.

Il y a là une rupture de civilisation, une révolution du droit international qui se manifeste par le pacte des migrations imposé par l'ONU, que de nombreux de pays ont significativement refusé de signer. Une humanité virtuelle, produit de l'utopie mondialiste, entend se substituer aux hommes produits par l'histoire, à leurs races, civilisations, us, coutumes et croyances. C'est le grand remplacement global – encore que je constate qu'on le pratique moins en Chine que chez nous.

Nul ne connaît aujourd'hui l'avenir d'une utopie qui me paraît aussi sotte que folle, mais il n'est pas improbable qu'elle l'emporte, dans le bruit, la fureur et la mort. Dans cette éventualité malheureuse, nous figurerions, nous la France et l'Europe, parmi les vaincus de l'histoire et subirions le triste sort des vaincus. Malgré l'incessant pépiement de leurs dirigeants, nos pays vont dans le mur, ils y sont. Quand les uns rêvent de décroissance, les autres ont déjà assuré le déclin, la décivilisation qui déferle sur l'Europe.

Le sympathique Jean-Paul Belmondo regrettait à l'automne 2016 « la France gaie qu'[il avait] connue ». Eh oui. Ce n'est pas un fantasme de vieux. Je ne suis pas un adepte inconditionnel du « c'était mieux avant », car je viens du peuple, je l'ai vu trimer, j'ai trimé moi aussi, et je sais que tout n'était pas rose *avant*. Je sais aussi que la France a connu des moments très durs et même horribles, mais elle était, dans son tréfonds, vivante et gaie. Un malheur a fondu sur nous quand des élites usurpées ont voulu la remodeler à l'image qu'elles se faisaient d'un monde parfait. Ce fut la révolution triste. C'est très bête en effet, l'extrême gauche, mais c'est encore plus triste. Cela jette sur le monde un regard pourri qui finit par pourrir le monde. Le grand remplacement des hommes et de leurs mœurs est une révolution bête et triste qui a désolé la France.

Nous les vieux, Alain Delon, Jean-Paul Belmondo, Brigitte Bardot et quelques autres, avons pu témoigner ce qu'étaient le monde, la France, d'avant. Témoigner à décharge contre ceux qui la bafouent. Témoigner qu'elle était belle et grande. Préférer Louis de Funès à Omar Sy, Guillaume de Machaut à JoeyStarr. Les fanatiques de la société ouverte défigurent cette France, moi je me souviens d'avant, et je témoigne contre leur diffamation. Non content de nous chasser, ils entendent nous voler notre honneur. Moi, je me dresse contre cette imposture. J'ai le culte des héros, la fierté de l'Européen, je demeure, même désolé par ses dérives, le compagnon de route de l'Église. Je défendrai donc la France tant qu'il me restera un souffle de vie.

Rectifier l’histoire qu’ils faussent aura été mon ultime combat politique, non le moindre, car leur maquillage de l’histoire est un assassinat. Ils nous condamnent pour nous éliminer, ils mentent pour se justifier, ils nous diffament pour nous tuer. Puisque nos ancêtres furent mauvais, donnent-ils à comprendre, on nous étouffe à bon droit. Moi qui fus tissé, comme Mitterrand et De Gaulle l’étaient encore, des fils d’or de la civilisation européenne, je ne peux ni ne veux ni ne dois la laisser jeter au rebut. Nous avons reçu le saint devoir de conserver le pays tel que nous l’ont légué nos parents.

Bien que d’une condition modeste, j’ai eu la chance immense de naître dans la grande France, au bout du Morbihan mais au bord de la mer, dans une société patriarcale et libertaire où les problèmes sociaux de masse n’existaient pas. Les échos des grèves de 36 à Nantes ou Saint-Nazaire arrivaient assourdis et ne nous troublaient pas.

J’ai eu la chance ensuite d’être dressé. À l’école du père Pourchasse, la paire de claques servait de régulateur. Tout nous portait à l’obéissance, la religion, la discipline. Plus tard chez les jésuites, le règlement trimestriel prévoyait tout à la minute près. La religion nous imposait une police intérieure, la conscience nous tenait. À l’armée on apprenait le courage, c’est un autre dressage, comme celui des sportifs ou des chanteurs. On apprend l’honneur, la valeur, la discipline, qui sont des choses non monnayables : la sanction quand on a bien fait est la reconnaissance des pairs et des modèles. On est respecté pour son courage militaire et civique, c’est notre récompense, sinon, pourquoi prendrait-on des risques ? J’ai eu la chance que toutes ces choses me tiennent éloigné des lavasses qu’un Soros et un Cohn-Bendit donnent à ingurgiter aux jeunes pour idéal.

Aux jeunes Français qui veulent s’en sortir, je chanterai France Gall : « Résiste ! Prouve que tu existes ! »

Et encore : « Débranche tout ! Revenons à nous ! »

Débranche le flux colonisateur méphitique qui coule d’Amérique et d’Afrique, ces modèles débiles dont nous reproduisons les pires tares. Revenons à nous, au modèle de la civilisation blanche, européenne et chrétienne. Il nous a permis de vivre exemplaires durant de nombreux siècles. Soyons-en fiers et continuons-le.

Ma personne est peu de chose dans ces grands ouragans. Pour rédiger ces mémoires, j’ai fouillé littéralement le fond de mes tiroirs, les papiers, les photos, les vieilles notes qui y traînent. À les lire sans tri, j’en ai fait un premier jet bizarre, où j’apparaissais très différent de ce que je suis. Je me souviens par exemple de la déception que m’avait causée, lors d’un voyage à Paris, une visite à un oncle. Nous étions descendus dans un petit hôtel, c’était la première fois de ma vie, à proximité du logement qu’occupait avec sa femme mon oncle Pierre, au 4 de la rue Muller au pied de la Butte Montmartre. C’était au 4e

étage, un petit appartement que je trouvai mesquin pour ce que je croyais être une personnalité. Les toilettes communes à la turque et le robinet d'eau courante à mi-étage me parurent misérables. Ils l'étaient. Je fus vexé d'avoir eu de l'admiration pour mon oncle. C'est assez frivole, cela m'informe que je puis être, comme un autre, sensible aux morsures d'amour-propre que cause la situation sociale.

Autre chose, j'ai toujours aimé danser. C'est inné. La musique me remue et engendre des gestes. Enfant nous dansions des danses bretonnes traditionnelles avec les parents. Dans la Trinité de mon adolescence, cette disposition m'a servi. Un bon danseur avait plus de succès qu'un bellâtre mauvais danseur. La danse est un moyen de sélection. Mon corps m'importe beaucoup. Il est si fortement lié à mon cœur et mon esprit. La terrible asthénie d'aujourd'hui me fait me rappeler avec nostalgie l'élan qui naissait en moi d'une idée. L'idée, la vraie, qui participe autant du corps que de l'esprit, celle qui émeut comme un désir, fait courir le sang plus vite, est chez moi une mobilisation de tout l'être, une exaltation physique.

Quoi encore ? Que ceux qui ne me comprennent pas se rassurent, cela dure depuis plus de quatre-vingts ans. C'était à Lorient, chez ma tante, en 36 sans doute. J'avais huit ans, j'étais tombé amoureux d'une jeune femme. Elle était mariée à un gendarme, ils habitaient au 2e étage. Un jour, je n'ai plus pu le supporter. En le croisant dans l'escalier, je lui lance mon brodequin dans le tibia. « Je ne comprends pas, dit le gendarme en riant, pourquoi le petit garçon me donne des coups de pied. »

Cela suffit comme ça. Ce sont des mémoires, non des confessions. Je ne lâche ces quelques souvenirs que pour me reposer du vacarme des empires et de la chute des nations, laisser transpirer de salutaires petits étonnements devant la vie. C'est d'eux que je tire aujourd'hui le plus de bonheur. J'adore l'orage l'été, par exemple, quand le ciel gronde illuminé d'éclairs. Je reste devant la fenêtre ouverte, je regarde la pluie tomber sur la terrasse, l'air fraîchit, les gouttes rebondissent sur la balustrade. Ce n'est pas emmerdant du tout, la pluie. Le chien se fourre sous la table à chaque coup de tonnerre.

J'en ris mais j'étais moins fier dans le petit avion qui nous ramenait d'Acapulco vers Mexico où nous attendait le grand avion de ligne. Il y a eu le pire orage que j'aie connu. Terrifiant. Ça dansait, des trous d'air de cent mètres. J'ai cru ma dernière heure arrivée. On était tassés comme des tacauds dans la vase. Entre les deux tours 2002 on a eu chaud aussi, on était avec notre Beach 90 trente secondes en avant de l'orage, qui gagnait peu à peu sur nous. La nuée mortelle s'approchait mètre à mètre. Que le temps est long et l'espace court alors ! On s'est posés à Dijon juste à temps, l'avion n'avait pas fini de rouler que le ciel nous croulait sur la tête.

Une autre fois c'était en hélicoptère, un retour dans une épouvantable brume, heureusement le pilote a repéré des lignes téléphoniques sur la route, on a suivi et l'on a fini par se poser. Mais la beauté du ciel nous paie de ces peurs somme toute rares. J'ai un merveilleux souvenir de bleu, de blanc et de lumière, dans les Alpes, on a fait un posé au-dessus de trois mille pour nous recueillir sur la tombe d'un alpiniste qui avait voulu être enterré au sommet. En redécollant l'hélico nous en a mis plein la gueule. Il est revenu nous chercher comme l'après-midi avançait, le pilote était du coin et très sympathique, il parlait malgré le bruit, j'en ai profité pour lui demander en hurlant ce qu'étaient les taches plus ou moins vertes ou brunâtres qu'on voyait à moyenne altitude dans l'étendue d'une neige pourtant vierge de tout passage. Il me répondit amusé : « Ça dépend où vous êtes. J'ai des missions du Jura à la Savoie. Ça dépend des vallées. D'un versant à l'autre, certains les appellent des mouilles, d'autres des gouilles. La chose, elle, ne change pas, ce sont des endroits plus humides où fond la neige et où l'eau fait apparaître l'herbe fanée ou un tas de branches. »

Je hochai la tête. La France compte 350 fromages et je ne sais combien d'appellation de vins. Je l'aime aussi pour sa diversité un peu caricaturale, j'aime les clochers. Alors, va pour les mouilles et les gouilles.

À quoi pensais-je en commençant à parler de tout ça ? Ah oui, la mort. J'y songe souvent. Ça ne date pas d'aujourd'hui. Depuis celle de mon père… Une autre mort m'y a ramené, celle de mon chef, le colonel Jeanpierre, en Algérie. J'en ai parlé dans le premier tome, mais je n'ai pas transcrit alors les vrais mots que prononça l'officier qui me l'annonça. Je les ai retrouvés. Les voici : « Soleil est mort. »

Soleil était son nom de code à la radio lors des opérations.

Dans mon esprit, forcément, la mort se trouve liée à la guerre, à l'héroïsme, à la mémoire. Je n'ai jamais été fana de cérémonies militaires, mais j'assiste quand je le peux à celles qui honorent les morts. Un peuple est un tout, ceux qui sont, ceux qui furent, ceux qui seront. L'hommage qu'on rend aux morts assure la cohésion des vivants et l'avenir du pays. De même que l'art est né du culte des morts, l'histoire est fille du besoin de les célébrer. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est Hérodote, au début de son *Historia*. Il se propose de « sauver de l'oubli les actions des hommes ».

Un peuple se définit par ses guerres, par ses morts. Ceux d'Europe par Marathon, les Thermopyles, Salamine, nous vivons l'héritage de la Grèce, la liberté, celui de la France par la Marne, Verdun, Marignan, Poitiers, Patay, Bouvines. Est-ce un trait de notre mentalité, la plupart des grandes dates qui nous frappent aujourd'hui sont des défaites, Waterloo, la Bérézina, Azincourt, Trafalgar, Camerone, Diên Biên Phu.

L'histoire nous enseigne le culte des héros plus que celui des victoires. Elle est comme Caton, qui prenait à l'encontre des dieux le parti des vaincus, ou comme François Ier s'écriant après le désastre de Pavie : « Tout est perdu fors l'honneur. »

Avec la SERP, j'ai édité un album de photos dédié aux combattants d'Algérie intitulé *Fors l'honneur*. Pour moi aussi, le résultat des guerres importe moins que la façon de combattre et de mourir. De servir jusqu'au bout. C'est quand il meurt qu'un homme devient ce qu'il est. Il est de grandes actions et de grandes heures, mais celle qui sanctifie, c'est celle de la mort. Elle scelle les grandes vies : les héros entrent dans l'éternité par la porte de la mort.

C'est La Rochejaquelein, général royaliste à vingt ans, qui entraîne une dernière fois ses hommes : « Si j'avance suivez-moi, si je recule tuez-moi, si je meurs vengez-moi. »

Et c'est Bonchamps qui, avant de mourir sur le champ de bataille, apaise les siens pour les éloigner de la vengeance : « Grâce aux prisonniers. Bonchamps l'ordonne. »

L'heure de la mort importe autant aux troupes qu'aux individus. À Camerone on peut lire ces quelques lignes en français sur le monument aux morts :

> Ils furent à moins de cent opposés à toute une armée. La vie plutôt que le courage abandonna ces soldats français le 30 avril 1863.

L'inscription originale était en latin.

Je suis passé aussi aux Thermopyles. L'endroit est moche, mangé d'arbrisseaux en bataille, l'eau sent l'œuf pourri, mais la phrase que porte le monument est belle :

> Passant, va dire à Lacédémone que ses fils sont morts pour respecter sa loi.

Je n'ai pas oublié d'aller à Verdun. Avec Tixier. C'était un jour de novembre où la lumière passait à peine le pesant couvert des nuages. La masse grise de Douaumont occupait le ciel entier. Il bruinait. Glacial. La boue collait aux souliers. L'ossuaire semblait infini, la cathédrale, lugubre. La mort écrasait tout. Aussi loin que portait la vue, nul arbre ne dépassait deux mètres. L'endroit où avait eu lieu le plus grand massacre de l'histoire en portait la marque. Une tête immense de poilu, sculptée dans le granit, dominait cette désolation avec cette devise gravée à sa base :

> Lutter, souffrir, mourir.

Les corbeaux eux-mêmes s'étaient mis aux abonnés absents. Nous étions littéralement transis, et nous n'étions restés que quelques minutes. J'ai pensé à ceux qui y restèrent des semaines et des mois. Nous sommes allés prendre un viandox pour nous remettre, Tixier un grog.

Un troquet à Verdun prête à la méditation. Qui a gagné la grande guerre ? Sur le moment beaucoup d'Allemands ont refusé d'admettre qu'ils l'avaient perdue, ils ont lancé la théorie du « coup de poignard dans le dos ». C'est une fichaise. Le Grand État-Major n'a pas demandé l'armistice pour des prunes, les offensives en préparation auraient brisé l'armée impériale, mais les Anglais n'en ont pas voulu, pour ne pas trop abaisser ce qui restait de l'Allemagne.

Bien que ses troupes n'aient été engagées qu'à la marge, l'Amérique, par sa seule présence, a pesé sur le résultat en forçant l'Allemagne à jouer son va-tout. Ayant signé une paix séparée en 17 à Brest-Litovsk avec les Russes, celle-ci devait impérativement emporter la décision en 18, avant qu'en 1919 le camp allié n'acquière avec l'Amérique un avantage irréversible en hommes et en matériel. Ludendorff dut prendre les risques, d'où les formidables offensives allemandes du printemps et de l'été 1918. Il s'en fallut d'un cheveu que le front ne rompît, mais il tint. Le mérite en revient aux Français sous le commandement des généraux Foch et Pétain, respectivement généralissime et chef de l'armée française. On ironise sur le titre de « première armée du monde » donné en 1939 à l'armée française : de mars à novembre 1918, elle le mérita.

Elle fut la première, en battant la meilleure, l'armée allemande, comme il est arrivé depuis au XV de France de battre les All Blacks. Deux grands peuples qui allaient en mourir donnèrent dans une lutte affreuse le meilleur d'eux-mêmes. Si un geste peut être retenu au bénéfice des deux politiciens que furent Helmut Kohl et François Mitterrand, c'est qu'ils se sont donné la main à Verdun pour s'incliner devant un lieu et un moment qui les dépassait, qui nous dépasse tous, qui, pour un Européen, dépasse tout.

La Grande Guerre défie l'imagination. Il y a eu plusieurs journées où 30 000 morts sont tombés. 30 000 en un jour, plus que les pertes de l'armée française pendant la guerre d'Algérie. Par comparaison le total des morts au combat des États-Unis s'élève à 53 000 pour toute la première guerre mondiale, le débarquement du 6 juin 1944 a fait 10 500 morts chez les alliés, et la bataille de Normandie, pourtant terrible et longue, 3 000.

C'est dire si j'ai suivi, le cœur serré et l'esprit concentré, les cérémonies du centenaire de l'armistice du 11 novembre présidées par Emmanuel Macron. On peut tout reprocher à notre président de la République, non de ne pas être méthodique, réfléchi, et même

méticuleux, dans le choix de sa communication, quand il a le temps et n'est pas pris au dépourvu. Or la célébration d'un centenaire ne survient pas à l'improviste, de sorte que le résultat a manifesté sûrement les intentions d'Emmanuel Macron.

Un million quatre cent mille Français sont morts, sur quarante millions. Nul n'a payé si lourd tribut, sinon l'Allemagne (mais elle était deux fois plus peuplée) et surtout la Serbie, qu'un protocole ignare et ignoble a sottement oubliée et humiliée lors des cérémonies. C'est pourquoi le message délivré par Macron aux Français à cette occasion fut particulièrement fort et solennel.

Quel est-il ?

Les signes envoyés nous le disent.

Le premier fut de supprimer le défilé militaire. Pour ne pas heurter les Allemands, nous dit-on. Pour prendre acte que la Grande Guerre fut, d'une certaine manière, un « désastre », tels furent les mots du président. Pour promouvoir la paix à travers la célébration de l'armistice.

Pourquoi pas ? Insister sur la réconciliation entre les Allemands et les Français ne peut être mal. Hélas Emmanuel Macron en même temps réclamait la constitution d'une « armée européenne » et suggérait le partage de la dissuasion nucléaire et du siège de la France au Conseil de sécurité de l'ONU avec Berlin. Ce n'est pas la réconciliation qui est ainsi promue, c'est la fin de la souveraineté nationale.

Macron a politisé à outrance le souvenir. Il n'entretint la mémoire de nos morts que pour imposer sa politique aux vivants. Le bruit mené autour du 11 novembre ne visait qu'à formater les citoyens d'aujourd'hui. On ne célébrait nos aïeux que pour dissuader leurs arrière-neveux d'imiter leur exemple. Ce prétendu hommage fut une diffamation suivie d'un interdit.

La leçon d'histoire très sommaire qu'il prétendait donner aurait pu avoir un sens partiel si les raisons du *désastre* qu'elle déplorait avaient été exposées avec précision, les systèmes d'alliances, le poids des ploutocrates accepté par les démocrates, la jactance, l'orgueil, la raideur des hommes puis, une fois engagé le combat, les sacrifices de tant d'hommes à la bataille de matériel imposés jusqu'au bout par les idéologues, la haine des maçons pour les États catholiques. Mais ce n'entrait nullement dans les intentions d'Emmanuel Macron. Le détail de l'histoire ne l'intéresse pas, il se contente d'une condamnation d'ensemble, de nature sentimentale et moralisatrice.

Il s'agissait pour lui d'enseigner aux Français que le monde d'hier était mauvais, globalement. Et que les citoyens d'aujourd'hui devaient se garder des « passions mauvaises », *racisme, xénophobie, nationalisme*, etc. En particulier, notre élyséen philosophe eut une phrase qui laisse

rêveur : « Le patriotisme, c'est l'exact inverse du nationalisme. »

Chacun sait que la patrie est la chose des pères et la nation la chose des gens nés ensemble, que les deux notions se ressemblent au lieu de s'opposer, elles sont fort étroitement liées par la famille. Macron s'est donc livré à un pur jeu verbal, qui rappelait celui de Mitterrand à Strasbourg en 1995, *le nationalisme c'est la guerre*. Il visait le même but : discréditer toute velléité de résistance nationale.

La commémoration de 1918 par Macron fut une promotion de sa politique de 2018. Sa petite phrase entendait discréditer les populistes qui se plaignent de l'invasion en cours. Et la leçon qu'il nous propose de tirer de la Grande Guerre est un beau paradoxe : *c'est un mal de défendre ses frontières !*

Macron s'est servi, outre les mots, de quelques images pour le soutenir. La propagande a toujours procédé ainsi. Après la guerre, lorsqu'il s'est agi de vivifier la croyance des masses en une guerre du Droit que les pays civilisés auraient mené en faveur de la France contre les empires centraux, le poète Pascal Bonetti voulut honorer les étrangers qui s'étaient engagés :

> Le monde entier disait : la France est en danger ;
> Les barbares, demain, camperont dans ses plaines.
> Alors, cet homme que nous nommions « l'étranger »
> Issu des monts latins ou des rives hellènes
>
> Ou des bords d'outre-mer, s'étant pris à songer
> Au sort qui menaçait les libertés humaines,
> Vint à nous, et, s'offrant d'un cœur libre et léger,
> Dans nos rangs s'élança sur les hordes germaines.
>
> Quatre ans, il a peiné, lutté, saigné, souffert !
> Et puis un soir, il est tombé dans cet enfer.
> Qui sait si l'Inconnu qui dort sous l'arche immense,
>
> Mêlant sa gloire épique aux orgueils du passé,
> N'est pas cet étranger devenu fils de France
> Non par le sang reçu mais par le sang versé ?

Le morceau a sans doute vieilli, encore que les quatre derniers vers, les seuls qu'on cite ordinairement, se laissent très agréablement dire. Mais il exprimait l'opinion des Français d'alors sur la Grande Guerre. En même temps, il manifestait leur reconnaissance pour ceux qui sont venus les aider (y compris les sujets de l'Empire). Il a servi depuis à exprimer la mystique de la Légion étrangère.

De même, à travers les festivités de l'armistice, Macron a-t-il dit l'opinion de la France d'aujourd'hui sur la Grande Guerre. Il a fêté une

petite partie de ces étrangers, les troupes d'Afrique sub-sahariennes, avec un faste volontairement exagéré. Non content d'inaugurer avec le président malien un mémorial spécial pour eux à Reims, cité des sacres, il a voulu que le clou de la journée du 11 novembre fût la chanteuse Angélique Kidjo interprétant *Blewu*.

Angélique Kidjo n'est pas n'importe qui. Née au Dahomey, le Bénin d'aujourd'hui, à Ouidah, anciennement Ajuda, comptoir portugais qui pratiqua la traite transatlantique, installée à Paris en 1983 puis à New York en 1998, cette chanteuse, à cinquante-huit ans aux mangues, est classée dans les cent femmes les plus influentes au monde par le principal quotidien de gauche britannique, *The Guardian*. Elle a reçu je ne sais combien de récompenses internationales, elle chante en cinq langues dont trois africaines, le français et l'anglais.

C'est la reine de la World Music et c'est en plus une « bonne personne » selon les canons du mondialisme. Ambassadrice de l'UNICEF depuis 2002, elle s'est engagée dans la campagne de Barack Obama et aux côtés de l'ONG Oxfam pour le commerce équitable. Elle est à elle toute seule la figure du monde que Macron promeut, elle l'a exprimé dans l'autobiographie qu'elle a écrite, *Sa voix, c'est une âme*.

Macron a réduit le chant funèbre pour le sacrifice de la France durant la Grande Guerre à une bluette mondialiste, *Blewu*, qui signifie « doucement » en langue mina. La crucifixion de la France se termine en molle mélopée, africaine quant à la langue, « world music » pour l'esprit.

Les tirailleurs sénégalais (et autres) qu'on célèbre ainsi furent souvent admirables, mais ils n'ont pas « sauvé la France », ils ne furent qu'un détail valeureux de son dispositif militaire. Trente-cinq mille moururent, goutte de la grande hémorragie, dans cet effroyable coup d'épée dans le sang que fut la première guerre mondiale.

La démagogie mémorielle de Macron s'adresse moins aux soldats d'hier qu'aux banlieues d'aujourd'hui. Elle indique ce à quoi l'on promet le peuple français, elle préfigure ce qu'il sera. On lui invente de fausses racines pour justifier les surprenantes feuilles qui poussent sur son sol. Cela participe de la même manipulation de l'opinion qu'un Achille noir dans une série anglo-saxonne ou une Jeanne d'Arc métisse aux fêtes d'Orléans. Cette Angélique marquise des anges mondialiste nous dit ce que sera la France demain.

Les Jean, les Pierre, les Paul, les Jacques innombrables sur les monuments aux morts de la Grande Guerre sont l'épitaphe d'une grande nation que les saignées du Premier Empire et le Code Napoléon avaient épuisée. Quand l'Afrique et l'Asie pullulent, nous ne nous remettons pas de cette hémorragie. Lorsque, après la seconde guerre mondiale, nous nous sommes dressés sur nos ergots pour défendre notre statut de grande puissance, elle nous a condamnés. Nous nous

sommes écroulés sous un effort trop important pour nous. Depuis, les confins de l'empire se sont rapprochés de son centre et nous avons importé le monde chez nous. La France est un eldorado, mais un « eldoradeau » de la méduse, pour les immigrés, un cauchemar pour ses habitants, nos dirigeants n'ont pas pris la mesure de la question démographique.

Est-ce que notre temps est fini, notre civilisation morte, notre élan vital épuisé ? Je l'ignore. Tant qu'il y a de la vie il y a de l'espoir, même si la conjoncture paraît désastreuse. Ce n'est qu'après coup que les historiens de l'avenir détermineront où nous en sommes aujourd'hui, dans une crise ou à la fin, au II[e] ou au VI[e] siècle. Cela dépend aussi de notre courage. C'est à nous de fixer le curseur. Le désespoir est aussi sot qu'inutile.

Il y a une chose qu'on ne me fera jamais apprendre, le lâcher-prise. J'ai bien aimé Schoendoerffer, homme de talent, courageux, bon camarade. Son film sur Diên Biên Phu fourmille de beaux passages. Celui, notamment, où, la canonnade cessée, l'armée française se rend. Un soldat enlève son casque car il ne craint plus la mort. (Il a tort de ne plus craindre la mort, les quatre cinquièmes des morts français de la bataille mourront après elle, dans des marches ou dans des camps.) Il a tort, mais il ne craint plus la mort, ni le vacarme, ni la boue. C'est un soulagement sans nom. Il écoute le silence.

Ce bref moment de libération précède l'avilissement : déjà il n'est plus qu'un vaincu, un prisonnier soumis à la volonté de son vainqueur. Sa vie ne dépend plus du combat, mais de l'ennemi. Sa liberté n'existe plus.

La reddition est une horreur : si on peut l'éviter, on l'évite. Au combat, c'est parfois impossible. Voir Diên Biên Phu. C'est beaucoup plus facile dans la vie civile, et pourtant, la plupart lèvent les mains pour se vautrer dans la servitude. Si je dois un jour me justifier devant mon Souverain Juge, je ne dirai qu'une chose : j'ai toujours refusé de me rendre. Tel est pour moi l'honneur du *détail*. Et de ma ligne politique face à ceux qui organisent la fin de la France. Qu'on me permette de citer la noble devise de Franche-Comté : « Comtois, rends-toi ! Nenni, ma foi ! ».

Maintenant, il me faut songer à autre chose. J'ai quatre-vingt-onze ans. Ça me laisse pantois. L'idée que je vais sur mes quatre-vingt-douze me paraît mirobolante. Je pense à ma tante Jeanne, la veuve de Vincent, qui vivait à Kerdaniel dans une jolie maison neuve à côté de la ferme de jadis, vide aujourd'hui, à qui je me faisais un devoir et un plaisir d'aller rendre visite quand j'allais encore à la Trinité. Elle avait bon pied, bon œil, à quatre-vingt-dix ans elle conduisait encore la petite voiture qu'elle avait gagnée dans une tombola d'Auray en achetant un blue-jean. Les femmes sont plus solides. Moi ça ne va pas

fort, mais tant qu'on a de l'appétit. C'est comme les chiens, ils traînent la patte, ils perdent leur poil, tant qu'ils ont faim, ça va.

Quand je regarde derrière moi, je ne regrette pas grand-chose. Sans être fataliste, il me semble suivre une sorte de destin. L'autorité de ce qui est arrivé, la réalité qui a eu raison des éventualités évanouies, nous entraînent malgré nous à considérer que ce qui s'est passé était nécessaire, et l'on aimerait que ce soit le produit de notre volonté. Il me semble pourtant qu'une grande partie de ma vie m'est arrivée comme ça. Par hasard ? Par nécessité ? Par la Providence ? En tout cas, ce fut le produit de forces trop complexes pour que je les calcule et que je les agence.

Ce qui nous revient à nous est de nous tenir comme on nous l'a appris. De regarder vers le haut. Si tu veux que ton sillon soit droit, accroche ta charrue aux étoiles, dit le proverbe arabe.

Maintenant, en bout de piste, je me demande, bien sûr, si je vais disparaître ou paraître ailleurs. L'Église, jadis, me donna une foi. Certains de ses ministres m'ont fâché avec eux, au point que j'ai cru qu'ils m'avaient fâché avec Dieu, je l'ai même écrit. Ma rupture avec l'Église fut brutale et non sans souffrance. J'ai été orphelin de l'Église et j'ai dû m'assumer moi-même sur le plan spirituel. Cela n'a rien de facile, ni d'agréable, ni de satisfaisant au bout du compte. La raison tourne vite en rond. La lanterne des philosophes n'a jamais éclairé personne. L'orgueil et le désespoir vous harcèlent tour à tour.

Il me paraît aujourd'hui que j'ai donné à un mouvement d'humeur une trop grande ampleur. J'ai confondu l'Église avec les prélats modernistes qui souvent parlent en son nom et semblent s'être donnés pour mission de la perdre. Nous sommes tous orphelins de quelque chose en Europe. J'ai regardé la foule qui se pressait aux funérailles de Johnny. Elle avait besoin d'être ensemble, besoin de sacré, besoin de communier. Beaucoup d'évêques en France, et la hiérarchie laïque qui les conseille, ne le satisfont plus. La pratique s'en est allée, c'est-à-dire le lien principal de la communauté chrétienne qui se retrouvait à l'église tous les dimanches et ne se retrouve plus qu'aux fêtes carillonnées, mariages, baptêmes, obsèques.

Je crois que l'Église a beaucoup erré après Vatican II, Elle aussi, Elle comme nous tous, Elle comme toute la société, Elle qui n'en avait pas le droit. Sans doute les découvertes scientifiques avaient-elles donné des coups de bélier dans le dogme, mais les arguties infinies des clercs et leurs abandons ont plus encore contribué à son affaissement. Le purgatoire a disparu, l'enfer aussi, pratiquement, et cela nous a rapprochés singulièrement du néant.

À cette espèce de flou et de mou généralisé se combine bizarrement une sorte de férocité. En 1992, ils m'ont fermé un dimanche l'accès à la cathédrale de Reims. Pour quel motif avouable ?

Si l'Église a une mission, elle n'est sûrement pas politique. J'ai peur qu'Elle ne mute, qu'Elle ne serve de supplétive, avec ses ors et ses orgues, au discours bisounours de l'humanisme maçon, sa politique de la bougie et du bouquet de fleurs face au terrorisme, le bêlement d'amour entendu comme arme absolue des moutons contre les loups. Il me semble que c'est une attitude chrétienne devenue folle, une profanation du message évangélique par la sottise.

Je sens bien que l'espèce de passion que j'y mets avoue assez que je ne suis pas détaché tout à fait de Celle qui fut ma mère. Je pourrais dire à certains moments comme Léon Bloy, j'attends les cosaques et le Saint-Esprit. Je pense à d'autres moments qu'il faut savoir finir simple et digne. Certains articles de la foi catholique me surprennent, mais je garde comme une confiance immense, qui me rassérène, et je demande sincèrement pardon à ceux que j'ai blessés du mal que je leur ai fait.

J'espère en tout cas avoir été un chaînon français honorable, non pas un maillon faible, mais un maillon utile aux autres, dont les miens puissent être fiers. Il n'y faut pas trop de gravité cependant. Je veux finir comme une chanson. Sans cuivres ni cymbales. J'aurai vécu et je mourrai libre, comme un air se perd dans le vent.

Annexe 1
Chronologie

• Événements dans le monde ▹ Événements en France
▸ Événements culturels

1972 Accords Salt entre Nixon et Kossyguine sur la limitation des missiles antibalistiques, accord maritime américano-soviétique.
Premier sommet de la terre tenu par l'ONU à Stockholm.
Échec du coup d'État des aviateurs (Oufkir) contre Hassan II au Maroc.
Les noirs attaquent les fermiers blancs en Rhodésie du Sud, début guerre civile.
Début du Watergate.
Rencontre Nixon Mao Tse Toung.
Minage des ports nord-vietnamiens, bombardements de Hanoï et Haiphong.
Prise d'otages israéliens aux JO de Munich.
Élargissement de la CEE au Royaume-Uni, Irlande, Danemark et Norvège. Celle-ci refuse par référendum.
Bloody Sunday en Irlande du Nord : des manifestants sont abattus par l'armée britannique à Londonderry.
Création du SME.
Reconnaissance mutuelle entre RFA et RDA.
▹ Publication de la feuille d'impôt de Jacques Chaban-Delmas par *Le Canard enchaîné*.
Décret d'application de la loi sur la contraception.
Début de l'affaire de Bruay-en-Artois.
Programme commun de gouvernement PC PS MRG.
Manif contre l'élargissement du camp militaire du Larzac.
Fondation du Front national.
▸ Le club de Rome publie *Halte à la croissance*.
La Violence et le sacré, *Août quatorze*.
Orange mécanique, *Frenzy*, *Le viager*, *Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le sexe sans jamais oser le demander*, *Le dernier tango à Paris*, *Cabaret*, *César et Rosalie*, *Le grand blond avec une chaussure noire*, *Fellini Roma*, *L'inspecteur Harry*.

Mort de Maurice Chevalier, Pierre Lazareff, Edouard VIII, Boby Lapointe, Pierre Brasseur, Jules Romains, Henry de Montherlant,

Ezra Pound, Harry Truman, Dino Buzzati.

1973
Accords de Paris, armistice au Viet Nam. Non respecté.
Coup d’État au Chili contre Allende.
Guerre du Kippour. Israël en difficulté menace d’utiliser l’arme nucléaire. Aide massive américaine.
Premier choc pétrolier. L’OPEP double ses prix en réaction à l’occupation des territoires arabes par Israël.
Création de la commission trilatérale.
Prix Nobel de la paix à Henry Kissinger et Lê Đúc Tho.
Watergate : Nixon accepte la démission de Haldeman et Ehrlichman.
Déposition du roi d’Afghanistan. République.
Discours du ministre australien de l’Immigration ouvrant la voie à une société multiculturelle et multiraciale par l’immigration.
L’armée israélienne abat un Boeing 727 libyen au dessus du Sinaï.
Assassinat par le Mossad à Beyrouth de trois chefs du Fatah et dix victimes collatérales.
Début de la guerre civile au Liban. Débuts de la Commission européenne, dirigée par François-Xavier Ortoli.
Dévaluation du dollar, flottement général des monnaies.
Ostpolitik : Brejnev signe à Bonn un accord de coopération économique avec la RFA, les deux Allemagnes entrent à l’ONU.
Abolition de la peine de mort en Suède, naissance de l’agence spatiale européenne, début de la conférence d’Helsinki dont l’URSS espère qu’elle gèlera l’Europe à son profit.
Assassinat par l’ETA de Luis Carrero Blanco.
▹ Achèvement du boulevard périphérique de Paris.
Décret Gorse régularisant les clandestins.
Manifestation pour le droit à l’avortement.
Loi « Rothschild » sur les prêts à l’État. Accident du Tupolev au salon du Bourget. Inauguration de la tour Montparnasse. Grève Lip à Besançon.
▸ *Le Camp des saints*, *Une journée d’Ivan Denissovitch*.
La grande bouffe, démolition du Gaumont-Palace, *Amarcord*, *Americain Graffiti*, *Les aventures de Rabbi Jacob*, *Soleil vert*, *Mon nom est personne*.
Premier numéro de *Libération*.
Mort de Lyndon Johnson, Pearl Buck, Roland Dorgelès, Picasso, Bruce Lee, Pablo Neruda, Anna Magnani, Fernand Raynaud, Ben Gourion, Tolkien.

1974
Révolution des œillets au Portugal.
Fin de la dictature des colonels en Grèce.

▹ Élection présidentielle en France, Le Pen 0,74 %, Giscard élu.
Traité sur la limitation des essais nucléaires souterrains.
Enlèvement de Françoise Claustre par Hissène Habré.
Découverte de Lucy.
Nixon démissionne à la suite du Watergate, il est remplacé par Ford.
La Chine vole les îles Paracels au Viêtnam du Sud.
L'OLP seul et unique représentant du peuple palestinien.
Soljenitsyne expulsé d'URSS à cause de la publication de *L'Archipel du Goulag*.
Franco hospitalisé, Juan Carlos intérim.
Invasion militaire de Chypre par la Turquie.
▹ Inauguration de l'aéroport Charles de Gaulle.
Dernier train à vapeur en France.
Le Gisti publie le petit livre juridique des travailleurs immigrés.
La majorité civique passe de 21 à 18 ans.
La pilule accessible aux mineures sans autorisation parentale, divorce par consentement mutuel.
▸ *La Vie devant soi*.
L'Horloger de Saint-Paul, *Les Valseuses*, *Vincent, François, Paul et les autres…*, *Stavisky*, *Gatsby le magnifique*.
Mort de Pompidou, Pagnol, Duke Ellington, Joukov, Darius Milhaud, Peron, Francis Blanche, Charles Lindbergh, Vittorio de Sica.

1975

Guerre civile en Angola.
Guerre civile au Liban.
Phnom Penh et Saigon tombent aux mains des communistes.
Andreï Sakharov Prix nobel de la paix.
Naissance du G7. Accords de Lomé.
Arrestation et assassinat du commandant Galopin dans l'affaire Claustre.
Marche verte de 350 000 Marocains pour récupérer le Sahara espagnol.
Effondrement, lâchage et conquête du Sud-Viêtnam et du Cambodge.
Le Pathet Lao prend le pouvoir au Laos et abolit la royauté, répression féroce.
Résolution 3379 de l'ONU assimilant le sionisme à une forme de racisme.
Accords d'Helsinki.Juan Carlos roi d'Espagne.
Pustches avortés au Portugal de Antoniock, Spinola et Otelo de Carvalho.

▹ L'ORTF éclaté.

Le chômage indemnisé à 90 %.
Vote définitif de la loi Veil.
Carte orange.
Loi Haby sur le collège unique.
Le nombre de chômeurs dépasse un million.
Réforme du statut de Paris, qui aura un maire.
Premier rasoir jetable, un Bic.
Instauration de l'autorisation admnistrative de licenciement.
‣ *Cousin Cousine*, *Dupont Lajoie*, *L'Histoire d'Adèle H.*, *Peur sur la ville*, *Que la fête commence*, *Le sauvage*, *Sections spéciales*, *Un sac de billes*, *Le vieux fusil*, *Zig Zig*, *Les dents de la mer*.
Mort de Tchang Kaï-chek, Franco, Pierre Fresnay, Oum Kalsoum, Pierre Dac, Fayçal Al Saoud, Michel Simon, Haïlé Sélassié, Eamon de Valera, Jacques Duclos, Guy Mollet, Saint-John Perse, Anna Harendt, Pasolini.

1976

• Dictature militaire en Argentine Videla.
Raid sur Entebbe. Émeutes de Soweto.
Arrestation de la bande des Quatre, fin de la révolution culturelle en Chine.
Accord de la Jamaïque, fin de la convertibilité du dollar en or et du système de Bretton Woods.
Guerre entre le Maroc et l'Algérie pour le Sahara occidental.
Élection de Jimmy Carter. Catastrophe de Seveso.
▹ Premier vol du Concorde.
Le PCF renonce à la dictature du prolétariat.
Procès de Christian Ranucci pour le meurtre d'une fillette de huit ans.
Instauration de l'heure d'été. Regroupement familial.
Naissance du FLNC. Création du Loto.
Casse du siècle de Spaggiari à la Société générale de Nice.
Suspension *a divinis* de Mgr Lefebvre par Paul VI.
Nomination de Raymond Barre Premier ministre.
Attentat contre JMLP et sa famille villa Poirier.
Le RPR remplace l'UDR. Assassinat de Jean de Broglie.
Impôt sur les plus-values. Sécheresse extraordinaire l'été.
‣ Alain Peyrefitte, *Le Mal français* ; Revel, *La tentation totalitaire* ; [Duby], *Le temps des cathédrales*.
Première édition des Césars, *À nous les petites Anglaises*, *1900*, *Affreux, sales et méchants*, *Les hommes du président*, *Taxi Driver*, *L'empire des sens*, le *Casanova* de Fellini, *Rocky*, *L'aile ou la cuisse*, *Vol au dessus d'un nid de coucous*.
Mort de Mao Tse Toung, Chou En-laï, Agatha Christie, René Cassin, Luchino Visconti, Montgomery, Heidegger, Queneau, Jean Gabin, Malraux.

1977 Helmut Schmidt dénonce l'installation des missiles SS-20 en Europe de l'Est. Début de la crise des euromissiles.
Prix Nobel de la paix attribué à Amnesty International.
Libération de Françoise Claustre.
Mengistu lance la terreur rouge en Éthiopie.
Sacre de l'empereur Bokassa Ier en Centrafrique.
Offensive des Viets et du Pathet Lao contre les Hmongs au Laos, avec usage d'armes chimiques.
Visite d'Anouar El Sadate à la Knesset.
Brejnev tout puissant.
Explosion de la plateforme Ekofisk en mer du Nord.
Dernier départ de l'Orient Express.
Pacte d'Egmont : la Belgique découpée en trois régions, Flandre, Wallonie, Bruxelles-Capitale.
▹ Dernière exécution à la guillotine en France.
Suicide de la Bande à Baader en prison.
Baisse de la TVA normale de 20 à 17,6 %.
Inauguration de Beaubourg.
Occupation de Saint-Nicolas du Chardonnet.
Jacques Chirac maire de Paris.
Sondages réglementés et interdits le dernier jour avant l'élection.
Les pacifistes gauchistes manifestent à Creys-Malville contre Superphénix.
Loi informatique et libertés.
Giscard inaugure le RER A.
▸ *Le Crabe-Tambour*, *Nous irons tous au paradis*, *Mort d'un pourri*, *Une journée particulière*, *La Guerre des étoiles*, *Annie Hall*, *L'homme qui aimait les femmes*, *Rencontres du troisième type*, *Bernard et Bianca*, *La fièvre du samedi soir*.
Mort de Henri-Georges Clouzot, Anthony Eden, Jacques Prévert, Werner von Braun, Elvis Presley, Groucho Marx, Jean Rostand, Maria Callas, Bing Crosby, René Goscinny, Charlie Chaplin, Howard Hawks.

1978 Invasion du Liban par l'armée israélienne.
La légion saute sur Kolwezi.
Naissance de Lucie Brown, premier bébé éprouvette.
Accords de Camp David.
Prix Nobel de la Paix à Anouar El Sadate et Menahem Begin.
L'Algérie nationalise cinq sociétés pétrolières françaises.
Ratification du traité entre les USA et Panama, le canal revient à Panama.
Suicide collectif de près de mille adeptes de la secte du Temple

du Peuple à Jonestown en Guyana.
L’ayatollah Khomeiny à Neauphle-le-Château.
Enlèvement et assassinat d’Aldo Moro par les Brigades rouges.
Naufrage de l’Amoco Cadiz.
Un Boeing coréen intercepté par la chasse soviétique.
Élection de Jean-Paul II.
Création du système monétaire européen.
▹ Enlèvement du baron Empain.
Victoire inattendue des droites aux élections législatives françaises.
Évasion de Mesrine.
Appel de Cochin de Jacques Chirac.
Mensualisation de la paye généralisée.
▸ *La vie mode d’emploi*, *La billebaude*.
La cage aux folles, *Les bronzés*, *Voyage au bout de l’enfer*, *Mort sur le Nil*, *L’arbre aux sabots*, *Midnight Express*.
Mort de Boumedienne, Ali Butho, Paul VI, élection et mort de Jean-Paul Ier, Claude François, Jacques Brel, Golda Meir, Chirico, Alain Colas.

1979

Révolution iranienne. Otages américains.
Guerre sino-vietnamienne. Deuxième choc pétrolier.
Intervention soviétique en Afghanistan.
Destitution de Jean-Bedel Bokassa.
Accident nucléaire de Three Mile Island.
Premier vol de la fusée Ariane à Kourou.
Reconnaissance de la Chine par les États-Unis. Renversement de Pol Pot.
L’Armée rouge prend Kaboul.
Traité de paix entre l’Égypte et Israël à Washington
Saddam Hussein devient président en Irak.
Margaret Thatcher devient Premier ministre britannique.
Premières élections européennes au suffrage universel direct.

▹ Scandale Robert Boulin.
Mitraillage du siège du CNPF par Action directe.
Le paquebot France est vendu à un armateur norvégien.
Crise de la sidérurgie française.
Inauguration du Forum des Halles.
Premier Mac Donald’s de France à Strasbourg.
Affaire des diamants révélée par *Le Canard*.
Mort de Mesrine.
▸ *Série noire*, *La gueule de l’autre*, *Apocalypse Now*, *Les bronzés font du ski*, *Buffet froid*, *Superman*, *Le Tambour*, *Star Trek*, *Le gendarme et les extra-terrestres* meilleure vente en France.

Mort de Paul Meurisse, Jean Renoir, Jean Monnet, Marcel Jouhandeau, John Wayne, Joseph Kessel, Louis Mountbatten, Robert Boulin, Jean Seberg, Darryl F. Zanuck.

1980 Début guerre Iran-Irak. Guerre civile au Salvador.
Élection de Ronald Reagan.
Démission de Léopold Sedar Sanghor, remplacé par Abdou Diouf.
La charia devient la source principale de la législation égyptienne.
Boycott des jeux de Moscou et non-ratification de Salt II en représailles de l'agression soviétique en Afghanistan. Attentat de la rue Copernic. Raymond Barre déplore la mort de Français innocents.
Grève générale en Pologne. Comité inter-entreprises à Gdansk. Accord avec Lech Walesa. Fondation Solidarnosc.
▹ En France, budget en excédent. Assassinat de Joseph Fontanet.
Fondation de l'Institut du monde arabe.
Bernard Kouchner crée Médecins du monde.
Marguerite Yourcenar élue à l'Académie française.
Althusser tue sa femme. Coluche candidat.
La municipalité communiste de Vitry-sur-Seine détruit à la pelleteuse un foyer d'immigrés maliens. Taux de chômage à 5,4 %
▸ *L'amour en plus* d'Elisabeth Badinter, *En lisant en écrivant* de Julien Gracq, *Fin de siècle* de J.E. Hallier Robrieux, *Histoire intérieure du PCF*, *Le nom de la rose*, *Le choix de Sophie*.
La boum, *L'Empire contre-attaque*, *Le dernier métro*, *Les dieux sont tombés sur la tête*, *Monty Python*, *La vie de Brian*, *Raging Bull*, *Shining*, *Y a-t-il un pilote dans l'avion*, *Kagemusha*, *Kramer contre Kramer*.
Mort de Roland Barthes, Jesse Owens, Jean-Paul Sartre, Hitchcock, Tito, Henry Miller, Peter Sellers, Joe Dassin, Mohamed Reza Pahlevi, Steve Mac Queen, John Lennon, Alexis Kossyguine, Marie Besnard, Romain Gary, Mae West.

1981 Libération des otages de Téhéran.
Coup d'Etat de Tejero, Juan Carlos chouchou de la démocratie.
Assassinat d'Anouar el Sadate. La Mauritanie abolit l'esclavage.
Omar Torrijos meurt dans un mystérieux accident d'avion.
La veuve de Mao condamnée à mort.
Bombardement de la centrale Osirak par l'aviation israélienne.
Assassinat au Liban de l'ambassadeur de France Louis Delamarre.
La Grèce entre dans la CEE.

Tentative d’assassinat de Jean-Paul II par Ali Ağca.
Mariage du prince Charles et de Lady Di.
Premier congrès Solidarnosc, Moscou exige que Jaruselski réprime les menées antisoviétiques d’état de siège. Solidarnosc dissout, 6 000 arrestations.
▹ Présidentielle : François Mitterrand élu, Le Pen n’obtient pas ses signatures. Abolition de la peine de mort, régularisation des clandestins.
Première diffusion de *Dallas* en France.
Nomination de Jean-Marie Lustiger au diocèse de Paris.
Les militants communistes interrompent une émission politique.
Entrée des communistes au gouvernement.
Nationalisation, retraite à soixante ans, impôt sur la fortune, remboursement de l’IVG. Révolte des Minguettes. Inauguration du TGV.
France-Telecom lance le Minitel.
Le groupe Lagardère reprend les éditions Hachette.
▸ *L’invention de la France* par Emmanuel Todd et Hervé le Bras, *La bicyclette bleue*, *Chronique d’une mort annoncée*.
Excalibur, *Le facteur sonne toujours deux fois*, *Beau-père*, *Le Professionnel*, *Hôtel des Amériques*, *La chèvre*, *Rox et Rouky*, *Les Aventuriers de l’arche perdue*, *La guerre du feu*.
Mort de Jean Nohain, René Clair, Joe Louis, Bob Marley, Karl Böhm, Jacques Lacan, Moshe Dayan, Georges Brassens, Abel Gance, Albert Cohen.

1982

Intervention israélienne au Liban. Sabra et Chatila.
Élection et assassinat de Béchir Gemayel. Guerre des Malouines.
Insurrection islamiste réprimée à Hama. Retrait du Groenland de la CEE.
Helmut Kohl chancelier.
Olof Palme Premier ministre suédois.
Solidarnosc déclaré illégal, Jean-Paul II le soutient.
Andropov chef de l’État de l’URSS.
▹ Attentat de la rue des Rosiers à Paris, six morts. Impôt « de solidarité » sur la fortune.

Bagarre sur le plateau de Droit de réponse entre ADG, Bourdier et les gens de *Charlie Hebdo*.
Semaine de trente-neuf heures et 5e semaine de congés payés.
Première de *Champs-Élysées*.
Loi Defferre de décentralisation.
Régions collectivités territoriales de plein droit.
Attentat du train Paris-Toulouse par le groupe Carlos, attentat rue Marbœuf.

Krasucki remplace Séguy à la tête de la CGT.
Première Fête de la musique.
Défaite de l'équipe de France face à l'Allemagne en finale du Mondial.
Majorité sexuelle à quinze ans pour tous en France.
Scandale des Irlandais de Vincennes.
▸ *Les droites en France*, *Le Nom de la rose*.
Mad Max, *Conan le barbare*, *L'as des as*, *E.T.*, *Meurtre dans un jardin anglais*, *Absence of malice*, *Rambo*.
Mort de Thelonious Monk, Paul Belmondo, Robert Flacelière, Georges Perce, Romy Schneider, Patrick Dewaere, Henry Fonda, Ingrid Bergman, Grace Kelly, Pierre Mendès France, Jacques Tati, Leonid Brejnev, Arthur Rubinstein, Louis Aragon.

1983

Reagan annonce l'IDS.
La chasse soviétique abat par erreur un Boeing sud coréen : 269 morts.
17 janvier, expulsion des clandestins du Nigeria : 1 500 000.
Opération Manta en faveur d'Hissène Habré.
Instauration de la charia au Soudan. Schwarzenegger citoyen américain.
Accord de libre échange entre la Nouvelle-Zélande et l'Australie.
Attentats de Beyrouth contre les contingents français et américain.
Évacuation d'Arafat de Tripoli par la marine française.
Voyage de Jean-Paul II en Pologne, fin de l'état de siège, Walesa prix Nobel de la paix.
Déploiement des Pershing en Europe occidentale.
Attentat de l'Ira provisoire contre Harrods à Londres.
▹ Papon inculpé de crimes contre l'humanité.
Extradition de Klaus Barbie.
Création du comité consultatif d'éthique.
Premier compact disc en France.
Expulsion de quarante-sept diplomates soviétiques de France.
Senghor premier Africain élu à l'Académie française.
Lancement par Ariane du premier satellite européen de communication.
Premier réseau de téléphonie mobile en France.

Loi sur l'égalité des sexes dans le travail.
Percée du FN à Paris, Dreux, et dans le Morbihan.
Lancement du TGV Paris-Lyon. Marche des Beurs.
Le nombre de chômeurs dépasse deux millions.
▸ *L'homme neuronal*.
Octopussy, *Le Retour du Jedi*, *L'étoffe des héros*, *L'été meurtrier*,

Tchao Pantin, *La ballade de Narayama*, *Les dieux sont tombés sur la tête*, *Les compères*, *Papy fait de la résistance*.
Mort de René Fallet, Maurice Ronet, Robert Aldrich, Roger Cukor, Georges Bidault, Louis de Funès, Tennessee Williams, Arthur Koestler, Hergé, Louison Bobet, Bunuel, Léopold III, Tino Rossi, Raymond Aron.
1984 Assaut du Temple d'Or d'Amritsar donné par Indira Gandhi contre les Sikhs. Assassinat d'Indira Gandhi par ses gardes du corps Sikhs. Pogroms contre les Sikhs.
Catastrophe de l'union Carbide à Bhopal.
Desmond Tutu prix Nobel de la paix.
ONU : convention contre la torture et les traitements inhumains.
Mort de Sékou Touré.
L'Algérie adopte un nouveau code de la famille inspiré de la charia.
Début des violences dans les townships sud-africains.
Le Maroc se retire de l'OUA avec l'entrée de la République arabe sahraouie. Réélection triomphale de Reagan.
Indépendance de Brunéi.
Victoires vietnamiennes contre le Cambodge.
Beyrouth coupé en deux après la défection de la brigade chi'ite de l'armée libanaise.
Tchernenko fait la transition après Andropov.
Élections européennes, percée du FN. Dix députés européens.
Delors président de la Commission européenne.
Mitterrand et Kohl à Douaumont.
Assassinat du père Jerzy Popieluszko par la police politique polonaise.
Privatisation de British Telecom.
Le PC bulgare oblige les Turcs de Bulgarie à bulgariser leur nom, l'objectif étant leur départ : « L'État-nation bulgare ne comprend pas d'autres peuples que les Bulgares ».
▹ Loi Savary visant à supprimer l'enseignement libre. Manifestations monstres, retrait le 14 juillet. 8 mars institué Journée internationale des femmes. Carte de séjour de dix ans pour les étrangers

Le PC exclu du nouveau gouvernement (Fabius) quitte la majorité.
Assassinat du petit Grégory Villemin.
Naissance de Canal +.
Le nombre des chômeurs dépasse 2,5 millions, le déficit budgétaire passe à 3,4 % du PIB, les dépenses publiques à 52,5 %.

Assassinat de l'éditeur Gérard Lebovici.
‣ *L'amant* de Marguerite Duras.
E la nave va, *Il était une fois l'Amérique*, *Pinot simple flic*, *A la poursuite du diamant vert*, *Les Ripoux*, *Gremlins*, *Nemo*, *Amadeus*.
Mort de Roger Couderc, Count Basie, Truman Capote, Joseph Losey, Raoul Salan, Richard Burton, Henri Michaux, François Truffaut.
1985 Arrivée au pouvoir de Gorbatchev.
Attentat contre un avion d'Air India au-dessus de l'Atlantique : 329 morts.
Affaire du Rainbow Warrior.
État d'urgence en Nouvelle-Calédonie.
Enlèvement au Liban de Michel Seurat et Jean-Paul Kauffmann.
Détournement du paquebot italien Achille Lauro par un commando palestinien.
Retrait du Groenland de la CEE.
Margaret Thatcher met au pas la grève des mineurs.
Émeute mortelle au stade du Heysel à Bruxelles pour la finale de la coupe d'Europe de football : 39 morts et 600 blessés.
Espagne et Portugal adhèrent à la CEE.
Athènes première capitale européenne de la Culture.
Accord de Schengen.
Émeutes raciales en Angleterre, un policier tué et de nombreux blessés.
▹ Assassinat du général René Audran par Action directe.
Suicide de sœur Sourire. Le Pont-Neuf emballé par Christo.
Coluche fonde les restos du cœur.
Tournée internationale de Le Pen, passage en Nouvelle-Calédonie.
‣ *Sir Siegmund G. Warburg, un homme d'influence*, de Jacques Attali, *Empire colonial et capitalisme français*, de Jacques Marseille *Shoah* de Claude Lanzmann, *L'Année du dragon*, *Subway*, *Out of Africa*, *Trois hommes et un couffin*, *Retour vers le futur*.
Mort de Enver Hodja, James Hadley Chase, Marc Chagall, Michel Audiard, Simone Signoret, Yul Brynner, Orson Welles, Fernand Braudel, Marie Bell

1986 La navette américaine Challenger explose dans l'espace, sept morts.
Tchernobyl. Le baril de pétrole sous les dix dollars.
Elie Wiesel prix Nobel de la paix. Réunion syncrétiste d'Assise.
Les États-Unis rompent l'accord Salt II avec des missiles de croisière installés sur un B-52
Guerre aérienne américaine contre la Libye.

Un charter de 101 Maliens expulsés. Baby Doc part pour l'exil.
Guerre entre milices chrétiennes au Liban.
Départ du dictateur Marcos des Philippines.
Échec de la dernière grande offensive iranienne contre l'Irak à Bassorah.
La peine de mort pour blasphème instituée au Pakistan.
Mitterrand et Thatcher annoncent à Lille la construction du tunnel sous la Manche. Signature de l'acte unique européen.
Assassinat d'Olof Palme à Stockholm.
Jean-Paul II visite la synagogue de Rome, c'est une première depuis saint Pierre.
Le drapeau « européen » hissé sur les institutions européennes à Bruxelles au son de l'*Hymne à la joie* de Beethoven.
Kurt Waldheim élu président autrichien.
▹ Législatives en France à la proportionnelle. Un groupe FN. Défaite de la gauche. Première cohabitation, gouvernement Chirac.
Attentat de la rue de Rennes à Paris.
Manifestations d'étudiants contre la loi Devaquet. Affaire Malik Oussekine. Chirac renonce à la réforme des universités et à la réforme du code de la nationalité promises dans la plateforme RPR-UDF.
Loi littoral. Affaire du Carrefour du développement.
Autorisation de la calculatrice aux examens : fin de la règle à calcul.
Assassinat de Georges Besse, PDG de Renault, par Action directe.
Inauguration du musée d'Orsay.
▸ *L'identité de la France*, de Braudel.
Manon des sources, *37° 2 le matin*, *Highlander*, *La mouche*, *Top gun*, *Le nom de la rose*, *Mission*, *Platoon*, *Hannah et ses sœurs*.
Mort d'Olof Palme, Daniel Balavoine, Simone de Beauvoir, Marcel Dassault, Otto Preminger, Gaston Defferre, Jorge Luis Borges, Coluche, Vincente Minelli, Thierry Le Luron, Cary Grant, Serge Lifar, Harold Macmillan, Raymond Abellio, Andrei Tarkovsky.

1987
• Lundi noir à Wall Street.
Gorbatchev accepte l'option double zéro (missiles stratégiques).
Plus de cinq milliards d'humains dont plus d'un milliard de Chinois.
Hosni Moubarak inaugure le métro du Caire en présence de Jacques Chirac.
Première intifada.
Glastnost, Perestroïka.

Le jeune Allemand Mathias Rust atterrit sur la place Rouge à Moscou.
Début d'Erasmus.
Protocole de Montréal interdisant les CFC pour « protéger la couche d'ozone ».
Première réunion du GIEC à Genève.
▹ Fin du contrôle des prix en France.
Le Conseil constitutionnel abuse de son rôle et censure l'amendement Séguin, Poher président du Sénat et Chaban-Delmas y voient une atteinte aux droits du parlement et à la souveraineté nationale.
Premier essai d'A 320. Convention pour la création d'Euro Disneyland.
Privatisation de TF1. Inauguration du Futuroscope.
Premier Téléthon. Création de LVMH. Affaire du Détail.
▸ *Au revoir les enfants*, *Robocop*, *L'arme fatale*, *Le Dernier empereur*, *Le festin de Babette*, *Sous le soleil de Satan*, *Crocodile Dundee*, *Full Metal Jacket*, *Lévy et Goliath*.
Mort de Andy Warhol, Louis de Broglie, Henri Cochet, Primo Levi, Dalida, Rita Hayworth, Fred Astaire, John Huston, Jean Anouilh, Lino Ventura, Jacques Anquetil, Marguerite Yourcenar.
1988 Fin de la guerre d'Afghanistan. Fin de la guerre d'Iran-Irak.
Fin de l'affaire des otages au Liban. Première réunion du GIEC.
Chadli réélu en Algérie. Manifestations sociales et estudiantines.
Répression par l'armée : 500 morts, des milliers d'arrestations, tortures.
Pinochet quitte le pouvoir à la suite d'un référendum.
Benazir Bhutto première femme Premier ministre d'un État musulman, le Pakistan.
Un avion d'Iran Air abattu par des missiles américains, 290 morts.
Tremblement de terre en Arménie, 25 000 morts.
Les pays de l'Est, Hongrie, Pologne, Yougoslavie, pays baltes commencent à « bouger ». Réformes de Gorbatchev en URSS.
Catastrophe de la plate-forme pétrolière Piper Alpha en mer du Nord, 167 morts. Verdict du procès de l'Amoco Cadiz à Chicago.
Inauguration de la pyramide du Louvre. Affaire d'Ouvéa.

Mgr Lefevbre sacre quatre évêques. Création du RMI.
▹ Réélection de Mitterrand.
Le Pen, l'outsider, à 14 %.
Commentaires sur la société du spectacle de Guy Debord.
▸ *Le Grand bleu*, *La vie est un long fleuve tranquille*, *Itinéraire d'un enfant gâté*, *Camille Claudel*, *Chouans*, *La dernière tentation du*

Christ, Piège de cristal, Qui veut la peau de Roger Rabbit, Un poisson nommé Wanda.
Mort de René Char, Edgar Faure, Pierre Desproges, Enzo Ferrari, Françoise Dolto.
1989 Répression communiste sur la place Tian'anmen à Pékin.
Voyager 2 survole Neptune.
Bouleversement en Europe centrale et de l'Est.
L'armée soviétique évacue la Hongrie qui change sa constitution et détruit le rideau de fer avec l'Autriche. Gouvernement de coalition en Pologne. L'aviation soviétique quitte le Vietnam. Fin du pacte de Varsovie.
Révolution en Roumanie, assassinat des époux CeauŞescu.
Éclatement de la Yougoslavie. Chute du mur de Berlin.
Helmut Kohl propose un plan de réunification de l'Allemagne en dix points. Révolution de velours en Tchécoslovaquie.
Les États-Unis envahissent Panama. Le Prix Nobel de la paix au Dalaï Lama. À l'ONU convention des droits de l'enfant.
Annulation de la dette publique de trente-quatre pays africains par la France.
De Klerk, qui a remplacé Botha, rencontre en secret les chefs de l'ANC et des conseillers soviétiques : la fin de la guerre froide implique la fin du soutien US à l'Afrique du Sud. Fondation du FIS en Algérie.
Fatwah de l'ayatollah Khomeiny contre Salman Rushdie.
Guerre interchrétienne menée entre Aoun et les Forces libanaises, puis la Syrie.
Mitterrand reçoit le chef indien Raoni et le chanteur anglais Sting pour lancer leur campagne de sauvegarde de la forêt amazonienne.
Discours de Gorbatchev à Strasbourg sur la « maison commune » européenne.
▹ Affaire Patrick Dils. Arrestation de Paul Touvier.
Élections européennes, bon résultat du FN, Claude Autant-Lara prononce le discours d'ouverture de la mandature.
Loi d'orientation sur l'instruction publique prévoyant d'amener 80 % d'une classe d'âge au niveau bac et instituant les IUFM.
Inauguration de l'Opéra Bastille.

Manifestations du bicentenaire de la Révolution française.
Affaire des foulards islamiques.
Élection de Marie-France Stirbois député de l'Eure-et-Loir au scrutin uninominal à deux tours.
Inauguration du parc Astérix.
▸ *Histoire de l'extrême droite en France, 1965 à 1984* chez

L’Harmattan, *Les sentinelles du soir* par Hélie Denoix de Saint Marc.
Cinema Paradiso. Pour la première fois, aucun film français dans les cinq premiers du palmarès en France.
Mort de Hirohito, Khomeiny, François-Joseph II de Lichtenstein après 51 ans de règne, Salvator Dali, Konrad Lorenz, Bernard Blier, Ray Sugar Robinson, Charles Vanel, Sergio Leone, Laurence Olivier, Herbert Von Karajan, Georges Simenon, Samuel Beckett, Nicolae CeauŞescu, Leonardo Sciascia, Daphne du Maurier.

1990

Saddam Hussein envahit le Koweit.
Le Pen exfiltre des otages français. Prix Nobel de la paix à Gorbatchev.
ANC légalisé, libération de Mandela, abrogation de l’apartheid.
Manifestations pro-charia en Algérie, création officielle du FIS.
Fujimori président du Pérou. Affaire des couveuses du Koweit.
Affaire des otages en Irak. Le corps expéditionnaire américain en Arabie saoudite dépasse 300 000 hommes.
Réunification de Beyrouth. Création de la BERD.
Accords de Schengen. Sommet de la CSCE à Paris. Mitterrand : Yalta est terminée. La RFA reconnaît la ligne Oder-Neisse.
Réunification de l’Allemagne. Lech Walesa président de la Pologne.
Élection de Gorbatchev pour cinq ans. Indépendance des États baltes.
▹ La RATP se donne un service de sécurité.
Loi sur le financement des partis.
Fronde au RPR, motion Séguin-Pasqua contre Chirac-Juppé, congrès de Rennes au PS. Affaire de Carpentras. Loi Gayssot.
Record du monde de vitesse du TGV 515,3 km/h.
Olivier Stirn tombe avec le scandale des figurants.
Fin de la production de la 2CV. Rocard invente la CSG.
Émeutes raciales à Vaulx-en-Velin.
Jonction dans le tunnel sous la Manche.
Fermeture de la dernière mine de charbon du Nord-Pas-de-Calais.
▸ *Cyrano de Bergerac*, *Nikita*, *À la poursuite d’Octobre rouge*, *Edward aux mains d’argent*, *Le mari de la coiffeuse*, *Total Recall*, *Sailor et Lula*, *Les Affranchis*, *Danse avec les loups*.

Mort de Moravia, Althusser, Dürrenmatt, Philippe Soupault, Charles Hernu, Ava Gardner, Jacques Soustelle, Greta Garbo, Jacques Demy, Lawrence Durrell, Leonard Bernstein, Alfred Coste-Floret, Alix Sapritch, Bruno Bettelheim, Paulette Godard,

Jean Fourastié, Ugo Tognazzi, Marceau Verschueren, Pierre Gripari.
1991 Guerre du Golfe contre Saddam Hussein.
Prix Nobel de la paix à Aung San Suu Kyi. Guerre civile en Sierra Leone.
Malgré la répression et le changement de loi électoral, victoire du FIS au premier tour des législatives, élections annulées par le FLN avec l'accord de la communauté internationale, répression militaire.
Reddition de Pablo Escoblar.
Le cyclone Gorky au Bandladesh fait plus de 138 000 morts.
Assassinat de Rajiv Gandhi. Éruption du Pinatubo.
Fin de la guerre au Cambodge. Massacres indonésiens au Timor oriental.
Indépendance de la Géorgie, Ouzbékistan, Kirghizistan, Azerbaïdjan, Tadjikistan, Turkménistan, Kazakhstan, Abkhazie.
Les autorités koweitiennes liquident des milliers d'immigrés palestiniens censés avoir collaboré avec l'Irak.
Éclatement de l'ex Yougoslavie, début de la guerre.
Eltsine élu président de la République de Russie.
Putsch en URSS. Eltsine démantèle le PC.
Indépendance de l'Ukraine et de la Biélorussie.
Naissance de la CEI, dissolution de l'URSS.
Dénationalisation des entreprises d'État en ex URSS.
Jean-Paul II : *Centesimus annus*. Berlin capitale de l'Allemagne.
▹ Pierre-Gilles de Gennes prix Nobel de physique.
Loi Evin anti-tabac. Affaire du sang contaminé.
Traversée à la rame de l'Atlantique par Gérard d'Aboville.
▸ *Delicatessen*, *Van Gogh*, *Tous les matins du monde*, *Le Silence des agneaux*, *Épouses et concubines*, La famille Adams.
Mort de Serge Gainsbourg, Graham Greene, Rajiv Gandhi, Vercors, Franck Capra, Miles Davis, Gaston Monnerville, Yves Montand.
1992 Sommet de la terre à Rio, développement durable, Agenda 21.
Répression du FIS. Assassinat de Mohamed Boudiaf pendant un discours à Bône. État d'urgence. Dissolution du FIS. Création du GIA.
Restore Hope, opération humanitaire en Somalie.
Création de l'ASEAN et de l'APEC. Massoud prend Kaboul.Signature du traité de Maastricht.

Création de l'Eurocorps par Mitterrand et Kohl.
Le Danemark refuse par référendum le traité de Maastricht.
Grâce la prostate de Mitterrand, la France accepte le traité de

Maastricht.
Débuts de la chaîne Arte.
Incendie au château de Windsor. Guerre de Bosnie-Herzégovine.
La Crimée proclame son indépendance, finalement refusée par l'Ukraine. Russie et Ukraine revendiquent la maîtrise de Sébastopol et de la flotte de mer Noire.
Georges Charpak prix Nobel de physique.
▹ Perquisition du juge Renaud Van Ruymbeke au siège du PS, affaire Urba-Sages. Crash d'un Airbus 320 au mont Sainte-Odile.
Jeux d'hiver à Albertville.
Fermeture de l'usine Renault de Boulogne-Billancourt.
Tapie, ministre de la Ville, est accusé d'abus de biens sociaux et démissionne en mai et revient au gouvernement la veille de Noël.
Entrée en vigueur du permis à point. Carte à puce bancaire.
▸ *L'amant*, *Arrête ou ma mère va tirer*, *C'est arrivé près de chez vous*, *Indochine*, *Retour à Howard End*, *Basic Instinct*, *Bodyguard*, *Christophe Colomb*, *JFK*, *La crise*, *Le zèbre*.
Mort de Jean Poiret, Menahem Begin, Satyajit Ray, Olivier Messiaen, Marlène Dietrich, Jacqueline Maillan, Arletty, Willy Brandt, Alexander Dubcek.

1993
Première Journée mondiale de l'eau.
Prix Nobel de la paix à Mandela et De Klerk
Le Native Title Act australien reconnaît les Aborigènes d'Australie premiers occupants du sol et invalide le statut de *res nullius* institué par les Européens au XIXe siècle. Norodom Sihanouk couronné roi du Cambodge trente-huit ans après son abdication de 1955.
Reconnaissance mutuelle du Vatican et Israël.
L'Ukraine et la Biélorussie renoncent à l'arme nucléaire.
Boris Eltsine vainc une nouvelle tentative de putsch.
Privatisation des terres en Russie. Grand marché unique européen.
Au deuxième coup, les Danois ratifient par référendum le traité de Maastricht.
▹ « Suicide » de Pierre Bérégovoy.
Victoire massive de la droite aux élections législatives.
Deuxième cohabitation. Téléphone portable.
Affaire de la maternelle de Neuilly.

L'Olympique de Marseille champion d'Europe de foot.
Assassinat de René Bousquet. Affaire OM-Valenciennes.
Indépendance de la Banque de France.
Soljenitsyne aux Lucs en Vendée.

▸ Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*.
Au nom du père, Cliffhanger, Demolition Man, Jurassic Park, Les visiteurs, Un jour sans fin, La leçon de piano, La liste de Schindler, Le fugitif, Germinal, Madame Doubtfire.
Mort de Dizzy Gillespie, Rudolv Noureev, René Pleven, Audrey Hepburn, Jean Lecanuet, Bérégovoy, Léo Ferré, Baudoin de Belgique, Federico Fellini, Houpouët-Boigny.

1994

Création de l'OMC.
Assassinat des présidents rwandais et burundais, début du génocide Tutsi. Opération Turquoise. Élection de Nelson Mandela.
Résolution 955 : création du TPI pour le Rwanda.
Algérie, élection de Zéroual et guerre civile.
Détournement d'un Airbus d'Air France par le GIA.
Entrée en vigueur de l'ALENA et du Mercosur.
Accord Russie-Kazakhstan sur Baïkonour.
Massacre de vingt-neuf musulmans à Hébron par Baruch Goldstein, attentat suicide du Hamas à Tel Aviv.
Massacre de pères blancs près de Tizi Ouzou.
Inauguration du tunnel sous la Manche.
Évacuation de Berlin par les troupes alliées.
Explosion d'un obus de mortier sur un marché de Sarajevo, guerre en Bosnie, intervention des États-Unis.
Premières ordinations de femmes prêtres par l'Église anglicane.
▹ Robert Hue remplace Georges Marchais.
Assassinat de Yann Piat.
Européennes. Flop de Rocard, succès de Tapie. Le FN se maintient.
Découverte de la grotte Chauvet.
▸ *La Cité de la peur, La Reine Margot, Forrest Gump, Pulp Fiction, Un Indien dans la ville, Quatre mariages et un enterrement*.
Mort de Kim Il Sung, Jean-Louis Barrault, Mélina Mercouri, Ionesco, Doisneau, Jean Carmet, Jacqueline Kennedy, Mouloudji, Borotra, Karl Popper, Madeleine Renault, Burt Lancaster, Antoine Pinay, Richard Nixon, Ayrton Senna, Pierre Boule.

1995

Conférence mondiale sur le droit des femmes à Pékin.
Élections municipales en France. Quatre grandes villes au FN, dont Toulon.
Élections présidentielles. Chirac élu président. Très bonne campagne du FN, et bon résultat.
Chirac étant président, le chef d'état-major de l'armée française reprend sa place dans le comité militaire de l'OTAN.

JMJ à Manille. Messe de Jean-Paul II devant 5 millions de fidèles.
Attaque terroriste au gaz sarin dans le métro de Tokyo (secte Aum).
Le Viêtnam est admis dans l'ASEAN.
Irak : accord pétrole contre nourriture.
▹ Squatt de la rue du Dragon, association Droits devant, avec Mgr Gaillot, Albert Jacquard et Léon Schwartzenberg.
Roland Dumas président du Conseil constitutionnel.
Entrée en vigueur des accords de Schengen.
Discours de Chirac sur la rafle du Vel' d'Hiv.
Attentats terroristes islamistes à Paris.
Grèves massives contre le Premier ministre Juppé.
Suicide collectif de l'ordre du Temple solaire.
▸ *La haine*, *Le bonheur est dans le pré*, *Gazon maudit*, *Underground*.
Mort de Carlos Monzon, Paul-Émile Victor, Ginger Rogers, Juan Manuel Fangio, Yitzak Rabin, Louis Malle, Léon Zitrone, Dean Martin.

1996 Massacre de sept trappistes à Tibéhirine.
Premier clonage d'un mammifère, la brebis Dolly.
Affaire Dutroux en Belgique.
▹ Affaire des clandestins des églises Saint-Ambroise et Saint-Bernard à Paris.
Année la plus sèche observée en France depuis la fin du XIXe siècle.
Jacques Chirac, ayant mis fin aux essais nucléaires, supprime le service militaire.
Visite en France de Jean-Paul II à l'occasion du 1 500e anniversaire du baptême de Clovis
▸ *Fargo*, *Mission impossible*, *Mars attacks*, *Jumanji*. Les quatre films les plus vus en France ont été américains, le cinquième est *Pédale douce* (français).
Mort de François Mitterrand, Gene Kelly, René Bazin, Marguerite Duras, René Clément, Ella Fitzgerald, Michel Debré, René Lacoste, Marcel Carné, Maria Casarès, Georges Duby, Alain Poher, Marcello Mastroianni.

1997 Conférence et protocole de Tokyo sur la limitation des gaz à effet de serre (160 pays s'engagent à en réduire l'émission de 5,2 % d'ici à 2012).
Conférence d'Ottawa interdisant les mines antipersonnel.
On parle d'El Niño. Pol Pot renversé.
Crise boursière asiatique et new yorkaise. Premier *Harry Potter*.
Début de l'Union européenne, signature du traité d'Amsterdam.

Affaire des 2 000 œuvres d'art pillées par les nazis dans les musées français, affaire des comptes de victimes de nazis en déshérence en Suisse.
Restitution de Hong Kong à la Chine par la Grande-Bretagne.
▹ Dissolution de l'Assemblée nationale et nouvelles élections législatives, Lionel Jospin Premier ministre. Fermeture de Superphénix.
JMJ en France avec Jean-Paul II. Procès de Maurice Papon.
Aux élections régionales, le résultat brillant du FN le met en position d'arbitre dans plusieurs régions. Accords entre des exécutifs de droite et le FN sur une plate forme minimale de gouvernement.
▸*Titanic*, *La vérité si je mens*, *Alien*, *La vie est belle*, *Le Cinquième élément*.
Mort de Jeanne Calment, Lady Di, André Franquin, Deng Xiaoping, Jacques-Yves Cousteau, Robert Mitchum, James Stewart, Mère Teresa, Mobutu, Marchais, Barbara.

1998
La France remporte la Coupe du monde de foot.
Assassinat de Lounès Matoub par le GIA.
Visite de Jean-Paul II à la Havane.
Accord de paix à Belfast entre catholiques et protestants.
Début de la BCI.
Gerhard Schröder élu chancelier.
Vaclav Havel président tchèque.
EU et UE contre la Serbie au Kosovo.
Effondrement financier de la Russie.
Krach boursier.
▹ Élections législatives. Bons résultats du FN.
Début de la crise mégrétiste.
▸ *Godzilla*, *Mary à tout prix*, *Il faut sauver le soldat Ryan*, *Le dîner de cons*, *Taxi*.
Mort de Haroun Tazieff, Ernst Jünger, Yves Mourousi, Pol Pot, Frank Sinatra, Éric Tabarly, Julien Green, Nino Ferrer, Akira Kurosawa, Jean Marais, Edwige Feuillère, César.

1999
Échec de la réunion de l'OMC à Seattle, l'Europe refuse l'abandon des subventions à l'exportation de ses produits.
Élection en Algérie d'Abdelaziz Bouteflika.
Nelson Mandela quitte la présidence de l'Afrique du Sud, Thabo Mbeki élu. Chavez président du Venezuela.
Restitution de la zone du canal par les États-Unis à Panama.
Perwez Musharaff prend le pouvoir au Pakistan par un coup d'État militaire. Le Portugal rend Macao à la Chine.
Introduction de l'euro sur les marchés, la monnaie physique

n’entrera en circulation qu’en 2002.
La Commission européenne présidée par Jacques Santer démissionne à la suite d’abus de certains de ses membres.
L’OTAN fait la guerre à la Serbie.
Aboutissement de la crise mégrétiste. Le FN privé de la moitié de ses cadres et élus évite l’élimination aux élections européennes : 5,79 % et trois députés
Vladimir Poutine Premier ministre de Russie, nommé par Eltsine.
Guerre en Tchétchénie.
Naufrage de l’*Erika*, marée noire en Bretagne.
Ratification du traité d’Amsterdam.
Très grave accident dans le tunnel du Mont-Blanc.
Ouverture du centre de Sangatte. Vote du PACS.
Tempête sur la côte Atlantique, vents à 200 km/heure, 90 morts, premier de l’an à la bougie.
Démission d’Eltsine, Poutine président par intérim en attendant l’élection de mars 2000.
‣ *Matrix*, *Eyes Wide Shut*.
Mort de Hassan II, Hussein de Jordanie, Stanley Kubrick, Yehudi Menuhin, Dirk Bogarde, Henri d’Orléans, Bernard Buffet, Amalia Rodriguès, Nathalie Sarraute, Alain Peyrefitte, Roger Frison-Roche, Robert Bresson, Maurice Couve de Murville.

2000

Le secrétaire général de l’ONU Kofi Annan réunit les cinquante patrons des principales multinationales pour faire des Droits de l’homme la religion de la mondialisation en marche.
Interminable élection présidentielle aux États-Unis, avec recomptage des voix. La cour suprême y met un terme. George W Bush déclaré vainqueur.
La visite d’Ariel Sharon sur l’esplanade des Mosquées à Jérusalem lance la deuxième intifada.

Le FPÖ de Jorg Haider entre au gouvernement dirigé par le chancelier Schüssel.
Élection de Vladimir Poutine.
Un Concorde s’écrase à Gonesse.
Le sous-marin Koursk coule en mer de Barentz.
Année du jubilé pour l’Église catholique.
▹ En France, débat sur les prisons, passage aux trente-cinq heures, cours d’assises d’appel, cassette Méry sur les tripatouillages de Chirac, référendum sur le quinquennat.
Très bonne conjoncture économique avec une croissance proche de 4 %.
‣ *Gladiator*, *Le goût des autres*.

Mort de Claude Autant-Lara, Habib Bourguiba, Gino Bartali, Frédéric Dard, Hafez-el-Assad, Vittorio Gassman, Claude Sautet, Alec Guinness, Emil Zatopek.

2001 Attentat du 11 septembre à New York.

Signature du Patriot Act, désinformation sur la menace d'Antrhrax.

Guerre en Afghanistan. Début de Wikipedia.

Manifestation monstre contre le G8 à Gênes.

Assassinat du commandant Massoud. La Grèce intègre la zone euro.

Silvio Berlusconi président du Conseil italien.

Loi Taubira sur la traite transatlantique. Explosion de l'usine AZF de Toulouse.

Slobodan Milosevic devant le tribunal de La Haye. La Chine entre à l'OMC.

▹ Élections municipales. Premiers effets de la loi sur la parité hommes-femmes. La « droite » en progression perd toutefois Paris et Lyon.

Du côté du FN et transfuges, Peyrat, Simonpieri et Bompard sont réélus, les autres battus, dont Le Chevallier à Toulon. Les résultats d'ensemble ne sont pas brillants mais meilleurs que ne l'avaient laissé craindre le résultat des européennes. Dans son refus borné de passer alliance avec le FN, la droite perd plusieurs mairies.

La remontée du FN se mesure lors des cantonales, élections traditionnellement difficiles pour lui, où, avec 6,94 % des voix au premier tour, il progresse de 1,2 % par rapport aux européennes (malgré la concurrence du MNR, qui se maintenait à presque 3 %), en réalité beaucoup plus étant donné qu'il ne se présentait pas partout.

Le juge Halphen convoque le président Jacques Chirac comme témoin dans l'affaire des HLM de Paris.

Loft Story, première émission de télé réalité.

Dans un match de foot entre la France et l'Alger au grand stade de Saint-Denis, la Marseillaise est sifflée et la partie interrompue par l'invasion du terrain par une part du public.

Violences urbaines et fort sentiment d'insécurité.

▸ *Le fabuleux destin d'Amélie Poulain*.

Mort de Iannis Xenakis, Balthus, Charles Trenet, Anthony Quinn, Christiaan Barnard, Jean Richard, Gilbert Bécaud, Léopold Sedar Senghor.

2002 Chute du peso argentin.

▹ Enlèvement d'Ingrid Betancourt.

L’Euro entre en vigueur. Accouchement sous X.
Statut de la Corse. Ouverture de Disneyland Paris.
Le trésorier des Verts de la Ligue des droits de l’homme de Nanterre tue huit membres du conseil municipal de Nanterre.
21 avril Le Pen atteint le deuxième tour de l’élection présidentielle, Chirac élu, Raffarin Premier ministre.
Législatives, victoire du RPR, résultats médiocres (inférieurs aux sondages) pour le FN, 11,34 % au premier tour, moins 3,6 % par rapport à 97, et pas de député.
▸ Mort de Henri Verneuil, Michel Poniatowski, Pierre Bourdieu, Billy Wilder, Yves Robert, François Périer, Daniel Gélin, Jonas Sawimbi.

2003 Guerre d’Irak, arrestation de Saddam Hussein.
Dissolution officielle de la Yougoslavie.
▹ Canicule meurtrière. Premier radar automatique en France.
Dernier vol de Concorde. Arrestation d’Yvan Colonna.
Marie Trintignant meurt sous les coups de Bertrand Cantat.
Graves inondations dans le sud de la France.
▸ *Gangs of New York*, *Stupeur et tremblement*, *Effroyables jardins*, *Pirates des Caraïbes*, *Le Seigneur des anneaux : le Retour du roi*.
Mort de Maurice Pialat, Françoise Giroud, Giani Agnelli, Jean Yanne, Gregory Peck, Guy Lux, Katharine Hepburn, Charles Bronson, Elia Kazan, Jacques François.

2004 Lancement de Facebook. Le Massachusetts légalise le mariage homo.
Accord de Paris sur l’abandon du nucléaire militaire par l’Iran.
Lancement de la sonde spatiale Rosetta. Attentats de Madrid le 11 mars.
▹ La reine Elizabeth rend visite à la France pour le centenaire de l’Entente cordiale. Alain Juppé condamné à dix ans d’inégibilité pour prise illégale d’intérêts, réduit à un an en appel.
Loi Perben qui instaure le plaider coupable.
Interdiction des signes ostentatoires de religion à l’école.
Fermeture de la dernière mine de charbon française, à Creutzwald dans la Moselle.
Noël Mamère, maire de Bègles, célèbre le premier mariage homosexuel en France, illégal.
Élections européennes. Le FN remonte à 9,8 % des voix, à peine un demi-point de moins qu’en 1994, il est vrai déjà en régression de 1,5 sur 1989 à cause de la présence d’une liste Villiers.
Affaire Fourniret. Marc Dutroux condamné à la perpétuité.
Le parquet de Paris ouvre une information judiciaire sur les « conséquences humaines des essais nucléaires » français entre

1960 et 1996 à Reggane et Mururoa. Création de la Halde. Inauguration du viaduc de Millau.

‣ *Les choristes*, *Lost in translation*, *La Passion du Christ*, *Kill Bill*, *Harry Potter et le prisonnier d'Azkaban*, *Un long dimanche de fiançailles*, *Bridget Jones*, *L'âge de raison*.

Mort de Claude Nougaro, Ronald Reagan, Ray Charles, Marlon Brando, Serge Reggiani, Sacha Distel, Henri Cartier-Bresson, Françoise Sagan, Yasser Arafat, Philippe de Broca, Peter Ustinov, José Giovanni, Nino Manfredi, Jean Lefebvre, Robert Dhéry.

2005 Forum altermondialiste à Porto Alegre.

Élection de Benoît XVI.

La Cour suprême américaine interdit la peine de mort pour les criminels mineurs au moment des faits.

Ahmadinejad élu président de la République islamique d'Iran.

Assassinat de Rafic Hariri. Lancement de Youtube.

Lancement depuis Baïkonour de Galileo, qui doit affranchir l'Europe du GPS américain, prévu pour être opérationnel en 2010 (il ne l'est toujours pas).

Nadal remporte les Internationaux de France pour la première fois.

Aux Pays-Bas et en France, référendums sur la constitution européenne, le non l'emporte. Attentats de Londres.

▹ Lancement de la TNT.

En visite à La Courneuve, Sarkozy annonce son intention de « nettoyer le quartier au kärcher ».

Laurence Parisot élue présidente du MEDEF.

Émeutes de banlieues en France. 10 346 véhicules brûlés, 317 bâtiments détruits, dégâts évalués à 200 millions. 224 blessés dans les forces de l'ordre.

‣ Mort de Jean-Paul II, Claude Simon, Jacques Villeret, Arthur Miller, Rainier de Monaco, Edward Heath, Pierre Bachelet, Pierre Daninos, Maurice Trintignant, Claude Julien, le général Westmoreland, Alain Bompard, Thierry Jean-Pierre, Jeannou Lacaze, Fahd d'Arabie, François Dalle, André Pousse, Vladimir Volkoff, Simon Wiesenthal, Jean-Michel Folon, Dominique Chaboche, Gloria Lasso, Charly Gaul, Eugene McCarthy, Alfred Sirven, Eddie Barclay, Jean-Marc Varraut, René Hoviv, Jacques Dufilho.

2006 Les Belges n'ont plus le droit de fumer sur leur lieu de travail.

Michelle Bachelet élue présidente du Chili. Début de Twitter.

Procès truqué (avocat assassiné) et pendaison de Saddam Hussein.

▹ Manifestations contre le CPE (contrat première embauche).

Villepin cède et reste malgré ses grandes paroles. L'Italie bat la France en finale du Mondial de foot. Coup de tête de Zidane.
Georges Frêche traite les harkis de « sous-hommes ».
Mise en scène de la grippe aviaire.
Affaire Clearstream. Mittal achète Arcelor.
La SNCF choisit Bombardier de préférence à Alstom pour 112 trains de banlieue. Croissance nulle.
▸ *Camping*, *Les Infiltrés*, *Lord of War*, *Je vous trouve très beau*, *Les Bronzés III*, *Fauteuils d'orchestre*, *Jean-Philippe*, *OSS 117*, *Le Caire nid d'espions*, *Volver*, *Quand j'étais chanteur*.
Mort de Saddam Hussein, Slobodan Milosevic, Jean Bernard, Raymond Devos, Gérard Oury, Robert Altman, Philippe Noiret, Augusto Pinochet, James Brown, Gerald Ford, Floyd Patterson, Darry Cowl, Claude Jade, Jacques Faizant, Wilson Pickett, Jacques Baumel, Philippe Muray, Pierre Closterman, Marie-France Stirbois, Jean-François Revel, Alexandre Zinoviev, Claude Piéplu, Édouard Michelin, Georges-Paul Wagner, Pierre Vidal-Naquet, Elisabeth Schwarzkopf, Jacqueline Beytout, Alfred Sherman, Jean Breton, Claude Luter, Gilles Pontecorvo, Marc Lauriol, Bernard Frank, Jean-Jacques Servan-Schreiber, Markus Wolf, Milton Friedman, Pierre Gemayel, Robert Fabre, Jacques Crozemarie.

2007 Conférence internationale pour une gouvernance écologique mondiale. Chirac propose que l'ONU adopte une Déclaration universelle des droits et devoirs environnementaux.
Indépendance du Kosovo à la demande des EU, GB, France.
▹ Procès de *Charlie Hebdo* pour avoir repris en 2006 les caricatures de Mahomet publiées dans un journal danois, relaxe demandée et obtenue.
L'abolition de la peine de mort est inscrite dans la constitution.
À la convention du FN, JMLP critique le « capitalisme financier planétaire ».
Raymond Barre défend Papon et déclare : « Je considère que le lobby juif est capable de mener des opérations qui sont indignes. »
LGV Est.
Déclaration de la gare d'Argenteuil de JMLP.
Élection présidentielle. Sarkosy pompe une part de l'électorat FN et est élu. Élections législatives catastrophiques pour le FN (4,29 %).
Sarkozy nomme Bernard Kouchner et Dominique Strauss-Kahn.
Villepin mis en examen dans l'affaire Clearstream.
Chirac mis en examen dans l'affaire des faux chargés de mission.

Les violences gratuites (non crapuleuses ni sexuelles) ont doublé en dix ans.

‣ *Ratatouille*, *Apocalypto*. Les cinq films qui ont eu le plus de succès en France sont américains.

Mort de Maurice Papon, Henri Troyat, Jean Baudrillard, René Rémond, Jean-Pierre Cassel, Pierre-Gilles de Gennes, Jean-Claude Brialy, Claude Pompidou, Roland Gaucher, Michel Serrault, Henri Amouroux, Raymond Barre, Pierre Messmer, Jacques Martin, le mime Marceau, Bob Denard, Pierre Pujo, Julien Gracq, Serge de Beketch, Philippe Clay, Daisy de Galard, Carlo Ponti, l'Abbé Pierre, Leopoldo Pirelli, Jean-François Deniau, Marcel Merkès, Luigi Comencini, Boris Eltsine, Mstislav Rostropovitch, Walter Schirra, Kurt Waldheim, Régine Crespin, André Chouraqui, Jean Stablinski, Isidore Isou, Ingmar Bergman, Raul Hilberg, Jean-Marie Lustiger, Philippe Malaud, Christian d'Oriola, Pierre Granier-Deferre, André Bettencourt, Ian Smith, Maurice Béjart, Zbigniew Brzeziński, Benazir Bhutto, Roger Delpey.

2008 Crise des subprimes, les bourses mondiales plongent.

Faillite de Lehman Brothers. Élection de Barack Obama

▹ Affaire Kerviel. Interdiction de fumer dans les lieux publics

Vote du traité de Lisbonne par le Parlement

Municipales : la droite perd. Le FN fait de bons scores locaux, à Hénin Beaumont, à Noyon, Oignies, Cluses.

‣ Mort de Carlos (le chanteur), Soeharto, Henri Salvador, Charlton Heston, Alexandre Soljenitsyne, Aimé Césaire, Yves Saint-Laurent, Paul Newman, Sœur Emmanuelle, Harold Pinter, Alain Gottvallès, Jean Delannoy, Michel Junot, Dominique Frémy, Edmund Hillary, Bobby Fischer, Georges Habache, Jules Dassin, Germaine Tillion, Jean-Claude Varanne, Lucien Jeunesse, Jean Desailly, Jesse Helms, Pierre-André Boutang, Alain Griotteray, Jean Foyer, Jörg Haider, Gérard Lauzier.

2009 Victoire de l'armée sri-lankaise sur les Tigres tamouls.

Fin de la guerre de Gaza.

Investiture de Barack Obama, prix Nobel de la paix.

Levée de l'excommunication des évêques de la Fraternité Saint-Pie-X.

▹ Mayotte département.

Fausse pandémie de grippe A H1N1.

Roman Polanski gardé à résidence en Suisse pour son affaire de viol.

Nouvelles plaques minéralogiques.

‣ *Gran Torino, Lol, Le petit Nicolas, OSS 117 : Rio ne répond plus*.

Mort de Michael Jackson, Ted Kennedy, Claude Berri, René Monory, Maurice Druon, Omar Bongo, Claude Lévi-Strauss, Alain de la Tocnaye, Paulette Merval, André Yrissou, Jean Cardonnel, Robert McNamara, Maurice Grimaud, Toni Sailer, Sim, Jacques Mitterrand, Pierre Chaunu, Pierre Doris.

2010 Premier président permanent du Conseil européen, en l'espèce Herman Van Rompuy. Tempête Xynthia. Wikileaks.
Dernier vol de la navette spatiale américaine.
▹ Affaire Bettencourt.
Élections régionales. Le FN atteint au second tour 17,5 % dans les douze régions où il s'était maintenu.
Préparation du congrès du Front national, début de la campagne pour l'élection du nouveau président. Deux candidats : Marine Le Pen, Bruno Gollnisch.
▸ *Le discours d'un roi*.
Mort de Jean Ferrat, Philippe Seguin, Eric Rohmer, Roger Gicquel, Marcel Bigeard, Bruno Cremer, Claude Chabrol, Tony Curtis, Blake Edwards, François Ceyrac, Robert Laffont, Pierre Vaneck, Georges Wilson, Guy Lapébie, Laurent Terzieff, Simone Valère, Jacqueline de Romilly, Robert Pandraud, Guy Penne, Arthur Penn, Georges Charpak, Jean Bourdier.

2011 Dilma Rousself présidente du Brésil.
Démission de Moubarak en Égypte.
Début de la guerre civile libyenne.
Séisme et tsunami à Fukushima.
Arrestation de Laurent Gbagbo, guerre civile au Sénégal.
Béatification de Jean-Paul II.
Mort d'Oussama Ben Laden.
Mariage d'Albert et Charlène de Monaco.
▹ Affaire Strauss-Kahn.
Congrès du FN à Tours qui désigne Marine Le Pen successeur de JMLP
Cantonales en France, droite en recul, poussée du FN (15 % au premier tour, 11,6 au second), deux conseillers pour quatre fois plus de voix que les divers gauche, qui ont cinquante-sept sièges.
▸ *La fille du puisatier*, *The Artist*, *Intouchable*.
Mort de Annie Girardot, Elizabeth Taylor, Oussama Ben Laden, Jorge Semprun, Peter Falk, Steve Jobs, Mouhamar Kadhafi, Kim Jong-il, Vaclav Havel, Robert Lamoureux, Maria Schneider, Marie-France Pisier, Jean Dutourd, François Nourissier, Jean Lartéguy, Brigitte Friang, Jean Royer, Sidney Lumet, Ngo Dinh Nhu, Bernard Stasi, Gunther Sachs, Otto de Habsbourg, Roland Petit, Pierre Jonquières d'Oriola, Henri Tisot, Hervé de

Fontmichel, Michel Mohrt, François-Georges Dreyfus, Jean Amadou, Joe Frazier, Danielle Mitterrand, Ken Russel.

2012 Naufrage du Costa Concordia. Début de la guerre au Mali.
Élection de Morsi en Égypte.
▹ Meurtres de Merah.
Élection présidentielle. MLP 17,90 %, Hollande élu.
Élections législatives FN 13,60 %, deux élus.
La note financière de la France dégradée. Début de l'affaire Cahuzac.
▸ Sur les dix films les plus vus en France, sept sont anglo-saxons, trois sont français : *Sur la piste du Marsupilami*, *La vérité si je mens 3*, *Astérix et Obélix : Au service de Sa Majesté*.
Mort de Claude Miller, Ahmed Ben Bella, Ray Bradbury, Neils Armstrong, Pierre Mondy, Édouard Leclerc, Norodom Sihanouk, Maurice André, Félicien Marceau, Pierre Schoendoerffer, Richard Descoings, François Brigneau, Georges Mathieu, Richard D. Zanuck, Michel Polac, Mouloud Alunit, Chadli Bendjedid, Sylvia Kristel, George McGovern, Olivier d'Ormesson, Dave Brubeck, Maurice Herzog.

2013 Libération de Florence Cassez.
Benoît XVI démissionne. Élection de François.
Guerre en Centrafrique.Rohani élu en Iran.
Mariage Homo, Manif pour tous.
Début des révélations d'Edward Snowden.
Abdication d'Albert de Belgique.
Morsi renversé par l'armée égyptienne.
Début de la guerre en Syrie.
▸*La vie d'Adèle*, film lesbien pornographique, remporte la Palme d'or à Cannes.
Mort de Stéphane Hessel, Hugo Chavez, Margaret Thatcher, Georges Moustaki, Pierre Mauroy, Alain Mimoun, Georges Lautner, Nelson Mandela, Jacques Heers, Jozef Glemp, Marie-Claire Alain, Martin Borman junior, André Fontaine, Pierre Drai, Bernadette Lafont, Georges Descrières, Edouard Molinaro, Peter O'Toole.

2014 Révolution de la place Maïdan en Ukraine.
Début de la guerre du Donbass.
Retour de la Crimée à la Russie.
Jean XXIII et Jean-Paul II canonisés.
Abdication de Juan Carlos, Felipe VI roi d'Espagne.
Crash du MH17 de Malaysia Airlines en Ukraine.
Émeutes aux États-Unis après qu'un jeune délinquant noir a été abattu par la police.

▹ Acharnement de Manuel Valls ministre de l'Intérieur contre Dieudonné.
La liaison de Hollande et Julie Gayet révélée, Valérie Trierweiler répudiée par communiqué de presse.
L'Assemblée nationale officialise l'avortement de confort.
Affaire Bygmalion.
Élections municipales. Déroute de la gauche. Poussée du FN, qui remporte onze villes.
Démission Ayrault, nomination Valls.
Élections européennes, le Front national est en tête, vingt-cinq élus.
Démission de Thomas Thévenoud, le secrétaire d'État qui ne payait pas ses impôts.
Élections sénatoriales. Pour la première fois, le FN a des élus.
Mort d'un manifestant contre le barrage de Sivens dans le Tarn, vague de violence antifa.

Mort de Ariel Sharon, Claudio Abbado, Alain Resnais, Gabriel Garcia Marquez, Jack Brabham, Edouard Chevarnadze, Lauren Bacall, Jacque Chancel.

2015

Syriza remporte les élections grecques.
Encyclique *Laudato Si* sur l'environnement.
Rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et les Etats-Unis.
Accord avec l'Iran sur le nucléaire.
La Hongrie ferme ses frontières aux envahisseurs « migrants ».
Scandale Volkswagen sur le trucage des tests des moteurs.
Synode sur la famille.
Cop21, conférence mondiale sur le climat à Paris.
▹ Attentat contre *Charlie Hebdo*. Défilés « Je suis Charlie ».
Crash d'un avion de Germanwings dans les Alpes à cause du suicide de son pilote.
Élections départementales en France, poussée FN.
Les détecteurs de fumée obligatoires dans tout logement.
DSK relaxé dans l'affaire du Carlton de Lille.
Élections régionales, le FN premier parti de France.
Jean-Marie Le Pen exclu du FN.
Mort de Jean-Pierre Beltoise, Cabus, Wolinski, Anita Ekberg, Demis Roussos, Roger Hanin, Florence Arthaud, François Maspero, Günther Grass, Richard Anthony, François Michelin, Pierre Brice, Laura Antonelli, Magali Noël, Charles Pasqua, Omar Sharif, Jean Lacouture, Samuel Pisar, Guy Béart, René Girard, André Glucksmann, Helmuth Schmidt, Hocine Aït Ahmed, Charles Baur, Louis Jourdan, Anne-Marie Peysson, Elio

Toaff, Claude Durand, Ron Clarke, Samuel Pisar, Emmanuel Ratier, Robert de Balkany, Leny Escudero, Danièle Delorme, Pierre Berger, Madame Claude, Lilian Camberabero, José Artur.
2016 Daech en difficulté en Irak et en Syrie. Panam Papers.
Élection présidentielle en Autriche : le Vert élu de justesse devant le FPÖ.
Inauguration du tunnel du Saint-Gothard, plus long tunnel ferroviaire du monde.
Fusillade d'Orlando.
Signature du CETA entre le Canada et l'Europe.
Élection de Donald Trump. Les nouvelles régions s'installent.
Référendum sur le Brexit au Royaume-Uni : Oui.
▹ Attentat du 14 juillet à Nice et meurtre d'un prêtre à Saint-Etienne-du-Rouvray.
Manifestations contre la loi Travail.

Nuit Debout.
Polémique sur le Burkini. François Hollande élu homme d'État de l'année. Affaire des frégates Mistral.
Début de la campagne présidentielle, primaires, Hollande renonce après la publication de *Un président ne devrait pas dire ça*.
2280 pompiers ont été agressés dans l'exercice de leurs fonctions en 2016.
▸ *TNT*.
Mort de Michel Delpech, Michel Galabru, André Turcat, Pierre Boulez, André Courrèges, David Bowie, Michel Tournier, Ettore Scola, Edmonde Charles-Roux, Jacques Rivette, Boutros Bourtros-Ghali, Umberto Eco, Alain Decaux, Jean-Pierre Coffe, Prince, Siné, André Rousselet, Cassius Clay alias Mohamed Ali, Edgar Pisani, Michael Cimino, Michel Rocard, Elie Wiesel, Marceau Long, Georges Séguy, Michel Butor, Jacques Dominati, Joseph Sitruk, Shimon Peres, Pierre Tchernia, Andrzej Wajda, Pierre Etaix, Raoul Coutard, Fidel Castro, Marcel Gotlib, Zsa Zsa Gabor, Léo Marjane, Michèle Morgan, Claude Gensac, Michel Déon, Ferdi Kübler, Anne-Marie Delcambre, Yves Guéna, Claude Estier, Johan Cruyff, Alexandre Astruc, Alvin Toffler, Françoise Mallet-Joris, Sonia Rykiel, Claude Imbert, David Hamilton, Lionel Stoléru, William Abitbol, Pierre Barouh.
2017 Antonio Guterres secrétaire général de l'ONU, Trump intronisé.
Attentats à Istanbul, Bagdad, Azaz (Syrie), en Afghanistan (5), à Gao (Mali), au Pakistan, Quebec, Westminster, Stockholm, Égypte (3), Manchester, Londres, Barcelone et Cambrils, Mogadiscio.

Bombardement US sur la base aérienne de Syrie.
Fin de la bataille de Mossoul, EIL battu.
Affaire Weinstein, « Balance ton porc ».
La Catalogne prononce son indépendance, cassée. Le président Puygdemont en fuite.
▹ Élection présidentielle française, Macron élu contre Marine Le Pen après un débat houleux dont elle ne sort pas à son avantage.
▸ Mort de François Chérèque, Jean Vuarnet, Georges Prêtre, Lord Snowdon, Raymond Kopa, Jean-Christophe Averty, Chuck Berry, David Rockefeller, Henri Emmanuelli, Roger Pingeon, Victor Lanoux, Roger Moore, Jean-Marc Thibault, Christian Cabrol, Simone Veil, Max Gallo, Claude Rich, Jeanne Moreau, Christian Millau, Gonzague Saint-Bris, Jerry Lewis, Mireille Darc, Pierre Bergé, Liliane Bettencourt,

Gisèle Casadesus, Edmond Maire, Jean Rochefort, Danielle Darrieux, Fats Domino, Jacques Sauvageot, Robert Hirsch, Toto Riina, Azzedine Alaïa, Jean d'Ormesson, Johnny Hallyday, Mario Soares, Pierre Arpaillange, Emmanuelle Riva, Roger Walkowiak, Evelyne Pisier, John Surtees, Pierre Bouteiller, Julien Besançon, Evelyne Sullerot, Jean Miot, Mgr de Berranger, Lucien Israël, Maurice Mességué, Alain Senderens, Moustapha Tlass, Jean-Jacques Susini, Elsa Martinelli, Ilya Glazounov, Martin Landau, Sam Shepard, Michel Durafour, Sophie Huet, Charley Marouani, Shogoro Nishimura, Ivan Gobry, Ernst Zündel, René Laurentin, Albert Speer, Noël Favrelière, Patrick Henry, Christine Keeler, Jean Breton, Philippe Rondot.

2018

Lancement du plus petit lanceur de satellites, japonais.
Le président sud-africain Zuma démissionne.
Affaire Skirpal.
Quatrième gouvernement Merkel, déclin constant de la Groko, l'AFD grimpe.
Mondial de foot en Russie. Victoire de l'équipe de France.
Capitalisation boursière d'Apple à plus de mille milliards de dollars.
De l'eau découverte sur Mars et sur la lune.
Référendum en Nouvelle-Calédonie. Malgré les efforts du système, le non l'emporte.
Crise de l'Aquarius. Salvini impose la souveraineté italienne aux migrants.
Pacte sur les migrations à Marrakech.
▹ Début des Gilets jaunes, affaire Benalla.
▸ Mort de Bernard de Fallois, Peter Sutherland, Françoise Dorin, Alain Devaquet, Paul Bocuse, Henri de Monpezat, Roger

Bannister, Hubert de Givenchy, Stephen Hawking, Winnie Mandela, Milos Forman, Pierre Bellemare, Serge Dassault, Yvette Horner, Édouard-Jean Empain, François Bluche, Cardinal Tauran, Claude Lanzmann, Joël Robuchon, Aretha Franklin, François Flohic, Burt Reynolds, Jean Piat, Marceline Loridan-Ivens, Charles Aznavour, Monserrat Caballé, Yvan Blot, Pik Botha, Robert Faurisson, Bernardo Bertolucci, George HW Bush, Maria Pacôme, France Gall, Stéphane Audran, Samuel Flatto-Sharon, Edmond Simeoni, Venantino Venantini.

Annexe 2
Transcription du disque testament du grand-père d'Hubert Lambert

Mes chers enfants, mes chers petits enfants. J'ai soixante-dix-sept ans, je suis sain de corps et d'esprit, sauf quelques petites infirmités dues à mon grand âge. Je voudrais aujourd'hui vous donner quelques conseils qui ne sont certes pas des ordres, dont vous ne tiendrez compte que si vous les jugez réalisables.

La vie a parfois de bons moments dont le souvenir nous reste, mais elle a aussi des heures douloureuses. C'est dans la peine ou la tristesse que l'homme se sent heureux d'avoir des amis et une famille qui physiquement et moralement lui donnent le courage nécessaire pour traverser ces moments si pénibles.

C'est pourquoi, si l'un de vous venait à avoir des revers lui causant de la peine, ne l'abandonnez pas même s'il y avait faute de sa part. Ne jugez surtout jamais les personnes qui vous entourent sur leurs défauts, car nous en avons tous.

Soyez justes et appliquez-vous à ne vous faire une opinion sur vos semblables que d'après leurs qualités, surtout celle du cœur qui est la plus belle entre toutes.

Je vais vous rappeler les paroles que notre grand-père nous répétait souvent, et en particulier à ses derniers moments.

Mes chers enfants, tout le monde ne réussit pas dans la vie.

Si vous ne pouvez devenir riche restez pauvres mais restez honnêtes avant tout.

J'ai fait tout ce qu'il était possible.

Après la mort de votre pauvre mère qui a été ma compagne si dévouée et si méritante j'ai eu la grande satisfaction de vous voir tous sans exception très affectueux pour moi, et votre affection, mes chers enfants, m'a permis de passer au milieu de vous tous dans une douce quiétude les quelques années qui me restaient à vivre.

Pour cela merci.

Je suis aussi profondément content de voir le développement donné à la petite entreprise commencée par mon grand-père, cette affaire si modeste au début est devenue l'une des plus fortes et des plus modernes de notre industrie. Qu'elle grandisse encore sagement, intelligemment et honnêtement, c'est là un de mes vœux les plus chers et les plus sincères.

Dans ce but je vous conseille de donner à mes enfants le goût du travail. Ils y trouveront la plus saine des satisfactions, le vrai moyen de faire face aux exigences de la vie.

Et même si le malheur amenait à leur porte des revers de fortune, la possibilité de les surmonter.

Je ne suis pas croyant. Je n'ai peut-être pas raison.

Mais s'il y a un juge suprême je ne crains pas de me présenter devant lui, car je crois avoir fait mon devoir envers mes parents comme chef de famille, envers ma patrie comme citoyen.

Adieu donc mes chers enfants, mes petits enfants, votre père et grand-père Lambert, juin 1923.

Annexe 3
Trois affaires malheureuses, trois impostures politiques.

Le système n'a pas beaucoup d'imagination. Chaque fois qu'une élection se présente mal pour lui et bien pour le Front national, il dit que celui-ci est le diable, en le dénonçant soit comme antisémite, soit comme violent.

Ce fut le cas dans trois malheureuses affaires, qui donnèrent lieu à chaque fois à une exploitation politique éhontée.

Dans la nuit de 7 mars 1986, neuf jours avant le tour unique des élections législatives, un colleur d'affiche socialiste mourait, d'un coup de poignard. Il avait trente-cinq ans, se nommait Philippe Brocard, et collait avec un collègue, surchargeant quand ils le pouvaient les affiches du FN, quand survint une bande d'une dizaine d'hommes :

« Elles te plaisent pas, ces affiches ? Pourquoi tu les recouvres ? »

Un individu s'est détaché et prend à partie Philippe Brocard. On apprendra qu'il se nomme Régis Devaux, il est sergent au 5e régiment d'infanterie. Le ton monte très vite et c'est la bagarre. Mais quand le militant socialiste utilise le pinceau, son adversaire frappe avec un poignard. La lame glisse sous l'aisselle et touche le cœur. Philippe Brocard tombe mortellement blessé, son camarade ne pourra rien pour lui.

C'est un accident. Jugé trois ans plus tard, l'homme au poignard sera condamné pour « coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». Les membres du groupe qui l'accompagnaient, au nombre d'une dizaine, seront acquittés.

Sur le moment, la chanson est toute différente. La presse et les politiques, frénétiques, tombent à bras raccourcis sur le Front national. Les évêques fulminent en chaire. Les journaux parlent de meurtre et même d'« assassinat ». La gauche organise une marche de protestation contre « l'idéologie de violence » qui porterait « la responsabilité » de l'acte. La « droite » y participe. Georges Marchais, le secrétaire général du PCF, dénonce « l'extrême-droite qui nous fait horreur, à nous communistes ». On brode à perte de vue sur le thème de « responsabilité morale » mis en honneur à Carpentras.

Cela aura des répercussions sur l'élection. Alors que tout annonçait une forte poussée du FN amplifiant sa victoire aux européennes de 1984, l'image de violence qu'on lui collait fit reculer l'électorat

bourgeois. Le politologue Jérôme Jaffré a démontré dans une étude devenue classique qu'en région parisienne le FN a plongé de 40 % à Neuilly et dans le VIIIe arrondissement de Paris. Mais cette manœuvre indiscutablement réussie du système est une imposture morale, car l'homme qui a tué Philippe Brocard n'était pas au FN et que l'équipe qui s'est battue avec les colleurs socialistes n'appartenait pas au FN. Je l'ai dit. En vain. C'est comme si j'avais soufflé dans une contrebasse.

Si l'équipe avait appartenu au Front, ou si elle avait été utilisée par le Front, je me serais senti responsable de cette mort, patron d'une organisation dont l'échelon local n'aurait pas su trier ses militants ou ses soutiens. Mais ce n'était pas le cas. Les agresseurs de Philippe Brocard n'étaient pas des colleurs d'affiche ni des membres du FN, il s'agissait d'un groupe autonome qui s'était chargé, de sa propre autorité, de faire la police de la campagne.

La figure de Régis Devaux reste mystérieuse. D'où venait-il ? Qu'est-il devenu après sa condamnation ? Si la mort de Brocard n'était pas programmée, la provocation était peut-être commanditée.

Quoi qu'il en soit cette affaire fut triste et sotte. J'ai suivi les obsèques de la victime, Philippe Brocard. Sa femme était extrêmement digne. Pendant un temps, je fis lever les assistances lors de nos réunions à la mémoire du militant socialiste mort pour ses idées.

L'affaire des Comoriens de Marseille, neuf ans plus tard, est tout aussi triste, et cette fois le FN porte une responsabilité. Mais pas celle qu'on a dite. À l'époque, j'étais chez moi en Bretagne à La Trinité pour préparer la dernière ligne droite de la présidentielle. C'est donc Bruno Mégret qui eut à gérer les premières heures de la crise, et il s'en tira avec honneur.

Le 21 février 1995, alors que la campagne se durcissait, une petite équipe de colleurs du FN marseillais, Robert Lagier, Mario d'Ambrosio et Pierre Giglio, décide de sortir coller. Ce sont des hommes aguerris, mais plus de la première jeunesse. En si petit nombre dans une ville où l'extrême gauche et les immigrés violents sont nombreux, ils s'arment par précaution de pistolets. Notons-le, il ne s'agit pas de gros calibres pour faire des dégâts, mais de petits calibres destinés à effrayer, 22 long rifle et 7,65 mm.

Marseille compte en particulier une communauté nombreuse, jeune et turbulente, celle des Comoriens : le magazine *Slate* parle de la *plus grande ville des Comores* et Médiapart de la *cinquième île* des Comores. Or une partie des jeunes Comoriens, remontés par la propagande anti FN du Système, se plaît à en découdre avec nos militants. Il y a donc menace permanente. Pendant que Mario d'Ambrosio s'arrête un instant surveiller les affiches fraîchement collées, les deux autres continuent à coller, mais doivent bientôt refluer en vitesse : sur toute la largeur de la rue une foule de « jeunes d'origine africaine », comme

dira la presse, les course. Robert Lagier tire, suivi de D'Ambrosio, pour les mettre en fuite, ce qui fonctionne. La meute se disperse. Hélas, un homme reste à terre. Ibrahim Ali, un jeune Comorien de dix-sept ans. Blessé au dos, il décédera une demi-heure après l'arrivée des marins-pompiers.

Un seul coup de feu a porté, tiré par Lagier. Un seul, contrairement à ce qui avait été d'abord colporté par la presse. Pour cela, les assises de Marseille ont condamné Lagier à quinze ans de réclusion criminelle pour homicide volontaire et tentative d'homicide volontaire. D'Ambrosio a été condamné à dix ans d'emprisonnement pour tentative d'homicide volontaire.

C'est proprement scandaleux. Il ne s'agit pas de dire que Lagier n'a pas tué. Il ne s'agit pas de dire que les deux hommes sont innocents. Il s'agit de constater que la sanction qui les a frappés est disproportionnée et que la campagne de presse qui les a accablés est malhonnête.

Ces hommes ont tiré pour se dégager d'un groupe hostile qui se proposait de les lyncher. Ils n'ont pas tiré en l'air parce que cela n'aurait pas arrêté les « jeunes ». Il faut vraiment n'être jamais sorti la nuit en milieu dangereux pour l'ignorer. Et pour prêter aux accusés le désir « raciste » de tuer. Je suis allé voir Lagier en prison, où il devait d'ailleurs mourir de maladie, sans la moindre pitié ni remise de peine. Il m'a expliqué ce qui s'était passé. Deux adversaires lui font face. Il tire un coup de feu d'intimidation entre eux, qui va, à quarante mètres, toucher le jeune Comorien.

C'est un malheur, un manque de chance. C'est aussi la conséquence des politiques insensés qui ont attiré chez nous une immigration incontrôlable et qui laissent des bandes de jeunes maîtres des rues la nuit. Dans une ville sûre, dans une France rendue à elle-même et paisible, rien ne serait arrivé. Robert Lagier n'a voulu tuer personne, mais il est mort, seul et honni, en prison, pour avoir eu le courage (il en faut pour aller coller dans ces conditions) de lutter pour la survie de son pays. La mort d'Ibrahim Ali est déplorable, bien sûr, mais la sienne aussi.

La troisième affaire, l'affaire Bouarram, tout aussi triste, renoue avec la manipulation d'État de grande ampleur, comme Carpentras, avec cette « amélioration » qu'elle s'étend sur 23 ans, qu'elle dure encore.

Brahim Bouarram était un jeune Marocain de vingt-neuf ans qui se tenait au bord de la Seine à la hauteur du pont du Carrousel le 1er mai 1995. Le même jour avait lieu le défilé de Jeanne d'Arc. Vers la fin du meeting, quatre jeunes gens venus pour la journée de Champagne et déjà dûment lestés de bière, Christophe Calame, de l'Œuvre française,

David Halbin, un jeune cuisinier ayant eu sa carte du FN, David Parent et Mickaël Fréminet, apprenti menuisier, marchaient ensemble dans les rues de Paris. On peut les décrire comme sympathisants du FN, non comme adhérents, encore moins comme militants.

À un moment donné, ils s'écartèrent du cortège, traversèrent le pont du Carrousel et gagnèrent le quai en contrebas. Pour s'y moquer des homosexuels, l'endroit ayant la réputation d'un « grand lieu de drague », disent certains. Aucune preuve n'en a été donnée. Eux-mêmes diront que c'est pour soulager leur vessie. Ce qui rend leur affirmation plausible, c'est qu'Halbin est resté sur le pont pendant que les trois autres descendaient sur le quai pour faire ce qu'ils avaient à faire.

Cependant Fréminet croise Brahim. Que se passe-t-il alors ?
Y a-t-il un échange d'insultes ? Rien n'est plus fragile que la mémoire, sinon le témoignage. Toujours est-il que les deux hommes se prennent de bec et Fréminet touche Bouarram qui tombe à l'eau.

Ensuite s'ouvre le domaine des conjectures. Un témoin assure que Fréminet l'y a poussé. Celui-ci le nie. C'est tout. Cela pourrait être tout, du moins, si Brahim savait nager. Mais il ne sait pas. Il coule à pic. Hydrocution, peut-être. Il y a sur la Seine à cet endroit deux bateaux, dont un de la police fluviale. Il y a sur le quai des témoins. Nul ne lui lancera de bouée, nul ne se jettera à l'eau pour lui porter secours. On ne poursuivra pas ces témoins sans présence d'esprit pour non assistance à personne en danger.

Tels sont les faits. Un jeune homme est mort à la suite d'une brève dispute, un jeune homme dont personne n'a voulu la mort ni pensé un moment qu'elle pouvait survenir.

Ce fait divers déclencha une hystérie médiatique. Le soir même, toutes les télévisions ouvraient sur ce « crime ». Avec ensemble, elles répétèrent qu'il avait été commis « en marge du défilé du FN », même si les quatre garçons s'en étaient séparés, et si Fréminet n'avait d'autre lien avec le FN que le fait d'avoir été amené à Paris par un bus affrété par le mouvement. A-t-on compté pour républicain indépendant ou socialiste les innombrables quidams transbahutés gratuitement par les candidats Giscard ou Mitterrand lors de leurs meetings de 1981 ? Non : il s'agissait d'imputer au Front national la « responsabilité morale » du crime, comme toujours.

Aujourd'hui, vingt-quatre ans après, le thème fait toujours recette.

En 2003, Bertrand Delanoë, alors maire de Paris, apposait une plaque de cuivre commémorative sur le pont du Carrousel. Et depuis, tous les ans, la gauche entretient la mémoire de la chose.

Le 1er mai 2018, le porte-parole du gouvernement d'Édouard Philippe, Benjamin Griveaux, et le maire de Paris, Anne Hidalgo, chacun de son côté, en grande pompe, affectant le plus grand

recueillement, y ont déposé chacun sa gerbe. Afin qu'on n'oublie « jamais » ni Bouarram, ni le « racisme » qui l'aurait tué.

De même, en mai 2017, pour bien draguer à gauche, le candidat Macron, qui donnait alors dans la mémoire, était venu déposer lui aussi son petit bouquet manipulateur. Il faisait ainsi écho à son grand ancêtre François Mitterrand.

C'est celui-ci en effet qui a lancé le mouvement. Le 3 mai 1995, à l'extrême occident de son deuxième septennat, juste avant de rendre la mallette atomique, pâle comme un suaire, celui qui n'était plus qu'un cadavre ambulant débarquait sur bord de la Seine pour y jeter des fleurs. Il y condamna les « détournés, les dévoyés » qui ne « méritent pas la pitié », puis maudit rituellement le « racisme ».

Du moins gardait-il dans l'imposture le semblant de mesure que lui avait enseigné sa douce Charente natale. La plaque apposée par Delanoë a permis aux manipulateurs une formidable montée en puissance dans l'imposture.

Le moyen en est une étonnante translation des faits. Chaque fois qu'on parle, aujourd'hui, de l'affaire, ou qu'on écrit sur elle, Bouarram n'a pas glissé sur la berge, *il est tombé du pont* ! Il faut avouer que cela a plus de gueule. Tombé du quai, à la suite, au plus, d'une gifle, c'était un banal accident après ce qui ne fut même pas une bagarre. Mais tombé du pont, c'est autre chose ! Cela suggère, sans le dire, qu'il en a été jeté violemment, dans un acte qui a été long et difficile à accomplir (un parapet, ce n'est pas rien), donc volontaire.

Je lis dans *Le Monde* (journal de référence) du 1er mai 2015 qu'il a été « poussé du pont du Carrousel », ce que dit aussi le magazine *Slate* le même jour. LCI du 1er mai 2017 préfère écrire « jeté du pont », d'autres encore « précipité du haut du pont ». Tout le vocabulaire utilisé par la presse tend à rendre coupable Mickaël Fréminet d'un acte volontaire et raciste. *Libération* affirme qu'il a « noyé » Bouarram. Il s'agit aussi de mettre le « meurtre » sur le compte du Front national. *Challenges* écrira que les quatre jeunes gens (comme s'ils ne formaient qu'un bloc, tous responsables au même titre), étaient des « affidés du Front national ».

L'affaire sera jugée en 1998. Pourquoi une instruction si longue ? Mystère et boule de gomme. Fréminet aura fait trois ans de préventive, Parent et Calame, un an de préventive chacun, pour n'avoir pas sauté dans la Seine afin de sauver le petit Bouarram, semblables en cela à tous les témoins. Fréminet, c'est le seul qui compte vraiment, sera jugé pour meurtre. La qualification est scandaleuse. En admettant que la thèse du témoin soit vraie (sur quels faits matériels s'appuie-t-on pour le dire ?), et que le jeune homme ait vraiment voulu pousser Bouarram à l'eau, ce qu'il nie et que rien ne prouve, rien, mais alors absolument rien, n'indique qu'il ait eu

l'intention de tuer. La qualification la plus juste serait coups ayant entraîné la mort sans intention de la donner. La condamnation, elle, frise la folie furieuse : huit ans ferme. Pour une grosse claque ou une poussée sur un malheureux qui trébuche.

Ce fut une insulte à la détresse de deux familles, celle de Bouarram, dont on exploitait la mort à des fins politiques, celle du malheureux coupable, qui restait avec son geste mortel. Nos politiciens, Mitterrand en tête, s'en fichent. En 1995, l'affaire fit baisser Le Pen et servit Chirac. Dix-sept ans plus tard, en 2012, la verte Éva Joly et le frontiste de gauche Mélenchon devaient faire leur petite courbette sur le pont du Carrousel.

En 2017, ce fut au tour d'Emmanuel Macron. À cette occasion, la journaliste de LCI tira le bouquet final de la manipulation. Elle parla de Bouarram « assassiné ». Textuellement. On n'apprend plus le sens des mots au CFJ. L'assassinat est un meurtre avec préméditation. Cette jeune péronnelle oserait-elle soutenir le regard de Fréminet, dont la vie a été gâchée alors qu'il rêvait seulement ce jour-là d'une virée gratuite à Paris, si elle l'accusait les yeux dans les yeux d'avoir tué Bouarram avec préméditation ?

Annexe 4

Comité directeur du comité TV
Jean-Marie LE PEN
Jean-Louis TIXIER-VIGNANCOUR
Alain de LACOSTE-LAREYMONDIE
Marc de LACOSTE-LAREYMONDIE
Roger HOLEINDRE
Colonel TOMAZO
Maître LE COROLLER
Maître MOURE
Pierre DURAND
Victor BARTHÉLÉMY
Jean DIDES
Jean-Marc VARAUT
Maître Jean-Baptiste BIAGGI
Raymond BOURGINE
VALADE
Maître Robert TARDIF
François BRIGNEAU
Philippe MARCAIS (doyen de la faculté et ancien député d'Alger)
KENNECH'Du (ancien préfet)
Léon GAUTIER
Jean RAFFIT
Maître Jacques TRÉMOLLET de VILLERS
Maître André GUIBERT
Serge JEANNERET
Claude JOUBERT
Jean-Claude VARANNE
Jean-Pierre REVEAU
Commandant MARCH
Deux frères DELMAS-VIELJEUX
Jean-Maurice DEMARQUET
P. PERES
Paul TROISGROS
Pascal ARRIGHI
Maître PATRIMONIO
Maître VIGNOLE
LAFIN

La liste contient huit anciens députés, sept avocats, deux journalistes et deux maîtres de requête au Conseil d'État.

Cadres du comité TV
Dominique CHABOCHE
Christian BAECKEROOT
M. BAYVET
P. BÉRARD
P. DELANNOY
Michel COLINOT
Jean-Claude CASANOVA
P. DUFOUR
J. DESCHANEL
Pascal DELMAS
J.-A. LABAT
C. ROBERT
L. MAGNIEN
G. PALTSOU
J. ROUXEL
Jean-Pierre STIRBOIS
J.-C. TARDY
D. TOUZOT
Alain ZELLER (neveu du général)
LEMOINE
Gérard LONGUET
Alain MADELIN
J.-L. COLMANT
D. ERULIN
C. MIMET
Michel OLAGNON
GRIMALDI

Index des noms

Index 2

Table des matières

Achevé d'imprimer par l'imprimerie Floch
en septembre 2019
N° d'imprimeur : 94952
Dépôt légal : octobre 2019
Imprimé en France

Le temps du risque



Avec François Brigneau, Roger Holeindre et Pierre Bousquet au premier meeting à la Mutualité, octobre 1972.



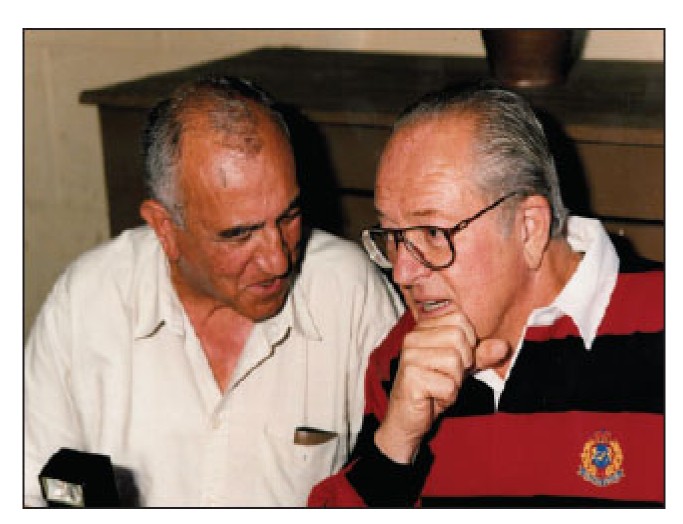
En octobre 1976, une bombe visant à me tuer éventre notre immeuble villa Poirier. Jamais l'attentat ne sera élucidé.

Honneur et fidélité



Honneur et fidélité

Aux obsèques de François Duprat, historien et cadre du FN, assassiné à l'explosif.



Roger Holeindre, résistant, para, journaliste, figure d'origine du FN.



Présidentielle 1974

L’ancrage nécessaire

École de la Trinité : 33 élèves qui marchent à la baguette laïque et obligatoire.



Avec mon épouse Pierrette et mes trois filles, une famille ordinaire avant d'être extraordinaire

L'aube des victoires



Pour la législatives d'Auray, à l'automne 1983, je fus prophète en mon pays, avec mon suppléant Yann Cadoret, ancien champion de France de moto.



Deux des principaux organisateurs du FN, secrétaire général chacun à son tour, Jean-Pierre Stirbois, homme d'action, et Bruno Gollnisch, doyen de fac : l'amitié des contraires.

1972, avant qu'il ne soit trop tard







Trop tard : tels sont les deux mots les plus tragiques de l'histoire.

Voir trop tard, comprendre trop tard, agir trop tard, peut perdre le plus beau destin et le plus solide projet.

38 ans durant, les affiches du FN ont sonné l'alarme auprès des Français. La folle politique d'immigration a provoqué l'invasion qui menace l'être même de la France.

Des décennies à l'avance, nous avons dénoncé le grand remplacement en marche et proposé des solutions.

La question sociale au cŒur

IMMIGRATION...
OUVREZ LES YEUX !
FRONT NATIONAL
POUR NE PLUS SE TROMPER

Le rare courage de la lucidité. La question sociale au cœur. 1990



Il était de bon ton de nier le lien entre l'invasion et le délabrement de la France. 1984

Le Pen, le peuple

LE PEN LE PEUPLE. 1988

Les foules parlent d'elles-mêmes. Les populations françaises abandonnées par leurs élites, les patriotes désorientés ont afflué vers le Front National. 2002

Peaux-rouges ou gilets jaunes ?



Vingt ans avant, nous avons représenté cette France périphérique, marginalisée, qu'une classe politique anti-nationale cantonne dans des territoires.

1984



La Une de Libération est un aveu : notre résultat aux européennes de juin 84 mit le Système K.O debout.



SPORTS

Foot: le championnat d'Europe s'enflamme

Libération

Percée de Le Pen, effondrement du PC

LE CHOC

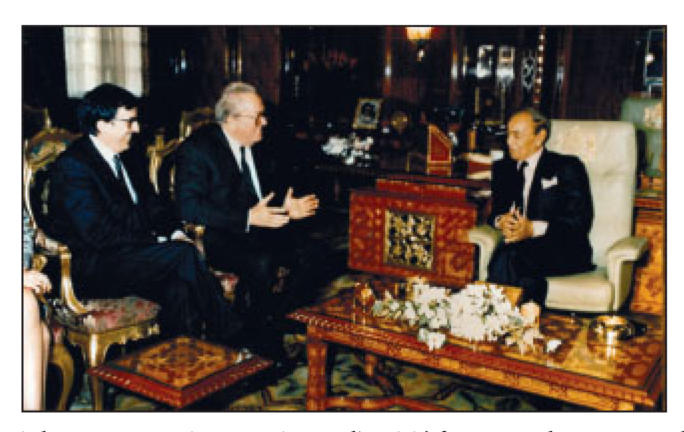
En dépit d'un taux d'abstention particulièrement élevé (41 % environ), le paysage politique français est bouleversé par ces élections européennes.

- *Le Front National pulvérise les sondages et sa percée — 11% — le situe à quasi égalité avec le PC qui subit un nouvel effondrement.*
- *La liste UDF-RPR de Simone Veil encaisse les contrecoups du phénomène Le Pen et réalise un score relativement médiocre (autour de 42%).*
- *Le parti socialiste — à peine plus de 20% — subit un échec qui le renvoie dix ans en arrière.*
- *Aucune majorité électorale ne se dégage du scrutin, sauf à additionner les suffrages de l'opposition parlementaire et ceux de Le Pen. La gauche est, elle, clairement minoritaire. Lire pages 2 à 10 et 40.*

La Une de Libération est un aveu : notre résultat aux européennes de juin 84 mit le Système K.O debout.

Dix députés FN, cinq Italiens du MSI, un Grec et un Britannique : Le groupe des Droites Européennes, au Parlement Européen.

En tournée internationale



Hassan II, roi du Maroc, avait compris que l'amitié franco-arabe suppose de réduire l'immigration.



Nakasone, premier ministre d'un Japon moderne et traditionnel, me reçut en homme d'État.



Jany m'accompagnait partout. Elle était la première dame du Front.

N'ayez pas peur



Rome, 1985. Je n'ai croisé saint Jean Paul II que trois fois mais j'ai senti une forte sympathie mutuelle. De résistant à résistant il m'encourageait à ne pas avoir peur des censeurs.

Chez moi

Le « manoir » de Montretout : loin du bunker d'iniquité qu'en ont fait les médias, c'était une maison de famille léguée par un ami, dont j'ai fait un QG affectif et

politique.



À la tribune j'étais comme chez moi, je chantais, j'interpellais, j' improvisais, sous l'oeil médusé des parlementaires élevés au lait de la technocratie.

Le Front National à l'Assemblée



Mitterrand et Chirac ne laissèrent pas la législature aller à son terme : le groupe FN de 1986, exemplaire, en devenait contagieux.

L'exclusion



LE PEN : SA DEFENSE

La machination du détail le 13 septembre 1987 fut notre excommunication majeure : seul le *Quotidien de Paris* eut l'honnêteté de publier ma réponse à I'Assemblée.



En 1989, élu au Parlement de Strasbourg, le grand cinéaste Claude Autant Lara prononçait le discours d'ouverture : il fut odieusement boycotté par la tourbe des députés.



À Bagdad, Jany Le Pen, présidente de SOS enfants d'Irak, console les malheureux privés de tout par l'Occident. Une image quasi biblique.

Deux amis



Avec Saddam le courant est tout de suite passé, entre parias, entre patriotes. Son procès et sa mort furent indignes. Nous payons, aujourd'hui encore, la démesure américaine au Proche-Orient.



Alain Delon est un vieil ami dont ni l'âge ni les soucis ne m'ont séparé. Une immense star, mais réprouvée par le politiquement correct.

Avec la France

Inventés par Michel Colinot pour faire pièce aux communistes, les BBR étaient la grande fête des Français patriotes. Des foules immenses avaient la joie de se retrouver, enfin, chez elles.



En fêtant Jeanne d'Arc le premier mai, nous avons réconcilié le travail avec la patrie, dans une droite nationale, populaire et sociale.

Mémoires

**

JEAN-MARIE

LE PEN

TRIBUN DU PEUPLE

« Dans le premier tome de mes mémoires, les Français ont découvert un jeune Breton fier de sa famille, de sa petite patrie la Trinité, de sa grande patrie, la France. Un fils de la nation désolé de voir celle-ci blessée, rapetissée par la seconde guerre mondiale et la fin de l'Empire, qui n'aura pu, malgré son engagement, empêcher des responsables politiques en poste de l'enfoncer dans la décadence.

Le deuxième tome raconte la construction d'un mouvement indépendant qui tente de relever la France, l'aventure exaltante du Front national, si généralement et si bassement calomnié. Quarante ans d'histoire de France, de lutte implacable. Une vie personnelle et familiale parfois difficile. Et puis la suite. La transmission qui ne coule pas de source. Les attaques de plus en plus vives contre la nation. Le mondialisme totalitaire, l'ouragan de l'invasion, l'écologisme maître de la pensée unique.

Et la nation trahie. La droite et la gauche piétinant leurs valeurs respectives. Le peuple français abandonné par les collaborateurs du déclin, Giscard, Mitterrand, Chirac, puis par leurs minuscules épigones d'aujourd'hui.

J'ai échoué à prendre le pouvoir, mais j'aurai fait ce qu'il fallait faire, vu ce qu'il fallait voir, dit ce qu'il fallait dire. À temps. J'aurai été le tribun d'un peuple martyrisé.

Advienne maintenant que pourra. L'heure vient où il faut regarder plus haut que la terre, en espérant pourtant que notre civilisation, notre lignée, trouveront le moyen de survivre. Vive la France quand même ! »

Distribution : Hachette



24,90 €